

N°	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
1.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Mitteilungen</i>				
2.	2013-GC-40	Divers <i>Verschiedenes</i>	Assermentation <i>Vereidigung</i>				
3.	2022-DAEC- 177	Loi <i>Gesetz</i>	Loi sur le climat (LCLim) <i>Klimagesetz (KlimG)</i>	2e lecture <i>2. Lesung</i>	Susanne Aebischer Rapporteure / <i>Berichterstatterin</i>  Nicolas Kolly Rapporteur de minorité / <i>Berichterstatter der</i> <i>Minderheit</i>  Marie Levrat Rapporteure de minorité / <i>Berichterstatterin der</i> <i>Minderheit</i>  Alexandre Berset (art. 2 al. 1, art. 8 et 9 al.1) Rapporteur de minorité / <i>Berichterstatter der</i> <i>Minderheit</i>  Jean-François Steiert Représentant du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
4.	2022-DAEC-281	Décret <i>Dekret</i>	Crédit d'engagement pour l'acquisition de surfaces de bureaux dans le bâtiment "Gare-Casino" à Estavayer-le-Lac <i>Verpflichtungskredit für den Erwerb von Büroräumlichkeiten in der Überbauung "Gare-Casino" iun Estavayer-le-Lac</i>	Entrée en matière et lecture <i>Eintreten und Lesung</i>	Christophe Chardonnes Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i>  Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I
5.	2023-DEE-7	Rapport d'activité <i>Tätigkeitsbericht</i>	Etablissement cantonal de promotion foncière (ECPF) - Rapport d'activité 2022 <i>Kantonale Anstalt für die aktive Bodenpolitik (KAAB) - Jahresbericht 2022</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Claude Brodard Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i>  Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
6.	2022-GC-99	Motion <i>Motion</i>	Fonds pour la séquestration et la réduction du CO2 <i>Fonds für CO2-Sequestrierung und -Reduktion</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Simon Zurich Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  Antoinette de Weck Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

N°	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
7.	2022-GC-98	Postulat <i>Postulat</i>	Vers une prise en compte des émissions de GES dans les investissements de l'Etat <i>Für eine Berücksichtigung der Treibhausgasemissionen bei den Investitionen des Staats</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	François Ingold Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
8.	2013-GC-41	Divers <i>Verschiedenes</i>	Clôture de la session <i>Schluss der Session</i>				



## Message 2022-CE-177

20 septembre 2022

### du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi sur le climat (LClim)

Nous avons l'honneur de vous soumettre le présent message à l'appui du projet de loi sur le climat. Le projet a été mis en consultation entre le 8 septembre et le 10 décembre 2021. Le présent message est structuré de la manière suivante:

<b>1. Origine et nécessité du projet</b>	<b>2</b>
1.1. Constat et nécessité d'agir	2
1.2. Cadre international	3
1.3. Cadre fédéral	4
1.3.1. La loi sur le CO <sub>2</sub>	4
1.3.2. Révision de la loi sur le CO <sub>2</sub>	5
1.3.3. Stratégie climatique à long terme de la Confédération	5
1.3.4. Initiative populaire «Pour un climat sain (initiative pour les glaciers)»	6
1.3.5. Ordonnance relative au rapport des grandes entreprises suisses sur les questions climatiques	6
1.4. Rôle des cantons	6
1.5. Programme gouvernemental fribourgeois	7
1.5.1. Législature 2017–2021	7
1.5.2. Législature 2022–2026	7
1.6. Objets parlementaires cantonaux	8
1.7. Climat et développement durable	9
1.8. Actions entreprises par l'Etat	9
1.8.1. Politiques sectorielles et intersectorielles contribuant aux objectifs climatiques	9
1.8.2. Vers une politique climatique cantonale	10
1.9. Coûts de l'inaction et avantage de l'action	12
1.10. Pertinence d'une loi cantonale sur le climat	13
<b>2. Organisation des travaux et principales propositions</b>	<b>14</b>
2.1. Organisation des travaux	14
2.2. Consultation publique	14
2.2.1. Résultats	14
2.3. Principales modifications apportées à l'avant-projet	15
2.4. Principales propositions	16
<b>3. Commentaires des dispositions</b>	<b>18</b>
<b>4. Commentaires des dispositions finales</b>	<b>29</b>
<b>5. Incidences financières et en personnel</b>	<b>30</b>
<b>6. Effets du projet sur la répartition des tâches Etat-communes</b>	<b>30</b>
<b>7. Effets sur le développement durable</b>	<b>31</b>
<b>8. Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité</b>	<b>31</b>
8.1. Constitutionnalité	31
8.2. Conformité au droit fédéral et eurocompatibilité	32



## 1. Origine et nécessité du projet

Ce projet de loi sur le climat (LCLim) vise à encadrer et à renforcer la politique climatique du canton de Fribourg. Il constitue la réponse à la motion 2019-GC-44 Julia Senti/Christa Mutter – Base légale pour le climat et l’environnement, reçue favorablement par le Conseil d’Etat et prise en considération par le Grand Conseil (GC) en juin 2020.

Cette première partie du rapport explicatif revient sur les origines et la nécessité d’un tel projet. Après un examen politique et juridique attentif de la situation, il est en effet apparu essentiel au Conseil d’Etat de doter le canton d’une loi-cadre dans le domaine climatique. Outre la volonté de répondre à l’objet parlementaire susmentionné (point 1.6) et à un engagement fort de son programme gouvernemental (1.5), une telle position découle du constat de la nécessité d’agir à toutes les échelles pour lutter contre le réchauffement climatique (1.1) et éviter des coûts importants dus à l’inaction (1.9). L’analyse du cadre légal international (1.2) et fédéral (1.3), ainsi que des compétences et responsabilités des cantons en la matière (1.4), ont également plaidé en faveur d’une telle solution en montrant l’importance de l’échelle cantonale dans un système fédéral que connaît la Suisse.

L’état des lieux des actions actuellement menées dans le canton a, enfin, montré la pertinence d’élaborer une loi-cadre qui soit complémentaire aux nombreuses politiques sectorielles et intersectorielles contribuant déjà à l’atteinte des objectifs climatiques (1.7 et 1.8). Le présent projet de loi s’articule de ce fait avec toutes ces démarches, ainsi qu’avec le Plan Climat cantonal (abrégé ci-après Plan Climat ou PCC) mis en consultation en novembre 2020 et adopté en juin 2021. En venant les renforcer et les compléter sur différents aspects organisationnels, financiers et normatifs, il contribuera à l’atteinte des objectifs climatiques que s’est fixés le canton.

### 1.1. Constat et nécessité d’agir

Au cours des 150 dernières années, la Suisse a connu une hausse des températures de près de 2°C. En raison de sa situation géographique, elle connaît un réchauffement bien plus marqué que la moyenne planétaire qui se situe à environ 1°C: elle est donc particulièrement vulnérable. Les changements climatiques que nous vivons actuellement sont principalement causés par l’augmentation de la concentration des gaz à effet de serre (GES) dans l’atmosphère terrestre. Selon le Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (GIEC)<sup>1</sup>, sur les 22 000 dernières années, la concentration atmosphérique de CO<sub>2</sub>, l’un des principaux GES, n’a

jamais augmenté aussi vite que durant le siècle passé<sup>2</sup>. Le Groupe d’experts a également confirmé, au travers des trois volets principaux de son 6<sup>e</sup> Rapport d’évaluation, que les activités humaines sont la principale cause du réchauffement global qui est constaté actuellement et qu’il est urgent d’agir en conséquence dès maintenant.

Les GES agissent comme une serre, d’où leur nom. Naturellement présents dans l’atmosphère, ils ont permis d’assurer les températures nécessaires au développement des écosystèmes et de la vie sur terre. Depuis la révolution industrielle toutefois, les rejets de GES ont augmenté de façon exponentielle en lien avec l’utilisation croissante de combustibles fossiles – notamment du charbon et du pétrole – comme sources d’énergie et de production dans l’industrie, ainsi qu’en raison de l’intensification de l’agriculture à l’échelle planétaire. La quantité de GES rejetée dans l’atmosphère dépasse les capacités d’absorption de la biosphère et constitue la cause essentielle de l’augmentation marquée des températures mesurées sur le globe<sup>3</sup>.

En 2021, le GIEC a conclu, dans le premier volet du 6<sup>e</sup> Rapport d’évaluation avec certitude que l’activité humaine est la principale cause du réchauffement global constaté, particulièrement ces dernières décennies<sup>4</sup>. Ces hausses de températures induisent des modifications de l’ensemble des paramètres climatiques (température de l’air, précipitations, événements météorologiques extrêmes, limite des chutes de neiges, etc.). Ces changements climatiques impactent à leur tour les régimes hydrologiques, la biodiversité et la société dans son ensemble.

Les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> volets du rapport de 6<sup>e</sup> cycle, publiés en 2022<sup>5</sup>, pointent quant à eux les conséquences de l’inaction et la nécessité toujours plus forte de prendre des mesures (plus

<sup>1</sup> Le GIEC a été établi en 1988 par l’Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour l’environnement (PNUE) en vue de fournir aux responsables politiques des évaluations scientifiques périodiques concernant les changements climatiques, leurs incidences et les risques futurs, de même que de leur présenter des stratégies d’adaptation et d’atténuation (en anglais: *Intergovernmental Panel on Climate Change, IPCC*).

<sup>2</sup> GIEC, 2013: Résumé à l’intention des décideurs, *Changements climatiques 2013: Les éléments scientifiques*.

*Contribution du Groupe de travail I au cinquième Rapport d’évaluation du Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat* [sous la direction de Stocker, T.F., D. Qin, G.-K. Plattner, M. Tignor, S. K. Allen, J. Boschung, A. Nauels, Y. Xia, V. Bex et P.M. Midgley]. Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni et New York (Etat de New York), Etats-Unis d’Amérique.

<sup>3</sup> GIEC, 2014: *Changements climatiques 2014: Rapport de synthèse. Contribution des Groupes de travail I, II et III au cinquième Rapport d’évaluation du Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat* [Sous la direction de l’équipe de rédaction principale, R.K. Pachauri et L.A. Meyer]. GIEC, Genève, Suisse, 161 p.

<sup>4</sup> IPCC, 2022: Summary for Policymakers. In: *Climate Change 2022: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [Masson-Delmotte, V., P. Zhai, A. Pirani, S.L. Connors, C. Péan, S. Berger, N. Caud, Y. Chen, L. Goldfarb, M.I. Gomis, M. Huang, K. Leitzell, E. Lonnoy, J.B.R. Matthews, T.K. Maycock, T. Waterfield, O. Yelekçi, R. Yu, and B. Zhou (eds.)]. In Press, 40 pp.

<sup>5</sup> IPCC, 2022: Summary for Policymakers [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, M. Tignor, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Lösschke, V. Möller, A. Okem, B. Rama (eds.)]. In: *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, M. Tignor, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Lösschke, V. Möller, A. Okem, B. Rama (eds.)]. Cambridge University Press, 40 pp. Et IPCC, 2022, The evidence is clear: the time for action is now. We can halve emissions by 2030 – IPCC, (<https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2022/04/IPCC-AR6-WG-III-PressRelease-French.pdf>) (27.04.2022).

ambitieuses afin de s'adapter aux changements climatiques ainsi que de réduire les émissions de GES, mais également les possibilités d'agir qui existent déjà. Les impacts et les risques observés et prévus sont présentés au travers d'un atlas passant de l'échelle mondiale à un niveau plus régional, offrant ainsi des informations plus ciblées et précises pour les décideurs locaux et régionaux. Le 3<sup>e</sup> volet en particulier présente les coûts ainsi que les avantages économiques des mesures politiques de protection du climat et indique que les savoir-faire et les instruments nécessaires à la réduction de moitié des GES sont d'ores et déjà disponibles. Il est également démontré que «le volume de capitaux et de liquidités disponibles à l'échelle planétaire est suffisant pour atteindre le montant à investir. Tout dépendra de la clarté des signaux que donneront les gouvernements et la communauté internationale, notamment par l'adoption de mesures financières et de politiques plus fermes de la part du secteur public.». Ce même rapport indique également l'insuffisance des mesures prises jusqu'à lors et l'urgence d'infléchir la courbe des émissions de GES. En effet, celles-ci devraient atteindre leur pic avant 2025 pour limiter les catastrophes climatiques auxquelles nous commençons à être confrontés.<sup>1</sup>

Il est donc important à la fois de prendre des mesures à la source (réduction des émissions de GES) et, en parallèle, d'en limiter les impacts sur le terrain (adaptation aux changements climatiques) pour ainsi assurer une qualité de vie satisfaisante aux générations futures. Dans ce contexte, une action résolue apparaît indispensable, voire impérative, à tous les niveaux, de l'international au local. Le GIEC souligne à cet égard dans sa synthèse à l'attention des décideurs politiques que le renforcement des politiques publiques à l'échelle régionale et locale représentera une contribution importante à la limitation globale du réchauffement climatique et de ses effets<sup>2</sup>. Ceci est d'autant plus prégnant que le premier volet du 6<sup>e</sup> Rapport d'évaluation du GIEC (rapport du Groupe de travail I) estime que sans réduction immédiate et massive des émissions de GES, la limitation du réchauffement planétaire aux alentours de 1,5°C, ou même à 2°C, sera tout simplement hors de portée<sup>3</sup>. Le 3<sup>e</sup> volet, publié en avril 2022, explique que le monde se dirige vers un réchauffement de +3,2°C d'ici la fin du siècle sans un renforcement des politiques actuelles. Il est donc d'autant plus urgent pour

l'ensemble des pays, y compris la Suisse, de relever le niveau de leurs ambitions.

## 1.2. Cadre international

Afin d'éviter les conséquences les plus dommageables des changements climatiques, 196 pays ont souscrit fin 2015 à un instrument contraignant connu sous le nom d'Accord de Paris<sup>4</sup>. Les trois principaux objectifs de l'Accord de Paris consistent à contenir le réchauffement mondial nettement en dessous de 2°C par rapport à l'ère préindustrielle, de préférence à 1,5°C, à renforcer la capacité d'adaptation aux changements climatiques et à orienter les flux financiers vers un développement à faible émission de GES.

L'Accord de Paris précise en particulier qu'un équilibre entre les sources d'émission et les puits de carbone doit être atteint dans la seconde moitié du siècle (art. 4 par. 1), définissant ainsi les grands axes des stratégies climatiques à long terme. Dans la continuité du principe de responsabilité commune mais différenciée posé par le Protocole de Kyoto de 1997, l'Accord de Paris appelle les pays développés à continuer à montrer la voie, notamment «en assumant des objectifs de réduction des émissions en chiffres absolus» (art. 4 par. 4) et en «mobilisant des moyens de financement de l'action climatique provenant d'un large éventail de sources» (art. 9 par. 3). Cela étant, toutes les Parties à l'Accord de Paris sont notamment tenues de communiquer un objectif de réduction des émissions de GES appelé *contributions déterminées au niveau national* (CDN) (art. 4 par. 2).

La 26<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) s'est tenue à Glasgow du 31 octobre au 12 novembre 2021. À cette occasion, les Parties ont signé le Pacte de Glasgow pour le Climat qui convie à faire preuve de davantage d'ambition concernant la réduction des émissions et invite tous les pays signataires à revoir d'ici à la fin 2022 leurs objectifs de réduction (CDN) pour 2030. Dans le but de limiter le réchauffement à 1,5°C, il faut diminuer les émissions mondiales de 45% d'ici à 2030 par rapport au niveau de 2010. Les Parties au Pacte sont donc appelés à revoir leurs ambitions à la hausse compte tenu des responsabilités, des capacités et du contexte qui leur sont propres. La Suisse étant un pays très développé, il est attendu d'elle qu'elle dépasse cet objectif de réduction de 45%.

Parallèlement à l'Accord de Paris, l'Agenda 2030 pour le développement durable marque aussi l'importance de la protection du climat. Adopté à l'unanimité par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2015, l'Agenda 2030 se décline en 17 objectifs de développement durable (ODD) dont la portée se veut universelle. La protection du climat fait l'objet d'un objectif propre (ODD 13), qui demande aux Etats de prendre

<sup>1</sup> IPCC, 2022, The evidence is clear: the time for action is now. We can halve emissions by 2030 – IPCC, (<https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2022/04/IPCC-AR6-WG-III-PressRelease-French.pdf>) (27.04.2022).

<sup>2</sup> IPCC, 2018: Summary for Policymakers, p. 30. In: *Global Warming of 1,5°C. An IPCC Special Report on the impacts of global warming of 1,5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty* [Masson-Delmotte, V., P. Zhai, H.-O. Pörtner, D. Roberts, J. Skea, P.R. Shukla, A. Pirani, W. Moufouma-Okia, C. Péan, R. Pidcock, S. Connors, J.B.R. Matthews, Y. Chen, X. Zhou, M.I. Gomis, E. Lonnoy, T. Maycock, M. Tignor, and T. Waterfield (eds.)]. *World Meteorological Organization, Geneva, Switzerland, 32 pp.*

<sup>3</sup> IPCC, 2021, Climate change widespread, rapid, and intensifying – IPCC, ([https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2021/08/IPCC\\_WGI-AR6-Press-Release\\_fr.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2021/08/IPCC_WGI-AR6-Press-Release_fr.pdf)) (25.08.2021).

<sup>4</sup> Nations Unies, 2015: Accord de Paris, ([https://unfccc.int/sites/default/files/french\\_paris\\_agreement.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/french_paris_agreement.pdf)) (12.04.2021); [=Accord sur le climat; RS 0.814.012].

des mesures immédiates pour lutter contre les changements climatiques et leurs effets, et de les intégrer dans les politiques, les stratégies et les planifications nationales (objectif 13.2). La Suisse met principalement en œuvre l'Agenda 2030 par le biais de la Stratégie pour le développement durable<sup>1</sup>.

L'objectif que l'Union européenne (UE) s'est fixé figure au cœur de son Pacte vert pour l'Europe, que la Commission européenne a présenté le 11 décembre 2019. Ce Pacte vert (Green Deal) européen entend fournir aux institutions de l'Union, en particulier à la Banque européenne d'investissement, un cadre économique, technique et légal pour la conduite d'investissements importants dans des infrastructures stratégiques et des activités économiques ayant un impact conséquent dans la lutte contre les changements climatiques et la gestion de ses conséquences<sup>2</sup>. Il est constitué d'un ensemble de mesures engageant l'UE avec comme objectif la neutralité climatique pour 2050<sup>3</sup>. Parmi les initiatives du Pacte vert, on trouve un paquet de propositions législatives appelé «Ajustement à l'objectif 55» (*Fit for 55* en anglais) qui concerne la révision de la législation principalement relative au climat, à l'énergie et aux transports et doit permettre d'atteindre l'objectif de réduction que l'UE s'est fixé d'au moins 55% des GES d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 1990. Présentées en juillet 2021 par la Commission européenne, ces propositions législatives sont en cours de discussion dans plusieurs domaines d'action, tels que l'environnement, l'énergie, les transports et les affaires économiques et financières<sup>4</sup>. Le second volet de ce Pacte est composé d'outils (stratégies, plans d'actions, mécanisme [financier et technique] pour une transition juste, etc.), présentés et adoptés successivement depuis janvier 2020 et portant sur des thématiques différentes mais complémentaires: biodiversité, industrie, transition juste [socialement], rénovation énergétique, forêts, etc.

Le 30 juin 2021 le Conseil de l'Union européenne, et avant lui le 24 juin 2021 le Parlement européen, par 442 voix pour, 203 contre et 51 abstentions, a adopté la loi européenne sur le climat<sup>5</sup>. Cette législation transforme en obligation contraignante l'engagement politique du Pacte vert européen<sup>6</sup>, stipulant que l'UE deviendrait neutre sur le plan climatique d'ici 2050. Elle offre aux citoyens et entreprises de l'Union la sécurité juridique et la prévisibilité nécessaires pour pla-

nifier cette transition. Après 2050, l'UE visera des émissions négatives<sup>7</sup>.

Des pays, comme l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, le Japon, le Canada, les pays scandinaves, l'Afrique du Sud, ou les Etats-Unis par exemple, ont également soumis, conformément à l'Accord de Paris, des stratégies climatiques à long terme au Secrétariat des Nations Unies sur les changements climatiques. La plupart d'entre eux y réaffirment leur volonté d'abandonner largement, voire entièrement les énergies fossiles telles que le pétrole, le gaz naturel ou le charbon, ou d'arriver à zéro émission nette d'ici le milieu du siècle au plus tard.

### 1.3. Cadre fédéral

#### 1.3.1. La loi sur le CO<sub>2</sub>

La loi fédérale du 23 décembre 2011 sur la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> (loi sur le CO<sub>2</sub>; RS 641.71) et l'ordonnance du 30 novembre 2012 sur la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> (ordonnance sur le CO<sub>2</sub>; RS 641.711) constituent les bases légales principales sur lesquelles se fonde la politique climatique de la Confédération. Elles définissent les objectifs, les instruments ainsi que les compétences relatives à la mise en œuvre et à l'exécution. Elles concrétisent, dans le droit national, les engagements internationaux en matière de politique climatique.

La loi sur le CO<sub>2</sub> du 23 décembre 2011 se concentre sur la réduction des émissions de GES jusqu'en 2020, conformément à la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto (2014–2020).

Elle intègre également un objectif d'adaptation aux changements climatiques. Sur cette base, le Conseil fédéral a créé les conditions nécessaires à une adaptation coordonnée dès 2012 déjà. Sa stratégie d'adaptation présente les objectifs d'adaptation, décrit les défis majeurs et fixe des champs d'action prioritaires<sup>8</sup>. Pour la mise en œuvre de cette stratégie, le Conseil fédéral a arrêté en 2014 un premier plan d'action pour la période de 2014 à 2019<sup>9</sup>. Il a approuvé, le 19 août 2020, le deuxième plan d'action d'adaptation aux changements climatiques pour la période 2020–2025<sup>10</sup>.

A cet instrument spécifique au climat s'ajoutent les mesures prises par la Confédération dans d'autres politiques secto-

<sup>1</sup> DFAE, 2020, Agenda 2030 de développement durable: 17 objectifs de développement durable, (<https://www.eda.admin.ch/agenda2030/fr/home/agenda-2030/die-17-ziele-fuer-eine-nachhaltige-entwicklung.html>) (12.04.2021).

<sup>2</sup> Commission européenne, 2021: Un pacte vert pour l'Europe, ([https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal\\_fr](https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal_fr)) (12.04.2021).

<sup>3</sup> Conseil européen/Conseil de l'Union européenne, 2022: Pacte vert pour l'Europe, (<https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/green-deal/>) (16.05.2022).

<sup>4</sup> Conseil européen/Conseil de l'Union européenne, 2022: Ajustement à l'objectif 55, (<https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/green-deal/fit-for-55-the-eu-plan-for-a-green-transition/>) (16.05.2022).

<sup>5</sup> Loi ensuite entrée en vigueur à partir du 29 juillet 2021.

<sup>6</sup> La loi européenne sur le climat est le 3<sup>e</sup> «volet» du Pacte vert, outre le paquet Ajustement à l'objectif 55 et les stratégies et autres instruments «sectoriels».

<sup>7</sup> Règlement (UE) 2021–1119 du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 2021 établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique et modifiant les règlements (CE) N° 401/2009 et (UE) 2018/1999 («loi européenne sur le climat»), JO n° L 243 du 9 juillet 2021.

<sup>8</sup> Confédération suisse, Adaptation aux changements climatiques en Suisse: objectifs, défis et champs d'action: premier volet de la stratégie du Conseil fédéral du 2 mars 2012, Berne (OFEV) 2012.

<sup>9</sup> Confédération suisse, Adaptation aux changements climatiques en Suisse: plan d'action 2014–2019: deuxième volet de la stratégie du Conseil fédéral du 9 avril 2014, Berne (OFEV) 2014.

<sup>10</sup> Confédération Suisse, Adaptation aux changements climatiques en Suisse: plan d'action 2020–2025, Berne (OFEV) 2020.

rielles et législations (notamment environnement, mobilité, eau, énergie, agriculture ou économie forestière et industrie du bois), qui contribuent également à la réduction des émissions de GES et à l'adaptation aux changements climatiques<sup>1</sup>.

### 1.3.2. Révision de la loi sur le CO<sub>2</sub>

En ratifiant l'Accord de Paris le 6 octobre 2017, la Suisse s'est engagée à réduire d'ici à 2030 les émissions de GES de 50% par rapport à leur niveau de 1990.

La mise en œuvre de l'objectif de réduction de 50% d'ici 2030 au niveau national requiert une révision totale de la loi sur le CO<sub>2</sub>. Le but de cette révision est notamment de contenir la hausse de la température mondiale nettement en dessous de 2°C, voire à 1,5°C, à accroître la capacité d'adaptation et à rendre les flux financiers compatibles avec le climat (on retrouve ici les trois objectifs principaux de l'Accord de Paris).

Le 25 septembre 2020, une première révision de la loi a été adoptée par l'Assemblée fédérale. Soumise au référendum, elle a été refusée par le peuple en votation du 13 juin 2021.

Concernant la réduction des émissions, la révision de la loi sur le CO<sub>2</sub> du 25 septembre 2020 prévoyait de renforcer et compléter les dispositifs prévus dans la législation actuelle grâce à différents instruments pour atteindre l'objectif fixé à l'horizon 2030<sup>2</sup>.

Concernant les aspects financiers, la loi révisée du 25 septembre 2020 prévoyait la création du Fonds pour le climat, dans le but notamment d'encourager les mesures issues du Programme Bâtiments, les mesures d'adaptations aux changements climatiques, ainsi que l'innovation en faveur du climat.

Ce refus du 13 juin 2021 en votation populaire doit être interprété comme un rejet des mesures proposées et non pas de la protection du climat, comme l'ont démontré les enquêtes réalisées à la suite de la votation<sup>3</sup>. Selon celles-ci, une majorité du peuple estime qu'il convient d'agir résolument contre les changements climatiques, car ces derniers causent de graves dommages et génèrent des coûts importants<sup>4</sup>.

Afin d'éviter un vide réglementaire, le Parlement a décidé le 17 décembre 2021 de reconduire jusqu'à fin 2024 les instruments incontestés de la loi sur le CO<sub>2</sub> ainsi que l'objectif de

réduction de la Suisse, suite à quoi, le Conseil fédéral a adopté la révision correspondante de l'ordonnance sur le CO<sub>2</sub><sup>5</sup>.

Pour la période postérieure à 2024, le Conseil fédéral a mis en consultation du 17 décembre 2021 au 4 avril 2022 un nouveau projet de révision totale de la loi sur le CO<sub>2</sub><sup>6</sup>.

Les incertitudes liées aux développements de la politique climatique nationale et à ses instruments, notamment en matière de financement, soulignent encore davantage la nécessité de la mise en œuvre de stratégies climatiques aux échelons cantonal et communal soutenue par un financement pérenne. Il est en effet primordial que chaque échelon fasse sa part en matière de protection du climat et d'adaptation dans ses domaines de compétences.

### 1.3.3. Stratégie climatique à long terme de la Confédération

L'Accord de Paris exige également de ses parties qu'elles élaborent une stratégie climatique à long terme. En 2019, dans le cadre des discussions de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil fédéral a annoncé sa décision de réviser à la hausse son objectif de réduction des émissions de GES à l'horizon 2050, sur la base des nouvelles découvertes scientifiques<sup>7</sup>. Le 28 août 2019, il a précisé cet objectif et décidé que, d'ici 2050, la Suisse ne devra plus rejeter dans l'atmosphère davantage de GES que ce que les réservoirs naturels et artificiels sont capables d'absorber et de stocker<sup>8</sup>. La quantité d'émission inévitable dans les secteurs de l'industrie, des déchets et de l'agriculture devront être neutralisées par la séquestration dans des puits de carbone naturels ou artificiels, ainsi l'objectif zéro émission nette devra être atteint d'ici à cette échéance. Avec cet objectif de zéro émission nette, le Conseil fédéral tient compte des derniers résultats scientifiques du GIEC, selon lequel il faudra déjà s'attendre à de graves répercussions pour l'être humain et la diversité des espèces avec un réchauffement moyen de 1,5°C<sup>9</sup>.

<sup>5</sup> Pour plus d'informations sur cette révision: site internet de l'OFEV (<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiqués.msg-id-88623.html>) (10.08.2022).

<sup>6</sup> Pour plus d'informations sur cette révision: site internet de l'OFEV (<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiqués.msg-id-86492.html>) (10.08.2022).

<sup>7</sup> Priorités de la Suisse pour la 74<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale de l'ONU, DFAE, 2019.

<sup>8</sup> Conseil fédéral, Communiqué du 28 août 2019: *Le Conseil fédéral vise la neutralité climatique en Suisse d'ici à 2050*, in Confédération suisse, Berne (2019), (<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiqués.msg-id-76206.html>) (12.04.2021).

<sup>9</sup> GIEC, 2019: Résumé à l'intention des décideurs, Résumé technique et Foire aux questions, dans *Réchauffement planétaire de 1,5°C, Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5°C par rapport aux niveaux pré-industriels et les trajectoires associées d'émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté* [publié sous la direction de V. Masson-Delmotte, P. Zhai, H. O. Pörtner, D. Roberts, J. Skea, P.R. Shukla, A. Pirani, W. Moufouma-Okia, C. Péan, R. Pidcock, S. Connors, J. B. R. Matthews, Y. Chen, X. Zhou, M. I. Gomis, E. Lonnoy, T. Maycock, M. Tignor et T. Waterfield].

<sup>1</sup> Cf. not.: Stratégie climat pour l'agriculture, OFAG 2011; Stratégie énergétique 2050, OFEN 2018; Stratégie pour le développement durable 2030 (SDD 2030); Politique forestière, OFEV (2013).

<sup>2</sup> Loi fédérale du 25 septembre 2020 sur la réduction de gaz à effet de serre (Loi sur le CO<sub>2</sub> révisée; FF 2020 7607).

<sup>3</sup> Département fédéral de l'environnement des transports, de l'énergie et de la communication, Rapport explicatif du 17 décembre 2021 relatif au projet de révision de la loi sur le CO<sub>2</sub> mis en consultation, p. 5 (17.12.2021).

<sup>4</sup> Pour un résumé des conséquences de ce refus populaire, cf. site internet de l'OFEV (<https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/climat/droit/totalrevision-co2-gesetz/mesures-qui-expireront.html>) (09.08.2021).



Le Conseil fédéral a concrétisé cet engagement dans sa stratégie climatique à long terme du 27 janvier 2021, qui indique la voie à suivre pour atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050, et formule dix principes stratégiques que devront suivre les actions de la Confédération, des cantons et des communes en matière de politique climatique dans les années à venir<sup>1</sup>. Les Perspectives énergétiques 2050+ de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN), publiées en automne 2020, constituent également une base importante pour la stratégie climatique de la Suisse<sup>2</sup>.

### 1.3.4. Initiative populaire «Pour un climat sain (initiative pour les glaciers)»

Une initiative populaire «Pour un climat sain (initiative pour les glaciers)» a été déposée le 27 novembre 2019 par l'Association suisse pour la protection du climat. Cette initiative vise à inscrire la protection du climat ainsi que l'objectif zéro émission nette d'ici à 2050 dans la Constitution fédérale<sup>3</sup>. Le Conseil fédéral a déposé un contre-projet direct à l'initiative le 2 septembre 2020<sup>4</sup>.

Le 25 avril 2022, la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national a adopté un contre-projet indirect à l'initiative sous forme d'une loi-cadre, dont les objectifs doivent être mis en œuvre à travers des lois définissant des mesures, en premier lieu de la loi sur le CO<sub>2</sub><sup>5</sup>. Le Conseil fédéral s'est prononcé sur le contre-projet indirect de la Commission par avis du 3 juin 2022<sup>6</sup>. Le 24 juin 2022, la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats a également approuvé le contre-projet indirect à l'initiative populaire<sup>7</sup>.

<sup>1</sup> Conseil fédéral, rapport du 27 janvier 2021 sur la stratégie climatique à long terme de la Suisse.

<sup>2</sup> OFEN, Perspectives énergétiques 2050+: résumé des principaux résultats, Berne (2020).

<sup>3</sup> Association suisse pour la protection du climat, rapport explicatif des initiant-e-s relatif à l'initiative populaire pour un climat sain (Initiative pour les glaciers), Zurich (2019) (<https://gletscher-initiative.ch/fr/>) (13.04.2021).

<sup>4</sup> Le Conseil fédéral, Communiqué du 2 septembre 2020: *Initiative pour les glaciers: le Conseil fédéral ouvre la consultation sur le contre-projet direct*, in Confédération suisse, Berne (2020), (<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiqués.msg-id-80266.html>) (12.04.2021).

<sup>5</sup> Initiative parlementaire, Contre-projet indirect à l'initiative pour les glaciers, Zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici à 2050, Rapport de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national du 25 avril 2022, FF 2022 1536

<sup>6</sup> Avis du Conseil fédéral du 3 juin 2022 sur le rapport du 25 avril 2022 de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national concernant l'initiative parlementaire 21.501 «Contre-projet indirect à l'initiative pour les glaciers. Zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici à 2050», FF 2022 1540

<sup>7</sup> Communiqué de presse de la commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats du 24.06.2022, (<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20210055>) (09.08.2022).

### 1.3.5. Ordonnance relative au rapport des grandes entreprises suisses sur les questions climatiques

Un dernier apport de niveau fédéral à citer ici est la mise en consultation par le Conseil fédéral, le 30 mars 2022, de l'ordonnance d'exécution relative au rapport des grandes entreprises suisses sur les questions climatiques. Cette ordonnance précise les dispositions du droit des obligations concernant le rapport sur les questions non financières et prévoit la mise en œuvre contraignante, par les grandes entreprises suisses, des recommandations du groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (Task Force on Climate-related Financial Disclosures [TCFD]), qui sont reconnues sur le plan international<sup>8</sup>.

Le Conseil fédéral relève dans son rapport explicatif, que plus les risques et les effets des activités commerciales des grandes entreprises suisses sur le climat seront publiés de manière pertinente et comparable, plus les investisseurs, les clients, les assurés, les milieux politiques et les autorités de surveillance seront en mesure de prendre des décisions informées. Cela peut contribuer à orienter les flux financiers vers des activités plus compatibles avec le climat, conformément aux engagements internationaux pris par la Suisse, et donc à réduire les émissions de gaz à effet de serre<sup>9</sup>.

## 1.4. Rôle des cantons

L'exécution de la loi sur le CO<sub>2</sub> relève principalement de la compétence de la Confédération, à l'exception notable des articles 9 (mesures s'appliquant aux bâtiments) et 41 (formation et formation continue), qui confèrent un rôle important aux cantons dans les domaines des mesures énergétiques pour les bâtiments et du conseil aux communes, entreprises et consommateurs.

Le fédéralisme helvétique et la transversalité de l'action en matière climatique renforcent encore le rôle des cantons et des communes. Les cantons ont, en effet, des compétences exclusives ou partagées dans toute une série de domaines de politiques publiques qui ont des implications sur l'atteinte des objectifs de réduction des émissions et d'adaptation aux changements climatiques: énergie, mobilité, aménagement du territoire, gestion des déchets, protection de l'environnement, agriculture, etc. Dans tous ces domaines, la stratégie à long terme de la Confédération pose comme principe que «la

<sup>8</sup> Conseil fédéral, Communiqué du 30 mars 2022: *Le Conseil fédéral ouvre la procédure de consultation concernant l'ordonnance relative au rapport des grandes entreprises sur les questions climatiques*, in Confédération suisse, Berne (2022), (<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiqués.msg-id-87790.html>) (15.05.2022).

<sup>9</sup> Département fédéral des finances, Rapport explicatif du 30 mars 2022 en vue de l'ouverture de la procédure de consultation de l'ordonnance relative au rapport sur les questions climatiques, p. 11, ch. 4.3.

Confédération et les cantons axent leurs activités de planification en vue de l'obtention du zéro net» (6<sup>e</sup> principe).

Les cantons et les communes ont donc un rôle décisif à jouer pour bâtir une société climatiquement responsable, en collaboration avec les autres institutions publiques, les entreprises, les associations et la population. Les objectifs généraux de réduction des émissions de GES et d'adaptation aux changements climatiques ne pourront être atteints qu'avec l'effort de tous les cantons, leur rôle étant primordial dans cette mission commune.

Parfaitement conscients de leur responsabilité, les cantons n'ont pas attendu la révision de la loi sur le CO<sub>2</sub> pour prendre les devants et assumer leur rôle dans tous les secteurs qui relèvent de leurs domaines de compétences, que ce soit à travers leur stratégie énergétique, le développement des infrastructures de mobilité ou des mesures de protection de l'environnement ou de la biodiversité. Depuis environ cinq ans, quasiment tous les cantons ont développé des stratégies climatiques ou des plans climat visant à renforcer, appuyer et soutenir ces stratégies sectorielles. C'est le cas par exemple des cantons de Genève, Vaud, Fribourg, Berne, Bâle Campagne, Zurich ou encore Lucerne. La très grande majorité des programmes gouvernementaux cantonaux a intégré un objectif en lien avec le climat.

Sous l'impulsion d'initiatives populaires et de motions parlementaires, des démarches ont été initiées dans certains cantons pour inscrire la protection du climat et des objectifs de réduction et d'adaptation dans les constitutions cantonales (Berne, Lucerne, Bâle-Campagne, Vaud, Glaris, Appenzell Rhodes-Extérieures). Le canton de Genève est le premier canton à disposer, depuis 2012, d'un article constitutionnel relatif au climat (art. 158 Cst/GE). Les habitants du canton de Zurich ont par exemple récemment approuvé, avec 67,1% de oui, l'ajout d'un article constitutionnel qui donne au canton et aux communes le mandat de s'engager à limiter les changements climatiques et leurs effets. Le canton du Valais, par une décision du Conseil d'Etat prise le 2 juin 2022 a lancé la consultation publique de son avant-projet de loi sur le climat. A l'instar du projet de loi fribourgeois, le texte fixe des objectifs climatiques et fournit une base légale pour soutenir les actions nécessaires. Les objectifs climatiques cantonaux sont alignés sur ceux de la Confédération. Le canton s'engage également à réduire fortement ses émissions indirectes ainsi qu'à améliorer la maîtrise des impacts liés aux changements climatiques. Les émissions directes de l'administration cantonale du Valais devront quant à elles atteindre le zéro net en 2040. L'avant-projet de loi prévoit l'établissement d'un Plan climat cantonal qui définira les mesures de réduction des émissions de GES et d'adaptation aux changements climatiques. Pour le financement des projets de grande envergure, le Conseil d'Etat propose la constitution d'une réserve climatique avec une dotation initiale de 150 mio de francs prélevés sur la fortune de l'Etat.

Les cantons collaborent par ailleurs entre eux de manière active et volontaire. La coordination cantonale autour de la thématique du climat est déjà active et se renforce continuellement. Au niveau fédéral, une conférence de coordination pilotée par l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) donne lieu à des rencontres semestrielles de l'ensemble des cantons suisses au sujet de l'adaptation aux changements climatiques. Plus spécifiquement autour du domaine de l'énergie la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK) rassemble également l'ensemble des cantons afin de coordonner la collaboration sur les questions énergétiques et défendre les intérêts communs des cantons. Au niveau des cantons latins, il existe une coordination au niveau des unités en charge des plans climat qui se concrétise par des rencontres qui ont lieu à intervalle régulier en plus de la Conférence romande des chefs de service de l'environnement (CREPE). Cette coordination résulte notamment en des projets communs, parmi lesquels dernièrement la création d'une plateforme de communication commune des cantons romands (inauguration prévue en septembre 2022).

## 1.5. Programme gouvernemental fribourgeois

### 1.5.1. Législature 2017–2021

Le Conseil d'Etat a fait du climat l'un des enjeux de législature 2017–2021 en déclarant notamment qu'il se devait d'«élaborer[r] une stratégie d'adaptation aux changements climatiques (lutte contre les crues et les organismes nuisibles, adaptation des peuplements forestiers, ressources en eau...)<sup>1</sup>». Il a ainsi décidé d'accélérer la transition du canton vers une société neutre en carbone et de s'adapter aux changements climatiques. Dans cette optique, il a défini deux objectifs sur lesquels baser sa politique climatique lors de sa journée de travail entièrement dédiée à la thématique du climat en novembre 2019:

- > assurer les capacités d'adaptation du territoire aux changements climatiques;
- > sortir de la dépendance aux énergies fossiles et réduire les émissions de GES de 50% d'ici à 2030. A l'horizon 2050, le canton de Fribourg veut être neutre en termes de bilan carbone.

Il se rallie ainsi aux objectifs de la Confédération (*voir chapitre 1.3.3*).

### 1.5.2. Législature 2022–2026

Le programme de la nouvelle législature contient 5 axes stratégiques, dont le 3<sup>e</sup> porte sur la transition environnementale. Il s'agit pour le Conseil d'Etat fribourgeois de mettre en œuvre une politique climatique qui soit préservatrice de notre cadre

<sup>1</sup> Programme gouvernemental et plan financier de législature 2017–2021, Etat de Fribourg, CHA 2017.

de vie et d'adapter la gestion de l'énergie et de la mobilité dans un esprit de durabilité et pour le bien-être de la population fribourgeoise. Le Plan Climat et la préservation des ressources sont un des éléments principaux de cet axe. Cette thématique reste donc plus que jamais d'actualité et le Conseil d'Etat demeure convaincu de la nécessité des deux objectifs qu'il s'est fixés en 2019 tels que mentionnés ci-dessus.

## 1.6. Objets parlementaires cantonaux

Plusieurs objets parlementaires ont été déposés de manière successive sur la thématique du climat. Dans l'ordre chronologique et non exhaustif, on citera:

- > la résolution 2019-GC-15 *Résolution pour le climat*;
- > la question 2019-CE-19 *Que fait le canton de Fribourg pour le climat?*;
- > la motion 2019-GC-44 (voir plus bas) *Base légale pour le climat et l'environnement*;
- > le postulat 2019-GC-45 *Protection du climat dans le domaine de l'agriculture et de la sylviculture*;
- > le postulat 2019-GC-75 *Mesures de protection du climat dans le domaine de la mobilité*;
- > la résolution 2019-GC-143 *Les Etats généraux du climat pour le canton de Fribourg*;
- > le postulat 2019-GC-169 *Stratégie de placements «ESG et climat» de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg CPPEF*;
- > la motion 2020-GC-9 *Protection du climat – article constitutionnel*;
- > la motion populaire 2020-GC-83 (voir plus bas) *500 millions pour des mesures favorables au climat et à l'environnement dans le canton de Fribourg*;
- > la motion 2020-GC-111 *Adaptation de la forêt face au bostryche et aux changements climatiques*;
- > le postulat 2020-GC-185 *Parlement cantonal climatique – neutre*;
- > la question 2021-CE-46 *Impact des poids lourds en matière de sécurité routière, de climat et de bruit: dépassements réguliers de la limite de vitesse*;
- > la question 2021-CE-48 *Stratégie agroalimentaire, Plan Climat et stratégie «Développement durable» du canton de Fribourg: quelle cohérence?*;
- > la résolution 2021-GC-124 *Urgence climatique*;
- > la résolution 2021-GC-125 *Le Grand Conseil déclare l'urgence d'agir contre la menace qui pèse sous forme du réchauffement climatique et de la pollution à son origine sur notre habitat et notre biodiversité et privilégie les solutions qui prennent en compte les dimensions de la durabilité*;
- > la question 2022-CE-34 *Un comité scientifique pour accompagner la stratégie climatique du canton de Fribourg?*;
- > la question 2022-GC-53 *Plan Climat cantonal PCC – Stratégie et plan de mesures 2021/2026 – Blackout*;
- > la motion 2022-GC-93 *Des investissements durables pour la Caisse de pension de l'Etat*;

- > le postulat 2022-GC-98 *Vers une prise en compte des émissions de GES dans les investissements de l'Etat*;
- > la motion 2022-GC-99 *Fonds pour la séquestration et la réduction du CO<sub>2</sub>*.

La motion 2019-GC-44 en particulier est d'importance, puisque les motionnaires ont demandé la création d'une base légale pour la protection du climat et l'environnement, soit par la création d'un texte de loi commun, soit par des textes séparés, soit a minima par l'intégration de bases légales sur le climat dans les législations sectorielles pertinentes. Les dispositions sur le climat devaient contenir au minimum:

- > la détermination d'un objectif climatique cantonal;
- > une base légale pour l'élaboration d'un plan climat cantonal couvrant et coordonnant les différents domaines concernés;
- > la mise en place d'un mécanisme de financement des mesures issues de la stratégie.

Dans sa réponse du 26 novembre 2019 à la motion, le Conseil d'Etat a estimé qu'un ancrage formel du Plan Climat au sein de l'appareil législatif cantonal représenterait un moyen efficace d'inscrire la stratégie dans la durée, de lui conférer un caractère contraignant et de renforcer sa légitimité. Le Conseil d'Etat a également exprimé son souhait d'examiner l'opportunité de la mise en place d'un fonds pour le climat. Au vu de ces différents arguments, il a proposé au Grand Conseil d'accepter la motion 2019-GC-44. Le 25 juin 2020, le Grand Conseil a voté la prise en considération de la réponse à cette motion et chargé le Conseil d'Etat d'entamer des travaux législatifs afin de présenter un projet de loi cantonale climatique au Grand Conseil. C'est l'objet du présent message.

Au titre des objets parlementaires particuliers encore, la motion populaire intitulée *500 millions pour des mesures favorables au climat et à l'environnement dans le canton de Fribourg* (2020-GC-83) a été déposée le 25 mai 2020. Cette motion populaire, lancée par le mouvement des jeunes *Grève du climat Fribourg* et l'association *Grands-parents pour le climat Fribourg*, propose de prélever 500 millions de francs sur la fortune cantonale, une somme qui doit être investie dans les dix ans après l'adoption de la loi instituant ces dépenses. Le but de cette motion est d'amener une réponse constructive et concrète à un cumul de crises en proposant des mesures qui favorisent la diminution indispensable des émissions de carbone dues aux énergies fossiles, tout en permettant de soutenir immédiatement l'économie fribourgeoise après la crise provoquée par le coronavirus, et ceci afin d'obtenir le maximum d'effets de ces mesures. La motion est également une invitation pour le Grand Conseil à prendre rapidement ses responsabilités face aux conséquences des crises environnementale et socio-économique liée au Covid-19. Les motionnaires rappellent dans ce contexte la résolution du Grand Conseil du 6 février 2019, qui invite «...le Conseil d'Etat à

mettre à disposition les moyens financiers nécessaires à la réduction des émissions carbone...».

Dans sa réponse du 8 juin 2021, le Conseil d'Etat a indiqué comprendre l'empressement et l'urgence ressentis par les motionnaires vis-à-vis de la question climatique et, en conséquence, leur intérêt à vouloir mettre cette thématique en tête des priorités financières cantonales. Il avait estimé à l'époque que les politiques déjà en place, prévues ou en cours d'élaboration ainsi que les montants qui y sont ou seront alloués, répondaient déjà à l'objectif financier fixé par la motion populaire, en précisant que cela n'excluait pas des efforts supplémentaires. En effet, dans les secteurs de la biodiversité, de l'agriculture, des forêts, des eaux, des transports publics, de la mobilité douce et du développement durable notamment, le Conseil d'Etat a rappelé avoir engagé un montant 486,74 millions de francs, sur une durée de cinq ans, et s'est dit en cours de discussion sur la possibilité d'allouer au total un montant de 557,84 millions de francs sur la même période. A cela s'ajoutait un crédit d'investissement pour l'assainissement énergétique du parc immobilier de l'Etat qui devrait être présenté au Grand Conseil d'ici la fin de l'année. Pour ces motifs, le Conseil d'Etat avait ainsi proposé de refuser la motion tout en invitant le Grand Conseil à soutenir les stratégies en cours de développement qui contribueront à préserver l'environnement et protéger le climat. Le 10 septembre 2021, le Parlement a refusé la prise en considération de cette motion et a adopté le même jour l'octroi du crédit d'engagement pour la mise en œuvre du PCC.

Une troisième motion doit être mentionnée ici, il s'agit de la motion 2022-GC-99 portant sur la création d'un fonds pour le financement de mesures de séquestration et de réduction de CO<sub>2</sub>. Les motionnaires y constatent que la durée de vie de CO<sub>2</sub> est relativement longue (> 500 ans) et que la réduction à la source des émissions, seule, n'est pas suffisante pour lutter contre l'effet du réchauffement climatique. Il s'ensuit qu'il faut selon eux capter et séquestrer du CO<sub>2</sub> afin d'en réduire la concentration dans l'atmosphère et ainsi réduire les effets des changements climatiques. Les ressources du fonds qu'il est demandé de créer à cet effet doivent être allouées au financement de mesures de revitalisation des sites naturels (marais, sites alluviaux, forêts, etc.) d'une part, et d'autre part au développement des technologies de séquestration et de réduction des émissions par les hautes écoles et entreprises fribourgeoises ainsi que pour le soutien à l'agriculture en vue de la préservation des sols.

## 1.7. Climat et développement durable

La lutte contre les changements climatiques constitue l'un des 17 objectifs de l'Agenda 2030 de l'ONU, mais est traitée de manière distincte et approfondie par de nombreux acteurs institutionnels, dans la mesure où elle revêt un caractère spécifique et urgent. C'est aussi l'option qu'a choisie l'Etat

de Fribourg, donnant suite à un projet porté par toutes ses Directions, en optant pour une Stratégie de développement durable – déjà adoptée par le Conseil d'Etat et dotée par le Grand Conseil –, qui, pour la politique climatique, renvoie dans une large mesure au Plan Climat cantonal<sup>1</sup>.

La lutte contre les changements climatiques et l'adaptation à de tels changements, fixé dans l'Agenda 2030 (objectif de développement durable 13, abrégé ODD 13) et dans les politiques sectorielles, telles que celles de l'énergie et la mobilité, est ainsi concrétisé par le présent projet de loi. En tant que facteur majeur de développement durable, la politique climatique doit être conçue en prenant en compte les enjeux sociaux, économiques et environnementaux du moment, comme le projet de loi climat le prévoit à son article 3 al. 1 let. d. Inversement, certaines des mesures de la Stratégie de développement durable contribueront à la réduction des émissions de GES et à l'adaptation aux changements climatiques (efficacité énergétique, économie circulaire et responsable, urbanisation durable, etc.).

Sur le plan organisationnel, de manière générale, la répartition des structures cantonales reprend, à peu de chose près, celle existante au niveau fédéral, elle-même issue d'une volonté politique et basée, pour la thématique climatique, sur les dispositions légales de la loi CO<sub>2</sub> indiquant que l'autorité d'exécution pour ladite loi est l'OFEV.

Ainsi, au niveau cantonal, la section en charge du climat est intégrée au Service de l'environnement (SEn), tout comme la Division Climat fait partie de l'OFEV; les aspects énergétiques sont traités au Service de l'énergie (SdE) au niveau cantonal, respectivement à l'Office fédéral de l'énergie (OFEN). Au niveau fédéral, la thématique du développement durable est rattachée à l'Office du développement territorial (ARE) mais aussi directement au Conseil fédéral à travers deux délégué-e-s du Conseil fédéral pour l'Agenda 2030, tandis qu'au niveau cantonal cette thématique est rattachée au secrétariat général de la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement (DIME).

## 1.8. Actions entreprises par l'Etat

### 1.8.1. Politiques sectorielles et intersectorielles contribuant aux objectifs climatiques

Différentes actions et mesures favorables au climat ont déjà été entreprises par le Conseil d'Etat ainsi que par les unités administratives cantonales, au travers de plusieurs politiques sectorielles et intersectorielles déjà existantes et au bénéfice de financements propres. Il s'agit notamment de la Stratégie de développement durable, du Programme Bâtiments, du Plan sectoriel vélo, des parcs-relais, du Plan sectoriel de la gestion des eaux, de la Stratégie biodiversité (en cours

<sup>1</sup> Cf. Stratégie de développement durable de l'Etat de Fribourg, DAEC 2020.



d'élaboration) ou encore de divers projets dans les secteurs de l'agriculture et des forêts, tels que les projets d'irrigation, le Plan d'action visant à réduire les risques d'utilisation liés aux produits phytosanitaires dans les domaines agricole et non agricole ou encore le Plan d'action pour le développement de l'agriculture biologique dans le canton de Fribourg. Le présent message n'ayant pas pour objet de décrire dans le détail toutes ces politiques, seuls quelques exemples sont développés ci-dessous.

Dans le domaine de l'énergie particulièrement, le Conseil d'Etat a développé le Programme Bâtiments en 2017, lequel est destiné à réduire la consommation énergétique des bâtiments et à substituer l'importante part d'énergie fossile (mazout et gaz) destinée au chauffage par la valorisation d'énergies renouvelables<sup>1</sup>.

Financé à la fois par les produits issus des taxes fédérales sur le CO<sub>2</sub> (contributions globales), via le Fonds cantonal de l'énergie, et par des contributions cantonales, le Programme Bâtiments vise à subventionner des projets d'assainissement énergétique dans le domaine du bâtiment, mène des projets pilotes et de démonstration et contribue à la formation continue, à l'information et à la sensibilisation des professionnels, des étudiant-e-s et de la population en général sur l'utilisation rationnelle de l'énergie et la valorisation des énergies renouvelables en substitution des énergies fossiles.

En 2021, bénéficiant d'un apport financier supplémentaire en lien avec le plan de relance à l'économie, le Service de l'énergie (SdE) a engagé plus de 49 millions de francs pour les différentes mesures de ce programme. D'autre part, la loi cantonale du 9 juin 2000 sur l'énergie (LEn; RSF 770.1) a été modifiée en 2020 afin de limiter l'utilisation des énergies fossiles lors de nouvelles constructions et des rénovations de systèmes de chauffage existants. Il revient également à l'Etat et aux communes de se montrer exemplaires lors de toutes constructions et rénovations d'enveloppes de leurs bâtiments.

Pour ce qui concerne l'éducation et la formation, la thématique du climat est prise en compte dans les plans d'étude et dans les différents moyens d'enseignement officiels; ces initiatives dans le domaine de l'enseignement découlent notamment de la Stratégie cantonale de développement durable, dont le climat est un des aspects traités. Par ailleurs, les différentes écoles fribourgeoises développent régulièrement des projets en lien avec la protection de l'environnement et/ou la préservation du climat, tels que des ateliers zéro déchets, la création d'un biotope ou le développement d'un projet «low energy» – les quelques exemples cités ici étant loin d'être exhaustifs.

En matière de mobilité, le Conseil d'Etat a adopté depuis plusieurs années une politique visant à favoriser la mobilité durable et le report modal en faveur de la mobilité douce et

des transports publics. A cette fin, il met la priorité sur la mobilité douce et le renforcement de l'offre de transports publics co-financée par l'Etat de Fribourg et a augmenté de manière très importante l'offre en transports publics au cours des dix dernières années.

Les investissements en lien avec le Programme Bâtiments, le Plan sectoriel vélo et le soutien aux transports publics pour la période de 2022–2026 ont été estimés à quelque 275 millions de francs. L'Etat prévoit de consacrer environ 35 millions de francs sur la même période à d'autres actions agissant en faveur du climat tels que certaines mesures issues de la Stratégie de développement durable, la future stratégie cantonale forestière d'adaptation aux changements climatiques, le programme d'approvisionnement en eau dans les alpages ou encore les projets agricoles d'irrigation.

## 1.8.2. Vers une politique climatique cantonale

Conscient des enjeux cruciaux liés aux changements climatiques, le Conseil d'Etat a fait du climat une des priorités de la législature 2017–2021, et cette orientation est confirmée dans le programme gouvernemental de la législature actuelle.

Afin de concrétiser cette intention, une responsable de projet a été engagée en mai 2018 auprès du Service de l'environnement (SEn). L'équipe rattachée au SEn a ensuite été étoffée en 2019 puis en 2021 grâce à des engagements de stagiaires et de personnel en contrat à durée déterminée dans le cadre de la création de la section climat. Des mandats pour du soutien externe ont également été donnés en fonction des étapes à franchir: établissement de bilan CO<sub>2</sub>, ateliers participatifs, conseils et soutien techniques.

Parmi les premières actions menées figure l'établissement d'un bilan des émissions carbone à l'échelle du canton. Il s'agissait de réaliser l'inventaire des émissions de GES induites par les activités des Fribourgeois et Fribourgeoises sur le territoire cantonal et en dehors. Ce bilan a été complété par une analyse des risques et des opportunités des changements climatiques pour le canton en fonction des différents secteurs concernés (gestion des eaux, agriculture, biodiversité, forêts, etc.). Cette démarche a servi de base à l'élaboration des objectifs sectoriels ainsi que des mesures et actions constituant le plan de mesures présenté ci-après.

Le Plan Climat cantonal 2021–2026<sup>2</sup> est la résultante d'un processus d'élaboration itératif et d'échanges réguliers entre les directions et unités administratives compétentes, ainsi qu'avec différents acteurs de l'économie et de la société civile (ateliers participatifs, échanges bilatéraux, procédures de consultation interne et externe). Il a été mis en consultation

<sup>1</sup> SdE, 2021, Le Programme Bâtiments Fribourg, (<https://www.leprogrammebati-ments-fr.ch>) (13.04.2021).

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat lance son Plan Climat: 115 mesures pour relever un des défis majeurs du XXI<sup>e</sup> siècle, in Etat de Fribourg ([www.fr.ch](http://www.fr.ch)), Fribourg 2020, p. «<https://www.fr.ch/daec/sen/actualites/le-conseil-detat-lance-son-plan-climat-115-mesures-pour-relever-un-des-defis-majeurs-du-xxieme-siecle>» (12.04.2021).

fin 2020 et adopté par le Conseil d'Etat le 8 juin 2021. Afin d'assurer le financement de sa mise en œuvre entre 2022 et 2026, une demande de crédit d'engagement de 21 millions de francs a été soumise au Grand Conseil, qui l'a approuvée le 10 septembre 2021.

Le Plan Climat sera amené à évoluer avec l'entrée en vigueur de la LClim. En particulier, sa dimension stratégique sera développée davantage, avec une volonté de développer une vision globale des efforts du canton y compris dans les politiques sectorielles à fort impact, tout en la distinguant bien de la partie opérationnelle que représente le plan cantonal de mesures qui sera maintenu.

Ce plan de première génération présente 115 mesures concrètes et vise à lancer et soutenir des projets-pilotes dans des domaines censés présenter de forts effets de levier, mais aussi à renforcer les programmes et actions déjà menées au sein de l'Etat ainsi qu'à assurer une coordination efficace avec les autres politiques et stratégies sectorielles et intersectorielles, dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie ou du bâtiment notamment. Le PCC actuel est structuré en deux volets et sept axes. Le premier volet a pour objet l'*adaptation*, à savoir les mesures permettant aux systèmes naturels de s'adapter aux changements climatiques actuels et futurs. Il comprend les axes «Eau», «Biodiversité» et «Territoire et société». Le second volet traite de l'*atténuation*, à savoir les mesures de réduction et de stockage des émissions de GES pour limiter le réchauffement climatique. Il est composé de quatre axes: «Mobilité», «Energie et bâtiments», «Alimentation et agriculture» et «Consommation et économie». Pour compléter ces deux volets et renforcer le caractère intersectoriel de ce plan d'action, un axe «Transversal» comprend les mesures de coordination, de sensibilisation et de communication touchant l'ensemble des secteurs. Chaque axe stratégique et transversal y est détaillé avec des informations sur les impacts, les émissions associées (pour les mesures d'atténuation), les objectifs spécifiques ainsi que les mesures identifiées pour atteindre ces objectifs. En plus de définir et prioriser des mesures, le plan cantonal de mesures détermine les objectifs, les autorités compétentes et les besoins financiers nécessaires à la mise en place d'une politique climatique cantonale à la hauteur des défis que représentent les changements climatiques.

Le plan de mesures contient en premier lieu un rapport qui synthétise l'évaluation des impacts des changements climatiques selon les scénarios climatiques et les mesures permettant de réduire les émissions et de s'adapter aux impacts. Il présente également la stratégie climatique découlant des avis d'expert-e-s. En fin du document sont présentés le processus de monitoring prévu et des recommandations pour l'implémentation du PCC.

L'année 2021 représentant une année pilote, elle a permis de lancer les mesures dites «urgentes» du PCC. Ainsi, ont notamment été lancées des mesures visant l'octroi de subven-

tionnement pour la récupération de chaleur pour les séchoirs en grange, la réalisation de projets pilotes visant la mise en réseau de biotopes, la mise en place de bornes de recharges pour voitures électriques, la promotion du tourisme local et des produits du terroir, la limitation de la température de chauffage des bâtiments publics ou encore la réduction des émissions de GES dans les STEP. Ce PCC de première génération, et plus particulièrement l'implémentation de ses mesures, fait l'objet d'un suivi rigoureux. Conformément à la logique itérative adoptée, il devra être adapté sur une base régulière afin de soutenir l'atteinte des objectifs climatiques.

Les montants mis à disposition pour l'élaboration du Plan Climat, ont augmenté entre 2018 et 2021. Ils sont passés de 50 000 francs en 2018, puis 115 000 francs en 2019, pour atteindre 200 000 francs en 2020. En 2021, des moyens supplémentaires ont été dédiés au climat afin de mettre en œuvre de façon anticipée des mesures du PCC. Au total, le compte de fonctionnement du SEN a été doté en 2021 de 1 250 000 francs pour financer des postes d'auxiliaires (439 000 francs) et commander des études ou des prestations de tiers (811 000 francs). A ces montants s'ajoutent encore 540 000 francs en provenance du Plan de relance de l'économie fribourgeoise COVID19. Comme le prévoit le mécanisme du Plan de relance, cette enveloppe s'étend sur deux ans et doit être utilisée jusqu'à fin 2022. Au total en 2021 ce sont 1 368 848 francs qui ont effectivement été dépensés. Le montant accordé pour 2022 dans le cadre du crédit d'engagement est de 2 110 900 francs. Il comprend notamment l'engagement de 3 EPT en contrat à durée déterminée pour la mise en œuvre générale et la coordination du PCC. De plus, les EPT suivants en personnel auxiliaire ont été attribués pour la mise en œuvre des mesures: 0,3 EPT à Grangeneuve, 0,3 EPT au SBat, et 0,9 EPT au SEN. Ce personnel auxiliaire vient compléter les 0.8 EPT en contrat à durée indéterminée financés par le budget ordinaire rattaché à la section climat du SEN.

La somme des besoins financiers pour chaque mesure du PCC compose une enveloppe globale pour les dépenses sur la période 2021–2026. Au total, le coût de la mise en œuvre de cette première génération du Plan Climat a été estimé à 22,8 millions de francs<sup>1</sup>. Cette estimation a été réalisée en sollicitant toutes les unités administratives qui sont impliquées dans la mise en œuvre des mesures. Soulignons ici que ce montant ne couvre pas l'intégralité de la mise en œuvre des mesures destinées à atteindre les objectifs de la présente loi; certaines mesures n'étant pas contenues dans les 115 mesures du PCC de première génération.

Une dernière action qu'il semble important de citer ici est la mise en ligne du site internet **monplanclimat.fr.ch** ayant pour objectif de sensibiliser, former et informer ainsi

<sup>1</sup> Cette somme totale comprend les montants pour la mise en œuvre du Plan Climat et pour les mesures qui ont été déjà financées au travers du budget 2021 (1 790 000 francs).

qu'engager toutes les parties prenantes (communes, entreprises, administration cantonale, écoles et citoyen-ne-s) du canton de Fribourg sur les enjeux climatiques. L'éducation et l'information sont en effet de puissants leviers pour renforcer les capacités des individus à penser et agir face aux changements climatiques. Dans cette perspective, l'Etat a souhaité développer un outil sans attendre, c'est-à-dire avant même l'adoption d'une base légale ou d'un plan d'action, le Conseil d'Etat ayant considéré que les connaissances et compétences acquises dans ce cadre permettraient de contribuer activement à une société durable et résiliente, apte à faire face aux changements climatiques. Le succès de cette plateforme développée avec les différents niveaux institutionnels et des partenaires privés a d'ailleurs donné lieu à un projet intercantonal qui vise le développement du site existant vers une plateforme commune aux cantons romands. Le lancement de ce projet conjoint est prévu à l'automne 2022.

### 1.9. Coûts de l'inaction et avantage de l'action

Si les objectifs communs de réduction des émissions de GES (-50% des émissions de 1990 d'ici 2030 et zéro émission nette d'ici 2050) et de stabilisation de la température à l'échelle globale (+2°C max. par rapport à l'ère préindustrielle) ne devaient pas être atteints, cela provoquerait de graves conséquences pour la vie sur terre et a fortiori la société, l'environnement et l'économie. Les coûts de l'inaction sont difficiles à quantifier en raison de la complexité des processus. L'estimation de ces coûts constitue un défi méthodologique. Dans de nombreux domaines, les changements climatiques génèrent des coûts qui ne peuvent pas être déterminés sur la base de prix du marché. Il s'agit notamment des effets sur les écosystèmes, sur la biodiversité ou, d'une manière générale, sur l'intégralité de la nature, du paysage ou encore du patrimoine culturel. Le principal avantage de la politique climatique est qu'elle permet une diminution de ces impacts et des coûts engendrés. Les changements climatiques induisent, entre autres, des dommages accrus et de plus en plus importants aux infrastructures, des coûts de la santé plus élevés, une baisse de la productivité agricole et des rendements plus faibles dans les secteurs économiques particulièrement touchés tels que le tourisme hivernal.

Ainsi le rapport 2019 du Forum économique mondial sur les risques mondiaux évoque, parmi les cinq principales menaces, les phénomènes météorologiques extrêmes, l'incapacité à mettre en œuvre des mesures pour atténuer le changement climatique et s'adapter à ses effets, ainsi que les catastrophes naturelles. Il montre également que les décideurs des secteurs public et privé sont toujours plus conscients des conséquences de l'inaction en matière de climat<sup>1</sup>.

L'économie basée encore fortement sur la consommation d'énergie fossile sera certainement bousculée ces prochaines décennies, comme on peut le constater avec le conflit en Ukraine qui a éclaté début 2022. Par ailleurs, le renchérissement des combustibles et carburants fossiles ou l'augmentation des contraintes sur leur utilisation pourra faire peser un lourd fardeau sur les entreprises n'ayant pas réussi à diminuer leur dépendance vis-à-vis de ces sources d'énergie. Un avantage de la politique climatique réside également dans la réduction de la dépendance aux énergies fossiles, que la Suisse importe en totalité de l'étranger.

Le canton de Fribourg sera, comme toutes les régions, impacté financièrement si rien ne devait être fait afin de contenir le réchauffement climatique. Il est cependant difficile d'évaluer précisément le coût de l'inaction à une échelle régionale. Il existe toutefois des valeurs de référence dans la littérature. Une publication de 2019 estime que le coût de l'inaction, en d'autres termes les coûts d'un réchauffement mondial non contrôlé, atteindront en 2050 un montant mondial annuel équivalent à 4% du PIB<sup>2</sup>. Toujours selon cette même étude, les coûts seraient en 2050 au maximum de 1,5% du PIB par an, si nous parvenions à limiter la hausse de la température mondiale conformément aux objectifs de l'Accord de Paris. L'avantage d'une réduction des émissions de GES à zéro émission nette présenterait donc une économie d'au moins 2,5% du PIB en 2050. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans son rapport publié en 2015 sur les conséquences économiques des changements climatiques estime que les coûts de l'inaction (en l'absence de mesures de protection du climat supplémentaires) pourraient représenter 10% de perte du PIB mondial d'ici 2100<sup>3</sup>. Les chiffres disponibles aujourd'hui sur les coûts des changements climatiques doivent être considérés comme des estimations prudentes, en premier lieu en raison de l'absence de calculs exhaustifs des coûts prenant en compte tous les impacts sur le climat. Ainsi les coûts effectifs devraient être beaucoup plus importants encore. Il semble nécessaire de rappeler ici que l'augmentation de la température en Suisse a été jusqu'à présent plus forte (+2°C) que dans le reste du monde (+1°C), et que notre pays est touché de manière marquée par les changements climatiques.

Dans ce contexte, le Canton de Fribourg dispose de perspectives d'action intéressantes. Les énergies renouvelables représentent par exemple le moyen de production d'électricité pour l'avenir et un potentiel de développement important. Le stockage carbone dans les sols agricoles et les forêts pourrait également être développé grâce aux progrès techniques et à la présence d'instituts de recherche tels qu'Agroscope ou

<sup>1</sup> World Economic Forum, 2019: The Global Risks Report, 14th Edition. Geneva, 2019. ISBN: 978-1-944835-15-6.

<sup>2</sup> Kahn, M. E., Mohaddes, K., Ng, R. N. C., Pesaran, M. H., Raissi, M., Yang, J.-C., 2019: Long-Term Macroeconomic Effects of Climate Change. A Cross-Country Analysis. Cambridge Working Papers in Economics 1965, Faculty of Economics, University of Cambridge.

<sup>3</sup> OECD (2015), *The Economic Consequences of Climate Change*, OECD Publishing, Paris.

Grangeneuve. La recherche et l'innovation ne se cantonnent d'ailleurs pas au monde agricole, grâce à la présence de pôles académiques (Haute école d'ingénierie et d'architecture (HEAI-FR), Université de Fribourg ou les différentes HES). Par ailleurs, l'innovation en faveur du climat est également favorisée par un réseau d'entreprises bien implantées tout comme de start-up ou encore des quartiers d'innovation à l'image de BlueFACTORY et son Smart Living Lab par exemple. Globalement, tout le secteur de l'économie privée peut contribuer, voire contribue déjà en partie, grandement aux solutions de lutte contre le réchauffement climatique. Les labels, les engagements et les innovations sont des efforts partagés entre le l'Etat, les communes et les entreprises qui doivent être encouragés. De façon générale, la préservation de l'environnement est bénéfique pour l'emploi. En 2005 déjà, la Confédération concluait dans une étude<sup>1</sup> que le maintien d'emplois existants ou la création de nouveaux emplois dans ce domaine l'emportait sur la suppression de postes entraînée par les changements climatiques. Le nombre d'emplois dans le secteur des technologies dites propres a augmenté de 25% au cours des cinq dernières années et représente presque 5% du PIB helvétique en 2016<sup>2</sup>. Les enjeux existeront aussi en matière de formation continue et de réorientation professionnelle pour les métiers voués à évoluer voire disparaître.

Il est dès lors primordial que l'Etat de Fribourg et les communes ne ratent pas le virage dans la nécessaire transition des entreprises et de l'agriculture notamment, ceci dans le but de maintenir et renforcer leur compétitivité, tout en continuant à garantir des conditions de vie agréables pour l'ensemble de la population fribourgeoise. En investissant dans la réduction des émissions de GES et l'adaptation aux changements climatiques, l'Etat de Fribourg et les communes investissent en fin de compte pour le bien-être de leur population et l'avenir des générations futures. Au-delà de leur devoir d'exemplarité, l'Etat et les communes sont ainsi perçus comme des vecteurs de changement, à qui il appartient, aux côtés des habitant-e-s du canton de Fribourg, participant activement dans une démarche de responsabilité citoyenne, de poursuivre conjointement ces objectifs.

### 1.10. Pertinence d'une loi cantonale sur le climat

Les différents éléments développés ci-dessus justifient, aux yeux du Conseil d'Etat, de proposer au Grand Conseil l'adoption d'une loi cantonale sur le climat qui ferait de Fribourg un des cantons pionniers en la matière. Politiquement, il s'agi-

rait d'un choix fort du législatif, qui marquerait l'urgence et la nécessité d'agir pour lutter contre le réchauffement climatique.

Juridiquement, le présent projet se veut complémentaire au cadre juridique international et fédéral. Il entend renforcer et légitimer la politique climatique du canton de Fribourg sur plusieurs aspects. Ce projet de loi cantonale a ainsi pour ambition:

- > de contribuer aux engagements de l'Accord de Paris et à la stratégie à long terme du Conseil fédéral, qui en appellent à axer, à tous les niveaux et dans tous les secteurs, l'action publique vers l'objectif de zéro émission nette à l'horizon 2050. Il concrétise également les responsabilités spécifiques que confère aux cantons la loi sur le CO<sub>2</sub>, en particulier en ce qui concerne les mesures énergétiques s'appliquant aux bâtiments (art. 9) et l'accompagnement des communes, entreprises et consommateurs sur les mesures de protection du climat (art. 41);
- > de renforcer la légitimité des objectifs climatiques cantonaux (aujourd'hui fixés par le Conseil d'Etat), en les soumettant à l'appréciation du Grand Conseil. L'importance et la portée de ces objectifs, notamment pour les générations futures, justifient qu'ils soient débattus et fixés par le Parlement;
- > d'inscrire l'action climatique dans la durée et de lui donner une assise plus importante: l'action de l'Etat dans le domaine climatique devient une obligation juridique, dont les contours sont clairement définis. L'élaboration et la révision du PCC devient une mission permanente du Conseil d'Etat, au-delà des programmes de législation, garantissant ainsi l'évolution continue des mesures dans le but d'atteindre les objectifs climatiques;
- > de renforcer la clarté et la sécurité juridique: les objectifs qui doivent guider les pouvoirs publics sont expressément désignés tout en laissant une marge de manœuvre aux acteurs concernés par la politique en question;
- > de conférer un caractère contraignant au Plan Climat cantonal envers les autorités cantonales: le plan de mesures peut déployer des effets juridiques contraignants par le biais de la loi. L'effet contraignant implique une obligation de mise en œuvre par les autorités cantonales visées; il n'a cependant aucun effet juridique sur les particuliers, ni sur les communes;
- > de doter le Plan Climat cantonal d'une stratégie climatique cantonale sur le long terme et d'un mécanisme concret de mise en œuvre et de contrôle ainsi que d'une obligation de coordination et de coopération entre les directions et les unités administratives concernées;
- > d'instituer un mécanisme de financement consolidé de la mise en œuvre du Plan Climat cantonal.

Le présent projet de loi et le Plan Climat cantonal sont conçus comme deux outils complémentaires: le Plan Climat est une concrétisation des objectifs imposés par la loi, alors que cette dernière agit comme un instrument de coordination permet-

<sup>1</sup> Académie suisse des sciences naturelles (SCNAT); Iten R., Peter M., Walz R., Menegale S., Blum M., 2005. Matériaux environnementaux n° 197. Office fédéral de l'environnement, de la forêt et du paysage, Berne. 210 p.

<sup>2</sup> Switzerland Global Enterprise, La Suisse innove dans le secteur des technologies propres, (<https://www.s-ge.com/fr/article/actualites/la-suisse-innove-dans-le-secteur-des-technologies-propres>), (27.05.2022)



tant d'assurer la légitimité juridique, l'efficacité et la pérennité du Plan.

L'articulation temporelle – plan de mesures d'abord, ancrage législatif ensuite – a été voulu comme tel dès le départ, l'élaboration d'une base légale portant sur le climat étant initialement une mesure du PCC lui-même. La motion 2019-GC-44 a agi en accélérateur pour sa concrétisation.

## 2. Organisation des travaux et principales propositions

### 2.1. Organisation des travaux

Pour faire suite à la motion 2019-GC-44 acceptée par le Grand Conseil le 25 juin 2020, la Direction du développement territoriale, des infrastructures et de la mobilité et de l'environnement (DIME) a donné mandat au SEn de lancer les travaux. Un groupe de travail, constitué de représentant-e-s du SEn et du secrétariat général de la DIME, a été formé durant le quatrième trimestre 2020 pour démarrer les réflexions quant à la forme que devait revêtir un ancrage légal du Plan Climat cantonal.

Sur la base des demandes des motionnaires, le groupe de travail a commencé par identifier les possibilités légales d'ancrer la thématique du climat au niveau cantonal. Etant donné le caractère transversal et intersectoriel de la politique climatique, l'option d'une loi-cadre spécifique sur le thème du climat a été retenue. Les objectifs et lignes directrices en matière de climat représentent des principes qui doivent guider l'ensemble de l'activité de l'Etat. L'option de les fixer dans une loi-cadre permet de les concrétiser dans le cadre de l'application et de la révision des différentes lois sectorielles pertinentes. Par conséquent, un tel contenu n'aurait pas trouvé sa place dans une loi sectorielle plutôt qu'une autre, bien que la politique énergétique constitue par exemple l'un des piliers de la lutte contre le réchauffement climatique.

Il aurait également été envisageable d'intégrer la thématique dans une loi cantonale d'application de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (LPE; RS 814.01) étant donné que les changements climatiques sont qualifiés d'atteintes nuisibles ou incommodes au sens de l'article 74 de la Constitution fédérale. Or, le canton de Fribourg ne dispose pas à l'heure actuelle d'une telle législation, le domaine étant régi au niveau cantonal par des lois d'application sectorielles<sup>1</sup>. Par ailleurs, élaborer une telle base légale nécessiterait un investissement substantiel en temps et en ressources, qui dépasse largement le cadre nécessaire pour satisfaire la motion à l'origine du présent projet.

La solution de créer une loi-cadre permettant de légitimer la thématique a donc été perçue comme étant la plus efficace

d'un point de vue légal, mais également du point de vue de la communication. Le groupe de travail a dès lors rédigé les prémices d'une loi cantonale sur le climat et a analysé différentes variantes pour le financement des mesures.

Le projet de loi a été présenté en mars 2021 au COPIL climat et a fait l'objet d'une consultation interne aux services de l'Etat. Le COPIL climat est composé de représentant-e-s de chaque Direction, ainsi que des Conseillers d'Etat de la Direction de l'économie, de l'emploi et de formation professionnelle (DEEF) et de la DIME. Des améliorations et des précisions ont encore pu être apportées au projet sur la base des remarques émises dans ce cadre. Ainsi toutes les directions ont eu la possibilité de s'exprimer sur une première version du projet de loi.

### 2.2. Consultation publique

Le Conseil d'Etat a autorisé le 6 septembre 2021 la mise en consultation publique de l'avant-projet de loi, qui a duré du 8 septembre au 10 décembre 2021. La consultation publique a été un succès du point de vue de la participation:

- > 70 retours ont été enregistrés,
- > 38 participant-e-s ont pris position et émis des commentaires sur les articles,
- > 15 participant-e-s ne commentent pas mais se rallient à la prise de position de l'association des communes fribourgeoises (ACF).

La consolidation du projet de loi suite aux remarques apportées et aux propositions s'est poursuivie jusqu'en juillet 2022. Cette étape a permis d'apporter des modifications substantielles au projet et de présenter un projet plus proche des considérations et attentes des milieux concernés.

#### 2.2.1. Résultats

Les principaux résultats de la consultation publiques sont résumés ici.

#### *Préambule, buts et objectifs (préambule, articles 1 et 2)*

Plusieurs participants ont demandé d'ajouter des actes internationaux (rapports du GIEC), fédéraux (stratégie climatique à long terme 2050, art. 9 et 41 de la loi CO<sub>2</sub>), cantonaux (articles de la Constitution pour marquer la dimension transversale de la loi) ou encore la résolution sur l'urgence climatique décrétée par le Grand Conseil en septembre 2021.

Concernant les objectifs et buts de la loi, de nombreux commentaires portent sur le renforcement de l'engagement et des compétences de l'Etat, notamment par la modification de certains aspects «chiffrés». On retrouve ainsi la demande d'un engagement à 1,5°C et non à 2 °C, des objectifs d'au moins

<sup>1</sup> Cf. not. loi du 13 novembre 1996 sur la gestion des déchets (LGD; RSF 810.2); loi du 7 septembre 2011 sur les sites pollués (LSites; RSF 810.3).

60, voire 65% de réduction des GES et du zéro émission nette pour 2040 au lieu de 2050. Différentes notions demandent à être explicitées ou intégrées dans le projet, telles que celle des puits de carbone et du soutien aux technologies de captage et de stockage, celle des émissions indirectes, des objectifs par secteur ou encore une courbe de réduction linéaire des émissions.

### *Plan Climat cantonal (article 6)*

Il est demandé d'une part de faire une distinction entre la stratégie et le plan d'action: la stratégie climatique est le cadre pour l'ensemble des collectivités publiques (communes et canton) qui établissent leurs plans d'action respectifs.

Différentes demandes portent sur l'intégration de certains éléments supplémentaires au contenu du Plan Climat cantonal, tels que: les besoins en moyens financiers et en personnel, des objectifs par secteur, les instruments d'évaluation ou encore des sanctions et mesures si les objectifs ne sont pas atteints.

La question de la compétence d'adoption du Plan Climat a, quant à elle, suscité de nombreuses remarques. Il est principalement proposé un rôle plus actif du Grand Conseil dans le processus.

### *Réexamen et suivi (article 10)*

Il est globalement demandé de renforcer le monitoring. A ce propos, différentes possibilités de renforcement sont proposées (rapport annuel, réexamen du Plan Climat tous les deux ans, création d'un bureau d'évaluation, etc.), en veillant toutefois à prioriser l'action et les résultats concrets et en évitant de consacrer une part exagérée des ressources disponibles à un suivi trop détaillé.

### *Communes (article 15)*

Le rôle primordial des communes dans la lutte contre le réchauffement climatique est souligné par un grand nombre de participants-e-s. Certains d'entre eux font néanmoins état de leur crainte de perte d'autonomie et proposent que les communes définissent leur propre politique climatique. D'autres participant-e-s en revanche demandent que le rôle des communes soit plus cadré et que leurs obligations soient renforcées, par exemple en rendant les objectifs de réduction également contraignants pour les communes, en les impliquant davantage dans les mesures, voire en leur imposant un bilan carbone ou l'élaboration du plan climat communal.

Le soutien financier et technique aux communes est considéré comme prépondérant et doit être garanti. Il est par ailleurs demandé par plusieurs participant-e-s que les communes intègrent le processus participatif en amont de la consultation publique du Plan Climat cantonal.

### *Financement et subventions (articles 16 et 17)*

Plusieurs participant-e-s soulignent le fait que les moyens déployés et prévus sont insuffisants et qu'il existe une forte divergence entre les objectifs de la loi et les moyens alloués.

L'avant-projet soumis à consultation publique ne proposait pas la création d'un fonds pour le climat. Un certain nombre de participant-e-s souhaite son introduction afin de pérenniser les financements nécessaires. Plusieurs pistes sont évoquées pour alimenter ce fonds:

- > une partie de la fortune cantonale;
- > une partie des revenus des redevances fédérales;
- > des sommes supplémentaires allouées par voie de décrets;
- > une contribution annuelle minimale;
- > un pourcentage des transferts supplémentaires de la BNS au canton de Fribourg;
- > une contribution annuelle de la part des communes en fonction de leur population.

Quelques autres participant-e-s se sont prononcés à l'encontre d'une telle création de fonds, la supposant liée à l'introduction de taxes, ce qu'ils refusent également.

Sur l'aspect des subventions, le principe est plutôt bien accepté; sur leur utilisation les avis et suggestions divergent. Les éléments suivants sont notamment évoqués:

- > la subvention versée doit représenter les 100% des coûts imputables;
- > l'Etat participe pour au moins 50% au financement des mesures qui sont fixées dans un plan climat communal;
- > la subvention ne doit pas pouvoir être apportée à des projets qui pourraient réduire les émissions de GES mais qui porteraient atteinte à d'autres intérêts prépondérants, par ex. à la biodiversité;
- > des compensations financières et aides à la reconversion doivent être versées en faveur des acteurs économiques devant renoncer à une activité nuisible au climat ainsi qu'aux personnes touchées par les conséquences des dérèglements climatiques;
- > il est demandé de mentionner dans le projet de loi certaines technologies précises (pompes à chaleur) ou grands projets (infrastructures hydrauliques) qui devraient prioritairement être soutenues.

### **2.3. Principales modifications apportées à l'avant-projet**

Les principales modifications apportées suite aux retours de la consultation publique sont les suivantes:

- > le préambule a intégré les recommandations du Service de la législation et certaines demandes d'ajouts de références à la Constitution cantonale;

- > l'article 2 intègre comme objectif de l'Etat le développement des puits de carbone et intègre expressément les objectifs du canton en matière d'émissions indirectes;
- > l'article 3 a été complété en intégrant certains domaines spécifiques de réglementation tels que la protection de la nature et la formulation de l'alinéa 2 a été améliorée;
- > l'article 6 a été revu entièrement afin de définir le cadre structurel et le contenu du Plan Climat cantonal;
- > l'article 10 a intégré la forte attente en termes de renforcement du monitoring. Un bilan carbone du territoire renouvelé tous les 5 ans est désormais prévu ainsi que la publication d'un rapport d'évaluation du Plan Climat en fin de mise en œuvre;
- > l'article 15 relatif aux communes a été revu. On y introduit notamment l'obligation pour les communes de plus de 1500 habitants d'établir une planification climatique communale.

## 2.4. Principales propositions

Le présent projet de loi a été élaboré autour des principales propositions suivantes:

- > Détermination d'objectifs cantonaux de réduction des émissions de GES, d'adaptation aux changements climatiques et du développement des puits de carbone artificiels et naturels et mise en œuvre de mesures devant permettre de les atteindre.

L'Etat se donne pour mission d'agir dans le domaine climatique et s'engage de manière chiffrée, et donc objectivement mesurable, à prendre les mesures nécessaires pour limiter les effets ainsi que les risques induits par les changements climatiques. Il s'impose des objectifs volontaristes, cohérents avec les objectifs internationaux et fédéraux et permettant d'orienter l'action publique tant sur le plan de la réduction des GES, de l'adaptation aux changements climatiques ainsi que de la séquestration de CO<sub>2</sub>. Il signifie de cette manière son intention de «faire activement sa part» face à cette problématique globale. Il entend dès lors s'engager à limiter les GES à son échelle et selon ses moyens. Il vise la réduction des émissions directes et indirectes ainsi que la neutralisation des émissions résiduelles.

- > Compatibilité des flux financiers aux enjeux climatiques

L'objectif explicite de rendre les flux financiers compatibles avec un profil d'évolution vers un développement à faible émission de GES et résilients aux changements climatiques constitue une nouveauté de l'Accord de Paris (art. 2.1.c). La communauté internationale est unanime sur le fait que les marchés financiers doivent jouer un rôle proactif dans la transition vers une économie mondiale respectueuse du climat. Par secteur financier, on entend notamment les assurances, les caisses de pension, les

institutions de prévoyance et les fondations, les banques, les directions de fonds et les maisons de titres. Comme l'a souligné le Conseil fédéral dans le message du projet de loi sur le CO<sub>2</sub> du 1<sup>er</sup> décembre 2017 ainsi que dans le rapport explicatif du 17 décembre 2021 relatif au projet de révision de la loi sur le CO<sub>2</sub><sup>1</sup>, les investissements faits aujourd'hui, notamment en vue de l'approvisionnement énergétique ou pour les infrastructures, peuvent avoir un impact important sur les émissions futures de GES<sup>2</sup>.

Conscient du rôle majeur que peut jouer le secteur financier dans la réalisation des objectifs climatiques, le canton de Fribourg doit dès lors s'engager concrètement, dans le cadre de ses compétences, à rendre les flux financiers des acteurs des marchés financiers compatibles avec les objectifs climatiques qu'il a définis.

- > Prise en compte des enjeux environnementaux, sociaux et économiques

Pour être efficaces, les mesures en faveur du climat doivent se révéler durables à la fois sur les plans écologique, économique et social. Les principes selon lesquels la transition vers le zéro net doit s'effectuer en accord avec les autres domaines environnementaux, de manière économiquement supportable et socialement acceptable ont été définis comme priorité stratégique de la stratégie climatique 2050 de la Confédération. Un appui des cantons et des communes s'avère ici indispensable.

- > Prise en compte des enjeux climatiques dans les tâches et activités de l'Etat

Sont visées en l'espèce la réduction des GES, le renforcement de la capacité des puits de carbone et l'adaptation aux changements climatiques. Il s'agit donc de prendre ces éléments pleinement en compte et de les intégrer, dès le départ, dans tout projet ou action de l'Etat jusqu'à ce que cela en devienne un «réflexe» automatique dans la construction de l'activité publique et dans la prise de décisions politiques. Une évaluation en la matière est désormais mise en place pour vérifier quelle est l'incidence climatique de certains projets portés par l'Etat, au même titre qu'un examen des incidences financières est mené par la Direction des finances. La réglementation d'exécution définira les projets soumis à évaluation.

- > Formation, information et sensibilisation du public en matière climatique

Ces aspects sont indispensables pour augmenter l'efficacité des actions mises en œuvre ainsi que pour éveiller la

<sup>1</sup> Département fédéral de l'environnement des transports, de l'énergie et de la communication, Rapport explicatif du 17 décembre 2021 relatif au projet mis en consultation, p. 26.

<sup>2</sup> Conseil fédéral, Message du 1<sup>er</sup> décembre 2017 relatif à la révision totale de la loi sur le CO<sub>2</sub> pour la période postérieure à 2020, FF 2018 229, p. 252.

conscience sur la situation actuelle et enjoindre tout un chacun à participer à hauteur de ses possibilités. Cela implique notamment d'encourager la formation des personnes actives dans des prestations liées à la protection du climat, de tenir le public informé quant à l'évolution des réductions de GES et sur l'adaptation aux changements climatiques et également d'offrir un soutien technique et financier aux différents acteurs (communes, entreprises, particuliers). Il s'agit aussi de stimuler la recherche afin de découvrir comment améliorer des processus, voire trouver des solutions aux conséquences d'actions passées.

#### > Octroi de subventions

La participation de tous les acteurs et actrices de la société est indispensable et donc encouragée face au défi global représenté par les changements climatiques, la réalisation des objectifs définis nécessitant des efforts entrepris à tous les niveaux et dans tous les secteurs de la société. Il est ainsi proposé de pouvoir offrir un soutien, via l'octroi de subventions, à celles et ceux qui s'engagent de manière très concrète à participer à l'atteinte des objectifs fixés, qu'il s'agisse d'entreprises, de communes, d'associations, de personnes morales de droit privé ou public ou encore de citoyen-ne-s. L'innovation, en particulier le développement de nouveaux modèles commerciaux et de nouvelles technologies, a un rôle central à jouer, aussi bien dans la réalisation des objectifs climatiques que des objectifs sociaux, économiques et environnementaux.

#### > Mise en place d'un Plan Climat cantonal (procédure, compétence, forme, nature et effets juridiques)

Mandat est donné au Conseil d'Etat de définir une stratégie et d'établir un plan d'actions dans le but d'atteindre les objectifs fixés en matière de réduction des GES et d'adaptation aux changements climatiques. Le projet de loi définit le contenu générique du plan, ainsi que les procédures d'adoption, de réexamen et de suivi et de modifications du plan.

#### > Collaboration avec les communes

Les communes sont directement concernées par les effets des changements climatiques qui peuvent négativement affecter leur territoire et leur population. On peut citer à titre d'exemple les vagues de chaleur ou les conditions d'enneigement incertaines dans les domaines skiables de basse altitude<sup>1</sup>. Il est donc indispensable qu'elles s'engagent, au-delà de leur rôle d'exemplarité, à contribuer à l'atteinte des objectifs cantonaux et que pour se faire, elles engagent à leur niveau des actions pour adapter leur territoire aux conséquences négatives des effets des changements climatiques et, afin de prévenir ceux-ci, mettent en œuvre des mesures visant à réduire leurs émissions

de GES. Disposant à la fois de compétences dans de nombreux domaines, d'une grande autonomie et de la connaissance du terrain, étant en ce sens les plus proches de la population, des associations et des entreprises, les communes ont un rôle primordial à jouer.

Les communes doivent par conséquent être intégrées aussi bien en qualité de partenaires qu'assumer leur rôle d'autorités dans le processus et dans la mise en œuvre de mesures visant à contribuer à l'atteinte des objectifs cantonaux. Il est absolument nécessaire qu'elles soient encouragées et accompagnées afin de sensibiliser leurs habitant-e-s aux questions climatiques. L'Etat doit les aider, autant sur le plan technique que financier, dans les démarches qu'elles entreprennent et qui correspondent à leurs ressources. Les communes s'engagent aux côtés de l'Etat de Fribourg à atteindre les objectifs de mise en œuvre de la présente loi, à prendre des mesures, à tenir compte des enjeux climatiques dans leurs projets et activités afin de contribuer aux buts et objectifs de la présente loi. En outre il est demandé aux communes de plus de 1500 habitants d'élaborer une planification communale. La mobilisation et la coordination des efforts cantonaux et communaux sont ainsi indispensables.

#### > Mécanismes de financement

Afin de déployer les mesures prévues dans la politique climatique cantonale, d'être résilient face aux changements climatiques et d'atteindre les objectifs de réduction d'émission de gaz à effet de serre, il est indispensable de mettre en place des mécanismes de financement consolidés.

Il est proposé d'une part que le Conseil d'Etat soumette régulièrement des demandes de crédits d'engagement au Grand Conseil. D'autre part il est prévu de recourir au Fonds d'infrastructures afin de financer certaines mesures en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la présente loi. Dans ce sens, le Conseil d'Etat a décidé d'allouer un montant de 25 millions de francs de ce fonds en faveur du climat pour des investissements propres ou des subventions d'investissements. Il est toutefois prévu d'adapter l'article 24g al. 1 du règlement sur les finances (RFE; RSF 610.11) pour permettre des dotations ultérieures de ce fonds de manière plus sécurisée et régulière selon les possibilités financières de l'Etat. Les montants concernés seront portés au budget en fonction des projets à financer et seront coordonnés par les services en charge de la mise en œuvre des mesures.

<sup>1</sup> Cf. changement climatique et développement territorial, ARE, 2013.



### 3. Commentaires des dispositions

#### Dispositions générales

##### Article 1 Buts

###### Al. 1

L'alinéa 1 définit le but de la loi et délimite le champ d'action de cette dernière. La protection de l'être humain et de son milieu naturel contre les effets nuisibles des changements climatiques est placée au cœur du texte.

Les changements climatiques sont considérés comme des atteintes nuisibles ou incommodes au sens de l'article 74 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (Cst.; RS 101)<sup>1</sup>. Conformément à l'article 71 al. 1 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst./FR; RSF 10.1), l'Etat et les communes doivent veiller à la sauvegarde de l'environnement naturel et lutter contre toute forme de nuisance.

Par effets nuisibles, ou incidences, des changements climatiques sont entendus les effets négatifs sur la vie des personnes, les modes de subsistance, la santé, les écosystèmes, le patrimoine économique, social et culturel, les services et les infrastructures (augmentation des décès liés aux vagues de chaleur, accroissement des risques liés aux dangers naturels, pertes de rendement pour certaines cultures, mise sous pression de milieux naturels, augmentation de l'instabilité du commerce international, etc.)<sup>2</sup>.

L'alinéa 1 introduit par ailleurs une obligation de protection accrue pour les personnes et les écosystèmes les plus vulnérables. Ce critère de vulnérabilité permettra de formuler des priorités d'action. Par mesures visant les écosystèmes les plus vulnérables, on pense par exemple aux mesures de création et de renaturation des zones humides qui améliorent les habitats importants pour la biodiversité et la rendent plus résiliente. La protection de la vie et de l'intégrité physique des personnes vulnérables passe par des mesures très variées comme par exemple des mesures de lutte contre les îlots de chaleur urbains (végétalisation, ombrage, plans d'eau, etc.) permettant de protéger la santé et le bien-être de ces personnes face aux vagues de chaleur.

###### Al. 2

###### Let. a)

La lettre a) se base sur l'objectif central fixé dans l'Accord de Paris auquel le canton de Fribourg souhaite contribuer, à savoir contenir la hausse de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2° C et si possible de 1,5° C par rapport au niveau préindustriel. L'objectif final est bien de limiter le réchauffement à 1,5° C. Le GIEC<sup>3</sup> signalait en 2018 qu'une augmentation supplémentaire de la température de la planète d'un demi-degré seulement allait accroître considérablement l'impact du réchauffement planétaire. Avec une augmentation globale de 2° C, les extrêmes de chaleur seraient nettement plus marqués dans toutes les zones habitées qu'avec 1,5° C. La Suisse s'engage à viser plus spécialement l'objectif de contenir la hausse des températures à 1,5° C en devenant membre de la Coalition pour une haute ambition (High Ambition Coalition)<sup>4</sup> lors de sa création en 2014.

Pour atteindre cet objectif, la Suisse s'engage à réduire ses émissions, qu'elles soient générées à l'intérieur des frontières (directes) mais aussi à l'extérieur (indirectes) notamment en ce qui concerne les émissions liées au transport des marchandises<sup>5</sup>. La prise en compte de toutes les émissions de gaz à effet de serre générées par la population suisse, qu'elles soient directes ou indirectes, est essentielle pour atteindre l'objectif planétaire global. Le canton doit également en tenir compte.

###### Let. b) et c)

L'engagement de l'Etat à poursuivre une politique climatique active dans le cadre des compétences qui lui sont attribuées par la législation fédérale et cantonale concerne trois aspects:

- > la réduction des émissions de GES à la source (les GES visés seront énumérés à l'article 1 de l'ordonnance sur le CO<sub>2</sub>) et la capacité d'absorption des puits de carbone sur le territoire, c'est-à-dire d'assurer que les prestations de puits de carbone sur le canton permettent d'arriver à la neutralité carbone (let. b);
- > l'adaptation aux effets nuisibles des changements climatiques, à savoir les mesures permettant aux systèmes naturels de s'adapter et aux infrastructures touchées d'être adaptées aux changements climatiques actuels ou futurs (let. c).

<sup>1</sup> Conseil fédéral, Message du 26 août 2009 relatif à la politique climatique suisse après 2012, FF 2009 44 p. 6723 ss.

<sup>2</sup> GIEC, 2014: Changements climatiques 2014: Incidences, adaptation et vulnérabilité – Résumés, foire aux questions et encarts thématiques. Contribution du Groupe de travail II au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [Publié sous la direction de Field, C.B., V.R. Barros, D.J. Dokken, K.J. Mach, M.D. Mastrandrea, T.E. Bilir, M. Chatterjee, K.L. Ebi, Y.O. Estrada, R.C. Genova, B. Girma, E.S. Kissel, A.N. Levy, S. MacCracken, P.R. Mastrandrea et L.L. White]. Organisation météorologique mondiale, Genève (Suisse), 201 pages (publié en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe).

<sup>3</sup> GIEC 2018: Rapport spécial sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels et les trajectoires associées d'émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté: Résumé à l'intention des décideurs.

<sup>4</sup> High Ambition Coalition (HAC) 2021 High Ambition Coalition COP 26 Leaders' Statement.

<sup>5</sup> Conseil fédéral, rapport du 27 janvier 2021 sur la stratégie climatique à long terme de la Suisse.

#### Let. d)

L'Etat souhaite participer à l'effort international et national visant à rendre les flux financiers compatibles avec les objectifs climatiques. Les investissements faits par les acteurs des marchés financiers du canton de Fribourg peuvent en effet avoir un impact important sur les émissions futures de GES.

Cet objectif doit être réalisé dans un premier temps au moyen de mesures librement consenties par le secteur financier. L'Etat aura son rôle à jouer, notamment:

- > en encourageant et soutenant les acteurs des marchés financiers tels que les banques, gestionnaires d'actifs, caisses de pensions et assurances sis sur le territoire cantonal à analyser la comptabilité climatique de leurs portefeuilles financiers, par exemple en utilisant l'outil gratuit et disponible Paris Agreement Capital Transition Assessment (méthode PACTA) élaboré avec le soutien de la Commission européenne, des gouvernements allemand et suisse, ainsi que des Principes pour l'investissement responsable (PRI) des Nations-Unies. Il permet d'effectuer une analyse standardisée de portefeuilles comprenant des actions, des obligations et d'autres instruments de crédits);
- > en invitant les acteurs et actrices des marchés financiers du canton de Fribourg à identifier, évaluer et traiter de manière adéquate tous les risques (financiers ou non) liés au climat et de développer si nécessaire leurs instruments et leurs processus pour cela (prise en compte des risques climatiques à la gestion des risques);
- > en veillant, à travers sa participation financière au capital-actions de sociétés de droit public ou privé, ou de ses prêts accordés à ces dernières, à ce que les investissements consentis soient alignés aux objectifs climatiques du canton de Fribourg. Les représentant-e-s dans les conseils d'administration sont tenu-e-s d'encourager la mise en application de la méthode PACTA et la prise en compte des risques climatiques à la gestion des risques (voir les deux éléments précédemment décrits).

Dans un deuxième temps, les réflexions d'une meilleure prise en compte des enjeux climatiques dans les législations sectorielles, telles que la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (LCP; RSF 122.73.1) et la loi sur la Banque cantonale de Fribourg (LBCF; RSF 961.1) devront être abordées par les Directions ainsi que par le Conseil d'Etat dans le cadre des politiques concernées.

#### Article 2 Objectifs de mise en œuvre

L'article 2 définit les objectifs concrets de réduction des émissions, d'adaptation et de renforcement de la capacité d'absorption des puits de carbone que se fixe le Canton afin d'atteindre les buts et objectifs généraux fixés à l'article 1 ainsi

que l'engagement de l'Etat et des communes à prendre les mesures nécessaires pour les atteindre. Ces objectifs constituent les trois volets principaux de la politique climatique du Canton.

#### Al. 1 et 2

Les alinéas 1 et 2 posent les objectifs climatiques visés par l'Etat et les communes en matière de réduction des émissions de GES. L'alinéa 1 reprend les objectifs décidés par le Conseil d'Etat en novembre 2019 et formalisés dans le Plan Climat cantonal.

Par objectifs de réduction, on entend:

- > d'ici 2030, une réduction d'au moins 50% des émissions directes de GES par rapport à 1990. Les émissions directes sont les émissions générées dans le canton, notamment les émissions induites par la combustion d'agents énergétiques fossiles ou les émissions liées au bétail. Les trois sources d'émissions les plus importantes sont l'agriculture (environ 33% des émissions directes), le transport (près de 31% des émissions directes) et la production de chaleur pour le bâti à fin commerciale et/ou résidentielle (24% des émissions directes).

Les émissions fribourgeoises directes en 1990 ont été estimées à 1,8 mio t éq.-CO<sub>2</sub> (soit environ 3,3% des émissions nationales de 1990)<sup>1</sup>. Dans le bilan carbone fribourgeois, les émissions directes du canton pour l'année 2017 ont été estimées à 1,6 mio t éq.-CO<sub>2</sub>. Avec les objectifs établis, d'ici 2030, les émissions fribourgeoises ne devront dès lors pas dépasser les 0,9 mio t éq.-CO<sub>2</sub>. Le canton doit donc diminuer ses émissions d'environ 0,7 mio t éq.-CO<sub>2</sub> d'ici 2030.

- > d'ici 2050, l'Etat de Fribourg et les communes s'engagent à atteindre l'objectif de zéro émission nette. Les émissions de GES restantes devront être neutralisées par séquestration. Le Conseil fédéral estime la quantité d'émissions inévitables en Suisse à environ 12 mio t éq.-CO<sub>2</sub> en 2050. Rapportées au canton de Fribourg, les émissions inévitables en 2050 sont estimées à environ 0,4 mio t éq.-CO<sub>2</sub>.
- > L'Etat et les communes s'engagent expressément à prendre toutes les mesures nécessaires et possibles visant à réduire ses émissions indirectes, c'est-à-dire générées à l'extérieur du canton. Ces émissions sont considérables, elles représentent 60,3% des émissions totales du canton dont 4,75% sont liées à l'électricité importée. Elles sont liées à la production et au transport des biens et aliments consommés dans le canton (environ 40% des émissions indirectes),

<sup>1</sup> L'estimation des émissions fribourgeoises de 1990 se base sur les données de l'inventaire national des émissions de GES (National Inventory Report NIR). Les données du NIR suisse peuvent être consultées sur la page (<https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/climat/etat/donnees/inventaire-gaz-effet-serre.html>) (20.04.21).

aux investissements financiers (plus d'un tiers des émissions indirectes) ou encore à la mobilité hors-canton de la population fribourgeoise.

Ces mesures sont indispensables, car dans certains cas la réduction des émissions de GES indirectes n'aura pas de conséquences positives sur la réduction des émissions directes du canton. Pourtant l'effet bénéfique au niveau planétaire sera un progrès énorme; sont par exemple concernées les mesures d'accompagnement à une alimentation locale. La réduction de ces émissions passe aussi par un changement des comportements et des modes de consommation des citoyen-ne-s. Il est donc nécessaire de prendre toutes les mesures relevant de la compétence de l'Etat et des communes pour réduire les émissions indirectes du canton. Cela peut passer notamment par l'interdiction ou la restriction de l'usage des plastiques jetables, des mesures visant à rendre les flux financiers compatibles aux enjeux climatiques, de la sensibilisation et l'encouragement vers une consommation locale et responsable. Toutefois l'évolution des émissions indirectes est difficile à quantifier, c'est la raison pour laquelle l'Etat ne se fixe pas d'objectif chiffré mais s'engage à contribuer à leur réduction, à hauteur de ses moyens. Il sera également veillé à ce que les efforts de la Confédération et du canton soient conjoints et complémentaires.

Le suivi du degré de réalisation des objectifs sera rendu possible par les outils suivants:

- > l'évolution de l'inventaire des émissions de GES national permettra d'évaluer les effets des instruments de politiques climatiques fédérales et de l'ensemble des stratégies climatiques régionales;
- > l'évolution du bilan carbone du canton de Fribourg permettra de suivre plus spécifiquement les effets des mesures cantonales et extra-cantonales sur les émissions induites par le canton;
- > le suivi d'indicateurs propres à certaines des mesures du Plan Climat permettra d'estimer la quantité d'émissions réduites ou évitées par les mesures en question.

### Al. 3

L'alinéa 3 pose les objectifs climatiques visés par l'Etat et les communes en matière d'adaptation.

La concentration de GES dans l'atmosphère pourrait induire des dommages non seulement aux infrastructures, mais à l'ensemble du vivant. En effet, l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des vagues de chaleur, des fortes précipitations ou encore des périodes de sécheresse sont autant d'événements pouvant causer des dommages humains ou prêterter la survie d'espèces animales ou végétales. L'alinéa 3 précise qu'au travers de ses objectifs, l'Etat et les communes

ne s'engagent pas seulement en faveur de la protection des êtres humains et de leurs intérêts, mais également dans le but de protéger les animaux, les plantes et leurs biotopes. L'alinéa précise aussi que les biens d'une valeur considérable, tels que les sites historiques ou encore certains bâtiments ou infrastructures, doivent également être protégés des effets néfastes des changements climatiques. Les objectifs d'adaptation de l'Etat et des communes fribourgeoises sont ainsi cohérents avec la stratégie d'adaptation aux changements climatiques de la Confédération et considèrent l'ensemble des secteurs pouvant être impactés de manière directe et indirecte par les changements climatiques (gestion de la biodiversité, gestion des dangers naturels, santé humaine et animale, protection des sols, etc.).

### Al. 4

L'alinéa 4 pose les objectifs climatiques en matière de captation et de séquestration du carbone. Cela répond au constat et aux préoccupations actuelles de la Confédération. En effet, le rapport sur les émissions de CO<sub>2</sub> négatives adopté en 2020 par le Conseil des Etats en réponse au postulat 18.4211<sup>1</sup> conclut que les objectifs climatiques à long terme ne pourront être atteints qu'au moyen d'émissions négatives. Il en ressort que la Confédération doit créer les conditions-cadres permettant de développer ces technologies dans le but d'extraire le CO<sub>2</sub> de l'atmosphère et de le stocker durablement.

La collaboration en matière de recherche et d'innovation dans le domaine des technologies d'extraction de CO<sub>2</sub> (NET) doit être soutenue. Le projet de révision de la loi sur le CO<sub>2</sub> du 17 décembre 2021 a d'ailleurs approfondi cette notion. Il définit la notion de prestations de puits de carbone comme étant «le bilan imputable sur le plan international entre les émissions de gaz à effet de serre et l'absorption de CO<sub>2</sub> par les réservoirs de carbone». Selon le Conseil fédéral<sup>2</sup> le principe de précaution impose de ne pas remplir des puits biologiques pour compenser des émissions évitables de gaz à effet de serre tant qu'il n'est pas certain que les approches techniques actuelles (bioenergy with carbon capture and storage, BECCS et direct air carbon capture and storage DACCS) puissent produire des émissions négatives en quantité nécessaire.

L'Etat et les communes s'engagent donc à renforcer les compétences en matière de technologies d'extraction de CO<sub>2</sub> (NET). Pour cela ils entendent soutenir la recherche et l'innovation en la matière. La capture du CO<sub>2</sub> doit cependant toujours coïncider avec une solution de stockage à long terme ou de réemploi. Il ne s'agit pas de déplacer du carbone sans

<sup>1</sup> Postulat 18.4211-Thorens Goumaz du 12 décembre 2018 «Quelle pourrait être l'importance des émissions négatives de CO<sub>2</sub> pour les futures politiques climatiques de la Suisse?».

<sup>2</sup> Conseil fédéral, rapport en réponse au Postulat 18.4211 Thorens Goumaz du 12 décembre 2018: *Quelle pourrait être l'importance des émissions négatives de CO<sub>2</sub> pour les futures politiques climatiques de la Suisse?*

soustraction nette, ou d'extraire du carbone d'une manière productiviste qui dépasserait les capacités du territoire pour le conserver de manière stable et à long terme ou pour son réemploi local.

L'Etat et les communes s'engagent également à prendre des mesures concernant le stockage durable du CO<sub>2</sub>. Les puits font référence aux réservoirs qui stockent le carbone. Ils peuvent être naturels issus de processus biologiques de captation du CO<sub>2</sub>. Ce sont notamment les forêts, les tourbières, les sols. Ces écosystèmes doivent être protégés, restaurés et renforcés, ce qui passe principalement par l'aménagement du territoire. Les puits artificiels résultent quant à eux de procédés techniques qui permettent de capter puis séquestrer du carbone de manière intensive dans des formations géologiques souterraines, dans les océans ou les sous-sols.

### Article 3 Mesures

#### Al. 1

Cet alinéa traite du fondement des mesures de réduction, d'adaptation et de renforcement de la capacité d'absorption des puits de carbone à mettre en œuvre afin d'atteindre les objectifs fixés.

La nature des mesures mises en place s'appréciera au regard des compétences octroyées à l'Etat dans le cadre des législations fédérales et cantonales sectorielles et intersectorielles et des domaines dans lesquels il dispose d'une marge de manœuvre suffisante pour agir (cf. chapitres 1.4, 1.7 à 1.9).

Le réchauffement climatique étant un problème global, la mise en place de solutions à toutes les échelles est une nécessité. Par ailleurs, les effets des actions régionales ne peuvent pas être isolées des autres actions entreprises. Ainsi, les mesures de lutte contre les changements climatiques prises par l'Etat et les communes viendront s'ajouter aux mesures implémentées par la communauté internationale ou par la Confédération, au même titre que les mesures internationales et nationales appuieront la réalisation de l'objectif fribourgeois.

#### Al. 2

L'alinéa 2, première partie de la phrase, ancre le principe de coordination qui doit guider les politiques climatiques de l'Etat et des communes. Au travers de leur stratégie climatique, l'Etat et les communes doivent mener une coordination efficace entre les politiques sectorielles et intersectorielles dans le but d'atteindre les objectifs de réduction et d'adaptation fixés à l'article 2.

La lutte contre les changements climatiques constituant l'une des cibles du développement durable (ODD 13), les mesures climatiques doivent notamment être coordonnées avec la

Stratégie de développement durable de l'Etat de Fribourg. Cette stratégie a pour horizon temporel 2031, soit la fin de la législature qui débutera en 2027. Par souci de cohérence, le Plan Climat cantonal suivra la même logique et donc le même horizon temporel, avec une première phase de mise en œuvre de 2021 jusqu'en 2026 et une deuxième phase de 2027 à 2031. L'Etat et les communes se doivent également d'identifier les implications sociales, économiques et environnementales de leur politique climatique. Certaines mesures peuvent en effet avoir des conséquences sociales importantes, lorsqu'elles concernent par exemple la taxation de certaines prestations ou ont des conséquences sur la mobilité individuelle. La nécessité de réduire le trafic motorisé individuel doit par exemple impérativement être accompagnée d'un développement de transports publics à prix abordable pour toutes et tous et déboucher prioritairement sur des mesures dans les régions où cela est possible. L'acceptabilité de telles mesures nécessite d'analyser et d'anticiper leurs impacts, par exemple les charges financières supplémentaires pour les ménages à faibles revenus ou certaines régions, et au besoin de corriger leurs effets indésirables par des mécanismes appropriés afin d'éviter de pénaliser certaines catégories de population. La notion de justice sociale est également à mettre en lien avec le refus en votation le 13 juin 2021 du projet de révision de la loi CO<sub>2</sub>. Il est ainsi primordial de garantir que les mesures ne renforcent pas des inégalités existantes.

L'Etat souhaite également apporter une attention particulière au volet économique de sa politique climatique. La transition vers l'objectif de zéro émission nette doit notamment s'effectuer de manière économiquement supportable et le plus efficacement possible en termes de coûts. Il s'agit de ne pas désavantager certaines entreprises par rapport à leurs concurrents, respecter le plus possible le principe du pollueur-payeur, éviter les mauvais investissements, remplacer autant que possible les agents énergétiques fossiles<sup>1</sup> et favoriser des solutions de sobriété énergétique. Les opportunités que peuvent amener les changements climatiques doivent également être relevées: on pensera notamment en développement du tourisme estival, à l'augmentation de certaines récoltes agricoles ou encore aux perspectives économiques induites par les nécessaires travaux d'assainissement énergétique des bâtiments et de la mobilité.

L'Etat et les communes doivent également relever de nombreux défis dans d'autres domaines environnementaux. Si des synergies existent, notamment dans les domaines de la qualité de l'air et de la biodiversité, des pesées des intérêts devront être faites afin que la politique climatique ne se fasse pas à leur détriment. Le développement des énergies renouvelables doit ainsi être mis en balance avec d'autres enjeux tels que la préservation de la qualité de vie de la population concernée ou de la biodiversité.

<sup>1</sup> Conseil fédéral, rapport du 27 janvier 2021 sur la stratégie climatique à long terme de la Suisse, principe 8, p. 18.



Ainsi, la conciliation des mesures en matière climatique avec les enjeux environnementaux, sociaux et économiques se fera au cas par cas, notamment via les procédures d'évaluation de la durabilité déjà mises en œuvre dans le canton de Fribourg au travers des évaluations avec la Boussole 21.

#### **Article 4** *Prise en compte des enjeux climatiques*

##### **Al. 1**

L'alinéa 1 introduit l'obligation pour l'Etat et les communes de prendre en compte les enjeux climatiques dans l'accomplissement de leurs tâches ou activités, et ce dès le début des travaux de planification et d'établissement des projets. Par enjeux climatiques au sens de cette disposition on entend la nécessité de réduire les émissions de GES, d'assurer la capacité d'absorption des puits de carbone et de s'adapter aux changements climatiques (article 2) afin de protéger l'être humain et son milieu naturel contre leurs effets nuisibles (article 1).

Cette exigence ressort expressément de la stratégie à long terme de la Confédération qui demande que les cantons axent, dans tous les domaines liés au climat, leurs activités de planification sur l'objectif de zéro émission nette. La stratégie souligne que la planification de la Confédération et des cantons doit être prudente et axée sur les objectifs climatiques, en particulier la planification territoriale et des transports, le développement du milieu bâti ainsi que la planification énergétique. De plus, la compatibilité des nouvelles prescriptions légales et des projets d'investissement avec l'objectif de zéro émission nette devra être examinée et la protection du climat devra être intégrée dans tous les domaines politiques et stratégies pertinents<sup>1</sup>.

L'Etat et les communes doivent ainsi mettre à disposition les moyens permettant de renforcer la prise en compte des enjeux climatiques lors de la phase d'élaboration de tout projet. La coordination intra et intercantonale doit également être recherchée sur le renforcement de cette compétence et sur la création d'outils ou de méthodes applicables aux projets étatiques.

L'examen de la compatibilité de l'activité de l'Etat et des communes aux enjeux climatiques doit par conséquent devenir partie intégrante de l'activité publique et avoir une incidence réelle sur la définition des choix d'intervention et de décisions politiques.

##### **Al. 2**

Le principe de la prise en compte des enjeux climatiques par l'Etat et les communes dans l'accomplissement de leurs tâches ou activités, fixé à l'alinéa 1 vaut de manière générale

pour tout projet. L'examen permet cependant de contrôler que les projets de l'Etat les plus importants – du point de vue de l'impact climatique potentiel – respectent bien la mission confiée par l'alinéa 1. En vertu de l'alinéa 2, les Directions font examiner l'incidence climatique des projets qu'elles soumettent au Conseil d'Etat. Cette démarche permettra au Conseil d'Etat de statuer en tenant compte aussi bien des incidences climatiques que des incidences financières (cf. art. 46 al. 1 let. e LFE)<sup>2</sup> des projets qui lui sont soumis. Les conclusions de l'examen permettent d'établir un préavis sur le projet, lequel est pris en compte par le Conseil d'Etat lors de sa prise de décision finale qui est rendue sur la base d'une pesée de tous les intérêts.

Seront visés par l'examen des incidences climatiques, les projets définis dans la réglementation d'exécution (ensemble de projets répondants à certains critères: type d'acte, impact financier et politique, domaine d'action etc..) pour lesquels les risques et opportunités liés aux changements climatiques sont potentiellement importants.

La méthode d'évaluation utilisée, devra encore être précisée. Il est cependant prévu de procéder à l'analyse des incidences climatiques en utilisant, dans un premier temps, les critères et sous-critères de la Boussole 21 relatifs aux enjeux climatiques. En parallèle à cette application, une réflexion sera initiée, notamment avec les autres cantons (via p. ex. la coordination Suisse occidentale et latine des Plans climat cantonaux et le Cercle climat<sup>3</sup>), afin de créer une méthode d'évaluation ciblée sur les aspects climatiques.

#### **Article 5** *Information et formation*

L'Accord de Paris (art. 12) oblige les Etats parties à prendre des mesures pour améliorer l'éducation, la formation, la sensibilisation, la participation du public et l'accès de la population à l'information dans le domaine des changements climatiques, afin d'accroître l'efficacité de l'action engagée en matière de politique climatique. L'article 41 de la loi sur le CO<sub>2</sub> développe cet aspect, en conférant notamment aux autorités fédérales et cantonales un rôle de conseil auprès des communes, des entreprises et des consommateurs et consommatrices.

En raison de l'importance de telles mesures pour renforcer les instruments de politique climatique, l'article 5 du projet de loi reprend la même obligation au niveau cantonal. Dans cette optique, l'Etat a déjà mis en ligne un site internet,

<sup>2</sup> Loi cantonale du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE; RSF 610.1).

<sup>3</sup> Le Cercle climat est une association à but non lucratif, politiquement neutre et économiquement indépendante dont les objectifs principaux sont de coordonner et renforcer les actions menées par les administrations cantonales impliquées dans le développement ou la mise en œuvre de la politique et/ou de la stratégie climatique pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et les impacts du changement climatique. Ce cercle sera composé de représentant-e-s des entités cantonales compétentes en matière de politique climatique. L'assemblée constitutive aura lieu en septembre 2022.

<sup>1</sup> Stratégie climatique à long terme, principe 6, p. 18.

monplanclimat.fr.ch, avec l'objectif de sensibiliser, informer et engager toutes les parties prenantes du canton de Fribourg sur les enjeux climatiques. Il entend également encourager les initiatives volontaires (des communes par exemples) qui portent sur l'information et la sensibilisation de la population.

L'éducation, au sens large, est par ailleurs un puissant levier pour renforcer les capacités des individus à penser et agir face aux changements climatiques. Dans cette perspective, la Direction de la formation et des affaires culturelles, en collaboration avec les autres directions concernées, n'a pas attendu l'élaboration du présent projet de loi pour développer des ressources et outils permettant de traiter la thématique climatique dans le programme d'enseignement, ce que la présente disposition permet simplement d'ancrer plus précisément. A noter aussi que l'article 5 englobe également la formation professionnelle et la formation continue, y compris dans le cadre de la reconversion professionnelle, raison pour laquelle on parle ici d'éducation et de formation de manière étendue.

L'Etat a son rôle à jouer, par exemple en encourageant les établissements à mettre en œuvre une stratégie climatique, en soutenant des projets pédagogiques pilotes, en renforçant la formation des enseignant-e-s dans ce domaine ou encore en établissant des dossiers pédagogiques visant à développer tant des connaissances que des capacités transversales en lien avec les enjeux climatiques.

Dans son message du 1<sup>er</sup> décembre 2017 accompagnant la loi sur le CO<sub>2</sub> révisée, le Conseil fédéral a estimé que les communes jouaient un rôle crucial dans la mise en œuvre de la politique climatique sur le terrain de par leur proximité avec les habitant-e-s, les entreprises et les associations locales. Des conseils et des offres axées sur la pratique devront ainsi permettre aux communes d'établir des stratégies climatiques, de mettre en place des mesures et de sensibiliser la population aux questions climatiques.

L'Etat a initié la collaboration avec les communes en fin d'année 2020. Il souhaite accompagner les communes fribourgeoises afin de faciliter la compréhension de la thématique climatique, de les soutenir dans leur politique climatique et de les encourager à initier des actions spécifiques dans ce domaine. Le Conseil d'Etat entend, à travers le présent projet de loi, renforcer cette collaboration et développer les soutiens pratiques et financiers aux communes, pour leurs propres actions mais également pour les encourager à soutenir les actions de leurs habitant-e-s et des entreprises et associations sises sur leur territoire. Cette question fait l'objet d'un article spécifique (voir art. 15 et ss ci-dessous).

## Plan Climat cantonal

### Article 6 Contenu

#### Al. 1

L'article 6 al. 1 institue une obligation légale pour le Conseil d'Etat d'élaborer un Plan Climat cantonal. Cette obligation légale confère ainsi un ancrage concret et pérenne à la politique climatique fribourgeoise. La planification est en règle générale un instrument de coordination et de conduite de la compétence de l'exécutif, en l'occurrence du Conseil d'Etat. Il reviendra ainsi au Conseil d'Etat de déterminer une stratégie cantonale et de choisir les mesures les plus adéquates pour atteindre les objectifs d'adaptation et de réduction fixés par le législatif à l'article 2.

Le Plan Climat cantonal est l'instrument principal dont dispose le Conseil d'Etat pour définir sa stratégie en matière climatique et les moyens de mise en œuvre. Il coordonne, soutient et renforce les politiques et les stratégies sectorielles et intersectorielles qui contribuent à l'atteinte des objectifs de réduction, d'adaptation aux changements climatiques et de renforcement des puits de carbone naturels et artificiels fixés dans la présente loi (pour plus de détails sur l'articulation entre le PCC et les politiques sectorielles et intersectorielles, cf. point 1.8 ci-dessus).

#### Al. 2 et 3

En tant que cadre structurel global de la politique climatique fribourgeoise, le PCC comprend, en premier lieu, un volet stratégique qui fixe des axes stratégiques et des objectifs spécifiques, par exemple des objectifs à atteindre dans chaque secteur (mobilité, énergie, agriculture, consommation, etc.) ou des objectifs linéaires. En second lieu, il comprend le plan d'actions opérationnel, qui découle de la stratégie, et qui contient à minima la description des mesures concrètes, les délais de mise en œuvre, les autorités compétentes ainsi que les ressources, c'est-à-dire, les moyens financiers et en personnel mis à disposition.

### Article 7 Consultation publique

L'article 7 al. 1 détermine la procédure de mise en consultation publique du Plan Climat cantonal. Il prévoit une application par analogie de la procédure prévue pour la consultation des actes législatifs cantonaux. Cette procédure est prévue par les articles 22ss du règlement du 24 mai 2005 sur l'élaboration des actes législatifs (REAL; RSF 122.0.21).

Cette procédure a déjà été appliquée par analogie à la mise en consultation d'actes de planification cantonaux en l'absence de procédure formalisée. Elle a par exemple été appliquée à la mise en consultation du Plan de mesures pour la protection de l'air adopté par le Conseil d'Etat dans sa séance du

18 novembre 2019. Elle a par ailleurs été suivie lors de la mise en consultation du Plan Climat cantonal en octobre 2020 alors que la procédure n'était pas encore formalisée par la présente loi.

### *Article 8 Adoption*

Le Grand Conseil est consulté sur le projet de Plan Climat. Pour cela le projet du plan lui est transmis pour information, ainsi que le rapport établi en vertu de l'article 10 alinéa 2, qui examine et évalue la réalisation du Plan Climat précédant. La demande de crédit d'engagement est transmise au Grand Conseil en parallèle. Cette démarche permettra ainsi au Conseil d'Etat d'apporter au Plan, le cas échéant, les modifications qu'il jugera nécessaires avant son adoption, en fonction des discussions au Grand Conseil.

### *Article 9 Effets*

Le Plan Climat cantonal est conçu comme un instrument de programmation et de coordination. Il ne lie que les autorités cantonales à l'exclusion des communes et des administrés qui ne sont pas chargés de l'exécution des mesures et pour lesquels il n'a pas d'effets directs contraignants.

Comme déjà exposé ci-dessus, la mise en œuvre de ces mesures sera concrétisée avec la collaboration de nombreux partenaires, et en particulier des directions et services compétents. En tant qu'autorités matériellement compétentes dans leurs domaines respectifs, ces dernières ont pour obligation d'exécuter les mesures prévues. Cela implique, en particulier, d'intégrer ces tâches dans le cahier des charges des responsables désignés au sein de chaque unité. Le PCC prévoira, à cette fin, les budgets nécessaires pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures.

Il sied également de préciser que la planification cantonale est uniquement contraignante pour les autorités dans les domaines où le législateur cantonal leur a confié des compétences d'exécution. En effet, les mesures contenues dans le Plan Climat cantonal n'ont que des effets juridiques secondaires, dans le sens où elles ne peuvent pas par elles-mêmes créer de nouvelles compétences; elles ne servent qu'à préciser l'exercice des compétences que ménage la loi applicable dans le domaine d'action concerné. Dans ce cadre, les autorités chargées de l'exécution de la planification devront veiller à ne pas s'écarter sans motifs des mesures retenues dans le Plan Climat cantonal.

Si les bases légales cantonales actuelles devaient s'avérer insuffisantes, la planification pourra cependant intégrer des mesures de type législatif qui visent la création ou la mise à jour de bases légales cantonales afin d'y intégrer les enjeux climatiques et de renforcer leur prise en compte dans les domaines sectoriels concernés. Le Conseil d'Etat devra ainsi proposer, si nécessaire et dans la mesure de ses compétences,

les modifications législatives nécessaires à la mise en œuvre des objectifs fixés à l'article 2 du présent projet.

### *Article 10 Réexamen et suivi*

#### *Al. 1*

Le bilan carbone (également appelé «inventaire des émissions» ou «empreinte carbone») vise à estimer la quantité d'émissions de GES induites par les activités humaines d'un territoire donné. Cet exercice peut également s'appliquer à une entreprise, à un secteur économique ou à l'échelle de l'individu. C'est un outil d'aide à la décision en termes d'investissements structurants, qui vise également à faire prendre conscience des impacts de nos comportements et à les modifier.

Chaque année, les émissions sont répertoriées dans le cadre des traités internationaux négociés par les Etats signataires de la Convention-cadres des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Les données d'émissions pour la Suisse, et pour tous les pays signataires de l'accord, sont disponibles dans le «National Inventory Report» (NIR). Cet inventaire des GES recense aussi bien les émissions de CO<sub>2</sub> dues à l'utilisation des énergies fossiles que les émissions des autres GES (méthane, protoxyde d'azote, gaz synthétiques).

Un premier bilan carbone du canton de Fribourg a été réalisé avec les données de l'année 2017 en procédant à des évaluations de données issues du NIR ainsi que de statistiques nationales et cantonales. Ainsi, certaines données du bilan carbone proviennent de données nationales transposées au contexte fribourgeois en fonction d'indicateurs tels que le nombre d'habitants ou le nombre d'entreprises (méthode top-down). D'autres données sont quant à elles directement issues de chiffres spécifiquement fribourgeois (méthode bottom-up). C'est notamment le cas des émissions en lien avec l'utilisation des sols (forêts, prairies ou sols urbains).

Le bilan carbone du canton de Fribourg fera à la fois office de base de travail pour la définition des mesures atténuation du PCC et permettra également de suivre les effets des Plans Climat successifs sur le long terme. C'est pourquoi il sera un élément central du rapport d'évaluation du Plan Climat.

#### *Al. 2*

D'une manière générale, une stratégie s'inscrit dans une période donnée, avec les limites du contexte inhérent à cette période. Elle se doit d'évoluer afin d'être en adéquation avec les connaissances scientifiques qui s'accroîtront au fil du temps et doit par conséquent pouvoir faire l'objet d'adaptations à court terme. Il est ainsi prévu que le Plan Climat soit révisé tous les 5 ans.

Dans la perspective de sa révision, le Plan Climat en vigueur doit faire l'objet d'une évaluation de ses résultats. Pour ce faire, un rapport d'évaluation portant sur la mise en œuvre du Plan Climat est prévu tous les 5 ans. L'Etat se fixe des objectifs globaux chiffrés, définis dans le présent projet de loi. Il déterminera également des objectifs sectoriels et linéaires dans le PCC sur la base de l'article 6 al. 1 et 2 du projet de loi. Les objectifs de l'Etat sont évalués notamment grâce au suivi régulier du Plan Climat cantonal et des indicateurs mis en place ainsi que grâce au bilan carbone cantonal. Ce bilan carbone sert également de base à l'élaboration de la nouvelle mouture du Plan Climat et est dès lors publié avant la mise en consultation du nouveau PCC. Il est présenté pour information au Grand Conseil en même temps que celui-ci reçoit le nouveau projet de Plan Climat à titre consultatif.

### *Al. 3*

Le niveau de réalisation des mesures est évalué régulièrement grâce à des outils de suivi et à l'aide d'indicateurs, ce qui permet un contrôle qualité régulier. Une fiche est établie pour chacune des mesures du Plan Climat cantonal et est tenue à jour de manière régulière. Ces fiches sont actualisées annuellement avec les informations concernant notamment les objectifs (globaux et annuels) de la mesure, la composition de l'équipe de projet, le montant alloué à la mesure ou encore les étapes de réalisation. Toute adaptation des mesures ainsi que l'état d'avancement de leur mise en œuvre doivent être documentés par écrit à intervalles réguliers. La forme du rapport est définie conjointement avec le Comité de pilotage (COFIL). Ce rapport est consultable en ligne. Il est actualisé annuellement et permet de suivre la réalisation du Plan Climat cantonal.

## *Article 11 Modifications*

### *Al. 1*

L'alinéa 1 permet de prévoir les adaptations nécessaires du Plan Climat cantonal en fonction de l'évolution des circonstances et de l'ampleur des modifications nécessaires. Ainsi, des adaptations pourront être introduites avant le délai de 5 ans prévu pour un réexamen total du plan. Cette exigence de souplesse est inhérente aux plans qui sont par nature évolutifs.

### *Al. 2 et 3*

La loi distingue la procédure applicable à la révision et aux modifications majeures du Plan (al. 2) de celle applicable à d'autres types de modifications considérées comme «mineures» (al. 3):

- > la procédure prévue à l'article 7 est applicable lors de la procédure de révision et d'une modification majeure du Plan;
- > le Conseil d'Etat définit la procédure et les organes compétents pour toutes autres modifications du Plan Climat cantonal dans la réglementation d'exécution.

## **Autorités compétentes**

### *Article 12 Conseil d'Etat*

#### *Al. 1*

L'alinéa 1 détaille les attributions principales du Conseil d'Etat:

- > let. a: le Conseil d'Etat est l'autorité compétente pour adopter le Plan Climat cantonal;
- > let. b: une réglementation d'exécution du Conseil d'Etat veillera à compléter les dispositions légales;
- > let. c: il répartit les tâches entre les organes de l'Etat et assure l'organisation transversale de l'élaboration et de la mise en œuvre du Plan Climat;
- > let. d: il veille à l'exécution par les différentes directions concernées des mesures prévues dans le PCC;
- > let. e: il veille à la collaboration et à la coordination avec la Confédération, les autres cantons et les communes. C'est un principe général prévue par la loi sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA; RSF 122.0.1), cet alinéa permet de souligner la transversalité et l'importance de la coordination et collaboration dans ce domaines. Il se réfère également à la tâche spécifique du Conseil d'Etat de collaboration avec les communes attribuée dans le cadre de l'établissement des plans climats communaux, rappelée à l'art. 15 al. 2 du présent projet.

#### *Al. 2*

La loi confère également au Conseil d'Etat les compétences suivantes:

- > il décide la mise en consultation publique du Plan Climat cantonal (art. 7);
- > il supervise et adopte la révision ou modification majeure du Plan Climat cantonal (art. 10 et 11);
- > Il nomme les membres de la Commission (art. 14);
- > il soumet périodiquement au Grand Conseil une demande d'octroi de crédit d'engagement pour le financement des mesures du Plan Climat (art. 16);
- > il règle les modalités et la procédure en matière de subventions (art. 17 al. 4).



## *Article 13 Directions compétentes*

### *Al. 1*

La mise en œuvre concrète des différentes mesures est de la compétence des directions et services compétents, par exemple les mesures dans le domaine de l'énergie relèvent du Service de l'énergie, les mesures dans le domaine de l'eau relèvent du Service de l'environnement, etc.

Par nature transversale, la thématique du climat doit cependant être traitée de concert par tous les acteurs des domaines concernés, une bonne coordination est dès lors cruciale. Ainsi, un compte rendu annuel sous forme de rencontres réunissant les répondant-e-s chargé-e-s de la mise en œuvre sera organisé. En vertu de l'autonomie organisationnelle du Conseil d'Etat (art. 65 LOCEA), celui-ci pourra prévoir, dans la réglementation d'exécution, (cf. art. 12 al. 1 let. c) des dispositions d'organisation visant à garantir une organisation transversale de l'élaboration et de la mise en œuvre du Plan Climat, telle la création d'un organe de coordination constitué de représentant-e-s des différents directions et services de l'Etat concernés.

### *Al. 2*

Bien que transversales et dépendantes de toutes les directions et de nombreux services de l'administration, les tâches de coordination et de suivi de l'exécution des mesures définies dans la stratégie climatique de l'Etat de Fribourg relèvent de la compétence de la Direction en charge de l'environnement. Elle assure ainsi la cohérence et la transversalité de l'action en la matière. Toutes les Directions participent à l'élaboration du Plan Climat cantonal, le Service de l'environnement étant chargé d'assurer cette coordination et de veiller à l'ensemble du processus d'établissement du projet de Plan Climat jusqu'à son adoption par le Conseil d'Etat. Il assure ensuite la coordination de la mise en œuvre et le suivi du plan cantonal ainsi que la gestion du budget associé, qui concerne toutes les Directions. Le SEn est également chargé d'établir les bilans carbone cantonaux et le rapport d'évaluation en fin de mise en œuvre du Plan Climat cantonal.

### *Al. 3*

L'alinéa 3 ancre le principe de coordination entre les directions et les unités administratives de l'Etat. Le Plan Climat cantonal est de nature transversale et implique l'engagement concret de l'ensemble des directions et organes de l'Etat concernés par la politique climatique du canton. Il est dès lors nécessaire que les autorités d'exécution collaborent de manière étroite en s'assistant mutuellement et en participant activement à l'élaboration et à l'exécution de la planification cantonale.

## *Article 14 Commission Climat*

### *Al. 1 et 2*

La Commission Climat est un organe consultatif, au même titre que la commission consultative pour l'aménagement du territoire ou celle de l'enfance et de la jeunesse. Y sont représentés, les différents milieux intéressés, qu'ils soient politiques, professionnels ou encore associatifs, ainsi que les communes. La réglementation d'exécution donnera davantage de précisions quant à l'organisation de cette commission et à la nomination de ses membres, en conformité avec les dispositions du règlement sur l'organisation et le fonctionnement des commissions de l'Etat (ROFC; RSF 122.0.61) en la matière.

On pourra y retrouver des représentant-e-s provenant notamment: de différentes Directions concernées par la thématique climatique, des communes, des milieux économiques et en particulier de l'agriculture et du tourisme, des représentants de la jeunesse, des organisations non-gouvernementales de protection de l'environnement et de la santé, ou encore des experts des milieux scientifiques, en particulier du climat; il ne s'agit cependant pas ici d'une liste exhaustive.

### *Al. 3*

Le but de cette commission est de faire participer l'ensemble de la société de manière plus active à la formulation et à la mise en œuvre de la politique climatique cantonale et de soumettre à son regard critique certains projets ou instruments tel que le Plan Climat cantonal par exemple.

La Commission aura pour tâches de conseiller l'Etat et de soutenir les services concernés par la politique climatique cantonale et en particulier le Service en charge de la coordination du PCC, d'examiner les problèmes relatifs à la politique climatique et d'émettre des recommandations en la matière, de donner son avis sur le Plan Climat cantonal et sur les projets importants de l'Etat sous l'angle climatique. Cette commission aura également pour vocation d'agir comme force de proposition auprès des autorités d'exécution. L'ensemble des points de vue et informations nécessaires à une mise en œuvre adéquate seront ainsi réunies; cette disposition renforce également la volonté de respecter la nécessaire participation ainsi que la grande diversité des acteurs intéressés.

## *Article 15 Communes*

Le Plan Climat cantonal de première génération ne confie pas aux communes de responsabilité directe dans l'exécution du catalogue de mesures prévues. Les communes sont toutefois considérées comme des partenaires centraux et bénéficient de mesures de collaboration, d'encouragement, de formation et de soutien. Le Conseil d'Etat souhaite procéder par paliers.

Durant les prochaines années, il intensifiera sa collaboration avec les communes fribourgeoises afin de leur permettre de renforcer leur action en la matière.

Comme mentionné plus haut, les communes jouent un rôle primordial particulièrement pour les aspects d'adaptation. Les enjeux climatiques touchent tous les domaines de réglementation et tous les niveaux de planification. Par ailleurs, le champ de compétences des communes leur permet de prendre des mesures à leur niveau. De nombreuses communes s'engagent déjà en faveur de la protection du climat, notamment par le biais des planifications existantes, telles que le plan communal des énergies, le plan directeur de bassin versant, le plan d'aménagement local. L'exemplarité face à leurs citoyennes et citoyens fait également partie de leurs devoirs. Cette exemplarité passe par la prise en compte des enjeux climatiques dans les projets publics, mais aussi en tant qu'entité publique employeur, gestionnaire de biens, propriétaire et prestataire de services. L'action conjointe de l'Etat et des communes est en effet absolument nécessaire car complémentaire.

#### *Al. 1*

L'alinéa 1 institue pour les communes de plus de 1500 habitant-e-s l'obligation d'établir, individuellement ou en collaboration avec d'autres, un plan communal dans un délai de 5 ans après l'entrée en vigueur de la présente loi. Après avoir adopté leur plan, les communes le transmettent à l'Etat.

Comme déjà mentionné plus haut, la participation des communes est attendue et nécessaire à l'effort de réduction et d'adaptation aux changements climatiques. Elles sont à la fois des interlocutrices-clé et disposent de compétences propres. Elles doivent prendre leur part de responsabilité tout en conservant une autonomie et une liberté d'action. C'est pourquoi il a été jugé préférable que la stratégie cantonale ne soit pas contraignante pour les communes. Il leur revient cependant de définir une politique climatique et de décider, dans le cadre de leurs compétences et du respect du droit cantonal et fédéral, des mesures qu'elles veulent mettre en place en complément de celles de l'Etat. Les communes conservent ainsi toute leur autonomie dans les limites du droit cantonal et définissent librement la stratégie et les mesures qu'elles souhaitent mettre en place en complément des mesures de l'Etat et en coordination avec ces dernières. Pour éviter d'obliger des petites communes, les communes dont le nombre d'habitant-e-s est inférieur à 1500 ne sont pas tenues d'élaborer une planification climatique. L'Etat encourage cependant toutes les communes à entamer cette démarche. Dans un but de facilitation, l'Etat est également chargé de veiller à la coordination et à la cohérence de son action conjointe avec celle des communes.

#### *Al. 2*

Elles peuvent adapter à intervalle régulier leur plan de mesures. Elles réexaminent entièrement, au moins tous les 5 ans, leur planification et la révisent selon les conclusions du réexamen. La périodicité du réexamen est calquée sur celle du Plan Climat cantonal.

#### *Al. 3*

Il s'agit là de favoriser les collaborations intercommunales en impliquant par exemple le niveau des districts dans l'élaboration d'une planification intercommunale. Les types de collaborations intercommunales possibles sont notamment prévues par la législation fribourgeoise aux articles 107 ss. de la loi cantonale fribourgeoise du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo; RSF 140.1). Le préfet ou la préfète est à cet égard un moteur du développement harmonieux du district par le biais de l'encouragement des collaborations intercommunales en vertu notamment de l'article 146 de la loi sur les communes.

#### *Al. 4*

L'Etat soutient chaque commune qui envisage d'initier des démarches spécifiques dans le domaine du climat et mettre en place la politique climatique adaptée à leur territoire et s'inscrivant dans une perspective de durabilité. L'Etat s'engage en particulier à accorder des subventions pour l'établissement des planifications climatiques communales, qu'elles soient établies de manière volontaire ou sur la base de l'alinéa 2 et d'accompagner techniquement les communes. Il peut aussi octroyer des subventions pour la phase de mise en œuvre des plans communaux dans le cadre des mesures du PCC (cf. art. 17).

Les communes qui ont déjà initié de telles démarches seront soutenues financièrement dans la mise en œuvre de leur planification selon les conditions prévues par la réglementation d'exécution. Ces communes ne doivent en effet pas être pénalisées pour avoir pris de manière volontaire et anticipée des mesures spécifiques pour la protection du climat.

Il existe d'ores et déjà des mesures d'accompagnement cantonales ayant un impact positif sur le climat. On peut citer à titre d'exemples les recommandations formulées dans le guide d'aménagement local et le guide des constructions sur la façon d'intégrer dans la planification de détail et les règlements d'urbanisme des incitations à la création de quartiers dits «durables» ou l'encadrement des communes en ce qui concerne l'élaboration du plan communal des énergies dans le cadre de la révision du plan d'aménagement local.

L'Etat a pour objectif de faciliter et d'inciter les communes à la prise en compte des enjeux climatiques dans toutes leurs activités et de favoriser les échanges de bonnes pratiques. A

cette fin, il mettra en place des mesures de sensibilisation et d'engagement afin d'accompagner les communes au changement, par exemple des ateliers, la diffusion de vidéos et d'articles sur les bons exemples, des guides pratiques, etc.

Comme types de mesures de soutien envisagées par l'Etat dans le cadre de sa stratégie climatique, on peut citer par exemple:

- > un soutien aux projets de revitalisation de cours d'eau par le biais d'une subvention complémentaire pour les projets intégrant de manière renforcée l'adaptation aux changements climatiques;
- > un soutien aux communes portant sur un projet de réaménagement ou de création d'espaces publics intégrant la dimension climatique (végétalisation, ombrage, jeux d'eau, etc.) pour lutter contre les îlots de chaleur;
- > un soutien à la mise en œuvre de nouvelles actions portées par les communes visant la réduction de la consommation énergétique et des émissions énergétiques de gaz à effet de serre.

De plus, d'ici fin 2022, la Confédération mettra à disposition des communes deux outils d'aide à la prise en compte des enjeux climatiques dans l'exercice de leurs compétences et dans leurs projets. Le premier outil d'ores et déjà mis en ligne par la Confédération<sup>1</sup> consiste en un guide pour les communes désireuses de mettre en place une stratégie climatique en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation dans le but de les aider à identifier les risques auxquelles elles sont confrontées aujourd'hui ou seront confrontées dans le futur. Ce guide est spécialement conçu pour aider les communes de petite à moyenne taille et disposant de peu de ressources à se lancer dans l'élaboration d'une telle stratégie. Le second produit consiste en une boîte à outils interactive spécifiquement conçue pour aider les communes, en fonction de leurs spécificités propres (taille, région, etc.), à s'adapter aux changements climatiques. Elle contient une base de données avec des exemples de meilleures pratiques de l'adaptation aux changements climatiques et une collection des liens et informations supplémentaires pour chaque domaine traité.

## Financement

En ce qui concerne le financement, il convient de distinguer deux choses: d'une part le coût de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi de la première génération du Plan Climat cantonal pour la période 2021 et 2026 qui a été estimé à 22,8 millions de francs; d'autre part la totalité des mesures permettant d'atteindre les objectifs de la présente loi et qui ne font pas partie intégrante du Plan Climat actuel. Nous rappo-

lons ici l'articulation temporelle – plan de mesures d'abord, ancrage législatif ensuite – créant ainsi un écart de financement.

La DIME, et plus particulièrement le SEn, coordonne l'ensemble du budget pour la mise en œuvre du Plan Climat. Il prévoit pour cela les dépenses et les recettes dans les budgets du centre de coût 3845 OPEN. La structure comptable du SEn permet d'établir un suivi par mesures et par Direction des dépenses réalisées pour la mise en œuvre de la stratégie climatique.

Le plan actuellement en vigueur est au bénéfice d'un crédit d'engagement jusqu'en 2026 (art. 29 de la loi cantonale du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE; RSF 610.1) octroyé en septembre 2021 par le Grand Conseil.

## Article 16 Moyens financiers

Le Conseil d'Etat soumettra régulièrement une demande de crédit d'engagement au Grand Conseil destiné au financement des mesures nécessaires à la réalisation des objectifs fixés dans la présente loi, dont le financement du plan d'action. Ces mesures viennent en soutien aux politiques sectorielles qui contribuent elles aussi à la réalisation des mêmes objectifs. Afin de soutenir plus largement les mesures contribuant à atteindre les objectifs climatiques définis dans la présente loi, il est prévu de prélever régulièrement des ressources dans le Fonds d'infrastructures. En ce sens, une première dotation de 25 millions de francs a déjà été accordée pour la mise en œuvre du Plan climat actuel. Afin de sécuriser l'utilisation du fonds d'infrastructures pour des dotations ultérieures en faveur de la politique climatique, il est prévu d'adapter le règlement d'exécution du 12 mars 1996 de la loi sur les finances de l'Etat (RFE; RSF 610.11) en ce sens. Ces prélèvements seront destinés à couvrir partiellement les dépenses comprises dans le cadre du crédit d'engagement accordé par le Grand Conseil (subventions d'investissement) ainsi qu'à financer d'autres mesures et actions en faveur du climat (subventions d'investissement et/ou investissements propres de l'Etat). Une dotation additionnelle en faveur de ce Fonds sera sans doute nécessaire et sera examinée conformément aux principes déjà en vigueur, soit en cas d'excédent de financement enregistré aux comptes de l'Etat.

## Article 17 Subventions cantonales

### Al. 1

Les subventions peuvent être octroyées à des communes, des associations de communes ou d'autres personnes de droit public et des personnes physiques ou morales de droit privé. Le projet se veut particulièrement soutenant pour les entités territoriales (y compris l'agglomération et les régions), mais également pour les particuliers, personnes physiques ou entreprises. C'est à ce titre, que le soutien financier prévu au

<sup>1</sup> Site internet de l'OFEV, *Conseils climatiques pour les communes*: <https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/climat/info-specialistes/mesures-reduction/programme-climat/programme-climat-conseils-climatiques-communes.html>

bénéfice des communes à l'article 15 al. 4 pourra être déployé, pour l'établissement et la mise en œuvre d'un plan climat communal. La réglementation d'exécution précisera les différentes aides possibles.

Parmi les mesures financées figurent celles qui visent à encourager des technologies et mesures de réduction des émissions de GES, des mesures d'adaptation ainsi que des mesures de renforcement de la capacité d'absorption des puits de carbone naturels et artificiels. Il s'agira également de pouvoir soutenir les phases antérieures du processus d'innovation et promouvoir par exemple des projets pilotes et de démonstration. À titre d'exemples, en matière d'atténuation, les mesures pouvant bénéficier de subventions cantonales pourront notamment concerner le développement par une haute école de technologies ou pratiques favorables au climat, l'élaboration d'un plan de mobilité par une entreprise, la mise en place d'installations de méthanisation, la récupération de chaleur dans des processus de production industrielle. En matière d'adaptation, les mesures pouvant être subventionnées pourront notamment concerner le développement d'une innovation en matière de confort thermique des bâtiments, l'aménagement d'espaces contre les îlots de chaleur. S'agissant du renforcement de la capacité d'absorption des puits de carbone, cela peut concerner à la fois le soutien à l'innovation en matière de captation et de séquestration, la restauration ou l'optimisation des puits de carbone en milieu naturel ou agricole. Les mesures soutenues seront notamment coordonnées et répertoriées au sein du Plan Climat. De nombreuses mesures du PCC visent déjà actuellement à apporter un soutien financier pour des projets.

#### *Al. 2*

Cet alinéa règle la méthode de priorisation des demandes de subvention. Différents critères sont ainsi prévus afin de traiter les projets dans un ordre de priorité. Le premier critère concerne les effets attendus du projet, c'est-à-dire le bénéfice au regard des enjeux climatiques, en relation avec le montant des dépenses occasionnées par le projet. La mise en relation de ces deux critères permet d'évaluer le rapport coûts-bénéfices du projet. L'estimation de l'importance des effets attendus sera systématiquement conduite au travers d'une grille d'évaluation. Le deuxième critère concerne la temporalité du projet, ce qui peut rapporter, d'une part, à l'opportunité de soutenir un projet pertinent qui ne peut voir le jour qu'à très court terme. Et, d'autre part, cela peut aussi concerner des projets pertinents mais également moins onéreux qui permettent néanmoins d'éviter une dégradation de la situation qui nécessiterait des dépenses supplémentaires par la suite. Cela se réfère à la logique des coûts de l'inaction décrit dans le cadre du PCC et au point 1.9 du présent message.

Enfin, la priorité sera donnée aux projets ne pouvant pas bénéficier de subventions basées sur d'autres lois. Les demandes

n'ayant pas pu obtenir de subventionnement seront reprises l'année suivante selon leur ordre d'arrivée et leur priorisation d'après les critères mentionnés ci-dessus.

Certaines subventions sont prioritaires au regard des objectifs de la loi, notamment l'octroi de subvention aux communes pour l'établissement d'un plan de mesures. Dans ces cas-là, la réglementation d'exécution réglera directement le rapport de priorisation.

#### *Al. 3*

L'autorité compétente peut déroger à titre exceptionnel au taux maximal de subventionnement fixé dans la LSub. En effet, le montant de 20% à charge du porteur de projet qui s'applique en l'absence de dérogation à la LSub (art. 23 al. 2) peut avoir un effet dissuasif, pour des institutions de droit public, des personnes physiques ou morales de droit privé qui, de par leur taille, peuvent disposer de moyens limités. En outre et dans l'optique de soutenir les communes à établir une planification climatique, l'Etat adopte un comportement incitatif et soutient en partie les communes dans la mise œuvre des mesures en faveur de la protection du climat lorsque l'effet bénéfique le justifie. Cet alinéa vise ainsi à lever les freins possibles à la réalisation de mesures nécessaires concernant des domaines spécifiques qui seront définies dans la réglementation d'exécution. Il est prévu que la réglementation d'exécution fixe les différents aspects tels que les conditions d'octroi, les modalités de paiement et la procédure ainsi que le taux de subvention pour chaque domaine spécifié.

#### *Al. 4*

Il est prévu que la réglementation d'exécution fixe les différents aspects tels que les conditions d'octroi, les modalités de paiement et la procédure ainsi que le taux de subvention pour chaque domaine spécifié.

### **4. Commentaires des dispositions finales**

Selon l'article 46 al. 1 let. b Cst. FR, les actes du Grand Conseil qui entraînent une dépense nette nouvelle supérieure à ¼% du total des dépenses des derniers comptes arrêtés par le Grand Conseil, ou qui portent sur des crédits d'étude d'importance régionale ou cantonale, sont soumis au référendum financier facultatif.

D'après l'article 25 LFE, les dépenses soumises au référendum financier selon les articles 45 et 46 Cst. peuvent être uniques ou périodiques. Dans ce second cas, applicable en l'espèce, le montant déterminant correspond au total des dépenses estimées pour les cinq premières années d'application de la loi (art. 25 al. 2 LFE).

Selon l'ordonnance du 15 juin 2021 précisant certains montants liés aux derniers comptes de l'Etat (RSF 612.21),



¼% des dépenses des derniers comptes de l'Etat correspond à 10 176 425 francs.

En l'occurrence, le montant des dépenses entraînées par le projet à prendre en compte sur la base de l'article 16 (25 millions de francs) s'élève à plus d'un ¼% du total des dépenses des derniers comptes de l'Etat. Par conséquent, le projet de loi est soumis au référendum financier facultatif.

## 5. Incidences financières et en personnel

Le montant nécessaire estimé pour la mise en œuvre de la première génération du Plan Climat cantonal pour la période de 2021 à 2026 s'élève à 22 800 000 francs. Celui-ci couvre les ressources nécessaires à l'établissement de la stratégie, la mise en œuvre du plan d'action ainsi, le suivi du PCC (l'établissement des rapports de mise en œuvre, la réalisation des bilans carbone, et le monitoring continu). Afin d'obtenir une certaine garantie de financement pour des dépenses à un horizon temporel de cinq à sept ans, le Conseil d'Etat a proposé d'ouvrir, par la voie d'un décret du Grand Conseil, un crédit d'engagement (art. 29 LFE) de 21 millions de francs, permettant de financer le Plan Climat cantonal de première génération sur la période 2022–2026. Sur le montant total de 22 800 000 francs, 1 250 000 francs ont été prévus au budget 2021 pour la mise en œuvre des mesures dites «urgentes». A cela vient s'ajouter une somme de 540 000 francs issu du Plan de relance économique lié à la pandémie COVID-19. Ainsi, le montant total accordé au budget 2021 pour la mise en œuvre du Plan Climat cantonal s'élève à 1 790 000 francs. Au budget 2022, ce sont 1 466 600 francs qui ont été portés au budget dont 185 000 francs issus du Plan de relance. En ce qui concerne 2023, 2 571 000 francs ont été proposés au budget. Une répartition des montants sur les années suivantes et jusqu'en 2026 a été planifiée, atteignant ainsi le montant annoncé pour le PCC de 22,8 millions de francs.

Comme mentionné plus haut et en lien avec l'articulation temporelle entre PCC et projet de loi, certaines dépenses permettant d'atteindre les objectifs de la présente loi à terme et qui ne font pas l'objet de mesures du PCC de première génération, n'ont pas été comprises dans le crédit d'engagement accordé en 2021 y compris dans le cadre de la planification budgétaire jusqu'en 2026. Les éventuels besoins supplémentaires contribuant à atteindre les objectifs de la présente loi seront portés au budget hors crédit d'engagement.

D'autre part, afin de financer des mesures hors PCC qui favorisent soit la réduction des émissions de GES, soit l'adaptation aux changements climatiques, soit le renforcement de la capacité d'absorption des puits de carbone non prévus par le PCC, des prélèvements sur le Fonds d'infrastructures pour des investissements et subventions (subventions d'investissement et/ou investissements propres de l'Etat) en faveur du climat sont aussi possibles. Selon la décision du Conseil d'Etat du 7 juin 2022, une première dotation de 25 millions

de francs a été prévue. Outre des investissements en faveur d'actions stratégiques pour le climat, cette première dotation permettra de couvrir partiellement les dépenses budgétées dans le crédit cadre accordé par le GC.

Concernant les incidences en personnel, il est à relever qu'en 2018, 0,8 EPT ont été créés à la DIME ce qui a permis d'engager une personne en tant que responsable de projet. En 2021, une section climat a été créée au sein du SEn. Cette section est dirigée par la personne occupant le poste de responsable climat. Dès 2022, ce sont 4,5 EPT (personnel auxiliaire en CDD) qui ont été engagés pour la mise en œuvre générale et la coordination du PCC. Ces EPT sont répartis entre la DIME et la DIAF. Ces postes sont financés sur les montants forfaitaires dans le cadre du crédit d'engagement pour la période 2022–2026.

En outre et en lien avec l'écart temporel évoqué entre plan de mesures et loi sur le climat, les besoins en personnel nécessaire pour les activités supplémentaires qui découlent de la loi sont évalués à terme à 2 EPT.

## 6. Effets du projet sur la répartition des tâches Etat-communes

La répartition concrète des tâches entre l'Etat et les communes visant à mettre en œuvre le but et les objectifs proposés s'inscrit dans le cadre législatif actuel et futur. Selon le droit en vigueur, et en particulier la Constitution cantonale, un certain nombre de domaines concernés sont déjà de la compétence conjointe du canton et des communes (aménagement du territoire, énergie, mobilité, etc.).

L'article 15 al. 1, qui a un caractère programmatique, n'engendre pas de modifications dans la répartition des tâches cantonales et communales. Toutes les communes seront tenues d'intégrer les enjeux climatiques dans le cadre de leurs compétences légales, notamment des planifications qu'elles réalisent. Par la suite, le Plan Climat cantonal pourra, si nécessaire pour atteindre les objectifs fixés, comprendre des propositions de modifications législatives subséquentes intégrant de nouvelles tâches communales.

En application de l'article 15 al. 2, ce sont environ 60 communes qui se verront dans l'obligation de se doter d'une planification climatique communale. Il reste assez difficile de prédire précisément les conséquences financières et organisationnelles de l'établissement du plan et de la mise en œuvre de certaines mesures pour les communes car elles seront variables selon les besoins et dimensions de chaque commune. On estime cependant l'impact financier pour l'établissement d'un plan climat communal entre 30 000 et 170 000 francs selon la taille des communes. La volonté du Conseil d'Etat est de soutenir l'action des communes dans l'établissement d'un plan de mesures de protection du climat. Pour ce faire, un soutien financier est ainsi prévu.

## 7. Effets sur le développement durable

Le projet a fait l'objet d'une évaluation à l'aune du développement durable selon la procédure Boussole 21. De nombreux critères ont été évalués, concluant à un effet global positif sur le développement durable, dans ses aspects économiques, environnementaux et sociaux. L'acceptabilité sociale et économique des mesures environnementales figure d'ailleurs explicitement dans la loi à son article 3 al. 2, qui cherche en particulier à éviter toute pénalisation économique des ménages à faible revenu. En matière d'égalité des chances, la loi favorise une vision à long terme intégrant les besoins des générations futures, ce qui est à saluer. En mettant l'accent sur la formation et l'éducation, elle vise à renforcer les compétences de tout un chacun à faire des choix individuels et collectifs favorables à la dimension climatique. De même, la mise sur pied du comité consultatif de la Commission Climat permet une participation active des acteurs concernés dans les prises de décisions.

Cependant, il est ressorti qu'une appréciation approfondie des effets du projet, en tant que loi-cadre, présentait des difficultés d'analyse en raison de son caractère général. Certaines dispositions étant amenées à être précisées dans la future réglementation d'exécution, l'audit a notamment suggéré que les axes stratégiques du Plan Climat cantonal soient introduits dans le futur acte réglementaire afin de les ancrer dans une base légale. En ce sens, un article spécifique a été introduit dans le projet afin de faire ressortir les divers fondements des mesures sur le climat.

## 8. Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité

### 8.1. Constitutionnalité

Conformément à l'article 3 al. 1 let. h de la Constitution du canton de Fribourg, le développement durable fait partie des buts de l'Etat, but qu'il doit poursuivre dans le respect de la liberté et de la responsabilité de l'être humain ainsi que du principe de subsidiarité. La Constitution ne mentionne pas explicitement les défis du domaine climatique, mais celui-ci est un enjeu de durabilité (ODD 13). De plus, le climat constitue l'une des composantes du domaine de l'environnement, qui fait déjà l'objet d'une disposition constitutionnelle cantonale permettant l'action publique en la matière (art. 71 Cst/FR). Les changements climatiques sont en effet considérés comme des atteintes nuisibles ou incommodes au sens de l'article 74 (protection de l'environnement) de la Constitution fédérale

Les principales bases constitutionnelles fribourgeoises sur lesquelles se fonde le projet de loi sur le climat sont les articles 68, 71 à 75, 77 et 78 de la Constitution du canton de Fribourg. En effet, la protection et la promotion de la santé (art. 68 al. 1), la protection de l'environnement (art. 71) et de la nature

(art. 73), l'aménagement du territoire (art. 72), l'agriculture et la sylviculture (art. 74), la prévention des catastrophes (art. 75) l'approvisionnement en eau et en énergie (art. 77) et la mobilité (art. 78) concernent des enjeux qui sont poursuivis par la présente loi ainsi que par le Plan Climat cantonal. Cette diversité de domaines consacre également le caractère transversal de la loi, il est donc pertinent de les faire figurer dans le préambule.

Pour ne citer que les bases principales, mentionnons d'abord l'article 71 qui exige de l'Etat et des communes qu'ils veillent à la sauvegarde de l'environnement naturel et luttent contre toute forme de nuisance (al. 1) et qu'ils favorisent l'utilisation et le développement des énergies renouvelables (al. 2). Dans le contexte international (Accord de Paris) et national actuel (loi sur le CO<sub>2</sub>, stratégie climatique 2050), le climat s'impose donc comme l'une des composantes essentielles de l'objectif constitutionnel de protection de l'environnement consacré dans la Constitution cantonale à l'article 71.

L'article 74 prévoit que l'Etat encourage et soutienne l'agriculture et la sylviculture, aussi bien dans leurs fonctions protectrices qu'écologique, économique et sociale. Ces deux domaines particulièrement importants pour l'économie fribourgeoise sont et continueront d'être fortement impactés par les changements climatiques (baisse de rendement des cultures, besoins accrus en irrigation, fragilité de certaines essences de bois). Plusieurs mesures du Plan Climat cantonal y sont d'ailleurs consacrées ainsi que des stratégies spécifiques d'actions. Ces domaines sont également pourvoyeurs de solutions, en particulier par le biais du stockage de carbone dans le sol et les forêts. Ce double lien à la thématique climatique justifie donc sa mention au préambule de la loi.

L'article 77 (approvisionnement en eau et en énergie) dispose par ailleurs que l'Etat et les communes garantissent l'approvisionnement en eau et en énergie. La législation sur l'énergie constituant l'un des piliers essentiels de la politique climatique, l'article 77 mérite également sa place au titre de base constitutionnelle du présent projet. La mise en place du cadre légal nécessaire à une politique climatique active s'inscrit par conséquent pleinement dans ce cadre constitutionnel.

Conformément à cet objectif de protection constitutionnel et au mandat donné par la motion 2019-GC-44 au Conseil d'Etat, le présent projet de loi vise à ce que l'Etat et les communes s'engagent de manière active à intégrer les enjeux climatiques dans leurs domaines de compétence respectifs. La Constitution ainsi que la législation cantonale contiennent déjà un vaste catalogue de tâches publiques relevant des compétences cantonales et communales en lien avec le climat. La réalisation des objectifs climatiques de réduction et d'adaptation cantonaux doit ainsi s'inscrire et s'intensifier dans le cadre de l'application des législations sectorielles déterminantes (aménagement du territoire, énergie, environnement, protection des eaux, protection de la nature et du paysage,

etc.) mais pourra également nécessiter des modifications législatives ainsi que la création de nouvelles bases légales.

Le présent projet vise uniquement à orienter et à coordonner l'action des autorités et n'a pas d'effet contraignant direct pour les particuliers.

## 8.2. Conformité au droit fédéral et eurocompatibilité

Les domaines de compétences de la protection de l'environnement, de l'énergie, de l'aménagement du territoire et des transports consacrés par la Constitution fédérale jouent un rôle central dans la protection du climat. Les limites entre ces domaines ne sont pas toujours précises, la protection de l'environnement étant par exemple une compétence transversale touchant d'autres domaines spécialisés tels que les transports, l'aménagement du territoire ou l'agriculture. L'identification des compétences fédérales et cantonales attribuées par la Constitution et les lois fédérales sectorielles nécessite également une analyse pour chaque domaine considéré. Dans le cadre de cet examen, on constate que les cantons disposent d'une large palette de compétences en lien avec le climat. La Constitution fédérale prévoit par exemple expressément que les mesures concernant la consommation d'énergie dans les bâtiments sont en premier chef du ressort des cantons (art. 89). Des compétences cantonales peuvent également ressortir expressément de la législation fédérale. L'article 31 al. 1 de la loi fédérale sur la protection de l'environnement confie par exemple l'élimination des déchets urbains aux cantons. Les cantons conservent une marge de manœuvre réglementaire substantielle en matière d'aménagement du territoire dans le cadre des principes fixés par la Confédération (art. 75 al. 1 Cst). Les cantons sont par ailleurs largement responsables de la mise en œuvre des dispositions fédérales<sup>1</sup>. Les compétences du canton en matière de planification, de construction et d'aménagement de son réseau routier cantonal et en matière de politique des transports sont également importantes.

En matière d'environnement, le pouvoir constituant a souhaité consacrer l'idéal de développement durable à l'article 73 de la Constitution fédérale, lequel dispose que «la Confédération et les cantons œuvrent à l'établissement d'un équilibre durable entre la nature, en particulier sa capacité de renouvellement, et son utilisation par l'être humain». Selon l'article 74 Cst., la Confédération légifère sur la protection de l'être humain et de son environnement naturel contre les atteintes nuisibles ou incommodantes. L'adoption de dispositions légales est ainsi une compétence fédérale. Il s'agit là d'une compétence législative matériellement très étendue et globale<sup>2</sup>. Cependant il s'agit d'une compétence concurrente

dans le sens où, tant que la Confédération n'utilise pas de sa compétence, les cantons restent libres d'agir. Dès lors que la Confédération légifère, ses dispositions l'emportent sur le droit cantonal. L'article 74 al. 3 Cst. consacre par ailleurs le fédéralisme d'exécution dans la mesure où les cantons sont compétents, à moins que la loi ne prévoit que ce soit l'Etat fédéral qui doit se charger d'une problématique spécifique<sup>3</sup>. En outre, dans son message relatif à la LPE du 31 octobre 1979, le Conseil fédéral indique que la protection de l'environnement n'est réalisable que si tout le monde, c'est à dire particuliers, autorités communales, cantonales et fédérales fournissent, dans le cadre de leurs possibilités et en se complétant réciproquement, leur contribution à la réduction de la charge polluante de l'environnement<sup>4</sup>.

Enfin, l'article 46 al. 3 Cst. dispose que la Confédération laisse aux cantons une marge de manœuvre aussi large que possible en tenant compte de leurs particularités. La Confédération est également tenue de respecter l'autonomie des cantons (art. 47 Cst.); elle leur laisse suffisamment de tâches et respecte leur autonomie d'organisation (art. 47 al. 2, 1<sup>re</sup> phrase Cst.). Ces deux dispositions peuvent s'inscrire dans la continuité du principe de subsidiarité (art. 5a Cst.).

Ce mandat constitutionnel est concrétisé en matière environnementale, au niveau fédéral, par la LPE et la loi sur le CO<sub>2</sub>. Pour lutter contre les atteintes liées aux changements climatiques, le législateur suisse a choisi de ne pas traiter cette problématique dans la loi fédérale sur la protection de l'environnement mais dans une loi spéciale, la loi sur le CO<sub>2</sub>, qui constitue l'instrument principal de la politique climatique<sup>5</sup>.

Dans le cadre de cette collaboration étroite entre divers échelons de l'Etat helvétique encouragée par le fédéralisme d'exécution en matière de protection de l'environnement et le respect de l'autonomie des cantons, le législateur cantonal est habilité à édicter une loi-cadre sur le climat pour permettre à la Suisse d'atteindre ses objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation aux changements climatiques. Le présent projet s'inscrit ainsi pleinement dans les compétences octroyées par le droit fédéral aux cantons et repose principalement sur les compétences d'exécution et d'organisation qui lui sont conférées par celui-ci. Par ailleurs, les objectifs fixés par le canton de Fribourg s'inscrivent dans le cadre de la vision définie par la Confédération dans sa politique climatique et sont conformes aux objectifs fédéraux et internationaux. Le projet de loi est par conséquent conforme au droit fédéral.

Le projet n'est pas directement concerné par le droit européen.

<sup>1</sup> cf. not. art. 74 al. 3 Cst. féd et art. 36 LPE, art. 60 al. 2 LEne, art. 9 de la loi sur le CO<sub>2</sub>.

<sup>2</sup> Conseil fédéral, Message du 31 octobre 1979 relatif à une loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE), FF 1979 III 756.

<sup>3</sup> Luc Gonin, *Répartition des compétences et domaines d'action de l'Etat fédéral*, in *Droit constitutionnel suisse Fondements, institutions et défis*, p. 132 ss.

<sup>4</sup> Message relatif à la LPE (FF 1979 III 744).

<sup>5</sup> Félice Rouiller, *Révision de la loi fédérale sur la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>*, in *PJA 2020* p. 213–220.



## Botschaft 2022-CE-177

20. September 2022

### des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf des Klimagesetzes (KlimG)

Wir unterbreiten Ihnen die vorliegende Botschaft zum Entwurf des Klimagesetzes. Der Entwurf wurde zwischen dem 8. September und dem 10. Dezember 2021 in die Vernehmlassung gegeben. Die vorliegende Botschaft ist wie folgt aufgebaut:

<b>1. Ursprung und Notwendigkeit des Entwurfs</b>	<b>34</b>
1.1. Befund und Handlungsbedarf	34
1.2. Internationaler Rahmen	35
1.3. Bundesrahmen	36
1.3.1. Das CO <sub>2</sub> -Gesetz	36
1.3.2. Revision des CO <sub>2</sub> -Gesetzes	37
1.3.3. Langfristige Klimastrategie des Bundes	37
1.3.4. Volksinitiative «Für ein gesundes Klima (Gletscherinitiative)»	38
1.3.5. Verordnung zur Klimaberichterstattung von grossen Unternehmen	38
1.4. Rolle der Kantone	38
1.5. Regierungsprogramm des Kantons Freiburg	39
1.5.1. Legislaturperiode 2017–2021	39
1.5.2. Legislaturperiode 2022–2026	40
1.6. Kantonale parlamentarische Vorstösse	40
1.7. Klima und nachhaltige Entwicklung	41
1.8. Vom Staat unternommene Aktivitäten	42
1.8.1. Sektorielle und sektorübergreifende Politiken, die zu den Klimazielen beitragen	42
1.8.2. Auf dem Weg zu einer kantonalen Klimapolitik	42
1.9. Kosten des Nichthandelns und Nutzen des Handelns	44
1.10. Relevanz eines Kantonalen Klimagesetzes	45
<b>2. Organisation der Arbeit und wichtigste Vorschläge</b>	<b>46</b>
2.1. Organisation der Arbeit	46
2.2. Öffentliche Vernehmlassung	47
2.2.1. Ergebnisse	47
2.3. Die wichtigsten Änderungen am Vorentwurf	48
2.4. Die wichtigsten Vorschläge	48
<b>3. Kommentare zu den einzelnen Bestimmungen</b>	<b>50</b>
<b>4. Bemerkungen zu den Schlussbestimmungen</b>	<b>63</b>
<b>5. Finanzielle und Personelle Auswirkungen</b>	<b>63</b>
<b>6. Auswirkungen des Entwurfs auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden</b>	<b>63</b>
<b>7. Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung</b>	<b>64</b>
<b>8. Verfassungsmässigkeit, Vereinbarkeit mit dem Bundesrecht und Eurokompatibilität</b>	<b>64</b>
8.1. Verfassungsmässigkeit	64
8.2. Vereinbarkeit mit dem Bundesrecht und Eurokompatibilität	65



## 1. Ursprung und Notwendigkeit des Entwurfs

Dieser Entwurf für ein Klimagesetz (KlimG) soll der Klimapolitik des Kantons Freiburg einen Rahmen geben und sie stärken. Er stellt die Antwort auf die Motion 2019-GC-44 «Kantonale gesetzliche Grundlage für Klima und Umwelt» dar, die vom Staatsrat positiv aufgenommen und vom Grossen Rat (GR) im Juni 2020 erheblich erklärt wurde.

Dieser erste Teil des erläuternden Berichts geht auf die Ursprünge und die Notwendigkeit eines solchen Entwurfs ein. Nach einer sorgfältigen politischen und rechtlichen Prüfung der Situation erschien es dem Staatsrat in der Tat wesentlich, den Kanton mit einem Rahmengesetz im Klimabereich auszustatten. Neben dem Willen, auf das oben genannte parlamentarische Geschäft (Punkt 1.6) und eine starke Verpflichtung aus ihrem Regierungsprogramm (1.5) zu reagieren, ergibt sich eine solche Position aus der Feststellung, dass auf allen Ebenen gehandelt werden muss, um die globale Erwärmung zu bekämpfen (1.1) und hohe Kosten aufgrund von Untätigkeit zu vermeiden (1.9). Die Analyse des internationalen (1.2) und bundesstaatlichen (1.3) rechtlichen Rahmens sowie der Kompetenzen und Verantwortlichkeiten der Kantone in diesem Bereich (1.4) sprachen ebenfalls für eine solche Lösung, da sie die Bedeutung der kantonalen Ebene in einem föderalen System, wie es die Schweiz kennt, aufzeigten.

Die Bestandesaufnahme der derzeit im Kanton durchgeführten Massnahmen hat schliesslich gezeigt, dass es sinnvoll ist, ein Rahmengesetz zu erarbeiten, das die zahlreichen sektoralen und sektorübergreifenden Politiken ergänzt, die bereits zur Erreichung der Klimaziele beitragen (1.7 und 1.8). Der vorliegende Gesetzesentwurf ist daher mit all diesen Ansätzen sowie mit dem Kantonalen Klimaplan (abgekürzt KKP) verknüpft, der im November 2020 in die Vernehmlassung gegeben und im Juni 2021 verabschiedet wird. Indem es diesen in verschiedenen organisatorischen, finanziellen und normativen Aspekten stärkt und ergänzt, trägt es zur Erreichung der Klimaziele bei, die sich der Kanton gesetzt hat.

### 1.1. Befund und Handlungsbedarf

In den letzten 150 Jahren hat die Schweiz einen Temperaturanstieg von fast 2°C erlebt. Aufgrund ihrer geografischen Lage ist die Erwärmung in der Schweiz wesentlich stärker als der globale Durchschnitt von etwa 1°C: sie ist daher besonders verwundbar. Der Klimawandel, den wir derzeit erleben, wird hauptsächlich durch die erhöhte Konzentration von Treibhausgasen (THG) in der Erdatmosphäre verursacht. Laut dem Intergovernmental Panel on Climate Change

(IPCC)<sup>1</sup> ist in den letzten 22 000 Jahren die atmosphärische Konzentration von CO<sub>2</sub>, einem der wichtigsten THG, noch nie so schnell gestiegen wie im letzten Jahrhundert<sup>2</sup>. Die Expertengruppe bestätigte auch in den 3 Hauptteilen ihres 6. Evaluationsberichts, dass die menschlichen Aktivitäten die Hauptursache für die derzeit beobachtete globale Erwärmung sind und dass es dringend notwendig ist, jetzt entsprechend zu handeln.

THG wirken wie ein Treibhaus, daher ihr Name. Natürlich in der Atmosphäre vorhanden, sorgten sie für die Temperaturen, die für die Entwicklung der Ökosysteme und des Lebens auf der Erde notwendig waren. Seit der industriellen Revolution ist der Ausstoss von THG jedoch exponentiell angestiegen, was auf die zunehmende Nutzung fossiler Brennstoffe – vor allem Kohle und Öl – als Energie- und Produktionsquelle in der Industrie sowie auf die Intensivierung der Landwirtschaft weltweit zurückzuführen ist. Die Menge an THG, die in die Atmosphäre freigesetzt wird, übersteigt die Aufnahmefähigkeit der Biosphäre und ist die Hauptursache für den markanten Anstieg der weltweit gemessenen Temperaturen<sup>3</sup>.

2021 kam der IPCC im ersten Teil des 6. Evaluationsberichts mit Sicherheit zum Schluss, dass menschliche Aktivitäten die Hauptursache für die festgestellte globale Erwärmung sind, insbesondere in den letzten Jahrzehnten<sup>4</sup>. Diese Temperaturanstiege führen zu Veränderungen sämtlicher Klimaparameter (Lufttemperatur, Niederschlag, extreme Wetterereignisse, Schneefallgrenze usw.). Diese Klimaveränderungen wirken sich wiederum auf den Wasserhaushalt, die Biodiversität und die Gesellschaft als Ganzes aus.

<sup>1</sup> Der IPCC wurde 1988 von der Weltorganisation für Meteorologie (WMO) und dem Umweltprogramm der Vereinten Nationen (UNEP) gegründet, um politische Entscheidungsträger mit regelmässigen wissenschaftlichen Evaluationen des Klimawandels, seiner Auswirkungen und zukünftigen Risiken zu versorgen und ihnen Strategien zur Anpassung und Abschwächung vorzulegen (englisch: *Intergovernmental Panel on Climate Change, IPCC*).

<sup>2</sup> GIEC, 2013: Résumé à l'intention des décideurs, *Changements climatiques 2013: Les éléments scientifiques. Contribution du Groupe de travail I au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat* [sous la direction de Stocker, T.F., D. Qin, G.-K. Plattner, M. Tignor, S. K. Allen, J. Boschung, A. Nauels, Y. Xia, V. Bex et P.M. Midgley]. Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni et New York (Etat de New York), Etats-Unis d'Amérique.

<sup>3</sup> GIEC, 2014: *Changements climatiques 2014: Rapport de synthèse. Contribution des Groupes de travail I, II et III au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat* [Sous la direction de l'équipe de rédaction principale, R.K. Pachauri et L.A. Meyer]. GIEC, Genève, Suisse, 161 S.

<sup>4</sup> IPCC, 2021: Summary for Policymakers. In: *Climate Change 2021: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [Masson-Delmotte, V., P. Zhai, A. Pirani, S.L. Connors, C. Péan, S. Berger, N. Caud, Y. Chen, L. Goldfarb, M.I. Gomis, M. Huang, K. Leitzell, E. Lonnoy, J.B.R. Matthews, T.K. Maycock, T. Waterfield, O. Yelekçi, R. Yu, and B. Zhou (eds.)]. In Press, 40 ff.

Der 2. und 3. Teil des Berichts der 6. Runde, die 2022 veröffentlicht werden<sup>1</sup>, zeigen die Folgen der Untätigkeit auf und verweisen auf die Notwendigkeit (ehrgeiziger) Massnahmen zur Anpassung an den Klimawandel und zur Reduzierung der THG-Emissionen sowie auf die bereits bestehenden Möglichkeiten, Massnahmen zu ergreifen. Die beobachteten und prognostizierten Auswirkungen und Risiken werden in einem Atlas dargestellt, der von der globalen auf eine eher regionale Ebene wechselt und so gezieltere und präzisere Informationen für lokale und regionale Entscheidungsträger bietet. Insbesondere im 3. Teil werden die Kosten sowie der wirtschaftliche Nutzen von politischen Massnahmen zum Klimaschutz dargestellt und aufgezeigt, dass das Know-how und die Instrumente zur Halbierung der THG-Emissionen bereits vorhanden sind. Es wird auch nachgewiesen, dass «das weltweit verfügbare Kapital- und Liquiditätsvolumen ausreicht, um den zu investierenden Betrag zu erreichen. Alles wird davon abhängen, ob die Regierungen und die internationale Gemeinschaft klare Signale aussenden, insbesondere durch die Annahme entschlossenerer finanzieller und politischer Massnahmen seitens des öffentlichen Sektors». Der Bericht zeigt auch, dass die bisherigen Massnahmen unzureichend sind und die THG-Emissionen dringend geändert werden müssen, da sie bis 2025 ihren Höchststand erreichen müssen, um die Klimakatastrophen, mit denen wir allmählich konfrontiert werden, zu begrenzen.<sup>2</sup>

Daher ist es wichtig, sowohl Massnahmen an der Quelle zu ergreifen (Reduktion der THG-Emissionen) als auch gleichzeitig die Auswirkungen vor Ort zu begrenzen (Anpassung an den Klimawandel), um auf diese Weise eine zufriedenstellende Lebensqualität für künftige Generationen zu gewährleisten. In diesem Zusammenhang erscheint ein entschlossenes Handeln auf allen Ebenen, von der internationalen bis zur lokalen, unerlässlich, ja sogar zwingend notwendig. Der IPCC betont in diesem Zusammenhang in seiner Zusammenfassung für politische Entscheidungsträger, dass die Stärkung der öffentlichen Politik auf regionaler und lokaler Ebene einen wichtigen Beitrag zur globalen Begrenzung der globalen Erwärmung und ihrer Auswirkungen darstellen

wird<sup>3</sup>. Dies ist umso wichtiger, als der erste Teil des 6. Evaluationsberichts des IPCC (Bericht der Arbeitsgruppe I) davon ausgeht, dass ohne eine sofortige und massive Reduzierung der THG-Emissionen eine Begrenzung der globalen Erwärmung auf etwa 1,5°C oder sogar 2°C schlichtweg unerreichbar ist<sup>4</sup>. Im 3. Teil, der im April 2022 veröffentlicht wurde, wird erklärt, dass die Welt bis zum Ende des Jahrhunderts auf eine Erwärmung von +3,2°C zusteuert, wenn die derzeitigen politischen Massnahmen nicht verstärkt werden, weshalb es für alle Länder, einschliesslich der Schweiz, umso dringlicher ist, ihre Ambitionen zu erhöhen.

## 1.2. Internationaler Rahmen

Um die schädlichsten Folgen des Klimawandels zu verhindern, haben sich 196 Länder Ende 2015 auf ein verbindliches Instrument geeinigt, das als Pariser Abkommen bekannt ist<sup>5</sup>. Die 3 Hauptziele des Pariser Abkommens bestehen darin, die globale Erwärmung auf deutlich unter 2°C im Vergleich zum vorindustriellen Zeitalter zu begrenzen, vorzugsweise auf 1,5°C, die Fähigkeit zur Anpassung an den Klimawandel zu stärken und die Finanzströme in eine Entwicklung mit geringem THG-Ausstoss zu lenken.

Das Pariser Abkommen legt insbesondere fest, dass in der zweiten Hälfte des Jahrhunderts ein Gleichgewicht zwischen Emissionsquellen und Kohlenstoffsenken erreicht werden muss (Art. 4 Abs. 1) damit werden die Grundzüge der langfristigen Klimastrategien festgelegt. In Fortführung des im Kyoto-Protokoll von 1997 festgelegten Prinzips der gemeinsamen, aber differenzierten Verantwortung fordert das Pariser Abkommen die Industrieländer auf, weiterhin eine Führungsrolle zu übernehmen, insbesondere «durch die Übernahme absoluter Emissionsreduktionsziele» (Art. 4 Abs. 4) und durch «Mobilisierung von Mitteln zur Finanzierung von Klimaschutzmassnahmen aus einer breiten Palette von Quellen» (Art. 9 Abs. 3). In Anbetracht dessen sind alle Vertragsparteien des Pariser Abkommens unter anderem dazu verpflichtet, ein Ziel für die Reduzierung der THG-Emissionen, die sogenannten *nationally determined contributions (national festgelegten Beiträge)* (NDC's), mitzuteilen (Art. 4 Abs. 2).

<sup>1</sup> IPCC, 2022: Summary for Policymakers [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, M. Tignor, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Lössche, V. Möller, A. Okem (eds.)]. In: *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, M. Tignor, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Lössche, V. Möller, A. Okem, B. Rama (eds.)]. Cambridge University Press, 40 ff. und IPCC, 2022, The evidence is clear: the time for action is now. We can halve emissions by 2030 – IPCC, (<https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2022/04/IPCC-AR6-WG-III-PressRelease-French.pdf>) (27.04.2022).

<sup>2</sup> IPCC, 2022, The evidence is clear: the time for action is now. We can halve emissions by 2030 – IPCC, (<https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2022/04/IPCC-AR6-WG-III-PressRelease-French.pdf>) (27.04.2022).

<sup>3</sup> IPCC, 2018: Summary for Policymakers, S. 30. In: *Global Warming of 1,5°C. An IPCC Special Report on the impacts of global warming of 1,5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty* [Masson-Delmotte, V., P. Zhai, H.-O. Pörtner, D. Roberts, J. Skea, P.R. Shukla, A. Pirani, W. Moufouma-Okia, C. Péan, R. Pidcock, S. Connors, J.B.R. Matthews, Y. Chen, X. Zhou, M.I. Gomis, E. Lonnoy, T. Maycock, M. Tignor, and T. Waterfield (eds.)]. *World Meteorological Organization, Geneva, Switzerland*, 32 ff.

<sup>4</sup> IPCC, 2021, Climate change widespread, rapid, and intensifying – IPCC, ([https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2021/08/IPCC\\_WGI-AR6-Press-Release\\_fr.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2021/08/IPCC_WGI-AR6-Press-Release_fr.pdf)) (25.08.2021).

<sup>5</sup> Nations Unies, 2015: Accord de Paris, ([https://unfccc.int/sites/default/files/french\\_paris\\_agreement.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/french_paris_agreement.pdf)) (12.04.2021); [=Klimaübereinkommen; SR 0.814.012].

Die 26. Konferenz der Vertragsparteien der UN-Rahmenkonvention für den Klimawandel (COP26) fand vom 31. Oktober bis zum 12. November 2021 in Glasgow statt. Bei dieser Gelegenheit unterzeichneten die Vertragsparteien den Glasgower Klimapakt, der zu mehr Ehrgeiz bei der Emissionsreduzierung aufruft und alle Unterzeichnerstaaten auffordert, bis Ende 2022 ihre Reduktionsziele (NDC's) für 2030 zu überprüfen. Um die Erwärmung auf 1,5°C zu begrenzen, müssen die weltweiten Emissionen bis 2030 um 45% gegenüber dem Stand von 2010 gesenkt werden. Die Vertragsparteien der Rahmenkonvention sind daher aufgerufen, ihre Ambitionen unter Berücksichtigung ihrer Verantwortlichkeiten, Kapazitäten und des jeweiligen Kontexts zu erhöhen. Da die Schweiz ein hoch entwickeltes Land ist, wird von ihr erwartet, dass sie dieses Reduktionsziel um 45% übertrifft.

Neben dem Pariser Abkommen markiert auch die Agenda 2030 für nachhaltige Entwicklung die Bedeutung des Klimaschutzes. Die Agenda 2030 wurde 2015 von der Generalversammlung der Vereinten Nationen einstimmig verabschiedet und umfasst 17 Nachhaltigkeitsziele (SDGs), die universell gültig sein sollen. Für den Klimaschutz gibt es ein eigenes Ziel (SDG 13), das die Staaten auffordert, Sofortmassnahmen zur Bekämpfung des Klimawandels und seiner Auswirkungen zu ergreifen und diese in die nationalen Politiken, Strategien und Planungen einzubeziehen (Ziel 13.2). Die Schweiz setzt die Agenda 2030 hauptsächlich durch die Strategie Nachhaltige Entwicklung um<sup>1</sup>.

Das Ziel, das sich die Europäische Union (EU) gesetzt hat, steht im Mittelpunkt ihres Green Deals für Europa, den die Europäische Kommission am 11. Dezember 2019 vorgestellt hat. Dieser europäische Green Deal soll den Institutionen der Union, insbesondere der Europäischen Investitionsbank, einen wirtschaftlichen, technischen und rechtlichen Rahmen für umfangreiche Investitionen in strategische Infrastruktur und wirtschaftliche Aktivitäten bieten, die einen erheblichen Einfluss auf die Bekämpfung des Klimawandels und die Bewältigung seiner Folgen haben<sup>2</sup>. Er besteht aus einer Reihe von Massnahmen, welche die EU mit dem Ziel der Klimaneutralität bis 2050 verpflichten soll<sup>3</sup>. Zu den Initiativen des Green Deal gehört ein Paket von Gesetzesvorschlägen mit dem Namen «Anpassung an Ziel 55» (englisch: *Fit for 55*), das die Überarbeitung der hauptsächlich Klima-, Energie- und Verkehrsgesetze betrifft und dazu beitragen soll, das Ziel der EU zu erreichen, die THG-Emissionen bis 2030 um mindestens 55% im Vergleich zum Stand von 1990 zu senken. Diese Gesetzesvorschläge wurden im Juli 2021 von der Europäischen Kommission vorgelegt und werden derzeit in verschiedenen Poli-

tikbereichen wie Umwelt, Energie, Verkehr sowie Wirtschaft und Finanzen diskutiert<sup>4</sup>. Der zweite Teil des Deals besteht aus Instrumenten (Strategien, Aktionspläne, ein [finanzieller und technischer] Mechanismus für einen fairen Übergang usw.), die seit Januar 2020 nacheinander vorgelegt und verabschiedet wurden und sich mit unterschiedlichen, aber komplementären Themen befassen: Biodiversität, Industrie, gerechter [sozialer] Übergang, Energiesanierung, Wälder usw.

Am 30. Juni 2021 hat der Rat der Europäischen Union und davor am 24. Juni 2021 das Europäische Parlament mit 442 Ja-Stimmen, 203 Nein-Stimmen und 51 Enthaltungen das Europäische Klimagesetz<sup>5</sup> verabschiedet. Durch diese Gesetzgebung wird die politische Verpflichtung des Europäischen Green Deals<sup>6</sup>, der besagt, dass die EU bis 2050 klimaneutral werden soll, in eine verbindliche Verpflichtung umgewandelt. Sie bietet den Bürgerinnen und Bürgern und den Unternehmen der Union die Rechtssicherheit und Berechenbarkeit, die sie benötigen, um diesen Übergang zu planen. Nach 2050 wird die EU negative Emissionen anstreben<sup>7</sup>.

Länder wie z. B. Deutschland, Frankreich, Grossbritannien, Japan, Kanada, die skandinavischen Länder, Südafrika oder die USA haben gemäss dem Pariser Abkommen ebenfalls langfristige Klimastrategien beim UNO-Klimasekretariat eingereicht. Die meisten von ihnen bekräftigen darin ihren Willen, weitgehend oder sogar vollständig auf fossile Energieträger wie Erdöl, Erdgas oder Kohle zu verzichten oder bis spätestens Mitte des Jahrhunderts Netto-Null-Emissionen zu erreichen.

### 1.3. Bundesrahmen

#### 1.3.1. Das CO<sub>2</sub>-Gesetz

Das Bundesgesetz vom 23. Dezember 2011 über die Reduktion der CO<sub>2</sub>-Emissionen (CO<sub>2</sub>-Gesetz; SR 641.71) und die Verordnung vom 30. November 2012 über die Reduktion der CO<sub>2</sub>-Emissionen (CO<sub>2</sub>-Verordnung; SR 641.711) sind die wichtigsten Rechtsgrundlagen, auf denen die Klimapolitik des Bundes beruht. Sie legen die Ziele, die Instrumente sowie die Zuständigkeiten für die Umsetzung und Durchführung fest. Sie konkretisieren die internationalen Verpflichtungen zur Klimapolitik im nationalen Recht.

Das derzeit geltende CO<sub>2</sub>-Gesetz konzentriert sich auf die Reduktion der THG-Emissionen bis 2020 gemäss der zweiten Verpflichtungsperiode des Kyoto-Protokolls (2014–2020).

<sup>1</sup> EDA, 2020, Agenda 2030 für nachhaltige Entwicklung: 17 Ziele für nachhaltige Entwicklung, (<https://www.eda.admin.ch/agenda2030/de/home/agenda-2030/die-17-ziele-fuer-eine-nachhaltige-entwicklung.html>) (12.04.2021).

<sup>2</sup> Commission européenne, 2021: Un pacte vert pour l'Europe, ([https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal\\_fr](https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal_fr)) (12.04.2021).

<sup>3</sup> Conseil européen/Conseil de l'Union européenne, 2022: Pacte vert pour l'Europe, (<https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/green-deal/>) (16.05.2022).

<sup>4</sup> Conseil européen/Conseil de l'Union européenne, 2022: Ajustement à l'objectif 55, (<https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/green-deal/fit-for-55-the-eu-plan-for-a-green-transition/>) (16.05.2022).

<sup>5</sup> Das Gesetz ist am 29. Juli 2021 in Kraft getreten.

<sup>6</sup> Das Europäische Klimagesetz ist neben dem Ziel-55-Anpassungspaket und den «sektoriellen» Strategien und anderen Instrumenten der dritte «Teil» des Green Deals.

<sup>7</sup> Règlement (UE) 2021-1119 du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 2021 établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique et modifiant les règlements (CE) N° 401/2009 et (UE) 2018/1999 («loi européenne sur le climat»), JO n° L 243 du 9 juillet 2021.

Dieses beinhaltet auch das Ziel der Anpassung an den Klimawandel. Auf dieser Grundlage hat der Bundesrat bereits 2012 die Voraussetzungen für eine koordinierte Anpassung geschaffen. Seine Anpassungsstrategie stellt die Anpassungsziele vor, beschreibt die wichtigsten Herausforderungen und legt vorrangige Handlungsfelder fest<sup>1</sup>. 2014 hat der Bundesrat einen ersten Aktionsplan zur Umsetzung dieser Strategie für den Zeitraum 2014–2019 festgelegt<sup>2</sup>. Am Mittwoch, 19. August 2020, hat der Bundesrat den zweiten Aktionsplan zur Anpassung an den Klimawandel für den Zeitraum 2020–2025<sup>3</sup> verabschiedet.

Zu diesem klimaspezifischen Instrument kommen die Massnahmen des Bundes in anderen sektoriellen Politiken und Gesetzgebungen (insbesondere Umwelt, Mobilität, Wasser, Energie, Landwirtschaft oder Forst- und Holzwirtschaft) hinzu, die ebenfalls zur Reduktion der THG-Emissionen und zur Anpassung an den Klimawandel beitragen<sup>4</sup>.

### 1.3.2. Revision des CO<sub>2</sub>-Gesetzes

Die Schweiz hat das Klimaübereinkommen von Paris, dessen Ziel die Halbierung der THG-Emissionen bis 2030 (gegenüber 1990) ist, am 6. Oktober 2017 ratifiziert.

Die Umsetzung des Reduktionsziels von 50% bis 2030 auf nationaler Ebene erfordert eine Totalrevision des CO<sub>2</sub>-Gesetzes. Ziel dieser Überprüfung ist es unter anderem, den globalen Temperaturanstieg deutlich unter 2°C oder sogar auf 1,5°C zu begrenzen, die Anpassungsfähigkeit zu erhöhen und die Finanzströme klimaverträglich zu gestalten (hier finden sich die 3 Hauptziele des Pariser Abkommens wieder).

Am 25. September 2020 wurde eine erste Revision des Gesetzes von der Vereinigten Bundesversammlung verabschiedet. Sie unterlag dem Referendum und wurde vom Volk in der Abstimmung vom 13. Juni 2021 abgelehnt.

In Bezug auf die Emissionsreduktion sah die Revision des CO<sub>2</sub>-Gesetzes vom 25. September 2020 vor, die in der aktuellen Gesetzgebung vorgesehenen Vorkehrungen durch verschiedene Instrumente zu verstärken und zu ergänzen, um das für 2030 gesetzte Ziel zu erreichen<sup>5</sup>.

In Bezug auf die finanziellen Aspekte sah das revidierte Gesetz vom 25. September 2020 die Schaffung des Klimafonds vor,

um insbesondere Massnahmen aus dem Gebäudeprogramm, Massnahmen zur Anpassung an den Klimawandel sowie Innovationen zugunsten des Klimaschutzes zu fördern.

Diese Ablehnung in der Volksabstimmung vom 13. Juni 2021 ist als Ablehnung der vorgeschlagenen Massnahmen und nicht des Klimaschutzes zu interpretieren, wie Umfragen im Anschluss an die Abstimmung gezeigt haben<sup>6</sup>. Diesen zufolge ist eine Mehrheit des Volkes der Ansicht, dass entschieden gegen den Klimawandel vorgegangen werden muss, da dieser schwere Schäden und hohe Kosten verursacht<sup>7</sup>.

Um ein Regulierungsvakuum zu vermeiden, hat das Parlament am 17. Dezember 2021 beschlossen, die unbestrittenen Instrumente des CO<sub>2</sub>-Gesetzes sowie das Reduktionsziel der Schweiz bis Ende 2024 zu verlängern, woraufhin der Bundesrat die entsprechende Revision der CO<sub>2</sub>-Verordnung verabschiedete<sup>8</sup>.

Für die Zeit nach 2024 hat der Bundesrat am 17. Dezember 2021 einen neuen Entwurf zur Gesamtrevision des CO<sub>2</sub>-Gesetzes in die Vernehmlassung gegeben, die am 4. April 2022 endete<sup>9</sup>.

Die Unsicherheiten in Bezug auf die Entwicklungen der nationalen Klimapolitik und ihrer Instrumente, insbesondere in Bezug auf die Finanzierung, unterstreichen noch mehr die Notwendigkeit der Umsetzung von Klimastrategien auf kantonaler und kommunaler Ebene, die durch eine nachhaltige Finanzierung unterstützt werden. Denn es ist von entscheidender Bedeutung, dass jede Ebene in ihrem Zuständigkeitsbereich ihren Teil zum Klimaschutz und zur Anpassung beiträgt.

### 1.3.3. Langfristige Klimastrategie des Bundes

Das Pariser Abkommen verlangt von seinen Vertragsparteien auch die Entwicklung einer langfristigen Klimastrategie. 2019 gab der Bundesrat im Rahmen der Diskussionen in der Generalversammlung der Vereinten Nationen seine Entscheidung bekannt, sein Ziel für die Reduktion der THG-Emissionen bis 2050 auf der Grundlage neuer wissenschaftlicher Erkenntnisse nach oben zu korrigieren<sup>10</sup>. Am 28. August 2019 präzisierte er dieses Ziel und beschloss, dass die Schweiz bis 2050 nicht mehr THG in die Atmosphäre freisetzen darf, als natürliche und künstliche Senken aufnehmen und spei-

<sup>1</sup> Schweizerische Eidgenossenschaft, Anpassung an den Klimawandel in der Schweiz: Ziele, Herausforderungen und Handlungsfelder: erster Teil der Strategie des Bundesrates vom 2. März 2012, Bern (BAFU) 2012.

<sup>2</sup> Schweizerische Eidgenossenschaft, Anpassung an den Klimawandel in der Schweiz: Aktionsplan 2014–2019: zweiter Teil der Strategie des Bundesrates vom 9. April 2014, Bern (BAFU) 2014.

<sup>3</sup> Schweizerische Eidgenossenschaft, Anpassung an den Klimawandel in der Schweiz: Aktionsplan 2020–2025, Bern (BAFU) 2020.

<sup>4</sup> Siehe insbesondere: Klimastrategie Landwirtschaft, BLW 2011; Energiestrategie 2050, BFE 2018; Strategie nachhaltige Entwicklung 2030 (SNE 2030); Waldpolitik, BAFU (2013).

<sup>5</sup> Bundesgesetz vom 25. September 2020 über die Verminderung von Treibhausgasemissionen (CO<sub>2</sub>-Gesetz revidiert; BBI 2020 7607).

<sup>6</sup> Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation, Erläuternder Bericht vom 17. Dezember 2021 zum Vernehmlassungsentwurf für die Revision des CO<sub>2</sub>-Gesetzes, S. 5 (17.12.2021).

<sup>7</sup> Für eine Zusammenfassung der Konsequenzen des Neins zum CO<sub>2</sub>-Gesetz, vgl. Website des BAFU (<https://www.bafu.admin.ch/bafu/de/home/themen/klima/recht/totalrevision-co2-gesetz/auslaufende-massnahmen.html>) (09.08.2021).

<sup>8</sup> Für weitere Informationen zu dieser Revision: Website des BAFU (<https://www.admin.ch/gov/de/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-88623.html>) (10.08.2022).

<sup>9</sup> Für weitere Informationen zu dieser Revision: Website des BAFU (<https://www.admin.ch/gov/de/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-86492.html>) (10.08.2022).

<sup>10</sup> Priorités de la Suisse pour la 74<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale de l'ONU, DFAE, 2019.



chern können<sup>1</sup>. Die Menge der unvermeidbaren Emissionen in den Bereichen Industrie, Abfall und Landwirtschaft müssen durch Speicherung in natürlichen und künstlichen Senken «neutralisiert» werden. So soll bis zu diesem Zeitpunkt eine Netto-Null-Emission erreicht werden. Mit dem Ziel der Netto-Null-Emissionen trägt der Bundesrat den neuesten wissenschaftlichen Erkenntnissen des IPCC Rechnung, wonach bereits bei einer durchschnittlichen Erwärmung von 1,5°C mit schwerwiegenden Auswirkungen auf den Menschen und die Biodiversität zu rechnen ist<sup>2</sup>.

Der Bundesrat konkretisierte diese Verpflichtung in seiner langfristigen Klimastrategie vom 27. Januar 2021, die den Weg zum Ziel der Netto-Null-Emissionen bis 2050 aufzeigt und 10 strategische Grundsätze formuliert, denen die klimapolitischen Massnahmen von Bund, Kantonen und Gemeinden in den kommenden Jahren folgen sollen<sup>3</sup>. Die im Herbst 2020 veröffentlichten Energieperspektiven 2050+ des Bundesamts für Energie (BFE) bilden ebenfalls eine wichtige Grundlage für die Klimastrategie der Schweiz<sup>4</sup>.

### 1.3.4. Volksinitiative «Für ein gesundes Klima (Gletscherinitiative)»

Am 27. November 2019 wurde vom Verein Klimaschutz Schweiz die Volksinitiative «Für ein gesundes Klima (Gletscher-Initiative)» eingereicht. Diese Initiative zielt darauf ab, den Klimaschutz sowie das Ziel der Netto-Null-Emissionen bis 2050 in der Bundesverfassung zu verankern<sup>5</sup>. Der Bundesrat hat am 2. September 2020 einen direkten Gegenentwurf zur Initiative eingereicht<sup>6</sup>.

Am 25. April 2022 verabschiedete die Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Nationalrates einen indirekten Gegenvorschlag zur Initiative in Form eines Rahmengesetzes, dessen Ziele in Gesetzen, in denen Massnahmen festgelegt

<sup>1</sup> Bundesrat, Medienmitteilung vom 28. August 2019: *Le Conseil fédéral vise la neutralité climatique en Suisse d'ici à 2050*, in Confédération suisse, Berne (2019), (<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiqués.msg-id-76206.html>) (12.04.2021).

<sup>2</sup> GIEC, 2019: *Résumé à l'intention des décideurs, Résumé technique et Foire aux questions, dans Réchauffement planétaire de 1,5°C, Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels et les trajectoires associées d'émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté* [publié sous la direction de V. Masson-Delmotte, P. Zhai, H. O. Pörtner, D. Roberts, J. Skea, P.R. Shukla, A. Pirani, W. Moufouma-Okia, C. Péan, R. Pidcock, S. Connors, J. B. R. Matthews, Y. Chen, X. Zhou, M. I. Gomis, E. Lonnoy, T. Maycock, M. Tignor et T. Waterfield].

<sup>3</sup> Conseil fédéral, rapport du 27 janvier 2021 sur la stratégie climatique à long terme de la Suisse.

<sup>4</sup> OFEN, *Perspectives énergétiques 2050+ : résumé des principaux résultats*, Berne (2020).

<sup>5</sup> Verein Klimaschutz Schweiz, *Erläuternder Bericht der Initiantinnen und Initianten zur Volksinitiative für ein gesundes Klima (Gletscher-Initiative)*, Zürich (2019) (<https://gletscher-initiative.ch/fr/>) (13.04.2021).

<sup>6</sup> Bundesrat, Medienmitteilung vom 2. September 2020: *Initiative pour les glaciers: le Conseil fédéral ouvre la consultation sur le contre-projet direct*, in Confédération suisse, Berne (2020), (<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiqués.msg-id-80266.html>) (12.04.2021).

werden, und in erster Linie im CO<sub>2</sub>-Gesetz, umzusetzen sind.<sup>7</sup> Der Bundesrat hat am 3. Juni 2022 zum indirekten Gegenentwurf der Kommission Stellung genommen.<sup>8</sup> Am 24. Juni 2022 hat sich die Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Nationalrates ebenfalls für den indirekten Gegenentwurf zur Volksinitiative ausgesprochen<sup>9</sup>.

### 1.3.5. Verordnung zur Klimaberichterstattung von grossen Unternehmen

Ein letzter interessanter Beitrag auf Bundesebene, der hier zu nennen ist, ist die Vollzugsverordnung zur Klimaberichterstattung von grossen Schweizer Unternehmen, zu welcher der Bundesrat am 30. März 2022 das Vernehmlassungsverfahren eröffnete. Diese Verordnung präzisiert die Bestimmungen des Obligationenrechts über die Berichterstattung über nichtfinanzielle Belange. Sie sieht die verbindliche Umsetzung der international anerkannten Empfehlungen der Arbeitsgruppe zur Klimaberichterstattung (Task Force on Climate-related Financial Disclosures [TCFD]) durch Schweizer Grossunternehmen vor<sup>10</sup>.

Der Bundesrat hält in seinem erläuternden Bericht fest, dass je mehr, relevanter und vergleichbarer die Risiken und Auswirkungen der Geschäftstätigkeit von Schweizer Grossunternehmen auf das Klima publiziert werden, Investorinnen und Investoren, Kundinnen und Kunden, Versicherte Personen, Politikerinnen und Politiker und Aufsichtsbehörden umso besser informierte Entscheide treffen können. Dies kann dazu beitragen, die Finanzströme gemäss den internationalen Verpflichtungen der Schweiz in klimaverträglichere Aktivitäten zu lenken und damit die THG-Emissionen zu reduzieren<sup>11</sup>.

## 1.4. Rolle der Kantone

Der Vollzug des CO<sub>2</sub>-Gesetzes fällt hauptsächlich in die Zuständigkeit des Bundes, mit der wichtigen Ausnahme der Artikel 9 (Massnahmen an Gebäuden) und 41 (Aus- und Weiterbildung), die den Kantonen eine wichtige Rolle in den Bereichen energetische Massnahmen an Gebäuden und

<sup>7</sup> Parlamentarische Initiative Indirekter Gegenentwurf zur Gletscher-Initiative. Netto-Null-Treibhausgasemissionen bis 2050, Bericht der Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Nationalrates vom 25. April 2022, FF 2022 1536

<sup>8</sup> Parlamentarische Initiative Indirekter Gegenentwurf zur Gletscher-Initiative. Netto-Null-Treibhausgasemissionen bis 2050, Bericht der Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Nationalrates vom 25. April 2022, Stellungnahme des Bundesrates vom 3. Juni 2022, FF 2022 1540

<sup>9</sup> Medienmitteilung der Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Nationalrates vom 24.06.2022 (<https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20210055>) (09.08.2022).

<sup>10</sup> Bundesrat, Mitteilung vom 30. März 2022: *Bundesrat eröffnet Vernehmlassung über Verordnung zur Klimaberichterstattung von grossen Unternehmen*, in Schweizerische Eidgenossenschaft, Bern (2022), (<https://www.admin.ch/gov/de/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-87790.html>) (15.05.2022).

<sup>11</sup> Eidgenössisches Finanzdepartement, *Erläuternder Bericht vom 30. März 2022 zur Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens zur Verordnung über die Berichterstattung über Klimabelange*, S. 11, Kap. 4.3.

Beratung von Gemeinden, Unternehmen und Verbraucherinnen und Verbrauchern zuweisen.

Der helvetische Föderalismus und der Querschnittscharakter der Klimapolitik stärken die Rolle der Kantone und der Gemeinden zusätzlich. Die Kantone haben nämlich ausschliessliche oder geteilte Zuständigkeiten in einer ganzen Reihe von Bereichen der öffentlichen Politik, die sich auf die Erreichung der Ziele der Emissionsminderung und der Anpassung an den Klimawandel auswirken: Energie, Mobilität, Raumplanung, Abfallbewirtschaftung, Umweltschutz, Landwirtschaft usw. In all diesen Bereichen stellt die langfristige Strategie des Bundes den Grundsatz auf, dass «Bund und Kantone ihre Planungsaktivitäten auf die Erreichung von Netto-Null ausrichten» (6. Grundsatz).

Den Kantonen und Gemeinden kommt beim Aufbau einer ökologischeren Gesellschaft in Zusammenarbeit mit anderen öffentlichen Institutionen, Unternehmen, Verbänden und der Bevölkerung eine entscheidende Rolle zu. Die allgemeinen Ziele zur Senkung der THG-Emissionen und zur Anpassung an den Klimawandel können nur durch die Anstrengungen aller Kantone erreicht werden, da ihre Rolle bei dieser gemeinsamen Aufgabe von entscheidender Bedeutung ist.

Die Kantone sind sich ihrer Verantwortung vollkommen bewusst und haben nicht auf die Revision des CO<sub>2</sub>-Gesetzes gewartet, um die Führung zu übernehmen und ihre Rolle in allen Bereichen, die in ihren Zuständigkeitsbereich fallen, wahrzunehmen, sei es durch ihre Energiestrategie, den Ausbau der Mobilitätsinfrastrukturen oder Massnahmen zum Schutz der Umwelt oder der Biodiversität. Seit etwa 5 Jahren haben fast alle Kantone Klimastrategien oder Klimapläne entwickelt, mit denen diese sektoriellen Strategien gestärkt, unterstützt und gefördert werden sollen. Dies trifft beispielsweise auf die Kantone Genf, Waadt, Freiburg, Bern, Basel-Landschaft, Zürich und Luzern zu. Die überwiegende Mehrheit der kantonalen Regierungsprogramme hat ein Ziel im Zusammenhang mit dem Klima integriert.

Angeregt durch Volksinitiativen und parlamentarische Motionen wurden in einigen Kantonen Schritte eingeleitet, um den Klimaschutz sowie Reduktions- und Anpassungsziele in den Kantonsverfassungen zu verankern (Bern, Luzern, Basel-Landschaft, Waadt, Glarus, Appenzell-Ausserrhodan). Der Kanton Genf ist der erste Kanton, der seit 2012 über einen Verfassungsartikel zum Klima verfügt (Art. 158 KV/GE). Die Einwohnerinnen und Einwohner des Kantons Zürich haben zum Beispiel kürzlich mit 67,1% Ja-Stimmen der Aufnahme eines Verfassungsartikels zugestimmt, der dem Kanton und den Gemeinden den Auftrag erteilt, sich für die Begrenzung des Klimawandels und seiner Auswirkungen einzusetzen. Der Kanton Wallis hat durch einen Beschluss des Staatsrats vom 2. Juni 2022 die öffentliche Vernehmlassung zu seinem Vorentwurf für ein Klimagesetz eingeleitet. Ähnlich wie der Freiburger Gesetzentwurf legt der Text Klimaziele fest und

bietet eine Rechtsgrundlage zur Unterstützung der notwendigen Massnahmen. Die kantonalen Klimaziele werden an die des Bundes angeglichen. Der Kanton verpflichtet sich auch, seine indirekten Emissionen stark zu reduzieren sowie die Beherrschung der Auswirkungen des Klimawandels zu verbessern. Die direkten Emissionen der Kantonsverwaltung Wallis sollen bis 2040 auf Netto-Null reduziert werden. Der Vorentwurf des Gesetzes sieht die Erstellung eines kantonalen Klimaplans vor, in dem Massnahmen zur Reduktion der THG-Emissionen und zur Anpassung an den Klimawandel festgelegt werden. Zur Finanzierung von Grossprojekten schlägt der Staatsrat die Bildung einer Klimareserve mit einer Anfangsdotierung von 150 Mio. Franken aus dem Staatsvermögen vor.

Darüber hinaus arbeiten die Kantone aktiv und freiwillig miteinander zusammen. Die kantonale Koordination rund um das Thema Klima ist bereits aktiv und wird laufend verstärkt. Auf Bundesebene finden im Rahmen einer vom Bundesamt für Umwelt (BAFU) geleiteten Koordinationskonferenz halbjährliche Treffen aller Schweizer Kantone zum Thema Anpassung an den Klimawandel statt. Speziell im Energiebereich vereint die Konferenz der kantonalen Energiedirektoren (EnDK) ebenfalls alle Kantone, um die Zusammenarbeit in Energiefragen zu koordinieren und die gemeinsamen Interessen der Kantone zu vertreten. Auf der Ebene der lateinischen Kantone gibt es eine Koordination auf der Ebene der für die Klimapläne zuständigen Einheiten, die sich in regelmässigen Treffen konkretisiert, die zusätzlich zur Westschweizer Konferenz der Vorsteher der Umweltämter (CREPE) stattfinden. Diese Koordination resultiert unter anderem in gemeinsamen Projekten, darunter zuletzt die Schaffung einer gemeinsamen Kommunikationsplattform der Westschweizer Kantone (geplante Eröffnung im September 2022).

## 1.5. Regierungsprogramm des Kantons Freiburg

### 1.5.1. Legislaturperiode 2017–2021

Der Staatsrat hat das Klima zu einer der Herausforderungen der Legislaturperiode 2017–2021 gemacht und unter anderem erklärt, dass er «eine Strategie zur Anpassung an den Klimawandel (Kampf gegen Hochwasser und schädliche Organismen, Anpassung der Waldbestände, Wasservorkommen usw.) ausarbeiten [muss]»<sup>1</sup>. In diesem Sinne hat er zwei Ziele definiert, auf die er seine Klimapolitik bei seinem ganz dem Klimathema gewidmeten Arbeitstag im November 2019 stützen wird:

<sup>1</sup> Regierungsprogramm und Finanzplan für die Legislaturperiode 2017–2021, Staat Freiburg, SK 2017.

- > Sicherstellen der Anpassungsfähigkeit des Kantonsgebiets an den Klimawandel;
- > Aufgabe der Abhängigkeit von fossiler Energie und Halbierung der THG-Emissionen bis 2030. Bis im Jahr 2050 soll der Kanton Freiburg die Klimaneutralität erreichen,

womit er sich an die Ziele des Bundes anpasst (siehe Kapitel 1.3.3).

### 1.5.2. Legislaturperiode 2022–2026

Das Programm für die neue Legislaturperiode enthält 5 strategische Achsen, von denen sich die dritte auf den ökologischen Wandel bezieht. Es geht für den Freiburger Staatsrat darum, eine Klimapolitik umzusetzen, die unseren Lebensraum bewahrt, und das Energie- und Mobilitätsmanagement im Sinne der Nachhaltigkeit und zum Wohle der Freiburger Bevölkerung anzupassen. Der Klimaplan und die Ressourcenschonung sind ein Hauptelement dieser Achse. Das Thema bleibt also mehr denn je aktuell und der Staatsrat ist weiterhin von der Notwendigkeit der beiden oben genannten Ziele, die er sich 2019 setzte, überzeugt.

### 1.6. Kantonale parlamentarische Vorstösse

Zum Thema Klima wurden nacheinander mehrere parlamentarische Vorstösse eingereicht. In chronologischer und nicht erschöpfender Reihenfolge sind zu nennen:

- > Resolution 2019-GC-15 *Resolution für das Klima*;
- > Anfrage 2019-CE-19 *Was macht der Kanton Freiburg für das Klima?*;
- > Motion 2019-GC-44 (siehe weiter unten) *Kantonale gesetzliche Grundlage für Klima und Umwelt*;
- > Postulat 2019-GC-45 *Klimaschutz in Land- und Forstwirtschaft*;
- > Postulat 2019-GC-75 *Klimaschutzmassnahmen im Bereich der Mobilität*;
- > Resolution 2019-GC-143 *Generalstände des Klimas für den Kanton Freiburg*;
- > Postulat 2019-GC-169 *«ESG & Klima» – Investmentstrategie der Pensionskasse des Staatspersonals Freiburg PKSPF*;
- > Motion 2020-GC-9 *Klimaschutz/Schutzartikel in die Verfassung*;
- > Volksmotion 2020-GC-83 (siehe weiter unten) *500 Millionen für Klima- und umweltfreundliche Massnahmen im Kanton Freiburg*;
- > Motion 2020-GC-111 *Anpassung der Wälder angesichts von Borkenkäfer und Klimawandel*;
- > Postulat 2020-GC-185 *Klimaneutrales Kantonsparlament*;
- > Anfrage 2021-CE-46 *Auswirkungen von Lastwagen auf Verkehrssicherheit, Klima und Lärm: Regelmässiges Überschreiten der Höchstgeschwindigkeit*;

- > Anfrage 2021-CE-48 *Strategie im Lebensmittelbereich, Klimaplan und Strategie Nachhaltige Entwicklung des Kantons Freiburg: Wo bleibt die Kohärenz?*;
- > Resolution 2021-GC-124 *Klimanotstand*;
- > Resolution 2021-GC-125 *Der Grosse Rat deklariert die Dringlichkeit der Bedrohung unseres Lebensraums und der Biodiversität durch die Klimaerwärmung und der zugrunde liegenden Umweltverschmutzung und favorisiert Lösungen, welche auf die Dimensionen der Nachhaltigkeit Rücksicht nehmen*;
- > Anfrage 2022-CE-34 *Ein wissenschaftlicher Ausschuss zur Begleitung der Klimastrategie des Kantons Freiburg?*;
- > Anfrage 2022-GC-53 *Kantonaler Klimaplan KKP – Strategie und Massnahmenplan 2021/2026 – Blackout*;
- > Motion 2022-GC-93 *Nachhaltige Investitionen bei der Pensionskasse des Staates*;
- > das Postulat 2022-GC-98 *Auf dem Weg zur Berücksichtigung von THG-Emissionen bei staatlichen Investitionen*;
- > Motion 2022-GC-99 *Fonds für die CO<sub>2</sub>-Sequestrierung und -ReduktionCO<sub>2</sub>*.

Die Motion 2019-GC-44 ist besonders wichtig, da die Motionärinnen die Schaffung einer gesetzlichen Grundlage für den Klima- und Umweltschutz verlangen, sei es durch die Schaffung eines gemeinsamen Gesetzes, durch gesonderte Texte oder zumindest durch die Regelung des Klimaschutzes in der jeweiligen sektoriellen Gesetzgebung. Die Klimabestimmungen müssen mindestens enthalten:

- > die Festlegung eines kantonalen Klimaziels;
- > die gesetzliche Grundlage für die Schaffung eines kantonalen Klimaplans, der die verschiedenen betroffenen Bereiche abdeckt und koordiniert;
- > die Schaffung eines Mechanismus zur Finanzierung der aus der Strategie resultierenden Massnahmen.

In seiner Antwort vom 26. November 2019 auf die Motion befand der Staatsrat, dass eine formelle Verankerung des Klimaplans im kantonalen Recht ein wirksames Mittel wäre, um die Strategie dauerhaft festzulegen, sie verbindlich zu machen und ihre Legitimität zu stärken. Der Staatsrat äusserte auch den Wunsch, die Zweckmässigkeit der Einrichtung eines Klimafonds zu prüfen. Aus diesen Gründen schlug er dem Grossen Rat vor, die Motion 2019-GC-44 anzunehmen. Am 25. Juni 2020 erklärte der Grosse Rat diese Motion erheblich und beauftragte den Staatsrat mit der Aufnahme der Gesetzgebungsarbeiten, um dem Grossen Rat einen Entwurf eines kantonalen Klimagesetzes vorzulegen. Dies ist der Zweck der vorliegenden Botschaft.

Unter den besonderen parlamentarischen Geschäften wurde am 25. Mai 2020 die Volksmotion mit dem Titel *500 Millionen für Klima- und umweltfreundliche Massnahmen im Kanton Freiburg* (2020-GC-83) eingereicht. Diese Volksmotion, die von der Jugendbewegung *Klimastreik Freiburg* und dem Verein *Klima-Grosseltern Freiburg* lanciert wurde, schlägt vor,



500 Millionen Franken aus dem Kantonsvermögen zu entnehmen. Diese Summe muss innerhalb von 10 Jahren nach der Verabschiedung des Gesetzes, das diese Ausgaben einführt, investiert werden. Das Ziel dieser Motion ist es, eine konstruktive und konkrete Antwort auf eine Häufung von Krisen zu geben, indem sie Massnahmen vorschlägt, welche die unerlässliche Senkung der durch fossile Energien verursachten Kohlenstoffemissionen begünstigen und gleichzeitig eine sofortige Unterstützung der Freiburger Wirtschaft nach der durch das Coronavirus verursachten Krise ermöglichen, und zwar mit dem Ziel, eine maximale Wirkung dieser Massnahmen zu erzielen. Die Motion ist auch eine Aufforderung an den Grossen Rat, angesichts der Folgen der ökologischen und sozioökonomischen Krisen im Zusammenhang mit der Covid-19-Pandemie rasch Verantwortung zu übernehmen. Die Motionäre erinnern in diesem Zusammenhang an die Resolution des Grossen Rates vom 6. Februar 2019, in der «... der Staatsrat aufgefordert wird, die notwendigen finanziellen Mittel für die Reduktion der Kohlenstoffemissionen bereitzustellen ...».

In seiner Antwort vom 8. Juni 2021 gibt der Staatsrat an, die von den Motionärinnen und Motionären verspürte Dringlichkeit gegenüber der Klimaproblematik und das daraus folgende Anliegen zu verstehen, dieses Thema als oberste Priorität der Finanzpolitik des Kantons zu behandeln. Damals war er der Ansicht, dass die bereits vorhandenen, geplanten oder in der Entwicklung befindlichen politischen Massnahmen sowie die Beträge, die dafür bereitgestellt werden oder werden sollen, das in der Volksmotion festgelegte finanzielle Ziel bereits erfüllten und führte zudem aus, dass damit zusätzliche Bemühungen nicht ausgeschlossen würden. Zudem wies er darauf hin, dass dies zusätzliche Anstrengungen nicht ausschliesse. In der Tat erinnerte der Staatsrat daran, dass er insbesondere in den Bereichen Biodiversität, Landwirtschaft, Wald, Wasser, öffentlicher Verkehr, sanfte Mobilität und nachhaltige Entwicklung über einen Zeitraum von 5 Jahren einen Betrag von 486,74 Millionen Franken eingesetzt hat und erklärte, er diskutiere derzeit über die Möglichkeit, über denselben Zeitraum insgesamt einen Betrag von 557,84 Millionen Franken zu bewilligen. Hinzu kam ein Investitionskredit für die energetische Sanierung des staatlichen Immobilienbestands, der dem Grossen Rat bis Ende des Jahres vorgelegt werden sollte. Aus diesen Gründen hatte der Staatsrat vorgeschlagen, die Motion abzulehnen und gleichzeitig den Grossen Rat aufzufordern, die in Entwicklung befindlichen Strategien zu unterstützen, die zum Schutz der Umwelt und des Klimas beitragen werden. Am 10. September 2021 lehnt das Parlament die Berücksichtigung dieser Motion ab und verabschiedet am selben Tag die Gewährung des Verpflichtungskredits für die Umsetzung des KKP.

Eine dritte Motion muss hier erwähnt werden, es handelt sich um die Motion 2022-GC-99 über die Einrichtung eines Fonds zur Finanzierung von Massnahmen zur CO<sub>2</sub>-Seques-

trierung und -Reduktion. Darin stellen die Motionäre fest, dass die Lebensdauer von CO<sub>2</sub> relativ lang ist (> 500 Jahre) und dass die Reduktion der Emissionen an der Quelle allein nicht ausreicht, um die Auswirkungen der globalen Erwärmung zu bekämpfen. Daraus folgt, dass ihrer Meinung nach CO<sub>2</sub> sequestriert und gespeichert werden muss, um die Konzentration in der Atmosphäre zu verringern und so die Auswirkungen des Klimawandels zu reduzieren. Die Mittel des Fonds, dessen Einrichtung zu diesem Zweck beantragt wird, sollen einerseits zur Finanzierung von Massnahmen zur Revitalisierung natürlicher Standorte (Moore, Auen, Wälder usw.) und andererseits zur Entwicklung von Technologien zur Emissionssequestrierung und -reduktion durch Freiburger Hochschulen und Unternehmen sowie zur Unterstützung der Landwirtschaft im Hinblick auf die Erhaltung der Böden bereitgestellt werden.

## 1.7. Klima und nachhaltige Entwicklung

Der Kampf gegen den Klimawandel ist eines der 17 Ziele der Agenda 2030 der Vereinten Nationen, wird aber von vielen institutionellen Akteuren gesondert und umfassend behandelt, da er einen spezifischen und dringlichen Charakter hat. Der Staat Freiburg hat sich für eine Strategie der nachhaltigen Entwicklung entschieden, die der Staatsrat bereits angenommen und der Grosse Rat verabschiedet hat und die in Bezug auf die Klimapolitik weitgehend auf den kantonalen Klimaplan verweist.<sup>1</sup>

Die Bekämpfung des Klimawandels und die Anpassung an solche Veränderungen, die in der Agenda 2030 (Ziel für nachhaltige Entwicklung 13, abgekürzt SDG 13) und in sektoriellen Politiken wie der Energie- und Mobilitätspolitik festgelegt ist, wird somit durch den vorliegenden Gesetzesentwurf konkretisiert. Als wichtiger Faktor der nachhaltigen Entwicklung muss die Klimapolitik unter Berücksichtigung der aktuellen sozialen, wirtschaftlichen und ökologischen Herausforderungen gestaltet werden, wie es der Entwurf des Klimagesetzes in Artikel 3 Abs. 1 Bst. d vorsieht. Umgekehrt werden einige der Massnahmen der Strategie für nachhaltige Entwicklung zur Verringerung der THG-Emissionen und zur Anpassung an den Klimawandel beitragen (Energieeffizienz, Kreislauf- und verantwortungsvolle Wirtschaft, nachhaltige Urbanisierung usw.).

Auf organisatorischer Ebene entspricht die Aufteilung der kantonalen Strukturen weitgehend derjenigen auf Bundesebene, die ihrerseits auf einem politischen Willen beruht und für die Klimathematik auf den gesetzlichen Bestimmungen des CO<sub>2</sub>-Gesetzes basiert, wonach die Vollzugsbehörde für das genannte Gesetz das BAFU ist.

<sup>1</sup> Siehe Strategie Nachhaltige Entwicklung des Staates Freiburg 2021–2031, RUBD/ heute RIMU 2020



So ist auf kantonaler Ebene die für das Klima zuständige Sektion in das Amt für Umwelt (AfU) integriert, ebenso wie die Klimaabteilung Teil des BAFU ist; die Energieaspekte werden auf kantonaler Ebene im Amt für Energie (AfE) bzw. im Bundesamt für Energie (BFE) behandelt. Auf Bundesebene ist die Thematik der nachhaltigen Entwicklung dem Amt für Raumentwicklung (ARE) zugeordnet, aber auch direkt dem Bundesrat über zwei Delegierte des Bundesrates für die Agenda 2030. Auf kantonaler Ebene ist diese Thematik dem Generalsekretariat der Direktion für Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt (RIMU) zugeordnet.

## 1.8. Vom Staat unternommene Aktivitäten

### 1.8.1. Sektorielle und sektorübergreifende Politiken, die zu den Klimazielen beitragen

Verschiedene klimaschonende Aktionen und Massnahmen wurden bereits vom Staatsrat sowie von den kantonalen Verwaltungseinheiten im Rahmen mehrerer bereits bestehender sektorieller und sektorübergreifender Politiken unternommen, die von eigenen Finanzierungen profitieren. Dazu gehören die Strategie Nachhaltige Entwicklung, das Gebäudeprogramm, der Sachplan Velo, die Park-and-Ride-Anlagen, der Sachplan Gewässerbewirtschaftung, die Biodiversitätsstrategie (in Ausarbeitung) oder verschiedene Projekte in den Bereichen Land- und Forstwirtschaft wie die Bewässerungsprojekte, der Aktionsplan zur Reduktion der Risiken von Pflanzenschutzmitteln innerhalb und ausserhalb der Landwirtschaft oder der Aktionsplan zur Förderung des Biolandbaus im Kanton Freiburg. Da es nicht die Aufgabe dieser Botschaft ist, alle diese Politiken im Detail zu beschreiben, werden im Folgenden nur einige Beispiele erläutert.

Der Staatsrat hat 2017 das Freiburger Gebäudeprogramm entwickelt, dessen Ziel es ist, den Energieverbrauch von Gebäuden zu senken und einen grossen Teil der fossilen Energien (Heizöl und Gas), die zur Beheizung genutzt werden, durch den Einsatz erneuerbarer Energien zu ersetzen.<sup>1</sup>

Das Gebäudeprogramm wird sowohl aus den Erträgen der eidgenössischen CO<sub>2</sub>-Abgaben (Globalbeiträge) über den kantonalen Energiefonds als auch durch kantonale Beiträge finanziert. Es subventioniert energetische Sanierungsprojekte im Gebäudebereich, führt Pilot- und Demonstrationsprojekte durch und trägt zur Weiterbildung, Information und Sensibilisierung von Fachleuten, Studierenden und der Bevölkerung im Allgemeinen in Bezug auf die rationelle Energienutzung und die Nutzung erneuerbarer Energien als Ersatz für fossile Energieträger bei.

Im Jahr 2021 hat das Amt für Energie (AfE) dank eines zusätzlichen Finanzbeitrags im Zusammenhang mit dem Konjunkturprogramm mehr als 49 Millionen Franken für die verschiedenen Massnahmen dieses Programms bereitgestellt. Zudem wurde das Energiegesetz vom 9. Juni 2000 (EnGe; SGF 770.1) geändert, um die Verwendung fossiler Brennstoffe bei Neubauten und der Renovierung bestehender Heizsysteme zu begrenzen. Staat und Gemeinden müssen beim Bau von neuen Gebäuden und der Sanierung der Hülle bestehender Gebäude mit gutem Beispiel vorangehen.

Was die allgemeine und berufliche Bildung betrifft, so wird die Klimathematik in den Lehrplänen und in den verschiedenen offiziellen Lehrmitteln berücksichtigt; diese Initiativen im Bildungsbereich ergeben sich insbesondere aus der kantonalen Strategie für nachhaltige Entwicklung, in der das Klima einer der behandelten Aspekte ist. Darüber hinaus entwickeln die verschiedenen Freiburger Schulen regelmässig Projekte im Zusammenhang mit dem Umweltschutz und/oder dem Klimaschutz, wie z. B. Null-Abfall-Workshops, die Anlage eines Biotops oder die Entwicklung eines «Low Energy»-Projekts – die wenigen hier genannten Beispiele sind bei weitem nicht erschöpfend.

Im Bereich der Mobilität verfolgt der Staatsrat seit mehreren Jahren eine Politik zur Förderung der nachhaltigen Mobilität, zur Erhöhung des Anteils an sanfter Mobilität und zur Verlagerung auf die öffentlichen Verkehrsmittel. Entsprechend sind die Förderung der sanften Mobilität und der Ausbau des öffentlichen Verkehrsnetzes – durch den Staat Freiburg kofinanziert – vorrangig. So wurde auch das Angebot im Bereich der öffentlichen Verkehrsmittel in den letzten 10 Jahren sehr stark erweitert.

Die Investitionen im Zusammenhang mit dem Gebäudeprogramm, dem Sachplan Velo und der Unterstützung des öffentlichen Verkehrs für den Zeitraum von 2022–2026 wurden auf rund 275 Millionen Franken geschätzt. Der Staat plant, im selben Zeitraum rund 35 Millionen Franken für andere klimaschonende Massnahmen bereitzustellen, wie z. B. bestimmte Massnahmen der Strategie Nachhaltige Entwicklung, die künftige kantonale Waldstrategie zur Anpassung an den Klimawandel, das Programm zur Wasserversorgung auf den Alpen oder landwirtschaftliche Bewässerungsprojekte.

### 1.8.2. Auf dem Weg zu einer kantonalen Klimapolitik

Der Staatsrat ist sich der entscheidenden Herausforderungen im Zusammenhang mit dem Klimawandel bewusst und hat das Klima zu einer der Prioritäten der Legislaturperiode 2017–2021 gemacht; diese Ausrichtung wird im Regierungsprogramm der aktuellen Legislaturperiode bestätigt.

<sup>1</sup> SdE, 2021, Das Gebäudeprogramm Freiburg, (<https://www.leprogrammebatiments-fr.ch/de/>) (07.07.2022).

Um diese Absicht in die Tat umzusetzen, wurde beim Amt für Umwelt (AfU) im Mai 2018 eine Projektleiterin angestellt. Das dem AfU angegliederte Team wurde dann 2019 und 2021 durch die Einstellung von Praktikantinnen und Praktikanten und befristet beschäftigtem Personal im Rahmen der Schaffung der Klimasektion erweitert. Auch Mandate für externe Unterstützung wurden entsprechend der zu erreichenden Meilensteine erteilt: Erstellung einer CO<sub>2</sub>-Bilanz, partizipative Workshops, technische Beratung und Unterstützung.

Zu den ersten Massnahmen gehörte die Erstellung einer Bilanz der Kohlenstoffemissionen auf Kantonsebene. Es ging darum, ein Inventar der THG-Emissionen zu erstellen, die durch die Aktivitäten der Freiburgerinnen und Freiburger innerhalb und ausserhalb des Kantonsgebiets verursacht werden. Diese Bilanz wurde durch eine Analyse der Risiken und Chancen des Klimawandels für den Kanton in Bezug auf die verschiedenen betroffenen Sektoren (Wasserwirtschaft, Landwirtschaft, Biodiversität, Wälder usw.) ergänzt. Dies diente als Grundlage für die Ausarbeitung der sektoriellen Ziele sowie der Massnahmen und Aktionen, die den unten dargestellten Massnahmenplan bilden.

Der kantonale Klimaplan 2021–2026<sup>1</sup> ist das Ergebnis eines iterativen Erarbeitungsprozesses und eines regelmässigen Austauschs zwischen den zuständigen Direktionen und Verwaltungseinheiten sowie mit verschiedenen Akteuren aus der Wirtschaft und der Zivilgesellschaft (partizipative Workshops, bilateraler Austausch, interne und externe Vernehmlassungsverfahren). Er wurde vom Staatsrat Ende 2020 in die Vernehmlassung gegeben und am 8. Juni 2021 verabschiedet. Um die Finanzierung der Umsetzung zwischen 2022 und 2026 sicherzustellen, wurde dem Grossen Rat ein Antrag auf einen Verpflichtungskredit in der Höhe von 21 Millionen Franken vorgelegt, den dieser am 10. September 2021 genehmigte.

Der Klimaplan wird sich mit dem Inkrafttreten des KlimG weiterentwickeln müssen. Insbesondere soll seine strategische Dimension weiter ausgebaut werden, mit der Absicht, eine globale Vision der Bemühungen des Kantons zu entwickeln, einschliesslich im Rahmen der wirkungsstarken sektoriellen Politiken. Dabei ist diese Dimension deutlich vom operativen Teil, den der kantonale Massnahmenplan darstellt und der beibehalten wird, zu unterscheiden.

Dieser Plan der ersten Generation enthält 115 konkrete Massnahmen und zielt darauf ab, Pilotprojekte in Bereichen mit grosser erwarteter Hebelwirkung anzustossen und zu unterstützen, aber auch die bereits auf staatlicher Ebene durchgeführten Programme und Aktionen zu verstärken sowie eine wirksame Koordination mit anderen sektoriellen und sektorübergreifenden Politiken und Strategien, insbesondere

in den Bereichen Landwirtschaft, Energie oder Bauwesen, zu gewährleisten. Der aktuelle KKP ist in 2 Bereiche und 7 Achsen gegliedert. Der erste Pfeiler beinhaltet das Thema *Anpassung*, d. h., die erforderlichen Massnahmen, die es natürlichen Systemen erlauben, sich an den derzeitigen und künftigen Klimawandel anzupassen. Er umfasst die Achsen «Wasser», «Biodiversität» und «Raum und Gesellschaft». Der zweite Pfeiler beinhaltet das Thema *Verminderung*, wozu die Massnahmen zur Verminderung und Lagerung von THG zählen, mit dem Ziel, der Klimaerwärmung Einhalt zu gebieten. Er besteht aus 4 Achsen: «Mobilität», «Energie und Gebäude», «Landwirtschaft und Ernährung» sowie «Konsum und Wirtschaft». Eine transversale Achse vervollständigt die beiden Pfeiler und verstärkt den sektorübergreifenden Charakter des Aktionsplans. Sie beinhaltet Massnahmen zur Koordination, Sensibilisierung und Kommunikation, die sich auf alle Sektoren beziehen. Jede spezifische und transversale Achse wird in Bezug auf die Auswirkungen des Klimawandels, den damit verbundenen Emissionen (für die Massnahmen zur Verminderung), den spezifischen Zielen und den Massnahmen, mit denen diese Ziele erreicht werden können, detailliert beschrieben. Neben der Festlegung und Priorisierung von Massnahmen bestimmt der kantonale Massnahmenplan auch die Ziele, die zuständigen Behörden und den Finanzbedarf für eine kantonale Klimapolitik, die den Herausforderungen des Klimawandels gewachsen ist.

Der Massnahmenplan enthält zunächst einen Bericht, der die Bewertung der Auswirkungen des Klimawandels in den verschiedenen Klimaszenarien und die Massnahmen zur Verringerung der Emissionen und zur Anpassung an die Auswirkungen zusammenfasst. Zudem stellt er eine auf Expertenmeinung gegründete Klimastrategie vor. Am Ende des Dokuments werden der geplante Monitoringprozess und Empfehlungen für die Implementierung des KKP vorgestellt.

Da das Jahr 2021 ein Pilotjahr darstellt, konnten die sogenannten «dringlichen» Massnahmen des KKP eingeleitet werden. So wurden insbesondere Massnahmen zur Gewährung von Subventionen für die Abwärmenutzung für Heublüftungsanlagen, die Durchführung von Pilotprojekten zur Vernetzung von Biotopen, die Einrichtung von Ladestationen für Elektroautos, die Förderung des lokalen Tourismus und regionaler Produkte, die Begrenzung der Heiztemperatur öffentlicher Gebäude oder die THG-Reduktion in Kläranlagen eingeleitet. Dieser KKP der ersten Generation, insbesondere die Umsetzung seiner Massnahmen, wird streng überwacht. Entsprechend der angenommenen iterativen Logik muss das Programm regelmässig angepasst werden, um die Erreichung der Klimaziele gewährleisten zu können.

Die Beträge, die für die Erstellung des KKP zur Verfügung gestellt werden, sind zwischen 2018 und 2021 gestiegen. Sie stiegen von 50 000 Franken im Jahr 2018 auf über 115 000 Franken im Jahr 2019 und bis auf 200 000 Franken im Jahr 2020. Im Jahr 2021 wurden dem Klima zusätzliche Mittel

<sup>1</sup> Der Staatsrat lanciert seinen Klimaplan: 115 Massnahmen zur Bewältigung einer der grössten Herausforderungen des 21. Jahrhunderts (2020), <https://www.fr.ch/de/rimu/afu/news/der-staatsrat-lanciert-seinen-klimaplan-115-massnahmen-zur-bewaeltigung-einer-der-groessten-herausforderungen-des-21-jahrhunderts> (07.07.2022).

gewidmet, um Massnahmen des KKP vorzeitig umzusetzen. Insgesamt wurden der Laufenden Rechnung des AfU im Jahr 2021 1 250 000 Franken zur Finanzierung von Hilfskräften (439 000 Franken) und zur Beauftragung von Studien oder Dienstleistungen Dritter (811 000 Franken) zur Verfügung gestellt. Hinzu kommen noch 540 000 Franken aus dem Wiederankurbelungsplan Freiburger Wirtschaft COVID-19. Wie im Mechanismus des Konjunkturprogramms vorgesehen, erstreckt sich dieses Paket über zwei Jahre und steht bis Ende 2022 zur Nutzung bereit. Insgesamt wurden im Jahr 2021 1 368 848 Franken ausgegeben. Der für 2022 im Rahmen des Verpflichtungskredits bewilligte Betrag beläuft sich auf 2 110 900 Franken. Es umfasst insbesondere die Einstellung von 3 VZÄ mit befristeten Verträgen für die allgemeine Umsetzung und die Koordination des KKP. Darüber hinaus wurden folgende VZÄ an Hilfspersonal für die Umsetzung der Massnahmen zugewiesen: 0,3 VZÄ in Grangeneuve, 0,3 VZÄ im HBA und 0,9 VZÄ im AfU. Dieses Hilfspersonal ergänzt die 0,8 VZÄ mit unbefristeten Verträgen, die aus dem ordentlichen Budget finanziert werden, das der Klimasektion des AfU angegliedert ist.

Die Summe des Finanzbedarfs für jede Massnahme des KKP setzt sich aus einem Gesamtpaket für die Ausgaben für den Zeitraum 2021–2026 zusammen. Insgesamt wurden die Kosten für die Umsetzung dieser ersten Generation des KKP auf 22,8 Millionen Franken geschätzt<sup>1</sup>. Diese Schätzung wurde vorgenommen, indem alle Verwaltungseinheiten, die an der Umsetzung der Massnahmen beteiligt sind, angefragt wurden. Es ist zu betonen, dass dieser Betrag nicht die gesamte Umsetzung der Massnahmen zur Erreichung der Ziele dieses Gesetzes abdeckt, da einige Massnahmen nicht in den 115 Massnahmen des KKP der ersten Generation enthalten sind.

Eine letzte Aktion, die hier erwähnt werden sollte, ist die Einrichtung der Website **meinklimaplan.fr.ch**, deren Ziel es ist, alle Beteiligten (Gemeinden, Unternehmen, Kantonsverwaltung, Schulen und Bürgerinnen und Bürger) im Kanton Freiburg für Klimafragen zu sensibilisieren, zu schulen, zu informieren und zu engagieren. Bildung und Information sind in der Tat starke Hebel, um die Fähigkeiten der Menschen zu stärken, angesichts des Klimawandels zu denken und zu handeln. In diesem Sinne wollte der Staat unverzüglich, d. h. noch vor der Verabschiedung einer gesetzlichen Grundlage oder eines Aktionsplans, ein Instrument entwickeln. Der Staatsrat war der Ansicht, dass die in diesem Rahmen erworbenen Kenntnisse und Fähigkeiten einen aktiven Beitrag zu einer nachhaltigen und widerstandsfähigen Gesellschaft ermöglichen würden, die in der Lage ist, dem Klimawandel zu begegnen. Der Erfolg dieser in Zusammenarbeit mit den verschiedenen institutionellen Ebenen und privaten Partnern entwickelten Plattform hat übrigens zu einem inter-

kantonalen Projekt geführt, das die Weiterentwicklung der bestehenden Website zu einer gemeinsamen Plattform der Westschweizer Kantone zum Ziel hat. Der Start des gemeinsamen Projekts ist für Herbst 2022 geplant.

## 1.9. Kosten des Nichthandelns und Nutzen des Handelns

Sollten die gemeinsamen Ziele zur Reduktion der THG-Emissionen (-50% der THG von 1990 bis 2030 und Netto-Null-Emissionen bis 2050) und zur globalen Temperaturstabilisierung (max. +2°C im Vergleich zum vorindustriellen Zeitalter) nicht erreicht werden, hätte dies schwerwiegende Folgen für das Leben auf der Erde und erst recht für die Gesellschaft, die Umwelt und die Wirtschaft. Die Kosten des Nichtstuns sind aufgrund der Komplexität der Prozesse schwer zu quantifizieren. Die Schätzung dieser Kosten stellt eine methodische Herausforderung dar. In vielen Bereichen verursacht der Klimawandel Kosten, die nicht auf der Grundlage von Marktpreisen ermittelt werden können. Dazu gehören Auswirkungen auf die Ökosysteme, die Biodiversität oder generell auf die Gesamtheit der Natur, der Landschaft oder auch des kulturellen Erbes. Der Hauptvorteil der Klimapolitik besteht darin, dass diese Auswirkungen und die damit verbundenen Kosten verringert werden können. Der Klimawandel führt unter anderem zu mehr und immer grösseren Schäden an der Infrastruktur, höheren Gesundheitskosten, einer geringeren landwirtschaftlichen Produktivität und niedrigeren Erträgen in besonders betroffenen Wirtschaftszweigen wie dem Wintertourismus.

So nennt der Global Risk Report 2019 des Weltwirtschaftsforums als eine der 5 grössten Bedrohungen extreme Wetterereignisse, die Unfähigkeit, Massnahmen zur Eindämmung des Klimawandels und zur Anpassung an seine Auswirkungen umzusetzen, sowie Naturkatastrophen. Er zeigt auch auf, dass sich die Entscheidungsträger im öffentlichen und privaten Sektor immer stärker der Folgen von Untätigkeit in Bezug auf das Klima bewusst sind<sup>2</sup>.

Die Wirtschaft, die noch stark auf dem Verbrauch fossiler Energieträger basiert, wird in den nächsten Jahrzehnten mit Sicherheit erschüttert werden, wie man ausgehend vom Anfang 2022 ausgebrochenen Konflikt in der Ukraine sehen kann. Die Verteuerung fossiler Brenn- und Kraftstoffe sowie weitergehende Einschränkungen bei deren Nutzung könnten eine Belastung für diejenigen Unternehmen darstellen, die ihre Abhängigkeit gegenüber diesen Energiequellen nicht abzubauen vermögen. Ein Vorteil der Klimapolitik liegt auch in der Verringerung der Abhängigkeit von fossilen Energieträgern, welche die Schweiz vollständig aus dem Ausland importiert.

<sup>1</sup> Diese Gesamtsumme umfasst die Beträge für die Umsetzung des Klimaplanes und für Massnahmen, die bereits über das Budget 2021 finanziert wurden (1 790 000 Franken).

<sup>2</sup> World Economic Forum, 2019: The Global Risks Report, 14th Edition. Geneva, 2019. ISBN: 978-1-944835-15-6.



Der Kanton Freiburg wird, wie alle Regionen, finanziell belastet, wenn nichts unternommen wird, um die globale Erwärmung einzudämmen. Es ist jedoch schwierig, die Kosten der Untätigkeit auf regionaler Ebene genau zu bewerten. In der Literatur gibt es jedoch einige Referenzwerte. Eine Veröffentlichung aus dem Jahr 2019 schätzt, dass die Kosten der Untätigkeit, mit anderen Worten die Kosten einer unkontrollierten globalen Erwärmung, im Jahr 2050 einen jährlichen globalen Betrag erreichen werden, der 4% des BIP entspricht<sup>1</sup>. Ebenfalls laut dieser Studie würden die Kosten im Jahr 2050 maximal 1,5% des BIP pro Jahr betragen, wenn es uns gelänge, den globalen Temperaturanstieg gemäss den Zielen des Pariser Abkommens zu begrenzen. Der Vorteil einer Reduktion der THG-Emissionen auf Netto-Null würde also eine Einsparung von mindestens 2,5% des BIP im Jahr 2050 aufweisen. Die Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) schätzt in ihrem 2015 veröffentlichten Bericht über die wirtschaftlichen Folgen des Klimawandels, dass die Kosten der Untätigkeit (ohne zusätzliche Klimaschutzmassnahmen) bis 2100 einen Verlust von 10% des globalen BIP ausmachen könnten<sup>2</sup>. Die heute verfügbaren Zahlen zu den Kosten des Klimawandels sind als konservative Schätzungen zu betrachten, vor allem weil umfassende Kostenberechnungen fehlen, die alle Klimaauswirkungen berücksichtigen. Daher dürften die tatsächlichen Kosten voraussichtlich viel höher sein. Es scheint notwendig, an dieser Stelle darauf hinzuweisen, dass der Temperaturanstieg in der Schweiz bisher stärker ausgefallen ist (+2°C) als im Rest der Welt (+1°C) und dass unser Land vom Klimawandel deutlich betroffen ist.

In diesem Zusammenhang verfügt der Kanton Freiburg über interessante Handlungsperspektiven. Erneuerbare Energien sind zum Beispiel die Stromerzeugungsmethode der Zukunft und bieten ein grosses Entwicklungspotenzial. Die Kohlenstoffspeicherung in landwirtschaftlichen Böden und Wäldern könnte dank des technischen Fortschritts und der Präsenz von Forschungsinstituten wie Agroscope oder Grangeneuve ebenfalls ausgebaut werden. Forschung und Innovation beschränken sich dank der Präsenz akademischer Zentren (Hochschule für Technik und Architektur (HTA-FR), Universität Freiburg oder die verschiedenen Fachhochschulen) im Übrigen nicht auf die Landwirtschaft. Darüber hinaus wird die Innovation für den Klimaschutz auch durch ein Netzwerk aus etablierten Unternehmen, Start-ups und Innovationsvierteln wie BlueFACTORY und seinem Smart Living Lab gefördert. Insgesamt kann der gesamte Sektor der Privatwirtschaft einen grossen Beitrag zu Lösungen für den Kampf gegen die globale Erwärmung leisten und tut dies

zum Teil sogar schon. Gütesiegel, Selbstverpflichtungen und Innovationen sind gemeinsame Anstrengungen des Staates, der Gemeinden und der Unternehmen, die gefördert werden müssen. Im Allgemeinen ist die Erhaltung der Umwelt gut für die Beschäftigung. Bereits 2005 kam der Bund in einer Studie<sup>3</sup> zum Schluss, dass die Erhaltung bestehender oder die Schaffung neuer Arbeitsplätze in diesem Bereich den durch den Klimawandel verursachten Stellenabbau überwiegt. Die Zahl der Arbeitsplätze im Bereich der sogenannten sauberen Technologien ist in den letzten 5 Jahren um 25% gestiegen und machte 2016 fast 5% des helvetischen BIP aus<sup>4</sup>. Die Herausforderungen werden auch im Bereich der Weiterbildung und der beruflichen Neuorientierung für Berufe bestehen, die sich weiterentwickeln oder gar verschwinden werden.

Es ist daher von grösster Bedeutung, dass der Staat Freiburg und die Gemeinden bei der notwendigen Umstellung der Unternehmen und insbesondere der Landwirtschaft nicht die Kurve verpassen. Dies mit dem Ziel, deren Wettbewerbsfähigkeit zu erhalten und zu stärken und gleichzeitig weiterhin angenehme Lebensbedingungen für die gesamte Freiburger Bevölkerung zu gewährleisten. Indem der Staat Freiburg und die Gemeinden in die Reduktion von THG-Emissionen und die Anpassung an klimatischen Veränderungen investieren, investieren sie letztlich in das Wohlbefinden ihrer Bevölkerung und die Zukunft künftiger Generationen. Neben ihrer Vorbildfunktion werden der Staat und die Gemeinden als Träger des Wandels wahrgenommen, die diese Ziele gemeinsam mit den Einwohnerinnen und Einwohnern des Kantons Freiburg, die sich aktiv an einer verantwortungsbewussten Gemeinschaft der Bürgerinnen und Bürger beteiligen, verfolgen müssen.

## 1.10. Relevanz eines Kantonalen Klimagesetzes

Die verschiedenen oben entwickelten Elemente rechtfertigen in den Augen des Staatsrats, dem Grossen Rat die Annahme eines kantonalen Klimagesetzes vorzuschlagen, das Freiburg zu einem der Pionierkantone in diesem Bereich machen würde. Politisch gesehen wäre dies ein starker Entscheid des Gesetzgebers, welcher die Dringlichkeit und Notwendigkeit von Massnahmen zur Bekämpfung der globalen Erwärmung markieren würde.

In rechtlicher Hinsicht versteht sich der vorliegende Entwurf als Ergänzung zum internationalen und föderalen Rechtsrahmen. Er will die Klimapolitik des Kantons Freiburg in mehreren Aspekten stärken und legitimieren. Dieser kantonale Gesetzesentwurf hat somit die folgenden Ambitionen:

<sup>1</sup> Kahn, M. E., Mohaddes, K., Ng, R. N. C., Pesaran, M. H., Raissi, M., Yang, J.-C., 2019: Long-Term Macroeconomic Effects of Climate Change. A Cross-Country Analysis. Cambridge Working Papers in Economics 1965, Faculty of Economics, University of Cambridge.

<sup>2</sup> OECD (2015), The Economic Consequences of Climate Change, OECD Publishing, Paris.

<sup>3</sup> Académie suisse des sciences naturelles (SCNAT); Iten R., Peter M., Walz R., Menegale S., Blum M., 2005. Matériaux environnementaux n° 197. Office fédéral de l'environnement, de la forêt et du paysage, Berne. 210 S.

<sup>4</sup> Switzerland Global Enterprise, *La Suisse innove dans le secteur des technologies propres*, (<https://www.s-ge.com/fr/article/actualites/la-suisse-innove-dans-le-secteur-des-technologies-propres>) (27.05.2022)



- > zu den Verpflichtungen des Pariser Abkommens und der langfristigen Strategie des Bundesrates beizutragen, die dazu aufrufen, öffentliche Massnahmen auf allen Ebenen und in allen Sektoren auf das Ziel von Netto-Null-Emissionen bis 2050 auszurichten. Er konkretisiert auch die spezifischen Verantwortlichkeiten, die das CO<sub>2</sub>-Gesetz den Kantonen überträgt, insbesondere in Bezug auf energetische Massnahmen an Gebäuden (Art. 9) und die Begleitung von Gemeinden, Unternehmen und Konsumenten bei Klimaschutzmassnahmen (Art. 41);
- > die Legitimität der kantonalen Klimaziele (die heute vom Staatsrat festgelegt werden) zu stärken, indem sie dem Grossen Rat zur Beurteilung vorgelegt werden. Die Bedeutung und Tragweite dieser Ziele, insbesondere für künftige Generationen, rechtfertigen es, dass sie vom Parlament diskutiert und festgelegt werden;
- > die Klimaschutzmassnahmen langfristig zu verankern und auf eine breitere Basis zu stellen: dadurch wird staatliches Handeln im Klimabereich zu einer rechtlichen Verpflichtung mit klar definierten Konturen. Die Ausarbeitung und Überarbeitung des KKP wird zu einer ständigen Aufgabe des Staatsrats, die über die Legislaturprogramme hinausgeht, und stellt so sicher, dass die Massnahmen zur Erreichung der Klimaziele kontinuierlich weiterentwickelt werden;
- > die Klarheit und Rechtssicherheit zu verstärken: die Ziele, an denen sich die Behörden orientieren sollen, werden ausdrücklich benannt, wobei den von der jeweiligen Politik betroffenen Akteuren ein gewisser Handlungsspielraum eingeräumt wird;
- > dem KKP gegenüber den kantonalen Behörden einen verbindlichen Charakter zu verleihen: der Massnahmenplan kann über das Gesetz rechtsverbindliche Wirkungen entfalten. Die bindende Wirkung impliziert eine Verpflichtung zur Umsetzung durch die angestrebten kantonalen Behörden; er hat jedoch keine rechtlichen Auswirkungen auf Einzelpersonen oder Gemeinden;
- > den kantonalen Klimaplan mit einer langfristigen kantonalen Klimastrategie und einem konkreten Umsetzungs- und Kontrollmechanismus sowie mit einer Verpflichtung zur Koordination und Zusammenarbeit zwischen den betroffenen Direktionen und Verwaltungseinheiten auszustatten;
- > einen Mechanismus zur konsolidierten Finanzierung der Umsetzung des KKP einzuführen.

Der vorliegende Gesetzentwurf und der KKP sind als zwei sich ergänzende Instrumente konzipiert: Der KKP ist eine Konkretisierung der vom Gesetz auferlegten Ziele, während das Gesetz als Koordinierungsinstrument fungiert, mit dem die rechtliche Legitimität, die Wirksamkeit und die Nachhaltigkeit des KKP gewährleistet werden können.

Die zeitliche Gliederung – erst der KKP, dann die gesetzliche Verankerung – war von Anfang an so gewollt, da die

Schaffung einer gesetzlichen Grundlage zum Klimaschutz zunächst eine Massnahme des KKP selbst war. Die Motion 2019-GC-44 wirkte als Beschleuniger für seine Umsetzung.

## 2. Organisation der Arbeit und wichtigste Vorschläge

### 2.1. Organisation der Arbeit

Als Reaktion auf die Motion 2019-GC-44, die am 25. Juni 2020 vom Grossen Rat angenommen wurde, beauftragte die Direktion für Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt (RIMU) das AfU mit der Einleitung der Arbeiten. Im 4. Quartal 2020 wurde eine Arbeitsgruppe aus Vertreterinnen und Vertretern des AfU und des Generalsekretariats der RIMU gebildet, um mit den Überlegungen zur Form einer gesetzlichen Verankerung des KKP zu beginnen.

Auf der Grundlage der Forderungen der Motionäre identifizierte die Arbeitsgruppe zunächst die rechtlichen Möglichkeiten zur Verankerung des Klimathemas auf kantonaler Ebene. Aufgrund des transversalen und sektorübergreifenden Charakters der Klimapolitik wurde die Option einer spezifischen Rahmengesetzgebung zur Klimathematik gewählt. Ferner stellen die Ziele und Richtlinien in Bezug auf das Klima Grundsätze dar, die im Rahmen aller staatlichen Aktivitäten befolgt werden müssen. Die Option, sie in einer Rahmengesetzgebung festzulegen, ermöglicht (und bedingt) ihre Umsetzung im Rahmen des Vollzugs und der Revision der verschiedenen massgebenden sektoriellen Gesetze. Folglich hätte ein solcher Inhalt keinen Platz in einem sektoriellen Gesetz eher als in einem anderen gefunden, obwohl die Energiepolitik zum Beispiel eine der Säulen im Kampf gegen die globale Erwärmung ist.

Es hätte auch in Frage kommen können, diesen Inhalt in ein kantonales Ausführungsgesetz des Bundesgesetzes vom 7. Oktober 1983 über den Umweltschutz (USG; SR 814.01) zu integrieren, da der Klimawandel als schädliche oder lästige Einwirkung im Sinne des Artikels 74 der Bundesverfassung gilt. Der Kanton Freiburg verfügt jedoch derzeit über keine solche Gesetzgebung, zumal diese Thematik auf kantonaler Ebene durch sektoruelle Ausführungsgesetze geregelt ist.<sup>1</sup> Die Ausarbeitung einer solchen Rechtsgrundlage würde darüber hinaus einen erheblichen Zeit- und Ressourcenaufwand erfordern, der den Rahmen der Motion, der Anlass für den vorliegenden Vorentwurf war, bei weitem sprengen würde.

Die Schaffung eines Rahmengesetzes, das die Thematik legitimiert, wurde folglich als die aus rechtlicher Sicht, aber auch aus dem Blickwinkel der Kommunikation, effektivste Lösung angesehen. Die Arbeitsgruppe verfasste daraufhin einen ersten Entwurf eines kantonalen Klimagesetzes und

<sup>1</sup> Siehe insbesondere das Gesetz vom 13. November 1996 über die Abfallbewirtschaftung (ABG; SGF 810.2) und das Gesetz vom 7. September 2011 über belastete Standorte (AltlastG; SGF 810.3).

analysierte verschiedene Varianten für die Finanzierung der Massnahmen.

Der Gesetzentwurf wurde im März 2021 dem gemeinsamen COPIL Klima vorgelegt und war Gegenstand einer internen Vernehmlassung der staatlichen Ämter. Der COPIL Klima setzt sich aus Vertreterinnen und Vertretern jeder Direktion sowie den Staatsräten der Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion (VWBD) und der RIMU zusammen. Auf der Grundlage der in diesem Zusammenhang formulierten Anmerkungen konnten Verbesserungen und Präzisierungen am Vorentwurf angebracht werden. Dabei hatten alle Direktionen die Möglichkeit, zur ersten Version des Gesetzentwurfs Stellung zu nehmen.

## 2.2. Öffentliche Vernehmlassung

In seiner Sitzung vom 6. September 2021 hat der Staatsrat die öffentliche Vernehmlassung des Vorentwurfs genehmigt, woraufhin diese zwischen dem 8. September und dem 10. Dezember 2021 stattfand. Sie war in Hinblick auf die Beteiligung ein Erfolg:

- > es sind 70 Rückmeldungen eingegangen;
- > 38 Teilnehmende haben Stellung bezogen und Artikel kommentiert;
- > 15 Teilnehmende haben selbst keine Stellungnahme verfasst, schliessen sich aber der des Freiburger Gemeindeverbands (FGV) an.

Die Konsolidierung des Gesetzentwurfs infolge der eingebrachten Anmerkungen und Vorschläge wurde bis Juli 2022 fortgesetzt. In dieser Phase wurden wesentliche Änderungen am Entwurf vorgenommen und ein Entwurf vorgelegt, der den Überlegungen und Erwartungen der betroffenen Kreise näher kommt.

### 2.2.1. Ergebnisse

Die wichtigsten Ergebnisse der öffentlichen Vernehmlassung werden hier zusammengefasst.

#### *Ingress, Zweck und Ziele (Ingress, Artikel 1 und 2)*

Mehrere Teilnehmende forderten die Hinzufügung von internationalen Erlassen (IPCC-Berichte), eidgenössischen Erlassen (Langfristige Klimastrategie 2050, Art. 9 und 41 des CO<sub>2</sub>-Gesetzes), kantonalen Erlassen (Artikel in der Verfassung, um die Querschnittsdimension des Gesetzes zu markieren) oder die vom Grossen Rat im September 2021 verordnete Resolution zur Klimanotlage.

In Bezug auf die Ziele und Zwecke des Gesetzes beziehen sich viele Kommentare auf die Stärkung des Engagements und der Kompetenzen des Staates, insbesondere durch die Änderung

einiger «zahlenmässiger» Aspekte. So findet sich die Forderung nach einer Verpflichtung auf 1,5°C und nicht auf 2 °C, Ziele von mindestens 60% oder gar 65% **Reduktion** der THG-Emissionen und Netto-Null-Emissionen für 2040 anstelle von 2050. Verschiedene Konzepte müssen erläutert oder in den Entwurf aufgenommen werden, wie z. B. das Konzept der Kohlenstoffsenken und die Unterstützung von Technologien zur Abscheidung und Speicherung von Kohlenstoff, das Konzept der indirekten Emissionen, Ziele für einzelne Sektoren oder eine lineare Kurve für die THG-Emissionsreduktion.

#### *Kantonaler Klimaplan (Artikel 9)*

Einerseits wird eine Unterscheidung von Strategie und Aktionsplan gewünscht: die Klimastrategie ist der Rahmen für alle Gemeinwesen (Gemeinden und Kanton), die ihre jeweiligen Aktionspläne aufstellen.

Andererseits wird in verschiedenen Anfragen die Integration weiterer inhaltlicher Elemente in den KKP verlangt, namentlich: der Bedarf an Finanzmitteln und an Personal, die Ziele der unterschiedlichen Sektoren, die Bewertungsinstrumente sowie die zu ergreifenden Sanktionen und Massnahmen, wenn Ziele nicht erreicht werden.

Die Frage, welche Behörde für die Verabschiedung des KKP zuständig ist, hat zu zahlreichen Bemerkungen geführt. Es wird hauptsächlich eine aktivere Rolle des Grossen Rates in diesem Prozess vorgeschlagen.

#### *Überprüfung und Überwachung (Artikel 10)*

Es wird grundsätzlich eine Verstärkung des Monitorings der Umsetzung des Gesetzes gefordert. In diesem Zusammenhang werden verschiedene Möglichkeiten zur Stärkung vorgeschlagen (Jahresbericht, Überprüfung des KKP alle zwei Jahre, Einrichtung eines Büros für die Evaluation usw.), wobei jedoch Massnahmen und konkrete Resultate priorisiert werden sollen und gleichzeitig verhindert werden soll, dass ein übermässiger Anteil der verfügbaren Ressourcen einem zu detaillierten Monitoring zugewiesen werden.

#### *Gemeinden (Artikel 15)*

Die zentrale Rolle der Gemeinden im Kampf gegen die globale Erwärmung wird von vielen Teilnehmenden betont. Einige von ihnen äussern jedoch ihre Angst vor einem Autonomieverlust und schlagen vor, dass die Gemeinden ihre eigene Klimapolitik festlegen sollten. Andere Teilnehmende hingegen fordern, dass die Rolle der Gemeinden stärker eingegrenzt und ihre Pflichten verstärkt werden, z. B. indem die Reduktionsziele auch für die Gemeinden verbindlich gemacht werden, sie stärker in die Massnahmen eingebunden werden oder ihnen sogar eine CO<sub>2</sub>-Bilanz oder die Erstellung eines kommunalen Klimaplan vorgeschrieben wird.

Die finanzielle und technische Unterstützung der Gemeinden wird als sehr wesentlich betrachtet und muss gewährleistet werden. Mehrere Teilnehmende fordern zudem, dass die Gemeinden den partizipativen Prozess im Vorfeld der öffentlichen Vernehmlassung des KKP integrieren.

### *Finanzierung und Subventionen (Artikel 16 und 17)*

Mehrere Teilnehmende betonen, dass die eingesetzten und geplanten Mittel unzureichend sind und dass es eine starke Diskrepanz zwischen den Zielen des Gesetzes und den bereitgestellten Mitteln gibt.

Der Vorentwurf, der zur öffentlichen Vernehmlassung vorgelegt wurde, enthielt keinen Vorschlag für die Einrichtung eines Klimafonds. Eine Reihe von Teilnehmenden wünscht die Einführung eines solchen, um die notwendigen Finanzierungen auf Dauer zu sichern. Es werden mehrere Wege diskutiert, um diesen Fonds zu speisen:

- > über einen Teil des Kantonsvermögens;
- > über einen Teil der Abgaben des Bundes;
- > über zusätzliche Beträge, die durch Dekrete zugewiesen werden;
- > über einen jährlichen Mindestbeitrag;
- > über einen Prozentsatz der zusätzlichen Transfers der SNB an den Kanton Freiburg;
- > über einen jährlichen Beitrag der Gemeinden, der sich nach ihrer Bevölkerungszahl richtet.

Einige andere Teilnehmende sprachen sich gegen eine solche Fondsbildung aus, da sie diese mit der Einführung von Steuern verknüpft vermuten, was sie ebenfalls ablehnen.

Was den Aspekt der Subventionen betrifft, so wird das Prinzip recht gut akzeptiert; über ihre Verwendung gehen die Meinungen und Vorschläge auseinander. Dabei wird unter anderem Folgendes angesprochen:

- > die ausgeschüttete Subvention muss 100% der anrechenbaren Kosten betragen;
- > der Staat beteiligt sich zu mindestens 50% an der Finanzierung von Massnahmen, die in einem kommunalen Klimaplan festgelegt werden;
- > die Subvention darf nicht für Projekte bereitgestellt werden können, die zwar die Treibhausgasemissionen reduzieren könnten, aber anderen überwiegenden Interessen, z. B. der Biodiversität, schaden würden;
- > finanzielle Kompensationen und Umstellungshilfen für Wirtschaftsakteure, die eine klimaschädliche Tätigkeit aufgeben müssen, sowie für Menschen, die von den Folgen des Klimawandels betroffen sind, gezahlt werden sollen;
- > wird gefordert, im Gesetzentwurf bestimmte präzise Technologien (Wärmepumpen) oder Grossprojekte

(Wasserinfrastruktur) zu erwähnen, die vorrangig unterstützt werden sollten.

### **2.3. Die wichtigsten Änderungen am Vorentwurf**

Die wichtigsten Änderungen, die aufgrund der Rückmeldungen aus der öffentlichen Vernehmlassung vorgenommen wurden, sind die Folgenden:

- > Im Ingress wurden die Empfehlungen des Amtes für Gesetzgebung und einige Anträge auf Hinzufügung von Verweisen auf die Verfassung des Kantons Freiburg aufgenommen;
- > Artikel 2 nimmt als Staatsziel die Entwicklung von Kohlenstoffsinken auf und integriert ausdrücklich die Ziele des Kantons in Bezug auf indirekte Emissionen;
- > Artikel 3 wurde ergänzt, indem einige spezifische Regelungsbereiche wie der Naturschutz aufgenommen wurden, und die Formulierung von Absatz 2 wurde verbessert;
- > Artikel 6 wurde vollständig überarbeitet, um den strukturellen Rahmen und den Inhalt des KKP festzulegen;
- > In Artikel 10 wurde die hohe Erwartung an ein verstärktes Monitoring aufgenommen. Eine alle 5 Jahre erneuerte CO<sub>2</sub>-Bilanz des kantonalen Territoriums ist nun ebenso vorgesehen wie die Veröffentlichung eines Evaluationsberichts zum KKP am Ende seiner Umsetzung;
- > Artikel 15 zu den Gemeinden wurde überarbeitet. Unter anderem wird die Verpflichtung für Gemeinden mit mehr als 1500 Einwohnerinnen und Einwohnern eingeführt, einen kommunalen Klimaplan zu erstellen.

### **2.4. Die wichtigsten Vorschläge**

Der vorliegende Gesetzentwurf wurde um die folgenden Hauptvorschläge herum erarbeitet:

- > Festlegung der kantonalen Ziele für die Reduktion der THG-Emissionen, die Anpassung an den Klimawandel und die Entwicklung künstlicher und natürlicher Kohlenstoffsinken sowie die Umsetzung von Massnahmen zur Erreichung dieser Ziele.

Der Staat hat es sich zur Aufgabe gemacht, im Klimabereich tätig zu werden und verpflichtet sich in quantifizierter und damit objektiv messbarer Weise, die notwendigen Massnahmen zu ergreifen, um die Auswirkungen sowie die Risiken, die durch den Klimawandel hervorgerufen werden, zu begrenzen. Er setzt sich selbst und freiwillig Ziele, die mit internationalen und bundesweiten Zielen übereinstimmen und es ermöglichen, öffentliche Massnahmen sowohl zur Reduktion von THG als auch zur Anpassung an den Klimawandel sowie zur Bindung von CO<sub>2</sub> zu lenken. Auf diese Weise signalisiert er seine Absicht, angesichts dieser globalen Problematik «aktiv

seinen Teil beizutragen». Er will sich daher dazu verpflichten, die THG-Emissionen in seinem Umfang und mit seinen Mitteln zu begrenzen. Es zielt auf die Reduktion der direkten und indirekten THG-Emissionen sowie die Neutralisierung der verbleibenden THG-Emissionen ab.

> Vereinbarkeit von Finanzströmen mit Klimafragen

Neu im Pariser Abkommen ist das ausdrückliche Ziel, die Finanzströme mit einem Entwicklungsprofil vereinbar zu machen, das auf eine Entwicklung mit geringen THG-Emissionen und der Widerstandsfähigkeit gegenüber dem Klimawandel abzielt (Art. 2.1.c). Die internationale Gemeinschaft ist sich einig, dass die Finanzmärkte eine proaktive Rolle beim Übergang zu einer klimafreundlichen Weltwirtschaft spielen müssen. Der Finanzsektor umfasst unter anderem Versicherungen, Pensionskassen, Vorsorgeeinrichtungen und Stiftungen, Banken, Fondsleitungen und Wertpapierhäuser. Wie der Bundesrat in der Botschaft zum Entwurf des CO<sub>2</sub>-Gesetzes vom 1. Dezember 2017 sowie im erläuternden Bericht vom 17. Dezember 2021 zum Entwurf der Revision des CO<sub>2</sub>-Gesetzes<sup>1</sup> betonte, können die heute getätigten Investitionen, insbesondere im Hinblick auf die Energieversorgung oder für Infrastrukturen, einen erheblichen Einfluss auf die künftigen THG-Emissionen haben<sup>2</sup>.

Der Kanton Freiburg ist sich der wichtigen Rolle bewusst, die der Finanzsektor bei der Erreichung der Klimaziele spielen kann, und muss sich daher im Rahmen seiner Zuständigkeiten konkret dafür einsetzen, dass die Finanzströme der Finanzmarktakteure mit den von ihm festgelegten Klimazielen vereinbar sind.

> Berücksichtigung von ökologischen, sozialen und wirtschaftlichen Herausforderungen

Klimaschutzmassnahmen sind nur dann wirksam, wenn sie ökologisch, wirtschaftlich und sozial nachhaltig sind. Die Grundsätze, dass der Übergang zu Netto-Null im Einklang mit anderen Umweltbereichen, auf wirtschaftlich tragbare und sozialverträgliche Weise erfolgen muss, wurden als strategische Priorität der Klimastrategie 2050 des Bundes festgelegt. Hier ist eine Unterstützung durch die Kantone und Gemeinden unerlässlich.

> Berücksichtigung der Klimafragen bei staatlichen Aufgaben und Aktivitäten

Die Ziele sind die Reduktion der THG-Emissionen, die Stärkung der Kohlenstoffsenken und die Anpassung an den Klimawandel. Es geht also darum, diese Elemente

vollständig zu berücksichtigen und sie von Anfang an in jedes Projekt oder jede Massnahme des Staates einzu beziehen, bis sie zu einem automatischen «Reflex» beim Aufbau der öffentlichen Tätigkeit und bei der politischen Entscheidungsfindung werden. Es wird nun eine entsprechende Evaluation eingeführt, um die Klimaauswirkungen bestimmter staatlicher Projekte zu überprüfen. Ebenso wird eine Evaluation der finanziellen Auswirkungen durch die Finanzdirektion durchgeführt. In den Ausführungsbestimmungen wird festgelegt, welche Projekte einer Evaluation unterzogen werden.

> Ausbildung, Information und Sensibilisierung der Öffentlichkeit in Bezug auf Klimafragen

Diese Aspekte sind unerlässlich, um die Wirksamkeit der durchgeführten Massnahmen zu erhöhen, das Bewusstsein für die aktuelle Situation zu schärfen und jede Einzelne und jeden Einzelnen dazu zu bringen, sich im Rahmen ihrer oder seiner Möglichkeiten zu beteiligen. Dies beinhaltet unter anderem die Förderung der Ausbildung von Personen, die im Bereich Klimaschutz tätig sind, die Information der Öffentlichkeit über die Entwicklung der THG-Reduktionen und die Anpassung an den Klimawandel sowie die technische und finanzielle Unterstützung der verschiedenen Akteure (Gemeinden, Unternehmen, Privatpersonen). Es geht auch darum, die Forschung dazu anzuregen, herauszufinden, wie Prozesse verbessert werden können oder sogar Lösungen für die Folgen vergangener Handlungen zu finden.

> Gewährung von Subventionen

Die Beteiligung aller gesellschaftlichen Akteure ist angesichts der globalen Herausforderung durch den Klimawandel unerlässlich und wird daher gefördert, da das Erreichen der festgelegten Ziele Anstrengungen auf allen Ebenen und in allen Bereichen der Gesellschaft erfordert. So soll unterstützt werden, wer sich ganz konkret für die Erreichung der gesetzten Ziele einsetzt, seien es Unternehmen, Gemeinden, Vereine, privatrechtliche oder öffentlich-rechtliche Institutionen oder Bürgerinnen und Bürger. Innovation, insbesondere die Entwicklung neuer Geschäftsmodelle und Technologien, spielt eine zentrale Rolle, sowohl bei der Erreichung von Klimazielen als auch von sozialen, wirtschaftlichen und ökologischen Zielen.

> Einführung eines KKP (Verfahren, Zuständigkeit, Form, Natur und rechtliche Auswirkungen)

Der Staatsrat wird beauftragt, eine Strategie festzulegen und einen Aktionsplan zu erstellen, um die Ziele zur Reduktion der THG-Emissionen und zur Anpassung an den Klimawandel zu erreichen. Der Gesetzentwurf legt den allgemeinen Inhalt des KKP und die Verfahren für die Annahme, Überprüfung und Überwachung sowie für Änderungen des KKP fest.

<sup>1</sup> Département fédéral de l'environnement des transports, de l'énergie et de la communication, Rapport explicatif du 17 décembre 2021 relatif au projet mis en consultation, p. 26.

<sup>2</sup> Conseil fédéral, Message du 1<sup>er</sup> décembre 2017 relatif à la révision totale de la loi sur le CO<sub>2</sub> pour la période postérieure à 2020, FF 2018 229, p. 252.



> Zusammenarbeit mit den Gemeinden

Die Gemeinden sind unmittelbar vom Klimawandel und den zu erwartenden Auswirkungen auf ihr Gebiet und ihre Bevölkerung betroffen. Beispiele hierfür sind Hitzeperioden oder unsichere Schneeverhältnisse in tiefer gelegenen Skigebieten<sup>1</sup>. Es ist daher unerlässlich, dass sie sich über ihre Vorbildfunktion hinaus verpflichten, zur Erreichung der kantonalen Ziele beizutragen, indem sie auf ihrer Ebene Massnahmen zur Anpassung ihres Gebiets an die negativen Folgen des Klimawandels ergreifen und zur Vermeidung des Klimawandels Massnahmen zur Verringerung ihrer THG-Emissionen umsetzen. Die Gemeinden spielen eine wichtige Rolle, da sie über Kompetenzen in vielen Bereichen, Autonomie und Ortskenntnis verfügen und somit der Bevölkerung, den Verbänden und Unternehmen am nächsten sind.

Die Gemeinden müssen daher sowohl als Partner als auch in ihrer Rolle als Behörden in den Prozess und in die Umsetzung von Massnahmen eingebunden werden, die zur Erreichung der kantonalen Ziele beitragen. Es ist absolut notwendig, dass sie ermutigt und begleitet werden, um ihre Einwohnerinnen und Einwohner für Klimafragen zu sensibilisieren. Der Staat muss sie sowohl technisch als auch finanziell bei den Schritten unterstützen, die sie unternehmen und die ihren Ressourcen entsprechen. Die Gemeinden verpflichten sich an der Seite des Staates Freiburg, die Umsetzungsziele des vorliegenden Gesetzes zu erreichen, Massnahmen zu ergreifen, die klimatischen Herausforderungen in ihren Projekten und Aktivitäten zu berücksichtigen, um zu den Zwecken und Zielen des vorliegenden Gesetzes beizutragen. Gemeinden mit mehr als 1500 Einwohnerinnen und Einwohnern werden aufgefordert, eine kommunale Planung zu erstellen. Die Mobilisierung und Koordination der kantonalen und kommunalen Anstrengungen ist somit unerlässlich.

> Finanzierungsmechanismen

Um den in der kantonalen Klimapolitik vorgesehenen Massnahmen zur Entfaltung zu verhelfen, gegen den Klimawandel resilient zu sein und die Ziele zur Reduktion der THG-Emissionen zu erreichen, sind konsolidierte Finanzierungsmechanismen unerlässlich.

Zum einen wird vorgeschlagen, dass der Staatsrat dem Grossen Rat regelmässig Anträge für Verpflichtungskredite unterbreitet. Andererseits ist vorgesehen, den Infrastrukturfonds zu nutzen, um bestimmte Massnahmen zur Erreichung der in diesem Gesetz festgelegten Ziele zu finanzieren. In diesem Sinne hat der Staatsrat beschlossen, einen Betrag von 25 Millionen Franken aus diesem Fonds für eigene Investitionen oder Subventionen für Investitionen bereitzustellen. Es ist jedoch vorgesehen,

Artikel 24g Abs. 1 der des Ausführungsreglements zum Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates (FHR, SGF 610.11) anzupassen, um spätere Dotierungen dieses Fonds auf sicherere und regelmässige Weise gemäss den finanziellen Möglichkeiten des Staates zu ermöglichen. Die betreffenden Beträge werden je nach den zu finanzierenden Projekten in den Haushalt eingestellt und von den für die Umsetzung zuständigen Ämtern koordiniert.

### 3. Kommentare zu den einzelnen Bestimmungen

#### Allgemeine Bestimmungen

##### Artikel 1 – Zweck

##### Abs. 1

Absatz 1 definiert den Zweck des Gesetzes und grenzt den Anwendungsbereich des Gesetzes ab. Der Schutz des Menschen und seiner natürlichen Umwelt vor den schädlichen Auswirkungen des Klimawandels wird in den Mittelpunkt des Textes gestellt.

Der Klimawandel gilt als schädliche oder lästige Einwirkung im Sinne von Artikel 74 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft vom 18. April 1999 (BV; SR 101<sup>2</sup>). Gestützt auf Artikel 71 Abs. 1 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV/FR; SGF 10.1), müssen der Staat und die Gemeinden für den Schutz der natürlichen Umwelt sorgen und jeder Form von Verschmutzung und schädlicher Einwirkung entgegenwirken.

Unter den schädlichen Auswirkungen oder Folgen des Klimawandels werden die negativen Auswirkungen auf das Leben der Menschen, die Existenzgrundlagen, die Gesundheit, die Ökosysteme, das wirtschaftliche, soziale und kulturelle Erbe, die Dienstleistungen und die Infrastruktur verstanden (mehr Todesfälle durch Hitzeperioden, höhere Risiken durch Naturgefahren, Ertragseinbussen bei bestimmten Kulturen, Belastung natürlicher Lebensräume, höhere Instabilität des internationalen Handels usw.)<sup>3</sup>.

Absatz 1 führt darüber hinaus eine erhöhte Schutzpflicht für die am meisten gefährdeten Menschen und Ökosysteme ein. Anhand dieses Kriteriums der Verwundbarkeit können dann Handlungsprioritäten formuliert werden. Massnahmen,

<sup>2</sup> Conseil fédéral, Message du 26 août 2009 relatif à la politique climatique suisse après 2012, FF 2009 44 p. 6723 ss.

<sup>3</sup> GIEC, 2014: Changements climatiques 2014: Incidences, adaptation et vulnérabilité – Résumés, foire aux questions et encarts thématiques. Contribution du Groupe de travail II au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [Publié sous la direction de Field, C.B., V.R. Barros, D.J. Dokken, K.J. Mach, M.D. Mastrandrea, T.E. Bilir, M. Chatterjee, K.L. Ebi, Y.O. Estrada, R.C. Genova, B. Girma, E.S. Kissel, A.N. Levy, S. MacCracken, P.R. Mastrandrea et L.L. White]. Organisation météorologique mondiale, Genève (Suisse), 201 pages (in folgenden Sprachen publiziert: Englisch, Arabisch, Chinesisch, Spanisch, Französisch und Russisch).

<sup>1</sup> Siehe changement climatique et développement territorial, ARE, 2013.

die auf die empfindlichsten Ökosysteme abzielen, sind z. B. Massnahmen zur Schaffung und Renaturierung von Feuchtgebieten, die wichtige Lebensräume für die biologische Vielfalt verbessern und sie widerstandsfähiger machen. Der Schutz des Lebens und der körperlichen Unversehrtheit gefährdeter Personen erfolgt durch sehr vielfältige Massnahmen, wie zum Beispiel durch Massnahmen zur Bekämpfung städtischer Wärmeinseln (Begrünung, Beschattung, Wasserflächen usw.), die es ermöglichen, die Gesundheit und das Wohlbefinden dieser Personen vor Hitzewellen zu schützen.

## Abs. 2

### Bst. a

Buchstabe a basiert auf dem im Pariser Abkommen festgelegten Kernziel, zu dem der Kanton Freiburg beitragen möchte, nämlich den Anstieg der globalen Durchschnittstemperatur auf deutlich unter 2° C und möglichst auf 1,5° C im Vergleich zum vorindustriellen Niveau zu begrenzen. Das Endziel ist tatsächlich die Begrenzung der Erwärmung auf 1,5° C. Das IPCC<sup>1</sup> wies 2018 darauf hin, dass ein weiterer Anstieg der globalen Temperatur um nur ein halbes Grad die Auswirkungen der globalen Erwärmung erheblich verstärken würde. Bei einem globalen Anstieg von 2° C wären die Hitzeextreme in allen bewohnten Gebieten deutlich stärker ausgeprägt als bei 1,5° C. Die Schweiz verpflichtet sich, das Ziel, den Temperaturanstieg auf 1,5° C zu begrenzen, besonders anzustreben, indem sie 2014 bei deren Gründung Mitglied der High Ambition Coalition<sup>2</sup> wurde.

Um dieses Ziel zu erreichen, verpflichtet sich die Schweiz, ihre THG-Emissionen zu reduzieren, und zwar sowohl die THG-Emissionen, die innerhalb der Grenzen entstehen (direkt), als auch die THG-Emissionen, die ausserhalb der Grenzen entstehen (indirekt), insbesondere was die Emissionen im Zusammenhang mit dem Gütertransport betrifft<sup>3</sup>. Die Berücksichtigung aller von der Schweizer Bevölkerung verursachten THG-Emissionen, ob direkt oder indirekt, ist für die Erreichung des planetaren globalen Ziels von entscheidender Bedeutung. Auch der Kanton muss dies berücksichtigen.

### Bst. b und c

Die Verpflichtung des Staates, eine aktive Klimapolitik im Rahmen der ihm durch die Bundes- und Kantonsgesetzgebung zugewiesenen Kompetenzen zu verfolgen, betrifft 3 Aspekte:

<sup>1</sup> GIEC 2018: Rapport spécial sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels et les trajectoires associées d'émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté: Résumé à l'intention des décideurs.

<sup>2</sup> High Ambition Coalition (HAC) 2021, High Ambition Coalition COP 26 Leaders' Statement.

<sup>3</sup> Bundesrat, Bericht vom 27. Januar 2021 über die langfristige Klimastrategie der Schweiz.

- > die Reduktion der THG-Emissionen an der Quelle (die angestrebten THG werden in Artikel 1 der CO<sub>2</sub>-Verordnung aufgeführt) und die Aufnahmefähigkeit der Kohlenstoffsinken im Gebiet, d. h. sicherzustellen, dass die Leistungen der Kohlenstoffsinken im Kanton die Erreichung der Kohlenstoffneutralität ermöglichen (Bst. b);
- > die Anpassung an die schädlichen Auswirkungen des Klimawandels, d. h. Massnahmen, die es natürlichen Systemen ermöglichen, sich anzupassen und auch erlauben, betroffene Infrastrukturen an aktuelle oder zukünftige Klimaänderungen anzupassen (Bst. c).

### Bst. d

Der Staat möchte sich an den internationalen und nationalen Bemühungen beteiligen, die darauf abzielen, die Finanzströme mit den Klimazielen vereinbar zu machen. Die von den Finanzmarktakteuren im Kanton Freiburg getätigten Investitionen können nämlich einen grossen Einfluss auf die zukünftigen THG-Emissionen haben.

Dieses Ziel soll zunächst durch freiwillige Massnahmen des Finanzsektors erreicht werden. Der Staat wird seine Rolle spielen, insbesondere:

- > Finanzmarktakteure wie Banken, Vermögensverwalter, Pensionskassen und Versicherungen mit Sitz im Kanton ermutigen und unterstützen, die Klimabilanz ihrer Finanzportfolios zu analysieren, beispielsweise durch die Verwendung der kostenlosen und verfügbaren Paris Agreement Capital Transition Assessment (PACTA-Methode), die mit der Unterstützung der Europäischen Kommission, der deutschen und der Schweizer Regierung sowie der Grundsätze für verantwortungsbewusstes Investment (PRI) der Vereinten Nationen entwickelt wurde. Diese ermöglicht eine standardisierte Analyse von Portfolios, die Aktien, Obligationen und andere Kreditinstrumente umfassen);
- > indem sie die Finanzmarktakteure und -akteurinnen im Kanton Freiburg auffordert, alle klimabedingten (finanziellen und nicht-finanziellen) Risiken zu identifizieren, zu bewerten und angemessen zu behandeln und ihre Instrumente und Prozesse dafür gegebenenfalls weiterzuentwickeln (Berücksichtigung von Klimarisiken beim Risikomanagement);
- > indem er durch seine finanzielle Beteiligung am Aktienkapital von öffentlich- oder privatrechtlichen Gesellschaften oder durch seine Darlehen an diese darauf achtet, dass die getätigten Investitionen auf die Klimaziele des Kantons Freiburg abgestimmt sind. Die Vertreterinnen und Vertreter in den Verwaltungsräten sind verpflichtet, die Anwendung der PACTA-Methode und die Berücksichtigung von Klimarisiken beim Risikomanagement zu fördern (siehe die beiden zuvor beschriebenen Elemente).

In einem zweiten Schritt werden die Überlegungen einer besseren Berücksichtigung der klimatischen Herausforderungen in sektoriellen Gesetzen, wie dem Gesetz über die Pensionskasse des Staatspersonals (PKG; SGF 122.73.1) und dem Gesetz über die Freiburger Kantonalbank (FKBG; SGF 961.1), sowohl von den Direktionen als auch vom Staatsrat im Rahmen der jeweiligen Politik angesprochen werden müssen.

## Artikel 2 Ziele der Umsetzung

Artikel 2 definiert die konkreten Ziele zur Emissionsreduktion, zur Anpassung an den Klimawandel und zur Stärkung der Bindungskapazität der Kohlenstoffsenken, die sich der Kanton setzt, um die in Artikel 1 festgelegten allgemeinen Ziele zu erreichen und der Verpflichtung des Staates und der Gemeinden nachzukommen, die zur Erreichung dieser Ziele notwendigen Massnahmen zu ergreifen. Diese Ziele bilden die 3 Hauptbereiche der Klimapolitik des Staates.

### Abs. 1 und 2

Die Absätze 1 und 2 legen die vom Staat Freiburg und den Gemeinden angestrebten Klimaziele zur Reduktion der THG-Emissionen fest. Absatz 1 übernimmt die vom Staatsrat im November 2019 beschlossenen und im KKP formalisierten Ziele.

Unter Reduktionszielen versteht man:

- > Verminderung bis 2030 der direkten THG-Emissionen um 50% gegenüber 1990. Direkte Emissionen entstehen auf dem kantonalen Territorium bei der Verbrennung fossiler Energieträger oder durch die mit dem Vieh verbundenen Emissionen. Die 3 wichtigsten Emissionsquellen sind die Landwirtschaft (ungefähr 33% der direkten Emissionen), der Transport (gegen 31% der direkten Emissionen) und die Wärmeerzeugung für Gewerbe und/oder Wohnen (24% der direkten Emissionen).

Die direkten Freiburger Emissionen im Jahr 1990 wurden auf 1,8 Mio. t CO<sub>2</sub>-Äq. geschätzt (ca. 3,3% der nationalen Emissionen von 1990)<sup>1</sup>. In der Freiburger Kohlenstoffbilanz wurden die direkten Emissionen des Kantons für das Jahr 2017 auf 1,6 Mio. t CO<sub>2</sub>-Äq. geschätzt. Mit den festgelegten Zielen dürfen die Freiburger Emissionen bis 2030 nicht mehr als 0,9 Mio. t CO<sub>2</sub>-Äq. betragen. Der Kanton muss daher seine Emissionen bis 2030 um etwa 0,7 Mio. t CO<sub>2</sub>-Äq. senken.

<sup>1</sup> Die Schätzung der Freiburger Emissionen von 1990 basiert auf den Daten des nationalen Inventars der THG-Emissionen (National Inventory Report NIR). Die Daten des Schweizer NIR können auf der folgenden Website eingesehen werden: <https://www.bafu.admin.ch/bafu/de/home/themen/klima/zustand/daten/treibhausgasinventar.html> (08.07.2022).

- > Bis 2050 verpflichten sich der Staat Freiburg und die Gemeinden, das Ziel der Netto-Null-Emissionen zu erreichen. Die verbleibenden THG-Emissionen müssen durch Sequestrierung neutralisiert werden. Der Bundesrat schätzt die Menge der unvermeidbaren Emissionen in der Schweiz auf etwa 12 Mio. t CO<sub>2</sub>-Äq. im Jahr 2050. Bezogen auf den Kanton Freiburg werden die unvermeidbaren Emissionen im Jahr 2050 auf etwa 0,4 Mio. t CO<sub>2</sub>-Äq. geschätzt.

- > Der Staat und die Gemeinden verpflichten sich ausdrücklich, alle notwendigen und möglichen Massnahmen zu ergreifen, um ihre indirekten, d. h. ausserhalb des Kantons entstandenen Emissionen zu reduzieren. Diese Emissionen sind beträchtlich, sie machen 60,3% der Gesamtemissionen des Kantons aus, wovon 4,75% auf importierten Strom zurückzuführen sind. Sie stehen im Zusammenhang mit der Produktion und dem Transport von Gütern und Lebensmitteln, die im Kanton konsumiert werden (rund 40% der indirekten Emissionen), mit Finanzinvestitionen (mehr als ein Drittel der indirekten Emissionen) oder mit der ausserkantonalen Mobilität der Freiburger Bevölkerung.

Diese Massnahmen sind unerlässlich, da in einigen Fällen die Reduktion der indirekten THG-Emissionen keine positiven Auswirkungen auf die Reduktion der direkten Emissionen des Kantons haben wird. Dennoch wird der Nutzen für den Planeten ein enormer Fortschritt sein; so sind z. B. flankierende Massnahmen für eine lokale Ernährung betroffen. Die Verringerung dieser Emissionen hängt auch von einer Änderung des Verhaltens und der Konsumgewohnheiten der Bürgerinnen und Bürger ab. Daher müssen alle Massnahmen ergriffen werden, die in den Zuständigkeitsbereich des Staates und der Gemeinden fallen, um die indirekten Emissionen des Kantons zu reduzieren. Dies kann unter anderem durch ein Verbot oder eine Einschränkung der Verwendung von Einwegplastik, Massnahmen zur klimaverträglichen Gestaltung von Finanzströmen, Sensibilisierung und Ermutigung zu einem lokalen und verantwortungsbewussten Konsum geschehen. Die Entwicklung der indirekten Emissionen ist jedoch schwer zu quantifizieren, weshalb sich der Staat kein quantifiziertes Ziel setzt, sondern sich verpflichtet, im Rahmen seiner Möglichkeiten zu ihrer Reduktion beizutragen. Es wird auch darauf geachtet, dass die Bemühungen des Bundes und des Kantons gemeinsam und komplementär sind.

Das Monitoring des Grades der Zielerreichung wird durch die folgenden Instrumente ermöglicht:

- > Die Entwicklung des nationalen THG-Inventars wird es ermöglichen, die Auswirkungen der klimapolitischen Instrumente der Bundesregierung und aller regionalen Klimastrategien zu bewerten;

- > Die Entwicklung der CO<sub>2</sub>-Bilanz des Kantons Freiburg wird es ermöglichen, die Auswirkungen von kantonalen und ausserkantonalen Massnahmen auf die vom Kanton verursachten Emissionen spezifischer zu verfolgen;
- > Das Monitoring von Indikatoren, die für bestimmte Massnahmen des KKP spezifisch sind, wird es ermöglichen, die Menge der THG-Emissionen zu schätzen, die durch die jeweiligen Massnahmen reduziert oder vermieden werden.

### Abs. 3

In Absatz 3 werden die vom Staat Freiburg und den Gemeinden angestrebten Klimaziele für die Anpassung festgelegt.

Die THG-Konzentration in der Atmosphäre könnte nicht nur die Infrastruktur, sondern alle Lebewesen schädigen. Die zunehmende Häufigkeit und Intensität von Hitzewellen, starken Regenfällen und Dürreperioden können Menschen schädigen oder das Überleben von Tier- und Pflanzenarten gefährden. Absatz 3 stellt klar, dass sich der Staat und die Gemeinden mit ihren Zielen nicht nur für den Schutz von Menschen und ihren Interessen einsetzen, sondern auch für den Schutz von Tieren, Pflanzen und ihren Lebensräumen. Der Absatz stellt auch klar, dass Güter von erheblichem Wert, wie historische Stätten oder auch bestimmte Gebäude oder Infrastrukturen, ebenfalls vor den schädlichen Auswirkungen des Klimawandels geschützt werden müssen. Die Anpassungsziele des Staates Freiburg und der freiburgischen Gemeinden sind somit kohärent mit der Strategie des Bundes zur Anpassung an den Klimawandel und berücksichtigen alle Sektoren, die direkt oder indirekt vom Klimawandel betroffen sein können (Management der Biodiversität, Umgang mit Naturgefahren, Gesundheit von Mensch und Tier, Bodenschutz usw.).

### Abs. 4

In Absatz 4 werden die Klimaziele für die Kohlenstoffabscheidung und -sequestrierung festgelegt. Dies entspricht der aktuellen Feststellung und den Bedenken des Bundes. Tatsächlich kommt der Bericht über negative CO<sub>2</sub>-Emissionen, der 2020 vom Ständerat als Antwort auf das Postulat 18.4211<sup>1</sup> verabschiedet wurde, zum Schluss, dass die langfristigen Klimaziele nur mit negativen Emissionen erreicht werden können. Daraus geht hervor, dass der Bund die Rahmenbedingungen für die Entwicklung dieser Technologien schaffen muss, mit dem Ziel, CO<sub>2</sub> aus der Atmosphäre zu entfernen und dauerhaft zu speichern.

Die Forschungs- und Innovationszusammenarbeit im Bereich der Negativemissionstechnologien (NET) muss unterstützt werden. Im Entwurf zur Revision des CO<sub>2</sub>-Gesetzes vom 17. Dezember 2021 wurde dieser Begriff übrigens vertieft. Er definiert den Begriff Senkenleistung als «die international anrechenbare Bilanz über die Treibhausgasemissionen und die CO<sub>2</sub>-Aufnahme in Kohlenstoffspeichern». Laut Bundesrat<sup>2</sup> gebietet das Vorsorgeprinzip, keine biologischen Senken zu füllen, um vermeidbare THG-Emissionen auszugleichen, solange nicht sicher ist, dass die derzeitigen technischen Ansätze (bioenergy with carbon capture and storage, BECCS und direct air carbon capture and storage DACCS) negative Emissionen in der erforderlichen Menge erzeugen können.

Der Staat und die Gemeinden verpflichten sich daher, die Kompetenzen im Bereich der Technologien zur CO<sub>2</sub>-Extraktion (NET) zu stärken. Zu diesem Zweck wollen sie die Forschung und Innovation in diesem Bereich unterstützen. Die Abscheidung von CO<sub>2</sub> muss jedoch immer mit einer Lösung für die langfristige Lagerung oder Wiederverwendung zusammenfallen. Es geht nicht darum, Kohlenstoff auf produktivistische Weise zu extrahieren, ohne eine Speicherlösung vorzusehen, oder Mengen zu produzieren, die grösser sind als die Wiederverwendungslösungen auf dem Territorium. Es geht nicht darum, Kohlenstoff ohne Nettoabzug zu verlagern oder Kohlenstoff auf produktivistische Weise zu entziehen, was die Möglichkeiten des kantonalen Territoriums übersteigen würde, ihn stabil und langfristig zu speichern oder lokal wiederzuverwenden.

Der Staat und die Gemeinden verpflichten sich ausserdem, Massnahmen zur nachhaltigen Speicherung von CO<sub>2</sub> zu ergreifen. Senken beziehen sich auf Reservoirs, die Kohlenstoff speichern. Sie können natürlich aus biologischen Prozessen zur CO<sub>2</sub>-Abscheidung stammen. Dazu gehören unter anderem Wälder, Torfmoore und Böden. Diese Ökosysteme müssen geschützt, wiederhergestellt und gestärkt werden, was in erster Linie durch die Raumplanung geschieht. Künstliche Senken sind das Ergebnis technischer Verfahren, mit denen Kohlenstoff in unterirdischen geologischen Formationen, in den Ozeanen oder im Untergrund intensiv abgeschieden und dann sequestriert werden kann.

## Artikel 3 Massnahmen

### Abs. 1

Dieser Absatz befasst sich mit der Grundlage der Massnahmen zur Verringerung, Anpassung und Stärkung der Aufnahmekapazität von Kohlenstoffsinken, die zur Erreichung der Ziele umgesetzt werden müssen.

<sup>1</sup> Das Postulat 18.4211-Thorens Goumaz vom 12. Dezember 2018 «Von welcher Bedeutung könnten negative CO<sub>2</sub>-Emissionen für die künftigen klimapolitischen Massnahmen der Schweiz sein?».

<sup>2</sup> Bundesrat, Bericht des Bundesrates in Erfüllung des Postulates 18.4211 Thorens Goumaz vom 12. Dezember 2018: «Von welcher Bedeutung könnten negative CO<sub>2</sub>-Emissionen für die künftigen klimapolitischen Massnahmen der Schweiz sein?».



Die Art der umgesetzten Massnahmen wird im Hinblick auf die Zuständigkeiten beurteilt, die dem Staat im Rahmen der sektoriellen und intersektoriellen Gesetzgebung des Bundes und der Kantone zugestanden werden, sowie auf die Bereiche, in denen er über einen ausreichenden Handlungsspielraum verfügt (vgl. Kapitel 1.4, 1.7–1.9).

Da die globale Erwärmung ein globales Problem ist, ist die Entwicklung von Lösungen auf allen Ebenen eine Notwendigkeit. Darüber hinaus können die Auswirkungen regionaler Massnahmen nicht isoliert von anderen ergriffenen Massnahmen betrachtet werden. So werden die vom Staat Freiburg und den Gemeinden ergriffenen Massnahmen zur Bekämpfung des Klimawandels die von der internationalen Gemeinschaft oder vom Bund implementierten Massnahmen ergänzen, ebenso wie die internationalen und nationalen Massnahmen die Erreichung des Freiburger Ziels unterstützen werden.

## **Abs. 2**

Im ersten Satzteil des Absatzes 2 ist der Koordinationsgrundsatz verankert, der die Klimapolitik des Staates und der Gemeinden leiten muss. Mithilfe ihrer Klimastrategie müssen der Staat und die Gemeinden eine wirksame Koordination zwischen ihren sektoriellen und sektorübergreifenden Politiken durchführen, um die in Artikel 2 festgelegten Reduktions- und Anpassungsziele zu erreichen.

Da der Kampf gegen den Klimawandel eines der Ziele der nachhaltigen Entwicklung darstellt (SDG 13), müssen die Klimamassnahmen insbesondere mit der Strategie Nachhaltige Entwicklung des Staates Freiburg koordiniert werden. Diese Strategie hat einen Zeithorizont bis 2031, d. h. bis zum Ende der Legislaturperiode, die 2027 beginnt. Der KKP folgt dieser Logik und somit einer ersten Umsetzungsphase 2021–2026 und einer zweiten Umsetzungsphase 2027–2031. Der Staat und die Gemeinden sind ausserdem verpflichtet, die sozialen, wirtschaftlichen und ökologischen Auswirkungen ihrer Klimapolitik zu ermitteln. Einige Massnahmen können nämlich erhebliche soziale Auswirkungen haben, wenn sie z. B. die Besteuerung bestimmter Leistungen betreffen oder Auswirkungen auf die individuelle Mobilität haben. Die Notwendigkeit, den motorisierten Individualverkehr zu reduzieren, muss zum Beispiel zwingend mit dem Ausbau eines für alle erschwinglichen öffentlichen Verkehrs einhergehen und vorrangig zu Massnahmen in den Regionen führen, wo dies möglich ist. Um die Akzeptanz solcher Massnahmen zu gewährleisten, müssen ihre Auswirkungen, z. B. zusätzliche finanzielle Belastungen für einkommensschwache Haushalte oder bestimmte Regionen, analysiert und antizipiert werden. Wenn nötig, müssen ihre unerwünschten Auswirkungen durch geeignete Mechanismen korrigiert werden, um die Benachteiligung bestimmter Bevölkerungsgruppen zu vermeiden. Der Begriff der sozialen Gerechtigkeit ist auch im Zusammenhang mit der Ablehnung der Vorlage zur Revision

des CO<sub>2</sub>-Gesetzes in der Abstimmung vom 13. Juni 2021 zu sehen. So ist es von entscheidender Bedeutung, sicherzustellen, dass die Massnahmen bestehende Ungleichheiten nicht weiter verstärken.

Der Staat möchte auch der wirtschaftlichen Komponente seiner Klimapolitik besondere Aufmerksamkeit schenken. Insbesondere muss der Übergang zum Ziel der Netto-Null-Emissionen auf wirtschaftlich tragbare und möglichst kosteneffiziente Weise erfolgen. Darunter ist beispielsweise zu verstehen, dass Unternehmen gegenüber konkurrierenden Unternehmen nicht benachteiligt werden, das Verursacherprinzip so weit wie möglich zur Anwendung gelangt, schlechte Investitionen vermieden und fossile Energieträger so weit wie möglich ersetzt werden.<sup>1</sup> Auch die Chancen, die der Klimawandel mit sich bringen kann, müssen aufgegriffen werden: Dazu gehören die Entwicklung des Sommertourismus, die Steigerung bestimmter landwirtschaftlicher Ernten oder die wirtschaftlichen Perspektiven, die sich aus den notwendigen energetischen Sanierungen von Gebäuden und der Mobilität ergeben.

Auch in anderen Umweltbereichen stehen der Staat und die Gemeinden vor zahlreichen Herausforderungen. Wenn es Synergien gibt, insbesondere in den Bereichen Luftqualität und Biodiversität, müssen Interessenabwägungen vorgenommen werden, damit die Klimapolitik nicht zu deren Lasten geht. Die Entwicklung erneuerbarer Energien muss somit gegen andere Herausforderungen wie die Erhaltung der Lebensqualität der betroffenen Bevölkerung oder der Biodiversität abgewogen werden.

So wird die Vereinbarkeit der Massnahmen im Klimabereich mit den ökologischen, sozialen und wirtschaftlichen Herausforderungen von Fall zu Fall erfolgen, insbesondere über die Verfahren zur Bewertung der Nachhaltigkeit, die im Kanton Freiburg bereits durch die Evaluationen mit dem Kompass 21 umgesetzt wurden.

## **Artikel 4 Berücksichtigung klimatischer Herausforderungen**

### **Abs. 1**

In Absatz 1 wird die Verpflichtung für den Staat und die Gemeinden eingeführt, bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben oder Aktivitäten die klimatischen Herausforderungen zu berücksichtigen, und dies bereits bei der Planung und Projektentwicklung. Unter klimatischen Herausforderungen wird im Sinne dieser Bestimmung die Notwendigkeit verstanden, Treibhausgasemissionen zu reduzieren, die Bindungskapazität der Kohlenstoffsenken sicherzustellen und sich an den Klimawandel anzupassen (Artikel 2), um die Menschen und ihre natürliche Umwelt vor dessen schädlichen Auswirkungen zu schützen (Artikel 1).

<sup>1</sup> Bundesrat, Bericht vom 27. Januar 2021 zur langfristigen Klimastrategie der Schweiz, Grundsatz 8, S. 18.

Diese Forderung geht explizit aus der langfristigen Strategie des Bundes hervor, welche von den Kantonen verlangt, dass sie ihre planerischen Aktivitäten in allen klimarelevanten Bereichen auf das Ziel von Netto-Null-Emissionen ausrichten. Die Strategie betont, dass die Planung von Bund und Kantonen umsichtig und auf die Klimaziele ausgerichtet sein muss, insbesondere in der Raum- und Verkehrsplanung, der Siedlungsentwicklung und der Energieplanung. Zudem sollten neue gesetzliche Vorschriften und Investitionsprojekte jeweils auf ihre Kompatibilität mit dem Ziel von Netto-Null-Emissionen geprüft und der Klimaschutz in alle relevante Politikbereiche und Strategien integriert werden<sup>1</sup>.

So haben der Staat und die Gemeinden die nötigen Mittel zur Verfügung zu stellen, um die Berücksichtigung der klimatischen Herausforderungen in der Entwicklungsphase eines jeden Projekts zu stärken. Die interkantonale Koordination ist auch in Bezug auf die Stärkung dieser Kompetenz und hinsichtlich der Schaffung von Instrumenten oder Methoden für staatliche Projekte anzustreben.

Die Prüfung der Kompatibilität von kantonalen und kommunalen Aktivitäten mit den klimatischen Herausforderungen muss folglich fester Bestandteil der öffentlichen Aufgaben werden und hat sich konkret auf die Wahl der Massnahmen und auf politische Entscheide auszuwirken.

## **Abs. 2**

Der in Absatz 1 festgelegte Grundsatz der Berücksichtigung der klimatischen Herausforderungen durch den Staat und die Gemeinden bei der Wahrnehmung von deren Aufgaben und Aktivitäten gilt generell für jedes Projekt. Im Rahmen der Prüfung wird kontrolliert, dass die in Bezug auf die potentiellen klimatischen Auswirkungen wichtigsten Projekte des Staates den in Absatz 1 übertragenen Auftrag sachgerecht umsetzen. In Anwendung von Absatz 2 lassen die Direktionen Projekte, die dem Staatsrat vorgelegt werden, im Hinblick auf ihre Verträglichkeit mit den klimatischen Herausforderungen prüfen. Dieser Ansatz wird es dem Staatsrat ermöglichen, bei der Beurteilung der ihm vorgelegten Projekte sowohl die klimatischen als auch die finanziellen Auswirkungen (vgl. Art. 46 Abs. 1 Bst. e FHG)<sup>2</sup> zu berücksichtigen. Die Ergebnisse der Prüfung dienen als Grundlage für ein Gutachten zum Projekt, das vom Staatsrat bei seinem endgültigen, auf der Grundlage einer Abwägung aller Interessen gefassten Beschluss berücksichtigt wird.

Von der Prüfung der klimatischen Auswirkungen sollen hauptsächlich die im Ausführungsreglement definierten Projekte (Projekte, die bestimmte Kriterien erfüllen: Art des Rechtakts, finanzielle und politische Auswirkungen, Akti-

onsbereich usw.) betroffen sein, bei denen potenziell bedeutende Risiken und Opportunitäten in Verbindung mit dem Klimawandel bestehen.

Die anzuwendende Beurteilungsmethode muss noch festgelegt werden. Es ist jedoch vorgesehen, die Prüfung der klimatischen Auswirkungen vorerst anhand der klimabezogenen Kriterien und Unterkriterien des Kompass 21 vorzunehmen. Parallel zu dieser Umsetzung sollen in Zusammenarbeit mit den anderen Kantonen (z. B. im Rahmen der Koordination der Klimapläne der Westschweiz und der lateinischen Schweiz oder des Cercle Climat<sup>3</sup>) Überlegungen zur Schaffung einer auf Klimaaspekte ausgerichteten Beurteilungsmethode angestellt werden.

## **Artikel 5 Information und Schulung**

Das Übereinkommen von Paris (Art. 12) verpflichtet die Vertragsparteien, Massnahmen zur Verbesserung der Bildung, der Ausbildung, des öffentlichen Bewusstseins, der Beteiligung der Öffentlichkeit und des öffentlichen Zugangs zu Informationen auf dem Gebiet der Klimaänderungen zu ergreifen, um die Wirksamkeit der ergriffenen klimapolitischen Massnahmen zu erhöhen. Artikel 41 des CO<sub>2</sub>-Gesetzes greift diesen Aspekt wieder auf, indem er den Behörden von Bund und Kantonen eine Rolle bei der Beratung von Gemeinden, Unternehmen und Konsumentinnen und Konsumenten zuschreibt.

Aufgrund der Bedeutung solcher Massnahmen für die Stärkung der klimapolitischen Instrumente wird in Artikel 5 des Gesetzesentwurfs die gleiche Verpflichtung auf kantonaler Ebene wieder aufgegriffen. Zu diesem Zweck hat der Staat bereits die Internetseite [meinklimaplan.fr.ch](http://meinklimaplan.fr.ch) aufgeschaltet, um alle Akteure des Kantons Freiburg für klimatische Herausforderungen zu sensibilisieren, darüber zu informieren und in deren Bewältigung einzubinden. Er beabsichtigt zudem, freiwillige Initiativen (z. B. von Gemeinden) zur Information und Sensibilisierung der Bevölkerung zu fördern.

Bildung im weiteren Sinne ist ausserdem ein mächtiger Hebel, um die Fähigkeit der Einzelnen zu stärken, angesichts des Klimawandels zu Überlegungen anzuregen und zu handeln. Aus diesem Grund hat die Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten nicht auf die Ausarbeitung des vorliegenden Gesetzesentwurfs gewartet, um in Zusammenarbeit mit den anderen betroffenen Direktionen neue Hilfsmittel und Instrumente zur Behandlung der Klimathematik im Lehrprogramm zu entwickeln. Durch die vorliegende Bestimmung wird ihre gesetzliche Grundlage lediglich

<sup>3</sup> Der Cercle Climat ist ein nicht gewinnorientierter, politisch neutraler und wirtschaftlich unabhängiger Verband, dessen Hauptziel darin besteht, die Aktionen der kantonalen Verwaltungen, die an der Entwicklung oder Umsetzung der Klimapolitik und/oder -strategie beteiligt sind, zu koordinieren und zu stärken, um die Treibhausgasemissionen und die Auswirkungen des Klimawandels zu vermindern. Der Cercle Climat wird sich aus Vertreterinnen der für Klimapolitik zuständigen kantonalen Stellen zusammensetzen. Die konstituierende Versammlung wird im September 2022 stattfinden.

<sup>1</sup> Langfristige Klimastrategie der Schweiz, Grundsatz 6, S. 18.

<sup>2</sup> Kantonales Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (SGF 610.1).

präzisiert. Hier gilt es zu beachten, dass Artikel 5 auch die berufliche Aus- und Weiterbildung, einschliesslich im Rahmen einer beruflichen Neuorientierung, umfasst, weshalb hier von Bildung und Ausbildung im weiteren Sinne gesprochen wird.

Der Staat hat auch eine Rolle zu spielen, zum Beispiel indem er Schulen dazu ermutigt, eine Klimastrategie umzusetzen, indem er pädagogische Pilotprojekte im Zusammenhang mit den klimatischen Herausforderungen unterstützt, indem er die Ausbildung der Lehrkräfte in diesem Bereich verstärkt oder indem er pädagogische Dossiers erstellt, mit denen die Integration von Klimafragen im Unterricht unterstützt wird.

In seiner Botschaft vom 1. Dezember 2017 zur Revision des CO<sub>2</sub>-Gesetzes hat der Bundesrat festgehalten, dass die Gemeinden aufgrund ihrer Nähe zu den Einwohnerinnen und Einwohnern sowie zu den lokalen Unternehmen und Vereinen eine zentrale Rolle bei der Umsetzung der Klimapolitik vor Ort spielen. Mit handlungsorientierten Beratungen und Angeboten sollen daher die Gemeinden befähigt werden, Klimastrategien zu erarbeiten, Massnahmen umzusetzen und ihre Bevölkerung für Klimathemen zu sensibilisieren.

Der Staat hat die Zusammenarbeit mit den Gemeinden Ende 2020 in die Wege geleitet. Er möchte die Freiburger Gemeinden begleiten, um das Verständnis der Klimathematik zu fördern, die Gemeinden in ihrer Klimapolitik zu unterstützen und sie zu ermutigen, konkrete Massnahmen in diesem Bereich in die Wege zu leiten. Der Staatsrat möchte diese Zusammenarbeit mit dem vorliegenden Gesetzesentwurf verstärken und die praktische und finanzielle Unterstützung für die Gemeinden weiterentwickeln, und zwar nicht nur für ihre eigenen Aktionen, sondern auch, um sie zu ermutigen, die Aktionen ihrer Einwohnerinnen und Einwohner sowie der auf ihrem Gebiet ansässigen Unternehmen und Vereine zu unterstützen. Dieses Anliegen wird in einem spezifischen Artikel behandelt (siehe Art. 15 ff. weiter unten).

## *Kantonaler Klimaplan*

### *Artikel 6 Inhalt*

#### *Abs. 1*

Artikel 6 Abs. 1 führt eine gesetzliche Verpflichtung für den Staatsrat ein, einen kantonalen Klimaplan auszuarbeiten. Diese gesetzliche Verpflichtung gibt der Freiburger Klimapolitik somit eine konkrete und dauerhafte Verankerung. Die Exekutive ist grundsätzlich zur Planung befugt, soweit dies zur Erfüllung der ihr übertragenen Aufgaben erforderlich ist. Allgemein betrachtet ist die Planung folglich ein Koordinations- und Verwaltungsinstrument, das in die Zuständigkeit der Exekutive, in diesem Fall des Staatsrats, fällt. Es obliegt somit dem Staatsrat, eine kantonale Strategie festzulegen und die geeignetsten Massnahmen zur Erreichung der

vom Gesetzgeber in Artikel 2 festgelegten Anpassungs- und Reduktionsziele zu wählen.

Der kantonale Klimaplan ist das wichtigste Instrument, das dem Staatsrat zur Verfügung steht, um seine Klimastrategie und die Mittel zu deren Umsetzung festzulegen. Er koordiniert, unterstützt und stärkt die sektoriellen und sektorenübergreifenden Politiken und Strategien, die zur Erreichung der in diesem Gesetz festgelegten Ziele zur Emissionsreduktion, zur Anpassung an den Klimawandel und zur Stärkung der natürlichen und künstlichen Kohlenstoffsenken beitragen (für ausführlichere Angaben zur Abstimmung zwischen dem KKP und den sektoriellen und sektorenübergreifenden Politiken siehe Punkt 1.8 oben).

### *Abs. 2 und 3*

Als übergeordneter struktureller Rahmen der Freiburger Klimapolitik umfasst der KKP an erster Stelle einen strategischen Teil, der strategische Achsen und spezifische Ziele festlegt, wie z. B. in jedem Sektor (Mobilität, Energie, Landwirtschaft, Konsum usw.) zu erreichende Ziele oder lineare Ziele. Darüber hinaus umfasst er den operativen Aktionsplan, der sich aus der Strategie ableitet und mindestens die Beschreibung der konkreten Massnahmen, die Umsetzungsfristen, die zuständigen Behörden sowie die zur Verfügung gestellten Ressourcen, d. h. die finanziellen und personellen Mittel, enthält.

### *Artikel 7 Öffentliche Vernehmlassung*

Artikel 7 Abs. 1 legt das Verfahren der öffentlichen Vernehmlassung für den kantonalen Klimaplan fest. Vorgesehen ist eine sinngemässe Anwendung des Vernehmlassungsverfahrens für kantonale Erlasse. Dieses Verfahren ist in den Artikeln 22 ff. des Reglements vom 24. Mai 2005 über die Ausarbeitung der Erlasse (AER; SGF 122.0.21) geregelt.

Dieses Verfahren wurde aufgrund fehlenden formalisierten Verfahrens bereits bei der Vernehmlassung anderer kantonalen Planungsinstrumente sinngemäss angewandt. Es wurde beispielsweise bei der Vernehmlassung des Massnahmenplans Luftreinhaltung angewandt, den der Staatsrat in seiner Sitzung vom 18. November 2019 verabschiedet hat. Es wurde auch bei der Vernehmlassung des kantonalen Klimaplans im Oktober 2020 befolgt, auch wenn das Verfahren durch das vorliegende Gesetz noch nicht formalisiert war.

### *Artikel 8 Beschluss*

Der Grosse Rat wird zum Entwurf des Klimaplans konsultiert. Zu diesem Zweck wird ihm der Entwurf des Plans sowie der gemäss Artikel 10 Absatz 2 erstellte Bericht, der die Umsetzung des vorangehenden Klimaplans prüft und bewertet, zur Kenntnisnahme unterbreitet. Parallel dazu wird dem

Grossen Rat der Antrag auf einen Verpflichtungskredit vorgelegt. Dieses Verfahren wird dem Staatsrat die Möglichkeit geben, entsprechend der Beratung im Grossen Rat vor der Verabschiedung die Änderungen im Plan vorzunehmen, die er als notwendig erachtet.

## Artikel 9 Wirkungen

Der kantonale Klimaplan ist in erster Linie als Planungs-, Aktions- und Koordinationsinstrument konzipiert und ist nur für die kantonalen Behörden verbindlich, nicht aber für die Gemeinden und die Bürgerinnen und Bürger, die nicht für die Umsetzung der Massnahmen zuständig sind und für die er keine direkte Bindungswirkung hat.

Wie oben bereits erwähnt, wird die Umsetzung dieser Massnahmen in Zusammenarbeit mit zahlreichen Partnern, insbesondere den zuständigen Direktionen und Ämtern, erfolgen. Diese sind als in ihrem jeweiligen Bereich sachlich zuständige Behörden dazu verpflichtet, die geplanten Massnahmen umzusetzen. Dies bedeutet insbesondere, dass diese Tätigkeiten in den Aufgabenbereichen der Verantwortlichen der einzelnen Einheiten aufgenommen werden müssen. Zu diesem Zweck soll der KKP die Bereitstellung der zur wirksamen Umsetzung der Massnahmen erforderlichen Mittel sicherstellen.

Es sei auch darauf hingewiesen, dass die kantonale Planung für die Behörden nur in den Bereichen verbindlich ist, in denen der kantonale Gesetzgeber ihnen Vollzugszuständigkeiten übertragen hat. In der Tat haben die Massnahmen des kantonalen Klimaplanes nur sekundäre Rechtswirkung in dem Sinne, dass sie selbst keine neuen Zuständigkeiten schaffen können; sie dienen lediglich dazu, die Ausübung der Zuständigkeiten zu präzisieren, welche durch das im jeweiligen Handlungsfeld geltende Recht vorgesehen sind. In diesem Sinne werden die für den Vollzug der Planung zuständigen Behörden sicherstellen müssen, dass sie nicht ohne Grund von den im kantonalen Klimaplan festgelegten Massnahmen abweichen.

Erweisen sich die aktuellen kantonalen Rechtsgrundlagen als unzureichend, können im Rahmen der Planung jedoch legislative Massnahmen integriert werden, die darauf abzielen, kantonale Rechtsgrundlagen zu schaffen oder zu aktualisieren, um klimatische Herausforderungen einzubinden und ihre Berücksichtigung in den betroffenen sektoriellen Bereichen zu verstärken. Dazu wird es Aufgabe des Staatsrats sein, falls notwendig und im Rahmen seiner Zuständigkeiten die zur Umsetzung der in Artikel 2 des vorliegenden Vorentwurfs festgelegten Ziele erforderlichen Gesetzesänderungen vorzuschlagen.

## Artikel 10 Überprüfung und Nachkontrolle

### Abs. 1

Die CO<sub>2</sub>-Bilanz (auch «Emissionsinventar» oder «CO<sub>2</sub>-Fussabdruck» genannt) zielt darauf ab, die Menge an Treibhausgasemissionen abzuschätzen, die durch menschliche Aktivitäten in einem bestimmten Gebiet verursacht werden. Diese Abschätzung kann auch für ein Unternehmen, einen Wirtschaftssektor oder auf individueller Ebene erfolgen. Es handelt sich um eine Entscheidungshilfe hinsichtlich struktureller Investitionen, die auch zum Ziel hat, das Bewusstsein für die Auswirkungen unserer Verhaltensweisen zu schärfen und diese zu ändern.

Jedes Jahr werden die Emissionen im Rahmen der internationalen Verträge erfasst, die von den Vertragsparteien des Rahmenübereinkommens der Vereinten Nationen über Klimaänderungen (UNFCCC) ausgehandelt wurden. Die Emissionsdaten für die Schweiz sowie für alle anderen Vertragsparteien sind dem «National Inventory Report» (NIR) zu entnehmen. Dieses Treibhausgasinventar erfasst sowohl die auf die Nutzung fossiler Energieträger zurückzuführenden CO<sub>2</sub>-Emissionen als auch die Emissionen anderer Treibhausgase (Methan, Lachgas, synthetische Gase).

Eine erste CO<sub>2</sub>-Bilanz des Kantons Freiburg wurde mit den Daten aus dem Jahr 2017 erstellt, indem Daten aus dem NIR sowie aus nationalen und kantonalen Statistiken ausgewertet wurden. So stammen einige Zahlen der CO<sub>2</sub>-Bilanz aus nationalen Daten, die anhand von Indikatoren wie der Einwohnerzahl oder der Anzahl Unternehmen auf den Freiburger Kontext übertragen wurden (Top-down-Methode). Andere Daten wiederum stammen direkt aus Freiburger Erhebungen (Bottom-up-Methode). Dies gilt insbesondere für die Emissionen im Zusammenhang mit der Landnutzung (Wälder, Wiesen oder städtische Böden).

Die CO<sub>2</sub>-Bilanz des Kantons Freiburg wird einerseits als Arbeitsgrundlage für die Festlegung der Verminderungsmassnahmen des KKP dienen und es andererseits ermöglichen, die Auswirkungen der aufeinanderfolgenden Klimapläne langfristig zu verfolgen. Aus diesem Grund wird sie ein zentrales Element des Evaluationsberichts zum Klimaplan sein.

### Abs. 2

Grundsätzlich ist eine Strategie an einen bestimmten Zeitraum und den diesem Zeitraum eigenen Kontext gebunden. Sie hat sich weiterzuentwickeln, um den im Laufe der Zeit voranschreitenden wissenschaftlichen Erkenntnissen zu entsprechen und muss folglich kurzfristig angepasst werden können. Es ist deshalb vorgesehen, die Strategie alle 5 Jahre zu revidieren.



Im Hinblick auf seine Revision muss der aktuelle Klimaplan einer Evaluation seiner Ergebnisse unterzogen werden. Zu diesem Zweck ist es vorgesehen, dass alle 5 Jahre ein Evaluationsbericht zur Umsetzung des Klimaplans erstellt wird. Der Staat setzt sich quantifizierte übergeordnete Ziele, die in diesem Gesetzesentwurf festgelegt werden. Er wird auf der Grundlage von Artikel 6 Abs. 1 und 2 des Gesetzesentwurfs auch sektorielle und lineare Ziele im KKP festlegen. Die Ziele des Staates werden insbesondere durch eine regelmässige Nachkontrolle des kantonalen Klimaplans und der festgelegten Indikatoren sowie durch die kantonale CO<sub>2</sub>-Bilanz evaluiert. Diese CO<sub>2</sub>-Bilanz dient auch als Grundlage für die Ausarbeitung der neuen Fassung des Klimaplans und wird folglich vor der Vernehmlassung des neuen KKP veröffentlicht. Sie wird zeitgleich mit der Vernehmlassung des Entwurfs zum neuen Klimaplan dem Grossen Rat zur Kenntnisnahme vorgelegt.

### **Abs. 3**

Der Fortschritt der Umsetzung der Massnahmen wird regelmässig anhand von Monitoring-Instrumenten und mit Hilfe von Indikatoren evaluiert, um eine regelmässige Qualitätskontrolle zu gewährleisten. Für jede Massnahme des kantonalen Klimaplans wird ein Massnahmenblatt erstellt, das regelmässig aktualisiert wird. Diese Massnahmenblätter werden jährlich mit Informationen aktualisiert, insbesondere in Bezug auf die (übergeordneten und jährlichen) Ziele der Massnahme, die Zusammensetzung des Projektteams, den für die Massnahme vorgesehenen Betrag oder auch den Fortschritt der Umsetzung. Alle Anpassungen der Massnahmen und der Fortschritt ihrer Umsetzung sind in regelmässigen Abständen schriftlich zu dokumentieren. Die Form des Berichts wird gemeinsam mit dem Steuerausschuss (COPII) festgelegt. Der Bericht ist online abrufbar. Er wird jährlich aktualisiert und ermöglicht ein kontinuierliches Monitoring der Umsetzung des kantonalen Klimaplans.

## **Artikel 11 Änderungen**

### **Abs. 1**

Absatz 1 ermöglicht es, je nach Entwicklung der Rahmenbedingungen und Umfang der erforderlichen Änderungen die notwendigen Anpassungen des kantonalen Klimaplans einzuplanen. So können Anpassungen vor dem Ablauf der für eine vollständige Überarbeitung des Klimaplans vorgesehenen Frist von 5 Jahren vorgenommen werden. Diese Flexibilitätsanforderung ist nicht von rollenden Planungen zu trennen.

### **Abs. 2 und 3**

Das Gesetz unterscheidet daher zwischen dem Verfahren für die Revision und für wesentliche Änderungen des Plans (Abs. 2) von jenem für andere, als «geringfügig» betrachtete Änderungen (Abs. 3):

- > Bei der Revision und im Falle einer wesentlichen Änderung des Plans gilt das in Artikel 7 vorgesehene Verfahren;
- > Der Staatsrat bestimmt das Verfahren und die zuständigen Organe für alle weiteren Änderungen des kantonalen Klimaplans im Rahmen des Ausführungsreglements.

## **Zuständige Behörden**

### **Artikel 12 Staatsrat**

#### **Abs. 1**

Absatz 1 legt die wichtigsten Befugnisse des Staatsrats fest:

- > Bst. a: Der Staatsrat ist die für die Verabschiedung des kantonalen Klimaplans zuständige Behörde;
- > Bst. b: Ein vom Staatsrat erlassenes Ausführungsreglement wird die gesetzlichen Bestimmungen ergänzen;
- > Bst. c: Der Staatsrat verteilt die Aufgaben unter den staatlichen Organen und stellt die bereichsübergreifende Organisation der Ausarbeitung und Umsetzung des Klimaplans sicher.
- > Bst. d: Er sorgt für die Umsetzung der im KKP vorgesehenen Massnahmen durch die betroffenen Direktionen.
- > Bst. e: Er stellt die Zusammenarbeit und Koordination mit dem Bund, den anderen Kantonen und den Gemeinden sicher. Dies ist ein allgemeiner Grundsatz, der im Gesetz über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG; SGF 122.0.1) vorgesehen ist. Dieser Absatz zielt darauf ab, die Transversalität und die Bedeutung der Koordination und der Zusammenarbeit in diesem Bereich zu unterstreichen. Er bezieht sich auch auf die spezifische Aufgabe des Staatsrats, mit den Gemeinden im Rahmen der Erstellung der kommunalen Klimapläne zusammenzuarbeiten, die in Art. 15 Abs. 2 des vorliegenden Entwurfs erwähnt wird.

#### **Abs. 2**

Das Gesetz überträgt dem Staatsrat ebenfalls folgende Zuständigkeiten:

- > Er beschliesst die öffentliche Vernehmlassung des kantonalen Klimaplans (Art. 7);
- > Er beaufsichtigt und verabschiedet die Revision oder wesentliche Änderungen des kantonalen Klimaplans (Art. 10 und 11);
- > Er ernennt die Mitglieder der Kommission (Art. 14);
- > Er unterbreitet dem Grossen Rat in regelmässigen Abständen einen Verpflichtungskredit zur Finanzierung der Massnahmen des Klimaplans (Art. 16);
- > Er regelt die Modalitäten und das Verfahren in Bezug auf Subventionen (Art. 17 Abs. 4);

## *Artikel 13 Zuständige Direktionen*

### *Abs. 1*

Die konkrete Umsetzung der verschiedenen Massnahmen obliegt den zuständigen Direktionen und Verwaltungseinheiten. So fallen zum Beispiel Massnahmen im Bereich Energie in die Zuständigkeit des Amtes für Energie, Massnahmen im Bereich Wasser in die Zuständigkeit des Amtes für Umwelt, usw.

Die Klimathematik ist jedoch von Natur aus transversal und muss von allen Akteuren der betroffenen Bereiche gemeinsam angegangen werden. Eine gute Koordinierung ist demnach entscheidend. Zu diesem Zweck wird eine jährliche Berichterstattung in Form von Sitzungen zwischen den für die Umsetzung zuständigen Verantwortlichen organisiert. Gestützt auf seine organisatorische Autonomie (Art. 65 SVOG), kann der Staatsrat im Ausführungsreglement (vgl. Art. 12 Abs. 1 Bst. c) organisatorische Bestimmungen zur Sicherstellung einer bereichsübergreifenden Organisation sowie der Ausarbeitung und Umsetzung des Klimaplanes vorsehen, wie z. B. die Schaffung einer Koordinationsstelle, die sich aus Vertreterinnen und Vertretern der verschiedenen betroffenen Direktionen und kantonalen Verwaltungseinheiten zusammensetzt.

### *Abs. 2*

Auch wenn sie bereichsübergreifend sind und von allen Direktionen und zahlreichen Verwaltungseinheiten abhängen, fallen die Aufgaben zur Koordinierung und Begleitung der Umsetzung der in der Klimastrategie des Staates Freiburg definierten Massnahmen in den Zuständigkeitsbereich der für die Umwelt zuständigen Direktion. Diese stellt folglich die Kohärenz und die Querschnittsfunktion der Massnahmen in diesem Bereich sicher. Alle Direktionen beteiligen sich an der Ausarbeitung des kantonalen Klimaplanes, wobei das Amt für Umwelt damit beauftragt ist, diese Koordination sicherzustellen und den gesamten Prozess von der Erstellung des Entwurfs des Klimaplanes bis zu seiner Verabschiedung durch den Staatsrat zu gewährleisten. Anschliessend übernimmt das Amt für Umwelt die Koordination der Umsetzung und das Monitoring des kantonalen Klimaplanes, sowie die Verwaltung des damit verbundenen Budgets, das alle Direktionen betrifft. Es ist auch für die Erstellung der kantonalen CO<sub>2</sub>-Bilanzen und die Verfassung des Evaluationsberichts infolge der Umsetzung des kantonalen Klimaplanes zuständig.

### *Abs. 3*

In Absatz 3 wird der Grundsatz der Koordinierung zwischen den Direktionen und Verwaltungseinheiten des Staates verankert. Der kantonale Klimaplan hat einen transversalen Charakter und erfordert das konkrete Engagement aller von

der Klimapolitik des Kantons betroffenen Direktionen und Verwaltungseinheiten des Staates. Es ist folglich notwendig, dass die Vollzugsbehörden eng zusammenarbeiten, indem sie sich gegenseitig unterstützen und sich aktiv an der Ausarbeitung und Umsetzung der kantonalen Planung beteiligen.

## *Artikel 14 Klimakommission*

### *Abs. 1 und 2*

Die Klimakommission ist ein beratendes Gremium, ähnlich der beratenden Raumplanungskommission oder der Kommission für Kinder- und Jugendfragen. Sie setzt sich aus Vertreterinnen und Vertretern der verschiedenen betroffenen politischen, beruflichen und assoziativen Kreise sowie aus Vertreterinnen und Vertretern der Gemeinden zusammen. Im Ausführungsreglement werden in Übereinstimmung mit den diesbezüglichen Bestimmungen des Reglements über die Organisation und die Arbeitsweise der Kommissionen des Staates (KomR; SGF 122.0.61) weitere Präzisierungen zur Organisation dieser Kommission und zur Ernennung ihrer Mitglieder festgehalten.

In der Kommission werden insbesondere vertreten sein: die von der Klimathematik besonders betroffenen Direktionen (RIMU, ILFD, VWBD, GSD), die Gemeinden, die Wirtschaft, insbesondere die Landwirtschaft und der Tourismus, Vertreterinnen und Vertreter der Jugend, im Bereich des Umweltschutzes und der Gesundheit aktive Nichtregierungsorganisationen oder auch Expertinnen und Experten aus der Wissenschaft, insbesondere aus der Klimawissenschaft. Die hier erwähnte Liste ist hierbei nicht abschliessend.

### *Abs. 3*

Ziel dieser Kommission ist es, die gesamte Gesellschaft aktiver in die Formulierung und Umsetzung der kantonalen Klimapolitik miteinzubeziehen und bestimmte Projekte oder Instrumente wie z. B. den kantonalen Klimaplan ihrer kritischen Betrachtung zu unterziehen.

Die Aufgaben der Kommission bestehen darin, den Staat zu beraten und die von der kantonalen Klimapolitik betroffenen Ämter, insbesondere das für die Koordination des KKP zuständige Amt, zu unterstützen, Probleme im Zusammenhang mit der Klimapolitik zu untersuchen und entsprechende Empfehlungen abzugeben, sowie zum kantonalen Klimaplan und zu wichtigen Projekten des Staates in Bezug auf die klimatischen Herausforderungen Stellung zu nehmen. Zu den Aufgaben dieser Kommission zählt ausserdem, den ausführenden Behörden Vorschläge zu unterbreiten. Somit werden alle für eine angemessene Umsetzung erforderlichen Standpunkte und Informationen zusammengeführt. Mit dieser Bestimmung wird auch der Wille bekräftigt, die notwendige Partizipation und die grosse Vielfalt der Interessengruppen zu berücksichtigen.

## Artikel 15 Gemeinden

Der kantonale Klimaplan der ersten Generation überträgt den Gemeinden keine direkte Verantwortung für die Umsetzung des geplanten Massnahmenkatalogs. Die Gemeinden werden jedoch als zentrale Partner betrachtet und können von Zusammenarbeit sowie Ermutigungs-, Ausbildungs- und Unterstützungsmassnahmen profitieren. Der Staatsrat möchte schrittweise vorgehen. In den kommenden Jahren wird er seine Zusammenarbeit mit den Freiburger Gemeinden intensivieren, damit diese ihre Aktivitäten in diesem Bereich verstärken können.

Wie bereits erwähnt, spielen die Gemeinden insbesondere bei der Anpassung eine entscheidende Rolle. Die klimatischen Herausforderungen betreffen alle Regelungsbereiche und Planungsebenen. Darüber hinaus können die Gemeinden aufgrund ihres Zuständigkeitsbereichs Massnahmen auf ihrer Ebene ergreifen. Zahlreiche Gemeinden engagieren sich bereits für den Klimaschutz, insbesondere im Rahmen bestehender Planungen wie dem kommunalen Energieplan, dem Richtplan des Einzugsgebiets oder dem Ortsplan. Zu ihren Pflichten gehört auch die Vorbildfunktion gegenüber ihren Bürgerinnen und Bürgern. Diese Vorbildfunktion beruht auf der Berücksichtigung der klimatischen Herausforderungen im Rahmen öffentlicher Projekte, aber auch in ihrer Rolle als Arbeitgeber, Vermögensverwalter, Eigentümer und Dienstleister. Das Zusammenwirken von Staat und Gemeinden ist komplementär und deshalb absolut notwendig.

### Abs. 1

In Absatz 1 wird die Verpflichtung für Gemeinden mit mehr als 1500 Einwohnerinnen und Einwohnern eingeführt, innerhalb von 5 Jahren nach Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes individuell oder in Zusammenarbeit mit anderen Gemeinden einen kommunalen Plan zu erstellen. Nachdem die Gemeinden ihren Plan verabschiedet haben, übermitteln sie diesen dem Staat.

Wie oben bereits erwähnt, wird die Beteiligung der Gemeinden an den Bemühungen zur Verminderung und Anpassung an den Klimawandel erwartet und ist notwendig. Sie sind wichtige Ansprechpartner und haben zugleich eigene Zuständigkeitsbereiche. Sie müssen ihren Teil der Verantwortung übernehmen und gleichzeitig eine gewisse Autonomie und Handlungsfreiheit bewahren. Aus diesem Grund wurde es für sinnvoll erachtet, die kantonale Strategie für die Gemeinden nicht verbindlich zu gestalten. Es ist jedoch ihre Aufgabe, eine Klimapolitik zu definieren und im Rahmen ihrer Zuständigkeiten und unter Berücksichtigung der kantonalen und bundesrechtlichen Gesetzgebung Massnahmen festzulegen, die sie zusätzlich zu den kantonalen Massnahmen ergreifen wollen. Die Gemeinden behalten somit ihre volle Autonomie innerhalb der Grenzen des kantonalen Rechts und bestimmen frei die Strategie und die Massnahmen, die sie in

Ergänzung zu den staatlichen Massnahmen und in Koordination mit diesen umsetzen wollen. Um kleine Gemeinden mit geringen Mitteln nicht zu belasten, sind Gemeinden mit weniger als 1500 Einwohnerinnen und Einwohnern nicht verpflichtet, einen Klimaplan auszuarbeiten. Der Staat ermutigt jedoch alle Gemeinden, diesen Schritt zu unternehmen.

### Abs. 2

Die Gemeinden können ihren Massnahmenplan in regelmässigen Abständen anpassen. Sie überprüfen ihren Plan in seiner Gesamtheit mindestens alle 5 Jahre und revidieren ihn entsprechend den Schlussfolgerungen der Überprüfung. Die Periodizität der Überprüfung entspricht jener des KKP.

### Abs. 3

Hier soll die Zusammenarbeit von Gemeinden gefördert werden, indem beispielsweise die Bezirksebene in die Ausarbeitung einer interkommunalen Planung einbezogen wird. Die möglichen Formen der Zusammenarbeit von Gemeinden sind insbesondere in der freiburgischen Gesetzgebung in Art. 107 ff. des kantonalen Gesetzes vom 25. September 1980 über die Gemeinden (GG; SGF 140.1) vorgesehen. Die Oberperson übernimmt in dieser Hinsicht durch die Förderung der interkommunalen Zusammenarbeit eine führende Rolle bei der harmonischen Entwicklung des Bezirks, insbesondere gestützt auf Artikel 146 des Gesetzes über die Gemeinden.

### Abs. 4

Der Staat unterstützt Gemeinden, die spezifische Schritte im Bereich des Klimas in Erwägung ziehen und eine auf ihr Gebiet zugeschnittene nachhaltige Klimapolitik umsetzen wollen. Der Staat verpflichtet sich insbesondere, Subventionen für die Erstellung von kommunalen Klimaplänen zu gewähren, unabhängig davon, ob diese auf freiwilliger Basis oder auf der Grundlage von Absatz 2 erstellt werden, und den Gemeinden technische Beratung zur Verfügung zu stellen. Er kann im Rahmen der Massnahmen des KKP auch Subventionen für die Umsetzungsphase der kommunalen Pläne gewähren (vgl. Art. 17).

Die Gemeinden, die bereits solche Schritte eingeleitet haben, werden unter den im Ausführungsreglement festgelegten Bedingungen bei der Umsetzung ihrer Planung finanziell unterstützt. In der Tat dürfen diese Gemeinden nicht dafür bestraft werden, freiwillig und frühzeitig spezifische Massnahmen zum Klimaschutz ergriffen zu haben.

Bereits heute bestehen kantonale Unterstützungsmassnahmen, die sich positiv auf das Klima auswirken. Beispiele hierfür sind die in der Arbeitshilfe für die Ortsplanung und im Bauhandbauch formulierten Empfehlungen zur Art und Weise wie Anreize für die Schaffung sogenannter nachhalti-

ger Quartiere in die Detailplanung und in die Baureglemente integriert werden können, oder die Beratung der Gemeinden bei der Erstellung des kommunalen Energieplans im Rahmen der Ortsplanungsrevision.

Ziel des Staates ist es, die Gemeinden dazu zu ermutigen und es ihnen zu erleichtern, die klimatischen Herausforderungen bei allen ihren Aktivitäten zu berücksichtigen, sowie den Austausch guter Praktiken zu fördern. Zu diesem Zweck wird er Sensibilisierungs- und Fördermassnahmen, wie z. B. Workshops, die Verbreitung von Videos und Artikeln mit guten Beispielen, praktische Leitfäden, usw. in die Wege leiten, um die Gemeinden bei der Einführung der Neuerungen zu unterstützen.

Zu den Unterstützungsmassnahmen, die der Staat im Rahmen seiner Klimastrategie vorsieht, zählen zum Beispiel:

- > die Unterstützung von Projekten zur Revitalisierung von Fließgewässern durch zusätzliche Subventionen für Projekte, bei denen die Anpassung an den Klimawandel besonders stark integriert wird;
- > die Unterstützung der Gemeinden bei Projekten zur Neugestaltung oder Schaffung von öffentlichen Räumen, in denen die Klimadimension zur Bekämpfung von Hitzeinseln berücksichtigt wird (Begrünung, Beschattung, Wasserspiele, usw.);
- > die Unterstützung bei der Umsetzung von neuen, von den Gemeinden getragenen Massnahmen zur Reduktion des Energieverbrauchs und der energetischen Treibhausgasemissionen.

Ausserdem wird der Bund den Gemeinden bis Ende 2022 zwei Instrumente zur Verfügung stellen, um sie bei der Berücksichtigung von Klimafragen im Rahmen der Erfüllung ihrer Aufgaben und ihrer Projekte zu unterstützen. Das erste Instrument, das der Bund bereits online gestellt hat<sup>1</sup>, ist ein Wegweiser für Gemeinden, die eine Klimastrategie zur Reduktion der Treibhausgasemissionen und zur Anpassung an den Klimawandel umsetzen möchten, und soll ihnen helfen, die Risiken zu identifizieren, mit denen sie heute konfrontiert sind oder in Zukunft konfrontiert sein werden. Dieser Wegweiser ist speziell dafür ausgelegt, kleine bis mittelgrosse Gemeinden mit begrenzten Ressourcen bei der Entwicklung einer solchen Strategie zu unterstützen. Das zweite Produkt ist eine interaktive Toolbox, die speziell entwickelt wurde, um die Gemeinden je nach ihren Besonderheiten (Grösse, Region, usw.) bei der Anpassung an den Klimawandel zu unterstützen. Sie enthält eine Datenbank mit Beispielen bester Praktiken für die Anpassung an den Klimawandel und eine Sammlung von Links und zusätzlichen Informationen zu jedem behandelten Bereich.

<sup>1</sup> Website des BAFU, *Klimaberatung für Gemeinden*: <https://www.bafu.admin.ch/bafu/de/home/themen/klima/fachinformationen/verminderungsmassnahmen/klimaprogramm/klimaprogramm-klimaberatung-gemeinden.html>

## Finanzierung

Was die Finanzierung betrifft, muss zwischen zwei Dingen unterschieden werden: einerseits die Kosten für die Ausarbeitung, Umsetzung und Überwachung der ersten Generation des kantonalen Klimaplanes zwischen 2021 und 2026, die auf 22,8 Millionen Franken geschätzt wurden; andererseits die Gesamtheit der Massnahmen, mit denen die Ziele des vorliegenden Gesetzes erreicht werden können und die nicht Bestandteil des aktuellen Klimaplanes sind. Wir erinnern an dieser Stelle gerne an die zeitliche Gliederung – zuerst Massnahmenplan, dann gesetzliche Verankerung –, die eine Finanzierungslücke schafft.

Die RIMU und namentlich das AfU koordiniert das gesamte Budget für die Umsetzung des Klimaplanes. Zu diesem Zweck sieht es die Ausgaben und Einnahmen in den Budgets der Kostenstelle 3845 OPEN vor. Die Rechnungsstruktur des AfU ermöglicht es, ein Monitoring der Ausgaben für die Umsetzung des Klimaplanes nach Massnahmen und Direktionen zu erstellen.

Für den aktuell geltenden Plan wurde im September 2021 vom Grossen Rat ein Verpflichtungskredit bis 2026 bewilligt (Art. 29 des kantonalen Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG; SGF 610.1)).

## Artikel 16 Finanzielle Mittel

Der Staatsrat wird dem Grossen Rat periodisch einen Verpflichtungskredit zur Finanzierung der Massnahmen, die zur Erreichung der in diesem Gesetz festgelegten Ziele notwendig sind, unterbreiten, darunter die Finanzierung des Aktionsplans. Diese Massnahmen unterstützen die sektoriellen Politiken, die ebenfalls zur Erreichung derselben Ziele beitragen. Um die Massnahmen, die zur Erreichung der im vorliegenden Gesetz festgelegten Klimaziele beitragen, breiter abzustützen, ist eine regelmässige Entnahme aus dem Infrastrukturfonds vorgesehen. In diesem Sinne wurde bereits eine erste Zuweisung von 25 Millionen Franken für die Umsetzung des aktuellen Klimaplanes gewährt. Um die Verwendung des Infrastrukturfonds für spätere Zuweisungen zugunsten der Klimapolitik abzusichern, soll auch das Ausführungsreglement vom 12. März 1996 zum Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates (FHR; SGF 610.11) entsprechend angepasst werden. Diese Entnahmen dienen zur teilweisen Deckung der Ausgaben im Rahmen des vom Grossen Rat bewilligten Verpflichtungskredits (Subventionen für Investitionen) sowie zur Finanzierung anderer Massnahmen und Aktionen zugunsten des Klimas (Subventionen für Investitionen und/oder eigene Investitionen des Staates). Eine zusätzliche Zuweisung an diesen Fonds wird folglich erforderlich sein und gemäss den bereits geltenden Grundsätzen erfolgen, namentlich im Falle eines in der Staatsrechnung ausgewiesenen Finanzierungsüberschusses.



## *Artikel 17 Kantonale Subventionen*

### *Abs. 1*

Die Beiträge können an Gemeinden, Gemeindeverbände oder andere öffentlich-rechtliche Einrichtungen, natürliche oder juristische Personen des Privatrechts gewährt werden. Das Projekt soll insbesondere territoriale Entitäten (einschliesslich der Agglomeration und der Regionen), aber auch Einzelpersonen, natürliche Personen oder Unternehmen unterstützen. Insofern kann die in Artikel 15 Abs. 4 zugunsten der Gemeinden vorgesehene finanzielle Unterstützung für die Erstellung und Umsetzung eines kommunalen Klimaplanes eingesetzt werden. Im Ausführungsreglement werden die verschiedenen möglichen Formen von Beiträgen festgelegt.

Finanziert werden unter anderem Massnahmen zur Förderung von Technologien und zur Reduzierung von THG-Emissionen, Anpassungsmassnahmen sowie Massnahmen zur Stärkung der Bindungskapazität von natürlichen und künstlichen Kohlenstoffsinken. Es sollen auch frühere Phasen des Innovationsprozesses unterstützt und beispielsweise Pilot- und Demonstrationsprojekte gefördert werden. So könnten kantonale Subventionen im Bereich der Verminderung zum Beispiel für die Entwicklung klimafreundlicher Technologien oder Praktiken an Hochschulen, für die Ausarbeitung eines Mobilitätsplans durch ein Unternehmen, für die Einrichtung von Biogasanlagen, für die Rückgewinnung von Wärme in industriellen Produktionsprozessen gewährt werden. Im Bereich der Anpassung könnten beispielsweise Massnahmen hinsichtlich der Entwicklung einer Innovation in Bezug auf die thermische Behaglichkeit in Gebäuden oder die Gestaltung von Anlagen zur Bekämpfung von Hitzeinseln subventioniert werden. Zur Stärkung der Bindungskapazität von Kohlenstoffsinken können sowohl Innovationen im Bereich der Kohlenstoffabscheidung und -sequestrierung als auch die Wiederherstellung oder Optimierung von Kohlenstoffsinken in der Natur oder in der Landwirtschaft unterstützt werden. Die unterstützten Massnahmen werden im Klimaplan aufgeführt und koordiniert. Zahlreiche Massnahmen des KKP zielen bereits heute auf die finanzielle Unterstützung von Projekten ab.

### *Abs. 2*

Dieser Absatz regelt die Methode zur Priorisierung von Subventionsgesuchen. Es werden verschiedene Kriterien festgelegt, um die Projekte zu priorisieren. Das erste Kriterium betrifft die erwarteten Auswirkungen des Projekts, d.h. den Nutzen für die Klimaproblematik, im Verhältnis zu den Kosten des Projekts. Diese beiden Kriterien werden zueinander in Beziehung gesetzt, um das Kosten-Nutzen-Verhältnis des Projekts zu bewerten. Die Einschätzung der Bedeutung der erwarteten Auswirkungen wird systematisch anhand eines Bewertungsschemas vorgenommen. Das zweite Kriterium betrifft die zeitliche Befristung des Projekts, was sich einer-

seits auf die Zweckmässigkeit der Unterstützung eines langfristigen Projekts beziehen kann, das nur sehr kurzfristig realisiert werden kann. Andererseits kann es sich auch um relevante, aber weniger kostspielige Projekte handeln, die dennoch eine Verschlechterung der Situation verhindern, die später zusätzliche Ausgaben erfordern würde. Dies bezieht sich auf die Logik der Kosten des Nichtstuns, die im Rahmen des KKP und in Abschnitt 1.9 dieser Botschaft beschrieben wird.

Schliesslich werden Projekte priorisiert, die nicht auf der Grundlage anderer Gesetze subventioniert werden können. Gesuche, denen keine Finanzhilfe gewährt werden konnte, werden im folgenden Jahr in der Reihenfolge ihres Eingangs und nach ihrer Priorisierung gemäss den oben genannten Kriterien wieder aufgegriffen.

Bestimmte Subventionen sind im Hinblick auf die Ziele des Gesetzes vorrangig, insbesondere die Gewährung von Subventionen an Gemeinden für die Erstellung eines Massnahmenplans. In diesen Fällen wird das Priorisierungsverhältnis direkt im Ausführungsreglement geregelt.

### *Abs. 3*

Die zuständige Behörde kann in Ausnahmefällen von dem im SubG festgelegten Höchstsatz für die Subventionierung abweichen. In der Tat kann der Betrag von 20% zu Lasten des Projektträgers, der gilt, wenn keine Ausnahme gemäss SubG (Art. 23 Abs. 2) vorliegt, insbesondere für öffentlich-rechtliche Einrichtungen und natürliche oder juristische Personen des Privatrechts, die aufgrund ihrer Grösse nur über begrenzte Mittel verfügen können, abschreckend wirken. Überdies, und um die Gemeinden bei der Erstellung einer Klimaplanung zu unterstützen, verhält sich der Staat anreizorientiert und unterstützt die Gemeinden teilweise bei der Umsetzung von Klimaschutzmassnahmen, wenn deren positive Auswirkung dies rechtfertigt. Dieser Absatz zielt somit darauf ab, mögliche Hindernisse bei der Umsetzung notwendiger Massnahmen in bestimmten Bereichen zu beseitigen, die im Ausführungsreglement festgelegt werden. Es ist vorgesehen, dass in den Ausführungsbestimmungen die verschiedenen Aspekte wie die Bedingungen für die Gewährung, die Zahlungsmodalitäten und das Verfahren sowie der Fördersatz für jeden angegebenen Bereich festgelegt werden.

### *Abs. 4*

Es ist vorgesehen, dass die spezifischen Aspekte wie etwa die Bedingungen für die Gewährung, die Zahlungsmodalitäten und das Verfahren sowie der Subventionssatz für jeden spezifischen Bereich im Ausführungsreglement festgelegt werden.

#### 4. Bemerkungen zu den Schlussbestimmungen

Gemäss Artikel 46 Abs. 1 Bst. b KV/FR unterstehen Erlasse des Grossen Rates, die eine neue Nettoausgabe zur Folge haben, die  $\frac{1}{4}\%$  der Gesamtausgaben der letzten vom Grossen Rat genehmigten Staatsrechnung übersteigen, oder die Studienkredite von regionaler oder kantonaler Bedeutung betreffen, dem fakultativen Finanzreferendum.

Nach Art. 25 FHG können Ausgaben, die nach Art. 45 und 46 KV/FR dem Finanzreferendum unterstehen, einmalig oder wiederkehrend sein. Bei einer wiederkehrenden Ausgabe, wie sie hier vorliegt, entspricht der massgebliche Betrag dem Gesamtbetrag der für die ersten 5 Jahre der Geltungsdauer des Gesetzes veranschlagten Kosten (Art. 25 Abs. 2 FHG).

Gemäss der Verordnung vom 15. Juni 2021 über die massgebenden Beträge gemäss der letzten Staatsrechnung (SGF 612.21) entspricht  $\frac{1}{4}\%$  der Ausgaben der letzten Staatsrechnung 10 176 425 Franken.

Im vorliegenden Fall beläuft sich der Betrag der durch den Entwurf verursachten Ausgaben, die auf der Grundlage von Artikel 16 zu berücksichtigen sind (25 Millionen Franken), auf mehr als ein  $\frac{1}{4}\%$  der Gesamtausgaben der letzten Staatsrechnung. Der Gesetzesentwurf untersteht folglich dem fakultativen Finanzreferendum.

#### 5. Finanzielle und Personelle Auswirkungen

Der veranschlagte Betrag für die Umsetzung der ersten Generation des kantonalen Klimaplanes für die Periode 2021 bis 2026 beläuft sich auf 22 800 000 Franken. Dieser deckt die Ressourcen ab, die für die Erstellung der Strategie, die Umsetzung des Aktionsplans und die Überwachung des KKP (Berichterstattung über die Umsetzung, Erstellung von CO<sub>2</sub>-Bilanzen und laufende Überwachung) erforderlich sind. Um eine gewisse Finanzierungsgarantie für künftige Ausgaben über einen Zeithorizont von 5 bis 7 Jahren zu erreichen, hat der Staatsrat vorgeschlagen, durch Dekret des Grossen Rates einen Verpflichtungskredit (Art. 29 FHG) von 21 Millionen Franken zu eröffnen, der es ermöglichen wird, den Kantonalen Klimaplan der ersten Generation über den Zeitraum 2022–2026 zu finanzieren. Von diesem Gesamtbetrag von 22 800 000 Franken wurden 1 250 000 Franken im Voranschlag 2021 für die Umsetzung der als «dringend» bezeichneten Massnahmen vorgesehen. Hinzu kommt ein Betrag von 540 000 Franken aus dem Wiederankurbelungsplan für die Wirtschaft im Zusammenhang mit der COVID-19 Pandemie. Somit beläuft sich der im Voranschlag 2021 für die Umsetzung des kantonalen Klimaplanes zugewiesene Gesamtbetrag auf 1 790 000 Franken. Für den Voranschlag 2022 wurden 1 466 600 Franken eingestellt, wovon 185 000 Franken aus dem Wiederankurbelungsprogramm stammen. Für den Voranschlag 2023 wurde ein Betrag von 2 571 000 Franken

vorgeschlagen. Eine Verteilung der Beträge auf die Folgejahre bis 2026 ist geplant, womit die im Verpflichtungskredit festgelegte Limite von 22,8 Millionen Franken erreicht wird.

Wie bereits erwähnt und im Zusammenhang mit dem zeitlichen Zusammenhang zwischen dem KKP und dem Gesetzesentwurf wurden gewisse Ausgaben, die zur Erreichung der Ziele dieses Gesetzes beitragen und die nicht Gegenstand von Massnahmen des KKP der ersten Generation sind, nicht in den Verpflichtungskredit aufgenommen, der 2021 bewilligt wurde, auch nicht im Rahmen der Haushaltsplanung bis 2026. Ein etwaiger zusätzlicher Bedarf zur Erreichung der Ziele des vorliegenden Saldos für die Umsetzung des Gesetzesentwurfs wird ausserhalb des Verpflichtungskredits in den Haushalt aufgenommen.

Andererseits sind zur Finanzierung von Massnahmen ausserhalb des KKP, die entweder die Reduktion der THG-Emissionen, die Anpassung an den Klimawandel oder die Stärkung der Aufnahmekapazität von Kohlenstoffsenken, die nicht im KKP vorgesehen sind, fördern, auch Entnahmen aus dem Infrastrukturfonds für Investitionen und Subventionen (Subventionen für Investitionen und/oder eigene Investitionen des Staates) zugunsten des Klimas möglich. Gemäss Beschluss des Staatsrats vom 7. Juni 2022 wurde eine erste Zuweisung von 25 Millionen Franken vorgesehen. Neben Investitionen in strategische Klimaschutzmassnahmen wird diese Erstdotierung die budgetierten Ausgaben des vom GR bewilligten Rahmenkredits teilweise decken.

In Bezug auf die personellen Auswirkungen ist zu erwähnen, dass 2018 0,8 VZÄ in der RIMU geschaffen wurden, was die Anstellung einer Person als Projektleiter ermöglichte. Im Jahr 2021 wurde im AfU eine Klimasektion geschaffen. Diese Sektion wird von der Person geleitet, welche die Stelle des Klimaverantwortlichen innehat. Ab 2022 wurden 4,5 VZÄ (Hilfskräfte mit befristetem Vertrag) für die allgemeine Umsetzung und Koordination des KKP eingestellt. Diese VZÄ werden zwischen der ILFD und der RIMU aufgeteilt. Diese Stellen werden aus den Pauschalbeträgen im Rahmen des Verpflichtungskredits für den Zeitraum 2022–2026 finanziert.

Darüber hinaus und im Zusammenhang mit dem erwähnten zeitlichen Abstand zwischen dem Massnahmenplan und dem Klimagesetz wird der Personalbedarf für die zusätzlichen Aktivitäten, die sich aus dem Gesetz ergeben, langfristig auf 2 VZÄ geschätzt.

#### 6. Auswirkungen des Entwurfs auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden

Die konkrete Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden in Bezug auf die Umsetzung der vorgeschlagenen Zielsetzung ist Teil des geltenden und künftigen gesetzlichen Rahmens. Bereits nach geltendem Recht, und insbesondere

gemäss der Verfassung des Kantons Freiburg, liegen einige der betroffenen Bereiche in der gemeinsamen Zuständigkeit von Kanton und Gemeinden (Raumplanung, Energie, Mobilität, usw.).

Artikel 15 Abs. 1 hat programmatischen Charakter und bringt keine Änderungen in der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden mit sich. Alle Gemeinden werden verpflichtet sein, klimatische Herausforderungen im Rahmen ihrer rechtlichen Zuständigkeiten und insbesondere in ihre Planungen zu integrieren. Zu einem späteren Zeitpunkt könnten im kantonalen Klimaplan, sollte dies zur Erreichung der festgelegten Ziele notwendig sein, weitere Gesetzesänderungen vorgeschlagen werden, in denen neue kommunale Aufgaben integriert werden könnten.

In Anwendung von Artikel 15 Abs. 2 werden etwa 60 Gemeinden verpflichtet sein, einen kommunalen Klimaplan zu erstellen. Vorerst bleibt es schwierig, die finanziellen und organisatorischen Folgen der Erstellung des Plans und der Umsetzung bestimmter Massnahmen für die Gemeinden genau vorherzusagen, da sie vom Bedarf und der Grösse jeder Gemeinde abhängig sein werden. Die Kosten für die Erstellung eines kommunalen Klimaplans werden je nach Grösse der Gemeinde auf 30 000 bis 170 000 Franken geschätzt. Der Staatsrat möchte die Gemeinden bei der Erstellung eines Massnahmenplans zum Klimaschutz unterstützen. Zu diesem Zweck ist eine finanzielle Unterstützung vorgesehen.

## **7. Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung**

Der Entwurf wurde unter Anwendung des Verfahrens von Kompass 21 im Hinblick auf eine nachhaltige Entwicklung bewertet. Zahlreiche Kriterien wurden bewertet und liessen auf eine positive Gesamtauswirkung auf die nachhaltige Entwicklung schliessen, sowohl in Bezug auf deren wirtschaftliche, ökologische als auch soziale Aspekte. Die soziale Verträglichkeit und wirtschaftliche Vertretbarkeit der Umweltschutzmassnahmen sind denn auch im Gesetz in Artikel 3 Abs. 2 verankert, wobei insbesondere eine wirtschaftliche Benachteiligung einkommensschwacher Haushalte vermieden werden soll. In Bezug auf die Chancengleichheit fördert das Gesetz erfreulicherweise eine langfristige Vision, welche die Bedürfnisse der zukünftigen Generationen berücksichtigt. Indem es besonderen Wert auf Bildung und Erziehung legt, zielt das Gesetz darauf ab, die Kompetenzen eines jeden Einzelnen zu stärken, um klimafreundliche individuelle und kollektive Entscheidungen zu begünstigen. Ferner ermöglicht die Einsetzung des beratenden Ausschusses der Klimakommission eine aktive Partizipation der betroffenen Akteure in der Entscheidungsfindung.

Es wurde jedoch festgehalten, dass eine eingehende Bewertung der Auswirkungen des Entwurfs, in seiner Form als Rahmengesetzgebung, aufgrund seines allgemeinen

Charakters schwierig vorzunehmen sei. Da gewisse Bestimmungen im künftigen Ausführungsreglement genauer festgelegt werden sollen, wurde im Rahmen des Audits empfohlen, die strategischen Achsen des kantonalen Klimaplans in den künftigen Rechtsakt aufzunehmen, um sie in eine gesetzliche Grundlage zu verankern. Zu diesem Zweck wurde ein spezifischer Artikel in den Entwurf integriert, der die verschiedenen Grundlagen der klimabezogenen Massnahmen hervorhebt.

## **8. Verfassungsmässigkeit, Vereinbarkeit mit dem Bundesrecht und Eurokompatibilität**

### **8.1. Verfassungsmässigkeit**

Gemäss Artikel 3 Abs. 1 Bst. h der Verfassung des Kantons Freiburg gehört die nachhaltige Entwicklung zu den Zielen, die der Staat in Achtung der Freiheit und Verantwortung des Menschen sowie des Subsidiaritätsprinzips verfolgen muss. Die Verfassung des Kantons Freiburg erwähnt die Herausforderungen im Klimabereich zwar nicht explizit, die Bekämpfung des Klimawandels und seiner Auswirkungen ist jedoch Gegenstand der Ziele für nachhaltige Entwicklung (SDG 13). Ferner ist das Klima eine der Komponenten des Bereichs der Umwelt, der bereits Gegenstand einer kantonalen Verfassungsbestimmung ist, die öffentliche Massnahmen in diesem Gebiet vorsieht (Art. 71 KV/FR). Der Klimawandel gilt nämlich als schädliche oder lästige Einwirkung im Sinne des Artikels 74 (Umweltschutz) der Bundesverfassung.

Die wichtigsten Freiburger Verfassungsgrundlagen, auf welche sich der Entwurf des Klimagesetzes stützt, sind die Artikel 68, 71 bis 75, 77 und 78 der Verfassung des Kantons Freiburg. In der Tat sprechen der Schutz und die Förderung der Gesundheit (Art. 68 Abs. 1), der Schutz der Umwelt (Art. 71) und der Natur (Art. 73), die Raumplanung (Art. 72), die Land- und Forstwirtschaft (Art. 74), die Vorbeugung von Katastrophen (Art. 75), die Wasser- und Energieversorgung (Art. 77) und die Mobilität (Art. 78) Herausforderungen an, die auch durch das vorliegende Gesetz und den kantonalen Klimaplan angegangen werden. Diese Vielfalt an Bereichen verdeutlicht auch den transversalen Charakter des Gesetzes. Folglich ist es auch sinnvoll, sie im Ingress zu erwähnen.

Um nur die wichtigsten Grundlagen zu nennen, sei zunächst Artikel 71 erwähnt, der vom Staat und von den Gemeinden verlangt, dass sie für die Erhaltung der natürlichen Umwelt sorgen und jeder Form von Verschmutzung und schädlicher Einwirkung entgegenwirken (Abs. 1), sowie die Nutzung und Entwicklung erneuerbarer Energien fördern (Abs. 2). Im aktuellen internationalen (Übereinkommen von Paris) und nationalen (CO<sub>2</sub>-Gesetz, Klimastrategie 2050) Kontext drängt sich das Klima folglich als eine der wesentlichen Komponenten des Umweltschutzes auf, der als Verfassungsziel in Artikel 71 der Kantonsverfassung verankert ist.



Artikel 74 sieht vor, dass der Staat die Land- und Forstwirtschaft sowohl in ihrer Schutz- als auch in ihrer Ökologie-, Nutz- und Wohlfahrtsfunktion fördert und unterstützt. Diese beiden für die Freiburger Wirtschaft besonders wichtigen Bereiche sind und werden auch weiterhin stark von den Klimaveränderungen betroffen sein (geringere Ernteerträge, erhöhter Bewässerungsbedarf, Anfälligkeit bestimmter Holzarten). So sind ihnen auch verschiedene Massnahmen des kantonalen Klimaplanes und spezifische Handlungsstrategien gewidmet. Diese Bereiche sind aber auch Träger von Lösungen, insbesondere in Bezug auf die Speicherung von Kohlenstoff im Boden und in den Wäldern. Dieser doppelte Bezug zur Klimathematik rechtfertigt denn auch ihre Erwähnung im Ingress des Gesetzes.

Artikel 77 (Wasser- und Energieversorgung) schreibt ebenfalls vor, dass der Staat und die Gemeinden die Wasser- und Energieversorgung sicherstellen müssen. Da die Energiegesetzgebung eine der wichtigsten Säulen der Klimapolitik ist, verdient auch Artikel 77 seinen Platz als Verfassungsgrundlage für den vorliegenden Entwurf. Die Schaffung des rechtlichen Rahmens für eine aktive Klimapolitik fügt sich somit vollumfänglich in diesen verfassungsrechtlichen Rahmen ein.

In Übereinstimmung mit diesem verfassungsrechtlichen Schutzziel und dem durch die Motion 2019-GC-44 an den Staatsrat gegebenen Auftrag, zielt der vorliegende Gesetzesentwurf darauf ab, dass sich der Staat und die Gemeinden aktiv für die Integration von Klimafragen in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich einsetzen. Die kantonale Verfassung und Gesetzgebung enthalten bereits einen umfangreichen Katalog an öffentlichen Aufgaben in Bezug auf das Klima, die in die Zuständigkeit des Kantons und der Gemeinden fallen. Die Umsetzung der klimabezogenen kantonalen Reduktions- und Anpassungsziele muss daher im Rahmen des Vollzugs der massgebenden sektoriellen Gesetzgebungen (Raumplanung, Energie, Umwelt, Gewässerschutz, Natur- und Landschaftsschutz, usw.) einbezogen und intensiviert werden, kann in Zukunft aber auch Gesetzesänderungen und die Schaffung neuer Rechtsgrundlagen erfordern.

Der vorliegende Entwurf zielt einzig darauf ab, die Aufgaben der Behörden zu steuern und zu koordinieren und hat für Einzelpersonen keine direkte verpflichtende Wirkung.

## 8.2. Vereinbarkeit mit dem Bundesrecht und Eurokompatibilität

Die in der Bundesverfassung verankerten Zuständigkeitsbereiche betreffend Umweltschutz, Energie, Raumplanung und Verkehr spielen beim Klimaschutz eine zentrale Rolle. Die Grenzen zwischen diesen Bereichen sind nicht immer eindeutig. So stellt Umweltschutz zum Beispiel eine bereichsübergreifende Zuständigkeit dar, da dieser auch andere Fach-

bereiche wie Verkehr, Raumplanung oder Landwirtschaft betrifft. Die Identifizierung der durch die Verfassung und die sektoriellen Bundesgesetze festgelegten Zuständigkeiten von Bund und Kantonen erfordert ebenfalls für jeden betrachteten Bereich eine Analyse. Im Zuge dieser Untersuchung ist festzustellen, dass die Kantone in Bezug auf das Klima für eine Vielfalt von Bereichen zuständig sind. So hält die Bundesverfassung ausdrücklich fest, dass Massnahmen betreffend den Verbrauch von Energie in Gebäuden in erster Linie in die Zuständigkeit der Kantone fallen (Art. 89). Kantonale Zuständigkeiten sind auch in der Bundesgesetzgebung ausdrücklich festgelegt. So weist zum Beispiel Artikel 31 Abs. 1 des Bundesgesetzes über den Umweltschutz die Entsorgung von Siedlungsabfällen den Kantonen zu. Die Kantone behalten auch bei der Raumplanung im Rahmen der vom Bund festgelegten Grundsätze einen erheblichen Regelungsspielraum (Art. 75 Abs. 1 BV). Sie sind auch weitgehend für den Vollzug der Bundesbestimmungen zuständig<sup>1</sup>. Bedeutend sind die Zuständigkeiten der Kantone auch bei der Planung, dem Bau und der Gestaltung ihres kantonalen Strassennetzes sowie in der Verkehrspolitik.

Im Umweltbereich war der Verfassungsgeber bestrebt, das Ideal der Nachhaltigkeit in Artikel 73 der Bundesverfassung zu verankern, in dem folgendes festgehalten wird: *«Bund und Kantone streben ein auf Dauer ausgewogenes Verhältnis zwischen der Natur und ihrer Erneuerungsfähigkeit einerseits und ihrer Beanspruchung durch den Menschen andererseits an»*. Gemäss Artikel 74 BV erlässt der Bund Vorschriften über den Schutz des Menschen und seiner natürlichen Umwelt vor schädlichen oder lästigen Einwirkungen. Der Erlass von gesetzlichen Bestimmungen liegt somit in der Zuständigkeit des Bundes. Dies stellt eine materiell sehr weitreichende und umfassende Gesetzgebungskompetenz dar<sup>2</sup>. Es handelt sich jedoch in dem Sinne um eine konkurrierende Kompetenz, dass solange der Bund von seiner Kompetenz keinen Gebrauch macht, die Kantone Handlungsfreiheit bewahren. Sobald der Bund aber Gesetze erlässt, gelten deren Bestimmungen vorrangig vor kantonalem Recht. In Artikel 74 Abs. 3 BV ist zudem der föderale Vollzug verankert, indem den Kantonen die Zuständigkeit dafür zugeschrieben wird, soweit das Gesetz die Zuständigkeit für eine bestimmte Problematik nicht dem Bund vorbehält<sup>3</sup>. Weiter hält der Bundesrat in seiner Botschaft vom 31. Oktober 1979 zum USG fest, dass sich Umweltschutz nur verwirklichen lässt, wenn alle, d. h. Private, Gemeinde-, Kantons- und Bundesbehörden im Rahmen ihrer Möglichkeiten und in gegenseitiger Ergänzung ihren Beitrag zur Verminderung der Umweltbelastung leisten<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Siehe insb. Art. 74 Abs. 3 BV und Art. 36 USG, Art. 60 Abs. 2 EnG, Art. 9 des CO<sub>2</sub>-Gesetzes

<sup>2</sup> Bundesrat, Botschaft vom 31. Oktober 1979 zu einem Bundesgesetz über den Umweltschutz (USG), BBl 1979 III 762.

<sup>3</sup> Luc Gonin, *Répartition des compétences et domaines d'action de l'État fédéral*, in: *Droit constitutionnel suisse Fondements, institutions et défis*, S. 132 ff.

<sup>4</sup> Botschaft zu einem USG (BBl 1979 III 752).



Artikel 46 Abs. 3 BV schliesslich legt fest, dass der Bund den Kantonen möglichst grosse Gestaltungsfreiheit belässt und den kantonalen Besonderheiten Rechnung trägt. Der Bund ist auch dazu verpflichtet, die Eigenständigkeit der Kantone zu wahren (Art. 47 BV); Er belässt ihnen ausreichend eigene Aufgaben und beachtet ihre Organisationsautonomie (Art. 47 Abs. 2 1<sup>er</sup> Satz BV). Diese zwei Bestimmungen können als Fortführung des Grundsatzes der Subsidiarität (Art. 5a BV) betrachtet werden.

Dieser Verfassungsauftrag wird im Umweltbereich auf Bundesebene durch das USG und das CO<sub>2</sub>-Gesetz konkretisiert. Der Schweizer Gesetzgeber hat sich entschieden, die Bekämpfung der mit dem Klimawandel verbundenen Beeinträchtigungen nicht im Bundesgesetz über den Umweltschutz zu behandeln, sondern in einem spezifischen Gesetz, dem CO<sub>2</sub>-Gesetz, das somit das Hauptinstrument der Klimapolitik bildet<sup>1</sup>.

Im Rahmen dieser engen Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Ebenen des Schweizer Staates, die durch den föderalen Vollzug im Bereich des Umweltschutzes und die Wahrung der Eigenständigkeit der Kantone gefördert wird, ist der kantonale Gesetzgeber ermächtigt, ein Rahmengesetz über das Klima zu erlassen, um es der Schweiz zu ermöglichen, ihre Ziele in Bezug auf die Reduktion der Treibhausgasemissionen und die Anpassung an den Klimawandel zu erreichen. Der vorliegende Entwurf liegt somit vollumfänglich im Rahmen der durch das Bundesrecht den Kantonen eingeräumten Zuständigkeiten und beruht hauptsächlich auf die durch dieses Recht den Kantonen übertragenen Vollzugs- und Organisationskompetenzen. Zudem decken sich die vom Kanton Freiburg festgelegten Ziele mit der vom Bund in seiner Klimapolitik definierten Vision. Sie entsprechen auch den nationalen und internationalen Zielen. Der Gesetzesentwurf ist folglich bundesrechtskonform.

Der Entwurf ist nicht direkt vom europäischen Recht betroffen.

---

<sup>1</sup> Félise Rouiller, *Révision de la loi fédérale sur la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>*, in: AJP 2020 S. 213–220.

## Loi sur le climat (LClim)

du...

---

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: **815.1**  
Modifié(s): –  
Abrogé(s): –

---

### *Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques du 9 mai 1992;

Vu l'Accord de Paris (Accord sur le climat) du 12 décembre 2015;

Vu les articles 9 et 41 de la loi fédérale du 23 décembre 2011 sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (Loi sur le CO<sub>2</sub>);

Vu les articles 68, 71, 72, 73, 74, 75, 77 et 78 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.);

Vu le message 2022-DAEC-177 du Conseil d'Etat du 20 septembre 2022;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

## Klimagesetz (KlimG)

vom...

---

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: **815.1**  
Geändert: –  
Aufgehoben: –

---

### *Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf das Rahmenübereinkommen der Vereinten Nationen über Klimaänderungen vom 9. Mai 1992;

gestützt auf das Klimaübereinkommen von Paris (das Klimaübereinkommen) vom 12. Dezember 2015;

gestützt auf die Artikel 9 und 41 des Bundesgesetzes vom 23. Dezember 2011 über die Reduktion der CO<sub>2</sub>-Emissionen (CO<sub>2</sub>-Gesetz);

gestützt auf die Artikel 68, 71, 72, 73, 74, 75, 77 und 78 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);

gestützt auf die Botschaft 2022-DAEC-177 des Staatsrats vom 20. September 2022;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

## I.

### 1 Dispositions générales

#### Art. 1 Buts

<sup>1</sup> La présente loi a pour but de protéger les êtres humains, les animaux, les plantes et leurs biotopes, en particulier les personnes et les écosystèmes les plus vulnérables, contre les effets nuisibles des changements climatiques.

<sup>2</sup> Elle vise à:

- a) contribuer à l'objectif global qui consiste à contenir la hausse de la température moyenne de la planète en dessous de 1,5 °C par rapport au niveau préindustriel;
- b) ramener les émissions de gaz à effet de serre à une quantité qui ne dépasse pas la capacité de séquestration des puits de carbone (zéro émission nette);
- c) renforcer les capacités d'adaptation aux effets nuisibles des changements climatiques;
- d) rendre les flux financiers compatibles avec un développement à faibles émissions de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques.

#### Art. 2 Objectifs de mise en œuvre

<sup>1</sup> L'Etat et les communes s'engagent à atteindre une réduction d'au moins 50% des émissions directes du canton par rapport à 1990 d'ici 2030 et zéro émission nette d'ici 2050.

<sup>2</sup> Ils prennent des mesures visant à réduire autant que possible les émissions indirectes du canton.

<sup>3</sup> Ils prennent également des mesures visant à prévenir et à maîtriser les dommages aux êtres humains, aux animaux, aux plantes et leurs biotopes et aux biens d'une valeur considérable qui pourraient résulter de l'augmentation de la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

<sup>4</sup> L'Etat et les communes renforcent leurs compétences en matière de technologies d'émissions négatives (NET) et s'engagent à conserver, gérer et renforcer la capacité d'absorption des puits de carbone naturels et artificiels à long terme.

## I.

### 1 Allgemeine Bestimmungen

#### Art. 1 Zweck

<sup>1</sup> Zweck dieses Gesetzes ist es, Menschen, Tiere, Pflanzen und ihre Biotope, insbesondere die am meisten gefährdeten Menschen und Ökosysteme, vor den schädlichen Auswirkungen des Klimawandels zu schützen.

<sup>2</sup> Es hat zum Ziel:

- a) zur Erreichung des globalen Ziels, den Anstieg der weltweiten Durchschnittstemperatur auf unter 1,5 °C über dem vorindustriellen Niveau zu begrenzen, beizutragen;
- b) die Treibhausgasemissionen auf ein Mass zu reduzieren, das die Bindungskapazität von Kohlenstoffsinken nicht übersteigt (Netto-Null-Emissionen);
- c) den Aufbau von Fähigkeiten zur Anpassung an die negativen Auswirkungen des Klimawandels zu verstärken;
- d) die Finanzströme mit einer treibhausgasarmen und klimaneutralen Entwicklung in Einklang zu bringen.

#### Art. 2 Ziele der Umsetzung

<sup>1</sup> Der Staat und die Gemeinden verpflichten sich, die direkten Emissionen des Kantons im Vergleich zu 1990 bis 2030 um mindestens 50% zu reduzieren und zum Ziel der Netto-Null-Emissionen bis 2050 beizutragen.

<sup>2</sup> Sie ergreifen Massnahmen, um die indirekten Emissionen des Kantons so weit wie möglich zu reduzieren.

<sup>3</sup> Sie ergreifen auch Massnahmen, um Schäden an Menschen, Tieren, Pflanzen und deren Biotopen sowie an Sachen von erheblichem Wert, die sich aus dem Anstieg der Konzentration von Treibhausgasen in der Atmosphäre ergeben können, zu verhindern und zu bewältigen.

<sup>4</sup> Der Staat und die Gemeinden bauen ihre Kompetenzen im Bereich der Negativemissionstechnologien (NET) aus und verpflichten sich, die Absorptionskapazität natürlicher und künstlicher Kohlenstoffsinken langfristig zu erhalten, zu verwalten und zu verstärken.

### **Art. 3** Mesures

<sup>1</sup> Pour atteindre les objectifs de réduction, d'adaptation et de renforcement de la capacité d'absorption des puits de carbone naturels et artificiels prévus à l'article 2, l'Etat et les communes prennent des mesures fondées sur:

- a) la présente loi;
- b) la loi fédérale sur le CO<sub>2</sub>;
- c) la loi fédérale sur l'énergie;
- d) la loi cantonale sur l'énergie;
- e) d'autres actes, notamment ceux qui régissent les domaines de l'environnement, de la protection de la nature et de la biodiversité, des déchets, des eaux, de l'agriculture, de l'économie forestière et de l'industrie du bois, de l'aménagement du territoire, de la mobilité, de la santé, du secteur financier et du développement durable.

<sup>2</sup> L'Etat et les communes veillent à ce que les mesures soient prises de manière coordonnée et soient économiquement efficaces, socialement équitables et respectueuses de l'environnement.

### **Art. 4** Prise en compte des enjeux climatiques

<sup>1</sup> L'Etat et les communes prennent en compte les enjeux climatiques dans l'accomplissement de leurs tâches ou activités, dans les investissements et lors d'octroi de subventions, et ce dès le début des travaux de planification et d'établissement des projets.

<sup>2</sup> Les projets soumis au Conseil d'Etat et qui sont définis dans la réglementation d'exécution font l'objet d'un examen évaluant leur compatibilité avec les enjeux climatiques. La Direction concernée par le projet est compétente pour faire procéder à cet examen.

### **Art. 5** Information et formation

<sup>1</sup> L'Etat et les communes veillent à soutenir l'éducation, la formation, la recherche, le conseil, la sensibilisation, la participation du public et l'accès de la population à l'information dans le domaine des changements climatiques.

### **Art. 3** Massnahmen

<sup>1</sup> Um die Ziele bei der Reduktion, der Anpassung und der Verstärkung der Absorptionskapazität natürlicher und künstlicher Kohlenstoffsinken nach Artikel 2 zu erreichen, ergreifen der Staat und die Gemeinden Massnahmen, die sich auf die folgenden Erlasse stützen:

- a) dieses Gesetz;
- b) das CO<sub>2</sub>-Gesetz des Bundes;
- c) das Energiegesetz des Bundes;
- d) das kantonale Energiegesetz;
- e) weitere Erlasse, insbesondere diejenigen, welche die Bereiche Umwelt, Naturschutz und Biodiversität, Abfall, Wasser, Landwirtschaft, Waldwirtschaft und Holzindustrie, Raumplanung, Mobilität, Gesundheit, Finanzsektor und nachhaltige Entwicklung regeln.

<sup>2</sup> Der Staat und die Gemeinden sorgen dafür, dass die Massnahmen koordiniert ergriffen werden und wirtschaftlich effizient, sozial gerecht und umweltfreundlich sind.

### **Art. 4** Berücksichtigung klimatischer Herausforderungen

<sup>1</sup> Der Staat und die Gemeinden berücksichtigen die klimatischen Herausforderungen bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben und Aktivitäten, bei den Investitionen und bei der Gewährung von Subventionen bereits bei der Planung und Entwicklung von Projekten.

<sup>2</sup> Projekte, die dem Staatsrat vorgelegt und in den Ausführungsbestimmungen definiert werden, werden auf ihre Verträglichkeit mit den klimatischen Herausforderungen geprüft. Die vom Projekt betroffene Direktion ist für die Durchführung dieser Überprüfung zuständig.

### **Art. 5** Information und Schulung

<sup>1</sup> Der Staat und die Gemeinden sorgen dafür, dass Bildung, Ausbildung, Forschung, Beratung, Sensibilisierung, Beteiligung der Öffentlichkeit und Zugang der Bevölkerung zu Informationen im Bereich des Klimawandels unterstützt werden.



## 2 Plan Climat cantonal

### Art. 6 Contenu

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat définit sa stratégie climatique et son plan d'action dans le Plan Climat cantonal (PCC).

<sup>2</sup> La stratégie définit les objectifs spécifiques ainsi que les axes stratégiques d'intervention de l'Etat permettant d'atteindre, respectivement de mettre en œuvre, les objectifs fixés par la présente loi.

<sup>3</sup> Le plan d'action du Conseil d'Etat définit les mesures concrètes et les délais de mise en œuvre, les autorités compétentes, ainsi que les ressources permettant d'atteindre les objectifs fixés par la présente loi.

### Art. 7 Consultation publique

<sup>1</sup> La procédure de consultation externe prévue pour les actes législatifs cantonaux est applicable par analogie au Plan Climat cantonal.

### Art. 8 Adoption

<sup>1</sup> Le projet de Plan Climat cantonal ainsi que le rapport établi conformément à l'article 10 al. 2 sont présentés au Grand Conseil, à titre consultatif.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat adopte le Plan Climat cantonal.

### Art. 9 Effets

<sup>1</sup> Dès son adoption par le Conseil d'Etat, le Plan Climat cantonal a force obligatoire pour les autorités cantonales.

### Art. 10 Réexamen et suivi

<sup>1</sup> Un bilan carbone cantonal est établi tous les 5 ans.

<sup>2</sup> A la même fréquence, le Plan Climat cantonal fait l'objet d'un rapport au Grand Conseil portant sur la mise en œuvre des mesures, la réalisation des objectifs stratégiques et les ressources allouées. Il est révisé à cette occasion.

<sup>3</sup> Il fait également l'objet d'un suivi régulier et continu de l'efficacité des mesures et des ressources engagées. Les résultats de ce suivi sont publiés annuellement.

## 2 Kantonaler Klimaplan

### Art. 6 Inhalt

<sup>1</sup> Der Staatsrat definiert seine Klimastrategie und seinen Aktionsplan im kantonalen Klimaplan (KKP).

<sup>2</sup> Die Strategie legt die spezifischen Ziele und die strategischen Schwerpunkte der staatlichen Interventionen fest, mit denen die in diesem Gesetz festgelegten Ziele erreicht bzw. umgesetzt werden können.

<sup>3</sup> Der Aktionsplan des Staatsrats legt die konkreten Massnahmen und die Umsetzungsfristen, die zuständigen Behörden sowie die Ressourcen fest, mit denen die in diesem Gesetz festgelegten Ziele erreicht werden können.

### Art. 7 Öffentliche Vernehmlassung

<sup>1</sup> Das externe Vernehmlassungsverfahren für kantonale Erlasse gilt sinngemäss für den KKP.

### Art. 8 Beschluss

<sup>1</sup> Der Entwurf des KKP und der Bericht gemäss Artikel 10 Abs. 2 werden dem Grosse Rat zur Vernehmlassung vorgelegt.

<sup>2</sup> Der Staatsrat beschliesst den KKP.

### Art. 9 Wirkungen

<sup>1</sup> Sobald der KKP vom Staatsrat verabschiedet wurde, ist er für die kantonalen Behörden verbindlich.

### Art. 10 Überprüfung und Nachkontrolle

<sup>1</sup> Alle fünf Jahre wird eine kantonale CO<sub>2</sub>-Bilanz erstellt.

<sup>2</sup> In gleicher Häufigkeit wird dem Grosse Rat ein Bericht über den KKP überwiesen, in dem die Umsetzung der Massnahmen, die Erreichung der strategischen Ziele und die eingesetzten Ressourcen behandelt werden. Der KKP wird bei dieser Gelegenheit revidiert.

<sup>3</sup> Anhand des KKP wird auch die Wirksamkeit der Massnahmen und der Ressourcen regelmässig und laufend überwacht. Die Ergebnisse dieser Nachkontrolle werden jährlich veröffentlicht.

### **Art. 11** Modifications

<sup>1</sup> Le Plan Climat cantonal fait l'objet des adaptations nécessaires sur la base des résultats du réexamen et du suivi prévus à l'article 10.

<sup>2</sup> La procédure prévue à l'article 7 est applicable lors d'une révision ou modification majeure du Plan Climat cantonal.

<sup>3</sup> Le Conseil d'Etat définit la procédure et les organes compétents pour toute autre modification du Plan Climat cantonal.

### **3 Autorités compétentes**

#### **Art. 12** Conseil d'Etat

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat a les attributions suivantes:

- a) il adopte le Plan Climat cantonal;
- b) il édicte la réglementation d'exécution;
- c) il répartit les tâches entre les organes de l'Etat et assure l'organisation transversale de l'élaboration et de la mise en œuvre du Plan Climat cantonal;
- d) il veille à l'exécution des mesures prévues par le Plan Climat cantonal;
- e) il veille à la collaboration et à la coordination avec la Confédération, les autres cantons et les communes.

<sup>2</sup> Il exerce les autres attributions qui lui sont conférées par la présente loi et par le règlement d'exécution.

#### **Art. 13** Directions compétentes

<sup>1</sup> Chaque Direction du Conseil d'Etat accomplit les tâches relatives à la politique climatique en application des politiques sectorielles et intersectorielles dont elle a la charge.

<sup>2</sup> La Direction en charge de l'environnement <sup>1)</sup> (ci-après: la Direction) est chargée d'assurer la transversalité, la coordination et la cohérence de l'action de l'Etat en la matière.

---

<sup>1</sup> Actuellement: Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement.

### **Art. 11** Änderungen

<sup>1</sup> Der KKP wird auf der Grundlage der Ergebnisse der Überprüfung und der Nachkontrolle nach Artikel 10 wenn nötig angepasst.

<sup>2</sup> Bei einer Revision oder einer wesentlichen Änderung des KKP gilt das Verfahren nach Artikel 7.

<sup>3</sup> Der Staatsrat legt für jede weitere Änderung des KKP das Verfahren und die zuständigen Organe fest.

### **3 Zuständige Behörden**

#### **Art. 12** Staatsrat

<sup>1</sup> Der Staatsrat hat folgende Befugnisse:

- a) Er beschliesst den KKP.
- b) Er erlässt die Ausführungsbestimmungen.
- c) Er verteilt die Aufgaben unter den staatlichen Organen und stellt die übergreifende Organisation der Ausarbeitung und der Umsetzung des KKP sicher.
- d) Er sorgt dafür, dass die im KKP vorgesehenen Massnahmen umgesetzt werden.
- e) Er sorgt für die Zusammenarbeit und die Koordination mit dem Bund, den anderen Kantonen und den Gemeinden.

<sup>2</sup> Er übt die sonstigen Befugnisse aus, die ihm in diesem Gesetz und im Ausführungsreglement übertragen werden.

#### **Art. 13** Zuständige Direktionen

<sup>1</sup> Jede Direktion des Staatsrats erfüllt die Aufgaben bei der Klimapolitik, indem sie die sektoruelle und sektorübergreifende Politik, für die sie zuständig ist, umsetzt.

<sup>2</sup> Die für die Umwelt zuständige Direktion <sup>1)</sup> (die Direktion) ist dafür zuständig, den interdisziplinären Charakter, die Koordination und die Kohärenz der Aktion des Staates in diesem Bereich zu gewährleisten.

---

<sup>1</sup> Derzeit: Direktion für Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt (RIMU)

<sup>3</sup> Les Directions et unités administratives compétentes s'assistent mutuellement et participent activement à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Climat cantonal.

#### **Art. 14** Commission Climat

<sup>1</sup> La Commission Climat est un organe consultatif de l'Etat.

<sup>2</sup> Les membres sont nommés par le Conseil d'Etat; y sont représentés les communes ainsi que les milieux et organisations intéressés.

<sup>3</sup> La Commission:

- a) est consultée sur le Plan Climat cantonal et les projets importants;
- b) examine des problèmes généraux ou particuliers relatifs à la politique climatique;
- c) peut soumettre des propositions et donner son avis aux autorités d'exécution.

#### **Art. 15** Communes

<sup>1</sup> Dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, les communes de plus de 1500 habitants et habitantes définissent, dans un plan communal, les mesures qu'elles entendent mettre en œuvre, en complément des mesures de l'Etat et en coordination avec ces dernières, pour contribuer à atteindre les objectifs de la présente loi et le transmettent à la Direction.

<sup>2</sup> Elles réexaminent leur plan au plus tard tous les 5 ans et le transmettent à la Direction.

<sup>3</sup> Les communes peuvent collaborer entre elles pour accomplir cette tâche.

<sup>4</sup> L'Etat soutient les communes dans la mise en place de leur politique. A ce titre, les communes peuvent bénéficier, de la part de l'Etat, de conseils techniques et du soutien financier nécessaires, en particulier à l'élaboration d'un plan climat communal.

<sup>3</sup> Die zuständigen Direktionen und Verwaltungseinheiten unterstützen sich gegenseitig und beteiligen sich aktiv an der Ausarbeitung und Umsetzung des KKP.

#### **Art. 14** Klimakommission

<sup>1</sup> Die Klimakommission ist ein beratendes Organ des Staates.

<sup>2</sup> Die Mitglieder werden vom Staatsrat ernannt. In ihr sind die Gemeinden und betroffenen Kreise und Organisationen vertreten.

<sup>3</sup> Die Kommission:

- a) wird zum KKP und zu wichtigen Projekten angehört;
- b) prüft allgemeine oder spezielle Probleme im Zusammenhang mit der Klimapolitik;
- c) kann den ausführenden Behörden Vorschläge unterbreiten und sie beraten.

#### **Art. 15** Gemeinden

<sup>1</sup> Innert fünf Jahren nach Inkrafttreten dieses Gesetzes legen Gemeinden mit mehr als 1500 Einwohnerinnen und Einwohnern in einem Gemeindeplan die Massnahmen fest, die sie zusätzlich zu den staatlichen Massnahmen und koordiniert mit diesen umsetzen wollen, um zur Erreichung der Ziele dieses Gesetzes beizutragen, und übermitteln diesen Plan der Direktion.

<sup>2</sup> Sie überprüfen ihren Plan mindestens alle fünf Jahre und übermitteln ihn der Direktion.

<sup>3</sup> Die Gemeinden können bei der Erfüllung dieser Aufgabe zusammenarbeiten.

<sup>4</sup> Der Staat unterstützt die Gemeinden bei der Umsetzung ihrer Politik. Zu diesem Zweck können die Gemeinden vom Staat technische Beratung und die notwendige finanzielle Unterstützung erhalten, insbesondere bei der Erstellung eines kommunalen Klimaplanes.

## 4 Financement

### Art. 16 Moyens financiers

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat soumet périodiquement au Grand Conseil un crédit d'engagement destiné au financement des mesures nécessaires à la réalisation des objectifs fixés par la présente loi.

### Art. 17 Subventions cantonales

<sup>1</sup> Une subvention peut être octroyée, sous la forme de contributions non remboursables, de prêts à conditions préférentielles ou de cautionnements, à des communes, des associations de communes ou d'autres personnes morales de droit public ainsi qu'à des personnes physiques ou morales de droit privé pour la réalisation de mesures d'adaptation, d'atténuation et de renforcement de la capacité d'absorption des puits de carbone naturels et artificiels.

<sup>2</sup> Dans les limites du crédit d'engagement prévu à l'article 16, les demandes de subvention sont traitées dans un ordre de priorité fondé sur les effets attendus du projet au regard des enjeux climatiques (rapport entre le bénéfice climatique et le montant des dépenses occasionnées) et la temporalité du projet, après déduction, le cas échéant, des subventions fédérales et des subventions cantonales prévues par d'autres lois. Les versements sont opérés dans les limites des moyens budgétaires disponibles.

<sup>3</sup> L'autorité compétente, en fonction des seuils financiers, peut déroger à titre exceptionnel au taux maximal de subventionnement fixé dans la loi sur les subventions.

<sup>4</sup> Les autres aspects, notamment les domaines à promouvoir, les conditions d'octroi, le taux de subvention, les modalités de paiement et la procédure, sont fixés dans la réglementation d'exécution par le Conseil d'Etat en fonction des objectifs et des priorités de la politique climatique.

<sup>5</sup> Il n'existe pas de droit à l'obtention d'une subvention.

## II.

*Aucune modification d'actes dans cette partie.*

## 4 Finanzierung

### Art. 16 Finanzielle Mittel

<sup>1</sup> Der Staatsrat unterbreitet dem Grossen Rat periodisch einen Verpflichtungskredit zur Finanzierung der Massnahmen, die zur Erreichung der in diesem Gesetz festgelegten Ziele notwendig sind.

### Art. 17 Kantonale Subventionen

<sup>1</sup> Gemeinden, Gemeindeverbänden und weiteren juristischen Personen des öffentlichen Rechts sowie natürlichen oder juristischen Personen des Privatrechts kann eine Subvention in Form nicht rückzahlbarer Beiträge, Darlehen zu Sonderkonditionen oder Bürgschaften für die Durchführung von Massnahmen zur Anpassung, Abschwächung und Verstärkung der Aufnahmekapazität natürlicher und künstlicher Kohlenstoffsinken gewährt werden.

<sup>2</sup> In den Grenzen des Verpflichtungskredits nach Artikel 16 werden die Subventionsgesuche nach einer Priorisierung aufgrund der erwarteten Wirkungen des Projekts angesichts der klimatischen Herausforderungen (Verhältnis zwischen dem Klimanutzen und der Höhe der Ausgaben) und der Zeitlichkeit des Projekts behandelt, allenfalls nach Abzug der Subventionen des Bundes und der kantonalen Subventionen aufgrund anderer Gesetze. Die Beträge werden im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel ausgezahlt.

<sup>3</sup> Die zuständige Behörde kann je nach den finanziellen Schwellenwerten ausnahmsweise vom maximalen Subventionssatz nach SubG abweichen.

<sup>4</sup> Die übrigen Gesichtspunkte, insbesondere die zu fördernden Bereiche, die Bedingungen für die Gewährung, der Beitragssatz, die Zahlungsmodalitäten und das Verfahren, werden vom Staatsrat entsprechend den Zielen und Prioritäten der Klimapolitik in den Ausführungsbestimmungen festgelegt.

<sup>5</sup> Es besteht kein Recht auf eine Subvention.

## II.

*Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.*



### **III.**

*Aucune abrogation d'actes dans cette partie.*

### **IV.**

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle est également soumise au referendum financier facultatif.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.


### **III.**

*Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

### **IV.**

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzreferendum. Es untersteht zudem dem fakultativen Finanzreferendum.

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.



# Mise en œuvre des mesures du Plan Climat cantonal de l'Etat de Fribourg

—  
Rapport de mise en œuvre  
2021 – Phase pilote



ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FREIBURG

Service de l'environnement SEn  
Amt für Umwelt AfU

—  
Direction du développement territorial, des infrastructures, de la  
mobilité et de l'environnement **DIME**  
Direktion für Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt  
**RIMU**

# Table des matières

<b>1</b>	<b>Introduction</b>	<b>5</b>	<b>3.5</b>	<b>S.2.2 Soutien à la surveillance des vecteurs de maladies infectieuses favorisées par les changements climatiques</b>	<b>16</b>
<b>2</b>	<b>Vue d'ensemble</b>	<b>8</b>	3.5.1	Description de la mesure	16
<b>2.1</b>	<b>Suivi du financement</b>	<b>8</b>	3.5.2	Objectifs de la mesure 2021 - 2026	16
<b>2.2</b>	<b>Appréciation globale de la mise en œuvre</b>	<b>8</b>	3.5.3	Actions 2021	16
<b>3</b>	<b>Mise en œuvre des mesures 2021</b>	<b>11</b>	3.5.4	Perspectives 2022 - 2026	16
<b>3.1</b>	<b>W.5.1 Prise en compte des scénarios climatiques dans les projets d'aménagement et d'entretien des cours d'eau (protection contre les crues et revitalisation)</b>	<b>11</b>	<b>3.6</b>	<b>Mesure S.5.5 Adaptation aux changements climatiques dans les écoles</b>	<b>16</b>
3.1.1	Description de la mesure	11	3.6.1	Description de la mesure	16
3.1.2	Objectifs 2021 - 2026	11	3.6.2	Objectifs de la mesure 2021 - 2026	16
3.1.3	Actions 2021	11	3.6.3	Réalisations de la mesure 2021	17
3.1.4	Perspectives 2022 - 2026	12	3.6.4	Perspectives 2022 - 2026	17
<b>3.2</b>	<b>W.5.5 Mise en œuvre d'actions visant à limiter les apports de polluants dans les milieux récepteurs vulnérables en période d'étiage</b>	<b>12</b>	<b>3.7</b>	<b>Mesure S.5.6 Réalisation de mesures visant à améliorer le confort estival dans les bâtiments</b>	<b>17</b>
3.2.1	Description de la mesure	12	3.7.1	Description de la mesure	17
3.2.2	Objectifs 2021 - 2026	12	3.7.2	Objectifs de la mesure 2021 - 2026	17
3.2.3	Actions 2021	13	3.7.3	Réalisations 2021	17
3.2.4	Perspectives 2022 – 2026	13	3.7.4	Perspectives 2022 - 2026	18
<b>3.3</b>	<b>B.6.1 Réalisation de projets pilotes visant la mise en réseau de biotopes</b>	<b>14</b>	<b>3.8</b>	<b>Mesure S.5.10 Réalisation de mesures d'accompagnement vers une agriculture résiliente aux changements climatiques</b>	<b>18</b>
3.3.1	Description de la mesure	14	3.8.1	Description de la mesure	18
3.3.2	Objectifs de la mesure 2021 - 2026	14	3.8.2	Buts de la mesure 2021 - 2026	18
3.3.3	Actions 2021	14	3.8.3	Réalisations 2021	18
3.3.4	Perspectives 2022 - 2026	14	3.8.4	Perspectives 2022 - 2026	18
<b>3.4</b>	<b>S.1.3 Cartographie des îlots de chaleur dans les zones urbanisées du canton et conseil en adaptation</b>	<b>15</b>	<b>3.9</b>	<b>M.1.1 Sensibilisation au transfert modal</b>	<b>19</b>
3.4.1	Description de la mesure	15	3.9.1	Description de la mesure	19
3.4.2	Objectifs de la mesure 2021 – 2026	15	3.9.2	Objectifs de la mesure 2021 - 2026	19
3.4.3	Actions 2021	15	3.9.3	Réalisation 2021	19
3.4.4	Perspectives 2022 - 2026	15	3.9.4	Perspectives 2022 - 2026	19

<b>3.10 M.3.2 Suppression de l'avantage donné à la voiture lors des déplacements du personnel de l'Etat</b>	<b>20</b>	3.15.4 Perspectives 2022 - 2026	24
3.10.1 Description de la mesure	20	<b>3.16 A.2.2 Récupération de chaleur pour les séchoirs en grange</b>	<b>24</b>
3.10.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026	20	3.16.1 Description de la mesure	24
3.10.3 Réalisations 2021	20	3.16.2 Objectifs de la mesure 2021 – 2026	25
3.10.4 Perspectives 2022 - 2026	20	3.16.3 Réalisations 2021	25
<b>3.11 M.4.1 Taxation des véhicules légers fortement émetteurs</b>	<b>20</b>	3.16.4 Perspectives 2022 - 2026	25
3.11.1 Description de la mesure	20	<b>3.17 A.2.4 Promotion de circuits courts et soutien à la consommation locale</b>	<b>25</b>
3.11.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026	20	3.17.1 Description de la mesure	25
3.11.3 Réalisations 2021	21	3.17.2 Objectifs de la mesure 2021 – 2026	25
3.11.4 Perspectives 2022 - 2026	21	3.17.3 Réalisations 2021	26
<b>3.12 M.4.2 Encouragement à la mise en place de bornes de recharge pour voitures électriques</b>	<b>21</b>	3.17.4 Perspectives 2022 - 2026	26
3.12.1 Description de la mesure	21	<b>3.18 A.5.1 Soutien et valorisation des installations de biogaz dans le canton de Fribourg</b>	<b>26</b>
3.12.2 Objectifs de la mesure 2021 – 2026	21	3.18.1 Description de la mesure	26
3.12.3 Réalisations 2021	21	3.18.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026	26
3.12.4 Perspectives 2022 - 2026	22	3.18.3 Réalisations 2021	26
<b>3.13 M.4.3 Encouragement à l'immatriculation de véhicules mus exclusivement par l'énergie électrique ou l'hydrogène ou dotés d'une motorisation hybride</b>	<b>22</b>	3.18.4 Perspectives 2022 - 2026	27
3.13.1 Description de la mesure	22	<b>3.19 C.2.1 Soutien à la Fondation Carbon Fri et encouragement aux entreprises à effectuer un bilan carbone</b>	<b>27</b>
3.13.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026	22	3.19.1 Description de la mesure	27
3.13.3 Réalisations 2021	22	3.19.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026	27
3.13.4 Perspectives 2022 - 2026	22	3.19.3 Réalisations 2021	27
<b>3.14 E.3.2 Limitation de la température de chauffage des locaux de l'Etat</b>	<b>22</b>	3.19.4 Perspectives 2022 - 2026	28
3.14.1 Description de la mesure	22	<b>3.20 C.2.4 Soutien au tourisme local et aux produits du terroir</b>	<b>28</b>
3.14.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026	22	3.20.1 Description de la mesure	28
3.14.3 Réalisations 2021	23	3.20.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026	28
3.14.4 Perspectives 2022 - 2026	23	3.20.3 Réalisations 2021	28
<b>3.15 E.5.1 Réduction des émissions de GES des stations d'épuration (STEP)</b>	<b>24</b>	3.20.4 Perspectives 2022 - 2026	29
3.15.1 Description de la mesure	24	<b>3.21 C.3.1 Renforcement des investissements et des flux financiers en faveur du climat</b>	<b>30</b>
3.15.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026	24	3.21.1 Description de la mesure	30
3.15.3 Réalisations 2021	24	3.21.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026	30
		3.21.3 Réalisations 2021	30



3.21.4	Perspectives 2022 - 2026	30	3.24.4	Perspectives 2022 - 2026	32
<b>3.22</b>	<b>T.1.3 Accompagnement au changement (sensibilisation et engagement)</b>	<b>30</b>	<b>3.25</b>	<b>T.6.2 Soutien au concours « Le climat et moi »</b>	<b>32</b>
3.22.1	Description de la mesure	30	3.25.1	Description de la mesure	32
3.22.2	Objectifs de la mesure 2021 - 2026	30	3.25.2	Objectifs de la mesure 2021 - 2026	32
3.22.3	Réalisation 2021	31	3.25.3	Réalisations 2021	33
3.22.4	Perspectives 2022 - 2026	31	3.25.4	Perspectives 2022 - 2026	33
<b>3.23</b>	<b>T.4.1 Base légale</b>	<b>31</b>	<b>3.26</b>	<b>T.6.3 Assurer le fonctionnement et la mise en œuvre du Plan Climat cantonal</b>	<b>33</b>
3.23.1	Description de la mesure	31	3.26.1	Description de la mesure	33
3.23.2	Objectifs de la mesure 2021 – 2026	31	3.26.2	Objectifs de la mesure 2021 - 2026	34
3.23.3	Réalisation 2021	31	3.26.3	Réalisations 2021	34
3.23.1	Perspectives 2022 - 2026	32	3.26.4	Perspectives 2022 - 2026	34
<b>3.24</b>	<b>T.6.1 Réalisation d'un projet pilote pour un bâtiment adapté aux enjeux climatiques</b>	<b>32</b>	<b>4</b>	<b>Conclusion</b>	<b>35</b>
3.24.1	Description de la mesure	32	<b>4.1</b>	<b>Forces de la mise en œuvre du PCC</b>	<b>35</b>
3.24.2	Objectifs de la mesure 2021 - 2026	32	<b>4.2</b>	<b>Pistes d'amélioration</b>	<b>35</b>
3.24.3	Réalisations 2021	32	<b>A1</b>	<b>Listes des abréviations et acronymes</b>	<b>37</b>

# 1 Introduction

Afin de contribuer à la protection du climat et au respect de l'objectif général formulé dans l'Accord de Paris sur le climat (contenir le réchauffement climatique à un niveau nettement inférieur à 2° C, et poursuivre les efforts pour le limiter à 1,5° C), le Conseil d'Etat fribourgeois a défini en 2019 deux objectifs pour sa politique climatique :

- > assurer les capacités d'adaptation du territoire aux changements climatiques ;
- > sortir de la dépendance aux énergies fossiles et réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de 50 % d'ici à 2030. À l'horizon 2050, le canton de Fribourg veut contribuer à l'objectif zéro émission nette (les émissions de GES résiduelles ne devront pas dépasser ce que les réservoirs, ou puits de carbone, sont capables d'absorber).

Le Plan Climat cantonal est l'instrument principal dont dispose le Conseil d'Etat pour définir sa stratégie en matière climatique et les moyens de mise en œuvre. Il coordonne, soutient et renforce les politiques et les stratégies sectorielles et intersectorielles qui contribuent à l'atteinte des objectifs de réduction et d'adaptation aux changements climatiques. La mise en œuvre des mesures du PCC de première génération a commencé en 2021 et se déroulera jusqu'en 2026. Ce plan d'action s'articule en deux volets : adaptation et atténuation, 8 axes stratégiques (voir **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**) et 115 mesures.

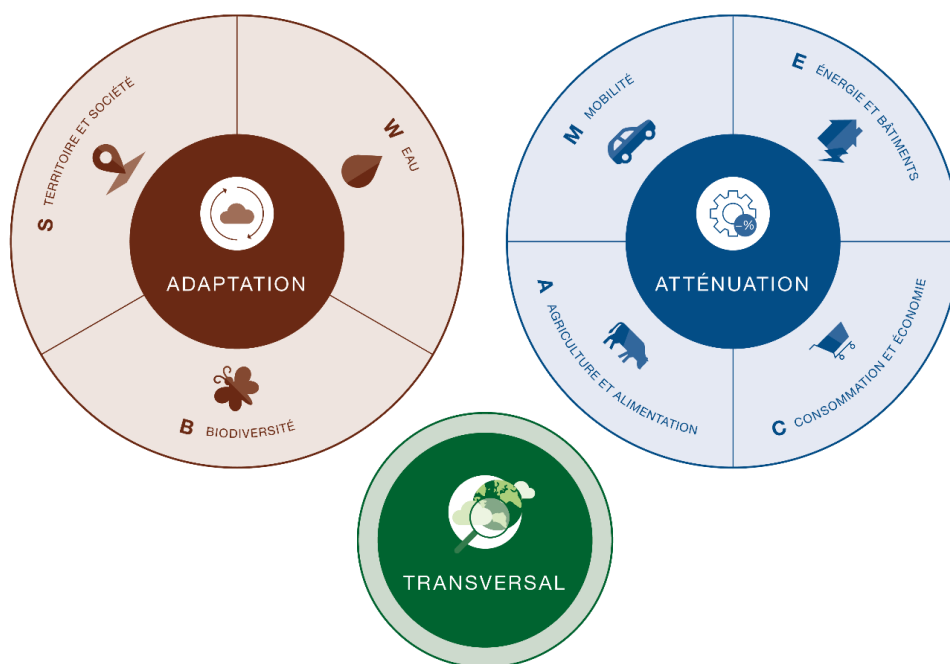


Figure 1 : représentation des 8 axes stratégiques du PCC. Source : Etat de Fribourg, 2021.

Afin d'évaluer la réalisation des objectifs climatiques et après une première analyse réalisée en 2019 (données de 2017), un bilan carbone des émissions de GES du canton de Fribourg sera effectué environ tous les 5 ans. Le prochain bilan sera établi en 2025 (données de 2023), et permettra d'évaluer le degré d'alignement des résultats par rapport à la trajectoire de réduction des émissions souhaitées (voir **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**).

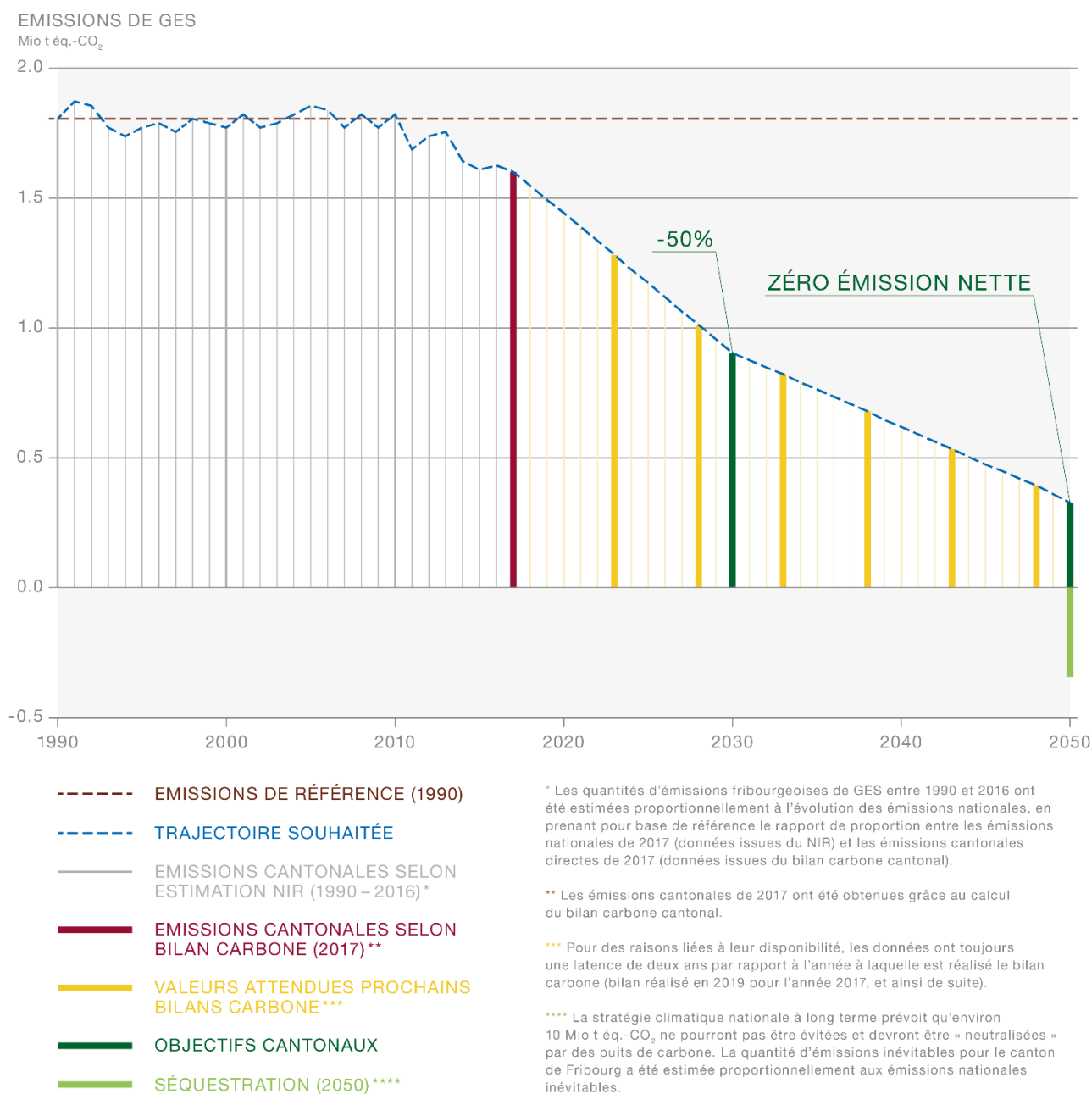


Figure 2 : Évolution des émissions cantonales directes de GES entre 1990 et 2017 et trajectoire à suivre pour atteindre les objectifs visés par le Conseil d'Etat. Source : Etat de Fribourg, 2021.

Le PCC et son catalogue de mesures concrétisent et renforcent la stratégie climatique cantonale au-delà des différentes mesures favorables au climat déjà prises ou prévues dans les politiques sectorielles de l'Etat. Les 115 mesures qui le composent sont divisées en six types différents : « Connaissances et communication » ; « Encouragement » ; « Exemplarité de l'Etat » ; « Législation » ; « Projets sectoriels » et « Projets pilotes ».

La mise en œuvre des mesures du PCC de 1<sup>ère</sup> génération a été initiée en 2021 avec 26 mesures anticipées (voir **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**) qui ont pu être démarrées dans chacun des axes stratégiques. Le présent rapport a pour objectif de présenter ces mesures, leurs objectifs pour l'année écoulée ainsi que pour l'entier de la mise en œuvre et, enfin, de faire état de leur avancement.









ADAPTATION			ATTÉNUATION				TRANSVERSAL
W	B	S	M	E	A	C	
							
EAU	BIODIVERSITÉ	TERRITOIRE ET SOCIÉTÉ	MOBILITÉ	ÉNERGIE ET BÂTIMENTS	AGRICULTURE ET ALIMENTATION	CONSOMMATION ET ÉCONOMIE	
<b>W.5.1</b> <b>W.5.5</b>	<b>B.6.1</b>	<b>S.1.3</b> <b>S.2.2</b> <b>S.5.5</b> <b>S.5.6</b> <b>S.5.10</b>	<b>M.1.1</b> <b>M.3.2</b> <b>M.4.1</b> <b>M.4.2</b> <b>M.4.3</b>	<b>E.3.2</b> <b>E.5.1</b>	<b>A.2.2</b> <b>A.2.4</b> <b>A.5.1</b>	<b>C.2.1</b> <b>C.2.4</b> <b>C.3.1</b>	<b>T.1.3</b> <b>T.4.1</b> <b>T.6.1</b> <b>T.6.2</b> <b>T.6.3</b>



Figure 3 : Les vingt-six mesures anticipées démarrées en 2021. Source : Etat de Fribourg, 2021



## 2 Vue d'ensemble

### 2.1 Suivi du financement

En juin 2021, le Grand Conseil (GC) a voté un crédit d'engagement de 22,8 mio. afin de financer l'entier de la mise en œuvre du PCC sur la période de 2021 à 2026. Pour la première année de mise en œuvre, les dépenses totales se sont élevées à 1 368 848 francs.









Dépense du budget 21	Dépense crédit d'engagement 21-26
	






































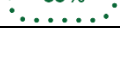
Le financement du PCC se fait par le budget ordinaire de l'Etat. Une partie des montants accordés au PCC pour 2021 a toutefois été financée par le Plan de relance de l'économie fribourgeoise présenté par le Conseil d'Etat (CE) suite à la deuxième vague de COVID-19. L'enveloppe accordée pour 2021 et 2022 se monte à 540'000 frs. Les 26 mesures prévues dans ce plan de relance touchent la construction, la mobilité et l'énergie, la compétitivité des entreprises, la formation, la consommation, le tourisme, l'agriculture, la culture et le sport. Ce sont ainsi 7 mesures du PCC (A.2.2, A.2.4, A.5.1, C.2.4, E.5.1, S.5.6, T.6.1) qui se sont vues allouer, en 2021, des budgets issus du Plan de relance qui se terminera à la fin de 2022.







Le texte d'accompagnement du crédit d'engagement du PCC indique que le montant de 22,8 mio. comprend non seulement la mise en œuvre des mesures mais également les ressources nécessaires à leur réalisation et à leur suivi. Afin d'assurer cette mission ce sont quelques 300 000 frs. qui ont permis de financer des postes auxiliaires dans différentes Directions en 2021.

### 2.2 Appréciation globale de la mise en œuvre

L'enveloppe accordée pour la première année de mise en œuvre a permis de démarrer 26 mesures dites « urgentes ». Le tableau ci-dessous récapitule les appréciations globales pour l'état d'avancement sur l'année 2021 ainsi que sur l'entier de la mise en œuvre pour la période 2021-2026. Ces appréciations sont échelonnées par paliers de 5%. L'appréciation de 100% indique que les objectifs pour l'année 2021 ont été entièrement atteints, au contraire, 0% indique que la mesure a été abandonnée au cours de l'année. A noter qu'il s'agit d'une appréciation globale donnée à titre indicatif.



Mesures	Etat d'avancement 2021	Etat sur l'entier de la mise œuvre 2021-2026
W.5.1 Prise en compte des scénarios climatiques dans les projets d'aménagement et d'entretien des cours d'eau (protection contre les crues et revitalisation)		
W.5.5 Mise en œuvre d'actions visant à limiter les apports de polluants dans les milieux récepteurs vulnérables en période d'été		
B.6.1 Réalisation de projets pilotes visant la mise en réseau de biotopes		
S.1.3 Cartographie des îlots de chaleur dans les zones urbanisées du canton et conseil en adaptation		

S.2.2 Soutien à la surveillance des vecteurs de maladies infectieuses favorisées par les changements climatiques		
S.5.5 Adaptation aux changements climatiques dans les écoles		
S.5.6 Réalisation de mesures visant à améliorer le confort estival dans les bâtiments		
S.5.10 Réalisation de mesures d'accompagnement vers une agriculture résiliente aux changements climatiques		
M.1.1 Sensibilisation au transfert modal		
M.3.2 Suppression de l'avantage donné à la voiture lors des déplacements du personnel de l'Etat		
M.4.1 Taxation des véhicules légers fortement émetteurs		
M.4.2 Encouragement à la mise en place de bornes de recharge pour voitures électriques		
M.4.3 Encouragement à l'immatriculation de véhicules mus exclusivement par l'énergie électrique ou l'hydrogène ou dotés d'une motorisation hybride		
E.3.2 Limitation de la température de chauffage des locaux de l'Etat		
E.5.1 Réduction des émissions de GES des STEP		
A.2.2 Récupération de chaleur pour les séchoirs en grange		
A.2.4 Promotion de circuits courts et soutien à la consommation locale		
A.5.1 Soutien et valorisation des installations de biogaz dans le canton de Fribourg		
C.2.1 Soutien à la Fondation Carbon Fri et encouragement aux entreprises à effectuer un bilan carbone		
C.2.4 Soutien au tourisme local et aux produits du terroir		
C.3.1 Renforcement des investissements et des flux financiers en faveur du climat		
T.1.3 Accompagnement au changement (sensibilisation et engagement)		
T.4.1 Base légale cantonale pour le climat		

T.6.1 Réalisation d'un projet pilote pour un bâtiment adapté aux enjeux climatiques		
T.6.2 Soutien au concours « Le climat et moi »		
T.6.3 Assurer le fonctionnement et la mise en œuvre du Plan Climat cantonal		

## 3 Mise en œuvre des mesures 2021

### 3.1 W.5.1 Prise en compte des scénarios climatiques dans les projets d'aménagement et d'entretien des cours d'eau (protection contre les crues et revitalisation)

Etat 21	21-26
 90%	 20%

#### 3.1.1 Description de la mesure

La mesure W.5.1 entend soutenir l'intégration des scénarios climatiques et hydrologiques dans les projets d'aménagement et d'entretien des eaux, afin que ces derniers soient adaptés au mieux aux conditions climatiques changeantes et à l'évolution des régimes hydrologiques ainsi qu'aux risques en lien avec le climat. La mesure prévoit également d'établir des recommandations à l'intention des porteurs de projets (communes, bureaux d'études, ingénieur-e-s en aménagement de cours d'eau et spécialistes en écologie aquatique), que ce soit dans le domaine de la protection contre les crues ou sur la thématique de l'écologie aquatique.

#### 3.1.2 Objectifs 2021 - 2026

Sur l'entier de la période de mise en œuvre, l'objectif principal de la mesure W.5.1 est d'évaluer et d'analyser les effets du changement climatique sur les eaux du canton et de comprendre comment ceux-ci peuvent affecter les projets d'aménagement et d'entretien des eaux dans le but de les rendre durables et résilients.

Dans un premier temps, les scénarios climatiques et hydrologiques du canton et des bassins versants sont connus et mis à disposition. Ensuite, basé sur l'évolution du climat et de l'hydrologie, les conséquences de ces scénarios et les besoins d'adaptation sur les activités d'aménagement et d'entretien des eaux sont identifiés et définis. Enfin, des recommandations sont publiées et mises à disposition des porteurs de projets.

Une coordination et des synergies sont établies avec d'autres mesures du Plan Climat cantonal (mesure W.1.1 Evaluation des conséquences des scénarios Hydro-CH2018, W.5.3 Soutien à la réalisation de mesures d'entretien des cours d'eau, B.5.3 Soutien aux projets de revitalisation de cours d'eau, S.5.4 Prise en compte des changements climatiques dans la protection contre les dangers naturels liés à l'eau).

#### 3.1.3 Actions 2021

Lors de la première année, il a été décidé en premier lieu de développer les scénarios climatiques et hydrologiques à l'échelle du canton et des bassins versants. Cela est prévu par la mesure W.1.1 mais celle-ci n'a pas été retenue dans les mesures 2021 du Plan Climat cantonal. Le démarrage de la mesure W.1.1 a donc eu lieu en 2021 par le biais de la mesure W.5.1. La distinction entre les deux mesures sera à nouveau faite à partir de 2022.

Les scénarios climatiques CH2018 et hydrologiques Hydro-CH2018 ont été étudiés par le SEn dès qu'ils ont été publiés par la Confédération en mars 2021. Les principaux effets des changements climatiques sur les eaux suisses et du canton ont été recensés et identifiés (évolution des débits des eaux, pénuries d'eau estivales, hausse du potentiel de danger, vie aquatique en difficulté en raison des hausses de température de l'eau).

Sur cette base, un cahier des charges a été établi par le SEn et un mandat a été attribué à un bureau spécialisé en hydrologie qui a pour objectif de développer et de transposer les scénarios climatiques et hydrologiques à l'échelle des bassins versants du canton (Projet CC-HydroFR). Cette démarche va permettre de donner plus de détails et de précisions sur les effets des changements climatiques sur le canton, sur ses eaux et sur la meilleure façon de s'adapter en termes d'aménagement et d'entretien des eaux.



Les premières phases du mandat ont permis de préparer les données climatiques et hydrologiques pour le canton de Fribourg en considérant les différents scénarios d'émissions (RCP 2.6, RCP 4.5 et RCP 8.5), des résolutions surfaciques détaillées (2 km par 2 km) du canton et de ses bassins versants et d'un horizon temporel allant de 1981 à 2099. De nombreuses chaînes de simulation ont été générées et calculées.

Un atelier d'échanges et de travail avec les services cantonaux concernés a également été mené en fin d'année par le SEN et le bureau mandaté. Celui-ci a permis d'informer globalement sur les scénarios climatiques et hydrologiques, de discuter des scénarios simulés et finalement de recenser les préoccupations des autres services qui travaillent dans le domaine de la gestion des eaux par rapport aux effets du changement climatique. Sur cette base, des indicateurs climatiques et hydrologiques d'évolution peuvent être définis et seront utilisés pour définir les conséquences sur les eaux.

### 3.1.4 Perspectives 2022 - 2026

Pour 2022 et les années suivantes de la mise en œuvre de la mesure W.5.1, et en exploitant les futurs résultats du mandat d'établissement des scénarios climatiques et hydrologiques à l'échelle du canton et des bassins versants, il est prévu dans un premier temps d'identifier les principales conséquences de ces scénarios et les besoins d'adaptation sur les activités d'aménagement et d'entretien des eaux. Concrètement, il s'agira de définir dans quelles mesures des adaptations devront être prises pour les aspects de protection contre les crues (cas de surcharge, débits de dimensionnement, prise en compte du risque, réservation de couloirs d'évacuation, etc.) et de l'écologie des eaux (morphologie proche de l'état naturel, espèces-cibles, température de l'eau, ombrage, etc.). Dans un deuxième temps, des recommandations seront élaborées et publiées à l'intention des porteurs de projets (communes, bureaux d'études, ingénieur-e-s en aménagement de cours d'eau et spécialistes en écologie aquatique).

## 3.2 W.5.5 Mise en œuvre d'actions visant à limiter les apports de polluants dans les milieux récepteurs vulnérables en période d'étiage

Etat 21	21-26
 80%	 10%

### 3.2.1 Description de la mesure

La mesure W.5.5 prévoit la mise en place d'actions pour traiter et limiter les polluants à la source, permettant ainsi de diminuer la quantité de polluants arrivant dans les milieux récepteurs et de limiter ainsi l'ampleur des pollutions, particulièrement en période d'étiage (sécheresse). Dans certains cas critiques, les points de déversement sont déplacés afin de préserver les milieux. La mesure prévoit également la mise en œuvre d'actions visant à limiter les apports directs et diffus de polluants dans les milieux récepteurs vulnérables et à les protéger globalement contre les apports de polluant pendant la période d'étiage.

### 3.2.2 Objectifs 2021 - 2026

La mesure W.5.5 a pour objectifs de réduire les apports directs et diffus de polluants dans les milieux récepteurs vulnérables en période d'étiage et d'améliorer la qualité des eaux souterraines en diminuant les teneurs en pesticides et métabolites. La mesure est ainsi subdivisée en deux volets :

- 1) La réalisation d'une étude limnologique sur le fonctionnement du lac de Schiffenen (flux de température, cycle de nutriments, durée de rétention de l'eau, biomasse, etc.) qui vise à comprendre les raisons de la diminution de l'oxygène dans le lac et étudier ensuite des mesures envisageables (aération au barrage, nouvelle prise d'eau, ...) pour réduire la mortalité piscicole observée en aval du barrage. La réalisation de cette étude devrait s'étaler sur une période de 3 ans (2021-2023).



- 2) La réalisation du projet « Zu » qui vise à améliorer la qualité des eaux souterraines en diminuant les teneurs en pesticides et métabolites, au moyen de projets au sens de l'art. 62a LEaux ou de l'art. 47 OEaux impliquant la délimitation de plusieurs aires de projet et au minimum durant 10 à 12 ans.

### 3.2.3 Actions 2021

En 2021, la mesure W.5.5 a permis les réalisations suivantes dans les deux volets :

- 1) Une étude a été réalisée par l'EAWAG dans le but de connaître au mieux le fonctionnement du lac de Schiffenen. Elle a permis, notamment, de mettre en avant un apport important de nutriments dans le lac. Afin d'estimer et de modéliser cet apport, un mandat, divisé en 4 phases, a été attribué à SINEF et les résultats sont attendus dans le courant de 2023.
- 2) L'année 2021 a vu le démarrage d'une étude hydrogéologique d'aire Zu pour un captage d'eau souterraine stratégique du canton afin d'y appliquer, dès 2022, des mesures constructives et d'aménagement du territoire permettant une protection durable de la ressource en eau souterraine.

### 3.2.4 Perspectives 2022 – 2026



Pour les prochaines années de mise en œuvre, les deux volets de la mesure W.5.5 prévoient les étapes suivantes :

- 1) Le mandat SINEF devra se poursuivre afin d'estimer les apports dans le lac de Schiffenen, pour l'ensemble des domaines concernés (rejets de STEP, affluents, apports diffus agricoles, etc.). Parallèlement, une étude de variantes est en cours et se poursuivra avec Groupe E afin d'identifier si des mesures techniques sont envisageables dans le but d'augmenter la concentration en oxygène en aval du barrage.
- 2) Zones Zu : De nouvelles études hydrogéologiques d'aires Zu doivent être conduites selon deux axes. Axe 1 : pour tous les captages stratégiques du canton (classification selon la Plan sectoriel de la gestion des eaux PSGE), et axe 2 : pour les captages importants du canton présentant des concentrations notables en pesticides et métabolites.



Image 1 : Installation d'une sonde dans la Sarine en aval du barrage du lac de Schiffenen permettant la récolte de données

### 3.3 B.6.1 Réalisation de projets pilotes visant la mise en réseau de biotopes

Etat 21	21-26
	

#### 3.3.1 Description de la mesure

Afin de pallier les effets négatifs des changements climatiques sur les écosystèmes, la mesure B.6.1 prévoit la mise en place d'actions pour renforcer la mise en réseau des biotopes et améliorer l'infrastructure écologique dans les milieux naturels ainsi qu'urbains. Les arbres actuellement plantés en milieu bâti ne sont pas forcément tous adaptés à un climat futur. Pour garantir un patrimoine arboré à long terme, il faut commencer maintenant à planter des essences d'arbres qui vont pouvoir résister dans un climat futur. En général, la plantation d'arbres en milieu urbain aide à connecter les milieux de vie des espèces. Les milieux humides sont les milieux les plus impactés par les changements climatiques. La création de plans d'eau est donc une mesure très importante pour atténuer l'effet de ces changements sur ce milieu et les espèces qui y vivent.

#### 3.3.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026

La mesure B.6.1 a pour objectif de mettre à disposition des communes un guide d'aide à la plantation d'arbre en milieu bâti. Il s'agit d'établir la liste des arbres à planter en milieu bâti qui sera la base pour toute future plantation d'arbres dans les villes et villages du canton. Le renforcement du patrimoine arboré du canton possède un impact positif sur la biodiversité pour les décennies à venir. La mesure entend également mener à la création de différents plans d'eau permettant de connecter des milieux entre eux.

#### 3.3.3 Actions 2021

En 2021, la mesure B.6.1 a permis d'une part, d'établir une liste des arbres adaptés au climat futur qui sont à planter en milieu bâti et des renseignements sur comment maintenir un patrimoine arboré à long terme. D'autre part, 69 arbres issus de cette liste ont été plantés dans 62 communes qui se sont montrées intéressées par la démarche. Enfin, un nouvel étang a été créé dans la forêt de Bouleyres à côté d'un étang existant, renforçant ainsi la connexion des milieux humides dans cette zone.



#### 3.3.4 Perspectives 2022 - 2026

S'agissant d'un projet pilote, la mesure a pris fin en 2021 et ne sera pas reconduite pour 2022. Toutefois la réalisation effective de la mesure se terminera fin 2022 pour cause de retard pris dans la réalisation de certains travaux.



Image 2 : Agrandissement du biotope dans la forêt de Bouleyres

### 3.4 S.1.3 Cartographie des îlots de chaleur dans les zones urbanisées du canton et conseil en adaptation

Etat 21	21-26
	

#### 3.4.1 Description de la mesure

La mesure S.1.3 prévoit d'une part, un soutien à la réalisation de cartes d'îlots de chaleur urbains (ICU) pour les principales zones urbanisées du canton et, d'autres part, des propositions de mesures permettant de réduire ces îlots de chaleur. Une première cartographie en ville de Fribourg a été élaborée en 2020 dans le cadre du projet pilote d'adaptation aux changements climatiques. À la suite de cette étude, une première mesure concrète a été proposée par la Haut Ecole d'Ingénierie et d'Architecture de Fribourg (HEIA). Il s'agit de la construction d'un module DEMO MI2 (pavillon) permettant de rafraîchir les centres urbains propices à ces situations d'îlots de chaleur et de sensibiliser la population à cette thématique.

#### 3.4.2 Objectifs de la mesure 2021 – 2026

La mesure S.1.3 a pour objectif général de soutenir les communes face à la problématique des ICU et de soutenir la réalisation de cartographies pour les principales zones urbanisées du canton tout en proposant des mesures de mitigation. La mesure prévoit également de soutenir la construction du module DEMO-MI2 (pavillon climatique) et d'autres projets exemplaires permettant de rafraîchir les centres urbains propices aux îlots de chaleurs, de même qu'à sensibiliser la population à cette thématique.

La mesure se compose de deux volets : premièrement, il s'agit de réaliser un projet exemplaire en matière d'urbanisme dans le contexte d'adaptation aux changements climatiques. Ceci dans le but de sensibiliser à ces enjeux, mais aussi de proposer des solutions claires en matière d'aménagement du territoire. L'accent est mis sur la sensibilisation de la population, mais aussi celle des personnes occupant des postes décisionnels et de planification urbaine.

Le second volet de la mesure consiste en la réalisation d'études cartographiques permettant d'identifier les îlots de chaleur urbains, de prévoir leur évolution et d'évaluer l'efficacité et la pertinence des mesures de mitigation envisagées.

#### 3.4.3 Actions 2021

En 2021, la mesure S.1.3 a permis de soutenir la construction du pavillon DEMO-MI2, dont le projet est décrit sur ce [lien](#). En outre, un événement de type Climat Lunch et portant sur les îlots de chaleur a été organisé en mai 2021. Une vidéo explicative sous forme d'interview des responsables de la ville de Fribourg a été également réalisée et diffusée à destination du large public sur la plateforme [monplanclimat.fr.ch](http://monplanclimat.fr.ch).



#### 3.4.4 Perspectives 2022 - 2026

Pour les cinq prochaines années, la mesure S.1.3 se concrétisera autour de trois axes principaux. Premièrement, il est prévu de réaliser un fascicule sur les ICU à l'attention des communes (axe 1). L'idée est de sensibiliser ces acteurs majeurs de la planification du territoire à la thématique, tout en les informant sur les moyens d'action tant au niveau réglementaire (règlement communal d'urbanisme) qu'au niveau des mesures de mitigation et de leurs effets. La réalisation de ce fascicule ainsi que sa présentation aux communes cibles devrait intervenir en 2022-2023.

Dans un deuxième temps, pour la période 2024-2026, la mesure s'articulera autour de la réalisation de quelques projets exemplaires, comme, par exemple une revégétalisation de cours d'école (axe 2), et autour de la production de cartographies d'îlots de chaleur à l'échelle des communes qui le souhaitent (axe 3).

Ces trois axes stratégiques – sensibilisation, projets exemplaires et rapport d'expertise – assurent que la mesure S.1.3 soit déployée à l'échelle du canton, touche tous les acteurs concernés et montre la voie en matière d'adaptation aux effets du changement climatique.

### 3.5 S.2.2 Soutien à la surveillance des vecteurs de maladies infectieuses favorisées par les changements climatiques

Etat 21	21-26
	

#### 3.5.1 Description de la mesure

La mesure S.2.2 entend soutenir la surveillance des maladies et de leurs vecteurs dont le développement sur le territoire suisse pourrait être favorisé par les changements climatiques.

#### 3.5.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026

La mesure S.2.2 a pour objectif général de soutenir la surveillance des maladies infectieuses et de leurs vecteurs favorisés par les changements climatiques. La mise en place d'un groupe de travail chargé du suivi de vecteurs (par exemple le moustique-tigre) dans le canton fait également partie des objectifs de la mesure. Elle doit également soutenir le projet intercantonal de monitoring du moustique-tigre.



#### 3.5.3 Actions 2021

En 2021, la mesure S.2.2 a permis de réaliser le suivi du moustique-tigre autour du restoroute de la Gruyère par la pose des pièges, la récolte et l'envoi des échantillons pour analyse. Cette mesure, mise en œuvre au niveau de la Section Climat, est réalisée en collaboration avec le Secteur écologie des vecteurs de l'Institut de microbiologie de la Scuola universitaria professionale della Svizzera italiana (SUPSI) qui réalise les analyses avec le soutien du Prof. Daniel Cherix du Réseau Suisse Moustiques.

#### 3.5.4 Perspectives 2022 - 2026

Lors des prochaines années de mise en œuvre il s'agira de définir les modalités et les Services concernés par le suivi du monitoring et en particulier en cas d'intervention. En ce sens un groupe de travail chargé du suivi de vecteurs devra être mis en place conjointement avec le Service du Médecin cantonal et celui de la Santé publique. Un plan d'action en cas de découverte de peuplements de moustiques tigre devra être également mis sur pied avec les Services concernés. En outre, la présence de peuplement ayant été découverte dans les cantons voisins de Vaud et du Valais, il sera nécessaire de dresser la liste de potentiels lieux d'installation du moustique tigre sur le territoire fribourgeois afin d'étendre les zones de monitoring.

### 3.6 Mesure S.5.5 Adaptation aux changements climatiques dans les écoles

Etat	21-26
	

#### 3.6.1 Description de la mesure

La mesure S.5.5 prévoit de soutenir la prise en compte des risques liés aux changements climatiques sur la santé des élèves. Ceci dans le cadre de la révision du concept de « Santé à l'école », de son plan d'actions, et de sa mise en œuvre.

#### 3.6.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026

La mesure S.5.5 a pour objectif général d'intégrer les enjeux climatiques dans le concept de « Santé à l'école ». Par ailleurs, le projet entend également soutenir la mise en œuvre de mesures d'adaptation aux changements climatiques dans des écoles et lieux d'enseignement.

### 3.6.3 Réalisations de la mesure 2021



En 2021, la mesure S.5.5 a permis les réalisations suivantes :

- > soutien à l'accompagnement du Bureau santé à l'école par Bio-Eco, lors des travaux de révision du Concept de « Santé à l'école », afin d'assurer la prise en compte des aspects climatiques. Dans ce cadre, des ateliers participatifs en vue de récolter les éléments nécessaires à la révision du concept de « Santé à l'école » ont été menés ;
- > soutien à des classes ou des écoles dans l'élaboration d'une stratégie climatique ;
- > soutien à la mise en place de six ateliers d'adaptation aux changements climatiques dans des écoles et lieux d'enseignement (école primaire de Neyruz, école primaire de l'Auge à Fribourg, école primaire de Schmiten, école primaire de Vuadens, Cycle d'Orientation de Pérolles à Fribourg, Cycle d'orientation de Cugy). Un septième atelier est prévu en février 2022.

### 3.6.4 Perspectives 2022 - 2026

Les ateliers menés en 2021 avec les experts concernant la révision du concept de « Santé à l'école » ont donné lieu à de premières propositions présentées devant le COPIL compétent et déboucheront sur sa validation formelle courant 2022. Quant aux ateliers menés dans les classes pilotes, ils ont donné lieu à des échanges constructifs et permettront, dans le cas de l'école d'Auge notamment, une mise en œuvre durant l'année 2021-2022.

## 3.7 Mesure S.5.6 Réalisation de mesures visant à améliorer le confort estival dans les bâtiments

Etat 21	21-26
	

### 3.7.1 Description de la mesure

La mesure S.5.6 prévoit d'assurer un confort estival optimal à l'intérieur des bâtiments (nouveaux et existants), principalement par la mise en place de mesures passives de refroidissement.

### 3.7.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026

Sur l'ensemble de la mise en œuvre, la mesure S.5.6 prévoit de travailler autant sur le volet bâtiments privés que sur le volet bâtiments publics. En ce qui concerne les bâtiments privés, le projet entend établir une liste de paramètres influençant le confort estival, et d'analyser la manière d'intégrer ces paramètres dans les projets de rénovation ou de construction. En ce qui concerne les bâtiments publics, la mesure cherche à soutenir l'assainissement des bâtiments de l'Etat prioritaires en matière de confort estival. Le projet S.5.6 prévoit également d'établir une charte de bonnes pratiques à destination des utilisateurs et utilisatrices afin d'améliorer le confort estival. Enfin, la mesure a pour objectif d'intégrer des paramètres influençant le confort estival dans le cahier des charges des projets de bâtiments publics neufs ou entièrement rénovés.

### 3.7.3 Réalisations 2021

En 2021, la mesure S.5.6 a permis les réalisations suivantes :



- > établissement d'une liste de paramètres influençant le confort thermique ;
- > analyse des bases légales et autres instruments pouvant intégrer des mesures contraignantes ou des recommandations ;
- > détermination des bâtiments prioritaires en termes de confort thermique et lancement d'analyses d'un bureau d'ingénieur ;
- > visites par des expert-e-s de cinq bâtiments pour une analyse de la problématique de la surchauffe estivale et des moyens passifs et actifs disponibles pour améliorer le confort thermique des occupants sur les différents sites ;
- > soumission de deux offres de prestataires pour la réalisation d'actions correctives.



### 3.7.4 Perspectives 2022 - 2026

La réalisation des travaux devisés en 2021 aura lieu dans le courant de l'année 2022 sur la base de l'offre sélectionnée. Par la suite, une convention pour les utilisateur et utilisatrices des bâtiments publics sera établie afin de mettre en œuvre les recommandations pour l'amélioration du confort estival des bâtiments.

## 3.8 Mesure S.5.10 Réalisation de mesures d'accompagnement vers une agriculture résiliente aux changements climatiques

Etat 2021	2021-2026
	

### 3.8.1 Description de la mesure

La mesure S.5.10 vise à soutenir des mesures d'accompagnement vers une agriculture résiliente aux changements climatiques par le biais d'innovations et de renforcement des capacités adaptatives des exploitations agricoles.

### 3.8.2 Buts de la mesure 2021 - 2026

Sur l'ensemble du calendrier de mise en œuvre, la mesure S.5.10 entend contribuer à la mise en œuvre de mesures d'accompagnement vers une agriculture résiliente aux changements climatiques en encourageant notamment le Smart Farming, l'agroforesterie, l'agriculture de conservation des sols, ou encore la sélection d'espèces adaptées. La mesure a également pour objectif de promouvoir une vision globale des besoins en irrigation, en particulier pour assurer un approvisionnement suffisant des cultures et afin de pouvoir décharger les cours d'eau en période de sécheresse. Peu d'exploitants sont conscients des impacts, certains ont toutefois déjà pris des mesures intéressantes. Il s'agit notamment de faire face à des besoins accrus en eau en relation avec le réchauffement climatique. En effet, l'irrigation est particulièrement importante lors de certaines périodes de croissance des plantes pour assurer une production mais aussi pour atteindre la qualité exigée par les consommateurs.

### 3.8.3 Réalisations 2021

En 2021, la mesure S.5.10 a permis de démarrer une étude devant permettre le maintien d'une ligne de développement cohérente pour les installations d'irrigation.



Cette étude a fait l'objet d'un rapport d'expert « Besoins en eau d'irrigation dans le canton de Fribourg » et est le résultat d'un partenariat fructueux entre les différentes instances concernées, à savoir le service de l'environnement et la section agriculture de Grangeneuve. Elle avait comme principal objectif d'évaluer les besoins en eau d'irrigation et de les comparer aux ressources disponibles en tenant compte des nouveaux scénarios climatiques CH2018 et HYDRO-CH2018. Elle confirme que le canton de Fribourg est sur la bonne voie avec sa stratégie d'irrigation qui est de favoriser les sites de prélèvement dans les lacs ou dans les grands cours d'eau, pour à la fois assurer une source d'approvisionnement en eau fiable et suffisante tout au long de la période de végétation et pour protéger les eaux superficielles.

### 3.8.4 Perspectives 2022 - 2026

Pour le canton de Fribourg, avec la présence de grands réservoirs d'eau et l'existence de régions à forte proportion de cultures à haute valeur ajoutée, l'irrigation représente un enjeu majeur. Pour la période 2022-2026 il est prévu de mettre l'accent sur les autres axes d'adaptations, par exemple l'adaptation des cultures et des variétés, l'adaptation des pratiques culturales ou la gestion du risque.

Une vision à long terme sera développée parallèlement au soutien à des mesures concrètes pour soutenir directement les agriculteurs dans ce processus d'adaptation et contribuer à renforcer leurs compétences adaptatives.

### 3.9 M.1.1 Sensibilisation au transfert modal

Etat 21	21-26
	

#### 3.9.1 Description de la mesure

La mesure M.1.1 prévoit de soutenir des projets de sensibilisation sur l'impact des moyens de transport carbonés (dont l'aviation) et de promotion de la mobilité douce et des transports publics.

#### 3.9.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026

L'objectif général de la mesure M.1.1 sur l'ensemble du calendrier de mise en œuvre est d'encourager le transfert modal dans le canton de Fribourg, en soutenant des actions de sensibilisation sur l'impact des déplacements individuels, ou de promotion de la mobilité douce et des transports publics. Pour 2021-2022, la mesure vise à encourager l'utilisation du vélo en mettant en place une collaboration avec les trois sections fribourgeoises de Pro Senectute, du TCS et de Pro Velo. Grâce à la mise en œuvre du PCC et en accord avec le Plan sectoriel vélo, 300 enfants, adultes et seniors peuvent participer gratuitement dès l'été 2021 aux activités proposées par ces associations (balades à vélo accompagnées, cours de conduite de vélos électriques et cours de conduite enfants-parents). Les objectifs spécifiques pour 2021-2022 sont l'augmentation de l'offre (nombre de cours et balades, lieux), et l'augmentation du nombre de participants aux cours et balades ; une meilleure visibilité des offres proposées par les trois associations ; une augmentation de la pratique du vélo dans le canton de Fribourg.

#### 3.9.3 Réalisation 2021

En 2021, la mesure M.1.1 a permis les réalisations suivantes :

- > mise en place de la collaboration avec les trois sections fribourgeoises de Pro Senectute (balades à vélo accompagnées), TCS (cours de conduite de vélos électriques) et Pro Velo (cours de conduite enfants-parents) ;
- > ouvertures de nouveaux lieux de cours et balades vélo via les trois associations et mise en place de la gratuité de certains cours ;
- > réalisation de capsules vidéo pour la promotion des cours et balades en 2022



#### 3.9.4 Perspectives 2022 - 2026

La mise en œuvre de la mesure M.1.1 visera les mêmes objectifs en 2022 qu'en 2021, à savoir promouvoir l'utilisation du vélo dans le canton. La collaboration avec les sections fribourgeoises de Pro Senectute, du TCS et de Pro Velo continuera au printemps. Par la suite, la promotion du vélo devrait viser en particulier les écoliers. La mesure M.1.1 n'étant, à l'origine, pas restreinte à la mobilité douce, les années 2023 à 2026 pourraient aussi s'orienter vers l'encouragement à l'utilisation des transports publics ou la sensibilisation sur l'impact des moyens de transport carbonés.



Image 3 : Sensibilisation au transfert modal

### 3.10 M.3.2 Suppression de l'avantage donné à la voiture lors des déplacements du personnel de l'Etat

Etat 21	21-26
	

#### 3.10.1 Description de la mesure

La mesure M.3.2 étudie la possibilité de mettre en place une tarification unique basée sur les kilomètres des déplacements professionnels, et non sur le mode de transport utilisé, lors de la révision de l'arrêté sur les places de stationnement pour le personnel de l'Etat. Cette mesure prévoit également de mobiliser d'autres instruments (ordonnance, directive, subvention de l'AG, demi-tarif offert, mise à disposition de vélos ou vélos électriques, etc.) pour inciter le personnel de l'Etat à utiliser la mobilité douce ou les transports publics.

#### 3.10.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026

L'objectif général de la mesure M.3.2 est de favoriser largement la mobilité douce (vélo, transports publics et marche) lors des déplacements professionnels du personnel de l'Etat, dans le cadre de la révision de l'arrêté sur les places de stationnement de l'Etat.

#### 3.10.3 Réalisations 2021



En 2021, la mesure M.3.2 a permis d'évaluer la faisabilité de favoriser plus largement la mobilité douce dans le cadre de la révision de la loi sur le personnel de l'Etat (LPers) et du règlement du personnel de l'Etat (RPers).

#### 3.10.4 Perspectives 2022 - 2026

La suite de la mise en œuvre de la mesure M.3.2 s'oriente comme suit :

- > intégration de la Section Climat (un-e représentant-e) au groupe de travail Plans de mobilité ;
- > discussion dans le cadre du Groupe de travail de la révision de l'arrêté sur le stationnement et notamment sur l'intégration de l'encouragement au déplacement en mobilité douce et transports publics ;
- > identification avec le Groupe de travail des perspectives d'intégration, dans d'éventuelles nouvelles directives ou arrêtés relatifs à la LPers, de l'avantage donné à la mobilité douce et l'utilisation des transports publics lors des déplacements du personnel de l'Etat.

### 3.11 M.4.1 Taxation des véhicules légers fortement émetteurs

Etat 21	21-26
	

#### 3.11.1 Description de la mesure

La mesure M.4.1 a comme objet la taxation des véhicules légers (< de 3,5 tonnes) fortement émetteurs de GES dans le cadre de la loi sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques (LIVAR). La nouvelle loi sur l'imposition des véhicules (LIVAR) est entrée en vigueur le 01.01.2022. Les véhicules légers sont imposés selon un tarif fortement progressif en fonction de la puissance. Seules les motorisations hybrides, à gaz, électriques ou hydrogènes ainsi que les véhicules avec une étiquette Energie A bénéficient d'une réduction fiscale (art. 11 LIVAR).

#### 3.11.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026

Etant donné que le Grand Conseil a adopté la révision de la LIVAR le 11.02.2021 (entrée en vigueur le 01.01.2022), de futures modifications ne sont pas prévues à moyen terme. L'objectif de la mesure M.4.1. est ainsi pleinement atteint.

### 3.11.3 Réalisations 2021



En 2021, la mesure M.4.1 a permis les réalisations suivantes :

- > la décision du Grand Conseil en février 2021 a montré ses premiers effets. L'effectif des voitures hybrides et électriques a progressé de 60 % et correspond à 6,3 % de l'ensemble du parc. Au 30 septembre 2021, 12 161 unités étaient en circulation alors qu'au 30 septembre 2020, l'effectif s'élevait à 7601 unités.
- > dans le cadre du [Climathon Fribourg](#) du 24-25 septembre 2021, un défi proposait aux participant-e-s de réfléchir à des solutions innovantes sur le changement de comportement dans ses habitudes de mobilité ;
- > les perspectives d'intégrations dans la mesure M.4.1 du projet de l'équipe lauréate du défi précité (MyOCN - FriCar) ont été évaluées.

### 3.11.4 Perspectives 2022 - 2026

Il s'agira de suivre l'évolution du parc des véhicules légers ces prochaines années, en particulier l'évolution du nombre de véhicules répondant aux critères de l'art. 11 LIVAR. Comme indiqué ci-dessus, la révision de la LIVAR étant entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2022, la mesure a pris fin en 2021.

## 3.12 M.4.2 Encouragement à la mise en place de bornes de recharge pour voitures électriques

Etat 21	21-26
	

### 3.12.1 Description de la mesure

La mesure M.4.2 a pour ambition d'intégrer un mécanisme d'encouragement à la mise en place de bornes de recharge pour les véhicules électriques dans les communes, chez les particuliers et sur les terrains de l'Etat, et d'assurer un approvisionnement pour des soutiens financiers.

### 3.12.2 Objectifs de la mesure 2021 – 2026

L'objectif de la mesure M.4.2 est d'encourager et soutenir la mise en place de bornes de recharge pour voitures électriques, notamment par des mécanismes de soutien financier. Dans un premier temps, la mise en œuvre de la mesure porte sur l'analyse d'emplacements adéquats (places visiteurs des bâtiments de l'Etat accessibles au public) où des bornes de recharge peuvent être installées. Ce diagnostic s'effectue en fonction des portefeuilles immobiliers du canton. En 2021, ce travail a principalement porté sur deux premiers portefeuilles. Dans cette phase pilote, deux premiers emplacements ont été sélectionnés pour la mise en place de bornes de recharge (Collège du Sud à Bulle et bâtiment de la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle DEEF à Fribourg). En vue du développement potentiel des infrastructures de recharge, l'analyse de nouveaux emplacements pour l'installation de bornes s'étendra aux autres portefeuilles immobiliers de l'Etat.

### 3.12.3 Réalisations 2021



En 2021, la mesure M.4.2 a permis les réalisations suivantes :

- > analyse des emplacements de parking disponibles pour les visiteurs et collaborateurs/trices de l'Etat (deux portefeuilles immobiliers) ;
- > planification de la mise en place de 4 bornes de recharge pour voitures électriques, dont deux sur le site du Collège du Sud et deux sur le site du bâtiment de la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle à Fribourg. Pour ce dernier, des tubes en attente seront mis en place pour permettre l'installation facilitée de futures stations de recharge supplémentaires. Sur les deux sites, les travaux devront démarrer entre les mois de février et mars 2022.

### 3.12.4 Perspectives 2022 - 2026

L'analyse de nouveaux emplacements adéquats (accessibles au public) pour la mise en place de bornes de recharge sera portée sur les autres portefeuilles immobiliers de l'Etat. L'utilisation des quatre premières bornes installées pendant la phase pilote sera également étudiée, en vue de l'optimiser (p. ex. amélioration de l'accessibilité, de la communication). En parallèle, il conviendra d'identifier d'autres mécanismes de financement pour l'installation des bornes de recharge complémentaires au PCC, notamment en lien avec la loi sur le CO<sub>2</sub> révisée.

### 3.13 M.4.3 Encouragement à l'immatriculation de véhicules mus exclusivement par l'énergie électrique ou l'hydrogène ou dotés d'une motorisation hybride

Etat 21	21-26
	

#### 3.13.1 Description de la mesure

À la suite de la révision de la loi sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques (LIVAR) et pour des révisions ultérieures, il s'agit d'évaluer l'impact des allègements fiscaux pour les détenteurs de véhicules électriques, hybrides et à hydrogène.

#### 3.13.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026

Etant donné que le Grand Conseil a adopté la révision de la LIVAR le 11.02.2021 (entrée en vigueur le 01.01.2022), de futures modifications ne sont pas prévues à moyen terme. Pour rappel, la révision de la LIVAR vise à encourager davantage l'immatriculation de véhicules dits « propres ». Des réductions sur les tarifs de base sont en effet appliquées pour les véhicules hybrides et à gaz (-15%), les véhicules électriques et à hydrogène (-30%) et pour les véhicules portant l'étiquette-énergie A (-30%). Les réductions sont cumulables (jusqu'à 60%).



#### 3.13.3 Réalisations 2021

En 2021, la mesure M.4.3 a permis de réviser la loi sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques (LIVAR) intégrant l'encouragement à l'immatriculation de véhicules dits « propres » (véhicules hybrides, à gaz, électriques et à hydrogène).

#### 3.13.4 Perspectives 2022 - 2026

Si de nouvelles adaptations de la LIVAR devaient être discutées, la Section Climat (un-e représentant-e) pourrait être intégrée au groupe de travail.

### 3.14 E.3.2 Limitation de la température de chauffage des locaux de l'Etat

Etat 21	21-26
	

#### 3.14.1 Description de la mesure

La mesure E.3.2 se consacre à la limitation de la température de chauffage des bâtiments et locaux de l'Etat pendant la saison hivernale.

#### 3.14.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026

L'objectif général de la mesure E.3.2 est d'établir un état des lieux des pratiques en matière de chauffage des bâtiments de l'Etat, ainsi qu'une liste des bâtiments les plus problématiques en termes de température de chauffage.



---

Sur cette base, ce projet entend mettre en œuvre des améliorations techniques dans les bâtiments sélectionnés. La mesure E.3.2 prévoit également de travailler sur le comportement des utilisateurs et utilisatrices des bâtiments, par le biais de sensibilisation ou d'autres outils (chartre, décret, fiche d'information, etc.).

### 3.14.3 Réalisations 2021

En 2021, la mesure E.3.2 a permis les réalisations suivantes :

- > établissement de l'état des lieux des pratiques en matière de chauffage des bâtiments de l'Etat ;
- > établissement d'une liste des bâtiments les plus problématiques en termes de température de chauffage ;
- > publication de recommandations sous forme de flyer permettant d'encourager les concierges et professionnel-le-s du bâtiment à la réduction de la température de chauffage des bâtiments de l'Etat ;
- > lancement d'une campagne de communication digitale (news sur le site fr.ch, réseaux sociaux : page Facebook du Service de l'environnement, page LinkedIn de l'Etat de Fribourg, compte Instagram @monplanclimat\_meinklimaplan, plateforme internet monplanclimat.fr.ch) pour sensibiliser à la thématique de la limitation de la température de chauffage auprès des utilisateurs et utilisatrices



### 3.14.4 Perspectives 2022 - 2026

Le démarrage de la mise en œuvre de mesures techniques dans les bâtiments prioritaires aura lieu dès l'année 2022 avec l'installation de vannes thermostatiques contrôlées à distance dans le bâtiment de la Haute école pédagogique. D'autres interventions dans les bâtiments identifiés dans la liste établie suivront pendant les prochaines années.



Image 4 : Illustration de la campagne « Rajoute une couche ! »

### 3.15 E.5.1 Réduction des émissions de GES des stations d'épuration (STEP)

Etat 21	21-26
	

#### 3.15.1 Description de la mesure

La mesure E.5.1 prévoit de réduire les émissions de GES des STEP, notamment en optimisant la production d'énergies renouvelables (biogaz, récupération de chaleur, mini-hydraulique, optimisation des arrivées d'eau, etc.).

#### 3.15.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026

La mesure E.5.1 prévoit d'élaborer un cahier des charges dans l'optique de réaliser des mesures de réduction des émissions réalisables rapidement, et d'effectuer une phase test de ce cahier des charges auprès d'une STEP. En parallèle, le projet entend également élaborer un cahier des charges pour les STEP régionales afin d'encadrer leur consommation d'énergie (STEP + STAP (stations de pompage) + réseaux). Profitant du renouvellement des STEP du canton de Fribourg, la mesure E.5.1 se fixe également pour objectif d'identifier les potentiels de réduction d'émissions et de guider le renouvellement des STEP vers les meilleures variantes, en encourageant l'optimisation de la consommation d'énergie, l'utilisation intégrale et efficace du biogaz, l'utilisation de la chaleur des eaux usées ou encore l'installation de panneaux photovoltaïques.

#### 3.15.3 Réalisations 2021

En 2021, la mesure E.5.1 a permis les réalisations suivantes :



- > élaboration d'un catalogue de mesures envisageables en identifiant les mesures d'optimisation immédiatement réalisables et celles nécessitant des études plus approfondies ;
- > élaboration d'un cahier des charges pour guider les STEP vers des réductions d'émissions.

En outre, la mesure E.5.1 a permis de créer un outil d'optimisation énergétique simple à mettre en œuvre sous forme d'aide à la décision à destination des détenteurs de STEP.

#### 3.15.4 Perspectives 2022 - 2026

En 2022 l'outil d'optimisation énergétique sera testé de façon pilote sur une STEP (Villars-sur-Glâne). Ensuite, il s'agira de proposer une organisation pour le déploiement de l'outil sur les autres STEP du canton.

### 3.16 A.2.2 Récupération de chaleur pour les séchoirs en grange

Etat 21	21-26
	

#### 3.16.1 Description de la mesure

La mesure A.2.2 prévoit un soutien financier aux agriculteurs et agricultrices qui récupèrent la chaleur sous toiture ou sous panneaux photovoltaïques pour les séchoirs en grange. Le séchage permet de conserver le fourrage, et la manière de le sécher influence sa valeur nutritionnelle. Pour préserver la qualité, le séchage vise à obtenir rapidement (2 à 4 jours maximum après l'entrée au séchoir) une teneur en matière sèche (MS) de 87 % au moins. L'activité des micro-organismes est alors stoppée et des moisissures ou un échauffement ne sont plus à craindre. L'évaporation de la plus grande partie de l'eau contenue dans un fourrage est réalisée naturellement au champ lors du fanage. Le principe du séchage en grange vient de la capacité de l'air à se charger en eau en traversant le fourrage entré au séchoir à un certain taux d'humidité. Une partie de la chaleur émise par la toiture peut être récupérée pour assurer le séchage : un récupérateur de 100m<sup>2</sup> capte environ 12 000 kWh par année, soit l'équivalent de 1200 litres de mazout ainsi économisés. Cette mesure fait partie du paquet de mesures financées par le Plan de relance.

### 3.16.2 Objectifs de la mesure 2021 – 2026

La mesure A.2.2 a pour objectif d'équiper toutes les installations de séchoirs en grange pouvant être munies d'un système de récupérateur de chaleur d'ici fin 2026.

### 3.16.3 Réalisations 2021

En 2021, la mesure A.2.2 a permis, dans un premier temps, d'identifier les exploitations pouvant être équipées de systèmes de récupérateur de chaleur fonctionnant aux énergies renouvelables. Lors de cette phase d'identification, le principe de récupération de chaleur a pu être promu. Un communiqué de presse a également été publié afin de faire connaître davantage la possibilité d'un soutien financier. C'est au travers de la rédaction d'une Ordonnance cantonale que la mesure a pu ensuite répondre aux demandes de subventions. Par ce biais, ce sont au total 14 exploitations, réparties sur une grande partie du territoire cantonal, qui ont pu bénéficier d'un soutien financier à l'installation de systèmes de récupérateur de chaleur fonctionnant aux énergies renouvelables.



### 3.16.4 Perspectives 2022 - 2026

Cette mesure a rencontré un franc succès en 2021, aussi elle se poursuivra en 2022. La version actuelle de l'Ordonnance a été prévue pour couvrir les demandes déposées jusqu'au 28 février 2022. Par ailleurs, des contrôles seront effectués courant 2022 sur minimum 5 installations construites en 2021.



Image 5 : Récupération de chaleur sous toiture pour les séchoirs en grange

## 3.17 A.2.4 Promotion de circuits courts et soutien à la consommation locale

Etat 21	21-26
 70%	 15%

### 3.17.1 Description de la mesure

La mesure A.2.4 entend encourager les circuits courts, la consommation locale (notamment l'achat direct dans les exploitations, les plateformes d'achat de produits locaux, la valorisation des acteurs locaux pour la transformation des produits) et lutter contre le gaspillage alimentaire grâce à des campagnes de sensibilisation, par des subventionnements, ou encore via des collaborations avec des partenaires.

### 3.17.2 Objectifs de la mesure 2021 – 2026

L'objectif général de la mesure A.2.4 est de favoriser et renforcer un écosystème fribourgeois/lémanique innovant et ouvert autour de la consommation locale, qui place les agriculteurs et agricultrices ainsi que les entrepreneur-e-s de l'alimentation au centre, soutient les jeunes entreprises agricoles et non agricoles et encourage le développement de

nouveaux projets à l'interface entre la recherche et la commercialisation. Cette vision inclut l'implication des pouvoirs publics, des écosystèmes de soutien à l'entrepreneuriat et à l'innovation, la vulgarisation agricole au service de ces publics cibles et en lien avec ces thématiques pour favoriser des synergies entre eux au niveau intercantonal.

### 3.17.3 Réalisations 2021

En 2021, la mesure A.2.4 a permis les réalisations suivantes :



- > organisation d'un coaching de 3 séances pour la mise en œuvre de 1 des 3 projets fribourgeois qui ont participé à l'appel à projet 2020/21 de Star"Terre ;
- > analyse technico-économique du projet sélectionné « de la terre à l'assiette » de l'association FARA ;
- > tournage d'une capsule vidéo présentant ce projet de micro-ferme.

### 3.17.4 Perspectives 2022 - 2026

Les perspectives pour la suite de la mise en œuvre se distinguent en différentes étapes :

- > poursuite du coaching du projet « de la terre à l'assiette » et démarrage d'un coaching pour un nouveau projet fribourgeois suite à l'appel à projet 2021/22 de Star'Terre et renforcement de la communication autour des projets accompagnés ;
- > organisation d'un événement ;
- > développement d'un prototype de plateforme gastronomie par Local Impact ;
- > soutien à la réalisation du projet Jardin co-évolutif de Grangeneuve.

## 3.18 A.5.1 Soutien et valorisation des installations de biogaz dans le canton de Fribourg

Etat 21	21-26
	

### 3.18.1 Description de la mesure

La mesure A.5.1 entend soutenir l'installation de systèmes de biogaz afin d'optimiser l'utilisation des engrais de ferme et déchets organiques.

### 3.18.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026

L'objectif de cette mesure est de maintenir et d'optimiser les installations de biogaz agricoles dans le canton de Fribourg qui sont déjà existantes ainsi que de soutenir le développement de nouveaux projets. Sur le long terme, le but de ce projet est d'augmenter les quantités d'engrais de ferme traités dans les installations de biogaz agricoles, afin de réduire des émissions de méthane nocives pour le climat, ainsi que de produire de l'énergie renouvelable dans le but de substituer des énergies fossiles. Lors du stockage à l'air libre des engrais de ferme, du méthane s'échappe de manière incontrôlée dans l'atmosphère. En introduisant ces engrais de ferme (lisier et fumier) dans une installation de biogaz, les émissions de méthane nocives peuvent être transformées en énergie et ne s'échappent plus dans l'atmosphère. Il est prévu que des études soient réalisées en ce sens sur deux ans.

### 3.18.3 Réalisations 2021

Pour commencer, en 2021 les études suivantes ont été réalisées ou en partie réalisées :

- > optimisation de l'utilisation des engrais de ferme pour les installations déjà existantes ;
- > réalisation d'une étude de potentiel d'utilisation des engrais de ferme dans le canton ;
- > développement des projets de stations-services de biogaz carburant agricoles ;
- > réalisation d'une étude sur le portage du biométhane ;

Les études sur l'optimisation des engrais de ferme et le développement de projets de station-service de biogaz agricoles ont pu être terminées. Elles sont constituées chacune d'une partie théorique et d'une partie pratique, analysant les cas concrets d'installations fribourgeoises. Les résultats de ces études sont utiles pour la pratique et

permettent aux installations de biogaz agricole fribourgeoises d'augmenter leur prestation de protection du climat à travers plusieurs options d'optimisation.



En outre, la mesure A.5.1 a permis de créer les produits suivants :

- > liste de différentes optimisations possibles pour les installations de biogaz en fonctionnement
- > calculs de rentabilité et conditions nécessaires pour la mise en place de ces optimisations
- > ligne directrice pour la mise en œuvre de projets de station-service de biogaz carburant

#### 3.18.4 Perspectives 2022 - 2026

Pour 2022, trois autres études sont prévues, également dans le but de faciliter les processus de planification pour les installations de biogaz agricole. Sur le long terme, cette mesure doit permettre à chaque installation de biogaz d'optimiser son utilisation d'engrais de ferme et à de nouveaux projets de voir le jour, que ce soit pour la production d'électricité, de combustible ou de carburant.

### 3.19 C.2.1 Soutien à la Fondation Carbon Fri et encouragement aux entreprises à effectuer un bilan carbone

Etat 21	21-26
	

#### 3.19.1 Description de la mesure

La mesure C.2.1 a pour but de soutenir la fondation Carbon Fri et promouvoir cette dernière auprès des entreprises. Cette mesure prévoit également de soutenir les entreprises à s'engager dans la démarche Carbon Fri et à effectuer un bilan carbone.

#### 3.19.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026

L'objectif de la mesure C.2.1 est de soutenir la fondation Carbon Fri dont le but est d'encourager les entreprises à effectuer des bilans carbone par le biais d'une labélisation et ainsi contribuer à soutenir des projets locaux durables. Dans le but d'appuyer sa stratégie de développement, la Fondation Carbon Fri doit développer un calculateur qui englobe l'ensemble de l'évaluation de ses émissions de CO<sub>2</sub> et non seulement les déplacements. Elle doit aussi continuer son effort de notoriété en investissant dans la communication et simplifier le processus de labélisation pour lever tous les freins des entreprises. Par ailleurs, elle s'engage à développer des services pour les entreprises labélisées afin de garantir le renouvellement des labélisations. Finalement, elle souhaite démontrer que le concept est extensible aux autres cantons, par le biais de succursale de la Fondation, le siège restant à Fribourg.

Un projet de développement est élaboré en collaboration avec Climate Services. Le travail technique doit être appliqué à une utilisation conviviale de l'outil. Ce projet sera intégré au déploiement du tourisme dans le canton de Fribourg (entre autres). En ce sens, une synergie a été créée entre la mesure C.2.1 et la mesure C.2.4. Carbon Fri oriente ses efforts sur 5 axes : 1. Végétal (forêts-agriculture...) 2. Tourisme - 3. Alimentation & commerce local - 4. Infrastructures/mobilité/industrie - 5. Innovation/Formation & pédagogie.

Deux années pour la mise en route et les déploiements sont nécessaires avant de pouvoir concrètement présenter les développements du calculateur. Une première étape a été franchie en août 2021 avec le lancement du nouveau calculateur pour la partie tourisme/déplacements.

#### 3.19.3 Réalisations 2021

En 2021, la mesure C.2.1 a permis les réalisations suivantes :



- > développement de l'outil de calcul CO<sub>2</sub> en ligne. Le nouveau calculateur (intégré à la base de données de Climate Services) a été réalisé et mis en ligne pour la partie tourisme/déplacements
- > développement de la communication sur les actions effectuées par la fondation (interview, vidéos, communiqué de presse, réseaux sociaux, concours).



### 3.19.4 Perspectives 2022 - 2026

Carbon Fri va poursuivre ses investissements dans le développement du calculateur afin qu'il devienne général et que tout un chacun puisse réaliser son bilan carbone « complet », tout en le rendant facile d'utilisation et en y intégrant une dimension pédagogique. Aussi, la fondation s'engage à trouver des moyens pour lever les freins qui empêchent les entreprises à s'engager dans la réalisation d'un bilan carbone. Enfin, Carbon Fri souhaite développer des services (amélioration énergétique du processus industriel, bilans de gestion des déchets, plans de mobilité) pour les entreprises labélisées.

## 3.20 C.2.4 Soutien au tourisme local et aux produits du terroir

Etat 21	21-26
	

### 3.20.1 Description de la mesure

La mesure C.2.4 vise à soutenir le tourisme local et les produits du terroir afin de permettre aux habitants et habitantes du canton de Fribourg de profiter de leurs loisirs proches de chez eux et de limiter ainsi les trajets liés aux activités de loisirs.

### 3.20.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026

La mesure C.2.4 a pour objectif de soutenir des projets favorisant le tourisme local et les produits du terroir (évitement d'émissions indirectes), de soutenir des projets ayant un impact négatif faible sur le climat (réduction d'émissions directes), et de mettre en avant l'exemplarité des projets favorisant les activités de loisirs bas carbone (communication). Par ailleurs, ce projet vise également à poursuivre et renforcer l'intégration des enjeux climatiques dans la promotion du tourisme local et des produits du terroir et à faciliter l'accès aux destinations en transports publics et mobilité douce. La mesure a également pour objectif une possible quantification des émissions réduites ou évitées grâce aux projets en soutenant l'établissement de bilans carbone pour des excursions, manifestations et autres produits alimentaires afin de guider les choix des hôtes ainsi que des consommateurs et consommatrices.

### 3.20.3 Réalisations 2021

En 2021, la mesure C.2.4 a été organisée en 4 volets (A à D). Le volet B est partagé en deux sous-projets. Ainsi la mesure a permis de réaliser les étapes suivantes dans le volet A :

- > discussion avec les Transports Publics Fribourgeois (TPF) en vue de connaître les projets de développement de nouvelles gares dans le but du lancement d'une étude identifiant les opportunités de mise en tourisme des « hubs » de transports publics (TP) et dans l'attente de développement de projets d'envergure (Maison du Gruyère, Maison Cailler, ...);
- > discussion en vue de la diffusion digitale de l'offre existante sur le réseau des transports publics ;
- > coordination avec le Parc Régional Naturel Gruyère-Pays d'en haut (PNR) et Terroir Fribourg ;
- > soutien au lancement du label « Swisstainable ».

On peut estimer à 20% l'état d'avancement de volet A. Dans le volet B, le premier sous-projet a permis :

- > d'intégrer la communication sur les avantages de solutions multimodales pour des excursions au départ de « hub » (gares trains/bus) dans la campagne de communication d'automne de Fribourg Région ;
- > de promouvoir l'établissement de bilans carbone pour les excursions ;
- > de promouvoir la « Picnic Box » qui met en avant les produits du terroir fribourgeois ;
- > de tester la gratuité des TP pour les personnes séjournant au moins une nuit sur le territoire fribourgeois ;
- > de promouvoir les bons Kariyon valorisant le commerce local avec la distribution gratuite de bons de 20.- francs.
- > la récolte d'éléments statistiques en vue de la préparation d'un rapport d'impact sur la campagne de communication

Ce premier sous-projet atteint un état d'avancement de 40%. Le second sous-projet, estimé à 50% d'avancement, a quant à lui permis :

- > de participer à l'établissement d'un projet de nouvelle Loi sur le tourisme coordonné avec la nouvelle Loi sur la mobilité ;
- > le lancement du projet « Plan de relance VTT » avec la réalisation d'un inventaire et d'une communauté d'intérêts ;
- > le lancement de discussion avec le Groupe E pour les possibilités d'installation de bornes de recharge pour VTT sur le réseau ;
- > le démarrage d'une étude de faisabilité pour l'installation de bornes solaires notamment aux abords des buvettes d'alpages.

Le volet C s'est concentré sur la canalisation des flux touristiques et la sensibilisation autour de cette question. Dans le cadre du volet D, des bilans carbone de produits touristiques et régionaux ont été réalisés et coordonnés par l'association Terroir Fribourg. On peut estimer à 20% l'état d'avancement de ce volet, dans lequel les réalisations suivantes ont eu lieu en 2021 :

- > établissement de deux bilans CO<sub>2</sub> : un pour les fraises et l'autre pour les asperges. Ces travaux ont été réalisés par la société Projet 21 en collaboration avec Climate Services. Ces travaux ont permis de mettre en lumière l'impact CO<sub>2</sub> du transport des produits importés.
- > une campagne de communication a été réalisée pour mettre en évidence l'avantage de consommer des produits locaux avec le focus sur l'impact CO<sub>2</sub> sur le mode de transport.

#### 3.20.4 Perspectives 2022 - 2026



Les discussions entreprises en 2021 dans le but de réaliser une étude identifiant les opportunités de mise en tourisme des « hubs » de transports publics, voire des transports publics eux-mêmes, pour les activités touristiques et de loisirs, ainsi que les activités en lien avec les produits du terroir devront déboucher sur le lancement concret de cette étude. Une fois la communauté d'intérêt établie, la mise en place de stations de recharge solaire pour E-VTT (vélos tout-terrain électriques), notamment dans des buvettes d'alpage, pourra démarrer. Cela permettra d'améliorer l'impact carbone de la pratique et de canaliser les flux. L'objectif est de disposer d'un réseau établi pour le début de la saison de VTT au printemps 2023.

De plus, les données récoltées lors de la campagne de communication d'automne ont permis d'établir un rapport de l'impact des actions de communication début 2022.



Image 6 : La « picnic box ». Lancement lors de la campagne d'automne en partenariat avec Terroir Fribourg.

### 3.21 C.3.1 Renforcement des investissements et des flux financiers en faveur du climat

Etat 21	21-26
	

#### 3.21.1 Description de la mesure

La mesure C.3.1 œuvre au rapprochement des objectifs de l'Accord de Paris en ce qui concerne les investissements de l'État. Actuellement une vingtaine d'entreprises sont identifiées avec un siège de l'Etat au Conseil d'administration. Les représentant-e-s de l'Etat intègrent le Conseil d'administration, tandis que les délégué-e-s sont invités uniquement à l'assemblée générale. Les lettres de mission doivent contenir les objectifs de l'Etat, c'est ici que pourra être intégré le Développement Durable et le climat. Les objectifs sont adressés à la Direction qui règle le rapport entre le représentant ou la représentante et l'entreprise puis les lettres de mission sont rédigées par la Direction.

#### 3.21.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026

La mesure C.3.1 a pour objectif d'élaborer des lettres de mission pour les représentants et représentantes de l'Etat au sein des conseils des entités de droit public ou de droit privé au capital desquelles il participe, qui intègrent les enjeux climatiques dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de gouvernance d'entreprise publique.

#### 3.21.3 Réalisations 2021



En 2021, la mesure C.3.1 a permis de développer une liste d'objectifs pour les thèmes de l'environnement et du climat, de l'éthique et de la responsabilité sociale, des finances de l'entreprise, des tâches publiques et de l'économie cantonale.

#### 3.21.4 Perspectives 2022 - 2026

La suite du processus a comme but de rendre opérationnelles les lettres de mission qui intégreront les objectifs climatiques. Il s'agira de :

- > établir le modèle des lettres de mission ;
- > faire adopter les objectifs et le modèle des lettres de mission par le Conseil d'Etat ;
- > instituer une nouvelle procédure uniforme au sein des Directions pour l'établissement des lettres ;
- > mettre en place une séance annuelle qui réunit la Direction tutelle, l'AFin et les représentants de l'Etat.

### 3.22 T.1.3 Accompagnement au changement (sensibilisation et engagement)

Etat 21	21-26
	

#### 3.22.1 Description de la mesure

La mesure T.1.3 consiste en la mise en place d'outils d'accompagnement au changement pour l'ensemble de la société, à savoir les communes, les entreprises, les écoles, l'administration cantonale et le grand public. Cette mesure prévoit également de coordonner les démarches entreprises par ces acteurs engagés dans la protection du climat.

#### 3.22.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026

La mesure T.1.3 a pour objectif général de proposer des actions de sensibilisation et d'engagement afin d'accompagner et d'encourager l'ensemble de la société à se tourner vers des comportements favorables à la protection du climat.

### 3.22.3 Réalisation 2021

En 2021, la mesure T.1.3 a permis les réalisations suivantes :

- > élaboration d'une stratégie de communication avec le soutien du bureau NewElement ;
- > réalisation du dépliant « Objectif zéro émission nette » destiné initialement aux parlementaires et visant à résumer les principaux axes du Plan climat cantonal ;
- > climat Lunch no 6 « L'effet îlot de chaleur urbain » le 20 mai 2021, Climat Lunch no 7 « Enseignement et climat, quelles perspectives ? » le 15 juin 2021, Climat Lunch no 8 « Les bâtiments face aux changements climatiques », le 21 octobre 2021 ;
- > co-organisation avec le bureau Eqllosion du Climathon Fribourg, les 24 et 25 septembre 2021, un hackathon climatique gratuit de 24 heures non-stop et entièrement en ligne ;
- > développement du compte instagram @monplanclimat\_meinklimaplan ;
- > réalisation d'un nouvel onglet sur la plateforme monplanclimat.fr.ch destiné à fournir aux communes les outils nécessaires à la mise en place d'une stratégie climatique ; réalisation dans ce cadre d'une première interview de la commune de Villars-sur-Glâne qui a été diffusée dans le courant du premier semestre 2022.

### 3.22.4 Perspectives 2022 - 2026

En 2022, les réalisations suivantes sont prévues :

- > adaptation de la plateforme pour répondre aux exigences WCAG (Directives pour l'accessibilité aux contenus Web) avec une mise en conformité de niveau AA ;
- > diffusion d'un quizz en collaboration avec les TPF autour de la mobilité électrique ;
- > mise en place d'une charte graphique ;
- > organisation d'événements, dont un Climat Lunch consacré aux bilans carbone le 10 mars, une rencontre des responsables des mesures (atelier des expert-e-s) et un atelier avec les communes ;
- > mise en ligne d'une page consacrée aux mesures du PCC avec la mise en avant de 6 mesures « représentatives » ;
- > organisation d'un concours aux fins de promotion de la plateforme ;
- > augmentation de la visibilité de la plateforme ainsi que le suivi sur les réseaux sociaux via la publication régulière de contenus.

## 3.23 T.4.1 Base légale

### 3.23.1 Description de la mesure



La mesure T.4.1 prévoit l'entrée en vigueur et la mise en œuvre de la loi cantonale sur le climat telle qu'acceptée suite à la motion Senti-Mutter 2019-GC-44. Cette loi vise notamment à l'ancrage d'une stratégie climatique dans une base légale, à la détermination d'un objectif climatique cantonal et à la mise en place d'un mécanisme de financement des mesures issues de la stratégie.

### 3.23.2 Objectifs de la mesure 2021 – 2026

L'objectif de la mesure est l'entrée en vigueur et la mise en œuvre de la loi cantonale sur le Climat ainsi que celle de sa réglementation d'application.

### 3.23.3 Réalisation 2021



En septembre 2021, le Conseil d'Etat a adopté l'avant-projet de Loi cantonale pour le climat (LClim), qui a ensuite fait l'objet d'une consultation publique de 3 mois jusqu'en décembre de la même année.

Etat 21	21-26
	

### 3.23.1 Perspectives 2022 - 2026

Une fois le rapport de consultation finalisé, la version consolidée de l'avant-projet de LClim a été présentée au Conseil d'Etat en septembre 2022, avec pour objectif sa soumission au Grand Conseil en décembre 2022. L'avant-projet de règlement d'application devrait être présenté au Conseil d'Etat en mai 2023, avec pour objectif l'entrée en vigueur conjointe de la loi et du règlement à la mi-2023.

## 3.24 T.6.1 Réalisation d'un projet pilote pour un bâtiment adapté aux enjeux climatiques

Etat 21	21-26
	

### 3.24.1 Description de la mesure

La mesure T.6.1 prévoit de soutenir la réalisation d'un projet exemplaire en matière de protection du climat et d'adaptation pour l'assainissement d'un bâtiment existant de l'Etat ou lors de la construction d'un nouveau bâtiment.

### 3.24.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026

La mesure T.6.1 a pour objectif de soutenir la réalisation (rénovation ou construction) d'un bâtiment exemplaire tant sur le plan énergétique qu'en matière d'adaptation aux changements climatiques. Ce bâtiment devra ainsi avoir un impact carbone faible, assurer un confort des usagers en cas de fortes chaleur et garantir une consommation en eau limitée. Il devra par ailleurs permettre de réduire les risques liés au ruissellement de surface et être favorable à la biodiversité.

### 3.24.3 Réalisations 2021



En 2021, la mesure T.6.1 a permis les réalisations suivantes :

- > choix du projet à soutenir ;
- > préparation du concours SIA intégrant les critères de la mesure T.6.1.

### 3.24.4 Perspectives 2022 - 2026

La phase d'étude intégrant le concours SIA est prévue de 2021 à mai 2023. Quant à la réalisation des rénovations, elles sont prévues de septembre 2023 à août 2024.

## 3.25 T.6.2 Soutien au concours « Le climat et moi »

Etat 21	21-26
	

### 3.25.1 Description de la mesure

La mesure T.6.2 prévoit de soutenir la réalisation de projets élaborés par des classes dans le cadre du concours « Le climat et MOI ».

### 3.25.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026

La mesure T.6.2 a pour objectif de soutenir financièrement les classes fribourgeoises participantes au [concours « Le climat et MOI »](#) organisé par Environnement et jeunesse. Le soutien financier apporté par cette mesure a pour objectif de permettre aux classes et élèves de : créer un projet de plus grande envergure, acquérir de nouvelles connaissances scientifiques et techniques (via l'engagement d'un mandataire professionnel) ; augmenter la visibilité des travaux et la participation (clip vidéo).



### 3.25.3 Réalisations 2021

En 2021, la mesure T.6.2 a permis les réalisations suivantes :

- > mise en place d'un mécanisme de soutien financier pour les classes fribourgeoises participantes au concours sur trois niveaux : soutien financier dans la réalisation du projet (matériel, infrastructure, etc.) ; soutien technique ou scientifique via l'engagement d'un mandataire professionnel (coaching, consulting, etc.) ; et soutien financier dans la mise en œuvre du projet à plus grande échelle
- > soutien financier à la réalisation de quatre projets de classes fribourgeoises participantes au concours
- > réalisation d'une capsule vidéo sur le terrain présentant différents projets réalisés dans le cadre du concours.



### 3.25.4 Perspectives 2022 - 2026

Etant donné que seule la 18<sup>e</sup> édition du concours Environnement et jeunesse porte sur le climat, le budget restant pour cette mesure sera réalloué pour l'année 2022-2026 à d'autres actions en lien avec les écoles et le climat.



Image 6 : Visite de l'Abbaye d'Hauterive par les élèves de la classe primée du CO de Jolimont, le 9 juin 2021

## 3.26 T.6.3 Assurer le fonctionnement et la mise en œuvre du Plan Climat cantonal

Etat 21	21-26
	

### 3.26.1 Description de la mesure

La mesure T.6.3 rend possible la mise en œuvre de l'ensemble du PCC en supportant la coordination et la participation aux groupes de travail, en soutenant les chefs et cheffes d'équipes, et en assurant le suivi de l'avancement des travaux, des résultats et de la qualité des mesures mises en œuvre.

---

### 3.26.2 Objectifs de la mesure 2021 - 2026

L'objectif de la mesure T.6.3 est de rendre possible la coordination de la mise en œuvre des 115 mesures du PCC. Pour ce faire les ressources et les compétences nécessaires au suivi et à la gestion des différents projets, dans leurs phases d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi sont mis à disposition, notamment, par la Section Climat. La coordination à différents niveaux (Confédération, cantons, communes) inhérente au PCC fait également partie de la mesure T.6.3

### 3.26.3 Réalisations 2021

En 2021, la mesure T.6.3 a permis :

- > l'engagement de deux collaborateurs au sein de la Section Climat en contrats auxiliaires (total de 1,6 EPT) ;
- > l'engagement d'un collaborateur en mandat de tiers (à 0,8 EPT) ;
- > la coordination au sein de l'Etat en particulier l'organisation des COPIL. ;
- > le soutien et le conseil aux responsables des mesures ;
- > la participation aux séances de coordination pilotées par l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) entre les cantons suisses ;
- > la participation aux séances de coordination entre cantons romands ;
- > le démarrage de travaux en vue du développement d'un outil de gestion pour la coordination et le monitoring des mesures.

### 3.26.4 Perspectives 2022 - 2026

Début 2022, le premier atelier des experts et expertes a été organisé. Il avait pour but de réunir toutes les personnes impliquées dans les mesures mise en œuvre en 2022, de favoriser l'échange entre les personnes déjà impliquées en 2021 ainsi que les nouveaux responsables de mesures, tout en permettant le retour sur expériences et l'amélioration des processus de coordination. Il est prévu de réaliser ce type de rencontre annuellement afin de créer du lien entre tous les acteurs et actrices du PCC.

Dès 2022 les travaux préparatoires pour la réalisation d'un outil de gestion dit « cockpit » déjà effectué en 2021 déboucheront sur la réalisation concrète de cet outil informatique au sein de la Section climat et en collaboration avec les Services compétents. Cet outil devra permettre de coordonner (gestion de projet, suivi financier, etc.) et de monitorer (suivi des indicateurs, bases pour les rapports de mise en œuvre) la mise en œuvre des 115 mesures du PCC tout au long de sa durée jusqu'en 2026 et, cas échéant, pour les futures générations du PCC.

Afin d'assurer la coordination des mesures croissantes toute au long de la mise en œuvre, il est également prévu de renforcer l'équipe avec de nouveaux engagements en personnel.

---

## 4 Conclusion

### 4.1 Forces de la mise en œuvre du PCC

La plupart des mesures ont pu atteindre leurs objectifs 2021, soulignant ainsi le bon fonctionnement du processus de lancement, de mise en œuvre et de suivi des projets.

Pour rappel, le PCC est l'instrument principal dont dispose le CE pour définir sa stratégie climatique. Il permet de coordonner et de soutenir les stratégies sectorielles et intersectorielles qui contribuent à l'atteinte des objectifs climatiques du CE, par le biais de son catalogue de mesures. La grande force de la mise en œuvre des mesures du PCC réside dans sa propension à créer des liens entre les métiers et les Services, à les mettre en dialogue, à fédérer, à briser les habitudes du travail en silo et à faire participer de nombreux acteurs et de nombreuses actrices. Cette approche favorise la créativité dans la mise en œuvre de projets en lien avec les mesures et permet de créer des synergies entre celles-ci. L'impact des mesures est ainsi décuplé et a des retombées positives sur la satisfaction des responsables de projets. Il est à souligner que la mise en œuvre des mesures durant cette première phase a été caractérisée, pour la plupart des mesures, par une motivation et un engagement des collaborateurs et collaboratrices intégrés aux équipes de projet.

Les échanges à différents niveaux (Confédération, cantons, communes) permettent d'obtenir une vision globale des enjeux liés à la réalisation de stratégies climatiques et de fédérer les efforts en la matière. L'adhésion des citoyennes et citoyens aux différents projets proposés sur la plateforme [Monplanclimat.fr.ch](https://monplanclimat.fr.ch) montre également l'importance des mesures transversales de sensibilisation aux enjeux climatiques et d'engagement. L'accueil positif des médias et l'écho dont plusieurs mesures ont pu bénéficier représente des forces supplémentaires. L'importance et la nécessité de mettre en œuvre le PCC ne semble ainsi plus être à démontrer.

### 4.2 Pistes d'amélioration

La mise en œuvre de certaines mesures se confronte parfois à une certaine réticence de la part de collaborateurs et collaboratrices à s'engager pleinement dans les « projets climat ». Cela peut provenir du manque de ressources humaines au sein des Services concernés pour assumer cette nouvelle mission, ou de la mécompréhension du fonctionnement de la mise en œuvre du PCC et du rôle des collaborateurs et collaboratrices de la Section Climat. Afin d'améliorer ceci, un atelier « des expertes et experts » sera organisé chaque année, permettant de lever les freins de la mise en œuvre. Des échanges avec les responsables de mesures, il ressort principalement deux éléments qui aideraient à fédérer davantage l'ensemble de l'administration autour des mesures du PCC : améliorer la gouvernance (processus de priorisation budgétaire et de choix des mesures, rôles des différentes parties prenantes, etc.) liée au PCC ; augmenter les ressources humaines dans les Services concernés par la mise en œuvre de mesures. Dès 2022, outre une planification budgétaire et une procédure de priorisation des mesures sur l'entier de la mise en œuvre, les services concernés seront à nouveau contactés pendant le deuxième semestre de l'année en cours afin de savoir si les informations délivrées sont toujours d'actualité. En effet, il se peut que les priorités au sein des services changent en ce qui concerne la mise en œuvre des mesures dont ils ont la responsabilité.

D'autre part, accroître la légitimité du Service de l'environnement et en particulier de la Section Climat lui permettrait de mieux coordonner la mise en œuvre en cas de blocages dans les Services ou Sections concernés. La question de la gouvernance pourrait être améliorée en nommant des personnes « ressource » appartenant aux entités administratives responsables de la mise en œuvre et qui feraient le pont entre celles-ci et la Section Climat pour l'ensemble des projets concernant l'entité, facilitant ainsi la coordination..

---

Le budget dédié au PCC qui est issu du budget de fonctionnement de l'Etat est soumis aux procédures budgétaires ad hoc avec l'allocation d'une nouvelle enveloppe budgétaire chaque année. Cet état de fait a pour conséquence un fonctionnement des mesures dans une certaine incertitude sans connaître la somme qui sera attribuée l'année suivante. Ce manque de visibilité sur les ressources financières peut engendrer le choix de projets de moins grande envergure possédant un impact réduit. Cela est particulièrement problématique pour les projets se déroulant sur un temps long, comme c'est le cas dans le domaine du bâtiment avec des projets s'étalant sur une période de 4 à 5 ans. La problématique du budget annualisé a également des répercussions au cœur du fonctionnement du PCC, puisque la majorité des collaborateurs et collaboratrices de la Section Climat disposent d'engagements à durée déterminée.

---

# A1 Listes des abréviations et acronymes

---

BV – Bassin versant

CL – Climat-Lunch

DD – Développement durable

CDD – Contrat à durée déterminée

CDI – Contrat à durée indéterminée

GES – Gaz à effet de serre

GC – Grand Conseil

EPT – Equivalent plein temps (EPT)

LPers – Loi sur le personnel de l'Etat de Fribourg

ICU – îlot de chaleur urbain

m

MS – Matière sèche

PCC – Plan Climat cantonal

RPers – Règlement sur le personnel de l'Etat de Fribourg

SEn – Service de l'Environnement de l'Etat de Fribourg

STAP – Station de pompage

STEP – Station d'épuration





# Umsetzung der Massnahmen des kantonalen Klimaplanes des Staates Freiburg

—  
Bericht zur Umsetzung 2021 –  
Pilotphase



ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FREIBURG

Service de l'environnement SEEn  
Amt für Umwelt AfU

—  
Direction du développement territorial, des infrastructures, de la  
mobilité et de l'environnement **DIME**  
Direktion für Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt  
**RIMU**

---

# Inhaltsverzeichnis

---

<b>1</b>	<b>Einleitung</b>	<b>5</b>			
<b>2</b>	<b>Überblick</b>	<b>8</b>			
<b>2.1</b>	<b>Finanzierung</b>	<b>8</b>			
<b>2.2</b>	<b>Gesamtbeurteilung der Umsetzung</b>	<b>8</b>			
<b>3</b>	<b>Umsetzung der Massnahmen 2021</b>	<b>11</b>			
<b>3.1</b>	<b>W.5.1 Berücksichtigung der Klimaszenarien in Wasserbauprojekten und bei Unterhaltsarbeiten an Gewässern (Hochwasserschutz und Revitalisierung)</b>	<b>11</b>	<b>3.5</b>	<b>S.2.2 Unterstützung bei der Überwachung der Vektoren von Infektionserkrankungen, die durch den Klimawandel begünstigt werden</b>	<b>17</b>
3.1.1	Beschreibung der Massnahme	11	3.5.1	Beschreibung der Massnahme	17
3.1.2	Ziele für den Zeitraum 2021–2026	11	3.5.2	Ziele für den Zeitraum 2021–2026	17
3.1.3	Aktionen im Jahr 2021	11	3.5.3	Aktionen im Jahr 2021	17
3.1.4	Ziele für den Zeitraum 2022–2026	12	3.5.4	Ziele für den Zeitraum 2022–2026	17
<b>3.2</b>	<b>W.5.5 Umsetzung von Massnahmen zur Verringerung des Schadstoffeintrags in gefährdete Vorfluter bei Niedrigwasser</b>	<b>12</b>	<b>3.6</b>	<b>Massnahme S.5.5 Anpassung der Schulen an den Klimawandel</b>	<b>18</b>
3.2.1	Beschreibung der Massnahme	12	3.6.1	Beschreibung der Massnahme	18
3.2.2	Ziele für den Zeitraum 2021–2026	12	3.6.2	Ziele für den Zeitraum 2021–2026	18
3.2.3	Aktionen im Jahr 2021	13	3.6.3	Ergebnisse 2021	18
3.2.4	Ziele für den Zeitraum 2022–2026	13	3.6.4	Ziele für den Zeitraum 2022–2026	18
<b>3.3</b>	<b>B.6.1 Durchführung von Pilotprojekten zur Vernetzung von ökologischen Flächen</b>	<b>15</b>	<b>3.7</b>	<b>Massnahme S.5.6 Durchführung von Massnahmen zur Verbesserung des Komforts in Gebäuden im Sommer</b>	<b>18</b>
3.3.1	Beschreibung der Massnahme	15	3.7.1	Beschreibung der Massnahme	18
3.3.2	Ziele für den Zeitraum 2021–2026	15	3.7.2	Ziele für den Zeitraum 2021–2026	18
3.3.3	Aktionen im Jahr 2021	15	3.7.3	Ergebnisse 2021	19
3.3.4	Ziele für den Zeitraum 2022–2026	15	3.7.4	Ziele für den Zeitraum 2022–2026	19
<b>3.4</b>	<b>S.1.3 Kartierung der Hitzeinseln in den Siedlungsgebieten des Kantons und Vorschläge zu deren Verringerung</b>	<b>16</b>	<b>3.8</b>	<b>Massnahme S.5.10 Durchführung von Begleitmassnahmen für eine klimaresiliente Landwirtschaft</b>	<b>19</b>
3.4.1	Beschreibung der Massnahme	16	3.8.1	Beschreibung der Massnahme	19
3.4.2	Ziele für den Zeitraum 2021–2026	16	3.8.2	Ziele für den Zeitraum 2021–2026	19
3.4.3	Aktionen im Jahr 2021	16	3.8.3	Ergebnisse 2021	20
3.4.4	Ziele für den Zeitraum 2022–2026	17	3.8.4	Ziele für den Zeitraum 2022–2026	20
			<b>3.9</b>	<b>M.1.1 Sensibilisierung für die Verkehrsverlagerung</b>	<b>20</b>
			3.9.1	Beschreibung der Massnahme	20
			3.9.2	Ziele für den Zeitraum 2021–2026	20
			3.9.3	Ergebnisse 2021	20
			3.9.4	Ziele für den Zeitraum 2022–2026	21

<b>3.10 M.3.2 Abschaffung der Privilegierung des Autos für Dienstfahrten des Staatspersonals</b>	<b>22</b>	3.15.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026	26
3.10.1 Beschreibung der Massnahme	22	<b>3.16 A.2.2 Abwärmenutzung für Heubelüftungsanlagen</b>	<b>26</b>
3.10.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026	22	3.16.1 Beschreibung der Massnahme	26
3.10.3 Ergebnisse 2021	22	3.16.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026	27
3.10.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026	22	3.16.3 Ergebnisse 2021	27
<b>3.11 M.4.1 Besteuerung der stark emittierenden Fahrzeuge</b>	<b>22</b>	3.16.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026	27
3.11.1 Beschreibung der Massnahme	22	<b>3.17 A.2.4 Förderung von kurzen Lieferketten und Unterstützung des lokalen Konsums</b>	<b>27</b>
3.11.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026	22	3.17.1 Beschreibung der Massnahme	27
3.11.3 Ergebnisse 2021	23	3.17.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026	28
3.11.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026	23	3.17.3 Ergebnisse 2021	28
<b>3.12 M.4.2 Förderung der Einrichtung von Ladestationen für Elektroautos</b>	<b>23</b>	3.17.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026	28
3.12.1 Beschreibung der Massnahme	23	<b>3.18 A.5.1 Förderung und Valorisierung von Biogasanlagen im Kanton Freiburg</b>	<b>28</b>
3.12.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026	23	3.18.1 Beschreibung der Massnahme	28
3.12.3 Ergebnisse 2021	23	3.18.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026	28
3.12.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026	24	3.18.3 Ergebnisse 2021	28
<b>3.13 M.4.3 Förderung der Zulassung von Fahrzeugen, die ausschliesslich mit elektrischer Energie oder Wasserstoff angetrieben werden oder mit einem Hybridmotor ausgestattet sind</b>	<b>24</b>	3.18.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026	29
3.13.1 Beschreibung der Massnahme	24	<b>3.19 C.2.1 Unterstützung der Stiftung Carbon Fri und Förderung von Treibhausgasbilanzen in den Unternehmen</b>	<b>29</b>
3.13.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026	24	3.19.1 Beschreibung der Massnahme	29
3.13.3 Ergebnisse 2021	24	3.19.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026	29
3.13.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026	24	3.19.3 Ergebnisse 2021	30
<b>3.14 E.3.2 Begrenzung der Heiztemperatur in Staatsgebäuden</b>	<b>24</b>	3.19.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026	30
3.14.1 Beschreibung der Massnahme	24	<b>3.20 C.2.4 Förderung des lokalen Tourismus sowie der Produkte aus dem Freiburgerland</b>	<b>30</b>
3.14.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026	24	3.20.1 Beschreibung der Massnahme	30
3.14.3 Ergebnisse 2021	25	3.20.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026	30
3.14.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026	25	3.20.3 Ergebnisse 2021	30
<b>3.15 E.5.1 Reduzierung der Treibhausgasemissionen von Kläranlagen</b>	<b>26</b>	3.20.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026	31
3.15.1 Beschreibung der Massnahme	26	<b>3.21 C.3.1 Erhöhung der Investitionen und Finanzströme zugunsten des Klimas</b>	<b>33</b>
3.15.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026	26	3.21.1 Beschreibung der Massnahme	33
3.15.3 Ergebnisse 2021	26	3.21.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026	33

3.21.3	Ergebnisse 2021	33	3.24.3	Ergebnisse 2021	35
3.21.4	Ziele für den Zeitraum 2022–2026	33	3.24.4	Ziele für den Zeitraum 2022–2026	35
<b>3.22</b>	<b>T.1.3 Förderung des Wandels (Sensibilisierung und Engagement)</b>	<b>33</b>	<b>3.25</b>	<b>T.6.2 Unterstützung des Wettbewerbs «Le climat et moi»</b>	<b>35</b>
3.22.1	Beschreibung der Massnahme	33	3.25.1	Beschreibung der Massnahme	35
3.22.2	Ziele für den Zeitraum 2021–2026	33	3.25.2	Ziele für den Zeitraum 2021–2026	36
3.22.3	Ergebnisse 2021	34	3.25.3	Ergebnisse 2021	36
3.22.4	Ziele für den Zeitraum 2022–2026	34	3.25.4	Ziele für den Zeitraum 2022–2026	36
<b>3.23</b>	<b>T.4.1 Kantonale Klimagesetzgebung</b>	<b>34</b>	<b>3.26</b>	<b>T.6.3 Sicherstellung der Wirksamkeit und der Umsetzung des Klimaplanes</b>	<b>37</b>
3.23.1	Beschreibung der Massnahme	34	3.26.1	Beschreibung der Massnahme	37
3.23.2	Ziele für den Zeitraum 2021–2026	34	3.26.2	Ziele für den Zeitraum 2021–2026	37
3.23.3	Ergebnisse 2021	35	3.26.3	Ergebnisse 2021	37
3.23.1	Ziele für den Zeitraum 2022–2026	35	3.26.4	Ziele für den Zeitraum 2022–2026	37
<b>3.24</b>	<b>T.6.1 Durchführung eines Pilotprojekts für ein an die klimatischen Herausforderungen angepasstes Gebäude</b>	<b>35</b>	<b>4</b>	<b>Schlussfolgerung</b>	<b>38</b>
3.24.1	Beschreibung der Massnahme	35	<b>4.1</b>	<b>Stärken bei der Umsetzung des KKP</b>	<b>38</b>
3.24.2	Ziele für den Zeitraum 2021–2026	35	<b>4.2</b>	<b>Verbesserungspotenzial</b>	<b>38</b>
			<b>A1</b>	<b>Abkürzungsverzeichnis</b>	<b>40</b>

# 1 Einleitung

Der Freiburger Staatsrat hat 2019 zwei Ziele für seine Klimapolitik festgelegt, um seinen Beitrag zum Schutz des Klimas zu leisten und die Einhaltung des im Übereinkommen von Paris formulierten übergeordneten Ziels (Begrenzung der Klimaerwärmung auf deutlich unter 2 °C und Fortführung der Anstrengungen zur Begrenzung auf 1,5 °C) zu gewährleisten:

- > Sicherstellung der Anpassungsfähigkeit des Kantonsgebiets an den Klimawandel;
- > Aufgabe der Abhängigkeit von fossilen Energien und Halbierung der Treibhausgasemissionen bis 2030. Der Kanton Freiburg möchte seinen Beitrag zum Netto-Null-Ziel 2050 leisten (die Aufnahmekapazität der Speicher, auch Kohlenstoffsenken genannt, darf von den verbleibenden THG-Emissionen nicht überschritten werden).

Der kantonale Klimaplan ist das wichtigste Instrument, das dem Staatsrat zur Festlegung seiner Klimastrategie sowie der Mittel für ihre Umsetzung zur Verfügung steht. Er koordiniert, unterstützt und verstärkt die sektoriellen und sektorenübergreifenden Politiken und Strategien, welche der Erreichung der Ziele in den Bereichen Verminderung und Anpassung an den Klimawandel dienen. Die Umsetzung der ersten Phase des KKP hat 2021 begonnen und läuft bis 2026. Dieser Aktionsplan gliedert sich in zwei Bereiche: die Anpassung und die Verminderung – und besteht aus acht strategischen Achsen (siehe Abbildung 1) und 115 Massnahmen.

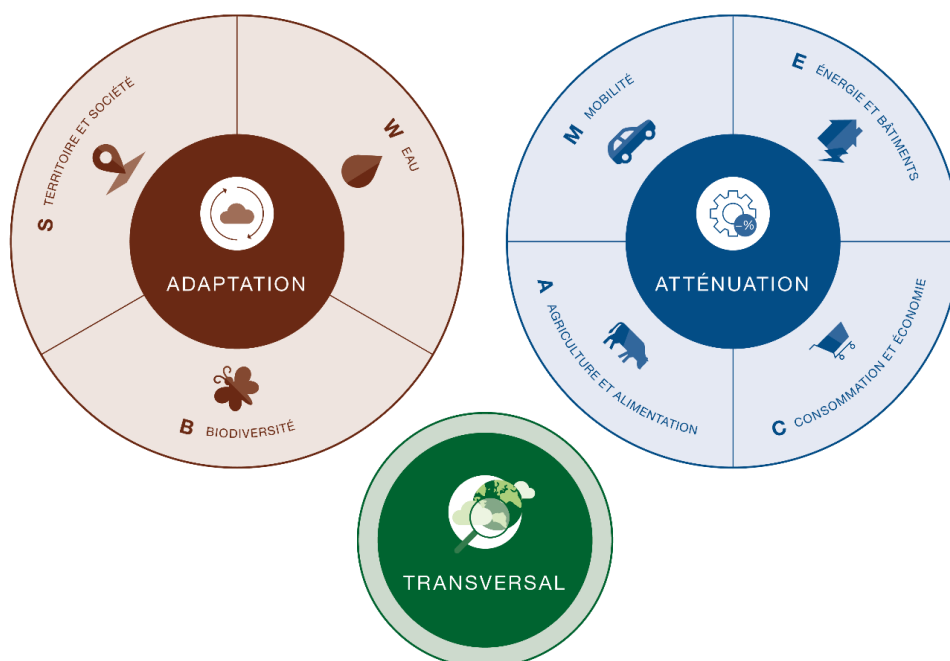


Abbildung 1: Darstellung der acht strategischen Achsen des KKP. Quelle: Staat Freiburg, 2021.

Damit beurteilt werden kann, inwieweit die Klimaziele erreicht werden konnten, werden (nach einer ersten Studie, die 2019 mit Daten aus dem Jahr 2017 durchgeführt wurde) in etwa fünfjährigen Abständen Treibhausgasbilanzen des Kantonsgebiets erstellt. Die nächste Treibhausgasbilanz erfolgt 2025 (aufbauend auf den Daten von 2023). Dabei wird der Grad der Zielerreichung anhand des angestrebten Absenkpfeils bewertet (siehe Abbildung 2).



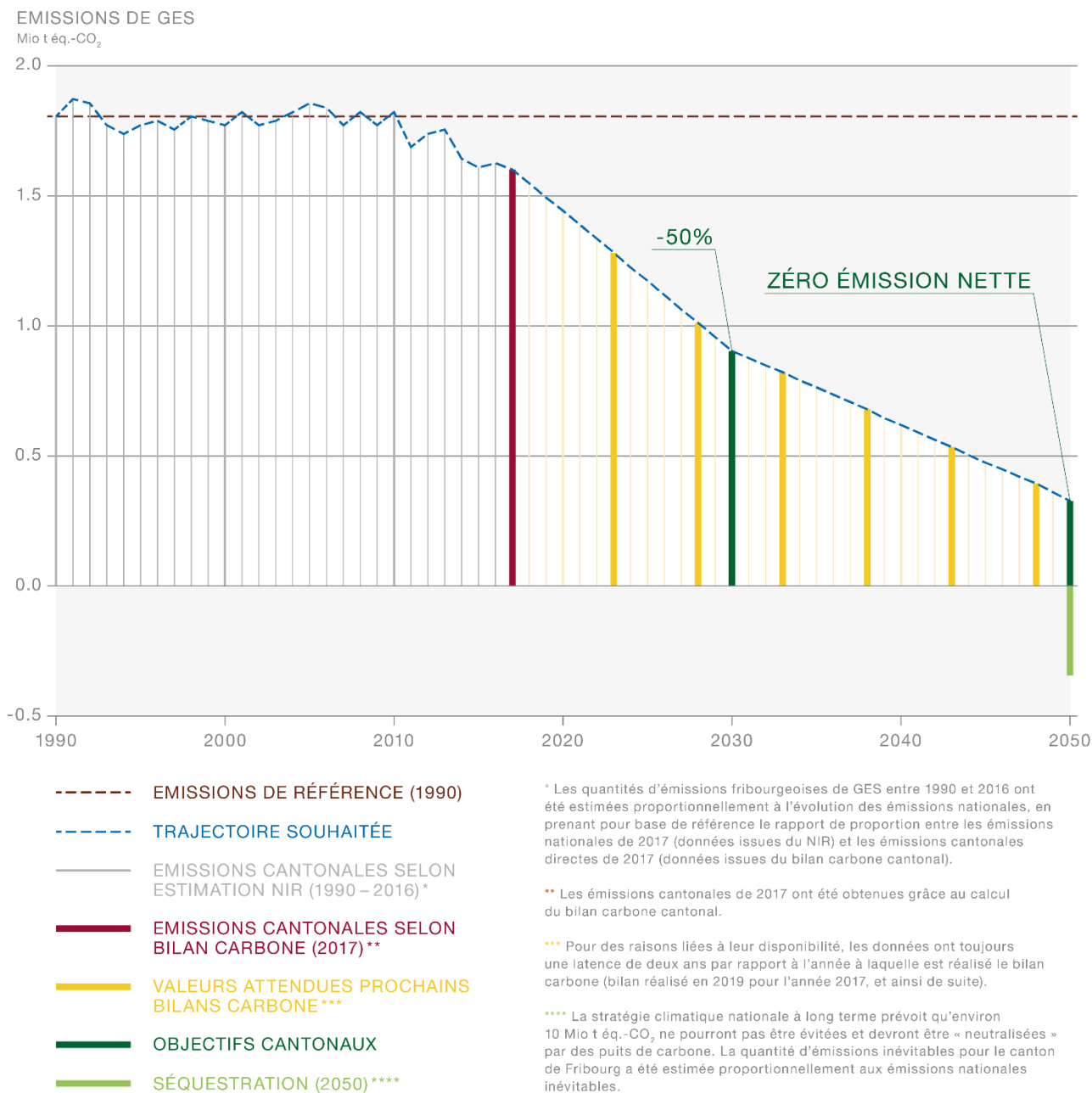


Abbildung 2: Entwicklung der direkten THG-Emissionen des Kantons zwischen 1990 und 2017 und Absenkpfad zur Erreichung der vom Staatsrat festgelegten Ziele. Quelle: Staat Freiburg, 2021.

Der KKP und sein Massnahmenplan konkretisieren und verstärken die kantonale Klimastrategie in den Politikbereichen des Staats über die verschiedenen – bereits umgesetzten bzw. angestrebten – Massnahmen zum Klimaschutz hinaus. Die 115 Massnahmen sind sechs Bereichen zugeordnet: «Wissen und Kommunikation», «Ermutigung», «Vorbildlichkeit des Staats», «Gesetzgebung», «Sektorielle Projekte» und «Pilotprojekte».

2021 wurde die Umsetzung der ersten Phase des KKP mit 26 dringlichen Massnahmen, die allen strategischen Achsen angehören, eingeleitet (siehe Abbildung 3). Der vorliegende Bericht hat das Ziel, die Massnahmen und ihre Ziele für das Jahr 2021 und den gesamten Umsetzungszeitraum vorzustellen und ihre Fortschritte aufzuzeigen.











ADAPTATION			ATTÉNUATION				TRANSVERSAL
W	B	S	M	E	A	C	
							
EAU	BIODIVERSITÉ	TERRITOIRE ET SOCIÉTÉ	MOBILITÉ	ÉNERGIE ET BÂTIMENTS	AGRICULTURE ET ALIMENTATION	CONSOMMATION ET ÉCONOMIE	
<b>W.5.1</b> <b>W.5.5</b>	<b>B.6.1</b>	<b>S.1.3</b> <b>S.2.2</b> <b>S.5.5</b> <b>S.5.6</b> <b>S.5.10</b>	<b>M.1.1</b> <b>M.3.2</b> <b>M.4.1</b> <b>M.4.2</b> <b>M.4.3</b>	<b>E.3.2</b> <b>E.5.1</b>	<b>A.2.2</b> <b>A.2.4</b> <b>A.5.1</b>	<b>C.2.1</b> <b>C.2.4</b> <b>C.3.1</b>	<b>T.1.3</b> <b>T.4.1</b> <b>T.6.1</b> <b>T.6.2</b> <b>T.6.3</b>

Abbildung 3: Die 26 dringlichen Massnahmen, deren Umsetzung 2021 begonnen hat. Quelle: Staat Freiburg, 2021.

## 2 Überblick

### 2.1 Finanzierung

Im Juni 2021 hat der Grosse Rat (GR) einem Verpflichtungskredit von 22,8 Millionen Franken zugestimmt, welcher der Finanzierung der Gesamtumsetzung des KKP im Zeitraum 2021–2026 dient. Im ersten Jahr der Umsetzung beliefen sich die Gesamtausgaben auf 1 368 848 Franken.









Ausgaben Budget 21	Ausgaben Verpflichtungskredit 21–26
	







































Der KKP wird grundsätzlich über den ordentlichen Staatsvoranschlag finanziert. Ein Teil der 2021 für den KKP bereitgestellten Beträge wurde hingegen durch den Plan zur Wiederankurbelung der Freiburger Wirtschaft finanziert, den der Staatsrat (SR) infolge der zweiten Welle der Covid-19-Pandemie vorgelegt hatte. Der für 2021 und 2022 bewilligte Betrag beläuft sich auf 540 000 Franken. Die 26 im Wiederankurbelungsplan vorgesehenen Massnahmen betreffen die Bereiche Bau, Mobilität und Energie, Wettbewerbsfähigkeit der Unternehmen, Ausbildung, Konsum, Tourismus, Landwirtschaft, Kultur und Sport. Aus diesem Grund haben 2021 sieben Massnahmen des KKP (A.2.2, A.2.4, A.5.1, C.2.4, E.5.1, S.5.6, T.6.1) Beträge aus dem Budget des auf Ende 2022 befristeten Wiederankurbelungsplans erhalten.







Im Begleittext zum Verpflichtungskredit des KKP heisst es, dass der Betrag von 22,8 Millionen Franken nicht nur für die Umsetzung der Massnahmen eingesetzt wird, sondern auch für die Finanzierung der Ressourcen, die zur Durchführung und zum Monitoring der Massnahmen benötigt werden. Zur Erfüllung dieser Aufgabe wurden 2021 in verschiedenen Direktionen rund 300 000 Franken zur Verstärkung der personellen Ressourcen aufgewendet.

### 2.2 Gesamtbeurteilung der Umsetzung

Anhand des für das erste Jahr der Umsetzung bewilligten Budgets konnten 26 als «dringlich» bezeichnete Massnahmen eingeleitet werden. Nachfolgende Tabelle beinhaltet die Gesamtübersicht **über den im Jahr 2021 erzielten Fortschritt** sowie im gesamten Umsetzungszeitraum 2021–2026. Die Beurteilung erfolgt in Fünf-Prozent-Schritten. 100 % bedeutet beispielsweise, dass die Ziele für das Jahr 2021 vollständig erreicht wurden. Hingegen bedeutet 0 %, dass die Massnahme im Laufe des Jahres abgebrochen wurde. Es handelt sich hierbei um eine unverbindliche Gesamtbewertung.

Massnahmen	Umsetzung 2021	Gesamtumsetzung 2021-2026
W.5.1 Berücksichtigung der Klimaszenarien in Wasserbauprojekten und bei Unterhaltsarbeiten an Gewässern (Hochwasserschutz und Revitalisierung)		
W.5.5 Umsetzung von Massnahmen zur Verringerung des Schadstoffeintrags in gefährdete Vorfluter bei Niedrigwasser		
B.6.1 Durchführung von Pilotprojekten zur Vernetzung von ökologischen Flächen		
S.1.3 Kartierung der Hitzeinseln in den Siedlungsgebieten des Kantons und Vorschläge zu deren Verringerung		



S.2.2 Unterstützung bei der Überwachung der Vektoren von Infektionserkrankungen, die durch den Klimawandel begünstigt werden		
S.5.5 Anpassung der Schulen an den Klimawandel		
S.5.6 Durchführung von Massnahmen zur Verbesserung des Komforts in Gebäuden im Sommer		
S.5.10 Durchführung von Begleitmassnahmen für eine klimaresiliente Landwirtschaft		
M.1.1 Sensibilisierung für die Verkehrsverlagerung		
M.3.2 Abschaffung der Privilegierung des Autos für Dienstfahrten des Staatspersonals		
M.4.1 Besteuerung der stark emittierenden Fahrzeuge		
M.4.2 Förderung der Einrichtung von Ladestationen für Elektroautos		
M.4.3 Förderung der Zulassung von Fahrzeugen, die ausschliesslich mit elektrischer Energie oder Wasserstoff angetrieben werden oder mit einem Hybridmotor ausgestattet sind		
E.3.2 Begrenzung der Heiztemperatur in Staatsgebäuden		
E.5.1 Reduzierung der Treibhausgasemissionen von Kläranlagen		
A.2.2 Abwärmenutzung für Heubelüftungsanlagen		
A.2.4 Förderung von kurzen Lieferketten und Unterstützung des lokalen Konsums		
A.5.1 Förderung und Valorisierung von Biogasanlagen im Kanton Freiburg		
C.2.1 Unterstützung der Stiftung Carbon Fri und Förderung von Treibhausgasbilanzen in den Unternehmen		
C.2.4 Förderung des lokalen Tourismus sowie der Produkte aus dem Freiburgerland		
C.3.1 Erhöhung der Investitionen und Finanzströme zugunsten des Klimas		
T.1.3 Förderung des Wandels (Sensibilisierung und Engagement)		
T.4.1 Kantonale Klimagesetzgebung		

T.6.1 Durchführung eines Pilotprojekts für ein an die klimatischen Herausforderungen angepasstes Gebäude		
T.6.2 Unterstützung des Wettbewerbs «Le climat et moi»		
T.6.3 Sicherstellung der Wirksamkeit und der Umsetzung des Klimaplan		



## 3 Umsetzung der Massnahmen 2021

### 3.1 W.5.1 Berücksichtigung der Klimaszenarien in Wasserbauprojekten und bei Unterhaltsarbeiten an Gewässern (Hochwasserschutz und Revitalisierung)

Stand 2021	21–26
	

#### 3.1.1 Beschreibung der Massnahme

Die Massnahme W.5.1 sieht die Integration der klimatischen und hydrologischen Szenarien in Wasserbauprojekte und Unterhaltsarbeiten an Gewässern vor, damit Letztere bestmöglich an die sich ändernden klimatischen Bedingungen, die Klimarisiken sowie die Entwicklung des Wasserhaushalts angepasst werden können. Des Weiteren unterstützt sie die Ausarbeitung von Empfehlungen für die Projektträgerschaft zu den Bereichen Hochwasserschutz und Gewässerökologie (Gemeinden, Planungsbüros, Ingenieurinnen und Ingenieure für Gewässerverbauungen und Sachverständige in aquatischer Ökologie).

#### 3.1.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Das Hauptaugenmerk der Massnahme W.5.1 gilt der Untersuchung und der Bewertung der Auswirkungen des Klimawandels auf die Gewässer des Kantons. Gleichzeitig hat sie das Ziel, ein Verständnis für die Auswirkungen des Klimawandels auf Wasserbauprojekte und Unterhaltsarbeiten an Gewässern zu schaffen, damit diese nachhaltig und langfristig gestaltet werden können.

In einem ersten Schritt ist vorgesehen, die klimatischen und hydrologischen Szenarien des Kantons und der Einzugsgebiete zu erarbeiten und der Öffentlichkeit zur Verfügung zu stellen. Im Anschluss daran werden – entsprechend der klimatischen und hydrologischen Entwicklungen – die Auswirkungen der Szenarien sowie die Notwendigkeit zur Anpassung der Wasserbauprojekte sowie der Unterhaltsarbeiten an Gewässern ermittelt und festgelegt. Und schliesslich ist vorgesehen, Empfehlungen zu veröffentlichen und der Projektträgerschaft zur Verfügung zu stellen.

Des Weiteren wird angestrebt, die Massnahmen des kantonalen Klimaplanes miteinander zu koordinieren und Synergien zu schaffen (Massnahme W.1.1 Evaluation der Konsequenzen der Szenarien Hydro-CH2018 auf die Wasserressourcen, W.5.3 Unterstützung bei der Durchführung von Unterhaltsarbeiten an Wasserläufen und Gewässern, die der Anpassung an den Klimawandel dienen, B.5.3 Unterstützung von Projekten zur Revitalisierung von Fliessgewässern, S.5.4 Berücksichtigung des Klimawandels beim Schutz gegen die Naturgefahr Wasser).

#### 3.1.3 Aktionen im Jahr 2021

Es wurde entschieden, dass im ersten Jahr zunächst die klimatischen und hydrologischen Szenarien des Kantons und der Einzugsgebiete entwickelt werden. Dieser Punkt ist Teil der Massnahme W.1.1, die allerdings nicht zu den im Jahr 2021 umzusetzenden Massnahmen des kantonalen Klimaplanes zählt. Dies bedeutet, dass die Umsetzung der Massnahme W.1.1 2021 über die Massnahme W.5.1 eingeleitet wurde. 2022 werden beide Massnahmen erneut einzeln betrachtet.

Das AfU hat von den Klimaszenarien CH2018 und den hydrologischen Szenarien Hydro-CH2018 seit deren Veröffentlichung durch den Bund im März 2021 Kenntnis. Die wichtigsten Auswirkungen des Klimawandels auf die Schweizer Gewässer sowie den Kanton wurden aufgelistet und identifiziert (Abflüsse im Wandel, Wasserknappheit im Sommer, steigendes Gefahrenpotenzial, Wasserlebewesen in Bedrängnis aufgrund der Erhöhung der Wassertemperatur).

Von dieser Basis ausgehend hat das AfU ein Pflichtenheft erstellt und ein für hydrologische Fragestellungen spezialisiertes Büro mandatiert. Seine Aufgabe ist die Entwicklung und die Umsetzung der klimatischen und hydrologischen Szenarien auf Ebene der Einzugsgebiete des Kantons (Projekt CC-HydroFR). Hierdurch können die Auswirkungen des Klimawandels auf den Kanton und seine Gewässer genauer erfasst und Rückschlüsse gezogen werden, auf welche Weise Wasserbauprojekte und Unterhaltsarbeiten an Gewässern am besten angepasst werden können.



In den ersten Phasen des Mandats wurden die klimatischen und hydrologischen Daten für den Kanton Freiburg unter Berücksichtigung der verschiedenen Emissionsszenarien (RCP 2.6, RCP 4.5 und RCP 8.5 – RCP: Repräsentativer Konzentrationspfad [Representative Concentration Pathway]), detaillierter Oberflächenaufösungen (2 km mal 2 km) des Kantons und seiner Einzugsgebiete sowie eines Zeithorizonts von 1981 bis 2099 vorbereitet. Zu diesem Zweck wurden zahlreiche Simulationsketten erstellt und berechnet.

Ausserdem haben das AfU und das mandatierte Büro am Jahresende einen Workshop zum Austausch und zur gemeinsamen Arbeit mit den betroffenen kantonalen Dienststellen abgehalten. Dieser diente der allgemeinen Information über die klimatischen und hydrologischen Szenarien, der Diskussion über die simulierten Szenarien sowie der Erfassung der Anliegen der anderen im Bereich der Gewässerbewirtschaftung tätigen Dienststellen, die sich mit den Auswirkungen des Klimawandels befassen. Auf dieser Basis aufbauend werden klimatische und hydrologische Verlaufsindikatoren definiert, mit denen die Auswirkungen auf die Gewässer aufgezeigt werden.

### 3.1.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026

2022 und in den darauffolgenden Jahren werden zunächst die wichtigsten, anhand der Szenarien ermittelten, Auswirkungen identifiziert und die Notwendigkeit zur Anpassung der Wasserbauprojekte und der Unterhaltsarbeiten an Gewässern abgeklärt. Dabei werden die Ergebnisse der sich in Auftrag befindlichen klimatischen und hydrologischen Szenarien des Kantons und seiner Einzugsgebiete berücksichtigt. Es wird festgelegt, welche Massnahmen anzupassen sind, damit der Hochwasserschutz (Überlastfälle, Bemessungsabflüsse, Risikoberücksichtigung, Fluchtkorridore usw.) und die Gewässerökologie (eine möglichst natürliche Morphologie, Zielarten, Wassertemperatur, Beschattung usw.) gewährleistet sind. In einem zweiten Schritt geht es dann darum, Empfehlungen für die Projektträgerschaft (Gemeinden, Planungsbüros, Ingenieurinnen und Ingenieure für Gewässerverbauungen und Sachverständige in aquatischer Ökologie) auszuarbeiten und zu veröffentlichen.

## 3.2 W.5.5 Umsetzung von Massnahmen zur Verringerung des Schadstoffeintrags in gefährdete Vorfluter bei Niedrigwasser

Stand 2021	21-26
	

### 3.2.1 Beschreibung der Massnahme

Die Massnahme W.5.5 sieht die Durchführung von Aktionen zur Behandlung und Verringerung von Schadstoffen an deren Ursprung vor, damit die in den Vorflutern angelangende Menge an Schadstoffen gesenkt und somit das Ausmass an Verschmutzungen, insbesondere bei Niedrigwasser (Trockenheit), begrenzt werden kann. In kritischen Fällen werden zum Schutz der Lebensräume die Einleitstellen verlegt. Die Massnahme bezweckt ausserdem die Umsetzung von Aktionen, damit direkte und diffuse Einträge von Schadstoffen in gefährdete Vorfluter begrenzt und Letztere bei Niedrigwasser allgemein gegen Schadstoffeinträge geschützt werden können.

### 3.2.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Die Massnahme W.5.5 hat das Ziel, direkte und diffuse Einträge von Schadstoffen in gefährdete Vorfluter bei Niedrigwasser zu begrenzen und die Qualität des Grundwassers durch eine Reduzierung des Pestizid- und Metabolitengehalts zu verbessern. Aus diesem Grund umfasst sie zwei Teile:

- 
- 1) Durchführung einer limnologischen Studie über die Funktionsweise des Schiffenensees (Temperaturfluss, Nährstoffkreislauf, Aufenthaltszeit des Wassers, Biomasse usw.), die dem Verständnis der Ursachen des Sauerstoffrückgangs im See sowie der Ausarbeitung von Massnahmen (Belüftung des Wassers an der Staumauer, neue Wasserfassung usw.) dient, durch welche die Fischsterblichkeit unterhalb der Staumauer reduziert werden kann. Die Durchführung dieser Studie wird sich wahrscheinlich über 3 Jahre erstrecken (2021–2023).
  - 2) Durchführung des Projekts «Zu», das darauf abzielt, die Grundwasserqualität durch eine Reduzierung des Pestizid- und des Metabolitengehalts zu verbessern. Dies kann durch Projekte im Sinne von Art. 62a GSchG oder Art. 47 GSchV, deren Dauer sich auf mindestens 10 bis 12 Jahre erstreckt, sowie die Abgrenzung verschiedener Zuströmbereiche erreicht werden.

### 3.2.3 Aktionen im Jahr 2021

2021 wurden aus den beiden Teilen der Massnahme folgende Elemente realisiert:

- 1) EAWAG hat eine Studie zum besseren Verständnis der Funktionsweise des Schiffenensees durchgeführt. Diese hat u. a. einen hohen Nährstoffeintrag im See nachgewiesen. SINEF wurde mit der Bewertung und der Modellierung des Eintrags beauftragt (vier Phasen). Die Ergebnisse werden im Laufe des Jahres 2023 erwartet.
- 2) 2021 wurde für eine strategische Grundwasserfassung im Kanton eine hydrogeologische Untersuchung des Zuströmbereichs Zu gestartet, damit ab 2022 bauliche und raumplanerische Massnahmen zum langfristigen Schutz des Grundwassers durchgeführt werden können.

### 3.2.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026



In den nächsten Jahren ist das Ziel, beide Teile der Massnahme W.5.5 in folgenden Schritten umzusetzen:

- 1) Die SINEF erhält weiterhin den Auftrag, die Einträge in den Schiffenensee für alle betroffenen Bereiche (Einleitungen aus ARA, Zuflüsse, diffuse landwirtschaftliche Einträge usw.) zu bewerten. Gleichzeitig wird von Groupe E ein Variantenstudium durchgeführt, damit geklärt werden kann, ob die Sauerstoffkonzentration unterhalb der Staumauer durch technische Massnahmen gesteigert werden kann.
- 2) Zuströmbereiche Zu: Für zwei Achsen sind neue hydrogeologische Studien über die Zuströmbereiche Zu durchzuführen. Achse 1: für alle strategischen Fassungen des Kantons (Klassifikation gemäss Sachplan Gewässerbewirtschaftung SPGB) und Achse 2: für die wichtigen Fassungen des Kantons, die hohe Pestizid- und Metabolitenkonzentrationen aufweisen.



Abbildung 1: Erhebung von Daten in der Saane mit einer Sonde unterhalb der Staumauer des Schiffensees

### 3.3 B.6.1 Durchführung von Pilotprojekten zur Vernetzung von ökologischen Flächen

Stand 2021	21-26
	

#### 3.3.1 Beschreibung der Massnahme

Um den negativen Auswirkungen des Klimawandels auf Ökosysteme entgegenzuwirken, hat die Massnahme B.6.1 die Durchführung von Aktionen zur Vernetzung von Biotopen sowie zur Verbesserung der ökologischen Infrastruktur in der natürlichen und der städtischen Umgebung zum Ziel. Nicht alle Bäume, die derzeit in Siedlungsgebieten angepflanzt werden, sind für das künftige Klima geeignet. Damit der Baumbestand langfristig gewährleistet werden kann, muss bereits heute mit der Anpflanzung von Baumarten begonnen werden, die auch dem zukünftigen Klima standhalten können. Allgemein trägt die Anpflanzung von Bäumen in städtischen Gebieten zur Verbindung der Lebensräume der Arten bei. Da Feuchtgebiete am stärksten von allen Lebensräumen vom Klimawandel betroffen sind, stellt die Anlage von Wasserflächen eine sehr wichtige Massnahme zur Reduktion der Auswirkungen der klimatischen Veränderungen auf diesen Lebensraum und die in ihm lebenden Arten dar.

#### 3.3.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Die Massnahme B.6.1 hat das Ziel, den Gemeinden einen Leitfaden zur Anpflanzung von Bäumen in Siedlungsgebieten zur Verfügung zu stellen. Hierfür wird eine Liste mit Bäumen erstellt, die in Siedlungsgebieten angepflanzt werden können. Sie dient als Grundlage für künftige Anpflanzungen von Bäumen in den Städten und Dörfern des Kantons. Ein weiteres Ziel ist die Stärkung des Baumbestands des Kantons, damit die Biodiversität in den kommenden Jahrzehnten positiv beeinflusst werden kann. Des Weiteren ist die Schaffung verschiedener Wasserflächen vorgesehen, um die unterschiedlichen Lebensräume miteinander zu verbinden.

#### 3.3.3 Aktionen im Jahr 2021

2021 konnte durch die Massnahme B.6.1 einerseits eine Liste von Bäumen erstellt werden, die für das künftige Klima geeignet sind und in Siedlungsgebieten angepflanzt werden können, und es konnten Informationen darüber gesammelt werden, wie der Baumbestand langfristig erhalten werden kann. Andererseits wurden in 62 interessierten Gemeinden 69 Bäume aus der Liste angepflanzt. Schliesslich wurde im Wald von Bouleyres neben einem bereits bestehenden Teich ein weiterer Teich angelegt, der zur Verbindung der Feuchtgebiete in dieser Zone beiträgt.

#### 3.3.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026



Da es sich bei dieser Massnahme um ein Pilotprojekt handelt, endet die Massnahme 2021 und wird 2022 nicht fortgeführt. Da es aber bei bestimmten Arbeiten zu Verzögerungen gekommen ist, wird sie tatsächlich erst Ende 2022 abgeschlossen.





Abbildung 2: Vergrößerung des Biotops im Wald von Bouleyres

### 3.4 S.1.3 Kartierung der Hitzeinseln in den Siedlungsgebieten des Kantons und Vorschläge zu deren Verringerung

Stand 2021	21-26
 100%	 20%

#### 3.4.1 Beschreibung der Massnahme

Die Massnahme S.1.3 sieht einerseits die Kartierung städtischer Hitzeinseln in den wichtigsten Siedlungsgebieten des Kantons sowie die Ausarbeitung von Vorschlägen zu deren Verringerung vor. 2020 wurde im Rahmen eines Pilotprojekts zur Anpassung an den Klimawandel eine erste Kartierung der Stadt Freiburg durchgeführt. Im Anschluss an diese Studie hat die Hochschule für Technik und Architektur Freiburg (HTA-FR) eine erste konkrete Massnahme vorgeschlagen. Dabei handelt es sich um den Bau des Pavillons DEMO MI2, durch den Stadtzentren, in denen häufig Hitzeinseln entstehen, gekühlt werden können und die Bevölkerung für diese Thematik sensibilisiert werden kann.

#### 3.4.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Das allgemeine Ziel der Massnahme S.1.3 besteht in der Unterstützung der Gemeinden bei der Bekämpfung von Hitzeinseln, der Kartierung der wichtigsten Siedlungsgebiete des Kantons sowie dem Vorschlag von Massnahmen zur Verringerung von Hitzeinseln. Des Weiteren unterstützt sie den Bau des Pavillons DEMO-MI2 (Pavillon zur Klimathematik) sowie andere beispielhafte Projekte, mit denen Stadtzentren, in denen häufig Hitzeinseln entstehen, gekühlt werden können und die Bevölkerung für diese Thematik sensibilisiert werden kann.

Die Massnahme umfasst zwei Teile: Einerseits sieht sie im Kontext der Anpassung an den Klimawandel die Umsetzung eines beispielhaften Projekts zur Siedlungsgestaltung vor, das die Bevölkerung für diese Herausforderungen sensibilisiert, und andererseits bezweckt sie die Erarbeitung klarer Lösungen hinsichtlich der Raumplanung. Das Hauptaugenmerk liegt bei der Sensibilisierung der Bevölkerung sowie der Personen, die Positionen auf Ebene der Entscheidungsfindung und der Stadtplanung innehaben.

Der zweite Teil der Massnahme beinhaltet die Durchführung von Studien zur Kartografierung, die der Identifikation der städtischen Hitzeinseln, der Einschätzung ihrer Entwicklung sowie der Beurteilung der Wirksamkeit und der Relevanz der Massnahmen zu deren Verringerung dienen.

#### 3.4.3 Aktionen im Jahr 2021

Durch die Massnahme S.1.3 konnte der Bau des Pavillons DEMO-MI2 unterstützt werden, dessen Projektbeschreibung unter diesem [Link](#) abgerufen werden kann. Des Weiteren wurde im Mai 2021 ein Klima Lunch über den Themenbereich der Hitzeinseln abgehalten und ein erklärendes Video mit Interviews mit den

Verantwortlichen der Massnahmen der Stadt Freiburg gedreht, das der Öffentlichkeit auf der Plattform [meinklimaplan.fr.ch](http://meinklimaplan.fr.ch) zur Verfügung steht.



#### 3.4.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026

Es ist vorgesehen, die Massnahme S.1.3 innerhalb der nächsten fünf Jahre entlang von drei grundsätzlichen Achsen umzusetzen. Erstens ist die Herstellung eines Leitfadens über Hitzeinseln für die Gemeinden geplant (Achse 1). Er dient der Sensibilisierung der wichtigsten Vertreterinnen und Vertreter der Raumplanung für das Thema. Gleichzeitig erhalten sie Informationen zu den Aktionsmitteln, die ihnen auf der Gesetzesebene (Gemeindebaureglement) sowie auf Ebene der Massnahmen zur Verringerung zur Verfügung stehen, wie auch zu deren Auswirkungen. Die Herstellung des Leitfadens und seine Präsentation bei den Gemeinden ist für 2022–2023 geplant.

2024–2026 werden in einem zweiten Schritt beispielhafte Projekte umgesetzt (Achse 2) wie beispielsweise die Neubepflanzung von Schulhöfen und die Erstellung von Kartierungen der Hitzeinseln für die interessierten Gemeinden (Achse 3).

Die drei strategischen Achsen – Sensibilisierung, beispielhafte Projekte sowie Gutachten – dienen der Umsetzung der Massnahme S.1.3 auf der Ebene des gesamten Kantons. Ziel ist, dadurch alle betroffenen Akteurinnen und Akteure zu erreichen und gute Praktiken zur Anpassung an die Auswirkungen des Klimawandels aufzuzeigen.

### 3.5 S.2.2 Unterstützung bei der Überwachung der Vektoren Infektionserkrankungen, die durch den Klimawandel begünstigt werden

Stand 2021	21-26	von
		

#### 3.5.1 Beschreibung der Massnahme

Die Massnahme S.2.2 unterstützt die Überwachung von Erkrankungen und ihrer Vektoren, deren Entwicklung in der Schweiz durch den Klimawandel begünstigt werden könnte.

#### 3.5.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Das übergeordnete Ziel der Massnahme S.2.2 ist die Förderung der Überwachung von Infektionserkrankungen und ihrer Vektoren, die durch den Klimawandel begünstigt werden. Zu dieser Massnahme zählt auch die Einrichtung einer Arbeitsgruppe für das Monitoring der Vektoren (u. a. die Tigermücke) im Kanton. Des Weiteren unterstützt sie das interkantonale Monitoringprojekt zur Tigermücke.

#### 3.5.3 Aktionen im Jahr 2021



2021 konnte durch die Massnahme S.2.2 ein Monitoring der Tigermücke in der Umgebung der Autobahn-Raststätte Greyerz eingerichtet werden. Es wurden Fallen aufgestellt, Proben entnommen und zur Analyse verschickt. Diese von der Sektion Klima umgesetzte Massnahme wird mit der Unterstützung von Professor Daniel Cherix des Schweizerischen Mückennetzwerks und in Zusammenarbeit mit dem Sektor Vektorökologie des Instituts für Mikrobiologie der Scuola universitaria professionale della Svizzera italiana (Fachhochschule der italienischen Schweiz, SUPSI) durchgeführt, das die Analysen auswertet.

#### 3.5.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026

In den nächsten Jahren der Umsetzung ist vorgesehen, die Modalitäten sowie die mit dem Monitoring und den Interventionen zu beauftragenden Stellen festzulegen. Hierfür ist zusammen mit dem Kantonsarztamt und dem Amt für Gesundheit eine mit dem Monitoring der Vektoren beauftragte Arbeitsgruppe einzurichten. Des Weiteren ist für den Fall, dass Tigermückenpopulationen entdeckt werden, mit den betroffenen Ämtern ein Aktionsplan auszuarbeiten. Da auch in den Nachbarkantonen Waadt und Wallis Populationen entdeckt wurden, ist zudem eine

Liste von potenziellen Ansiedlungsorten der Tigermücke auf Freiburger Gebiet zu erstellen, damit die Monitoringzonen vergrössert werden können.

### 3.6 Massnahme S.5.5 Anpassung der Schulen an den Klimawandel

Staat	21-26
	

#### 3.6.1 Beschreibung der Massnahme

Die Massnahme S.5.5 unterstützt im Rahmen der Revision des Konzepts «Gesundheit in der Schule», seines Aktionsplans sowie im Zusammenhang mit seiner Umsetzung die Berücksichtigung der mit dem Klimawandel verbundenen Gesundheitsrisiken bei Schülerinnen und Schülern.

#### 3.6.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Die Massnahme S.5.5 hat das übergeordnete Ziel, die klimatischen Herausforderungen in das Konzept «Gesundheit in der Schule» einzubinden. Sie unterstützt ausserdem die Umsetzung von Massnahmen zur Anpassung an den Klimawandel in Schulen und Bildungseinrichtungen.

#### 3.6.3 Ergebnisse 2021



2021 konnten durch die Massnahme S.5.5 folgende Ergebnisse erzielt werden:

- > Unterstützung des Büros Gesundheit in der Schule (durch Bio-Eco) bei der Revision des Konzepts «Gesundheit in der Schule», damit die Berücksichtigung der klimatischen Aspekte gewährleistet werden kann; Erarbeitung der zur Revision des Konzepts «Gesundheit in der Schule» notwendigen Elemente in partizipativen Workshops;
- > Unterstützung von Klassen und Schulen bei der Entwicklung einer Klimastrategie;
- > Unterstützung bei der Durchführung von sechs Workshops zur Anpassung an den Klimawandel in Schulen und Bildungsstätten (Primarschule Neyruz, Primarschule Freiburg Auge, Primarschule Schmitten, Primarschule Vuadens, Orientierungsschule Freiburg Pérolles, Orientierungsschule Cugy). Durchführung eines siebten Workshops im Februar 2022.

#### 3.6.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026

Aus den 2021 mit Expertinnen und Experten durchgeführten Workshops zur Revision des Konzepts «Gesundheit in der Schule» sind erste Vorschläge hervorgegangen, die dem zuständigen COPIL präsentiert wurden und im Laufe des Jahres 2022 zur formalen Validierung des Konzepts führen werden. Die Workshops in den Versuchsklassen haben zu einem konstruktiven Austausch geführt, dessen Ergebnisse, namentlich im Fall der Primarschule Auge, im Laufe des Jahres 2021–2022 umzusetzen sind.

### 3.7 Massnahme S.5.6 Durchführung von Massnahmen zur Verbesserung des Komforts in Gebäuden im Sommer

Stand 2021	21-26
	

#### 3.7.1 Beschreibung der Massnahme

Die Massnahme S.5.6 hat das Ziel, im Sommer, im Inneren neuer bzw. bereits bestehender Gebäude, optimalen Komfort zu gewährleisten. Hierbei gelangen vor allem passive Kühlungsmaßnahmen zum Einsatz.

#### 3.7.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Die Massnahme S.5.6 setzt gleichermassen an privaten und öffentlichen Gebäuden an. Was die privaten Gebäude anbelangt, wird eine Liste von Parametern erstellt, die es ermöglichen, den Komfort im Sommer zu steigern, und es

wird analysiert, auf welche Weise diese in Renovierungs- oder Bauprojekte integriert werden können. In Bezug auf die öffentlichen Gebäude unterstützt die Massnahme die Sanierung von Staatsgebäuden, die mit Blick auf den Komfort im Sommer als prioritär anzusehen sind. Ein weiteres Ziel ist die Ausarbeitung einer Charta mit guten Praktiken, die sich an die Benutzerinnen und Benutzer richtet und durch die der Komfort im Sommer gesteigert werden kann. Schliesslich sieht die Massnahme den Einbezug der Parameter, durch die der Komfort im Sommer erhöht werden kann, in das Pflichtenheft für neue bzw. vollständig renovierte öffentliche Gebäude vor.

### 3.7.3 Ergebnisse 2021



2021 konnten durch die Massnahme S.5.6 folgende Ergebnisse erzielt werden:

- > Erstellung einer Liste von Parametern, die zur Erhöhung des thermischen Komforts beitragen;
- > Analyse der gesetzlichen Grundlagen und anderer Instrumente, damit verbindliche Massnahmen und Empfehlungen eingebunden werden können;
- > Bestimmung der Gebäude, die hinsichtlich des thermischen Komforts prioritär sind, und Beginn der Analysen durch ein Ingenieurbüro;
- > Expertinnen und Experten haben fünf Gebäude, die von der sommerlichen Überhitzung betroffen sind, besucht und die passiven und aktiven Mittel, durch die der thermische Komfort der Benutzerinnen und Benutzer der verschiedenen Standorte erhöht werden kann, analysiert;
- > Einreichung von zwei Offerten für die Durchführung von Korrekturmassnahmen.

### 3.7.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026

Die 2021 veranschlagten Arbeiten werden im Laufe des Jahres 2022 auf der Grundlage des ausgewählten Angebots durchgeführt. Im Anschluss daran wird für die Benutzerinnen und Benutzer der öffentlichen Gebäude eine Vereinbarung ausgearbeitet, damit die Empfehlungen zur Erhöhung des sommerlichen Komforts in Gebäuden umgesetzt werden können.

## 3.8 Massnahme S.5.10 Durchführung von Begleitmassnahmen für eine klimaresiliente Landwirtschaft

Stand 2021	2021-2026
 100%	 25%

### 3.8.1 Beschreibung der Massnahme

Die Massnahme S.5.10 fördert die Durchführung von Begleitmassnahmen für eine klimaresiliente Landwirtschaft. Es wird angestrebt, dieses Ziel durch Innovationen und die Verbesserung der Anpassungsfähigkeit der landwirtschaftlichen Nutzungen zu erreichen.

### 3.8.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Die Massnahme S.5.10 hat die Durchführung von Begleitmassnahmen für eine klimaresiliente Landwirtschaft zum Ziel und unterstützt u. a. das Smart Farming, die Agroforstwirtschaft, die bodenkonservierende Landwirtschaft sowie die Auswahl geeigneter Arten. Des Weiteren fördert sie die Entwicklung eines Gesamtüberblicks über den Wasserbedarf zur Bewässerung, damit gewährleistet ist, dass die Kulturen ausreichend versorgt und die Fliessgewässer in Trockenperioden entlastet sind. Nur wenige Betreiberinnen und Betreiber sind sich der Auswirkungen bewusst, einige haben aber bereits interessante Massnahmen ergriffen, die vor allem auf die Bewältigung des durch den Klimawandel bedingten erhöhten Wasserbedarfs ausgerichtet sind. Während bestimmter Vegetationsphasen ist die Bewässerung besonders wichtig, damit die Produktion und die von den Verbraucherinnen und Verbrauchern erwartete Qualität gewährleistet werden können.

### 3.8.3 Ergebnisse 2021

2021 konnte aufbauend auf der Massnahme S.5.10 eine Studie lanciert werden, die einem kohärenten Vorgehen bei der Entwicklung von Bewässerungsanlagen dient.

Diese Studie ist das Ergebnis einer fruchtbaren Zusammenarbeit der betroffenen Instanzen, d. h. dem Amt für Umwelt sowie der Sektion Landwirtschaft in Grangeneuve und Gegenstand des Expertenberichts «Besoins en eau d'irrigation dans le canton de Fribourg» (Wasserbedarf für die Bewässerung im Kanton Freiburg). Ihr wichtigstes Ziel war die Ermittlung des zur Bewässerung notwendigen Wasserbedarfs und dessen Vergleich mit den zur Verfügung stehenden Ressourcen, wobei die neuen klimatischen Szenarien sowie die Szenarien HYDRO-CH2018 berücksichtigt wurden. Sie zeigt auf, dass sich der Kanton Freiburg mit seiner Bewässerungsstrategie auf dem richtigen Weg befindet. Diese sieht Entnahmestellen in den Seen und den grossen Fliessgewässern vor, damit während der gesamten Vegetationszeit eine zuverlässige und ausreichende Wasserversorgung gewährleistet werden kann und dabei gleichzeitig die Oberflächengewässer geschützt werden können.

### 3.8.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026

Für den Kanton Freiburg, der grosse Wasserspeicher aufweist und seine Regionen, die einen grossen Anteil hochwertiger Kulturen besitzen, stellt die Bewässerung eine grosse Herausforderung dar. Im Zeitraum 2022–2026 wird das Hauptaugenmerk auf die anderen Achsen des Bereichs Anpassung gerichtet. Hierzu zählen beispielsweise die Anpassung der Kulturen, der Sorten und der Anbauverfahren sowie das Risikomanagement.

Damit die Landwirtinnen und Landwirte bei diesem Anpassungsprozess direkt unterstützt und ihre adaptiven Kompetenzen gestärkt werden können, wird angestrebt, parallel zur Unterstützung konkreter Massnahmen eine langfristige Vision zu entwickeln.

## 3.9 M.1.1 Sensibilisierung für die Verkehrsverlagerung

### 3.9.1 Beschreibung der Massnahme



Die Massnahme M.1.1 unterstützt Projekte, die darauf abzielen, für die Auswirkungen fossiler Verkehrsmittel (einschliesslich des Flugverkehrs) zu sensibilisieren sowie die sanfte Mobilität und den öffentlichen Verkehr zu fördern.

### 3.9.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Das übergeordnete Ziel der Massnahme M.1.1 gilt der Förderung der Verkehrsverlagerung im Kantonsgebiet, indem sie Aktionen zur Förderung der sanften Mobilität und des öffentlichen Verkehrs sowie zur Sensibilisierung für die Auswirkungen des Individualverkehrs unterstützt. Damit der Gebrauch des Velos gefördert werden kann, unterstützt sie im Zeitraum 2021–2022 den Aufbau der Zusammenarbeit der Freiburger Sektionen von Pro Senectute, Pro Velo sowie des TCS. Seit Sommer 2021 können sich dank der Umsetzung des KKP und aufgrund des Sachplans Velo 300 Kinder, Erwachsene sowie Seniorinnen und Senioren kostenlos an den Aktivitäten dieser Vereine beteiligen (begleitete Velotouren, E-Bike-Kurse und Velofahrkurse für Eltern und Kinder). Zu den spezifischen Zielen während des Zeitraums 2021–2022 zählen die Ausweitung des Angebots (Anzahl Kurse, Fahrten und Orte) sowie die Erhöhung der Anzahl von Teilnehmenden an den Kursen und Fahrten, eine verbesserte Sichtbarkeit der Angebote der drei Vereine sowie die vermehrte Nutzung des Velos im Kanton Freiburg.

### 3.9.3 Ergebnisse 2021

2021 wurden dank der Massnahme M.1.1 folgende Ergebnisse erzielt:

Stand 2021	21-26
	



- 
- > Aufbau der Zusammenarbeit der drei Freiburger Sektionen von Pro Senectute (begleitete Velotouren), dem TCS (E-Bike-Kurse) sowie von Pro Velo (Velofahrkurse für Eltern und Kinder);
  - > Eröffnung neuer Kursorte und Angebot von Velotouren durch die drei Vereine sowie Einführung einer gewissen Anzahl kostenloser Kurse;
  - > Realisierung von Video-Clips zur Bekanntmachung der Kurse und Fahrten 2022.



#### 3.9.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026

Die Massnahme M.1.1 verfolgt im Jahr 2022 dieselben Ziele wie im Vorjahr, d. h. die Förderung des Gebrauchs des Velos im Kanton. Die Zusammenarbeit der Freiburger Sektionen von Pro Senectute, dem TCS und Pro Velo wird im Frühjahr fortgesetzt. Im Anschluss daran ist vorgesehen, Schulkinder zum Gebrauch des Velos zu ermutigen. Da die Massnahme M.1.1 ursprünglich nicht auf die Unterstützung der sanften Mobilität begrenzt war, kann in den Jahren 2023–2026 auch die Nutzung öffentlicher Verkehrsmittel gefördert oder die Bevölkerung für die Auswirkungen fossiler Transportmittel sensibilisiert werden.



Abbildung 3: Sensibilisierung für die Verkehrsverlagerung

### 3.10 M.3.2 Abschaffung der Privilegierung des Autos für Dienstfahrten des Staatspersonals

Stand 2021	21-26
	

#### 3.10.1 Beschreibung der Massnahme

Die Massnahme M.3.2 untersucht im Zusammenhang mit der Revision des Beschlusses über die Parkplätze des Staatspersonals die Einführung einer einheitlichen Tarifierung, die nicht auf dem verwendeten Verkehrsmittel, sondern auf der zu dienstlichen Zwecken zurückgelegten Strecke beruht. Sie sieht auch die Anwendung weiterer Instrumente vor (u. a. Verordnung, Richtlinie, Subventionierung des GA, offeriertes Halbtax, Bereitstellung von Velos oder E-Bikes), damit das Staatspersonal von den Mitteln der sanften Mobilität bzw. des öffentlichen Verkehrs Gebrauch macht.

#### 3.10.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

In Zusammenhang mit der Revision des Beschlusses über die Parkplätze des Staatspersonals besteht das übergeordnete Ziel der Massnahme M.3.2 in einer breit angelegten Förderung der sanften Mobilität bei Dienstfahrten (Velo, öffentlicher Verkehr und Gehen).

#### 3.10.3 Ergebnisse 2021



2021 hat die Massnahme M.3.2 in Zusammenhang mit der Revision des Gesetzes und des Reglements über das Staatspersonal (StPG-StPR) die Bewertung der Durchführbarkeit einer umfassenderen Förderung der sanften Mobilität ermöglicht.

#### 3.10.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026

Die Massnahme M.3.2 wird folgendermassen fortgeführt:

- > Integration der Sektion Klima (eine Vertreterin bzw. ein Vertreter) in die Arbeitsgruppe Mobilitätspläne;
- > Diskussion innerhalb der mit der Revision des Beschlusses über die Parkplätze des Staatspersonals beauftragten Arbeitsgruppe, sowie über den Einbezug der Förderung der Fortbewegung mit Mitteln der sanften Mobilität und des öffentlichen Verkehrs.
- > Die Arbeitsgruppe identifiziert Möglichkeiten, wie eventuell die Vorteile der sanften Mobilität und des Gebrauchs öffentlicher Verkehrsmittel für Dienstfahrten des Staatspersonals in neue Richtlinien oder Beschlüsse zum StPG aufgenommen werden können.

### 3.11 M.4.1 Besteuerung der stark emittierenden Fahrzeuge

Stand 2021	21-26
	

#### 3.11.1 Beschreibung der Massnahme

Im Zusammenhang mit dem Gesetz über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger (BMfzG) hat die Massnahme M.4.1 die Besteuerung leichter Fahrzeuge (unter 3,5 t) mit hohem Treibhausgasausstoss zum Thema. Das neue Gesetz zur Besteuerung von Fahrzeugen (BMfzG) ist seit dem 01.01.2022 in Kraft. Leichte Fahrzeuge werden anhand eines stark progressiven Tarifs besteuert, der sich an der Leistung orientiert. Eine Steuerreduktion wird nur Fahrzeugen mit Hybrid-, Gas-, Elektro- oder Wasserstoffantrieb sowie der Energieetikette A gewährt (Art. 11 BMfzAG).

#### 3.11.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Da der Grosse Rat am 11.02.2021 die Revision des BMfzAG verabschiedet hat (Inkrafttreten am 01.01.2022), sind mittelfristig keine Änderungen zu erwarten. Somit wurde das Ziel der Massnahme M.4.1. vollständig erreicht.

### 3.11.3 Ergebnisse 2021

2021 konnten durch die Massnahme M.4.1 folgende Ergebnisse erzielt werden:

- > Der Beschluss des Grossen Rates im Februar 2021 hat erste Auswirkungen gezeigt. Der Bestand an Hybrid- und Elektrofahrzeugen stieg um 60 % und entspricht 6,3 % des gesamten Fahrzeugbestands. Am 30. September 2021 waren 12 161 Einheiten registriert, während der Bestand ein Jahr zuvor bei 7601 Einheiten lag.
- > Den Teilnehmenden am [Climathon Freiburg](#) (24. und 25. September 2021) wurde bei einer Herausforderung die Aufgabe gestellt, sich über innovative Lösungen zur Änderung ihrer Mobilitätsgewohnheiten Gedanken zu machen.
- > Bewertung der Möglichkeit zur Integration des Projekts des Gewinnerteams der oben genannten Herausforderung (MyASS – FriCar) in die Massnahme M.4.1.

### 3.11.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026

In den nächsten Jahren wird die Entwicklung des Bestands leichter Fahrzeuge beobachtet. Dies bezieht sich v. a. auf Fahrzeuge, die den Kriterien von Art. 11 BMfzAG entsprechen. Da die Revision des BMfzAG, wie oben erwähnt, am 1. Januar 2022 in Kraft getreten ist, ist diese Massnahme seit Ende 2021 abgeschlossen.

## 3.12 M.4.2 Förderung der Einrichtung von Ladestationen für Elektroautos

### 3.12.1 Beschreibung der Massnahme

Die Massnahme M.4.2 dient der Förderung der Einrichtung von Ladestationen für Elektroautos in den Gemeinden, bei Privaten und auf Grundstücken des Staates sowie der Gewährleistung der hierfür notwendigen Finanzmittel.



### 3.12.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Die Massnahme M.4.2 dient die Einrichtung von Ladestationen für Elektroautos durch die Gewährung einer finanziellen Unterstützung. In einem ersten Schritt werden geeignete Standorte zur Einrichtung von Ladestationen ermittelt (der Öffentlichkeit zugängliche Parkplätze für Besucherinnen und Besucher der Staatsgebäude). Die Diagnostik wird anhand der Immobilienportfolios des Kantons durchgeführt. 2021 hat sich die Arbeit überwiegend auf die ersten beiden Portfolios konzentriert. Während der Pilotphase wurden die ersten zwei Standorte bestimmt, an denen Ladestationen eingerichtet werden können (Kollegium des Südens in Bulle sowie das Gebäude der Volkswirtschaftsdirektion VWD in Freiburg). Damit weitere Ladestationen eingerichtet werden können, wird die Ermittlung neuer Standorte in die anderen Immobilienportfolios des Staates aufgenommen.

### 3.12.3 Ergebnisse 2021

2021 hat die Massnahme M.4.2 zu folgenden Ergebnissen geführt:



- > Ermittlung verfügbarer Parkplätze für Besucherinnen, Besucher und Mitarbeitende des Staates (zwei Immobilienportfolios);
- > Planung der Einrichtung von vier Ladestationen für Elektroautos, wovon sich zwei beim Kollegium des Südens und zwei bei der Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion in Freiburg befinden. Beim zweiten Standort sind Leerrohre vorgesehen, damit in Zukunft auf einfache Weise weitere Ladestationen eingerichtet werden können. Die Arbeiten beginnen an beiden Standorten im Februar oder März 2022.

Stand 2021	21-26
 80%	 20%

### 3.12.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026

Die Ermittlung neuer und geeigneter Standorte (die der Öffentlichkeit zugänglich sind) für die Einrichtung von Ladestationen wird in die anderen Immobilienportfolios des Staates aufgenommen. Ausserdem wird der Gebrauch der ersten vier Ladestationen während der Pilotphase analysiert, damit gegebenenfalls Verbesserungen durchgeführt werden können (u. a. Zugang, Kommunikation). Gleichzeitig sind ergänzend zum KKP und in Zusammenhang mit dem revidierten CO<sub>2</sub>-Gesetz weitere Finanzierungsmechanismen zur Einrichtung von Ladestationen zu identifizieren.

### 3.13 M.4.3 Förderung der Zulassung von Fahrzeugen, die ausschliesslich mit elektrischer Energie oder Wasserstoff angetrieben werden oder mit einem Hybridmotor ausgestattet sind

Stand 2021	21-26
	

#### 3.13.1 Beschreibung der Massnahme

Im Zusammenhang mit der Revision des Gesetzes über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger (BMfwG) sowie mit weiteren Revisionen hat diese Massnahme die Bewertung der Auswirkungen von Steuererleichterungen für die Besitzerinnen und Besitzer von Fahrzeugen, die mit elektrischer Energie oder Wasserstoff angetrieben werden oder mit einem Hybridmotor ausgestattet sind, zum Ziel.

#### 3.13.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Da der Grosse Rat die Revision des BMfzAG am 11.02.2021 verabschiedet hat (Inkrafttreten am 01.01.2022), sind mittelfristig keine Änderungen zu erwarten. Die Revision des BMfzAG hat das Ziel, die Anzahl Zulassungen sogenannter «sauberer» Fahrzeuge zu steigern. Reduktionen werden gewährt für Fahrzeuge mit Hybrid- und Gasantrieb (-15 %), Elektro- und Wasserstoffantrieb (-30 %) sowie mit Energieetikette A (-30 %) und sind kumulierbar (bis zu 60 %).

#### 3.13.3 Ergebnisse 2021

2021 konnte aufgrund der Massnahme M.4.3 das Gesetz über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger (BMfwG) revidiert werden, das die Zulassung sogenannter «sauberer» Fahrzeuge (Fahrzeuge mit Hybrid-, Gas, Elektro- und Wasserstoff-Antrieb) fördert.



#### 3.13.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026

Bei neuen Anpassungen des BMfwG besteht die Möglichkeit zur Integration der Sektion Klima (eine Vertreterin oder ein Vertreter) in die Arbeitsgruppe.

### 3.14 E.3.2 Begrenzung der Heiztemperatur in Staatsgebäuden

#### 3.14.1 Beschreibung der Massnahme

Die Massnahme E.3.2 hat die Begrenzung der Heiztemperatur in Staatsgebäuden im Winter zum Ziel.

Stand 2021	21-26
	

#### 3.14.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Das übergeordnete Ziel der Massnahme E.3.2 ist die Erstellung einer Bestandsaufnahme der Heizpraktiken in den Staatsgebäuden sowie einer Liste der Gebäude, die in Hinblick auf die Heiztemperatur am problematischsten sind.

---

Auf dieser Basis aufbauend setzt das Projekt in den ausgewählten Gebäuden technische Verbesserungen um. Des Weiteren sieht die Massnahme E.3.2 vor, das Verhalten der Benutzerinnen und Benutzer der Gebäude durch Sensibilisierungsmassnahmen und andere Mittel (Charta, Dekret, Merkblatt usw.) zu beeinflussen.

### 3.14.3 Ergebnisse 2021

2021 konnten durch die Massnahme E.3.2 folgende Ergebnisse erzielt werden:

- > Bestandsaufnahme der Heizpraktiken in den staatlichen Gebäuden;
- > Erstellung einer Liste der Gebäude, die in Bezug auf die Heiztemperatur am problematischsten sind;
- > Veröffentlichung von Empfehlungen in Form eines Flyers, um Hauswartinnen und Hauswarte sowie Baufachleute zur Senkung der Heiztemperatur in Staatsgebäuden anzuregen;
- > Lancierung einer digitalen Kommunikationskampagne (News auf der Website fr.ch, soziale Netzwerke): Facebook-Seite des Amtes für Umwelt, LinkedIn-Seite des Staates Freiburg, Instagram-Account @monplanclimat\_meinklimaplan, Internetplattform [meinklimaplan.fr.ch](https://www.meinklimaplan.fr.ch)), um die Nutzerinnen und Nutzer für das Thema der Begrenzung der Heiztemperatur zu sensibilisieren.

### 3.14.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026



Die Umsetzung der technischen Massnahmen in den prioritären Gebäuden beginnt im Jahr 2022 mit der Installation ferngesteuerter Thermostatventile im Gebäude der Pädagogischen Hochschule. Weitere Interventionen erfolgen während der nächsten Jahre in den in der Liste beschriebenen Gebäuden.



Abbildung 4: Illustration der Kampagne «Eine Schicht mehr!»



### 3.15 E.5.1 Reduzierung der Treibhausgasemissionen von Kläranlagen

Stand 2021	21-26
	

#### 3.15.1 Beschreibung der Massnahme

Die Massnahme E.5.1 hat das Ziel, die Treibhausgasemissionen von Kläranlagen mittels Optimierung der Prozesse zur Produktion erneuerbarer Energien (Biogas, Wärmerückgewinnung, Kleinwasserkraft, Verbesserung der Wasserzuläufe usw.) zu reduzieren.

#### 3.15.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Damit die Massnahmen zur Verminderung der THG-Emissionen zügig umgesetzt werden können, strebt die Massnahme E.5.1 die Ausarbeitung eines Pflichtenheftes an, das bei einer ARA eine Testphase durchlaufen wird. Gleichzeitig wird ein Pflichtenheft für regionale ARA entwickelt, um deren Energieverbrauch (ARA + PW [Pumpwerke] + Kanalisationsnetz) zu begrenzen. Die Massnahme E.5.1 bezweckt zudem, auf der Grundlage der Erneuerung der ARA des Kantons, das Potenzial zur Emissionsreduktion der ARA zu identifizieren und deren Erneuerung auf der Grundlage der besten Varianten zu planen, durch welche die Optimierung des Energieverbrauchs, die vollständige und effiziente Nutzung von Biogas, die Nutzung der Abwärme von Abwasser sowie die Installation von Photovoltaikanlagen gefördert werden.

#### 3.15.3 Ergebnisse 2021

2021 konnten durch die Massnahme E.5.1 folgende Ergebnisse erzielt werden:



- > Ausarbeitung eines Katalogs möglicher Massnahmen, wobei sofort umsetzbare Optimierungsmassnahmen und solche, für die weitere Untersuchungen erforderlich sind, identifiziert wurden;
- > Erstellung eines Pflichtenheftes, das den ARA eine Anleitung zur Reduktion ihrer Emissionen bereitstellt.

Die Massnahme E.5.1 hat des Weiteren die Ausarbeitung eines einfach umzusetzenden Tools zur Optimierung des Energieverbrauchs ermöglicht, das in einer Entscheidungshilfe für Inhaber von Kläranlagen besteht.

#### 3.15.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026

2022 wird das Tool zur Energieoptimierung in einem Pilotversuch in einer ARA (Villars-sur-Glâne) getestet. Im Anschluss daran wird ein Vorschlag ausgearbeitet, der aufzeigt, wie das Tool in den anderen ARA des Kantons eingeführt werden kann.

### 3.16 A.2.2 Abwärmenutzung für Heubelüftungsanlagen

Stand 2021	21-26
	

#### 3.16.1 Beschreibung der Massnahme

Die Massnahme A.2.2 gewährt Landwirtinnen und Landwirten, welche die Abwärme unter Dächern oder Photovoltaikanlagen für Heubelüftungsanlagen nutzen, eine finanzielle Unterstützung. Die Trocknung macht das Futter haltbar, wobei die Art der Trocknung seinen Nährgehalt beeinflusst. Damit die Qualität erhalten bleibt, ist es wichtig, dass ein Trockenmassegehalt (TM-Gehalt) von mindestens 87 % schnell (innerhalb von 2 bis maximal 4 Tagen nach Eintreffen im Trockner) erreicht wird. Hierdurch wird die Aktivität von Mikroorganismen gestoppt, wodurch Schimmelbildung und Überhitzung vorgebeugt wird. Die Verdunstung des Grossteils des im Futter enthaltenen Wassers erfolgt auf natürliche Weise auf dem Feld beim Zettwenden. Das Prinzip von Heubelüftungsanlagen beruht auf der Fähigkeit der Luft, beim Durchströmen des sich in der Anlage befindlichen Futters einen gewissen Anteil an Feuchtigkeit aufzunehmen. Ein Teil der vom Dach abgestrahlten Hitze kann zur Trocknung verwendet werden: ein Warmluftanzug von 100 m<sup>2</sup> produziert rund 12 000 kWh pro Jahr,

wodurch umgerechnet 1200 Liter Heizöl gespart werden können. Diese Massnahme ist Teil des Pakets der durch den Wiederankurbelungsplan finanzierten Massnahmen.

### 3.16.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Die Massnahme A.2.2 bezweckt, alle Heubelüftungsanlagen, die mit einem Warmluftanzug ausgestattet werden können, bis Ende 2026 anzupassen.

### 3.16.3 Ergebnisse 2021

Aufgrund der Massnahme A.2.2 wurden 2021 in einem ersten Schritt die Betriebe ermittelt, die mit einem mit erneuerbarer Energie funktionierendem Warmluftanzug ausgestattet werden können. Während des Identifikationsprozesses konnte das Prinzip der Wärmerückgewinnung bekannt gemacht werden. Ausserdem wurde eine Pressemitteilung veröffentlicht, um verstärkt auf die Möglichkeit zur finanziellen Unterstützung hinzuweisen. Seit der Ausarbeitung einer kantonalen Verordnung kann auf Subventionsanfragen eingegangen werden. Hierdurch konnte insgesamt 14 Betrieben, die sich an verschiedenen Orten des Kantons befinden, eine finanzielle Unterstützung zur Einrichtung eines auf erneuerbaren Energien beruhenden Warmluftanzugs gewährt werden.

### 3.16.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026

Da diese Massnahme 2021 grossen Anklang gefunden hat, wird sie 2022 fortgesetzt. Die letzte Version der Verordnung bezieht sich auf Anträge, die bis 28. Februar 2022 eingereicht werden konnten. Ziel ist, im Laufe von 2022 mindestens fünf der 2021 gebauten Anlagen zu kontrollieren.



Abbildung 5: Abwärmenutzung für Heubelüftungsanlagen

## 3.17 A.2.4 Förderung von kurzen Lieferketten und Unterstützung des lokalen Konsums

### 3.17.1 Beschreibung der Massnahme

Die Massnahme A.2.4 fördert kurze Lieferketten, den lokalen Konsum (u. a. den Direktkauf auf Bauernhöfen, Einkaufsplattformen für lokale Produkte, die Verarbeitung der Produkte durch lokale Akteurinnen und Akteure) sowie die Vermeidung von Food Waste. Dies geschieht mittels Sensibilisierungskampagnen, Subventionierungen sowie der Zusammenarbeit mit Partnereinrichtungen.

Stand 2021	21-26
70%	15%

### 3.17.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Das übergeordnete Ziel der Massnahme A.2.4 liegt in der Förderung eines innovativen und offenen Ökosystems der Region Freiburg/Genfersee im Bereich des lokalen Konsums. Es stellt die Landwirtinnen, Landwirte, Unternehmerinnen und Unternehmer, die Nahrungsmittel produzieren, in den Mittelpunkt, unterstützt junge landwirtschaftliche und nicht-landwirtschaftliche Betriebe und fördert die Entwicklung neuer Projekte am Schnittpunkt von Forschung und Vermarktung. Diese Vision setzt die Beteiligung der Behörden, der das Unternehmertum und die Innovation fördernden Ökosysteme sowie der landwirtschaftlichen Beratung, die im Dienst dieser Zielgruppen und in Verbindung mit diesen Themen steht, voraus, damit die unterschiedlichen Instanzen auf interkantonaler Ebene Synergien entwickeln können.

### 3.17.3 Ergebnisse 2021

2021 konnten durch die Massnahme A.2.4 folgende Ergebnisse erzielt werden:



- > Organisation von drei Coaching-Sitzungen zur Umsetzung eines der drei Freiburger Projekte, die sich 2020/21 an der Projektausschreibung von Star'Terre beteiligt hatten;
- > technische und wirtschaftliche Analyse des ausgewählten Projekts «De la terre à l'assiette» (Von der Erde auf den Teller) des Vereins FARA;
- > Herstellung eines Kurzvideos, in dem das Projekt dieses Mikrobetriebs vorgestellt wird.

### 3.17.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026

Die weitere Umsetzung kann in verschiedene Phasen aufgeteilt werden:

- > Fortsetzung des Coachings für das Projekt «De la terre à l'assiette» und Start des Coachings eines neuen Freiburger Projekts, das von Star'Terre infolge der Projektausschreibung 2021/22 ausgewählt wurde, sowie Verstärkung der Kommunikation zu den begleiteten Projekten;
- > Organisation einer Veranstaltung;
- > Entwicklung eines Prototyps für eine Gastronomieplattform durch Local Impact;
- > Umsetzung des Projekts «Jardin co-évolutif» (Evolutive Gemeinschaftsgärten) von Grangeneuve.

## 3.18 A.5.1 Förderung und Valorisierung von Biogasanlagen im Kanton Freiburg

Stand 2021	21-26
	

### 3.18.1 Beschreibung der Massnahme

Die Massnahme A.5.1 fördert die Einrichtung von Biogasanlagen, damit der Einsatz von Hofdünger und organischen Abfällen optimiert werden kann.

### 3.18.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Diese Massnahme bezweckt den Erhalt und die Optimierung der bestehenden landwirtschaftlichen Biogasanlagen im Kanton Freiburg und die Förderung neuer Projekte. Damit das Hauptziel, der Ersatz fossiler Energien, erreicht werden kann, ist vorgesehen, die Menge Hofdünger, die in landwirtschaftlichen Biogasanlagen umgewandelt wird, langfristig zu steigern. Hierdurch können klimaschädigende Methanemissionen verringert und erneuerbare Energien erzeugt werden. Wenn Hofdünger (Gülle und Mist) im Freien gelagert wird, entweicht das Methan unkontrolliert in die Atmosphäre, wird er hingegen in eine Biogasanlage eingebracht, kann das schädliche Methan in Energie umgewandelt werden und gelangt somit nicht mehr in die Atmosphäre. Zu diesem Zweck werden während zwei Jahren Studien durchgeführt.

### 3.18.3 Ergebnisse 2021

2021 wurden folgende Studien durchgeführt bzw. teilweise abgeschlossen:

- > Optimierung des Gebrauchs von Hofdünger bei bereits bestehenden Anlagen;
- > Durchführung einer Studie zum Nutzungspotenzial von Hofdünger im Kanton;
- > Entwicklung von Projekten für landwirtschaftliche Biogas-Tankstellen;
- > Durchführung einer Studie zum Transport von Biomethan.

Die Studien zur Optimierung von Hofdünger und zur Entwicklung von Projekten für landwirtschaftliche Biogastankstellen konnten abgeschlossen werden. Sie bestehen jeweils aus einem theoretischen und einem praktischen Teil und untersuchen konkrete Fragestellungen zu Freiburger Anlagen. Die Ergebnisse dieser Studien sind für die Praxis von Nutzen und ermöglichen die Steigerung der Klimaschutzleistung der landwirtschaftlichen Biogasanlagen des Kantons durch verschiedene Optimierungsoptionen.



Des Weiteren konnten durch die Massnahme A.5.1 folgende Ergebnisse erzielt werden:

- > Aufstellung einer Liste mit verschiedenen Möglichkeiten zur Optimierung in Betrieb befindlicher Biogasanlagen;
- > Berechnung der Wirtschaftlichkeit und Aufstellung der zur Umsetzung dieser Optimierungen notwendigen Voraussetzungen;
- > Wegleitung für die Umsetzung von Biogas-Tankstellenprojekten.

#### 3.18.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026

Für 2022 sind drei weitere Studien geplant, deren Ziel ebenfalls die Erleichterung des Planungsprozesses von landwirtschaftlichen Biogasanlagen ist. Es ist vorgesehen, dass diese Massnahme langfristig zur Optimierung des Einsatzes von Hofdünger in allen Biogasanlagen und zur Entstehung neuer Projekte, wie die Erzeugung von Strom, Brenn- oder Kraftstoff, beiträgt.

### 3.19 C.2.1 Unterstützung der Stiftung Carbon Fri und Förderung von Treibhausgasbilanzen in den Unternehmen

Stand 2021	21-26
	

#### 3.19.1 Beschreibung der Massnahme

Ziel der Massnahme C.2.1 ist die Unterstützung der Stiftung Carbon Fri, ihre Bekanntmachung bei Unternehmen sowie die Ermutigung Letzterer, sich dem Ansatz von Carbon Fri anzuschliessen und eine Treibhausgasbilanz zu erstellen.

#### 3.19.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Ziel der Massnahme C.2.1 ist die Unterstützung der Stiftung Carbon Fri, die Unternehmen mittels Vergabe eines Labels dazu ermutigt, eine Treibhausgasbilanz zu erstellen und somit zur Förderung lokaler und nachhaltiger Projekte beiträgt. Damit die Entwicklungsstrategie von Unternehmen besser unterstützt werden kann, wird die Stiftung Carbon Fri einen Rechner entwickeln, der nicht nur fahrtenbedingte CO<sub>2</sub>-Emissionen berücksichtigt, sondern ihre Gesamtheit. Carbon Fri wird ausserdem ihre Anstrengungen zur Steigerung ihres Bekanntheitsgrades fortsetzen, indem sie in die Kommunikation investiert und den Prozess der Zertifizierung vereinfacht, um so den Ablauf für Unternehmen zu vereinfachen. Die Stiftung engagiert sich des Weiteren, für die zertifizierten Unternehmen Dienstleistungen zu entwickeln, damit die Erneuerung des Labels gewährleistet ist. Schliesslich möchte die Stiftung aufzeigen, dass das Konzept über Zweigstellen auf andere Kantone ausgeweitet werden kann, wobei ihr Hauptsitz in Freiburg bleibt.

In Zusammenarbeit mit Climate Services wurden Arbeiten an einem Entwicklungsprojekt begonnen. Nach der technischen Realisierung des Tools wird in einem nächsten Schritt an seiner Benutzerfreundlichkeit gearbeitet. Dieses Projekt wird (u. a.) in die Entwicklung des Tourismus im Kanton Freiburg integriert, weshalb zwischen den Massnahmen C.2.1 und C.2.4 eine Synergie geschaffen wurde. Carbon Fri richtet seine Bemühungen an fünf Achsen

aus: 1. Grünflächen (Wald und Landwirtschaft usw.) - 2. Tourismus - 3. Ernährung und lokaler Handel - 4. Infrastrukturen/Mobilität/Industrie - 5. Innovation/Bildung und Pädagogik.

Nach zwei Jahren Arbeit an der Ausarbeitung und der Umsetzung des Tools kann der neu entwickelte Rechner präsentiert werden. Im August 2021 konnte er bereits in einem ersten Schritt im Bereich Tourismus/Verkehr eingeführt werden.

### 3.19.3 Ergebnisse 2021



2021 konnten durch die Massnahme C.2.1 folgende Ergebnisse erzielt werden:

- > Entwicklung des neuen internetbasierten CO<sub>2</sub>-Rechners. Der Rechner (der mit der Datenbank von Climate Services in Verbindung steht) wurde bereits für den Teil Tourismus/Reisen lanciert.
- > Entwicklung einer Kommunikation für die von der Stiftung durchgeführten Aktionen (Interviews, Videos, Medienmitteilungen, soziale Netzwerke, Wettbewerbe).

### 3.19.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026

Damit der Rechner für die Allgemeinheit verfügbar wird und alle eine «vollständige» Treibhausgasbilanz erstellen können, wird er von Carbon Fri weiterentwickelt. Dabei wird zur gleichen Zeit seine Benutzerfreundlichkeit verbessert und er erhält einen pädagogischen Aspekt. Die Stiftung engagiert sich des Weiteren dafür, es Unternehmen einfacher zu machen, sich für die Erstellung einer Treibhausgasbilanz zu engagieren. Schliesslich möchte Carbon Fri Dienstleistungen (die energetische Verbesserung industrieller Prozesse, Abfallbilanzen und Mobilitätspläne) für die zertifizierten Unternehmen entwickeln.

## 3.20 C.2.4 Förderung des lokalen Tourismus sowie der Produkte aus dem Freiburgerland

Stand 2021	21-26
	

### 3.20.1 Beschreibung der Massnahme

Die Massnahme C.2.4 hat die Förderung des lokalen Tourismus sowie der Produkte aus dem Freiburgerland zum Ziel, damit die Einwohnerinnen und Einwohner des Kantons Freiburg ihre Freizeit in der nahen Umgebung verbringen und die hiermit verbundenen Wegstrecken begrenzen können.

### 3.20.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Die Massnahme C.2.4 fördert Projekte aus dem Bereich des lokalen Tourismus sowie Produkte aus dem Freiburgerland (Vermeidung indirekter Emissionen), Projekte mit geringen negativen Auswirkungen auf das Klima (Verringerung direkter Emissionen) und stellt die Vorbildlichkeit von Projekten in den Vordergrund, welche kohlenstoffarme Freizeitaktivitäten fördern (Kommunikation). Des Weiteren hat sie das Ziel, die klimatischen Herausforderungen in die Förderung des lokalen Tourismus sowie der lokalen Produkte einzubinden und die Erreichbarkeit von Reisezielen mit öffentlichen Verkehrsmitteln und Mitteln der sanften Mobilität zu erleichtern. Die Massnahme zielt ebenfalls auf die Quantifizierung des aufgrund von Projekten erzielten Emissionsrückgangs bzw. der hierdurch vermiedenen Emissionen ab, indem sie die Erstellung von Treibhausgasbilanzen von Nahrungsmitteln, Ausflügen und Veranstaltungen fördert, um dadurch Konsumentinnen und Konsumenten sowie Gästen eine Entscheidungsgrundlage zu bieten.

### 3.20.3 Ergebnisse 2021

2021 wurde die Massnahme C.2.4 um vier Schwerpunkte herum aufgebaut (A bis D), wobei Schwerpunkt B in zwei Unterpunkte aufgeteilt ist. In Schwerpunkt A konnten dank dieser Massnahme folgende Elemente umgesetzt werden:

- > Diskussionen mit den Freiburgischen Verkehrsbetrieben (TPF), um die Projekte zur Entwicklung neuer Bahnhöfe kennenzulernen, mit dem Ziel der Lancierung einer Studie, in welcher die Möglichkeiten der



---

touristischen Erschliessung der «Hubs» durch den öffentlichen Verkehr geprüft werden, und der Entwicklung von Grossprojekten (Maison du Gruyère, Maison Cailler usw.);

- > Diskussion über die digitale Veröffentlichung des bestehenden Angebots über das Netz des öffentlichen Verkehrs;
- > Koordination mit dem Regionalen Naturpark Gruyère-Pays d'en Haut und Terroir Fribourg;
- > Unterstützung der Lancierung des Labels «Swisstainable».

Schwerpunkt A konnte zu etwa 20 % abgeschlossen werden. Bei Schwerpunkt B konnte aufgrund des ersten Teilprojekts

- > die Kommunikation über die Vorteile multimodaler Lösungsstrategien bei Ausflügen ab den «Hubs» (Zug- und Bushaltestellen) in die Kommunikationskampagne der Region Freiburg vom Herbst integriert werden;
- > die Erstellung von Treibhausgasbilanzen für Ausflüge gefördert werden;
- > die «Picnic Box», welche lokale Produkte in den Vordergrund stellt, gefördert werden;
- > die kostenlose Nutzung des ÖV für Personen, die mindestens eine Nacht auf Freiburger Gebiet verbringen, getestet werden;
- > die Kariyon-Karte, die den lokalen Handel über die kostenlose Verteilung von Gutscheinen im Wert von 20 Franken unterstützt, gefördert werden;
- > statistische Daten für die Erstellung eines Berichts über die Auswirkungen der Kommunikationskampagne gesammelt werden.

Das erste Teilprojekt konnte zu 40 % abgeschlossen werden. Das zweite Teilprojekt, das etwa zur Hälfte abgeschlossen ist, hat Folgendes ermöglicht:

- > Beteiligung an der Ausarbeitung des Entwurfs für ein neues Gesetz über den Tourismus, das mit dem neuen Mobilitätsgesetz koordiniert wird;
- > Lancierung des Projekts «Schaffung eines offiziellen kantonalen Mountainbike-Netzes (MTB)» mit Aufstellung eines Inventars und Bildung einer Interessensgemeinschaft;
- > Aufnahme von Gesprächen mit Groupe E über die Möglichkeiten, Ladestationen für MTB im Netz zu installieren;
- > Beginn einer Machbarkeitsstudie zur Installation solarbetriebener Ladestationen, insbesondere in der Nähe von Alphütten.

Der Schwerpunkt C betrifft die Kanalisierung der Touristenströme und die Sensibilisierung für dieses Thema. Im Rahmen von Schwerpunkt D konnten mit Hilfe des Vereins Terroir Fribourg Treibhausgasbilanzen von touristischen und regionalen Produkten erstellt und koordiniert werden. Dieser Schwerpunkt konnte zu etwa 20 % abgeschlossen werden. 2021 wurden folgende Ergebnisse erzielt:

- > Erstellung von Treibhausgasbilanzen für Erdbeeren und Spargel. Diese Arbeiten wurden von den Büros projets21 und Climate Services in Zusammenarbeit durchgeführt und hatten die Auswirkungen des Transports von importierten Produkten zum Thema.
- > Durchführung einer Kommunikationskampagne zu den Vorteilen des lokalen Konsums, bei welcher das Hauptaugenmerk auf die Auswirkungen der Verkehrsart auf den CO<sub>2</sub>-Ausstoss gerichtet war.

#### 3.20.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026

Die 2021 begonnenen Diskussionen zur Durchführung einer Studie, welche die Möglichkeiten der touristischen Nutzung von «Hubs» des öffentlichen Verkehrs, oder auch des öffentlichen Verkehrs selbst, für Tourismus- und Freizeitaktivitäten sowie für Aktivitäten in Verbindung mit regionalen Produkten aufzeigt, haben die konkrete Lancierung dieser Studie zum Ziel. Nach der Bildung einer Interessensgemeinschaft kann mit der Einrichtung von Solarladestationen für E-MTB (Elektro-Mountainbikes) in den Alphütten begonnen werden. Dies verringert den von der Sportart verursachten Treibhausgasausstoss und trägt zur Kanalisierung der Ströme bei. Ziel ist es, bis zu Beginn der Mountainbike-Saison im Frühjahr 2023 über ein ausgebautes MTB-Netz zu verfügen.



---

Des Weiteren wurde Anfang 2022 mit den während der Kommunikationskampagne im Herbst gesammelten Daten ein Bericht über die Auswirkungen der Kommunikationsmassnahmen erstellt.



Abbildung 6: Die «Picnic Box». Lancierung während der Herbstkampagne in Zusammenarbeit mit Terroir Fribourg.

### 3.21 C.3.1 Erhöhung der Investitionen und Finanzströme zugunsten des Klimas

Stand 2021	21-26
	

#### 3.21.1 Beschreibung der Massnahme

Die Massnahme C.3.1 bezweckt die Annäherung der staatlichen Investitionen an die Ziele des Übereinkommens von Paris. Aktuell gibt es etwa 20 Unternehmen, in deren Verwaltungsrat der Staat Freiburg vertreten ist. Die Vertreterinnen und Vertreter des Staates sind Teil des Verwaltungsrats, während die Delegierten nur zur Generalversammlung eingeladen werden. Die Mandatsverträge müssen die Ziele des Staates enthalten, weshalb die Sektionen Nachhaltige Entwicklung und Klima an dieser Stelle integriert werden könnten. Die Ziele werden an die Direktion gerichtet, welche die Beziehung zwischen der Vertreterin bzw. dem Vertreter und dem Unternehmen regelt. Im Anschluss daran werden die Mandatsverträge von der Direktion definitiv ausgearbeitet.

#### 3.21.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Die Massnahme C.3.1 hat zum Ziel, für die Vertreterinnen und Vertreter des Staates in den öffentlich-rechtlichen und privatrechtlichen Unternehmen, an deren Kapital der Staat beteiligt ist, Mandatsverträge auszuarbeiten, welche die klimatischen Herausforderungen in die Umsetzung der Public-Corporate-Governance-Strategie integrieren.

#### 3.21.3 Ergebnisse 2021



2021 wurde durch die Massnahme C.3.1 eine Liste mit Zielen zu folgenden Themenbereichen aufgestellt: Umwelt und Klima, Ethik und soziale Verantwortung, Finanzierung von Unternehmen, öffentliche Aufgaben und kantonale Wirtschaft.

#### 3.21.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026

Der weitere Verlauf zielt darauf ab, die Mandatsverträge, welche die klimatischen Ziele beinhalten, einsatzbereit zu machen. Ziel ist die:

- > Erstellung eines Modells für Mandatsverträge;
- > Verabschiedung der Ziele und der Mandatsverträge durch den Staatsrat;
- > Einführung eines neuen, einheitlichen Verfahrens innerhalb der Direktionen für die Erstellung von Briefen;
- > Einführung einer jährlichen Sitzung, an der sich die übergeordnete Direktion, die FinV sowie die Vertreterinnen und Vertreter des Staates beteiligen.

### 3.22 T.1.3 Förderung des Wandels (Sensibilisierung und Engagement)

Stand 2021	21-26
	

#### 3.22.1 Beschreibung der Massnahme

Ziel der Massnahme T.1.3 ist die Einführung von Instrumenten zur Begleitung des Wandels innerhalb der gesamten Gesellschaft, d. h. innerhalb der Gemeinden, Unternehmen, Schulen, der kantonalen Verwaltung sowie der breiten Öffentlichkeit. Des Weiteren sieht die Massnahme die Koordination der von den im Klimaschutz engagierten Akteurinnen und Akteuren unternommenen Schritte vor.

#### 3.22.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Das übergeordnete Ziel der Massnahme T.1.3 liegt darin, Aktionen zur Sensibilisierung und zum Mitmachen vorzuschlagen, mit denen die gesamte Gesellschaft zur Annahme klimaschonender Verhaltensweisen ermutigt werden kann.

### 3.22.3 Ergebnisse 2021

2021 konnten durch die Massnahme T.1.3 folgende Ergebnisse erzielt werden:

- > Erarbeitung einer Kommunikationsstrategie mit der Unterstützung des Büros NewElement;
- > Ausarbeitung des Flyers «Auf dem Weg zu Netto-Null», der ursprünglich für Mitglieder des Kantonsparlaments bestimmt war, und die wichtigsten Achsen des kantonalen Klimaplanes zusammenfasst;
- > Klima Lunch Nr. 6 «[Der Hitzeinseleffekt](#)», am 20. Mai 2021, Klima Lunch Nr. 7 «[Klima und Schulen: welche Perspektiven?](#)», am 15. Juni 2021, Klima Lunch Nr. 8 «[Die Gebäudeplanung im Zeichen des Klimawandels](#)», am 21. Oktober 2021;
- > Organisation des [Climathon Fribourg](#), am 24. und 25. September 2021 (in Zusammenarbeit mit dem Büro Eqlusion), ein kostenloser, 24-stündiger, non-stop Ideen-Marathon zum Klima (100 % online);
- > Einrichtung des Instagram-Accounts @monplanclimat\_meinklimaplan;
- > Erstellung eines [neuen Reiters auf der Plattform meinklimaplan.fr.ch](#), um den Gemeinden die notwendigen Instrumente für die Umsetzung der Klimastrategie zur Verfügung zu stellen; Durchführung (in oben genanntem Rahmen) eines ersten Interviews mit der Gemeinde Villars-sur-Glâne, das im Laufe des ersten Halbjahrs 2022 ausgestrahlt wurde.

### 3.22.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026

2022 sind folgende Themen geplant:

- > Anpassung der Plattform, damit sie den Richtlinien für barrierefreie Webinhalte entspricht (Web Content Accessibility Guidelines, WCAG), Konformitätsstufe AA;
- > Veröffentlichung eines Quizz in Zusammenarbeit mit den TPF zum Themenbereich Elektromobilität;
- > Einführung einer Grafikkarte;
- > ein Klima Lunch zum Thema Treibhausgasbilanz am 10. März, ein Treffen der Verantwortlichen der Massnahmen (Workshop der Expertinnen und Experten) und ein Workshop mit den Gemeinden;
- > Onlinestellung einer Seite, die den Massnahmen des KKP gewidmet ist, und auf der sechs «repräsentative» Massnahmen veranschaulicht werden;
- > Durchführung eines Wettbewerbs zur Werbung für die Plattform;
- > regelmässige Veröffentlichung von Inhalten in den sozialen Netzwerken sowie zur Erhöhung der Sichtbarkeit der Plattform.



## 3.23 T.4.1 Kantonale Klimagesetzgebung

### 3.23.1 Beschreibung der Massnahme

Die Massnahme T.4.1 sieht das Inkrafttreten sowie die Umsetzung des kantonalen Klimagesetzes in der Form vor, wie es im Rahmen der Motion Senti-Mutter (2019-GC-44) genehmigt wurde. Ziel dieses Gesetzes ist die Verankerung der Klimastrategie in einer gesetzlichen Grundlage, die Festlegung des kantonalen Klimaziels sowie die Umsetzung des Finanzierungsmechanismus für die mit der Strategie verbundenen Massnahmen.

### 3.23.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Die Massnahme begleitet das Inkrafttreten und die Umsetzung des kantonalen Klimagesetzes sowie seiner Ausführungsbestimmungen.

Stand 2021	21-26
	



### 3.23.3 Ergebnisse 2021

Der Staatsrat hat im September 2021 den Vorentwurf des kantonalen Klimagesetzes (KlimG) verabschiedet, der im Anschluss Gegenstand einer dreimonatigen öffentlichen Vernehmlassung war. Diese hat bis Dezember desselben Jahres stattgefunden.

#### 3.23.1 Ziele für den Zeitraum 2022–2026

Nach Abschluss des Vernehmlassungsberichts wurde dem Staatsrat im September 2022 die konsolidierte Fassung des Vorentwurfs des Klimagesetzes vorgelegt, damit sie dem Grossen Rat im Dezember unterbreitet werden kann. Der Vorentwurf des Ausführungsreglements sollte dem Staatsrat im Mai 2023 vorgelegt werden, damit das Gesetz und die Ausführungsbestimmungen gleichzeitig Mitte 2023 in Kraft treten können.

### 3.24 T.6.1 Durchführung eines Pilotprojekts für ein an die klimatischen Herausforderungen angepasstes Gebäude

Stand 2021	21-26
	

#### 3.24.1 Beschreibung der Massnahme

Die Massnahme T.6.1 unterstützt die Durchführung eines beispielhaften Projekts für den Klimaschutz und die Anpassung an den Klimawandel durch die Sanierung eines bestehenden Staatsgebäudes bzw. den Bau eines neuen Gebäudes.

#### 3.24.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Die Massnahme T.6.1 unterstützt die Umsetzung (Renovierung oder Bau) eines Gebäudes, das sowohl in Bezug auf seine Energieeffizienz als auch hinsichtlich der Anpassung an den Klimawandel beispielhaft ist. Ziel ist, dass dieses Gebäude gleichzeitig einen niedrigen CO<sub>2</sub>-Ausstoss aufweist, es den Nutzerinnen und Nutzern bei grosser Hitze Komfort bietet und nur wenig Wasser verbraucht. Es wird zudem angestrebt, dass es dazu beiträgt, das Risiko des Oberflächenabflusses zu verringern und die Biodiversität zu fördern.

#### 3.24.3 Ergebnisse 2021



2021 konnten durch die Massnahme T.6.1 folgende Ergebnisse erzielt werden:

- > Auswahl des zu fördernden Projekts;
- > Vorbereitung des Wettbewerbs des SIA unter Berücksichtigung der Kriterien der Massnahme T.6.1.

#### 3.24.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026

Die Studienphase, innerhalb welcher der Wettbewerb der SIA stattfindet, ist von 2021 bis Mai 2023 geplant. Die Durchführung der Renovierungsarbeiten ist von September 2023 bis August 2024 geplant.

### 3.25 T.6.2 Unterstützung des Wettbewerbs «Le climat et moi»

Stand 2021	21-26	moi»
		

#### 3.25.1 Beschreibung der Massnahme

Die Massnahme T.6.2 fördert die Umsetzung von Projekten, die im Rahmen Wettbewerbs «Le climat et MOI» von Klassen erarbeitet wurden.



### 3.25.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Die Massnahme T.6.2 hat das Ziel, die Freiburger Klassen finanziell zu unterstützen, die sich am [Wettbewerb «Le climat et MOI»](#) beteiligen. Dieser wird von Environnement et jeunesse organisiert. Die dank dieser Massnahme gewährleistete finanzielle Unterstützung ermöglicht es Schülerinnen und Schülern sowie Klassen, ein umfassenderes Projekt zu schaffen, sich neue wissenschaftliche und technische Kenntnisse anzueignen (über ein professionelles Mandat), die Sichtbarkeit ihrer Arbeiten zu verbessern und die Beteiligung zu steigern (Videoclip).

### 3.25.3 Ergebnisse 2021

2021 konnten durch die Massnahme T.6.2 folgende Ergebnisse erzielt werden:

- > finanzielle Unterstützung der Freiburger Klassen, die am Wettbewerb teilgenommen haben (drei Bereiche): Durchführung des Projekts (Material, Infrastruktur usw.); technische oder wissenschaftliche Unterstützung mittels Beauftragung einer professionellen Mandantin / eines professionellen Mandanten (Coaching, Beratung usw.); finanzielle Unterstützung bei der Umsetzung des Projekts innerhalb eines grösseren Rahmens;
- > finanzielle Unterstützung zur Durchführung von 4 Projekten von Freiburger Klassen, die am Wettbewerb teilgenommen haben;
- > [Herstellung eines Kurzvideos](#) vor Ort, welches verschiedene Projekte präsentiert, die im Rahmen des Wettbewerbs durchgeführt wurden.



### 3.25.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026

Da sich nur die 18. Ausgabe des Wettbewerbs von Environnement et jeunesse mit dem Thema Klima befasst, wird das verbleibende Budget in den Jahren 2022–2026 für andere Aktionen eingesetzt, die mit den Themen Schule und Klima in Zusammenhang stehen.



Abbildung 6: Besuch der Abtei von Hauterive mit der Gewinnerklasse der OS Jolimont, am 9. Juni 2021.

## 3.26 T.6.3 Sicherstellung der Wirksamkeit und der Umsetzung des Klimaplanes

Stand 2021	21-26
	

### 3.26.1 Beschreibung der Massnahme

Folgende Punkte der Massnahme T.6.3 stellen die Umsetzung des KKP in seiner Gesamtheit sicher: Unterstützung der Koordination von Arbeitsgruppen, Unterstützung der Teilnahme an Arbeitsgruppen, Unterstützung der Teamleiterinnen und -leiter, Gewährleistung des Monitorings der Arbeitsfortschritte sowie der Ergebnisse und der Qualität der umgesetzten Massnahmen.

### 3.26.2 Ziele für den Zeitraum 2021–2026

Die Massnahme T.6.3 hat das Ziel, eine koordinierte Umsetzung der 115 Massnahmen des KKP zu gewährleisten. Zu diesem Zweck werden die notwendigen Ressourcen und Kompetenzen, die für das Monitoring und das Management der verschiedenen Projekte in ihren Entwicklungs-, Umsetzungs- und Nachbereitungsphasen erforderlich sind, durch die Sektion Klima zur Verfügung gestellt. Ebenfalls zählt die Koordination auf verschiedenen Ebenen (Bund, Kantone, Gemeinden), die dem KKP zu eigen ist, zu den Aufgaben der Massnahme T.6.3.

### 3.26.3 Ergebnisse 2021

2021 konnten durch die Massnahme T.6.3 folgende Ergebnisse erzielt werden:

- > Einstellung von zwei Mitarbeitenden in der Sektion Klima über befristete Verträge (insgesamt 1,6 VZÄ);
- > Einstellung eines Mitarbeiters über einen externen Auftrag (0,8 VZÄ);
- > Koordination innerhalb des Staates, insbesondere Organisation der COPIL;
- > Unterstützung und Beratung der Verantwortlichen der Massnahmen;
- > Teilnahme an den vom Bundesamt für Umwelt (BAFU) geleiteten Koordinationssitzungen zwischen den Schweizer Kantonen;
- > Teilnahme an den Koordinationssitzungen zwischen den Westschweizer Kantonen;
- > Beginn der Arbeiten für die Entwicklung eines Management-Tools zur Koordination und Überwachung der Massnahmen.

### 3.26.4 Ziele für den Zeitraum 2022–2026

Anfang 2022 fand ein erster Workshop mit den Expertinnen und Experten statt, dessen Ziel es war, alle Personen, die an der Umsetzung der für 2022 geplanten Massnahmen beteiligt sind, zusammenzubringen. Ein weiteres Ziel bestand in der Förderung des Austauschs zwischen den seit 2021 Beteiligten mit den neuen Verantwortlichen der Massnahmen, dem Teilen von Erfahrungen sowie der Verbesserung von Koordinationsprozessen. Es wird angestrebt, dieses Treffen in jährlichen Abständen durchzuführen, damit zwischen den Akteurinnen und Akteuren des KKP Kontakte entstehen können.

Die 2021 begonnenen Vorarbeiten am Management-Tool «Cockpit» werden 2022 durch die Zusammenarbeit der Sektion Klima mit den kompetenten Abteilungen konkret umgesetzt. Dieses Instrument ermöglicht die Koordination (Projektmanagement, finanzielles Monitoring usw.) und das Monitoring (Überwachung der Indikatoren, Grundlagen für die Umsetzungsberichte) für die 115 Massnahmen über den gesamten Umsetzungszeitraum hinweg (bis 2026) sowie gegebenenfalls auch für zukünftige Generationen des KKP.

Damit die zunehmende Anzahl Massnahmen während des gesamten Umsetzungszeitraums koordiniert werden kann, ist vorgesehen, das Team durch neue Mitarbeitende zu verstärken.

---

## 4 Schlussfolgerung

### 4.1 Stärken bei der Umsetzung des KKP

2021 wurden die Ziele der meisten Massnahmen erreicht. Hieraus ergibt sich, dass die verschiedenen mit der Lancierung, der Umsetzung sowie dem Monitoring der Projekte verbundenen Prozesse gut funktionieren.

Zur Erinnerung sei gesagt, dass der kantonale Klimaplan das wichtigste Instrument ist, das dem SR zur Festlegung seiner Klimastrategie zur Verfügung steht. Sein Massnahmenkatalog ermöglicht die Koordination und die Unterstützung der sektoriellen und sektorenübergreifenden Strategien, die zum Erreichen der durch den SR festgelegten Klimaziele beitragen. Die Umsetzung der Massnahmen des KKP beinhaltet ein grosses Potenzial: das Knüpfen von Kontakten, die Herstellung eines Dialogs zwischen den Berufen und den unterschiedlichen Ämtern, das Durchbrechen der Gewohnheit, «in Silos» zu arbeiten und der Einbezug zahlreicher Akteurinnen und Akteure. Dieser Ansatz fördert die Kreativität bei der Umsetzung der mit den Massnahmen verbundenen Projekten und ermöglicht die Schaffung von Synergien. Ausserdem vervielfacht er die Wirkung der Massnahmen und wirkt sich positiv auf die Zufriedenheit der Projektleiterinnen und -leiter aus. An dieser Stelle möchten wir betonen, dass die erste Phase der Umsetzung, bei den meisten Massnahmen, durch die Motivation und das Engagement der Mitarbeitenden der Projektteams geprägt war.

Durch den Austausch auf verschiedenen Ebenen (Bund, Kantone, Gemeinden) kann ein umfassendes Verständnis über die mit der Umsetzung der Klimastrategien verbundenen Herausforderungen gewonnen werden, wodurch es möglich wird, die diesbezüglichen Anstrengungen zu bündeln. Die Beteiligung der Bürgerinnen und Bürger an den verschiedenen, auf der Plattform [meinklimaplan.fr.ch](http://meinklimaplan.fr.ch) vorgeschlagenen Projekten, zeigt auch die Wichtigkeit von bereichsübergreifenden Massnahmen zur Sensibilisierung für Klimafragen und zur Förderung des Engagements auf. Die positive Aufnahme in den Medien und das Echo, das mehreren Massnahmen zuteilwurde, stellt einen zusätzlichen Pluspunkt dar. Deshalb ist weder die Bedeutung noch die Notwendigkeit der Umsetzung des KKP zu beweisen.

### 4.2 Verbesserungspotenzial

Bei der Umsetzung einiger Massnahmen zeigt sich bei manchen Mitarbeitenden eine gewisse Zurückhaltung, sich ganz für «Klimaprojekte» zu engagieren. Dies kann durch einen Mangel an Mitarbeitenden in den betreffenden Abteilungen, ein mangelndes Verständnis der Vorgehensweise bei der Umsetzung des KKP sowie der Rolle der Mitarbeitenden der Sektion Klima begründet sein. Damit dieser Punkt verbessert werden kann, wird jährlich ein Workshop für «Expertinnen und Experten» veranstaltet, damit die Hindernisse bei der Umsetzung überwunden werden können. Aus dem Austausch mit den Verantwortlichen der Massnahmen haben sich vor allem zwei Punkte ergeben, die dazu beitragen könnten, die Verbindung der gesamten Verwaltung mit den Massnahmen des KKP zu stärken: Verbesserung der mit dem KKP verbundenen Governance (Prozesse zur Priorisierung des Budgets und der Wahl der Massnahmen, Rollen der unterschiedlichen Beteiligten usw.); Aufstockung der Personalressourcen in den Abteilungen, die an der Umsetzung der Massnahmen beteiligt sind. Ab dem 2. Semester 2022 wird das Budget erstellt, es werden die Massnahmen über die gesamte Umsetzungszeit hinweg priorisiert und die betreffenden Dienststellen werden kontaktiert, damit überprüft werden kann, ob die zur Verfügung gestellten Informationen noch aktuell sind. Der Grund hierfür ist, dass sich in den Dienststellen die Prioritäten zur Umsetzung der Massnahmen, für die sie verantwortlich sind, ändern.

Ausserdem würde eine Stärkung der Legitimität des Amtes für Umwelt, sowie insbesondere der Sektion Klima, es diesen ermöglichen, beim Auftreten von Hindernissen in den betreffenden Dienststellen oder Sektionen die

---

Umsetzung besser zu koordinieren. Die Governance könnte durch die Ernennung von «Klima-Beauftragten», die den mit der Umsetzung betrauten Dienststellen angehören und bei allen Projekten zwischen der Sektion Klima und ihrer jeweiligen Dienststelle vermitteln, verbessert werden, wodurch auch die Koordination erleichtert würde.

Die für den KKP im Rahmen des Voranschlags der Laufenden Rechnung bereitgestellten Mittel unterliegen den entsprechenden Voranschlagsverfahren und werden jährlich neu bestimmt. Da nicht bekannt ist, welcher Betrag im nächsten Jahr zur Verfügung steht, ist das Funktionieren der Massnahmen mit einer gewissen Unsicherheit verbunden. Der fehlende Überblick über die zur Verfügung stehenden finanziellen Ressourcen kann zur Wahl kleinerer Projekte mit geringerer Reichweite führen. Dies ist für langfristige Projekte wie im Gebäudebereich, wo sich Projekte über vier bis fünf Jahre erstrecken, besonders problematisch.

Auch das «Herz des KKP» ist von der Problematik des annualisierten Budgets betroffen, da die Mehrheit der Mitarbeitenden der Sektion Klima mittels befristeter Arbeitsverträge angestellt ist.

---

# A1 Abkürzungsverzeichnis

---

AfU – Amt für Umwelt des Kantons Freiburg

ARA – Abwasserreinigungsanlage

CL – Climat-Lunch

EG – Einzugsgebiet

GR – Grosser Rat

KKP – Kantonaler Klimaplan

NE – Nachhaltige Entwicklung

PW – Pumpwerk

StPG – Gesetz über das Staatspersonal des Kantons Freiburg

StPR – Reglement über das Staatspersonal des Kantons Freiburg

THG – Treibhausgas

TM – Trockenmasse

UHI – städtische Wärmeinsel (Urban Heat Island)

VZÄ – Vollzeitäquivalent





## Rapport 2022-DAEC-177

4 avril 2023

Faisant suite au renvoi du projet de loi sur le climat (LClim)

*Nous avons l'honneur de vous soumettre le présent rapport faisant suite au renvoi du projet de loi sur le climat voté par le Grand Conseil le 7 février 2023. Le présent rapport est structuré de la manière suivante :*

### Table des matières

<b>1</b>	<b>Contexte</b>	<b>2</b>
<b>2</b>	<b>Examen détaillé des amendements de la commission</b>	<b>3</b>
	Modifications accessoires : loi sur la protection de la nature et du paysage (LPNat)	15
	Modifications accessoires : loi sur l'énergie (LEn)	16
<b>3</b>	<b>Incidences du projet bis</b>	<b>17</b>
	Répartition des tâches entre Etat et communes	17
	Incidences financières	17
<b>4</b>	<b>Conformité au droit et aux principes régissant la comptabilité publique</b>	<b>19</b>
<b>5</b>	<b>Atteinte des objectifs du projet de loi sur le climat</b>	<b>19</b>

---

# 1 Contexte

---

La commission parlementaire ordinaire chargée de l'examen du projet de loi sur le climat cité en titre n'ayant pas combattu l'entrée en matière sur le projet de loi, elle a procédé à 4 lectures, étendues sur 7 séances entre le 14 novembre 2022 et le 16 janvier 2023. 54 amendements ont été déposés par les député-e-s, dont 29 ont été acceptés et 25 refusés. Au vote final, le projet bis a été accepté par 10 voix contre 0 et 0 abstention (1 membre ayant quitté la séance). Le Conseil d'Etat a eu l'occasion de se positionner sur les amendements acceptés en commission, respectivement le projet bis lors de sa séance du 6 février 2023.

Lors de la session du Grand Conseil du 7 février 2023, l'entrée en matière n'a pas été combattue par les députés, cependant une requête des députés Nicolas Kolly, Antoinette de Weck et Daniel Bürdel a été déposée afin de renvoyer au Conseil d'Etat le projet aux motifs suivants :

1. Analyse par le Conseil d'Etat de la version bis de la commission et établissement d'un rapport complémentaire sur la base de la loi largement modifiée.
2. Examen de la loi afin que le Conseil d'Etat esquisse les mesures à prendre pour parvenir aux objectifs fixés par la loi, lesquels découlent de l'Accord de Paris.
3. Examen de la version bis de la commission sous l'angle financier, en particulier les nouveaux articles 16<sup>bis</sup>, 16<sup>ter</sup> et 16<sup>quater</sup>, ceci afin de déterminer leur légalité et leur adéquation avec les autres dispositions légales cantonales et/ou fédérales en matière financière.

Le Grand Conseil a voté le renvoi par 55 voix contre 46 et 4 absentes. Pour rappel, le projet de loi sur le climat (LClim) vise à encadrer et à renforcer la politique climatique du canton de Fribourg. Il constitue la réponse à la motion 2019-GC-44 Senti Julia/Mutter Christa – Base légale pour le climat et l'environnement, reçue favorablement par le Conseil d'Etat et prise en considération par le Grand Conseil en juin 2020 par 87 voix contre 0 et deux abstentions. La motion demandait que la loi intègre en particulier :

1. Un objectif climatique cantonal. Les motionnaires citent à titre illustratif les objectifs sous-tendus par l'Accord de Paris (pour la Suisse, -50 % d'émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à 1990, puis -70 à -85 % d'ici 2050, selon le Conseil fédéral) ou proposés par l'initiative pour les glaciers (réduction des émissions nettes à zéro à l'horizon 2050).
2. Une base légale pour l'élaboration d'un plan climat cantonal couvrant et coordonnant les différents domaines concernés.
3. Des solutions pour le financement des mesures, notamment à travers la création d'un Fonds cantonal pour le climat.

Le Conseil d'Etat s'est basé sur ces principes pour l'élaboration du projet de loi sur le climat qui a été transmis au Grand Conseil.

Afin d'établir le présent rapport complémentaire, différentes démarches ont été entreprises, dont notamment plusieurs échanges avec la Direction des finances (DFIN) afin de vérifier les aspects financiers spécifiques à la version bis adoptée par la commission du Grand Conseil.

Le rapport a été structuré en fonction des demandes de la requête et des questions posées en plénum : au chapitre II, les amendements de la commission seront analysés selon la question 1 de la requête des députés Nicolas Kolly, Antoinette de Weck et Daniel Bürdel. Le chapitre III aborde les incidences du projet d'un point de vue de la répartition des tâches entre Etat et communes ainsi que sur les aspects financiers. Le chapitre IV aborde les questions de conformité avec le droit. Enfin, le chapitre V du présent rapport vise à répondre à la question 2 de la requête de renvoi.

---

## 2 Examen détaillé des amendements de la commission

---

Cette partie a pour objet l'analyse des amendements de la commission constituant le projet bis de la loi sur le climat, répondant ainsi à la question 1 de la requête de renvoi. Pour chacun des amendements, l'article et l'alinéa concernés sont repris avec les modifications de la commission sous forme d'encadré, conformément au document formel élaboré par le Secrétariat du Grand Conseil, puis suivies de l'analyse du Conseil d'Etat.

### **Art. 1 al. 2 lettres d et e**

<sup>[2]</sup> Elle vise à :]

- d) rendre les flux financiers compatibles avec un développement à faibles émissions de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques- Ainsi qu'avec la promotion de la biodiversité ;
- e) promouvoir la biodiversité et préserver les écosystèmes ;

La commission souhaite que la protection de la biodiversité apparaisse expressément à l'article 1 al. 2 visant les buts de la loi. L'idée est que la LClim non seulement protège, mais également promeuve la biodiversité. La lutte contre le réchauffement climatique doit ainsi inclure dès le début la notion de biodiversité dans la réflexion.

Le Conseil d'Etat estime que l'ajout d'un objectif général de promotion de la biodiversité s'inscrit pleinement dans le but premier de la loi inscrit à l'article 1 al. 1 duquel ressort la protection de la biodiversité contre les effets nuisibles des changements climatiques.

Cette modification s'inscrit également en accord avec le droit international. Dans le préambule de l'Accord de Paris se trouve notamment le but de protection de la biodiversité en ces termes : « *notant qu'il importe de veiller à l'intégrité de tous les écosystèmes, y compris les océans, et à la protection de la biodiversité, reconnue par certaines cultures comme la Terre nourricière, et notant l'importance pour certains de la notion de « justice climatique », dans l'action menée face aux changements climatiques* ».

Ces deux ajouts vont par ailleurs dans le sens des propositions sur la biodiversité, proposées par le Conseil d'Etat en deuxième lecture suite aux amendements votés en première lecture par la commission et qui font l'objet de l'article 11<sup>bis</sup> et des modifications de la LPNat développées ci-après.

**Le Conseil d'Etat se rallie à ces modifications.**

### **Art. 1 al. 2 lettre f**

<sup>[2]</sup> Elle vise à :

- f) veiller à la justice climatique, notamment en appliquant les principes d'équité sociale et intergénérationnelle dans la mise en œuvre de la politique climatique cantonale.

La notion de justice climatique est un principe juridique indéterminé, qui est amené à être interprété et pris en considération en relation avec les autres principes sous-jacents que sont les principes d'équité sociale et intergénérationnelle. Le principe de justice climatique est une notion reprise par la Suisse en tant que signataire de l'Accord de Paris. En tant que notion juridique indéterminée ancrée dans les objectifs de la loi, elle fournit un outil à l'aune duquel la mise en œuvre de la politique cantonale doit être réfléchie.

En ajoutant ces principes dans les objectifs du projet de la loi, la commission attend que les mesures prises sur la base de la LClim assurent une répartition équilibrée et juste des ressources et des charges entre les générations. Dans ce contexte, le terme intergénérationnel doit être entendu dans le sens d'une « équité sociale à long terme lors de la mise en balance des différents intérêts publics poursuivis ».

Le Conseil d'Etat rappelle que l'article 3 al. 2 du projet explicite le fait que les mesures prises en application de la LClim doivent être « prises de manière coordonnée et soient économiquement efficaces, socialement équitables et respectueuses de l'environnement. ». L'auteur d'une mesure est ainsi déjà invité à réfléchir à ce principe d'équilibre, dès l'élaboration de celle-ci, mais également lors de sa mise en œuvre et au moment du bilan.

---

Par ailleurs, le principe d'équité sociale et intergénérationnelle ne fait qu'appliquer les principes du développement durable déjà inscrits dans le droit fribourgeois en vigueur. En effet, le développement durable étant un des buts de l'Etat selon l'article 3 al. 1 lettre h de la Constitution fribourgeoise, il apparaît que l'ajout de cette lettre f à l'alinéa 2 de l'article 1 du projet bis de la commission est superfétatoire et pourrait par ailleurs induire une certaine insécurité juridique telle que celle qui fait l'objet en ce moment d'une plainte des Aînés pour le climat contre la Suisse devant la Cour européenne des droits de l'homme. Partant, le Conseil d'Etat s'oppose à cette modification. Les possibles incidences financières de ces ajouts sont reprises dans le chapitre III.

**Le Conseil d'Etat s'oppose à cette modification.**

**Art. 2 al. 1<sup>bis</sup>**

<sup>1bis</sup> A cette fin, le Conseil d'Etat définit la trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre, les étapes nécessaires à la réalisation des mesures ainsi que les objectifs dans les secteurs suivants : notamment transport, bâtiments, industrie et agriculture

La commission souhaite rendre plus précis le suivi de la trajectoire projetée pour atteindre les objectifs formulés à l'alinéa premier dans quatre secteurs principaux. Quant aux objectifs sectoriels, ils doivent permettre de connaître l'état de situation dans chaque secteur afin de pouvoir mieux prioriser les mesures futures. Il est important de rappeler ici que le calcul de trajectoire de réduction et de potentiel de réduction dans les secteurs mentionnés dans ce nouvel alinéa fait partie intégrante de la stratégie du Conseil d'Etat. En effet, la mesure T.1.1 « objectif de réduction pour chaque secteur » du Plan Climat cantonal a pour but d'identifier les possibles trajectoires de réduction visant l'atteinte des objectifs climatiques fixés dans le Plan Climat cantonal.

Pour pouvoir définir et adapter les trajectoires de réduction des gaz à effet de serre (GES), l'autorité compétente doit pouvoir agir de manière flexible et avec une certaine rapidité. Il apparaît pertinent de confier l'exécution de cette tâche et en particulier la priorisation nécessaire au Conseil d'Etat. Dans la mesure où la LClim confie au Grand Conseil le soin de mettre en œuvre les mesures nécessaires et de fixer les objectifs globaux pour le canton, cette répartition des compétences apparaît judicieuse.

**Le Conseil d'Etat se rallie à cette modification.**

**Art. 2 al. 2**

<sup>2</sup> Ils prennent des mesures visant à réduire autant que possible les émissions indirectes du canton et la délocalisation des émissions de gaz à effet de serre.

La commission souhaite privilégier le maintien d'entreprises dans le canton de Fribourg et éviter les possibles délocalisations qui seraient envisagées en lien avec l'application de la loi. Les émissions indirectes étant produites hors canton, elles ne peuvent donc déjà plus être délocalisées hors canton.

Il s'agit ici de veiller aux effets économiques à l'intérieur du canton, ce qui correspond aux objectifs de politique économique du Conseil d'Etat. L'intention est de s'assurer le maintien dans le canton des entreprises déjà implantées et ainsi les places de travail créées. C'est une manière de démontrer le soutien de la commission à la production locale.

**Le Conseil d'Etat se rallie à cette modification.**

**Art. 2 al. 2<sup>bis</sup>**

<sup>2bis</sup> L'Etat et les communes promeuvent et soutiennent activement la mise en œuvre du principe de sobriété dans l'usage des ressources naturelles ainsi que dans leur consommation. Ils encouragent et soutiennent également la mise en œuvre du principe de sobriété auprès des entreprises et des ménages.

Sorti début avril 2022, le dernier volet du rapport 6 du GIEC (groupement intergouvernemental des experts sur l'évolution du climat) est dédié aux solutions pour limiter les dégâts liés à la crise climatique. Pour la première fois, ce document incontournable consacre un chapitre entier à la sobriété. Dans son dernier rapport, le GIEC en donne une

---

définition précise en la qualifiant « *d'un ensemble de mesures et de pratiques quotidiennes qui permettent d'éviter la demande d'énergie, de matériaux, de terres et d'eau tout en assurant le bien-être de tous les êtres humains dans les limites de la planète* ».

La commission propose d'introduire le principe de sobriété dans les objectifs du projet de loi dans la mesure où ce principe permet de soutenir l'économie circulaire. L'idée sous-jacente à cet amendement est de limiter la consommation des ressources lors de la production des biens et des matériaux, de s'assurant de la meilleure répartition et de la meilleure utilisation des ressources nécessaires à la consommation en s'interrogeant au préalable sur leur utilité pour favoriser leur réutilisation et renforcer finalement le recyclage. Il s'agit aussi d'une incitation à réévaluer nos besoins tout en veillant à assurer un développement durable de l'économie et à garantir ainsi une qualité de vie satisfaisante pour tous les citoyennes et citoyens. Il ne s'agit donc pas d'un frein au développement économique, notamment dans les domaines du numérique ; l'optimisation des technologies dans un objectif durable et le développement de nouvelles technologies sont des outils, et doivent être accompagnés d'autres mesures en vue d'atteindre les objectifs posés.

Le principe de sobriété, au niveau fédéral, se retrouve dans les mesures visant à renforcer la préservation des ressources et l'économie circulaire. Le projet de modification de la loi sur la protection de l'environnement (LPE) en lien avec l'économie circulaire prévoit d'ailleurs expressément l'introduction du principe de préservation des ressources sous la forme d'un mandat à caractère général à l'attention de la Confédération et des cantons. Le principe de sobriété se retrouve par exemple dans des documents stratégiques tels que la Stratégie à long terme de la Confédération 2050 et la Stratégie énergétique. Au niveau du canton, les mesures qui peuvent être comprises comme favorisant le principe de sobriété sont avant tout les mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Outre les mesures concernant le volet atténuation du Plan Climat cantonal, la campagne « OFF » menée actuellement par l'Etat de Fribourg et ses partenaires, en est une illustration.

Il s'agit d'une disposition légale à faible densité normative et partant, avant tout programmatique. Elle devra guider les autorités compétentes dans la mise en œuvre du mandat constitutionnel et législatif de protection de l'environnement. Quant à l'encouragement du principe auprès des ménages et des entreprises, l'Etat mène déjà des actions en ce sens. On peut à nouveau citer la campagne « OFF » mentionnée ci-dessus et qui prône une utilisation parcimonieuse de l'énergie.

Il s'agit ici surtout de marquer l'exemplarité des entités publiques, d'autant qu'en tant que grands employeurs et propriétaires de nombreux bâtiments notamment, elles disposent d'une marge de manœuvre importante pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et encourager une consommation durable des ressources naturelles.

Bien que comprenant le souhait de la commission, le Conseil d'Etat considère la mission de promotion active d'un principe juridiquement indéterminé comme complexe, encore plus quand elle touche à la sphère et à l'économie privée (ménages autant qu'entreprises). Le Conseil d'Etat est d'avis qu'un encouragement, en particulier dans ses propres activités et ses processus de travail, est plus réaliste et suffisant au regard des efforts à déployer dans le cadre de son action climatique.

**Le Conseil d'Etat propose donc de remodeler la disposition comme suit :**

<p><sup>2bis</sup> L'Etat et les communes encouragent la mise en œuvre du principe de sobriété dans l'usage des ressources naturelles ainsi que dans leur consommation.</p>
---

**Art. 2 al. 4**

<p><sup>4</sup> L'Etat et les communes renforcent leurs compétences en matière de technologies d'émissions négatives (NET) et s'engagent à conserver, gérer et renforcer la capacité d'absorption <u>et de stockage</u> des puits de carbone naturels et artificiels à long terme.</p>
--



---

La commission propose d'ajouter le terme *stockage*, les puits de carbone devant bel et bien absorber du CO<sub>2</sub>. Or, l'important est qu'ils le gardent, notamment pour ce qui est du bois et des forêts. Les connaissances scientifiques en matière de stockage étant pour l'instant encore limitées, notamment en ce qui concerne les sols agricoles, la précision ajoutée par l'intégration du terme *stockage* est bienvenue.

**Le Conseil d'Etat se rallie à cette modification.**

**Art. 2<sup>bis</sup>**

Objectifs climatiques pour l'administration cantonale

<sup>1</sup> Dans l'ensemble de son activité, l'administration cantonale tient compte d'une manière exemplaire des buts et objectifs de la présente loi.

<sup>2</sup> Elle s'engage à atteindre l'objectif de zéro émission directe nette et à réduire fortement ses émissions indirectes d'ici à 2040.

La commission propose d'introduire un article qui fixe des objectifs spécifiques à l'administration cantonale, celle-ci se devant de faire preuve d'exemplarité. Cette proposition va dans le sens de différents projets tant au niveau fédéral que dans d'autres cantons. Sous réserve de la législation spéciale, les règles d'organisation et de gestion contenues dans la présente loi et ses dispositions d'exécution sont également applicables aux établissements personnalisés (art. 52 LOCEA).

La commission a estimé que ce nouvel objectif doit être atteignable par le biais d'une mise en œuvre des buts et objectifs de la présente loi de manière exemplaire et recourant à de nouveaux investissements notamment dans la rénovation des bâtiments de l'Etat, la consommation d'énergie (application du principe de sobriété et orientée énergies renouvelables) ou encore la mobilité du personnel (favorisant notamment l'utilisation des transports publics pour la mobilité pendulaire et lors des déplacements professionnels, électrification du parc automobile, etc.). Les incidences financières de ce nouvel article 2<sup>bis</sup> sont reprises au chapitre III.

Le Conseil d'Etat rappelle que le canton de Fribourg s'est d'ores et déjà engagé par des démarches qui correspondent aux objectifs globaux de cette disposition, principalement en réalisant une première quantification de ses émissions (directes et indirectes) en réponse au postulat 2020-GC-185 – *Parlement cantonal* climatiquement *neutre*, accepté par le Grand Conseil en juin 2021. Ce projet, en cours de finalisation, offrira une première image de l'empreinte carbone associée aux activités de l'Etat ainsi qu'une base de travail pour améliorer le suivi des émissions. Il offrira également une esquisse des mesures à mettre en place en matière de réduction des émissions permettant de tracer les objectifs linéaires vers le zéro émission directe nette.

Ce nouvel objectif de 2040 proposé par la commission est nettement plus exigeant que l'objectif de 2050 fixé à l'article 2 al. 1 du projet du Conseil d'Etat englobant toutes les activités territoriales, et par extension également celles de l'administration comme celles des communes. Le Conseil d'Etat est conscient que les leviers d'action de l'Etat dans son administration publique pour réduire les émissions de gaz à effet de serre sont importants. L'Etat s'engage d'ores et déjà à réduire ses émissions de gaz à effet de serre à travers le déploiement de mesures issues de la Stratégie immobilière (2022-2035), de la Stratégie de développement durable (2021-2031) ou encore certaines campagnes d'information et de sensibilisation ponctuelles (p. ex. campagne « OFF »). Tout en étant parfaitement conscient de son devoir d'exemplarité, le Conseil d'Etat considère le premier alinéa comme suffisant et le 2<sup>e</sup> comme irréaliste car trop exigeant et difficilement atteignable dans ce délai. Les incidences financières de ce nouvel article 2<sup>bis</sup> seraient par ailleurs majeures ; elles sont reprises au chapitre III.

**Le Conseil d'Etat propose de biffer l'alinéa 2 :**

Objectifs climatiques pour l'administration cantonale

<sup>1</sup> Dans l'ensemble de son activité, l'administration cantonale tient compte d'une manière exemplaire des buts et objectifs de la présente loi.

Le Conseil d'Etat vise ainsi l'atteinte des objectifs stipulés à l'article 2 du projet de base relatif aux objectifs de mise en œuvre le plus rapidement possible en fonction des ressources disponibles et rappelle que les communes jouent un rôle central dans l'application de cet article.

### Art. 3 al. 1

<sup>1</sup> Pour atteindre les objectifs de réduction, d'adaptation et de renforcement de la capacité d'absorption des puits de carbone naturels et artificiels prévus à l'article 2, l'Etat et les communes prennent des mesures fondées sur :

- a) la présente loi ;
- b) la loi fédérale sur le CO<sub>2</sub> ;
- e) la loi fédérale sur l'énergie ;
- d) la loi cantonale sur l'énergie ;
- e) d'autres actes, notamment ceux qui régissent les domaines de l'environnement, de la protection de la nature et de la biodiversité, des déchets, des eaux, de l'agriculture, de l'économie forestière et de l'industrie du bois, de l'aménagement du territoire, de la mobilité, de la santé, du secteur financier et du développement durable.

<sup>1</sup> Pour atteindre les objectifs de réduction, d'adaptation et de renforcement de la capacité d'absorption des puits de carbone naturels et artificiels prévus à l'article 2, l'Etat et les communes prennent des mesures fondées sur la présente loi ainsi que sur les actes qui régissent notamment les domaines de l'environnement, de l'énergie, de la protection de la nature et de la biodiversité, du paysage, des déchets, des eaux, de l'agriculture, de l'économie forestière et de l'industrie du bois, de l'aménagement du territoire et des constructions, de la mobilité, de la santé, du secteur financier, et du développement durable.

La commission propose de supprimer la référence aux lois énumérées dans la version du Conseil d'Etat et de ne citer que les domaines les plus concernés par la politique climatique afin de ne pas favoriser une législation plutôt qu'une autre. Il s'agit d'une adaptation d'ordre formel qui n'a pas d'influence sur le fond du projet.

**Le Conseil d'Etat se rallie à cette modification.**

### Art. 5 al. 1

<sup>1</sup> L'Etat et les communes, dans leurs domaines de compétences, [soutiennent] l'éducation, la formation, la recherche, le conseil, la sensibilisation, la participation du public et l'accès de la population à l'information dans le domaine des changements climatiques

La commission propose de préciser que le devoir de soutien des communes s'inscrit dans le cadre de leurs compétences, comme elles ne sont pas impliquées dans tous les domaines. Cette disposition vise avant tout à rassurer les communes.

**Le Conseil d'Etat se rallie à cette modification.**

### Art. 5 al. 1

<sup>1</sup> L'Etat et les communes [...] ~~veillent à soutenir~~ soutiennent l'éducation, la formation, la recherche le conseil, la sensibilisation, la participation du public et l'accès de la population à l'information dans le domaine des changements climatiques.

La commission propose de remplacer la locution *veillent à soutenir* par le terme *soutiennent*. La commission crée ici une contrainte alors que le Conseil d'Etat prévoyait une incitation qui permettait une certaine liberté des acteurs en fonction de leurs possibilités.

**Le Conseil d'Etat s'oppose à cette modification.**

### Art. 6 al. 1

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat définit sa stratégie climatique et son plan d'action dans le Plan Climat cantonal (PCC). Le Plan Climat cantonal est coordonné à la Stratégie cantonale biodiversité.

La commission propose d'introduire le principe de coordination du Plan Climat cantonal avec la Stratégie cantonale biodiversité.

Les mesures prise au nom du réchauffement climatique ayant des impacts en matière de biodiversité, la coordination des deux politiques est essentielle.

---

Bien que pouvant paraître comme redondante car l'article 3 al. 1 régit déjà la coordination entre la politique climatique et les autres politiques sectorielles de l'Etat – la biodiversité étant expressément mentionnée – cette proposition s'inscrit surtout dans le cadre des propositions adoptées par le Conseil d'Etat en vue de la deuxième lecture (v. remarque sous art. 1) en lien avec la modification de la loi sur la protection de la nature (LPNat). Elle est aussi cohérente avec l'introduction de la biodiversité à l'article 1 al. 2 let. d et e du projet de loi.

Cet amendement permet de créer un lien entre la Stratégie biodiversité du Conseil d'Etat et la LPNat qui en constitue le support formel.

**Le Conseil d'Etat se rallie à cette modification.**

**Art. 10 al. 3**

<sup>3</sup> Il fait également l'objet d'un suivi régulier et continu des indicateurs propres aux domaines d'émissions de gaz à effet de serre ainsi que de l'efficacité des mesures et des ressources engagées. Les résultats de ce suivi sont publiés annuellement.

La commission propose d'introduire cet ajout afin de garantir que l'on dispose des indicateurs permettant de connaître l'état de situation et ainsi de pouvoir mieux prioriser les mesures à prendre pour atteindre les objectifs formulés à l'alinéa premier dans ces quatre secteurs principaux.

Contrairement à d'autres amendements refusés par la commission ou retirés, la proposition retenue ici permet un suivi avec des ressources raisonnables, en proportion avec celles engagées pour la politique climatique en tant que telle.

**Le Conseil d'Etat se rallie à cette modification.**

**Art. 11<sup>bis</sup>**

Coordination avec la Stratégie cantonale biodiversité

<sup>1</sup> Les mesures prises respectent le principe d'équivalence des intérêts entre les enjeux de biodiversité et de climat et intègrent pour ce faire des critères de durabilité.

<sup>2</sup> Les mesures offrant des co-bénéfices sont renforcées, des solutions durables et coordonnées sont apportées lorsque des mesures sont susceptibles d'entrer en concurrence.

Le Conseil d'Etat a proposé à la commission d'intégrer un article 11<sup>bis</sup> qui traite de la coordination entre le Plan Climat cantonal et la Stratégie cantonale biodiversité en parallèle à une modification de la LPNat, qui, elle, vise à ancrer la Stratégie biodiversité directement dans la LPNat. La commission s'est prononcée en faveur de la variante proposée par le Conseil d'Etat lors de la deuxième lecture.

Bien que les deux bases légales LClim et LPNat permettent déjà actuellement la prise en compte des intérêts respectifs, l'introduction d'un principe d'équivalence de ces intérêts peut clarifier et sécuriser la situation lors d'éventuels conflits d'intérêts. La perte de biodiversité et les changements climatiques sont des phénomènes étroitement liés. D'une part, les changements climatiques accélèrent le déclin de la biodiversité et d'autre part la détérioration du monde naturel ainsi que son exploitation non durable sont des facteurs clés du changement climatique. Les solutions (souvent en synergie) doivent être prises de manière liée aussi par l'intégration d'une vision globale conduite par la durabilité. La plupart du temps, les mesures prises pour le climat et pour la biodiversité présentent des synergies, mais il arrive que des mesures soient en contradiction. Il faut être conscient que ce principe d'équivalence peut aussi parfois mener à des conflits d'objectifs dans le domaine des énergies renouvelables. Il apparaît que les buts poursuivis par les deux textes de loi (climat et biodiversité) prennent en compte une vision globale de durabilité (art. 1 LPNat) et de protection des êtres humains ainsi que de la biodiversité (art. 1 LClim, avec amendement concernant la promotion de la biodiversité). Toutefois une sécurisation de la situation au regard des possibles conflits d'intérêt justifie l'introduction d'un principe de gestion à cet égard.

**Le Conseil d'Etat se rallie à cette modification.**

### **Art. 12 al. 1 let. c**

[<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat a les attributions suivantes :]

- c) il répartit les tâches entre les organes de l'Etat et assure l'organisation transversale de l'élaboration, et de la mise en œuvre et de l'évaluation du Plan Climat cantonal ;

La commission propose de préciser que le Conseil d'Etat doit également assurer l'organisation transversale de l'évaluation du Plan Climat cantonal et non seulement de son élaboration et de sa mise en œuvre. Cela va dans le sens de l'article 10 sur le réexamen et le suivi.

**Le Conseil d'Etat se rallie à cette modification.**

### **Art. 13 al. 3**

<sup>3</sup> Les Directions et unités administratives compétentes s'assistent mutuellement et participent activement à l'élaboration, et à la mise en œuvre et à l'évaluation du Plan Climat cantonal

La commission propose de préciser que les directions participent activement à l'évaluation du Plan Climat cantonal et non seulement à son élaboration et à sa mise en œuvre. Cela va dans le sens de l'article 10 sur le réexamen et le suivi et de l'ajout à l'article 12 al. 1 let. c.

**Le Conseil d'Etat se rallie à cette modification.**

### **Art. 14 al. 2**

<sup>2</sup> Les membres sont nommés par le Conseil d'Etat ; y sont représentés le Grand Conseil, les communes, ainsi que les milieux et organisations intéressés.

La commission propose d'intégrer le Grand Conseil afin d'assurer qu'il soit représenté dans la Commission Climat.

La proposition est discutable en termes de séparation des pouvoirs, mais elle correspond à une pratique établie dans le canton de Fribourg et permet une approche pragmatique des défis.

La commission consultative pour l'aménagement du territoire comprend par exemple cinq membres qui sont désignés par le Grand Conseil (art. 3 al. 2 LATeC). La loi sur la mobilité prévoit également que cinq membres sont désignés par le Grand Conseil au sein de la commission consultative pour la mobilité (art. 9 al. 3 LMob).

**Le Conseil d'Etat se rallie à cette modification.**

### **Art. 14 al. 3**

[<sup>3</sup> La Commission :]

- a) est consultée sur le Plan Climat cantonal, son évaluation périodique et les projets importants ;

La commission propose de préciser que la Commission Climat est consultée sur l'évaluation périodique du Plan Climat cantonal. C'est l'établissement d'un nouveau bilan carbone tous les cinq ans qui permettra l'évaluation périodique des mesures du Plan Climat cantonal et de leur efficacité. Cet outil permettra également d'évaluer l'efficacité des politiques sectorielles et intersectorielles qui œuvrent à l'atteinte des objectifs climatiques défini à l'article 2 du projet de loi ainsi en lien avec les trajectoires de réduction qui seront fixées. Sur la base du constat du nouveau bilan carbone, le plan d'action sera revu et les mesures redéfinies selon les besoins. Cet ajout va dans le sens des attributions de la Commission initialement prévue à l'alinéa 3 let. a étant donné que l'évaluation périodique fait partie intégrante du mécanisme de suivi et de monitoring du Plan Climat cantonal et que la Commission est consultée à ce sujet.

**Le Conseil d'Etat se rallie à cette modification.**

---

### **Art. 15 al. 1**

<sup>1</sup> Dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, les communes ~~de plus de 1500 habitants et habitantes~~ définissent, dans un plan communal, les mesures qu'elles entendent mettre en œuvre, en complément des mesures de l'Etat et en coordination avec ces dernières, pour contribuer à atteindre les objectifs de la présente loi et le transmettent à la Direction.

Les communes sont considérées comme des partenaires-clés du canton pour que celui-ci atteigne ses objectifs climatiques. En effet les émissions directes du canton se font sur le territoire qui est administré par les communes. Aussi la planification de plans de mesures au niveau communal est déterminant dans les deux volets du Plan Climat cantonal : atténuation et adaptation. Les communes sont directement concernées par les effets des changements climatiques qui peuvent négativement affecter leur territoire et leur population et jouent un rôle primordial, particulièrement pour les aspects d'adaptation. Les enjeux climatiques touchent tous les domaines de réglementation et tous les niveaux de planification.

Par ailleurs, le champ de compétences des communes leur permet de prendre des mesures à leur niveau. De nombreuses communes s'engagent déjà en faveur de la protection du climat, notamment par le biais des planifications existantes. L'exemplarité face à leurs citoyennes et citoyens fait également partie de leurs devoirs. Cette exemplarité passe par la prise en compte des enjeux climatiques dans les projets publics, mais aussi en tant qu'entité publique employeur, gestionnaire de biens, propriétaire et prestataire de services. L'action conjointe de l'Etat et des communes est en effet absolument nécessaire car complémentaire. En ce sens le Conseil d'Etat prévoit de soutenir financièrement et techniquement les communes dans l'établissement de ces planifications.

Le Conseil d'Etat n'a pour autant pas estimé judicieux d'imposer à toutes les communes fribourgeoises sans distinction l'établissement obligatoire d'une planification dans le domaine climatique, préférant laisser la liberté aux plus petites d'entre elles de décider des moyens les plus adéquats pour prendre en compte les enjeux climatiques, c'est-à-dire à travers les moyens (au sens large) dont elles disposent, par exemple les planifications existantes ou bien dans une planification nouvelle spécifique au climat.

Le seuil de 1500 habitants et habitantes choisi par le Conseil d'Etat dans son projet pour l'obligation d'établissement d'une planification climatique correspond à peu de chose près à la moitié (47%) des communes fribourgeoises, afin d'impulser de manière significative la mise en œuvre de mesures au niveau communal. Toutefois, toutes les communes (y.c. celles de moins de 1500 habitants) désireuses de s'engager dans une planification de mesures en faveur du climat peuvent bénéficier du soutien de l'Etat dans le projet de loi du Conseil d'Etat.

La proposition de la commission vise à élargir l'obligation d'établir une stratégie climatique communale à toutes les communes et non plus qu'aux communes de plus de 1500 habitants et habitantes.

Le Conseil d'Etat estime à ce jour que l'extension du nombre de communes astreintes à établir un plan climat aurait indéniablement un impact financier. Ce point est repris dans la partie sur les incidences financières (chapitre III).

**Le Conseil d'Etat s'oppose à cette modification.**

### **Art. 15 al. 3**

<sup>3</sup> Les communes ~~peuvent~~ sont encouragées à collaborer entre elles pour accomplir cette tâche.

La commission propose de reformuler l'alinéa 3 de manière plus incitative. Il est vrai que l'action commune et coordonnée au niveau climatique peut se révéler fort impactante, en particulier au niveau de la régionalité. Ainsi des communes qui collaboreraient entre elles dans la réalisation de mesures (p. ex. projet de chauffage à distance, plans de mobilité, etc.) auraient un impact important sur la participation à l'atteinte des objectifs climatiques.

Relevant de l'organisation des communes afin d'accomplir leur tâche, cette modification ne présente pas de nouvelle incidence financière directe.

**Le Conseil d'Etat se rallie à cette modification.**



#### **Art. 15 al. 4**

<sup>4</sup> L'Etat soutient les communes dans la mise en place de leur politique. A ce titre, les communes peuvent bénéficier, de la part de l'Etat, de conseils techniques et du soutien financier nécessaires, en particulier à l'élaboration ~~d'un~~ de leur plan climat communal.

La commission propose de supprimer le terme *communal*, un plan climat pouvant être communal ou intercommunal en cas de collaboration selon la loi sur les communes ainsi que dans le soutien voulu par le projet de loi aux projets de communes qui s'associent entre elles.

**Le Conseil d'Etat se rallie à cette modification.**

#### **Art. 16<sup>bis</sup>**

Fonds pour le climat – but

<sup>1</sup> Il est institué un fonds pour le climat (ci-après : le Fonds).

<sup>2</sup> Le Fonds est destiné à soutenir financièrement les mesures nécessaires à la réalisation des objectifs fixés à l'article 2.

<sup>3</sup> Dans les limites des disponibilités, le Fonds sert en outre à l'octroi de subventions au sens de l'article 17 de la présente loi.

<sup>4</sup> Le Conseil d'Etat règle les modalités de fonctionnement et de gestion du Fonds.

Cet amendement fait suite à un précédent vote en première lecture qui portait sur le souhait de la commission d'offrir une meilleure garantie de financement des mesures nécessaires à l'atteinte des objectifs climatiques sur le long terme. La réponse adoptée par la commission a été de créer un fonds propre pour le climat, revenant également ainsi à un des éléments de la motion 2019-GC-44 adoptée par le Grand Conseil le 25 juin 2020, bien que le Conseil d'Etat ait décidé le 7 juin 2022 de provisionner un montant en faveur du climat dans le fonds d'infrastructures. Conformément à l'article 42 al. 2 de la loi sur les finances de l'Etat (LFE), le fonds d'infrastructures est « destiné à financer ou préfinancer des investissements importants à la charge de l'Etat ». Il est à relever qu'il est possible que des subventions destinées aux communes soient financées par le fonds d'infrastructures si elles concernent des investissements.

Le Conseil d'Etat, dans les discussions qu'il a menées tant avant la mise en consultation du projet de loi que dans le cadre de l'établissement du message, s'est toujours déclaré opposé à la création d'un nouveau fonds dédié spécifiquement au climat. Il a décidé, conformément aux bases légales, de considérer le climat comme un domaine stratégique entrant dorénavant dans le champ d'intervention du fonds d'infrastructures. A cet effet, il a décidé d'affecter jusqu'à ce jour un montant de 30 millions de francs pour des mesures de politique climatique dans le cadre du fonds d'infrastructures.

Il a ainsi considéré que le fonds d'infrastructures, dans sa part consacrée à la politique climatique, permettra de réaliser ou soutenir des réalisations d'importance prévues par le Plan Climat cantonal actuel ou de nouvelles mesures complémentaires. Il convient de rappeler que le Plan Climat cantonal ne contient pas à lui seul les mesures nécessaires à mettre en place pour atteindre les objectifs fixés aux articles 1 et 2 de la loi sur le climat. Les mesures complémentaires devront faire l'objet de crédits d'engagement supplémentaires ou spécifiques qui seront alors traduits dans le budget ordinaire.

Le Conseil d'Etat relève d'une manière générale que les fonds apparaissent problématiques à la lumière de plusieurs principes cardinaux de gestion des finances publiques. Ils exigent notamment des concessions par rapport au principe de l'universalité budgétaire, voulant que le budget décrive, pour la durée de l'exercice, l'ensemble des recettes qui financent l'ensemble des dépenses, sans que soit établie une relation entre certaines dépenses et certaines recettes. Lorsqu'ils ne peuvent pas être alimentés par des recettes spécifiques, conçues et prélevées dans le respect du principe de causalité, les fonds entrent également en conflit avec le principe non-affectation des recettes fiscales. Ils soulèvent en outre des questions au niveau technique en lien avec le principe de l'unité comptable, prévoyant que toutes les dépenses et toutes les recettes de l'Etat soit consignées dans un seul compte et nécessitent d'être particulièrement attentif dans la détermination du périmètre de consolidation de ces derniers.

---

Il convient dès lors de faire preuve d'une certaine retenue dans le recours aux fonds et de veiller, dans toute la mesure du possible, à limiter leur développement. Ce d'autant plus que l'existence de fonds a pour conséquence de limiter la marge de manœuvre des autorités élues, tant au niveau du pouvoir exécutif que du pouvoir législatif, dans le pilotage des politiques publiques. Les fonds réduisent en effet les possibilités d'arbitrage dans l'élaboration des budgets et restreignent ainsi les possibilités d'adaptation des priorités en fonction de l'évolution des besoins de la population et/ou de facteurs externes échappant au contrôle des collectivités publiques. Il en résulte que les domaines d'action financés à l'aide de fonds sont durablement priorisés et privilégiés, dans la mesure où ils échappent aux fluctuations inévitables des recettes ordinaires et donc aux éventuelles réallocations nécessaires, par rapport à ceux dont le financement est assuré au moyen de crédits budgétaires ordinaires et sur lesquels se concentrent tous les efforts d'adaptation des budgets. Pour exemple, les mesures découlant du projet de loi sur le climat seraient de facto priorisées par rapport aux dépenses et aux projets prévues pour l'éducation, la santé ou la sécurité ; ce qui ne semble ni adéquat, ni souhaitable.

Cela dit, les fonds ne sont pas totalement prohibés et deux cas de figure peuvent être distingués pour ceux existant actuellement au niveau de l'Etat de Fribourg. La première catégorie de fonds s'apparente à des financements spéciaux au sens de l'article 16 de la LFE. Il s'agit de moyens financiers - des recettes - qu'une loi ou un décret affecte à l'accomplissement d'une tâche publique déterminée. Les financements spéciaux ont en principe une durée d'existence limitée et sont dissous lorsque leur but est atteint et ou ne peut plus l'être. C'est typiquement le cas du fonds sur la plus-value, dont l'alimentation exclusive provient, de par la loi, de la taxe sur la plus-value.

La deuxième catégorie de fonds relève plutôt des préfinancements au sens de l'article 28a LFE. Il s'agit de montants grevant les comptes en vue de réalisation d'un ou de projets en préparation mais qui n'ont pas encore été adoptés. Le préfinancement doit lui aussi reposer sur une base légale spécifique et porter, conformément à l'article 13a du règlement sur les finances de l'Etat (RFE), sur un investissement ou une subvention d'investissements. Il ne se justifie que pour des projets d'envergure. Son existence est en principe également limitée dans le temps. Il est dissout lorsque le but visé est atteint ou lorsque le projet pour lequel il a été constitué est abandonné. C'est le cas du fonds d'infrastructures, conçu pour soutenir les investissements majeurs de l'Etat, ainsi que le fonds de politique foncière active, destiné à soutenir les acquisitions et investissements dans le domaine, par le truchement de l'ECPF.

Le Conseil d'Etat constate qu'un éventuel fonds sur le climat tel qu'envisagé par la commission parlementaire ne s'inscrirait pas dans l'un ou l'autre des cas de figures présentés ci-dessus et ne remplirait pas les conditions posées dans les bases légales et réglementaires. On peut citer parmi les caractéristiques potentiellement problématiques d'un éventuel fonds sur le climat les faits qu'il serait manifestement destiné à porter sur une période illimitée, qu'il servirait à financer à la fois des dépenses d'investissement et des charges de fonctionnement et qu'il recouvrerait un panel de politiques publiques réunies sous l'étiquette « climat » mais pas clairement délimitées a priori. L'absence d'une recette spécifique prélevée selon le principe de causalité et sur la base de laquelle l'essentiel du financement du fonds pourrait reposer, suscite de plus des doutes sur la pertinence et la solidité de l'instrument envisagé. Les modalités de financement du fonds sont peu claires et relativement aléatoires vis-à-vis des buts à atteindre.

Le Conseil d'Etat a toujours estimé que la création d'un nouveau fonds n'était pas opportune vis-à-vis des principes de la comptabilité publique et compte tenu des bases légales et n'apportait pas d'avantage quant au financement des mesures découlant du projet de loi. La lutte contre les changements climatiques et leurs effets et sa concrétisation en stratégie climatique doit devenir une des tâches de l'Etat, parmi l'ensemble de ses autres tâches, et faire partie de ce fait du budget ordinaire de l'Etat. Le Conseil d'Etat a préconisé de recourir au fonds d'infrastructures pour les éléments qui peuvent entrer en ligne de compte, comme les aides à l'investissement. En effet, comme il est parfois difficile de financer des mesures importantes et des grands projets sur le budget annuel ordinaire, le recours au fonds d'infrastructures ouvre la possibilité de financer des projets d'investissements de plus grande envergure. Le fonds d'infrastructures a le mérite d'exister, de fonctionner à satisfaction et d'avoir déjà bénéficié d'un complément d'alimentation en vue de couvrir les coûts de la politique climatique. Aux comptes 2022, le Conseil d'Etat a d'ailleurs complété la partie « climat » du fonds avec 5 millions de francs, portant ainsi à 30 millions de francs les moyens attribués au climat. Le recours au fonds d'infrastructures paraît ainsi constituer la solution la plus efficace pour atteindre les objectifs poursuivis et aussi la plus équitable par rapport aux autres politiques publiques dans lesquels

des défis importants sont également à relever. Le Conseil d'Etat et le Grand Conseil doivent pouvoir conserver la possibilité de procéder à certains arbitrages et aux priorisations qui s'avèreraient nécessaires dans les années à venir.

Aussi le Conseil d'Etat maintient-il sa position au sujet du fonds, qui s'applique également aux articles 16<sup>ter</sup> et 16<sup>quater</sup> du projet bis de la commission.

**Le Conseil d'Etat s'oppose à cette modification.**

#### **Art. 16<sup>ter</sup>**

##### Utilisation des montants disponibles

<sup>1</sup> Le Fonds finance, dans les domaines mentionnés à l'article 3 al. 1 et dans les limites des montants disponibles, des mesures permettant :

- a) de réduire les émissions de gaz à effet de serre ;
- b) de s'adapter aux effets des changements climatiques ;
- c) de renforcer la capacité d'absorption et de stockage des puits de carbone naturels et artificiels ;
- d) d'encourager la sobriété, l'innovation, la technologie, l'information et le conseil.

Les utilisations possibles d'un fonds sont calquées sur les objectifs de la loi, ainsi que sur le principe de sobriété que la commission propose d'intégrer à l'article 2 al. 2<sup>bis</sup>.

Le Conseil d'Etat s'opposant au principe de création d'un nouveau fonds dédié au climat, comme explicité à la proposition d'article 16<sup>bis</sup> ci-dessus, il renonce à commenter de manière détaillée l'ensemble des dispositions de cette proposition.

**Le Conseil d'Etat s'oppose à cette modification.**

#### **Art. 16<sup>quater</sup>**

##### Ressources

<sup>1</sup> Le Fonds est alimenté par :

- a) une dotation initiale d'un montant de 25'000'000 de francs ;
- b) un éventuel montant provenant de la part du canton de Fribourg au bénéfice de la Banque nationale suisse ;
- c) les subventions remboursées provenant du Fonds ;
- d) les intérêts du capital ;
- e) les legs et dons consentis en sa faveur ;
- f) une éventuelle part d'excédent de financement lors de la clôture des comptes de l'Etat ;
- g) des recettes provenant de la Confédération ;
- h) toutes les autres ressources qui peuvent lui être affectées.

<sup>2</sup> La compétence pour affecter d'autres montants dans le Fonds suit les règles en matière de compétences financières posées par la législation sur les finances de l'Etat.

<sup>3</sup> Le Conseil d'Etat veille à ce que le Fonds dispose de moyens suffisants pour financer les missions de la politique climatique.

Idéalement, l'alimentation du Fonds tel que voulu par la commission devrait respecter le principe de causalité découlant du droit de l'environnement qui prévoit que le coût des mesures de protection de l'environnement, ici du climat, est à la charge des auteurs des nuisances. Selon l'analyse élaborée dans le cadre du Plan Climat cantonal, les trois principales sources des émissions directes de GES dans le canton sont l'agriculture, le transport et la production de chaleur pour le bâti. Les émissions de GES des transports et du chauffage des bâtiments sont taxées au niveau national conformément à la loi sur le CO<sub>2</sub>. Une autre source importante d'émissions est liée à la consommation et à l'alimentation. Ces secteurs sont régulés par des dispositions légales nationales (p. ex. : taxe sur la valeur ajoutée) et des accords internationaux (p. ex. : Accord de l'OMC).

Il n'est pas possible sur le plan cantonal de développer des mécanismes d'alimentation d'un fonds basé sur le principe de causalité. Les investissements nécessaires pour atteindre l'objectif de zéro émission nette devant être effectués en grande partie dans les 30 prochaines années, la commission a proposé une palette de sources suffisamment large afin de permettre au Conseil d'Etat de choisir et adapter les modes d'alimentation du Fonds selon l'évolution du contexte économique et en fonction des disponibilités budgétaires.

---

Le Conseil d'Etat s'opposant au principe de création d'un nouveau fonds dédié au climat, comme explicité à la proposition d'article 16<sup>bis</sup> ci-dessus, il renonce à commenter de manière détaillée l'ensemble des dispositions de la proposition d'article 16<sup>quater</sup> et ne porte son analyse que sur les lettres b et f du premier alinéa. Il souligne en particulier l'absence d'une alimentation régulière du fonds, qui contredit l'idée que ce dernier puisse assumer les missions de la politique climatique, comme le proposerait l'alinéa 3. Pour le Conseil d'Etat, c'est au travers du budget ordinaire de l'Etat que l'essentiel du financement de la politique climatique doit s'opérer, dans le sens d'ailleurs du crédit d'engagement déjà validé par le Grand Conseil.

#### **Alinéa 1 lettre b**

Conformément à l'article 31 de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale suisse (LBN ; RS 951.11), la part du bénéfice qui dépasse le dividende revient pour un tiers à la Confédération et pour deux tiers aux cantons. Il est ainsi proposé dans le projet de la commission de pouvoir affecter une part du montant annuel du bénéfice versé par la Banque nationale suisse (BNS) au canton au Fonds Climat.

Dans le cas où le principe du fonds devait néanmoins être accepté par le Grand Conseil, le Conseil d'Etat s'oppose alors à cette lettre b car, dès lors que les éventuelles distributions de bénéfices de la BNS profitent actuellement à l'entier du budget de l'Etat, accaparer une partie de celles-ci en faveur du climat reviendrait à priver les autres politiques publiques de ces ressources. Ce qui conduit à prioriser les mesures proposées par la loi climat au détriment de toutes les autres dépenses de l'Etat ; ceci ne paraît pas raisonnable et peu responsable vis-à-vis de l'ensemble des tâches assumées par l'Etat.

#### **Alinéa 1 lettre f**

La commission estime qu'au moment du bouclage comptable, le Conseil d'Etat pourrait avec cette disposition décider de créer une provision qui grèvera les comptes en vue d'alimenter des fonds.

Dans le cas où le principe du fonds devait néanmoins être accepté par le Grand Conseil, le Conseil d'Etat s'oppose alors à cette lettre f.

Pour les raisons explicitées en deuxième partie du commentaire à l'article 16<sup>bis</sup> ainsi que directement ci-dessus, **le Conseil d'Etat s'oppose à l'entier de cette modification. Dans le cas où le principe du fonds devait néanmoins être accepté par le Grand Conseil, le Conseil d'Etat s'oppose alors aux lettres b et f de l'article 16<sup>quater</sup>.**

#### **Art. 17 al. 1**

<sup>1</sup> Une subvention peut être octroyée, sous la forme de contributions non remboursables, de prêts à conditions préférentielles ou de cautionnements, à des communes, des associations de communes ou d'autres personnes morales de droit public ainsi qu'à des personnes physiques ou morales de droit privé pour la réalisation de mesures d'adaptation, d'atténuation, de sobriété et de renforcement de la capacité d'absorption et de stockage des puits de carbone naturels et artificiels.

La commission propose d'ajouter les notions de sobriété et de stockage des puits de carbone, par cohérence avec la modification de l'article 2 al. 4 LClim et article 2<sup>bis</sup> LClim. Précisons ici que les mesures relatives à la sobriété font partie des mesures de réduction. De plus, seront subventionnées, uniquement les mesures qui seront définies dans la réglementation d'exécution. Le Conseil d'Etat garde ainsi une marge de manœuvre dans le choix des mesures et projets subventionnables.

**Le Conseil d'Etat se rallie à cette modification.**

#### **Art. 17 al. 2**

<sup>2</sup> ~~Dans les limites du crédit d'engagement prévu à l'article 16, les~~  
Les demandes de subvention sont traitées dans un ordre de priorité fondé sur les effets attendus du projet au regard des enjeux climatiques (rapport entre le bénéfice climatique et le montant des dépenses occasionnées) et la temporalité du projet, après déduction, le cas échéant, des subventions fédérales et des subventions cantonales prévues par d'autres lois. [...].

---

La suppression de la première partie de l'alinéa 2 par la commission est liée à l'introduction d'articles portant sur un fonds pour le climat et de son utilisation, notamment pour assurer la possibilité de soutenir des projets hors du cadre du crédit d'engagement. De telles dépenses restent cependant soumises à la procédure budgétaire usuelle selon la loi sur les finances.

Le Conseil d'Etat rappelle que cette première partie de phrase est tout à fait usuelle et constitue une référence à la loi sur les subventions (art. 32 LSub), qui rappelle la nécessité de respecter le cadre financier fixé par le crédit d'engagement décidé par le Grand Conseil pour le financement des mesures découlant du Plan Climat cantonal. Le volume des subventions doit respecter le crédit d'engagement, afin de garantir les compétences décisionnelles du Grand Conseil. Dans le cas où les besoins liés à un crédit d'engagement octroyé évoluent, une demande de crédit additionnel peut être soumise au Grand Conseil. Aussi la suppression de ce passage tel que proposé par la commission est combattue par le Conseil d'Etat.

**Le Conseil d'Etat s'oppose à cette modification.**

**Art. 17 al. 3**

<sup>3</sup> L'autorité compétente, en fonction des seuils financiers, peut déroger à titre exceptionnel au taux maximal de subventionnement fixé dans la loi sur les subventions.

Modification rédactionnelle (suppression des virgules). Ces virgules, qui ne changent rien au texte français, ont eu une conséquence sur la traduction allemande, d'où le bien fondé de les supprimer.

**Le Conseil d'Etat se rallie à cette modification.**

**Modifications accessoires : loi sur la protection de la nature et du paysage (LPNat)**

**Art. 4 al. 1 et 1<sup>bis</sup> (nouveau)**

<sup>1</sup> Les grandes lignes de la politique du canton en matière de protection de la nature et du paysage sont définies dans le plan directeur cantonal ainsi que dans la Stratégie cantonale biodiversité ; ces planifications définissent les objectifs spécifiques ainsi que les axes stratégiques de l'Etat permettant d'atteindre, respectivement de mettre en œuvre, les objectifs fixés par la présente loi.

<sup>1bis</sup> Dès son adoption par le Conseil d'Etat, la Stratégie cantonale biodiversité a force obligatoire pour les autorités cantonales.

Les modifications proposées aux articles 4, 5 et 48 de la loi cantonale sur la protection de la nature et du paysage sont liées à l'acceptation des dispositions adoptées plus haut (cf. art. 11<sup>bis</sup> LClim) afin d'assurer la bonne coordination entre les politiques climatiques et de biodiversité, comme l'avait proposé le Conseil d'Etat dans le cadre des travaux de commission.

**Le Conseil d'Etat se rallie à cette modification.**

**Art. 5 al. 1 let. a1 (nouvelle)**

<sup>1</sup> [Le Conseil d'Etat exerce les attributions suivantes :]

a) il adopte la Stratégie cantonale biodiversité ;

Cette proposition découle également de l'acceptation des dispositions adoptées plus haut (cf. art. 11<sup>bis</sup> LClim) par la commission (sur proposition du Conseil d'Etat), ainsi que de la proposition de modification de l'article 4 al. 1 et 1<sup>bis</sup> ci-dessus.

**Le Conseil d'Etat se rallie à cette modification.**



---

### **Art. 48 al. 3**

<sup>3</sup> Le projet de crédit est accompagné du programme pluriannuel de mise en œuvre et de la Stratégie cantonale biodiversité mentionnés à l'article 4.

Cette proposition découle également de l'acceptation des dispositions adoptées plus haut (cf. art. 11<sup>bis</sup> LClim) par la commission (sur proposition du Conseil d'Etat), ainsi que de la proposition de modification de l'article 4 al. 1 et 1<sup>bis</sup> ci-dessus.

**Le Conseil d'Etat se rallie à cette modification.**

### **Modifications accessoires : loi sur l'énergie (LEn)**

#### **Art. 11 al. 3**

<sup>3</sup> Les mesures exigées pour les bâtiments neufs et les nouvelles installations s'appliquent également aux bâtiments et installations existantes qui subissent une transformation, une rénovation ou un changement d'affectation important et soumis à autorisation, à l'exception de l'art. 11b, al. 3 de la présente loi.

La commission propose d'adapter l'article 11 al. 3 LEn en réservant l'exception de l'article 11b al. 3 LEn (cf. ci-dessous).

Il semble que la modification adoptée va à l'inverse de la volonté d'augmenter les installations photovoltaïques et thermiques y compris sur les bâtiments à rénover. L'exception adoptée exempterait ainsi les transformations, rénovations ou changements d'affectation de l'obligation de couvrir les besoins d'électricité par une source renouvelable et d'installer des panneaux photovoltaïques et solaire thermiques sur les toits et/ou façades qui permettent leur installation.

**Le Conseil d'Etat s'oppose à cette modification.**

#### **Art. 11b al. 3**

<sup>3</sup> Les bâtiments à construire sont équipés de sorte que les besoins d'électricité soient couverts en partie par une source renouvelable. Une installation photovoltaïque ou une installation solaire thermique est mise en place sur les toits et/ou sur les façades adéquats. Le Conseil d'Etat règle les exceptions, notamment lorsque l'installation ne peut pas être raccordée au réseau.

La commission propose de modifier l'article 11b al. 3 afin que les bâtiments à construire soient équipés d'une installation photovoltaïque ou d'une installation solaire thermique sur les toits et/ou sur les façades qui permettent leur installation. Le Conseil d'Etat réglerait les exceptions, notamment lorsque l'installation ne peut être raccordée au réseau.

Un doute réside sur l'apport de cette nouvelle proposition, sans toutefois connaître son impact réel, il semble que, plus on entre dans le détail, plus on risque de toucher à des mécanismes en place.

**Le Conseil d'Etat s'oppose à cette modification. Dans le cas où l'amendement devait être adopté par le plénum, le Conseil d'Etat propose la modification technique suivante :**

<sup>3</sup> Les bâtiments à construire sont équipés de sorte que les besoins d'électricité soient couverts en partie par une source renouvelable, notamment avec une installation photovoltaïque mise en place sur les toits et/ou sur les façades qui permettent leur installation.

---

## **Titre et Préambule**

### **Préambule**

[...] Vu les articles 9 et 41 de la loi fédérale du 23 décembre 2011 sur la réduction des émissions de <del>gaz à effet de serre</del> CO <sub>2</sub> (Loi sur le CO <sub>2</sub> ) ; [...]
---

Correction du titre complet de la loi. Il s'agit en effet d'une erreur de plume qu'il convient de corriger.

**Le Conseil d'Etat se rallie à cette modification.**

## **3 Incidences du projet bis**

---

### **Répartition des tâches entre Etat et communes**

La répartition concrète des tâches entre l'Etat et les communes visant à mettre en œuvre le but et les objectifs proposés s'inscrit dans le cadre législatif actuel et futur. Selon le droit en vigueur, un certain nombre de domaines concernés sont déjà de la compétence conjointe du Canton et des communes (aménagement du territoire, énergie, mobilité, etc.). Le projet de la commission, à l'instar de celui proposé par le Conseil d'Etat, n'engendre dès lors pas de modifications dans la répartition des tâches cantonales et communales.

Le projet de la commission maintient l'obligation de planification climatique communale proposée par le Conseil d'Etat mais en l'étendant à toutes les communes. En application de l'article 15 al. 2 du projet du Conseil d'Etat, environ 60 communes sont dans l'obligation de se doter d'une planification climatique communale. Cependant l'Etat prévoyait déjà d'encourager toutes les communes volontaires à le faire également. Avec le projet bis, c'est l'ensemble des communes qui doivent se doter d'une planification en matière climatique ; elles sont par ailleurs encouragées à collaborer entre elles à cette fin.

### **Incidences financières**

Premièrement, concernant l'ajout du principe juridiquement non défini de justice climatique, il paraît compliqué d'en estimer les possibles incidences financières. Toutefois le Conseil d'Etat, qui pour rappel s'oppose à l'introduction de ce principe, n'exclut pas que des demandes de subvention puissent être formulées sur la base de cette nouvelle lettre à l'article 1 al. 2, ou que des prétentions puissent faire l'objet de démarches judiciaires telle que celle en cours actuellement par les Aînés pour le climat auprès de la Cour européenne des droits de l'homme.

Ensuite, concernant l'ajout du soutien à la mise en œuvre du principe de sobriété (art. 2 al. 2<sup>bis</sup>) en tant que principe général et comme mentionné dans l'analyse, il s'agit avant tout de mesures visant l'utilisation parcimonieuse et efficiente des ressources. Les mesures visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre, telles que faisant partie du volet atténuation du Plan Climat cantonal peuvent également rentrer dans cette catégorie. Enfin d'autres mesures, telles que des campagnes de sensibilisation, comme la campagne « OFF » menée actuellement par l'Etat mettent également en œuvre ce principe. Les incidences financières des mesures citées ci-dessus sont connues et chiffrées : relevons notamment le montant de 9,925 millions de francs pour le volet atténuation du Plan Climat cantonal pour 2021 à 2026, estimé dans le cadre du crédit d'engagement. Le Conseil d'Etat ne peut pas exclure que de nouvelles mesures entrant dans le principe général de la sobriété soient prises à l'avenir. Celles-ci seraient alors portées au budget selon la procédure budgétaire ad hoc ou prévues dans le cadre d'une nouvelle demande de crédit d'engagement selon la procédure prévue à l'article 16 du projet du Conseil d'Etat en ce qui concerne les mesures du Plan Climat cantonal.

---

Ensuite, concernant les objectifs de réduction pour l'administration cantonale visant l'atteinte du zéro émission nette (art. 2<sup>bis</sup>), et comme évoqué dans la partie analyse de l'amendement de la commission, l'Etat met en œuvre déjà, dans différents secteurs, des mesures qui vont dans le sens de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il n'est en revanche pas aisé de répondre à la question de savoir si les investissements menés actuellement permettront d'atteindre des objectifs plus ambitieux que ceux du projet de loi du Conseil d'Etat. En effet des facteurs externes aux leviers d'action de l'Etat (comme l'évolution de l'origine du courant électrique vers du renouvelable) influenceront sur le bilan carbone de l'administration cantonale. Il est toutefois admissible que des investissements notables seront nécessaires, notamment en matière de consommation d'énergie (assainissement du parc immobilier) et de mobilité professionnelle (renouvellement du parc de véhicules, développement des infrastructures de recharge). Afin d'identifier l'origine de l'incidence financière de ces investissements, il faudrait déterminer si ceux-ci découlent du projet bis de la commission ou s'ils seraient effectués dans tous les cas dans les différents secteurs mentionnés.

Ces investissements devront se faire en fonction des disponibilités budgétaires de l'Etat. Conscient de cette réalité, le Conseil d'Etat, tout en visant l'objectif de neutralité carbone en 2050 tel que prévu dans le projet d'origine et en mettant tout en œuvre pour y parvenir le plus vite possible, estime qu'il n'est pas opportun et peu réaliste de fixer des objectifs de réduction plus ambitieux en termes de temporalité pour son administration. En ce qui concerne les ressources à investir, l'objectif de neutralité carbone en 2050 permettra de vérifier régulièrement l'atteinte des cibles intermédiaires, qui dépendra fortement de facteurs extérieurs aux démarches propres de l'Etat de Fribourg (politiques publiques internationales, de la Confédération, des communes, mais aussi efforts de privés), et de prendre si nécessaire des mesures complémentaires. Cette démarche itérative, sans alternative sérieuse, ne permet pas de chiffrer par avance le coût de la neutralité climatique pour l'administration, mais permet d'optimiser l'allocation des ressources pour atteindre l'objectif. Néanmoins une des mesures du Plan Climat cantonal vise à définir par secteur (ex : mobilité, bâtiments, ...) des objectifs intermédiaires et à l'horizon 2050 pour la réduction d'émission de gaz à effet de serre. La fixation de ces objectifs sera rattachée à des mesures dont les coûts de mise en œuvre pourront être estimés. Le premier exemple disponible est celui du montant d'environ 430 millions de francs estimé dans l'évaluation des besoins pour l'assainissement progressif de 46 bâtiments prioritaires du parc immobilier de l'Etat sur une période de 15 ans et dont la demande de financement sera étalée par tranche.

En ce qui concerne l'obligation étendue à toutes les communes d'établir une planification climatique, le soutien aux communes de moins de 1500 habitants et habitantes est déjà prévu dans le projet du Conseil d'Etat, y compris le calcul des incidences financières, mais à titre volontaire et dans la limite des possibilités budgétaires de l'Etat comme expliqué dans le message accompagnant le projet de loi. Il est difficile de prédire précisément les conséquences financières et organisationnelles de l'établissement d'une planification climatique pour les communes, car elles seront variables selon les besoins et dimensions de chaque commune. On estime cependant le coût de l'établissement des plans climat par commune entre 30 000 et 150 000 francs selon leur taille. Les modalités d'octroi de ces soutiens seront définies dans la réglementation d'exécution et pourraient se baser sur une clé de répartition entre communes avec des taux de subventionnement variables selon la taille des communes. Les communes d'une population inférieure à 1500 personnes qui seraient également touchées par l'obligation élargie du projet bis se situent dans la fourchette basse de l'estimation de l'incidence financière de l'élaboration d'une planification climatique. Ainsi, se basant sur la population légale de 2021, 68 petites communes seraient concernées par l'élargissement de l'obligation. Partant de l'hypothèse que le taux de subventionnement de l'établissement d'une stratégie climatique communale s'élèverait à 40% et que le coût de 30 000 francs serait pris en compte, cela reviendrait à un coût pour l'Etat de 816 000 francs. Dans le projet initial du Conseil d'Etat, il était déjà envisagé de soutenir financièrement les communes tenues d'établir un plan climat communal et celles de moins de 1500 habitants et habitantes qui aurait choisi d'en établir un de façon volontaire. Il est fort probable que seule une partie des communes de moins de 1500 habitants et habitantes choisiront d'établir une stratégie climatique communale. Ainsi la variante soutenue par le Conseil d'Etat sera moins coûteuse que celle proposée par la commission.

Les coûts de la mise en œuvre des mesures planifiées au niveau communal dépendront de l'ambition de chacune des communes et de la possibilité de les intégrer à moindre frais dans les politiques sectorielles actuelles. Compte tenu de ces éléments, il est impossible d'estimer de manière sérieuse les coûts de mise en œuvre au niveau des communes. Il faut rappeler ici que le soutien aux communes à la réalisation des mesures est prévu dans le cadre des mesures du

---

Plan Climat cantonal couvert par le crédit d'engagement voté par le Grand Conseil et qui sera renouvelé périodiquement selon la procédure prévue à l'article 16 du projet de loi.

Enfin, concernant la création d'un fonds dédié au climat plutôt que le recours au fonds d'infrastructures en faveur de projets pour le climat et comme indiqué au chapitre II dans l'analyse, le Conseil d'Etat estime qu'une « ouverture » plus large des possibilités de dépenses entraînera davantage de dépenses et à un rythme plus élevé. Les moyens à disposition seraient de fait plus rapidement consommés. Le Conseil d'Etat maintient sa position s'opposant à la création d'un fonds dédié au climat pour les raisons expliquées au chapitre II.

## **4 Conformité au droit et aux principes régissant la comptabilité publique**

---

Le projet bis de la commission ne remet pas en cause la conformité du projet au droit fédéral.

L'établissement d'une loi-cadre sur le climat s'inscrit pleinement dans les compétences octroyées par le droit fédéral aux cantons et repose principalement sur les compétences d'exécution et d'organisation qui leur sont conférées par celui-ci.

Les objectifs fixés s'inscrivent toujours dans le cadre de la vision définie par la Confédération dans sa politique climatique et sont conformes aux objectifs fédéraux et internationaux.

Pour ce qui est de l'institution d'un fonds dédié au climat, la LCLim constitue certes une base légale d'ordre formel et le but du fonds, les modes d'alimentation ainsi que les possibilités d'utilisation des ressources sont mentionnés dans des articles dédiés. Cependant, le Conseil d'Etat constate que le fonds tel que proposé dans le projet de la commission ne répond pas à plusieurs principes régissant la comptabilité publique comme il l'a déjà soulevé au chapitre II (voir art. 16<sup>bis</sup>).

Ainsi, le fonds en question ne correspond ni à un financement spécial au sens de l'article 16 de la LFE, qui découlerait des recettes affectées à l'accomplissement d'une tâche publique déterminée, ni à un préfinancement au sens de l'article 28a LFE. Comme déjà évoqué, le fonds tel que proposé par la commission semble porter sur une période illimitée, servir à financer tant des dépenses d'investissement que des charges de fonctionnement et couvrant un panel de politiques publiques « climat » mais sans délimitation claire. En outre, le principe de causalité pour le prélèvement de recettes spécifiques et qui servirait à l'alimentation du fonds n'est pas respecté.

Au vu de ces éléments, compte tenu des bases légales actuelles ainsi qu'en fonction des principes régissant la comptabilité publique, le Conseil d'Etat estime que les mesures à mettre en œuvre dans le cadre du projet de loi doivent prioritairement être financées par le budget de l'Etat, à l'appui du crédit d'engagement précité, alors que des mesures d'investissement de plus grande ampleur pourront au besoin s'appuyer sur un financement émanant des moyens d'ores et déjà disponibles dans le fonds d'infrastructures.

## **5 Atteinte des objectifs du projet de loi sur le climat**

---

En préambule, nous soulignons que ce dernier point a pour objectif de répondre à la question 2 de la requête à l'origine du présent rapport.

Le projet de loi sur le climat constitue une loi-cadre qui définit les principes généraux et les grandes lignes permettant un traitement cohérent des enjeux climatiques par le Conseil d'Etat. Pour définir les mesures visant l'atteinte des objectifs de la loi, le Conseil d'Etat se base notamment sur les stratégies du Conseil fédéral en matière climatique (Stratégie énergétique 2050, Stratégie climatique à long terme), la loi sur le CO<sub>2</sub>, ainsi que la stratégie climatique cantonale exprimée dans son Plan Climat cantonal. Par ailleurs, les politiques sectorielles et intersectorielles cantonales, en particulier la Stratégie énergétique, la Stratégie de développement durable, le Programme Bâtiments, la

---

Loi sur la mobilité et la Stratégie pour les améliorations structurelles agricoles œuvrent grandement à l'atteinte des objectifs. Rappelons également que la transition environnementale est l'un des trois axes prioritaires du programme gouvernemental 2022-2026.

Ces différents instruments fournissent les principaux leviers d'action et dessinent les contours des mesures concrètes. Pour la mise en œuvre des mesures climatiques, le Conseil d'Etat s'appuie en premier lieu sur son Plan Climat cantonal. Ce dernier fournit une réponse transversale et agile aux enjeux climatiques complexes. Il sera révisé tous les 5 ans à compter de 2027 et précise de manière évolutive les lignes directrices de la mise en œuvre de la stratégie climatique cantonale. Celle-ci vient en soutien aux politiques sectorielles existantes en les renforçant. Les mesures seront ainsi adaptées à chaque mise à jour du Plan Climat cantonal, en fonction des progrès accomplis, des connaissances scientifiques et des progrès technologiques. Le projet de loi sur le climat fournit un cadre juridique qui facilite une évolution agile des mesures en tenant compte des besoins en adaptation actualisés et des bilans carbone cantonaux successifs.

L'article 2 de la loi inscrit dans la durée trois types d'objectifs, lesquels découlent de l'Accord de Paris : les objectifs d'atténuation, d'adaptation et de séquestration. Pour parvenir à ces objectifs, l'article 3 exige que les mesures soient prises d'une manière coordonnée et qu'elles soient économiquement efficaces, socialement équitables et respectueuses de l'environnement. Pour parvenir à ces trois types d'objectifs les mesures à prendre peuvent être esquissées comme suit.

Premièrement, l'objectif d'atténuation des changements climatiques vise une réduction progressive d'émissions des gaz à effet de serre du canton pour arriver à l'objectif zéro émission nette d'ici 2050, avec des buts intermédiaires et quantifiés par secteur (art. 2 al. 1, 1<sup>bis</sup>, 2, 2<sup>bis</sup>, ainsi que art. 2<sup>bis</sup> al. 2). Afin de définir des objectifs sectoriels, le Conseil d'Etat compte se baser sur les objectifs chiffrés de la Stratégie climatique à long terme de la Suisse. Selon les objectifs sectoriels nationaux, le transport et les bâtiments n'émettront en principe plus de GES à partir de 2050. Les émissions de l'industrie seront inférieures d'au moins 90 % à leur niveau de 1990 et ceux de la production agricole d'au moins 40 %. Le Conseil d'Etat compte affiner ces objectifs et les trajectoires de réduction des émissions en fonction des capacités et opportunités spécifiques au canton et des bilan carbone territoriaux successifs. En ce sens, une étude du potentiel des réductions des émissions dans les secteurs est en cours dans le cadre de la mise en œuvre de la mesure T.1.1 du Plan Climat cantonal "Objectifs de réduction des émissions pour chaque secteur".

Concrètement, les leviers et champs d'action actuels du Plan Climat cantonal consistent en la mise en œuvre des mesures de soutien et d'impulsion dans les politiques sectorielles et transversales qui œuvrent déjà à l'atteinte des objectifs de l'atténuation des changements climatiques.

D'une manière générale, le Conseil d'Etat constate que l'amélioration de la situation en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre dépend d'une part des politiques sectorielles cantonales et des mesures prises dans le cadre du Plan Climat cantonal, mais dans une bien plus grande mesure de facteurs exogènes aux effets non prévisibles dans la perspective du canton (situation économique et politique internationale, politiques internationales, politique climatique de la Confédération, mesures des communes, efforts des acteurs privés, etc.). Ainsi, pour atteindre des objectifs cantonaux qui figurent dans le projet de loi et qui devront par ailleurs être établis pour des étapes intermédiaires, il est impossible d'établir aujourd'hui un catalogue de mesures cantonales à même d'atteindre ces objectifs dans les délais donnés, mais indispensable en revanche de prévoir des outils agiles permettant d'envisager des mesures complémentaires et/ou différentes, à chiffrer progressivement, pour adapter régulièrement les outils de la politique climatique cantonale aux éventuels constats d'insuffisance de résultats et pour pallier à ces insuffisances, dans la mesure de ce que peut faire le canton.

Deuxièmement, l'objectif d'adaptation aux changements climatiques (art. 2 al. 3) vise à prévenir et à maîtriser les dommages liés à ces derniers, notamment en lien avec les périodes de sécheresse, de vagues de chaleurs et les intempéries. Pour atteindre cet objectif, le Conseil d'Etat s'appuie sur la stratégie du Conseil fédéral d'adaptation aux changements climatiques, adoptée en 2012. Les scénarios climatiques et hydrologiques servent de base à l'identification de risques et opportunités pour le canton dans différents domaines (agriculture et santé animale, aménagement du territoire, biodiversité, dangers naturels, énergie, forêts, gestion de l'eau, infrastructures et bâtiments, santé humaine, tourisme). Les mesures mises en place par le Plan Climat cantonal, en soutien aux

---

politiques sectorielles existantes, accompagnent ces domaines afin de favoriser leur résilience. Pour le suivi de la mise en œuvre de la politique cantonale en matière d'adaptation aux changements climatiques, le Conseil d'état s'appuiera sur des indicateurs climatiques et des indicateurs d'impact.

Enfin, l'objectif de séquestration (art. 2 al. 4) vise à optimiser la capacité d'absorption et de stockage du CO<sub>2</sub> dans le canton. Cet objectif est nécessaire, compte tenu de la définition de la neutralité climatique. On peut distinguer le stockage naturel qui renforce la capacité de stockage des puits naturels (sols, forêts, marais), le captage direct de CO<sub>2</sub> des grands émetteurs (p. ex. usines d'incinération), et le stockage au long terme du CO<sub>2</sub> capturé dans les structures géologiques.

Les leviers d'action principaux pour le canton sont de renforcer la capacité de stockage des sols, des forêts, et par la valorisation de la ressource bois, notamment dans le domaine de la construction ainsi que le soutien à la recherche. Le Conseil d'Etat regarde avec intérêt les développements technologiques pour le captage et stockage de CO<sub>2</sub> et les projets pilotes.

Vu ce qui précède, le Conseil d'Etat considère avoir répondu aux questions des dépositaires par le présent rapport.





## Bericht 2022-DAEC-177

4. April 2023

—  
Im Anschluss an die Rückweisung des Entwurfs zum Klimagesetz (KlimG)

*Wir unterbreiten Ihnen den Bericht infolge der Rückweisung des Entwurfs zum Klimagesetz, die der Grosse Rat am 7. Februar 2023 beschlossen hat. Der Bericht ist wie folgt gegliedert:*

## Inhaltsverzeichnis

—

<b>1</b>	<b>Hintergrund</b>	<b>2</b>
<b>2</b>	<b>Detaillierte Prüfung der Änderungsanträge der Kommission</b>	<b>3</b>
	<b>Nebenänderungen: Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz (NatG)</b>	<b>16</b>
	<b>Nebenänderungen: Energiegesetz (EnGe)</b>	<b>16</b>
<b>3</b>	<b>Auswirkungen des <i>Projet bis</i></b>	<b>17</b>
	<b>Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden</b>	<b>17</b>
	<b>Finanzielle Auswirkungen</b>	<b>17</b>
<b>4</b>	<b>Übereinstimmung mit dem Recht und den Grundsätzen, die das öffentliche Rechnungswesen regeln</b>	<b>19</b>
<b>5</b>	<b>Erreichung der Ziele des Entwurfs zum Klimagesetz</b>	<b>20</b>

---

# 1 Hintergrund

---

Nachdem sich die ordentliche parlamentarische Kommission, die mit der Prüfung des im Titel genannten Gesetzesentwurfs beauftragt war, nicht gegen das Eintreten ausgesprochen hatte, führte sie vier Lesungen durch, die in sieben Sitzungen zwischen dem 14. November 2022 und dem 16. Januar 2023 stattfanden. In diesem Rahmen wurden 54 Änderungsanträge von Grossrätinnen und Grossräten eingereicht, von denen 29 angenommen und 25 abgelehnt wurden. In der Schlussabstimmung wurde das *Projet bis* mit 10 Stimmen bei 0 Gegenstimmen und 0 Enthaltungen (1 Mitglied hatte die Sitzung verlassen) angenommen. Der Staatsrat hatte an seiner Sitzung vom 6. Februar 2023 Gelegenheit, sich zu den in der Kommission angenommenen Änderungen (*Projet bis*) zu positionieren.

In der Sitzung des Grossen Rats vom 7. Februar 2023 wurde das Eintreten zwar nicht bekämpft, doch beantragten Grossrätin Antoinette de Weck und die Grossräte Nicolas Kolly und Daniel Bürdel die Rückweisung der Vorlage, damit der Staatsrat folgenden Forderungen nachkommen könne:

1. Analyse des *Projet bis* durch den Staatsrat und Erstellung eines Zusatzberichts auf der Grundlage des stark geänderten Gesetzesentwurfs;
2. Prüfung des Gesetzes durch den Staatsrat, damit er die Massnahmen skizzieren kann, die ergriffen werden müssen, um die Ziele des Gesetzes erreichen zu können, die aufgrund des Klimaübereinkommens von Paris festgelegt wurden;
3. Prüfung der Anträge der Kommission unter finanziellen Gesichtspunkten, insbesondere der neuen Artikel 16bis, 16ter und 16quater, um ihre Rechtmässigkeit und ihre Übereinstimmung mit anderen kantonalen und/oder eidgenössischen rechtlichen Bestimmungen im Finanzbereich sicherzustellen.

Der Grosse Rat stimmte mit 55 zu 46 Stimmen bei 4 Enthaltungen für die Rückweisung. Zur Erinnerung: Der Vorentwurf des Klimagesetzes (KlimG) zielt darauf ab, die Klimapolitik des Kantons Freiburg zu gestalten und zu stärken. Er ermöglicht zudem die Umsetzung der Motion 2019-GC-44 Senti Julia/Mutter Christa «Kantonale gesetzliche Grundlage für Klima und Umwelt», die der Grosse Rat im Juni 2020 mit 87 zu 0 Stimmen bei 2 Enthaltungen erheblich erklärt hatte. Laut Motion soll das Gesetz folgende Elemente festlegen:

1. die kantonalen Klimaschutzziele; als Beispiel zitieren die Verfasserinnen der Motion die Ziele gemäss Klimaübereinkommen von Paris (für die Schweiz: -50 % Treibhausgasemissionen bis 2030 im Vergleich zu 1990 und darauf laut Bundesrat zwischen -70 % und -85 % bis 2050) sowie die Gletscher-Initiative, die fordert, dass die Treibhausgasemissionen bis 2050 bei «netto Null» liegen;
2. die gesetzliche Grundlage für die Schaffung eines kantonalen Klimaplans, welcher die verschiedenen betroffenen Bereiche abdeckt und koordiniert;
3. die Finanzierung der Massnahmen, namentlich mit der Schaffung eines kantonalen Klimafonds.

Der Staatsrat stützte sich bei der Ausarbeitung des Entwurfs des Klimagesetzes auf diese Grundsätze.

Um den vorliegenden Zusatzbericht zu erstellen, wurden verschiedene Schritte unternommen, darunter insbesondere mehrere Treffen mit der Finanzdirektion (FIND), um die finanziellen Aspekte des von der Kommission des Grossen Rats angenommenen *Projet bis* zu analysieren.

Der Bericht ist entsprechend den Forderungen des Antrags und den im Plenum gestellten Fragen gegliedert: In Kapitel II werden die Änderungsanträge der Kommission entsprechend des Punkts 1 des Antrags der Abgeordneten Nicolas Kolly, Antoinette de Weck und Daniel Bürdel behandelt. Kapitel III hat die Auswirkungen auf die Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden sowie die finanziellen Auswirkungen zum Gegenstand. Kapitel IV befasst sich mit Fragen der Rechtskonformität. In Kapitel V schliesslich wird Punkt 2 des Rückweisungsantrags beantwortet.

---

## 2 Detaillierte Prüfung der Änderungsanträge der Kommission

---

In diesem Teil werden die Änderungsanträge der Kommission, die das *Projet bis* zum Klimagesetz bilden, analysiert. Damit wird auch Punkt 1 des Rückweisungsantrags behandelt. Für jeden Änderungsantrag sind der betreffende Artikel und Absatz mit den Änderungen der Kommission in Form eines Kastens gemäss dem vom Sekretariat des Grossen Rats erstellten formalen Dokuments aufgeführt, gefolgt von der Analyse des Staatsrats.

### **Art. 1 Abs. 2 Bst. d und e**

[<sup>2</sup> Es hat zum Ziel:]

- d) die Finanzströme mit einer treibhausgasarmen und klimaneutralen Entwicklung und mit der Förderung der Biodiversität in Einklang zu bringen;
- e) die Biodiversität zu fördern und die Ökosysteme zu schützen;

Die Kommission möchte, dass der Schutz der Biodiversität in Artikel 1 Abs. 2, der die Ziele des Gesetzes beschreibt, ausdrücklich erwähnt wird. Konkret soll mit dem KlimG die Biodiversität nicht nur geschützt, sondern auch gefördert werden. Die Bekämpfung des Klimawandels soll von Beginn weg die Biodiversität in die Überlegungen einbeziehen.

Der Staatsrat ist der Ansicht, dass die Hinzufügung eines allgemeinen Ziels zur Förderung der Biodiversität uneingeschränkt mit dem in Artikel 1 Abs. 1 verankerten Hauptziel des Gesetzes vereinbar ist, aus dem der Schutz der Biodiversität vor den negativen Auswirkungen des Klimawandels hervorgeht.

Diese Änderung steht zudem im Einklang mit dem internationalen Recht. So wird etwa in der Präambel des Klimaübereinkommens von Paris das Ziel des Schutzes der Biodiversität mit folgenden Worten festgehalten: «in Anbetracht dessen, wie wichtig es ist, die Integrität aller Ökosysteme einschliesslich der Meere und den **Schutz der biologischen Vielfalt**, in manchen Kulturen als Mutter Erde gewürdigt, zu gewährleisten, und in Anbetracht der grossen Bedeutung, die der Begriff «Klimagerechtigkeit» für manche im Zusammenhang mit dem Vorgehen gegen Klimaänderungen hat».

Diese beiden Ergänzungen gehen im Übrigen in die Richtung der Vorschläge zur Biodiversität, die der Staatsrat in zweiter Lesung nach den in erster Lesung von der Kommission verabschiedeten Änderungen vorschlug und die Gegenstand von Artikel 11<sup>bis</sup> und der nachfolgend behandelten Änderungen des Gesetzes über den Natur- und Landschaftsschutz (NatG) sind.

**Der Staatsrat schliesst sich diesem Änderungsantrag an.**

### **Art. 1 Abs. 2 Bst. f**

[<sup>2</sup> Es hat zum Ziel:]

- f) für Klimagerechtigkeit zu sorgen, indem bei der Umsetzung der kantonalen Klimapolitik namentlich die Grundsätze der sozialen und generationenübergreifenden Gerechtigkeit angewendet werden.

Der Begriff der Klimagerechtigkeit ist ein unbestimmter Rechtsgrundsatz, der in Verbindung mit den anderen zugrunde liegenden Grundsätzen, nämlich mit der sozialen und intergenerationellen Gerechtigkeit, ausgelegt und berücksichtigt werden muss. Der Grundsatz der Klimagerechtigkeit ist ein Konzept, das von der Schweiz als Unterzeichnerin des Übereinkommens von Paris übernommen wurde. Als unbestimmter Rechtsbegriff, der in den Zielen des Gesetzes verankert ist, bietet sie ein Instrument, an dem die Umsetzung der kantonalen Politik gemessen werden muss.

Damit will die Kommission erreichen, dass die auf der Grundlage des KlimG getroffenen Massnahmen eine ausgewogene und gerechte Verteilung der Ressourcen und Lasten zwischen den Generationen gewährleisten. In diesem Zusammenhang ist der Begriff «generationenübergreifend» als «langfristige soziale Gerechtigkeit bei der Abwägung zwischen den verfolgten öffentlichen Interessen» zu verstehen.

---

Der Staatsrat verweist auf Artikel 3 Abs. 2 des Entwurfs, der klarstellt, dass die in Anwendung des Klimaschutzgesetzes getroffenen Massnahmen «koordiniert ergriffen werden und wirtschaftlich effizient, sozial gerecht und umweltfreundlich» sein müssen. Die Urheberinnen und Urheber einer Massnahme werden aufgefordert, diesen Grundsatz der Ausgewogenheit zu berücksichtigen, und zwar bereits bei der Ausarbeitung der Massnahme, aber auch während der Umsetzung und bei der Nachbereitung.

Mit den Grundsätzen der sozialen und generationenübergreifenden Gerechtigkeit werden darüber hinaus die Grundsätze der nachhaltigen Entwicklung angewendet, die heute schon im Freiburger Recht verankert sind. Weil die nachhaltige Entwicklung gemäss Artikel 3 Abs. 1 Bst. h der Verfassung des Kantons Freiburg zu den Staatszielen gehört, scheint die Hinzufügung dieses Buchstabens f in Absatz 2 von Artikel 1 des *Projet bis* überflüssig zu sein und könnte darüber hinaus eine gewisse Rechtsunsicherheit zur Folge haben, wie es etwa die Klage der Klima-Grosseltern gegen die Schweiz vor dem Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte zeigt. Der Staatsrat lehnt diese Änderung somit ab. Die möglichen finanziellen Auswirkungen dieser Zusätze werden in Kapitel III aufgeführt.

**Der Staatsrat lehnt diese Änderung ab.**

#### **Art. 2 Abs. 1<sup>bis</sup>**

<sup>1bis</sup> Dazu legt der Staatsrat den Kurs der Reduktion der Treibhausgasemissionen, die nötigen Etappen bei der Umsetzung der Massnahmen und die Ziele in folgenden Bereichen fest: namentlich Verkehr, Gebäude, Industrie und Landwirtschaft.

Die Kommission möchte die Überwachung des projizierten Pfads zur Erreichung der Ziele nach Absatz 1 in vier Hauptbereichen präziser gestalten. Die bereichsspezifischen Ziele sollen Aufschluss über die Situation in den einzelnen Bereichen geben, damit zukünftige Massnahmen besser priorisiert werden können. An dieser Stelle sei daran erinnert, dass die Berechnung des Absenkpfeils und des Reduktionspotenzials in den genannten Bereichen ein integraler Bestandteil der Strategie des Staatsrats ist. Tatsächlich zielt die Massnahme T.1.1 «Emissionsreduktionsziele für jeden Sektor» des kantonalen Klimaplanes darauf ab, mögliche Absenkpfade zur Erreichung der im kantonalen Klimaplan festgelegten Klimaziele zu identifizieren.

Um diese Pfade festlegen und anpassen zu können, muss die zuständige Behörde flexibel und rasch handeln können. So scheint es zweckmässig zu sein, die Ausführung dieser Aufgabe und insbesondere die notwendige Priorisierung dem Staatsrat zu übertragen. Gleichzeitig überträgt das Klimagesetz dem Grossen Rat die Aufgabe, die notwendigen Massnahmen umzusetzen und die Gesamtziele für den Kanton festzulegen. In der Summe ergibt dies eine sinnvolle Kompetenzverteilung.

**Der Staatsrat schliesst sich diesem Änderungsantrag an.**

#### **Art. 2 Abs. 2**

<sup>2</sup> Sie ergreifen Massnahmen, um die indirekten Emissionen des Kantons und die Auslagerung von Treibhausgasemissionen so weit wie möglich zu reduzieren.

Die Kommission möchte den Verbleib von Unternehmen im Kanton Freiburg unterstützen und mögliche Standortverlagerungen im Zusammenhang mit der Anwendung des Gesetzes vermeiden. Da die indirekten Emissionen ausserhalb des Kantons entstehen, können sie auch nicht ausserhalb des Kantons verlagert werden.

Hier geht es darum, auf die wirtschaftlichen Auswirkungen innerhalb des Kantons zu achten, was den wirtschaftspolitischen Zielen des Staatsrats entspricht. Es soll sichergestellt werden, dass die bereits ansässigen Unternehmen und damit die bestehenden Arbeitsplätze im Kanton bleiben. Damit zeigt die Kommission ihre Unterstützung für die lokale Produktion.

**Der Staatsrat schliesst sich diesem Änderungsantrag an.**

---

## Art. 2 Abs. 2<sup>bis</sup>

<p><sup>2bis</sup> Der Staat und die Gemeinden fördern und unterstützen die Umsetzung des Grundsatzes der Suffizienz beim Verbrauch natürlicher Ressourcen aktiv. Sie fördern und unterstützen ebenfalls die Umsetzung des Grundsatzes der Suffizienz bei den Unternehmen und den Haushalten.</p>
---

Der dritte Teilbericht des sechsten Weltklimaberichts zu Anpassung und Minderung des Klimawandels des Weltklimarats (IPCC) von April 2022 zeigt mögliche Massnahmen zur aktiven Verringerung der Treibhausgasemissionen auf. In diesem wegweisenden Dokument wird zum ersten Mal ein ganzes Kapitel dem Thema Suffizienz gewidmet. Darin definiert der IPCC Suffizienz als «Vermeidung der Nachfrage nach Materialien, Energie, Land, Wasser und anderen natürlichen Ressourcen bei gleichzeitiger Gewährleistung eines angemessenen Lebensstandards für alle Menschen innerhalb der Belastungsgrenzen der Erde».

Die Kommission schlägt vor, den Grundsatz der Suffizienz in die Ziele des Gesetzesentwurfs aufzunehmen, da dieser Grundsatz die Kreislaufwirtschaft unterstützt. Die Idee dahinter: den Ressourcenverbrauch bei der Herstellung von Gütern und Materialien begrenzen sowie die bestmögliche Verteilung und Nutzung der benötigten Ressourcen sicherstellen, indem zuvor ihre Nützlichkeit hinterfragt wird, um ihre Wiederverwendung zu fördern und schliesslich das Recycling zu stärken. Damit wird auch ein Anreiz geschaffen, unsere Bedürfnisse bei einer nachhaltigen Entwicklung der Wirtschaft neu zu bewerten und so eine zufriedenstellende Lebensqualität für alle zu sichern. Es handelt sich also nicht um eine Bremse für die wirtschaftliche Entwicklung, insbesondere in den digitalen Bereichen; die Optimierung von Technologien für ein nachhaltiges Ziel und die Entwicklung neuer Technologien sind Instrumente und müssen von anderen Massnahmen begleitet werden, um die gesetzten Ziele zu erreichen.

Der Grundsatz der Suffizienz findet sich auf Bundesebene in den Massnahmen zur Stärkung der Ressourcenschonung und der Kreislaufwirtschaft wieder. Der Entwurf zur Änderung des Bundesgesetzes über den Umweltschutz (USG) im Zusammenhang mit der Kreislaufwirtschaft sieht übrigens ausdrücklich die Einführung des Grundsatzes der Ressourcenschonung in Form eines allgemeinen Auftrags an Bund und Kantone vor. Der Grundsatz der Suffizienz findet sich zudem in strategischen Dokumenten wie der langfristigen Klimastrategie 2050 des Bundes und der Energiestrategie. Der Kanton kann seinerseits vor allem Massnahmen zur Reduzierung der Treibhausgasemissionen treffen, um dem Grundsatz der Suffizienz gerecht zu werden. Neben den Massnahmen, die den Pfeiler «Verminderung» des kantonalen Klimaplanes betreffen, kann die OFF-Kampagne, die derzeit vom Staat Freiburg und seinen Partnern durchgeführt wird, als Beispiel genannt werden.

Beim Vorschlag der Kommission handelt es sich um eine gesetzliche Bestimmung mit geringer normativer Dichte und damit in erster Linie um eine programmatische Bestimmung. Sie soll die zuständigen Behörden bei der Umsetzung des Verfassungs- und Gesetzesauftrags, die Umwelt zu schützen, leiten. Was die Förderung des Grundsatzes bei Haushalten und Unternehmen betrifft, so führt der Staat bereits Massnahmen durch, die in diese Richtung gehen. Hier ist erneut die OFF-Kampagne zu nennen, die einen sparsamen Umgang mit Energie zum Ziel hat.

Es geht vor allem darum, die Vorbildfunktion der öffentlichen Einrichtungen hervorzuheben, zumal sie als Arbeitgeber und Eigentümer insbesondere zahlreicher Gebäude über einen erheblichen Handlungsspielraum verfügen, um die Treibhausgasemissionen zu reduzieren und einen nachhaltigen Verbrauch natürlicher Ressourcen zu fördern.

Auch wenn der Staatsrat Verständnis für das Anliegen der Kommission hat, ist die aktive Förderung eines rechtlich unbestimmten Prinzips aus seiner Sicht eine komplexe Aufgabe, umso mehr als sie die Privatsphäre und die Privatwirtschaft (Haushalte und Unternehmen) tangiert. Der Staatsrat ist der Meinung, dass eine Ermutigung, insbesondere bei den Tätigkeiten und Arbeitsprozessen des Staats, die dieser angesichts seiner Klimaschutzmassnahmen unternehmen muss, realistischer und auch ausreichend ist.

**Der Staatsrat schlägt daher vor, die Bestimmung wie folgt anzupassen:**

<sup>2bis</sup> Der Staat und die Gemeinden fördern die Umsetzung des Grundsatzes der Suffizienz bei der Nutzung und dem Verbrauch natürlicher Ressourcen.

#### **Art. 2 Abs. 4**

<sup>4</sup> Der Staat und die Gemeinden bauen ihre Kompetenzen im Bereich der Negativemissionstechnologien (NET) aus und verpflichten sich, die Absorptions- und Lagerungskapazität natürlicher und künstlicher Kohlenstoffsinken langfristig zu erhalten, zu verwalten und zu verstärken.

Die Kommission schlägt vor, den Begriff der Lagerung hinzuzufügen, weil Kohlenstoffsinken CO<sub>2</sub> absorbieren müssen. Dabei muss aber darauf geachtet werden, dass die Senken das Kohlendioxid auch langfristig nicht wieder abgeben. Dies gilt namentlich für Holz und Wälder. Weil die wissenschaftlichen Erkenntnisse über die CO<sub>2</sub>-Lagerung derzeit noch begrenzt sind, insbesondere in Bezug auf landwirtschaftliche Böden, ist die durch die von der Kommission vorgeschlagene Präzisierung willkommen.

**Der Staatsrat schliesst sich diesem Änderungsantrag an.**

#### **Art. 2<sup>bis</sup>**

##### Klimaziele für die Kantonsverwaltung

<sup>1</sup> Die Kantonsverwaltung berücksichtigt in ihrer ganzen Tätigkeit vorbildhaft die Zwecke und Ziele dieses Gesetzes.

<sup>2</sup> Sie verpflichtet sich, bis 2040 das Ziel der Netto-Null-Emissionen zu erreichen und ihre indirekten Emissionen drastisch zu reduzieren.

Die Kommission schlägt vor, einen Artikel einzuführen, der spezifische Ziele für die kantonale Verwaltung festlegt, da diese eine Vorbildfunktion ausüben soll. Dieser Vorschlag geht in die Richtung verschiedener Vorschläge sowohl auf Bundesebene als auch in anderen Kantonen. Unter Vorbehalt der Spezialgesetzgebung gelten die Organisations- und Geschäftsführungsregeln dieses Gesetzes und seiner Ausführungsbestimmungen auch für die Anstalten mit eigener Rechtspersönlichkeit (Art. 52 SVOG).

Aus Sicht der Kommission kann dieses Anliegen dadurch erreicht werden, dass die Ziele und Vorgaben des vorliegenden Gesetzes in vorbildlicher Weise umgesetzt und neue Investitionen insbesondere in die Sanierung der Staatsgebäude, den Energieverbrauch (Anwendung des Grundsatzes der Suffizienz und Ausrichtung auf erneuerbare Energien) und die Mobilität des Personals (Förderung insbesondere der Nutzung öffentlicher Verkehrsmittel für die Pendlermobilität und bei Dienstreisen, Elektrifizierung des Fuhrparks usw.) getätigt werden. Die finanziellen Auswirkungen dieses neuen Artikels 2<sup>bis</sup> werden in Kapitel III behandelt.

Der Staatsrat erinnert daran, dass der Kanton Freiburg bereits Schritte unternommen hat, die den Gesamtzielen dieser Bestimmung entsprechen, hauptsächlich mit der Durchführung einer ersten Quantifizierung seiner (direkten und indirekten) Emissionen als Antwort auf das Postulat 2020-GC-185 «Klimaneutrales Kantonsparlament», das im Juni 2021 vom Grossen Rat angenommen wurde. Diese Quantifizierung steht kurz vor dem Abschluss und wird einen ersten Überblick über den CO<sub>2</sub>-Fussabdruck der staatlichen Aktivitäten sowie eine Arbeitsgrundlage für ein besseres Monitoring der Emissionen bieten. Ausserdem wird sie erste Angaben liefern zu den Massnahmen, die ergriffen werden müssen, um die Emissionen zu reduzieren und so die linearen Ziele in Richtung direkter Netto-Null-Emissionen zu skizzieren.

Das von der Kommission vorgeschlagene Ziel für 2040, das speziell für die Kantonsverwaltung gelten soll, ist deutlich anspruchsvoller als das in Artikel 2 Abs. 1 des Entwurfs des Staatsrats festgelegte Ziel für 2050, das alle Tätigkeiten auf dem Kantonsgebiet und damit auch die der Verwaltung wie die der Gemeinden erfasst. Der Staatsrat ist sich bewusst, dass der Staat in seiner öffentlichen Verwaltung wirksame Hebel in der Hand hat, um die Treibhausgasemissionen zu senken. Der Staat unternimmt denn auch jetzt schon Anstrengungen, um die Emissionen zu reduzieren. Beispiele sind bestimmte Massnahmen aus der Immobilienstrategie (2022–2035) und der Nachhaltigkeitsstrategie (2021–2031) oder einige punktuelle Informations- und Sensibilisierungskampagnen (z. B. OFF-Kampagne). Der Staatsrat ist sich seiner Vorbildfunktion bewusst, erachtet aber den ersten Absatz als



---

ausreichend und den zweiten als unrealistisch, weil er zu viel in zu kurzer Zeit will. Die finanziellen Auswirkungen dieses neuen Artikels 2<sup>bis</sup> wären im Übrigen erheblich; sie werden in Kapitel III behandelt.

**Der Staatsrat schlägt vor, Absatz 2 zu streichen:**

Klimaziele für die Kantonsverwaltung

<sup>1</sup> Die Kantonsverwaltung berücksichtigt in ihrer ganzen Tätigkeit vorbildhaft die Zwecke und Ziele dieses Gesetzes.

Damit will der Staatsrat die in Artikel 2 seines Entwurfs festgelegten Ziele im Rahmen der verfügbaren Ressourcen so schnell wie möglich erreichen. Er erinnert bei dieser Gelegenheit auch daran, dass die Gemeinden bei der Umsetzung dieses Artikels eine zentrale Rolle spielen.

**Art. 3 Abs. 1**

~~<sup>1</sup> Um die Ziele bei der Reduktion, der Anpassung und der Verstärkung der Absorptionskapazität natürlicher und künstlicher Kohlenstoffsinken nach Artikel 2 zu erreichen, ergreifen der Staat und die Gemeinden Massnahmen, die sich auf die folgenden Erlasse stützen:~~

- ~~a) dieses Gesetz;~~
- ~~b) das CO<sub>2</sub>-Gesetz des Bundes;~~
- ~~c) das Energiegesetz des Bundes;~~
- ~~d) das kantonale Energiegesetz;~~
- ~~e) weitere Erlasse, insbesondere diejenigen, welche die Bereiche Umwelt, Naturschutz und Biodiversität, Abfall, Wasser, Landwirtschaft, Waldwirtschaft und Holzindustrie, Raumplanung, Mobilität, Gesundheit, Finanzsektor und nachhaltige Entwicklung regeln.~~

<sup>1</sup> Um die Ziele bei der Reduktion, der Anpassung und der Verstärkung der Absorptionskapazität natürlicher und künstlicher Kohlenstoffsinken nach Artikel 2 zu erreichen, ergreifen der Staat und die Gemeinden Massnahmen, die sich auf dieses Gesetz und auf Erlasse stützen, in denen namentlich die Bereiche Umwelt, Energie, Schutz der Natur und der Biodiversität, Landschaft, Abfall, Gewässer, Landwirtschaft, Waldwirtschaft und Holzindustrie, Raumplanung und Bau, Mobilität, Gesundheit, Finanzsektor und nachhaltige Entwicklung geregelt werden.

Die Kommission schlägt vor, den Verweis auf die in der Fassung des Staatsrats aufgeführten Gesetze zu streichen und stattdessen lediglich die Bereiche zu nennen, die am stärksten von der Klimapolitik betroffen sind, um nicht eine Gesetzgebung gegenüber einer anderen zu bevorzugen. Es handelt sich um eine Anpassung formaler Art, die keinen Einfluss auf den Inhalt des Entwurfs hat.

**Der Staatsrat schliesst sich diesem Änderungsantrag an.**

**Art. 5 Abs. 1**

<sup>1</sup> Der Staat und die Gemeinden [unterstützen] in ihren Zuständigkeitsbereichen Bildung, Ausbildung, Forschung, Beratung, Sensibilisierung, Beteiligung der Öffentlichkeit und Zugang der Bevölkerung zu Informationen im Bereich des Klimawandels.

Die Kommission möchte mit ihrem Vorschlag klarstellen, dass sich die Unterstützungspflicht der Gemeinden auf ihre Zuständigkeitsbereiche beschränkt. Diese Ergänzung dient in erster Linie der Beruhigung der Gemeinden.

**Der Staatsrat schliesst sich diesem Änderungsantrag an.**

**Art. 5 Abs. 1**

<sup>1</sup> Der Staat und die Gemeinden ~~sorgen dafür, dass~~ unterstützen [...] Bildung, Ausbildung, Forschung, Beratung, Sensibilisierung, Beteiligung der Öffentlichkeit und Zugang der Bevölkerung zu Informationen im Bereich des Klimawandels unterstützt werden.

Die Kommission schlägt vor, den Ausdruck «sorgen dafür, dass [...] unterstützt werden» durch «unterstützen» und so den vom Staatsrat vorgesehenen Anreiz, der den Akteuren in Abhängigkeit von ihren Möglichkeiten eine gewisse Freiheit einräumt, durch eine Pflicht zu ersetzen.

**Der Staatsrat lehnt diese Änderung ab.**

## **Art. 6 Abs. 1**

<sup>1</sup> Der Staatsrat definiert seine Klimastrategie und seinen Aktionsplan im kantonalen Klimaplan (KKP). Der KKP wird mit der kantonalen Biodiversitätsstrategie koordiniert.

Die Kommission möchte den Grundsatz einführen, wonach der kantonale Klimaplan mit der kantonalen Biodiversitätsstrategie koordiniert werden muss.

Weil die Massnahmen zur Bekämpfung des Klimawandels Auswirkungen auf die Artenvielfalt haben, ist die Koordination der beiden Bereiche von entscheidender Bedeutung.

Auch wenn dieser Vorschlag als überflüssig erscheinen mag, weil Artikel 3 Abs. 1 bereits die Koordination zwischen der Klimapolitik und den anderen sektoriellen Politiken des Staats verlangt und dabei ausdrücklich die Biodiversität erwähnt, steht er vor allem im Zusammenhang mit den Vorschlägen, die der Staatsrat im Rahmen der zweiten Lesung (s. Kommentar zu Art. 1) im Zusammenhang mit der Änderung des Gesetzes über den Natur- und Landschaftsschutz (NatG) angenommen hat. Er steht des Weiteren im Einklang mit der Erwähnung der Biodiversität in Artikel 1 Abs. 2 Bst. d und e des Gesetzesentwurfs.

Mit dieser Änderung wird eine Verbindung zwischen der Biodiversitätsstrategie des Staatsrats und dem NatG, das die formale Grundlage für diese Strategie bildet, hergestellt.

**Der Staatsrat schliesst sich diesem Änderungsantrag an.**

## **Art. 10 Abs. 3**

<sup>3</sup> Anhand des KKP werden auch die spezifischen Indikatoren der Bereiche der Treibhausgasemissionen und die Wirksamkeit der Massnahmen und der Ressourcen regelmässig und laufend überwacht. Die Ergebnisse dieser Nachkontrolle werden jährlich veröffentlicht.

Die Kommission schlägt an dieser Stelle einen Zusatz vor, um Indikatoren zur Verfügung zu haben, mit denen die Situation erfasst werden kann, weil dadurch eine bessere Priorisierung der Massnahmen möglich wird, die zur Erreichung der in Absatz 1 formulierten Ziele in den vier Hauptbereichen ergriffen werden müssen.

Im Gegensatz zu anderen Änderungsanträgen, die von der Kommission abgelehnt oder zurückgezogen wurden, ermöglicht der hier gewählte Vorschlag ein Monitoring mit Ressourcen, die in einem angemessenen Verhältnis zu den für die Klimapolitik eingesetzten Mitteln stehen.

**Der Staatsrat schliesst sich diesem Änderungsantrag an.**

## **Art. 11<sup>bis</sup>**

Koordination mit der kantonalen Biodiversitätsstrategie

<sup>1</sup> Die getroffenen Massnahmen entsprechen dem Grundsatz, wonach die Interessen der Biodiversität und des Klimas gleichwertig sind, und übernehmen dazu Nachhaltigkeitskriterien.

<sup>2</sup> Massnahmen, die einen sekundären Nutzen bieten, werden verstärkt, nachhaltige und koordinierte Lösungen werden geliefert, wenn Massnahmen möglicherweise miteinander konkurrieren.

Der Staatsrat hat der Kommission vorgeschlagen, einen Artikel 11<sup>bis</sup> hinzuzufügen, der sich mit der Koordination zwischen dem kantonalen Klimaplan und der kantonalen Biodiversitätsstrategie befasst, und zwar parallel zu einer Änderung des NatG, die ihrerseits darauf abzielt, die Biodiversitätsstrategie direkt im NatG zu verankern. Die Kommission sprach sich in der zweiten Lesung für die vom Staatsrat vorgeschlagene Variante aus.

Auch wenn das KlimG und das NatG auch ohne diese Änderungen die Berücksichtigung der jeweiligen Interessen ermöglichen, trägt die Einführung eines Prinzips der Gleichwertigkeit dieser Interessen dazu bei, die Situation bei möglichen Interessenkonflikten zu klären und Sicherheit zu schaffen. Der Verlust der Biodiversität und der Klimawandel sind eng miteinander verknüpfte Phänomene. Zum einen beschleunigt der Klimawandel den Rückgang der Artenvielfalt; zum anderen sind die Verschlechterung der natürlichen Umwelt sowie ihre nicht nachhaltige Nutzung Schlüsselfaktoren des Klimawandels. Lösungen müssen vor dem Hintergrund eines globalen Ansatzes im

---

Sinne der Nachhaltigkeit betrachtet werden. Meistens gibt es Synergien zwischen Massnahmen für das Klima und solchen für die Biodiversität. Es kann aber auch vorkommen, dass der Grundsatz ihrer Äquivalenz im Bereich der erneuerbaren Energien zu Zielkonflikten führen: Zwar haben die Ziele, die mit den beiden Gesetzestexten (Klima und Biodiversität) verfolgt werden, eine globale Vision der Nachhaltigkeit (Art. 1 NatG) und des Schutzes der Menschen sowie der Biodiversität (Art. 1 KlimG mit der Änderung bezüglich der Förderung der Biodiversität) zur Grundlage. Für mehr Rechtssicherheit bei möglichen Interessenkonflikten ist es jedoch gerechtfertigt, ein Prinzip für deren Handhabung einzuführen.

**Der Staatsrat schliesst sich diesem Änderungsantrag an.**

**Art. 12 Abs. 1 Bst. c**

[<sup>1</sup> Der Staatsrat hat folgende Befugnisse:]

- c) Er verteilt die Aufgaben unter den staatlichen Organen und stellt die übergreifende Organisation der Ausarbeitung, ~~und~~ der Umsetzung und der Evaluation des KKP sicher.

Aus Sicht der Kommission sollte präzisiert werden, dass der Staatsrat auch die übergreifende Organisation der Evaluation des kantonalen Klimaplanes und nicht nur dessen Ausarbeitung und Umsetzung sicherstellen muss. Dies geht in die Richtung von Artikel 10 über die Überprüfung und Nachkontrolle.

**Der Staatsrat schliesst sich diesem Änderungsantrag an.**

**Art. 13 Abs. 3**

<sup>3</sup> Die zuständigen Direktionen und Verwaltungseinheiten unterstützen sich gegenseitig und beteiligen sich aktiv an der Ausarbeitung, ~~der~~ Umsetzung und der Evaluation des KKP.

Die Kommission schlägt vor, dass die Direktionen nicht nur an der Ausarbeitung und Umsetzung des kantonalen Klimaplanes, sondern auch an dessen Evaluation teilnehmen sollen. Dies ist im Sinne von Artikel 10 über die Überprüfung und Nachkontrolle wie auch von der Ergänzung in Artikel 12 Abs. 1 Bst. c.

**Der Staatsrat schliesst sich diesem Änderungsantrag an.**

**Art. 14 Abs. 2**

<sup>2</sup> Die Mitglieder werden vom Staatsrat ernannt. In ihr sind der Grosse Rat, die Gemeinden und die betroffenen Kreise und Organisationen vertreten.

Die Kommission schlägt vor, den Grossen Rat einzubeziehen und sicherzustellen, dass er in der Klimakommission vertreten ist.

Der Vorschlag ist im Hinblick auf die Gewaltenteilung fragwürdig, entspricht jedoch einer im Kanton Freiburg etablierten Praxis und ermöglicht einen pragmatischen Umgang mit den Herausforderungen.

Zum Beispiel: Die beratende Raumplanungskommission besteht aus fünf Mitgliedern, die vom Grossen Rat ernannt werden (Art. 3 Abs. 2 RPBG). Das Mobilitätsgesetz sieht seinerseits vor, dass fünf Mitglieder vom Grossen Rat in die beratende Mobilitätskommission ernannt werden (Art. 9 Abs. 3 MobG).

**Der Staatsrat schliesst sich diesem Änderungsantrag an.**

**Art. 14 Abs. 3**

[<sup>3</sup> [Die Kommission:]

- a) wird zum KKP, zu dessen periodischer Evaluation und zu wichtigen Projekten angehört;

Die Kommission möchte präzisieren, dass die Klimakommission zur periodischen Evaluation des kantonalen Klimaplanes konsultiert wird. Die Erstellung einer neuen CO<sub>2</sub>-Bilanz alle fünf Jahre ermöglicht die regelmässige Beurteilung der Massnahmen des kantonalen Klimaplanes und ihrer Wirksamkeit. Dieses Instrument wird es auch ermöglichen, die Wirksamkeit sektorieller und sektorenübergreifender Massnahmen zu bewerten, die auf die

---

Erreichung der Klimaziele nach Artikel 2 des Gesetzesentwurfs sowie auf die festgelegten Absenkpfade hinarbeiten. Auf der Grundlage der Erkenntnisse aus der neuen CO<sub>2</sub>-Bilanz werden der Aktionsplan überprüft und die Massnahmen bei Bedarf neu festgelegt werden können. Dieser Zusatz geht in die Richtung der ursprünglich in Absatz 3 Bst. a vorgesehenen Aufgaben der Kommission, da die periodische Evaluation ein integraler Bestandteil des Überwachungs- und Monitoringmechanismus des kantonalen Klimaplanes ist und die Kommission dazu angehört wird.

**Der Staatsrat schliesst sich diesem Änderungsantrag an.**

**Art. 15 Abs. 1**

<sup>1</sup> Innert fünf Jahren nach Inkrafttreten dieses Gesetzes legen die Gemeinden mit mehr als 1500 Einwohnerinnen und Einwohnern in einem Gemeindeplan die Massnahmen fest, die sie zusätzlich zu den staatlichen Massnahmen und koordiniert mit diesen umsetzen wollen, um zur Erreichung der Ziele dieses Gesetzes beizutragen, und übermitteln diesen Plan der Direktion.

Die Gemeinden werden als Schlüsselpartner bei der Erreichung der kantonalen Klimaziele betrachtet; denn die direkten Emissionen des Kantons fallen auf dem Gebiet an, das von den Gemeinden verwaltet wird. Die Planung von Massnahmenplänen auf kommunaler Ebene ist entscheidend für beide Komponenten des kantonalen Klimaplanes (Anpassung und Verminderung). Die Gemeinden sind unmittelbar vom Klimawandel und den zu erwartenden Auswirkungen auf ihr Gebiet und ihre Bevölkerung betroffen; sie spielen eine entscheidende Rolle, namentlich bei der Anpassung an den Klimawandel. Die klimatischen Herausforderungen betreffen alle Regelungsbereiche und Planungsebenen.

Darüber hinaus können die Gemeinden aufgrund ihres Zuständigkeitsbereichs Massnahmen auf ihrer Ebene ergreifen. Zahlreiche Gemeinden engagieren sich bereits für den Klimaschutz, insbesondere im Rahmen bestehender Planungen. Zu ihren Pflichten gehört auch die Vorbildfunktion gegenüber ihren Bürgerinnen und Bürgern, etwa mit der Berücksichtigung der klimatischen Herausforderungen im Rahmen öffentlicher Projekte, aber auch in ihrer Rolle als Arbeitgeber, Vermögensverwalter, Eigentümer und Dienstleister. Das Zusammenwirken von Staat und Gemeinden ist komplementär und deshalb absolut notwendig. In diesem Sinne plant der Staatsrat, die Gemeinden bei der Erstellung dieser Planungen finanziell und technisch zu unterstützen.

Der Staatsrat hielt es jedoch nicht für sinnvoll, allen Freiburger Gemeinden ungeachtet ihrer Grösse die Pflicht aufzuerlegen, eine klimaspezifische Planung zu erstellen. Stattdessen zog er es vor, den kleinen Gemeinden die Freiheit zu lassen, über die geeignetsten Mittel (im weitesten Sinne) zur Berücksichtigung der klimatischen Herausforderungen zu entscheiden, z. B. über bestehende Planungen oder eine neue klimaspezifische Planung.

Knapp die Hälfte (47 %) der Freiburger Gemeinden liegen über der Schwelle von 1500 Einwohnerinnen und Einwohnern für die Pflicht zur Erstellung einer Klimaplanung laut Entwurf des Staatsrats, womit ein bedeutender Impuls für die Umsetzung von Massnahmen auf kommunaler Ebene gegeben werden kann. Gleichzeitig können laut Gesetzesentwurf des Staatsrats alle Gemeinden (auch solche mit weniger als 1500 Einwohnerinnen und Einwohnern), die klimarelevante Massnahmen planen wollen, von der staatlichen Unterstützung profitieren.

Der Vorschlag der Kommission zielt darauf ab, die Pflicht zur Erstellung einer kommunalen Klimastrategie ohne Ausnahme auf alle Gemeinden auszuweiten.

Der Staatsrat ist unverändert der Ansicht, dass die Vergrösserung der Zahl der Gemeinden, die zur Erstellung eines Klimaplanes verpflichtet sind, unbestreitbar finanzielle Auswirkungen hätte. Dieser Punkt wird im Abschnitt über die finanziellen Auswirkungen (Kapitel III) aufgegriffen.

**Der Staatsrat lehnt diese Änderung ab.**

**Art. 15 Abs. 3**

<sup>3</sup> Die Gemeinden können werden ermuntert, bei der Erfüllung dieser Aufgabe zusammenzuarbeiten.

---

Die Kommission schlägt eine Neuformulierung von Absatz 3 vor, um einen zusätzlichen Anreiz zu schaffen. Es stimmt, dass es effektiv sein kann, klimawirksame Massnahmen gemeinsam und koordiniert durchzuführen, vor allem auf regionaler Ebene. So haben Gemeinden, die bei der Umsetzung von Massnahmen (z. B. Fernwärmeprojekte, Mobilitätspläne usw.) zusammenarbeiten, einen grossen Einfluss auf die Erreichung der Klimaziele.

Da diese Änderung die Organisation der Gemeinden zur Erfüllung ihrer Aufgaben betrifft, hat sie keine neuen direkten finanziellen Auswirkungen.

**Der Staatsrat schliesst sich diesem Änderungsantrag an.**

**Art. 15 Abs. 4**

<sup>4</sup> Der Staat unterstützt die Gemeinden bei der Umsetzung ihrer Politik. Zu diesem Zweck können die Gemeinden vom Staat technische Beratung und die notwendige finanzielle Unterstützung erhalten, insbesondere bei der Erstellung eines ihres kommunalen Klimaplan.

Die Kommission schlägt vor, den Begriff kommunal zu streichen, weil ein Klimaplan bei einer Zusammenarbeit nach dem Gesetz über die Gemeinden nicht nur kommunal, sondern auch interkommunal sein kann. Dies gilt somit auch für die vom Gesetzesentwurf beabsichtigte Unterstützung.

**Der Staatsrat schliesst sich diesem Änderungsantrag an.**

**Art. 16<sup>bis</sup>**

Klimafonds – Zweck

<sup>1</sup> Es wird ein Klimafonds (der Fonds) geschaffen.

<sup>2</sup> Der Fonds ist dazu bestimmt die nötigen Massnahmen zur Verwirklichung der Ziele nach Artikel 2 finanziell zu unterstützen.

<sup>3</sup> Im Rahmen der verfügbaren Mittel dient der Fonds ausserdem dazu, die Subventionen im Rahmen von Artikel 17 dieses Gesetzes zu gewähren.

<sup>4</sup> Der Staatsrat regelt die Einzelheiten zur Arbeitsweise und zur Verwaltung des Fonds.

Diese Änderung folgt auf eine frühere Abstimmung in erster Lesung, bei der es um den Wunsch der Kommission ging, eine bessere Garantie für die Finanzierung der Massnahmen zu bieten, die zur Erreichung der langfristigen Klimaziele erforderlich sind. Konkret schlägt die Kommission nun vor, einen dedizierten Klimafonds zu schaffen und damit auch auf ein Element der Motion 2019-GC-44 zurückzukommen, die der Grosse Rat am 25. Juni 2020 erheblich erklärt hat, obwohl der Staatsrat am 7. Juni 2022 beschlossen hatte, im Infrastrukturfonds einen Betrag zugunsten des Klimas zurückzustellen. Gemäss Artikel 42a<sup>bis</sup> Abs. 2 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates (FHG) ist der Infrastrukturfonds «zur Finanzierung oder Vorfinanzierung wichtiger Investitionen zu Lasten des Staates bestimmt». Auch können Subventionen an Gemeinden über den Infrastrukturfonds finanziert werden, wenn es sich um Investitionen handelt.

Der Staatsrat hat sich in den Diskussionen, die er sowohl vor der Vernehmlassung des Gesetzesentwurfs als auch im Rahmen der Ausarbeitung seiner Botschaft geführt hat, stets gegen die Schaffung eines eigenen Klimafonds ausgesprochen und begründete dies damit, dass er das Klima in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Grundlagen, als einen strategischen Bereich betrachtet, der von nun an in den Bereich des Infrastrukturfonds fällt. Zu diesem Zweck hat er beschlossen, im Infrastrukturfonds einen Betrag von 30 Millionen Franken für klimapolitische Massnahmen zu reservieren.

Er ist der Ansicht, dass der Infrastrukturfonds in seinem der Klimapolitik gewidmeten Teil die Realisierung oder Unterstützung wichtiger Massnahmen, die im aktuellen kantonalen Klimaplan vorgesehen sind, oder neue ergänzende Massnahmen ermöglichen wird. Es sei daran erinnert, dass der kantonale Klimaplan für sich allein nicht alle notwendigen Massnahmen enthält, die zur Erreichung der in den Artikeln 1 und 2 des Klimagesetzes festgelegten Ziele getroffen werden müssen. Zusätzliche Massnahmen müssen Gegenstand von zusätzlichen oder spezifischen Verpflichtungskrediten sein, die in den ordentlichen Voranschlag eingetragen werden.

---

Fonds scheinen angesichts mehrerer zentraler Grundsätze für die Verwaltung der öffentlichen Finanzen problematisch zu sein. Sie erfordern insbesondere Zugeständnisse an den Grundsatz der Vollständigkeit des Haushalts, der besagt, dass der Voranschlag für die Dauer des Rechnungsjahrs alle Einnahmen zur Finanzierung aller Ausgaben beschreibt, ohne dass eine Beziehung zwischen bestimmten Ausgaben und bestimmten Einnahmen hergestellt wird. Wenn Fonds nicht durch spezifische Einnahmen gespeist werden können, die nach dem Verursacherprinzip konzipiert und erhoben werden, geraten sie auch in Konflikt mit dem Grundsatz des Non-Affektationsprinzips (keine Zweckbindungen der Steuereinnahmen). Sie werfen ausserdem Fragen auf technischer Ebene im Zusammenhang mit dem Grundsatz der Einheit der Buchführung auf, laut dem alle Ausgaben und Einnahmen des Staats in einer einzigen Rechnung ausgewiesen werden müssen, und erfordern besondere Sorgfalt bei der Bestimmung des Konsolidierungskreises der Ausgaben und Einnahmen.

Daher sollte beim Rückgriff auf Fonds eine gewisse Zurückhaltung geübt und möglichst dafür gesorgt werden, dass ihre Vermehrung eingeschränkt wird. Dies gilt umso mehr, als das Vorhandensein von Fonds dazu führt, dass der Handlungsspielraum der gewählten Behörden, sowohl der Exekutive als auch der Legislative, bei der Steuerung der öffentlichen Politik eingeschränkt wird. Die Fonds vermindern nämlich die Arbitragemöglichkeiten bei der Aufstellung der Voranschläge und schränken somit die Möglichkeiten ein, die Prioritäten an die sich ändernden Bedürfnisse der Bevölkerung und/oder an externe Faktoren, die sich der Kontrolle der öffentlichen Hand entziehen, anzupassen. Dies hat zur Folge, dass die aus Fonds finanzierten Politikbereiche dauerhaft priorisiert und bevorzugt werden, da sie den unvermeidlichen Schwankungen der ordentlichen Einnahmen und damit eventuell notwendigen Umschichtungen entgehen, im Gegensatz zu den Bereichen, die mit ordentlichen Budgetkrediten finanziert werden und auf die sich alle Anstrengungen bei der Anpassung der Voranschläge konzentrieren. So hätten beispielsweise die Massnahmen, die sich aus dem Entwurf des Klimagesetzes ergeben, de facto Vorrang vor den geplanten Ausgaben und Projekten für Bildung, Gesundheit oder Sicherheit; das erscheint weder angemessen noch wünschenswert.

Dies will nicht heissen, dass überhaupt keine Fonds errichtet werden können. Bei denjenigen, die es derzeit beim Staat Freiburg gibt, können zwei Fälle unterschieden werden. Die erste Kategorie von Fonds gleicht Spezialfinanzierungen im Sinne von Artikel 16 FHG. Es handelt sich um finanzielle Mittel – Einnahmen –, die in einem Gesetz oder einem Dekret der Erfüllung einer bestimmten öffentlichen Aufgabe zugewiesen werden. Spezialfinanzierungen haben grundsätzlich eine beschränkte Lebensdauer und werden aufgelöst, wenn ihr Zweck erreicht ist oder nicht mehr erreicht werden kann. Dies ist typischerweise der Fall beim Mehrwertfonds, der von Gesetzes wegen ausschliesslich aus der Mehrwertabgabe gespeist wird.

Die zweite Kategorie von Fonds gehört eher zu den Vorfinanzierungen nach Artikel 28a FHG. Hierbei handelt es sich um Beträge zulasten der Staatsrechnung, mit denen ein oder mehrere Projekte, die in Vorbereitung sind, aber noch nicht verabschiedet wurden, realisiert werden sollen. Auch die Vorfinanzierung muss auf einer spezifischen gesetzlichen Grundlage beruhen und sich gemäss Artikel 13a des Ausführungsreglements zum Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates (FHR) auf eine Investition oder einen Investitionsbeitrag beziehen. Sie ist nur bei umfangreicheren Projekten gerechtfertigt und sie ist in der Regel befristet. Sie wird aufgelöst, wenn der Vorfinanzierungszweck erreicht ist oder das Vorhaben, wofür sie gebildet wurde, aufgegeben wird. Dies gilt für den Infrastrukturfonds, der zur Unterstützung grösserer staatlicher Investitionen geschaffen wurde, und den Fonds für aktive Bodenpolitik, der über die KAAB Käufe und Investitionen in diesem Bereich unterstützen kann.

Der Staatsrat stellt fest, dass ein Klimafonds, wie er von der parlamentarischen Kommission ins Auge gefasst wird, weder in einen der oben dargestellten Fälle passen noch die in den gesetzlichen und reglementarischen Grundlagen gestellten Bedingungen erfüllen würde. Potenziell problematisch ist etwa die Tatsache, dass dieser Klimafonds offensichtlich für einen unbegrenzten Zeitraum gedacht ist, dass er sowohl Investitionsausgaben als auch Betriebskosten finanzieren und eine Reihe von öffentlichen Politiken abdecken würde, die unter dem Stichwort «Klima» zusammengefasst, aber nicht von vornherein klar abgegrenzt werden können. Das Fehlen spezifischer Einnahmen, die nach dem Verursacherprinzip erhoben werden und den Grossteil der Finanzierung des Fonds ausmachen, lässt darüber hinaus Zweifel an der Relevanz und Solidität des geplanten Instruments aufkommen. Die Modalitäten der Finanzierung des Fonds sind unklar und angesichts der Ziele, die erreicht werden sollen, ziemlich zufällig.



Der Staatsrat war stets der Ansicht, dass die Schaffung eines neuen Fonds nach den Grundsätzen des öffentlichen Rechnungswesens und unter Berücksichtigung der gesetzlichen Grundlagen nicht zweckmässig ist und keinen Vorteil bei der Finanzierung der Massnahmen, die aus dem Gesetzentwurf hervorgehen, bringt. Der Kampf gegen den Klimawandel und seine Auswirkungen wie auch die Konkretisierung durch eine Klimastrategie muss eine Aufgabe des Staats werden und somit Teil des ordentlichen Voranschlags des Staats sein. Der Staatsrat sprach sich dafür aus, den Infrastrukturfonds für Elemente zu nutzen, die in Frage kommen, wie etwa Investitionshilfen. Da es manchmal schwierig ist, wichtige Massnahmen und Grossprojekte aus dem ordentlichen jährlichen Voranschlag zu finanzieren, eröffnet der Rückgriff auf den Infrastrukturfonds die Möglichkeit, umfangreichere Investitionsprojekte zu finanzieren. Der Infrastrukturfonds hat den Vorteil, dass es ihn bereits gibt, dass er zufriedenstellend funktioniert und dass er bereits eine zusätzliche Einlage zur Deckung der Kosten der Klimapolitik erhalten hat. In der Rechnung 2022 hat der Staatsrat übrigens den Klimateil des Fonds um 5 Millionen Franken aufgestockt und damit die dem Klima zugewiesenen Mittel auf 30 Millionen Franken erhöht. Der Rückgriff auf den Infrastrukturfonds scheint somit zur Erreichung der angestrebten Ziele die effizienteste und angesichts der anderen öffentlichen Politikbereichen, in denen ebenfalls grosse Herausforderungen zu bewältigen sind, die ausgewogenste Lösung zu sein. Der Staatsrat und der Grosse Rat müssen die Möglichkeit behalten, bestimmte Abwägungen und Priorisierungen vorzunehmen, die sich in den kommenden Jahren als notwendig erweisen könnten.

Der Staatsrat hält daher an seiner ablehnenden Haltung gegenüber einem Klimafonds fest. Dies gilt auch für die Artikel 16<sup>ter</sup> und 16<sup>quater</sup> des *Projet bis*.

#### **Der Staatsrat lehnt diese Änderung ab.**

##### **Art. 16<sup>ter</sup>**

###### Verwendung der verfügbaren Beträge

<sup>1</sup> Der Fonds finanziert, in den Bereichen nach Artikel 3 Abs. 1 und im Rahmen der verfügbaren Beträge Massnahmen, mit denen folgende Ziele erreicht werden können:

- a) Reduktion der Treibhausgasemissionen;
- b) Anpassung an die Auswirkungen des Klimawandels;
- c) Verstärkung der Absorptions- und Lagerungskapazität natürlicher und künstlicher Kohlenstoffsinken;
- d) Förderung der Suffizienz, der Innovation, der Technologie, der Information und der Beratung.

Die Kommission hat die möglichen Verwendungszwecke des Fonds an die Ziele des Gesetzes sowie an den Grundsatz der Suffizienz angelehnt, der laut ihrem Vorschlag in Artikel 2 Abs. 2<sup>bis</sup> aufgenommen werden soll.

Weil der Staatsrat, wie in den Erläuterungen zu Artikel 16<sup>bis</sup> dargelegt, gegen das Prinzip der Schaffung eines neuen Klimafonds ist, verzichtet er darauf, alle Bestimmungen dieses Vorschlags detailliert zu kommentieren.

#### **Der Staatsrat lehnt diese Änderung ab.**

##### **Art. 16<sup>quater</sup>**

###### Mittel

<sup>1</sup> Der Fonds wird alimentiert durch:

- a) eine Anfangsdotation in der Höhe von 25'000'000 Franken;
- b) einen allfälligen Betrag, der aus dem Anteil des Kantons Freiburg am Gewinn der Schweizerischen Nationalbank stammt;
- c) die zurückgezählten Subventionen aus dem Fonds;
- d) die Zinsen auf dem Kapital;
- e) Vermächnisse und Schenkungen zu seinen Gunsten;
- f) einen allfälligen Anteil am Finanzierungsüberschuss beim Abschluss der Staatsrechnung;
- g) Einnahmen, die vom Bund stammen;
- h) alle weiteren Mittel, die im zugeteilt werden können.

<sup>2</sup> Die Zuständigkeit dafür, dem Fonds weitere Mittel zuzuteilen, folgt den Vorschriften über die finanziellen Zuständigkeiten gemäss der Gesetzgebung über den Staatshaushalt.

<sup>3</sup> Der Staatsrat achtet darauf, dass der Fonds über genügend Mittel verfügt, um die Aufgaben der Klimapolitik zu finanzieren.

---

Idealerweise sollte die Einspeisung in den Fonds, wie von der Kommission beabsichtigt, dem aus dem Umweltrecht abgeleiteten Verursacherprinzip entsprechen, das vorsieht, dass die Kosten für Massnahmen zum Schutz der Umwelt, hier des Klimas, von den Verursachern zu tragen sind. Laut der im Rahmen des kantonalen Klimaplans erstellten Analyse sind die drei Hauptquellen der direkten Treibhausgasemissionen im Kanton die Landwirtschaft, der Verkehr und die Wärmeerzeugung für Gebäude. Treibhausgasemissionen aus dem Verkehr und der Beheizung von Gebäuden werden auf nationaler Ebene in Anwendung des CO<sub>2</sub>-Gesetzes besteuert. Weitere wichtige Emissionsquellen bestehen im Zusammenhang mit dem Konsum und der Ernährung. Diese Sektoren werden durch nationale gesetzliche Bestimmungen (z. B. Mehrwertsteuer) und internationale Abkommen (z. B. WTO-Übereinkommen) geregelt.

Auf kantonaler Ebene ist es nicht möglich, auf dem Verursacherprinzip beruhende Mechanismen zur Finanzierung eines Fonds zu entwickeln. Da die zur Erreichung des Netto-Null-Emissionsziels erforderlichen Investitionen weitgehend innerhalb der nächsten 30 Jahre getätigt werden müssen, schlug die Kommission vor, eine ausreichend breite Palette von Quellen vorzusehen, um dem Staatsrat die Möglichkeit zu geben, die Art und Weise der Speisung des Fonds entsprechend der Entwicklung des wirtschaftlichen Umfelds und den budgetären Möglichkeiten auszuwählen und anzupassen.

Weil der Staatsrat, wie in den Erläuterungen zu Artikel 16<sup>bis</sup> dargelegt, gegen das Prinzip der Schaffung eines neuen Klimafonds ist, verzichtet er darauf, alle Bestimmungen von Artikel 16<sup>quater</sup> detailliert zu kommentieren, und beschränkt sich darauf, die Buchstaben b und f des ersten Absatzes zu analysieren. Er weist insbesondere auf das Fehlen einer regelmässigen Speisung des Fonds hin, was nicht vereinbar ist mit der Idee, dass der Fonds, wie in Absatz 3 vorgeschlagen, die Aufgaben der Klimapolitik finanzieren kann. Der Staatsrat ist auch deshalb der Ansicht, dass die Finanzierung der Klimapolitik im Wesentlichen über den ordentlichen Voranschlag des Staats erfolgen muss, und zwar im Sinne des Verpflichtungskredits, der vom Grossen Rat bereits genehmigt wurde.

#### **Absatz 1 Bst. b**

Nach Artikel 31 des Bundesgesetzes vom 3. Oktober 2003 über die Schweizerische Nationalbank (NBG; SR 951.11) fällt der Betrag des Bilanzgewinns, der die Dividendenausschüttung übersteigt, zu einem Drittel an den Bund und zu zwei Dritteln an die Kantone. Laut Vorschlag der Kommission soll ein Teil des jährlichen Betrags, den die Schweizerische Nationalbank (SNB) dem Kanton auszahlt, dem Klimafonds zugewiesen werden können.

Sollte das Prinzip des Fonds vom Grossen Rat angenommen werden, lehnt der Staatsrat diesen Buchstaben b ab, weil die möglichen Gewinnausschüttungen der SNB derzeit dem gesamten Staatshaushalt zugutekommen und die Zuweisung eines Teils davon zugunsten des Klimafonds bedeutete, dass diese Mittel den anderen öffentlichen Politiken entzogen würden. Damit würde die im Klimagesetz vorgesehenen Massnahmen auf Kosten aller anderen Staatsausgaben priorisiert; dies erscheint nicht vernünftig und kaum vertretbar angesichts der Gesamtheit der vom Staat übernommenen Aufgaben.

#### **Absatz 1 Bst. f**

Die Kommission stellt sich auf den Standpunkt, dass der Staatsrat mit dieser Bestimmung zum Zeitpunkt des Rechnungsabschlusses beschliessen könne, eine Rückstellung zulasten der Staatsrechnung zu bilden, um Fonds zu speisen.

Sollte das Prinzip des Fonds vom Grossen Rat angenommen werden, lehnt der Staatsrat diesen Buchstaben f ab.

Aus den im zweiten Teil des Kommentars zu Artikel 16<sup>bis</sup> sowie aus den oben erläuterten Gründen **lehnt der Staatsrat diese Änderung in ihrer Gesamtheit ab. Sollte der Grosse Rat den Grundsatz eines Klimafonds annehmen, spricht sich der Staatsrat für die Streichung der Buchstaben b und f von Artikel 16<sup>quater</sup> aus.**

### **Art. 17 Abs. 1**

<sup>1</sup> Gemeinden, Gemeindeverbänden und weiteren juristischen Personen des öffentlichen Rechts sowie natürlichen oder juristischen Personen des Privatrechts kann eine Subvention in Form von nicht rückzahlbaren Beiträgen, Darlehen zu Sonderkonditionen oder Bürgschaften für die Durchführung von Massnahmen zur Anpassung, Abschwächung, Suffizienz und Verstärkung der Aufnahme- und Lagerungskapazität natürlicher und künstlicher Kohlenstoffsinken gewährt werden.

Die Kommission schlägt vor, die Begriffe «Suffizienz» und «Lagerungskapazität von Kohlenstoffsinken» hinzuzufügen, um die Kohärenz mit der Änderung von Artikel 2 Abs. 4 und Artikel 2<sup>bis</sup> zu gewährleisten. In diesem Zusammenhang sei darauf hingewiesen, dass Massnahmen zur Suffizienz zu den Reduzierungsmassnahmen gehören. Darüber hinaus werden nur Massnahmen subventioniert, die in den Ausführungsbestimmungen festgelegt sind. Der Staatsrat behält somit einen gewissen Spielraum bei der Bestimmung der beitragsberechtigten Massnahmen und Projekte.

**Der Staatsrat schliesst sich diesem Änderungsantrag an.**

### **Art. 17 Abs. 2**

<sup>2</sup> ~~In den Grenzen des Verpflichtungskredits nach Artikel 16 werden die~~ Die Subventionsgesuche werden nach einer Priorisierung aufgrund der erwarteten Wirkungen des Projekts angesichts der klimatischen Herausforderungen (Verhältnis zwischen dem Klimanutzen und der Höhe der Ausgaben) und der Zeitlichkeit des Projekts behandelt, allenfalls nach Abzug der Subventionen des Bundes und der kantonalen Subventionen aufgrund anderer Gesetze [...].

Die Streichung des ersten Teils von Absatz 2 durch die Kommission ist eine Folge der Einführung der Bestimmungen über den Klimafonds und seine Verwendung, mit denen insbesondere sichergestellt werden soll, dass Projekte auch ausserhalb des Verpflichtungskredits unterstützt werden können. Diese Ausgaben unterstehen unverändert dem üblichen Voranschlagsverfahren nach FHG.

Der Staatsrat weist darauf hin, dass es sich bei diesem ersten Teil um einen durchaus üblichen Verweis auf das Subventionsgesetz (Art. 32 SubG) handelt, der an die Notwendigkeit erinnert, den finanziellen Rahmen einzuhalten, der durch den vom Grossen Rat beschlossenen Verpflichtungskredit zur Finanzierung der Massnahmen aus dem kantonalen Klimaplan festgelegt wurde. Das Volumen der Subventionen muss den Verpflichtungskredit einhalten, um die Entscheidungskompetenz des Grossen Rates zu gewährleisten. Falls sich der Bedarf im Zusammenhang mit einem bewilligten Verpflichtungskredit ändert, kann dem Grossen Rat ein Antrag auf einen Zusatzkredit unterbreitet werden. Daher spricht sich der Staatsrat gegen die von der Kommission vorgeschlagene Streichung aus.

**Der Staatsrat lehnt diese Änderung ab.**

### **Art. 17 Abs. 3**

<sup>3</sup> Die je nach den finanziellen Schwellenwerten zuständige Behörde kann ~~je nach den finanziellen Schwellenwerten~~ ausnahmsweise vom maximalen Subventionssatz nach SubG abweichen.

Redaktionelle Änderung (Streichung von Kommas im französischen Text). Die Kommas, die den französischen Text inhaltlich nicht verändern, hatten einen Einfluss auf die deutsche Übersetzung, weshalb es sinnvoll ist, sie zu streichen.

**Der Staatsrat schliesst sich diesem Änderungsantrag an.**

## **Nebenänderungen: Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz (NatG)**

### **Art. 4 Abs. 1 und 1<sup>bis</sup> (neu)**

<sup>1</sup> Die Schwerpunkte der Politik des Kantons beim Natur- und Landschaftsschutz werden im kantonalen Richtplan und in der kantonalen Biodiversitätsstrategie festgelegt; in diesen Planungen werden die spezifischen Ziele und die strategischen Schwerpunkte des Staates festgelegt, mit denen die Ziele, die in diesem Gesetz festgehalten werden, erreicht oder umgesetzt werden können.

<sup>1bis</sup> Ab der Verabschiedung durch den Staatsrat ist die kantonale Biodiversitätsstrategie für die kantonalen Behörden verbindlich.

Die vorgeschlagenen Änderungen der Artikel 4, 5 und 48 des kantonalen Gesetzes über den Natur- und Landschaftsschutz stehen im Zusammenhang mit der Annahme der oben diskutierten Bestimmungen (vgl. Art. 11<sup>bis</sup> KlimG) und dienen dazu, eine gute Koordination zwischen der Klima- und der Biodiversitätspolitik zu gewährleisten, wie es der Staatsrat im Rahmen der Kommissionsarbeiten vorgeschlagen hatte.

**Der Staatsrat schliesst sich diesem Änderungsantrag an.**

### **Art. 5 Abs. 1 Bst. a1 (neu)**

<sup>1</sup> [Der Staatsrat hat folgende Befugnisse:]

a1) Er verabschiedet die kantonale Biodiversitätsstrategie.

Dieser Vorschlag ergibt sich auch aus der Annahme der oben diskutierten Vorschlägen, welche die Kommission auf Empfehlung des Staatsrat unterbreitet hat (vgl. Art. 11<sup>bis</sup> KlimG), sowie aus dem Vorschlag zur Änderung von Artikel 4 Abs. 1 und 1<sup>bis</sup> NatG.

**Der Staatsrat schliesst sich diesem Änderungsantrag an.**

### **Art. 48 Abs. 3**

<sup>3</sup> Dem Kreditentwurf werden das Mehrjahresprogramm für die Umsetzung der Massnahmen und die kantonalen Biodiversitätsstrategie nach Artikel 4 beigefügt.

Dieser Vorschlag ergibt sich auch aus der Annahme der oben diskutierten Vorschlägen, welche die Kommission auf Empfehlung des Staatsrat unterbreitet hat (vgl. Art. 11<sup>bis</sup> KlimG), sowie aus dem Vorschlag zur Änderung von Artikel 4 Abs. 1 und 1<sup>bis</sup> NatG.

**Der Staatsrat schliesst sich diesem Änderungsantrag an.**

## **Nebenänderungen: Energiegesetz (EnGe)**

### **Art. 11 Abs. 3**

<sup>3</sup> Die für Neubauten und neue Anlagen erforderlichen Massnahmen sind auch auf bestehende Bauten und Anlagen anwendbar, die umgebaut oder renoviert werden oder eine bedeutende und bewilligungspflichtige Nutzungsänderung erfahren. Artikel 11b Abs. 3 bleibt vorbehalten.

Die Kommission schlägt vor, Artikel 11 Abs. 3 EnGe anzupassen und eine Ausnahme in Artikel 11b Abs. 3 EnGe vorzubehalten (siehe unten).

Aus Sicht der Staatsrats wirkt diese Änderung dem Wunsch nach mehr Photovoltaikanlagen und Wärmeinstallationen auch bei sanierungsbedürftigen Gebäuden entgegen. Die in der Kommission angenommene Ausnahme würde Umbauten, Renovierungen oder Nutzungsänderungen von der Pflicht ausnehmen, den Strombedarf aus einer erneuerbaren Quelle zu decken und Photovoltaik- und Solarwärmeanlagen auf geeigneten Dächern und/oder Fassaden zu installieren.

**Der Staatsrat lehnt diese Änderung ab.**

---

### **Art. 11b Abs. 3**

<sup>3</sup> Neubauten müssen so ausgerüstet werden, dass der Strombedarf teilweise durch erneuerbare Energien gedeckt wird. Auf geeigneten Dächern und Fassaden wird eine Photovoltaikanlage oder eine thermische Solaranlage installiert. Der Staatsrat regelt die Ausnahmen, namentlich wenn die Anlage nicht ans Netz angeschlossen werden kann.

Die Kommission schlägt vor, Artikel 11b Abs. 3 dahingehend zu ändern, dass Dächer und/oder Fassaden von Neubauten, auf denen eine Installation möglich ist, mit einer Photovoltaikanlage oder einer thermischen Solaranlage ausgestattet werden müssen. Der Staatsrat soll die Ausnahmen regeln, namentlich wenn die Anlage nicht ans Netz angeschlossen werden kann.

Es bestehen Zweifel über den Beitrag, den dieser Vorschlag leisten kann, ohne jedoch seine tatsächlichen Auswirkungen zu kennen. Je mehr man ins Detail geht, desto mehr könnten bestehende Mechanismen angetastet werden.

**Der Staatsrat lehnt diese Änderung ab. Sollte die Änderung vom Plenum angenommen werden, schlägt der Staatsrat folgende technische Änderung vor:**

<sup>3</sup> Neubauten müssen so ausgerüstet werden, dass der Strombedarf teilweise durch erneuerbare Energien gedeckt wird, in der Hauptsache über die Installation einer Photovoltaikanlage auf Dächern und/oder Fassaden, auf denen dies möglich ist.

#### **Titel und Präambel Präambel**

*Betrifft nur den franz. Text.*

Korrektur des französischen Titels des Gesetzes. Es handelt sich um einen Schreibfehler, der korrigiert werden muss.

**Der Staatsrat schliesst sich diesem Änderungsantrag an.**

## **3 Auswirkungen des *Projet bis***

---

### **Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden**

Die konkrete Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden in Bezug auf die Umsetzung der vorgeschlagenen Zielsetzung ist Teil des geltenden und künftigen gesetzlichen Rahmens. Bereits nach geltendem Recht liegen einige der betroffenen Bereiche in der gemeinsamen Zuständigkeit von Kanton und Gemeinden (Raumplanung, Energie, Mobilität, usw.). Der Entwurf der Kommission führt daher, wie der vom Staatsrat vorgeschlagene Entwurf, zu keinen Änderungen in der Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden.

Der Entwurf der Kommission behält die vom Staatsrat vorgeschlagene Verpflichtung zur kommunalen Klimaplanung bei, weitet sie jedoch auf alle Gemeinden aus. Laut Artikel 15 Abs. 2 des Entwurfs des Staatsrats sind rund 60 Gemeinden verpflichtet, eine kommunale Klimaplanung zu erstellen. Der Staat sah indes gleichzeitig vor, alle Gemeinden, für die er keine Pflicht vorsah, zu ermutigen, dies ebenfalls zu tun. Mit dem *Projet bis* müssen alle Gemeinden eine Klimaplanung erstellen, und sie werden ermutigt, zu diesem Zweck zusammenzuarbeiten.

### **Finanzielle Auswirkungen**

Zunächst scheint es kompliziert, die möglichen finanziellen Auswirkungen abzuschätzen, wenn der rechtlich nicht definierte Grundsatz der Klimagerechtigkeit hinzugefügt wird. Der Staatsrat erinnert daran, dass er sich gegen die Einführung dieses Grundsatzes ausspricht, schliesst jedoch nicht aus, dass auf der Grundlage dieses neuen Buchstabens in Artikel 1 Abs. 2 Subventionsgesuche gestellt oder Ansprüche in einem Gerichtsverfahren geltend

---

gemacht werden können, wie das derzeit laufende Verfahren der KlimaSeniorinnen für das Klima beim Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte zeigt.

Bei der von der Kommission vorgeschlagenen Unterstützung der Umsetzung des Grundsatzes der Suffizienz (Art. 2 Abs. 2<sup>bis</sup>) als allgemeines Prinzip und wie in der Analyse erwähnt, geht es vor allem um Massnahmen, die auf eine sparsame und effiziente Nutzung von Ressourcen abzielen. Massnahmen zur Reduzierung von Treibhausgasemissionen, die zum Pfeiler «Verminderung» des kantonalen Klimaplanes gehören, können ebenfalls in diese Kategorie fallen. Schliesslich setzen auch andere Massnahmen wie Sensibilisierungskampagnen, wie die derzeit vom Staat durchgeführte OFF-Kampagne, dieses Prinzip um. Die finanziellen Auswirkungen der oben genannten Massnahmen sind bekannt und beziffert: Es sei namentlich auf die 9,925 Millionen Franken für den Pfeiler «Verminderung» des kantonalen Klimaplanes für 2021–2026, die im Rahmen des Verpflichtungskredits geschätzt wurden, hingewiesen. Der Staatsrat kann nicht ausschliessen, dass in Zukunft weitere Massnahmen ergriffen werden, die unter den allgemeinen Grundsatz der Suffizienz fallen. Diese würden dann nach dem Ad-hoc-Voranschlagsverfahren in den Voranschlag oder im Rahmen eines neuen Antrags auf einen Verpflichtungskredit nach dem Verfahren, der in Artikel 16 des Entwurfs des Staatsrats für die Massnahmen des kantonalen Klimaplanes vorgesehen ist, aufgenommen.

Was das Ziel der Netto-Null-Emissionen für die kantonale Verwaltung (Art. 2<sup>bis</sup>) betrifft, so setzt der Staat, wie schon erwähnt, in verschiedenen Bereichen bereits Massnahmen um, die in die Richtung der Reduzierung von Treibhausgasemissionen gehen. Die Frage, ob mit den derzeit getätigten Investitionen ehrgeizigere Ziele als die des Entwurfs des Staatsrats erreicht werden können, lässt sich hingegen nicht leicht beantworten. Die CO<sub>2</sub>-Bilanz der Kantonsverwaltung hängt nämlich auch von Faktoren ab, die ausserhalb der Einflussmöglichkeiten des Staats liegen (z. B. Umstellung auf erneuerbare Energiequellen für die Stromversorgung). Es kann jedoch davon ausgegangen werden, dass nennenswerte Investitionen erforderlich sein werden, insbesondere in den Bereichen Energieverbrauch (Sanierung des Gebäudebestands) und berufliche Mobilität (Erneuerung des Fuhrparks, Ausbau der Ladeinfrastruktur). Auch müsste, um die finanziellen Auswirkungen dieser Investitionen zu verorten, bestimmt werden, ob sie sich aus dem *Projet bis* ergeben oder ob sie auch unabhängig davon in den verschiedenen genannten Bereichen getätigt worden wären.

Diese Investitionen müssen nach Massgabe der budgetären Möglichkeiten des Staats getätigt werden. Aus diesen Gründen strebt der Staatsrat zwar die CO<sub>2</sub>-Neutralität bis 2050 an, wie es in seinem Entwurf vorgesehen war, und setzt alles daran, dieses Ziel so schnell wie möglich zu erreichen, hält es aber nicht für angebracht und unrealistisch, für seine Verwaltung bezüglich Fristen ehrgeizigere Reduktionsziele zu setzen. Was die zu investierenden Ressourcen betrifft, so wird das Ziel der CO<sub>2</sub>-Neutralität bis 2050 es ermöglichen, das Erreichen der Zwischenziele, das stark von staatsexternen Faktoren abhängt (internationale öffentliche Politiken, Politik des Bundes, der Gemeinden, aber auch Bemühungen von Privatpersonen), regelmässig zu überprüfen und gegebenenfalls zusätzliche Massnahmen zu ergreifen. Dieses iterative Vorgehen, zu dem es keine Alternative gibt, ermöglicht es zwar nicht, die Kosten der Klimaneutralität für die Verwaltung im Voraus zu beziffern, aber es ermöglicht eine optimale Ressourcenallokation für die Zielerreichung. Gleichzeitig zielt eine der Massnahmen des kantonalen Klimaplanes darauf ab, für jeden Sektor (Mobilität, Gebäude usw.) Zwischenziele und Ziele bis 2050 für die Reduzierung der Treibhausgasemissionen festzulegen. Die Festlegung dieser Ziele wird mit Massnahmen verknüpft, deren Umsetzungskosten geschätzt werden können. Ein erstes Beispiel dafür ist der Betrag von geschätzten 430 Millionen Franken für die schrittweise Sanierung von 46 vordringlichen Gebäuden des staatlichen Immobilienbestands über einen Zeitraum von 15 Jahren, wobei die Finanzierung gestaffelt werden soll.

Was die auf alle Gemeinden ausgedehnte Verpflichtung zur Erstellung einer Klimaplanung betrifft, so ist die Unterstützung von Gemeinden mit weniger als 1500 Einwohnerinnen und Einwohnern bereits im Entwurf des Staatsrats vorgesehen – wenn auch auf freiwilliger Basis und im Rahmen der budgetären Möglichkeiten des Staats, wie in der Botschaft zum Gesetzesentwurf erläutert. Es ist schwierig, die finanziellen und organisatorischen Auswirkungen der Ausarbeitung einer Klimaplanung für die Gemeinden genau vorherzusagen, da sie je nach Bedarf und Grösse der einzelnen Gemeinden unterschiedlich ausfallen werden. Es wird jedoch geschätzt, dass die Kosten für die Ausarbeitung der kommunalen Klimapläne in Abhängigkeit von der Gemeindegrösse zwischen 30 000 und 150 000 Franken betragen dürften. Die Modalitäten für die Gewährung dieser Unterstützung werden in den



---

Ausführungsbestimmungen festgelegt werden und könnten beispielsweise auf einem Verteilschlüssel zwischen den Gemeinden mit unterschiedlichen Beitragssätzen je nach Grösse der Gemeinden basieren. Die Kosten für die Ausarbeitung eines Klimaplanes für die Gemeinden mit einer Bevölkerung von weniger als 1500 Personen, die von der erweiterten Verpflichtung des *Projet bis* betroffen sind, werden im unteren Bereich der geschätzten Bandbreite liegen. Wenn die zivilrechtliche Bevölkerung im Jahr 2021 als Grundlage dient, wären 68 kleine Gemeinden von der Ausweitung der Pflicht betroffen. Wird von der Annahme, dass der Subventionssatz für die Erstellung einer Klimastrategie der Gemeinde 40 % beträgt und Kosten von 30 000 Franken berücksichtigt werden, ausgeht, würde dies auf Kosten für den Staat in Höhe von 816 000 Franken hinauslaufen. Im Entwurf des Staatsrats war bereits vorgesehen, Gemeinden finanziell zu unterstützen, die einen kommunalen Klimaplan erstellen müssen, sowie Gemeinden mit weniger als 1500 Einwohnerinnen und Einwohnern, die sich freiwillig für die Erstellung eines solchen Plans entscheiden. Es ist davon auszugehen, dass sich nur ein Teil der Gemeinden mit weniger als 1500 Einwohnerinnen und Einwohnern für die Erstellung einer kommunalen Klimastrategie entscheidet, wenn keine Pflicht besteht. Somit wird die vom Staatsrat unterstützte Variante weniger kosten als die Variante der Kommission.

Die Kosten für die Umsetzung der geplanten Massnahmen auf Gemeindeebene hängen davon ab, wie ambitioniert die einzelnen Gemeinden sind und ob sie kostengünstig in die bestehenden sektoriellen Politiken integriert werden können. Entsprechend ist es auch nicht möglich, die Kosten für die Umsetzung auf Gemeindeebene zu schätzen. An dieser Stelle sei daran erinnert, dass die Unterstützung der Gemeinden bei der Umsetzung der Massnahmen im Rahmen der Massnahmen des kantonalen Klimaplanes vorgesehen ist, die durch den vom Grossen Rat bewilligten Verpflichtungskredit abgedeckt sind, und dass dieser Kredit nach dem in Artikel 16 des Gesetzesentwurfs vorgesehenen Verfahren periodisch erneuert wird.

Was schliesslich die Errichtung eines dedizierten Klimafonds anstelle der Nutzung des Infrastrukturfonds für Klimaprojekte betrifft und wie in Kapitel II dargelegt, ist der Staatsrat der Ansicht, dass eine Ausweitung der Subventionierung zu mehr Ausgaben in einem höheren Tempo führen wird. Die zur Verfügung stehenden Mittel würden faktisch schneller verbraucht werden. Der Staatsrat lehnt aus den in Kapitel II erläuterten Gründen die Schaffung eines Klimafonds ab.

## **4 Übereinstimmung mit dem Recht und den Grundsätzen, die das öffentliche Rechnungswesen regeln**

---

Das *Projet bis* ändert nichts an der Übereinstimmung des Entwurfs mit dem Bundesrecht.

Die Schaffung eines Rahmengesetzes zum Klima fällt vollkommen in die Kompetenzen, die das Bundesrecht den Kantonen zuweist, und beruht hauptsächlich auf den Vollzugs- und Organisationskompetenzen, die ihnen durch das Bundesrecht übertragen werden.

Die gesetzten Ziele sind uneingeschränkt Teil der Vision, die der Bund in seiner Klimapolitik definiert hat, und stehen im Einklang mit den bundesweiten und internationalen Zielen.

Die Errichtung eines Klimafonds erhält zwar mit den Änderungsvorschlägen der Kommission eine formalrechtliche Grundlage, und der Zweck des Fonds, die Art der Speisung sowie die Möglichkeiten der Verwendung der Mittel sind in entsprechenden Artikeln festgelegt, doch liefe der Fonds, wie er im Entwurf der Kommission vorgesehen ist, nach Einschätzung des Staatsrats mehreren Grundsätzen, die das öffentliche Rechnungswesen regeln, zuwider (siehe Kapitel II, namentlich Kommentar zu Art. 16<sup>bis</sup>).

Der Fonds entspricht weder einer Spezialfinanzierung nach Artikel 16 FHG, die sich aus zweckgebundenen Einnahmen für die Erfüllung einer bestimmten öffentlichen Aufgabe ergeben, noch einer Vorfinanzierung im Sinne von Artikel 28a FHG. Wie bereits erwähnt, scheint der Fonds laut Vorschlag der Kommission zeitlich unbeschränkt zu sein, sowohl zur Finanzierung von Investitionsausgaben als auch von Betriebskosten zu dienen und eine Reihe von

---

klimarelevanten öffentlichen Politiken abzudecken, jedoch ohne klare Abgrenzung. Weiter wird das Verursacherprinzip bei der Erhebung spezifischer Einnahmen für die Speisung des Fonds nicht eingehalten.

Aufgrund dieser Elemente und unter Berücksichtigung der aktuellen gesetzlichen Grundlagen sowie der Grundsätze des öffentlichen Rechnungswesens ist der Staatsrat der Ansicht, dass die im Rahmen des Gesetzesentwurfs umzusetzenden Massnahmen in erster Linie über den Staatshaushalt mit dem oben erwähnten Verpflichtungskredit finanziert werden müssen, während grössere Investitionsmassnahmen nötigenfalls aus den bereits verfügbaren Mitteln des Infrastrukturfonds finanziert werden können.

## 5 Erreichung der Ziele des Entwurfs zum Klimagesetz

---

Dieser letzte Teil des Berichts zielt darauf ab, Punkt 2 des Antrags, der diesem Bericht zugrunde liegt, zu beantworten.

Der Entwurf des Klimagesetzes ist ein Rahmengesetz, das die allgemeinen Grundsätze und Grundzüge für eine kohärente Behandlung der klimatischen Herausforderungen durch den Staatsrat festlegt. Bei der Festlegung der Massnahmen zur Erreichung der Gesetzesziele stützt sich der Staatsrat insbesondere auf die Klimastrategien des Bundesrats (Energiestrategie 2050 – Langfristige Klimastrategie der Schweiz), das Bundesgesetz über die Verminderung von Treibhausgasemissionen (CO<sub>2</sub>-Gesetz) sowie die kantonale Klimastrategie, die in seinem kantonalen Klimaplan zum Ausdruck kommt. Darüber hinaus tragen die sektoriellen und sektorenübergreifenden Politiken des Kantons, insbesondere die Energiestrategie, die Strategie Nachhaltige Entwicklung, das Gebäudeprogramm, das Mobilitätsgesetz und die Strategie für Strukturverbesserungen in der Landwirtschaft, wesentlich zur Erreichung der Ziele bei. Es sei auch daran erinnert, dass der ökologische Wandel einer der drei Schwerpunkte des Regierungsprogramms 2022–2026 ist.

Diese verschiedenen Instrumente liefern die wichtigsten Hebel und zeichnen die Konturen der konkreten Massnahmen vor. Bei der Umsetzung der Klimamassnahmen stützt sich der Staatsrat in erster Linie auf seinen kantonalen Klimaplan. Dieser bietet eine sektorenübergreifende und agile Antwort auf komplexe klimatische Herausforderungen. Er wird ab 2027 alle fünf Jahre überarbeitet und präzisiert auf evolutive Weise die Leitlinien für die Umsetzung der kantonalen Klimastrategie. Diese unterstützt die bestehenden sektoriellen Politiken, indem sie sie stärkt. Auf diese Weise werden die Massnahmen bei jeder Aktualisierung des kantonalen Klimaplans an die Fortschritte, die wissenschaftlichen Erkenntnisse und den neusten technologischen Stand angepasst. Der Entwurf des Klimagesetzes bietet einen rechtlichen Rahmen, der eine agile Entwicklung der Massnahmen unter Berücksichtigung des aktualisierten Anpassungsbedarfs und der kantonalen CO<sub>2</sub>-Bilanzen erleichtert.

In Artikel 2 des Gesetzes werden drei Arten von Zielen, die sich aus dem Übereinkommen von Paris ergeben, langfristig verankert. Es sind dies die Verminderungs-, Anpassungs- und Sequestrierungsziele. Um diese Ziele zu erreichen, verlangt Artikel 3, dass die Massnahmen auf koordinierte Weise ergriffen werden und dass sie wirtschaftlich effizient, sozial gerecht und umweltfreundlich sind. Um dies zu erreichen, können die zu ergreifenden Massnahmen wie folgt skizziert werden:

Erstens zielt das Klimaschutzziel darauf ab, die Treibhausgasemissionen des Kantons schrittweise zu reduzieren, um bis 2050 das Ziel der Netto-Null-Emissionen zu erreichen, mit quantifizierten Zwischenzielen für die einzelnen Sektoren (Art. 2 Abs. 1, 1<sup>bis</sup>, 2, 2<sup>bis</sup> sowie Art. 2<sup>bis</sup> Abs. 2). Bei der Festlegung der Sachziele will sich der Staatsrat auf die quantifizierten Ziele der langfristigen Klimastrategie der Schweiz stützen. Gemäss den nationalen Sachzielen sollen die Bereiche Verkehr und Gebäude ab 2050 grundsätzlich keine Treibhausgase mehr ausstossen. Die Emissionen der Industrie sollen mindestens 90 % und die der landwirtschaftlichen Produktion mindestens 40 % unter dem Niveau von 1990 liegen. Der Staatsrat beabsichtigt, diese Ziele und Absenkpfade entsprechend den kantonspezifischen Kapazitäten und Möglichkeiten und den nachfolgenden Kohlenstoffbilanzen für das Kantonsgebiet zu verfeinern. So ist im Rahmen der Umsetzung der Massnahme T.1.1 des kantonalen Klimaplans

---

«Festlegung von Emissionsreduktionszielen für jeden Sektor» eine Studie über das Potenzial der Emissionsreduktionen für die verschiedenen Bereiche im Gang.

Konkret bestehen die aktuellen Hebel und Handlungsfelder des kantonalen Klimaplanes in der Umsetzung von Unterstützungs- und Impulsmassnahmen in den sektoriellen und sektorenübergreifenden Politiken, die bereits auf die Erreichung der Klimaschutzziele hinarbeiten.

Generell stellt der Staatsrat fest, dass die Verbesserung der Situation in Bezug auf die Treibhausgasemissionen einerseits von der kantonalen sektoriellen Politik und den Massnahmen im Rahmen des kantonalen Klimaplanes, andererseits aber auch und in weitaus grösserem Mass von exogenen Faktoren abhängt, mit Auswirkungen, die für den Kanton nicht voraussehbar sind (internationale wirtschaftliche und politische Lage, internationale Politik, Klimapolitik des Bundes, Massnahmen der Gemeinden, Bemühungen privater Akteure usw.). Es ist es heute unmöglich, einen Katalog der kantonalen Massnahmen zu erstellen, mit denen die kantonalen Ziele, die im Gesetzesentwurf enthalten sind und für die im Übrigen Zwischentappen festgelegt werden müssen, innerhalb der vorgegebenen Fristen erreicht werden können. Gleichzeitig ist es unerlässlich, agile Instrumente vorzusehen, mit denen zusätzliche und/oder andere Massnahmen in Betracht gezogen werden können, die schrittweise zu beziffern sind, um die Instrumente der kantonalen Klimapolitik regelmässig anzupassen, wenn die erzielten Resultate unzureichend sind, und um diese Unzulänglichkeiten im Rahmen der Möglichkeiten des Kantons zu beheben.

Zweitens zielt das Ziel der Anpassung an den Klimawandel (Art. 2 Abs. 3) darauf ab, Schäden durch den Klimawandel zu verhindern und zu bewältigen, insbesondere im Zusammenhang mit Trockenperioden, Hitzewellen und Unwettern. Um dieses Ziel zu erreichen, stützt sich der Staatsrat auf die Strategie zur Anpassung an den Klimawandel, die der Bundesrat 2012 verabschiedet hat. Die Klimaszenarien und die hydrologischen Szenarien dienen als Grundlage für die Identifizierung von Risiken und Chancen für den Kanton in verschiedenen Bereichen (Landwirtschaft und Tiergesundheit, Raumplanung, Biodiversität, Naturgefahren, Energie, Wald, Wasserbewirtschaftung, Infrastruktur und Gebäude, menschliche Gesundheit, Tourismus). Die im Rahmen des kantonalen Klimaplanes eingeführten Massnahmen, die die bestehenden sektoriellen Politiken unterstützen, begleiten diese Bereiche, um ihre Resilienz zu fördern. Für die Überwachung der Umsetzung der kantonalen Politik zur Anpassung an den Klimawandel wird sich der Staatsrat auf klimatische und hydrologische Verlaufsindikatoren stützen.

Drittens und abschliessend: Das Ziel der Sequestrierung (Art. 2 Abs. 4) zielt auf die Optimierung der Absorptions- und Lagerungskapazität für CO<sub>2</sub> des Kantons ab. Dieses Ziel ist angesichts der Definition der Klimaneutralität nötig. Man unterscheidet zwischen der natürlichen Speicherung, die die Speicherkapazität natürlicher Senken (Böden, Wälder, Sümpfe) erhöht, der Abscheidung von CO<sub>2</sub> aus grossen Emittenten (z. B. Müllverbrennungsanlagen) und der langfristigen Speicherung des abgeschiedenen CO<sub>2</sub> in geologischen Strukturen.

Die wichtigsten Handlungshebel für den Kanton sind die Stärkung der Speicherkapazität der Böden und Wälder, die Aufwertung der Ressource Holz, insbesondere im Baubereich, sowie die Unterstützung der Forschung. Der Staatsrat betrachtet die technologischen Entwicklungen bei der CO<sub>2</sub>-Abscheidung und -Speicherung und die Pilotprojekte mit Interesse.

Gestützt auf die vorstehenden Ausführungen ist der Staatsrat der Ansicht, dass er die im Antrag aufgeworfenen Punkte mit dem vorliegenden Bericht beantwortet hat.

## Annexe

GRAND CONSEIL

2022-DAEC-177

Projet de loi :  
Loi sur le climat (LClim)

*Propositions de la commission ordinaire CO-2022-015*

*Présidence* : Susanne Aebischer

*Membres* : Eric Barras, Alexandre Berset, Jean-Daniel Chardonnens, Christian Clément, Bruno Clément, Charly Cotting, Antoinette de Weck, Marie Levrat, Brice Repond, Simon Zurich

### Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de loi.

### Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :

#### **I. Acte principal**

*Art. 1 al. 2 lettres d et e*

<sup>[2]</sup> Elle vise à:]

- d) rendre les flux financiers compatibles avec un développement à faibles émissions de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques: ainsi qu'avec la promotion de la biodiversité;
- e) promouvoir la biodiversité et préserver les écosystèmes;

*Art. 1 al. 2 lettre f*

<sup>[2]</sup> Elle vise à:]

- f) veiller à la justice climatique, notamment en appliquant les principes d'équité sociale et intergénérationnelle dans la mise en œuvre de la politique climatique cantonale.

**A1**

## Anhang

GROSSER RAT

2022-DAEC-177

Gesetzesentwurf: Klimagesetz (KlimG)

*Antrag der ordentlichen Kommission OK-2022-015*

*Präsidium*: Susanne Aebischer

*Mitglieder*: Eric Barras, Alexandre Berset, Jean-Daniel Chardonnens, Christian Clément, Bruno Clément, Charly Cotting, Antoinette de Weck, Marie Levrat, Brice Repond, Simon Zurich

### Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.

### Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:

#### **I. Haupterlass**

*Art. 1 Abs. 2 Bst. d und e*

<sup>[2]</sup> Es hat zum Ziel:]

- d) die Finanzströme mit einer treibhausgasarmen und klimaneutralen Entwicklung und mit der Förderung der Biodiversität in Einklang zu bringen;
- e) die Biodiversität zu fördern und die Ökosysteme zu schützen;

*Art. 1 Abs. 2 Bst. f*

<sup>[2]</sup> Es hat zum Ziel:]

- f) für Klimagerechtigkeit zu sorgen, indem bei der Umsetzung der kantonalen Klimapolitik namentlich die Grundsätze der sozialen und generationenübergreifenden Gerechtigkeit angewendet werden.

**A2**

**Art. 2 al. 1<sup>bis</sup>**

<sup>1bis</sup> A cette fin, le Conseil d'Etat définit la trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre, les étapes nécessaires à la réalisation des mesures ainsi que les objectifs dans les secteurs suivants : notamment transport, bâtiments, industrie et agriculture.

**Art. 2 al. 2**

<sup>2</sup> Ils prennent des mesures visant à réduire autant que possible les émissions indirectes du canton et la délocalisation des émissions de gaz à effet de serre.

**Art. 2 al. 2<sup>bis</sup>**

<sup>2bis</sup> L'Etat et les communes promeuvent et soutiennent activement la mise en œuvre du principe de sobriété dans l'usage des ressources naturelles ainsi que dans leur consommation. Ils encouragent et soutiennent également la mise en œuvre du principe de sobriété auprès des entreprises et des ménages.

**Art. 2 al. 4<sup>s</sup>**

<sup>4</sup> L'Etat et les communes renforcent leurs compétences en matière de technologies d'émissions négatives (NET) et s'engagent à conserver, gérer et renforcer la capacité d'absorption et de stockage des puits de carbone naturels et artificiels à long terme.

**Art. 2<sup>bis</sup>**

Objectifs climatiques pour l'administration cantonale

<sup>1</sup> Dans l'ensemble de son activité, l'administration cantonale tient compte d'une manière exemplaire des buts et objectifs de la présente loi.

<sup>2</sup> Elle s'engage à atteindre l'objectif de zéro émission directe nette et à réduire fortement ses émissions indirectes d'ici 2040.

**Art. 2 Abs. 1<sup>bis</sup>**

**A3** <sup>1bis</sup> Dazu legt der Staatsrat den Kurs der Reduktion der Treibhausgasemissionen, die nötigen Etappen bei der Umsetzung der Massnahmen und die Ziele in folgenden Bereichen fest: namentlich Verkehr, Gebäude, Industrie und Landwirtschaft.

**Art. 2 Abs. 2**

**A4** <sup>2</sup> Sie ergreifen Massnahmen, um die indirekten Emissionen des Kantons und die Auslagerung von Treibhausgasemissionen so weit wie möglich zu reduzieren.

**Art. 2 Abs. 2<sup>bis</sup>**

**A5** <sup>2bis</sup> Der Staat und die Gemeinden fördern und unterstützen die Umsetzung des Grundsatzes der Suffizienz beim Verbrauch natürlicher Ressourcen aktiv. Sie fördern und unterstützen ebenfalls die Umsetzung des Grundsatzes der Suffizienz bei den Unternehmen und den Haushalten.

**Art. 2 Abs. 4**

**A6** <sup>4</sup> Der Staat und die Gemeinden bauen ihre Kompetenzen im Bereich der Negativemissionstechnologien (NET) aus und verpflichten sich, die Absorptions- und Lagerungskapazität natürlicher und künstlicher Kohlenstoffsenken langfristig zu erhalten, zu verwalten und zu verstärken.

**Art. 2<sup>bis</sup>**

**A7** Klimaziele für die Kantonsverwaltung

<sup>1</sup> Die Kantonsverwaltung berücksichtigt in ihrer ganzen Tätigkeit vorbildhaft die Zwecke und Ziele dieses Gesetzes.

<sup>2</sup> Sie verpflichtet sich, bis 2040 das Ziel der Netto-Null-Emissionen zu erreichen und ihre indirekten Emissionen drastisch zu reduzieren.

### Art. 3 al. 1

<sup>1</sup> Pour atteindre les objectifs de réduction, d'adaptation et de renforcement de la capacité d'absorption des puits de carbone naturels et artificiels prévus à l'article 2, l'Etat et les communes prennent des mesures fondées sur:

- a) — la présente loi;
- b) — la loi fédérale sur le CO<sub>2</sub>;
- c) — la loi fédérale sur l'énergie;
- d) — la loi cantonale sur l'énergie;
- e) — d'autres actes, notamment ceux qui régissent les domaines de l'environnement, de la protection de la nature et de la biodiversité, des déchets, des eaux, de l'agriculture, de l'économie forestière et de l'industrie du bois, de l'aménagement du territoire, de la mobilité, de la santé, du secteur financier et du développement durable.

<sup>1</sup> Pour atteindre les objectifs de réduction, d'adaptation et de renforcement de la capacité d'absorption des puits de carbone naturels et artificiels prévus à l'article 2, l'Etat et les communes prennent des mesures fondées sur la présente loi ainsi que sur les actes qui régissent notamment les domaines de l'environnement, de l'énergie, de la protection de la nature et de la biodiversité, du paysage, des déchets, des eaux, de l'agriculture, de l'économie forestière et de l'industrie du bois, de l'aménagement du territoire et des constructions, de la mobilité, de la santé, du secteur financier, et du développement durable.

### Art. 5 al. 1

<sup>1</sup> L'Etat et les communes, dans leurs domaines de compétences, [soutiennent] l'éducation, la formation, la recherche, le conseil, la sensibilisation, la participation du public et l'accès de la population à l'information dans le domaine des changements climatiques

### Art. 5 al. 1

<sup>1</sup> L'Etat et les communes [...] ~~veillent à soutenir~~ soutiennent l'éducation, la formation, la recherche le conseil, la sensibilisation, la participation du public et l'accès de la population à l'information dans le domaine des changements climatiques.

### Art. 6 al. 1

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat définit sa stratégie climatique et son plan d'action dans le Plan Climat cantonal (PCC). Le Plan Climat cantonal est coordonné à la stratégie cantonale biodiversité.

### Art. 3 Abs. 1

**A8**

<sup>1</sup> Um die Ziele bei der Reduktion, der Anpassung und der Verstärkung der Absorptionskapazität natürlicher und künstlicher Kohlenstoffsinken nach Artikel 2 zu erreichen, ergreifen der Staat und die Gemeinden Massnahmen, die sich auf die folgenden Erlasse stützen:

- a) — dieses Gesetz;
- b) — das CO<sub>2</sub>-Gesetz des Bundes;
- c) — das Energiegesetz des Bundes;
- d) — das kantonale Energiegesetz;
- e) — weitere Erlasse, insbesondere diejenigen, welche die Bereiche Umwelt, Naturschutz und Biodiversität, Abfall, Wasser, Landwirtschaft, Waldwirtschaft und Holzindustrie, Raumplanung, Mobilität, Gesundheit, Finanzsektor und nachhaltige Entwicklung regeln.

<sup>1</sup> Um die Ziele bei der Reduktion, der Anpassung und der Verstärkung der Absorptionskapazität natürlicher und künstlicher Kohlenstoffsinken nach Artikel 2 zu erreichen, ergreifen der Staat und die Gemeinden Massnahmen, die sich auf dieses Gesetz und auf Erlasse stützen, in denen namentlich die Bereiche Umwelt, Energie, Schutz der Natur und der Biodiversität, Landschaft, Abfall, Gewässer, Landwirtschaft, Waldwirtschaft und Holzindustrie, Raumplanung und Bau, Mobilität, Gesundheit, Finanzsektor und nachhaltige Entwicklung geregelt werden.

### Art. 5 Abs. 1

**A9**

<sup>1</sup> Der Staat und die Gemeinden [unterstützen] in ihren Zuständigkeitsbereichen Bildung, Ausbildung, Forschung, Beratung, Sensibilisierung, Beteiligung der Öffentlichkeit und Zugang der Bevölkerung zu Informationen im Bereich des Klimawandels.

### Art. 5 Abs. 1

**A10**

<sup>1</sup> Der Staat und die Gemeinden ~~sorgen dafür, dass~~ unterstützen [...] Bildung, Ausbildung, Forschung, Beratung, Sensibilisierung, Beteiligung der Öffentlichkeit und Zugang der Bevölkerung zu Informationen im Bereich des Klimawandels ~~unterstützt werden.~~

### Art. 6 Abs. 1

**A11**

<sup>1</sup> Der Staatsrat definiert seine Klimastrategie und seinen Aktionsplan im kantonalen Klimaplan (KKP). Der KKP wird mit der kantonalen Biodiversitätsstrategie koordiniert.



**Art. 10 al. 3**

<sup>3</sup> Il fait également l'objet d'un suivi régulier et continu des indicateurs propres aux domaines d'émissions de gaz à effet de serre ainsi que de l'efficacité des mesures et des ressources engagées. Les résultats de ce suivi sont publiés annuellement.

**Art. 11<sup>bis</sup>**

Coordination avec la Stratégie cantonale biodiversité

<sup>1</sup> Les mesures prises respectent le principe d'équivalence des intérêts entre les enjeux de biodiversité et de climat et intègrent pour ce faire des critères de durabilité.

<sup>2</sup> Les mesures offrant des co-bénéfices sont renforcées, des solutions durables et coordonnées sont apportées lorsque des mesures sont susceptibles d'entrer en concurrence.

**Art. 12 al. 1 let. c**

[<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat a les attributions suivantes:]

c) il répartit les tâches entre les organes de l'Etat et assure l'organisation transversale de l'élaboration, ~~et~~ de la mise en œuvre et de l'évaluation du Plan Climat cantonal;

**Art. 13 al. 3**

<sup>3</sup> Les Directions et unités administratives compétentes s'assistent mutuellement et participent activement à l'élaboration, ~~et~~ à la mise en œuvre et à l'évaluation du Plan Climat cantonal

**Art. 14 al. 2**

<sup>2</sup> Les membres sont nommés par le Conseil d'Etat; y sont représentés le Grand Conseil, les communes, ainsi que les milieux et organisations intéressés.

**Art. 14 al. 3**

[<sup>3</sup> La Commission:]

a) est consultée sur le Plan Climat cantonal, son évaluation périodique et les projets importants;

**Art. 10 Abs. 3**

**A12**

<sup>3</sup> Anhand des KKP werden auch die spezifischen Indikatoren der Bereiche der Treibhausgasemissionen und die Wirksamkeit der Massnahmen und der Ressourcen regelmässig und laufend überwacht. Die Ergebnisse dieser Nachkontrolle werden jährlich veröffentlicht.

**Art. 11<sup>bis</sup>**

**A13**

Koordination mit der kantonalen Biodiversitätsstrategie

<sup>1</sup> Die getroffenen Massnahmen entsprechen dem Grundsatz, wonach die Interessen der Biodiversität und des Klimas gleichwertig sind, und übernehmen dazu Nachhaltigkeitskriterien.

<sup>2</sup> Massnahmen, die einen sekundären Nutzen bieten, werden verstärkt, nachhaltige und koordinierte Lösungen werden geliefert, wenn Massnahmen möglicherweise miteinander konkurrieren

**Art. 12 Abs. 1 Bst. c**

**A14**

[<sup>1</sup> Der Staatsrat hat folgende Befugnisse:]

c) Er verteilt die Aufgaben unter den staatlichen Organen und stellt die übergreifende Organisation der Ausarbeitung, ~~und~~ der Umsetzung und der Evaluation des KKP sicher;

**Art. 13 Abs. 3**

**A15**

<sup>3</sup> Die zuständigen Direktionen und Verwaltungseinheiten unterstützen sich gegenseitig und beteiligen sich aktiv an der Ausarbeitung, der ~~und~~ Umsetzung und der Evaluation des KKP

**Art. 14 Abs. 2**

**A16**

<sup>2</sup> Die Mitglieder werden vom Staatsrat ernannt. In ihr sind der Grosse Rat, die Gemeinden und die betroffenen Kreise und Organisationen vertreten.

**Art. 14 Abs. 3**

**A17**

[<sup>3</sup> Die Kommission:]

a) wird zum KKP, zu dessen periodischer Evaluation und zu wichtigen Projekten angehört;

**Art. 15 al. 1**

<sup>1</sup> Dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, les communes ~~de plus de 1500 habitants et habitantes~~ définissent, dans un plan communal, les mesures qu'elles entendent mettre en œuvre, en complément des mesures de l'Etat et en coordination avec ces dernières, pour contribuer à atteindre les objectifs de la présente loi et le transmettent à la Direction.

**Art. 15 al. 3**

<sup>3</sup> Les communes ~~peuvent~~ sont encouragées à collaborer entre elles pour accomplir cette tâche.

**Art. 15 al. 4**

<sup>4</sup> L'Etat soutient les communes dans la mise en place de leur politique. A ce titre, les communes peuvent bénéficier, de la part de l'Etat, de conseils techniques et du soutien financier nécessaires, en particulier à l'élaboration ~~d'un~~ de leur plan climat communal.

**Art. 16<sup>bis</sup>**

Fonds pour le climat – but

<sup>1</sup> Il est institué un fonds pour le climat (ci-après : le Fonds).

<sup>2</sup> Le Fonds est destiné à soutenir financièrement les mesures nécessaires à la réalisation des objectifs fixés à l'article 2.

<sup>3</sup> Dans les limites des disponibilités, le Fonds sert en outre à l'octroi de subventions au sens de l'article 17 de la présente loi.

<sup>4</sup> Le Conseil d'Etat règle les modalités de fonctionnement et de gestion du Fonds.

**Art. 15 Abs. 1**

**A18** <sup>1</sup> ~~Innert fünf Jahren nach Inkrafttreten dieses Gesetzes legen~~ die Gemeinden mit mehr als 1500 Einwohnerinnen und Einwohnern in einem Gemeindeplan die Massnahmen fest, die sie zusätzlich zu den staatlichen Massnahmen und koordiniert mit diesen umsetzen wollen, um zur Erreichung der Ziele dieses Gesetzes beizutragen, und übermitteln diesen Plan der Direktion.

**Art. 15 Abs. 3**

**A19** <sup>3</sup> Die Gemeinden ~~können~~ werden ermuntert, bei der Erfüllung dieser Aufgabe zusammenzuarbeiten.

**Art. 15 Abs. 4**

**A20** <sup>4</sup> Der Staat unterstützt die Gemeinden bei der Umsetzung ihrer Politik. Zu diesem Zweck können die Gemeinden vom Staat technische Beratung und die notwendige finanzielle Unterstützung erhalten, insbesondere bei der Erstellung ~~eines ihres kommunalen~~ ihres kommunalen Klimaplanes.

**Art. 16<sup>bis</sup>**

**A21** Klimafonds – Zweck

<sup>1</sup> Es wird ein Klimafonds (der Fonds) geschaffen.

<sup>2</sup> Der Fonds ist dazu bestimmt die nötigen Massnahmen zur Verwirklichung der Ziele nach Artikel 2 finanziell zu unterstützen.

<sup>3</sup> Im Rahmen der verfügbaren Mittel dient der Fonds ausserdem dazu, die Subventionen im Rahmen von Artikel 17 dieses Gesetzes zu gewähren.

<sup>4</sup> Der Staatsrat regelt die Einzelheiten zur Arbeitsweise und zur Verwaltung des Fonds.

### **Art. 16<sup>ter</sup>**

#### Utilisation des montants disponibles

<sup>1</sup> Le Fonds finance, dans les domaines mentionnés à l'article 3 al. 1 et dans les limites des montants disponibles, des mesures permettant :

- a) de réduire les émissions de gaz à effet de serre;
- b) de s'adapter aux effets des changements climatiques;
- c) de renforcer la capacité d'absorption et de stockage des puits de carbone naturels et artificiels;
- d) d'encourager la sobriété, l'innovation, la technologie, l'information et le conseil.

### **Art. 16<sup>quater</sup>**

#### Ressources

<sup>1</sup> Le Fonds est alimenté par :

- a) une dotation initiale d'un montant de 25'000'000 de francs;
- b) un éventuel montant provenant de la part du canton de Fribourg au bénéfice de la Banque nationale suisse;
- c) les subventions remboursées provenant du Fonds;
- d) les intérêts du capital;
- e) les legs et dons consentis en sa faveur;
- f) une éventuelle part d'excédent de financement lors de la clôture des comptes de l'Etat;
- g) des recettes provenant de la Confédération;
- h) toutes les autres ressources qui peuvent lui être affectées.

<sup>2</sup> La compétence pour affecter d'autres montants dans le Fonds suit les règles en matière de compétences financières posées par la législation sur les finances de l'Etat.

<sup>3</sup> Le Conseil d'Etat veille à ce que le Fonds dispose de moyens suffisants pour financer les missions de la politique climatique.

### **Art. 16<sup>ter</sup>**

#### **A22** Utilisation des montants disponibles

<sup>1</sup> Der Fonds finanziert, in den Bereichen nach Artikel 3 Abs. 1 und im Rahmen der verfügbaren Beträge Massnahmen, mit denen folgende Ziele erreicht werden können:

- a) Reduktion der Treibhausgasemissionen;
- b) Anpassung an die Auswirkungen des Klimawandels;
- c) Verstärkung der Absorptions- und Lagerungskapazität natürlicher und künstlicher Kohlenstoffsenken;
- d) Förderung der Suffizienz, der Innovation, der Technologie, der Information und der Beratung.

### **Art. 16<sup>quater</sup>**

#### **A23** Mittel

<sup>1</sup> Der Fonds wird alimentiert durch:

- a) eine Anfangsdotation in der Höhe von 25'000'000 Franken;
- b) einen allfälligen Betrag, der aus dem Anteil des Kantons Freiburg am Gewinn der Schweizerischen Nationalbank stammt;
- c) die zurückgezahlten Subventionen aus dem Fonds;
- d) die Zinsen auf dem Kapital;
- e) Vermächtnisse und Schenkungen zu seinen Gunsten;
- f) einen allfälligen Anteil am Finanzierungsüberschuss beim Abschluss der Staatsrechnung;
- g) Einnahmen, die vom Bund stammen;
- h) alle weiteren Mittel, die im zugeteilt werden können.

<sup>2</sup> Die Zuständigkeit dafür, dem Fonds weitere Mittel zuzuteilen, folgt den Vorschriften über die finanziellen Zuständigkeiten gemäss der Gesetzgebung über den Staatshaushalt.

<sup>3</sup> Der Staatsrat achtet darauf, dass der Fonds über genügend Mittel verfügt, um die Aufgaben der Klimapolitik zu finanzieren.

### Art. 17 al. 1

<sup>1</sup> Une subvention peut être octroyée, sous la forme de contributions non remboursables, de prêts à conditions préférentielles ou de cautionnements, à des communes, des associations de communes ou d'autres personnes morales de droit public ainsi qu'à des personnes physiques ou morales de droit privé pour la réalisation de mesures d'adaptation, d'atténuation, de sobriété et de renforcement de la capacité d'absorption et de stockage des puits de carbone naturels et artificiels.

### Art. 17 al. 2

<sup>2</sup> ~~Dans les limites du crédit d'engagement prévu à l'article 16, les~~ Les demandes de subvention sont traitées dans un ordre de priorité fondé sur les effets attendus du projet au regard des enjeux climatiques (rapport entre le bénéfice climatique et le montant des dépenses occasionnées) et la temporalité du projet, après déduction, le cas échéant, des subventions fédérales et des subventions cantonales prévues par d'autres lois. [...].

### Art. 17 al. 3

<sup>3</sup> L'autorité compétente, en fonction des seuils financiers, peut déroger à titre exceptionnel au taux maximal de subventionnement fixé dans la loi sur les subventions.

## II. Modifications accessoires : loi sur la protection de la nature et du paysage

### Art. 4 al. 1 et 1<sup>bis</sup> (nouveau)

<sup>1</sup> Les grandes lignes de la politique du canton en matière de protection de la nature et du paysage sont définies dans le plan directeur cantonal ainsi que dans la Stratégie cantonale biodiversité; ces planifications définissent les objectifs spécifiques ainsi que les axes stratégiques de l'Etat permettant d'atteindre, respectivement de mettre en œuvre, les objectifs fixés par la présente loi.

<sup>1bis</sup> Dès son adoption par le Conseil d'Etat, la Stratégie cantonale biodiversité a force obligatoire pour les autorités cantonales.

### Art. 5 al. 1 let. a1 (nouvelle)

<sup>1</sup> [Le Conseil d'Etat exerce les attributions suivantes:]  
a1) il adopte la Stratégie cantonale biodiversité ;

### Art. 17 Abs. 1

**A24** <sup>1</sup> Gemeinden, Gemeindeverbänden und weiteren juristischen Personen des öffentlichen Rechts sowie natürlichen oder juristischen Personen des Privatrechts kann eine Subvention in Form von nicht rückzahlbaren Beiträgen, Darlehen zu Sonderkonditionen oder Bürgschaften für die Durchführung von Massnahmen zur Anpassung, Abschwächung, Suffizienz und Verstärkung der Aufnahme- und Lagerungskapazität natürlicher und künstlicher Kohlenstoffsenken gewährt werden.

### Art. 17 Abs. 2

**A25** <sup>2</sup> ~~In den Grenzen des Verpflichtungskredits nach Artikel 16 werden die~~ Die Subventionsgesuche werden nach einer Priorisierung aufgrund der erwarteten Wirkungen des Projekts angesichts der klimatischen Herausforderungen (Verhältnis zwischen dem Klimanutzen und der Höhe der Ausgaben) und der Zeitlichkeit des Projekts behandelt, allenfalls nach Abzug der Subventionen des Bundes und der kantonalen Subventionen aufgrund anderer Gesetze. [...].

### Art. 17 Abs. 3

**A26** <sup>3</sup> ~~Die je nach den finanziellen Schwellenwerten zuständige Behörde kann je nach den finanziellen Schwellenwerten~~ ausnahmsweise vom maximalen Subventionssatz nach SubG abweichen.

## II. Nebenänderungen: Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz (NatG)

### Art. 4 Abs. 1 und 1<sup>bis</sup> (neu)

**A27** <sup>1</sup> Die Schwerpunkte der Politik des Kantons beim Natur- und Landschaftsschutz werden im kantonalen Richtplan und in der kantonalen Biodiversitätsstrategie festgelegt; in diesen Planungen werden die spezifischen Ziele und die strategischen Schwerpunkte des Staates festgelegt, mit denen die Ziele, die in diesem Gesetz festgehalten werden, erreicht oder umgesetzt werden können.

<sup>1bis</sup> Ab der Verabschiedung durch den Staatsrat ist die kantonale Biodiversitätsstrategie für die kantonalen Behörden verbindlich.

### Art. 5 Abs. 1 Bst. a1 (neu)

**A27** <sup>1</sup> [Der Staatsrat hat folgende Befugnisse:]  
a1) Er verabschiedet die kantonale Biodiversitätsstrategie.

### Art. 48 al. 3

<sup>3</sup> Le projet de crédit est accompagné du programme pluriannuel de mise en œuvre et de la Stratégie cantonale biodiversité mentionnés à l'article 4.

## II. Modifications accessoires : loi sur l'énergie (LEn)

### Art. 11 al. 3

<sup>3</sup> Les mesures exigées pour les bâtiments neufs et les nouvelles installations s'appliquent également aux bâtiments et installations existantes qui subissent une transformation, une rénovation ou un changement d'affectation important et soumis à autorisation, à l'exception de l'art. 11b, al. 3 de la présente loi.

### Art. 11b al. 3

<sup>3</sup> Les bâtiments à construire sont équipés de sorte que les besoins d'électricité soient couverts en partie par une source renouvelable. Une installation photovoltaïque ou une installation solaire thermique est mise en place sur les toits et/ou sur les façades adéquats. Le Conseil d'Etat règle les exceptions, notamment lorsque l'installation ne peut pas être raccordée au réseau.

## Titre et Préambule

### Préambule

[...]

Vu les articles 9 et 41 de la loi fédérale du 23 décembre 2011 sur la réduction des émissions de ~~gaz à effet de serre~~ CO<sub>2</sub> (Loi sur le CO<sub>2</sub>);

[...]

## Vote final

Par 10 voix contre 0 et 0 abstention (1 membre a quitté la séance), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

## Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

### Art. 48 Abs. 3

A27

<sup>3</sup> Dem Kreditentwurf werden das Mehrjahresprogramm für die Umsetzung der Massnahmen und die kantonalen Biodiversitätsstrategie nach Artikel 4 beigelegt.

## II. Nebenänderungen: Energiegesetz (EnGe)

### Art. 11 Abs. 3

A28

<sup>3</sup> Die für Neubauten und neue Anlagen erforderlichen Massnahmen sind auch auf bestehende Bauten und Anlagen anwendbar, die umgebaut oder renoviert werden oder eine bedeutende und bewilligungspflichtige Nutzungsänderung erfahren. Artikel 11b Abs 3 bleibt vorbehalten.

### Art. 11b Abs. 3

A28

<sup>3</sup> Neubauten müssen so ausgerüstet werden, dass der Strombedarf teilweise durch erneuerbare Energien gedeckt wird. Auf geeigneten Dächern und Fassaden wird eine Photovoltaikanlage oder eine thermische Solaranlage installiert. Der Staatsrat regelt die Ausnahmen, namentlich wenn die Anlage nicht ans Netz angeschlossen werden kann.

## Titel und Präambel

### Präambel

A29

*Betrifft nur den franz. Text.*

## Schlussabstimmung

Mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (1 Mitglied hat die Sitzung verlassen) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen.

## Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

## Propositions refusées

Les propositions suivantes ont été rejetées par la commission :

### Amendements

#### **I. Modifications principales**

##### **Art. 2 al. 1**

<sup>1</sup> L'Etat et les communes s'engagent à atteindre une réduction d'au moins ~~50 %~~ 60 % des émissions directes du canton par rapport à 1990 d'ici 2030 et zéro émission nette d'ici ~~2050~~ 2040.

##### **Art. 2 al. 2**

<sup>2</sup> Ils prennent des mesures visant à réduire autant que possible les émissions indirectes du canton et la délocalisation des émissions de CO<sub>2</sub>.

##### **Art. 3 al. 1**

~~<sup>1</sup> Pour atteindre les objectifs de réduction, d'adaptation et de renforcement de la capacité d'absorption des puits de carbone naturels et artificiels prévus à l'article 2, l'Etat et les communes prennent des mesures fondées sur:~~

- ~~a) — la présente loi;~~
- ~~b) — la loi fédérale sur le CO<sub>2</sub>;~~
- ~~c) — la loi fédérale sur l'énergie;~~
- ~~d) — la loi cantonale sur l'énergie;~~
- ~~e) — d'autres actes, notamment ceux qui régissent les domaines de l'environnement, de la protection de la nature et de la biodiversité, des déchets, des eaux, de l'agriculture, de l'économie forestière et de l'industrie du bois, de l'aménagement du territoire, de la mobilité, de la santé, du secteur financier et du développement durable.~~

<sup>1</sup> Pour atteindre les objectifs de réduction, d'adaptation et de renforcement de la capacité d'absorption des puits de carbone naturels et artificiels prévus à l'article 2, l'Etat et les communes prennent des mesures fondées sur la présente loi ainsi que sur les actes qui régissent notamment les domaines de l'environnement, de l'énergie, de la protection de la nature et de la biodiversité, des déchets, des eaux, de l'agriculture, de l'économie forestière et de l'industrie du bois, de l'aménagement du territoire et des constructions, de la mobilité, de la santé, du secteur financier, et du développement durable.

## Abgelehnte Anträge

Folgende Anträge wurden von der Kommission verworfen:

### Änderungsanträge

#### **I. Hauptänderungen**

##### **Art. 2 Abs. 1**

**A70** *Antrag in franz. Sprache eingereicht.*

##### **Art. 2 Abs. 2**

**A71** *Antrag in franz. Sprache eingereicht.*

##### **Art. 3 Abs. 1**

**A72** *Antrag in franz. Sprache eingereicht.*



**Art. 3 al. 2, 2<sup>e</sup> phr.**

<sup>2</sup> L'Etat et les communes veillent à ce que les mesures soient prises de manière coordonnée et soient économiquement efficaces, socialement équitables et respectueuses de l'environnement. Celles-ci n'augmentent pas la complexité ni la durée des procédures administratives.

**A73**

**Art. 3 Abs. 2, 2. Satz**

Antrag in franz. Sprache eingereicht.

**Art. 4 al. 2, 1<sup>re</sup> phr.**

<sup>2</sup> Les projets soumis au Conseil d'Etat ~~et qui sont définis dans la réglementation d'exécution~~ font l'objet d'un examen évaluant leur compatibilité avec les enjeux climatiques. [...]

**A74**

**Art. 4 Abs. 2, 1. Satz**

Antrag in franz. Sprache eingereicht.

**Art. 4 al. 2, 3<sup>e</sup> phr.**

<sup>2</sup> [...] En cas d'entrave à la réalisation des objectifs climatiques fixés par la présente loi, des mesures compensatoires sont prévues.

**A75**

**Art. 4 Abs. 2, 3. Satz**

Antrag in franz. Sprache eingereicht.

**Art. 4 al. 3**

<sup>3</sup> L'Etat et les communes prévoient une transition socialement et économique acceptable pour la mise en place de nouvelles règles et des changements de subvention.

**A76**

**Art. 4 Abs. 3**

Antrag in franz. Sprache eingereicht.

**Art. 5 al. 2**

<sup>2</sup> A cet effet, l'Etat crée et anime notamment un forum climatique cantonal qui se tient au moins une fois par année.

**A77**

**Art. 5 Abs. 2**

Antrag in franz. Sprache eingereicht.

**Art. 6 al. 1**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat définit sa stratégie climatique et son plan d'action dans le Plan Climat cantonal (PCC). Le Plan Climat est coordonné à la stratégie cantonale biodiversité.

**A78**

**Art. 6 Abs. 1**

Antrag in franz. Sprache eingereicht.

**Art. 8 al. 1**

<sup>1</sup> Le projet de Plan Climat cantonal ainsi que le rapport établi conformément à l'article 10 al. 2 sont présentés soumis au Grand Conseil, à titre consultatif.

**A79**

**Art. 8 Abs. 1**

Antrag in franz. Sprache eingereicht.

**Art. 10 al. 1**

<sup>1</sup> Un bilan carbone cantonal est établi tous les 5 2,5 ans.

**A80**

**Art. 9 Abs. 1**

Antrag in franz. Sprache eingereicht.

**Art. 10 al. 4 et 5**

<sup>4</sup> Le Conseil d'Etat nomme un groupe de travail dont le rôle est de définir et de détailler un ensemble d'indicateurs recouvrant la totalité des objectifs de cette loi.

<sup>5</sup> Le Conseil d'Etat s'assure que les informations ainsi que les indicateurs de suivi relatifs à l'atteinte des objectifs sont disponibles en temps réel.

**Intitulé de chapitre avant l'article 11<sup>bis</sup>**

2<sup>bis</sup> Stratégie cantonale biodiversité

**Art. 11<sup>bis</sup>**

Contenu

<sup>1</sup> Par rapport aux mesures prises, une pesée des intérêts est faite entre les enjeux de climat et de biodiversité.

<sup>2</sup> La stratégie définit les objectifs spécifiques ainsi que les axes stratégiques d'intervention de l'Etat permettant d'atteindre, respectivement de mettre en œuvre, les objectifs fixés par la présente loi.

<sup>3</sup> Le plan d'action du Conseil d'Etat définit les mesures et les délais de mise en œuvre, les autorités compétentes, ainsi que les ressources permettant d'atteindre les objectifs fixés par la présente loi.

**Art. 14 al. 2**

<sup>2</sup> Les membres sont nommés par le Conseil d'Etat; y sont représentés des député-e-s du Grand Conseil, les communes, ainsi que les milieux et organisations intéressés.

**Art. 14 al. 2**

<sup>2</sup> Les membres sont nommés par le Conseil d'Etat; y sont représentés [...] des expert-e-s en matière d'enjeux climatiques, les communes, ainsi que les milieux et organisations intéressés.

**Art. 14 al. 2**

<sup>2</sup> Les membres sont nommés par le Conseil d'Etat; y sont représentés [...] les communes, ~~ainsi que~~ les milieux et organisations intéressés ainsi que les jeunes citoyennes et citoyens.

**Art. 10 Abs. 4 und 5**

**A81** *Antrag in franz. Sprache eingereicht.*

**Kapitelüberschrift vor Artikel 11<sup>bis</sup>**

**A82** 2<sup>bis</sup> Kantonale Biodiversitätsstrategie

**Art. 11<sup>bis</sup>**

**A82** *Antrag in franz. Sprache eingereicht.*

**Art. 14 Abs. 2**

**A83** *Antrag in franz. Sprache eingereicht.*

**Art. 14 Abs. 2**

**A84** *Antrag in franz. Sprache eingereicht.*

**Art. 14 Abs. 2**

**A85** *Antrag in franz. Sprache eingereicht.*

**Art. 14<sup>bis</sup>**

Assemblées citoyennes pour le climat

<sup>1</sup> Les Assemblées citoyennes pour le climat (ACC) sont des organes consultatifs de l'Etat et /ou des communes.

<sup>2</sup> A la demande d'au minimum 3 % des citoyen-ne-s, la commune / le canton met en place une assemblée citoyenne pour le climat.

<sup>3</sup> Les membres de l'ACC cantonale sont tirés au sort parmi la population résidant dans le canton ou la commune et selon des critères de représentativité fixés (district, genre, âge, niveau de diplôme, catégorie socio-professionnelle).

<sup>4</sup> L'ACC:

- a) est consultée sur le Plan Climat cantonal ou communal, son suivi annuel des résultats, son évaluation périodique et les projets importants;
- b) examine des problèmes généraux ou particuliers relatifs à la politique climatique;
- c) peut soumettre des propositions et donner son avis aux autorités d'exécution.

**Art. 15 al. 3 et 3<sup>bis</sup>**

<sup>3</sup> Les communes de plus de 1500 habitants et habitantes peuvent collaborer entre elles pour accomplir cette tâche.

<sup>3bis</sup> Pour accomplir cette tâche, les communes de moins de 1500 habitants et habitantes doivent collaborer entre elles en atteignant au minimum le seuil de 1500 habitants et habitantes.

**Art. 15 al. 3<sup>ter</sup>**

<sup>3ter</sup> Les communes favorisent les démarches participatives pour l'élaboration et le suivi de leur plan climat.

**Art. 16 al. 2**

<sup>2</sup> Zur Erreichung der Ziele werden mindestens für die Dauer der Umsetzungsperiode genügend Stellen geschaffen.

**Art. 14<sup>bis</sup>**

**A86** *Antrag in franz. Sprache eingereicht.*

**Art. 15 Abs. 3 und 3<sup>bis</sup>**

**A87** *Antrag in franz. Sprache eingereicht.*

**Art. 15 Abs. 3<sup>ter</sup>**

**A88** *Antrag in franz. Sprache eingereicht.*

**Art. 16 Abs. 2**

**A89** *Antrag in franz. Sprache eingereicht.*

**Art. 16<sup>dis</sup>**

Fonds pour le climat – but

<sup>1</sup> Il est institué un fonds pour le climat (ci-après : le Fonds).

<sup>2</sup> Le Fonds est destiné à soutenir financièrement les mesures nécessaires à la réalisation des objectifs fixés à l'article 2, pour autant qu'elles ne soient pas déjà financées d'une autre manière.

<sup>3</sup> Dans les limites des disponibilités, le Fonds sert en outre à l'octroi de subventions au sens de l'article 17 de la présente loi.

<sup>4</sup> Le Conseil d'Etat règle les modalités de fonctionnement et de gestion du Fonds.

**Art. 16<sup>quater</sup>**

Ressources

<sup>1</sup> Le Fonds est alimenté par :

- a) une dotation initiale d'un montant de 25'000'000 de francs;
- b) un dixième de la part du canton de Fribourg au bénéfice de la Banque nationale suisse;
- c) les subventions remboursées provenant du Fonds;
- d) les intérêts du capital;
- e) les legs et dons consentis en sa faveur;
- f) une éventuelle part d'excédent de financement lors de la clôture des comptes de l'Etat;
- g) des recettes provenant de la Confédération;
- h) toutes les autres ressources qui peuvent lui être affectées.

<sup>2</sup> La compétence pour affecter d'autres montants dans le Fonds suit les règles en matière de compétences financières posées par la législation sur les finances de l'Etat.

<sup>3</sup> Le Conseil d'Etat veille à ce que le Fonds dispose de moyens suffisants pour financer les missions de la politique climatique.

**Art. 16<sup>dis</sup>**

**A90** *Antrag in franz. Sprache eingereicht.*

**Art. 16<sup>quater</sup>**

**A91** *Antrag in franz. Sprache eingereicht.*

**Art. 16<sup>quater</sup>**

Ressources

<sup>1</sup> Le Fonds est alimenté par :

- a) une dotation initiale d'un montant de 50'000'000 de francs;
- b) un éventuel montant provenant de la part du canton de Fribourg au bénéfice de la Banque nationale suisse;
- c) les subventions remboursées provenant du Fonds;
- d) les intérêts du capital;
- e) les legs et dons consentis en sa faveur;
- f) une éventuelle part d'excédent de financement lors de la clôture des comptes de l'Etat;
- g) des recettes provenant de la Confédération;
- h) toutes les autres ressources qui peuvent lui être affectées.

<sup>2</sup> La compétence pour affecter d'autres montants dans le Fonds suit les règles en matière de compétences financières posées par la législation sur les finances de l'Etat.

<sup>3</sup> Le Conseil d'Etat veille à ce que le Fonds dispose de moyens suffisants pour financer les missions de la politique climatique.

**Art. 18**

<sup>1</sup> L'autorité compétente procède régulièrement à une analyse des subventions cantonales pour s'assurer qu'elles ne nuisent pas aux objectifs cantonaux énoncés dans la présente loi en promouvant des activités émettrices de gaz à effet de serre ou en réduisant les capacités d'adaptation du territoire aux changements climatiques.

<sup>2</sup> Le cas échéant, elle propose des mesures correctives, ainsi qu'une réallocation des ressources libérées de manière qu'elles contribuent aux objectifs poursuivis par la présente loi.

**II. Modifications accessoires : A) loi sur l'énergie (LEn)**

**Art. 11b al. 3**

<sup>3</sup> Les bâtiments à construire sont équipés de sorte que les besoins d'électricité soient couverts en partie par une source renouvelable. Lors de la construction de nouveaux bâtiments, une installation photovoltaïque ou une installation solaire thermique est mise en place sur les toits et/ou sur les façades.

**Art. 16<sup>quater</sup>**

**A92** *Antrag in franz. Sprache eingereicht.*

**Art. 18**

**A93** *Antrag in franz. Sprache eingereicht.*

**II. Nebenänderungen: Energiegesetz (LEn)**

**Art. 11b Abs. 3**

**A94** *Antrag in franz. Sprache eingereicht.*

## Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

### Première lecture

La proposition A1, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

**A1**  
**CE**

La proposition A2, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 1 abstention.

**A2**  
**CE**

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A70, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.

**CE**  
**A70**

La proposition A3, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

**A3**  
**CE**

La proposition A71, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

**A71**  
**CE**

La proposition A5, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 1 abstention.

**A5**  
**CE**

La proposition A7, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 9 voix contre 1 et 0 abstention.

**A7**  
**CE**

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A73, est acceptée par 9 voix contre 2 et 0 abstention.

**CE**  
**A73**

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A74, est acceptée par 7 voix contre 3 et 1 abstention.

**CE**  
**A74**

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A75, est acceptée par 8 voix contre 2 et 1 abstention.

**CE**  
**A75**

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A76, est acceptée par 4 voix contre 3 et 4 abstentions.

**CE**  
**A76**

La proposition A9, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

**A9**  
**CE**

La proposition A10, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 7 voix contre 3 et 1 abstention.

**A10**  
**CE**

## Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

### Erste Lesung

Antrag A1 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Antrag A2 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung.

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A70 mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Antrag A3 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Antrag A71 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen

Antrag A5 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung.

Antrag A7 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 9 zu 1 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A73 mit 9 zu 2 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A74 mit 7 zu 3 Stimmen bei 1 Enthaltung.

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A75 mit 8 zu 2 Stimmen bei 1 Enthaltung.

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A76 mit 4 zu 3 Stimmen bei 4 Enthaltungen.

Antrag A9 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Antrag A10 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 7 zu 3 Stimmen bei 1 Enthaltung.



La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A77, est acceptée par 8 voix contre 2 et 1 abstention.	<b>CE A77</b>	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A77 mit 8 zu 2 Stimmen bei 1 Enthaltung.
La proposition A78, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 8 voix contre 3 et 0 abstention.	<b>A78 CE</b>	Antrag A78 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 8 zu 3 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A79, est acceptée par 6 voix contre 5 et 0 abstention.	<b>CE A79</b>	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A79 mit 6 zu 5 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A80, est acceptée par 6 voix contre 4 et 1 abstention.	<b>CE A80</b>	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A80 mit 6 zu 4 Stimmen bei 1 Enthaltung.
La proposition A12, opposée à la proposition A81, est acceptée par 8 voix contre 1 et 2 abstentions.	<b>A12 A81</b>	Antrag A12 obsiegt gegen Antrag A81 mit 8 zu 1 Stimmen bei 2 Enthaltungen.
La proposition A12, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 8 voix contre 1 et 2 abstentions.	<b>A12 CE</b>	Antrag A12 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 8 zu 1 Stimmen bei 2 Enthaltungen.
La proposition A13, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 8 voix contre 3 et 0 abstention.	<b>A13 CE</b>	Antrag A13 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 8 zu 3 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A83, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	<b>A83 CE</b>	Antrag A83 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A84, est acceptée par 8 voix contre 3 et 0 abstention.	<b>CE A84</b>	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A84 mit 8 zu 3 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A85, est acceptée par 4 voix contre 4 et 0 abstention (la présidente départage).	<b>CE A85</b>	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A85 mit 4 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen (Stichentscheid der Präsidentin).
La proposition A17, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 8 voix contre 2 et 1 abstention.	<b>A17 CE</b>	Antrag A17 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 8 zu 2 Stimmen bei 1 Enthaltung.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A86, est acceptée par 5 voix contre 2 et 2 abstentions.	<b>CE A86</b>	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A86 mit 5 zu 2 Stimmen bei 2 Enthaltungen.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A89, est acceptée par 5 voix contre 4 et 1 abstention.	<b>CE A89</b>	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A89 mit 5 zu 4 Stimmen bei 1 Enthaltung.
La proposition A24, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 7 voix contre 3 et 0 abstention.	<b>A24 CE</b>	Antrag A24 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 7 zu 3 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A26, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	<b>A26 CE</b>	Antrag A26 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A93, est acceptée par 6 voix contre 2 et 3 abstentions.	<b>CE A93</b>	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A93 mit 6 zu 2 Stimmen bei 3 Enthaltungen.

La proposition A94, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 5 voix contre 5 et 1 abstention (la présidente départage).	<b>A94 CE</b>	Antrag A94 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 5 zu 5 Stimmen bei 1 Enthaltung (Stichentscheid der Präsidentin).
--	-------------------	---

Deuxième lecture

Zweite Lesung

La proposition A13, opposée à la proposition A82, est acceptée par 10 voix contre 1 et 0 abstention.	<b>A13 A82</b>	Antrag A13 obsiegt gegen Antrag A82 mit 10 zu 1 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
--	--------------------	---

La proposition A18, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 1 abstention.	<b>A18 CE</b>	Antrag A18 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung.
---	-------------------	---

La proposition A19, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 8 voix contre 1 et 2 abstentions.	<b>A19 CE</b>	Antrag A19 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 8 zu 1 Stimmen bei 2 Enthaltungen.
---	-------------------	--

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A88, est acceptée par 8 voix contre 2 et 1 abstention.	<b>CE A88</b>	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A88 mit 8 zu 2 Stimmen bei 1 Enthaltung.
--	-------------------	---

La proposition A20, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	<b>A20 CE</b>	Antrag A20 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
---	-------------------	---

La proposition A90, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 7 voix contre 3 et 1 abstention.	<b>A90 CE</b>	Antrag A90 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 7 zu 3 Stimmen bei 1 Enthaltung.
--	-------------------	--

La proposition A22, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 7 voix contre 3 et 1 abstention.	<b>A22 CE</b>	Antrag A22 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 7 zu 3 Stimmen bei 1 Enthaltung.
--	-------------------	--

La proposition A91, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 7 voix contre 3 et 1 abstention.	<b>A91 CE</b>	Antrag A91 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 7 zu 3 Stimmen bei 1 Enthaltung.
--	-------------------	--

La proposition A23, opposée à la proposition A91, est acceptée par 9 voix contre 1 et 1 abstention.	<b>A23 A91</b>	Antrag A23 obsiegt gegen Antrag A91 mit 9 zu 1 Stimmen bei 1 Enthaltung.
---	--------------------	--

La proposition A23, opposée à la proposition A92, est acceptée par 6 voix contre 4 et 1 abstention.	<b>A23 A92</b>	Antrag A23 obsiegt gegen Antrag A92 mit 6 zu 4 Stimmen bei 1 Enthaltung.
---	--------------------	--

La proposition A28, opposée à la proposition A94, est acceptée par 7 voix contre 3 et 1 abstention.	<b>A28 A94</b>	Antrag A28 obsiegt gegen Antrag A94 mit 7 zu 3 Stimmen bei 1 Enthaltung.
---	--------------------	--

La proposition A28, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 6 voix contre 5 et 0 abstention.	<b>A28 CE</b>	Antrag A28 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 6 zu 5 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
--	-------------------	--

La proposition A27, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	<b>A27 CE</b>	Antrag A27 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
---	-------------------	---

Troisième lectureDritte Lesung

La proposition A4, opposée à la proposition A71, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	<b>A4</b> <b>A71</b>	Antrag A4 obsiegt gegen Antrag A71 mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A11, opposée à la proposition A78, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	<b>A11</b> <b>A78</b>	Antrag A11 obsiegt gegen Antrag A78 mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A13, opposée à la proposition A82, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	<b>A13</b> <b>A82</b>	Antrag A13 obsiegt gegen Antrag A82 mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A16, opposée à la proposition A83, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	<b>A16</b> <b>A83</b>	Antrag A16 obsiegt gegen Antrag A83 mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A18, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	<b>A18</b> <b>CE</b>	Antrag A18 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A19, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	<b>A19</b> <b>CE</b>	Antrag A19 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A20, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	<b>A20</b> <b>CE</b>	Antrag A20 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A21, opposée à la proposition A90, est acceptée par 5 voix contre 4 et 1 abstention.	<b>A21</b> <b>A90</b>	Antrag A21 obsiegt gegen Antrag A90 mit 5 zu 4 Stimmen bei 1 Enthaltung.
La proposition A22, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention.	<b>A22</b> <b>CE</b>	Antrag A22 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A23, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention.	<b>A23</b> <b>CE</b>	Antrag A23 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A25, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention.	<b>A25</b> <b>CE</b>	Antrag A25 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A26, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention.	<b>A26</b> <b>CE</b>	Antrag A26 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A28, opposée à la proposition A94, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention.	<b>A28</b> <b>A94</b>	Antrag A28 obsiegt gegen Antrag A94 mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A27, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention.	<b>A27</b> <b>CE</b>	Antrag A27 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Quatrième lecture

La proposition A8, opposée à la proposition A72, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention.

La proposition A21, opposée à la proposition A90, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention.

*Le 16 janvier 2023*

Vierte Lesung

**A8**  
**A72** Antrag A8 obsiegt gegen Antrag A72 mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

**A21**  
**A90** Antrag A21 obsiegt gegen Antrag A90 mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

*Den 16. Januar 2023*

## Annexe

GRAND CONSEIL

2022-DAEC-177

Projet de loi :  
Loi sur le climat (LClim)

*Propositions de la commission ordinaire CO-2022-015*

*Présidence* : Susanne Aebischer

*Membres* : Eric Barras, Alexandre Berset, Nicolas Kolly, Christian Clément, Bruno Clément, Charly Cotting, Antoinette de Weck, Marie Levrat, Brice Repond, Simon Zurich

### Propositions acceptées (projet ter)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :

#### **I. Acte principal**

*Art. 1 al. 2 lettres d et e*

<sup>[2]</sup> Elle vise à:]

- d) rendre les flux financiers compatibles avec un développement à faibles émissions de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques- ainsi qu'avec la promotion de la biodiversité;
- e) promouvoir la biodiversité et préserver les écosystèmes.

*Art. 2 al. 1*

<sup>1</sup> L'Etat et les communes ~~s'engagent~~ veillent à atteindre une réduction d'au moins 50% des émissions directes du canton par rapport à 1990 d'ici 2030 et zéro émission nette d'ici 2050.

## Anhang

GROSSER RAT

2022-DAEC-177

Gesetzesentwurf: Klimagesetz (KlimG)

*Antrag der ordentlichen Kommission OK-2022-015*

*Präsidium*: Susanne Aebischer

*Mitglieder*: Eric Barras, Alexandre Berset, Nicolas Kolly, Christian Clément, Bruno Clément, Charly Cotting, Antoinette de Weck, Marie Levrat, Brice Repond, Simon Zurich

### Angenommene Anträge (projet ter)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:

#### **I. Haupterlass**

*Art. 1 Abs. 2 Bst. d und e*

<sup>[2]</sup> Es hat zum Ziel:]

- d) die Finanzströme mit einer treibhausgasarmen und klimaneutralen Entwicklung und mit der Förderung der Biodiversität in Einklang zu bringen;
- e) die Biodiversität zu fördern und die Ökosysteme zu schützen.

*Art. 2 Abs. 1*

<sup>1</sup> Der Staat und die Gemeinden ~~verpflichten sich,~~ sorgen dafür, dass sie die direkten Emissionen des Kantons im Vergleich zu 1990 bis 2030 um mindestens 50% zu reduzieren und zum Ziel der Netto-Null-Emissionen bis 2050 beizutragen beitragen.

**A1**

**A2**

**Art. 2 al. 1<sup>bis</sup>**

<sup>1bis</sup> A cette fin, le Conseil d'Etat définit la trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre, les étapes nécessaires à la réalisation des mesures ainsi que les objectifs dans les secteurs suivants : notamment transport, bâtiments, industrie et agriculture.

**Art. 2 al. 2**

<sup>2</sup> Hs L'Etat et les communes prennent des mesures visant à réduire autant que possible les émissions indirectes du canton et la délocalisation des émissions directes de gaz à effet de serre.

**Art. 2 al. 2<sup>bis</sup>**

<sup>2bis</sup> Ils encouragent la mise en œuvre du principe de sobriété dans l'usage des ressources naturelles ainsi que dans leur consommation.

**Art. 2 al. 2<sup>ter</sup>**

<sup>2ter</sup> Ils soutiennent et promeuvent le développement d'infrastructures de production d'énergie renouvelable dans le canton.

**Art. 2 al. 4**

<sup>4</sup> L'Etat et les communes renforcent leurs compétences en matière de technologies d'émissions négatives (NET) et s'engagent à conserver, gérer et renforcer la capacité d'absorption et de stockage des puits de carbone naturels et artificiels à long terme.

**Art. 2<sup>bis</sup>**

Objectifs climatiques pour l'administration cantonale

<sup>1</sup> Dans l'ensemble de son activité, l'administration cantonale tient compte d'une manière exemplaire des buts et objectifs de la présente loi.

<sup>2</sup> Elle veille à atteindre l'objectif de zéro émission directe nette et à réduire ses émissions indirectes d'ici 2040.

**Art. 2 Abs. 1<sup>bis</sup>**

**A3** <sup>1bis</sup> Dazu legt der Staatsrat den Kurs der Reduktion der Treibhausgasemissionen, die nötigen Etappen bei der Umsetzung der Massnahmen und die Ziele in folgenden Bereichen fest: namentlich Verkehr, Gebäude, Industrie und Landwirtschaft.

**Art. 2 Abs. 2**

**A4** <sup>2</sup> Sie Der Staat und die Gemeinden ergreifen Massnahmen, um die indirekten Emissionen des Kantons und die Auslagerung von direkten Treibhausgasemissionen so weit wie möglich zu reduzieren.

**Art. 2 Abs. 2<sup>bis</sup>**

**A5** <sup>2bis</sup> Sie fördern die Umsetzung des Grundsatzes der Suffizienz bei der Nutzung und dem Verbrauch natürlicher Ressourcen.

**Art. 2 Abs. 2<sup>ter</sup>**

**A6** <sup>2ter</sup> Sie unterstützen und fördern die Entwicklung von Infrastrukturen zur Produktion erneuerbarer Energie im Kanton.

**Art. 2 Abs. 4**

**A7** <sup>4</sup> Der Staat und die Gemeinden bauen ihre Kompetenzen im Bereich der Negativemissionstechnologien (NET) aus und verpflichten sich, die Absorptions- und Lagerungskapazität natürlicher und künstlicher Kohlenstoffsenken langfristig zu erhalten, zu verwalten und zu verstärken.

**Art. 2<sup>bis</sup>**

**A8** Klimaziele für die Kantonsverwaltung

<sup>1</sup> Die Kantonsverwaltung berücksichtigt in ihrer ganzen Tätigkeit vorbildhaft die Zwecke und Ziele dieses Gesetzes.

<sup>2</sup> Sie sorgt dafür, dass sie bis 2040 das Ziel der Netto-Null-Emissionen erreicht und ihre indirekten Emissionen reduziert.



### Art. 3 al. 1

<sup>1</sup> Pour atteindre les objectifs de réduction, d'adaptation et de renforcement de la capacité d'absorption des puits de carbone naturels et artificiels prévus à l'article 2, l'Etat et les communes prennent des mesures fondées sur:

- a) — la présente loi;
- b) — la loi fédérale sur le CO<sub>2</sub>;
- c) — la loi fédérale sur l'énergie;
- d) — la loi cantonale sur l'énergie;
- e) — d'autres actes, notamment ceux qui régissent les domaines de l'environnement, de la protection de la nature et de la biodiversité, des déchets, des eaux, de l'agriculture, de l'économie forestière et de l'industrie du bois, de l'aménagement du territoire, de la mobilité, de la santé, du secteur financier et du développement durable.

<sup>1</sup> Pour atteindre les objectifs prévus à l'article 2, l'Etat et les communes prennent des mesures fondées sur la présente loi ainsi que sur les actes qui régissent notamment les domaines de l'environnement, de l'énergie, de la protection de la nature et de la biodiversité, du paysage, des déchets, des eaux, de l'agriculture, de l'économie forestière et de l'industrie du bois, de l'aménagement du territoire et des constructions, de la mobilité, de la santé, du secteur financier, et du développement durable.

### Art. 5 al. 1

<sup>1</sup> L'Etat et les communes, dans leurs domaines de compétences, [soutiennent] l'éducation, la formation, la recherche, le conseil, la sensibilisation, la participation du public et l'accès de la population à l'information dans le domaine des changements climatiques

### Art. 5 al. 1

<sup>1</sup> L'Etat et les communes [...] ~~veillent à soutenir~~ soutiennent l'éducation, la formation, la recherche le conseil, la sensibilisation, la participation du public et l'accès de la population à l'information dans le domaine des changements climatiques.

### Art. 6 al. 1

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat définit sa stratégie climatique et son plan d'action dans le Plan Climat cantonal (PCC). Le Plan Climat cantonal est coordonné à la stratégie cantonale biodiversité.

### Art. 3 Abs. 1

**A9** <sup>1</sup> Um die Ziele bei der Reduktion, der Anpassung und der Verstärkung der Absorptionskapazität natürlicher und künstlicher Kohlenstoffsinken nach Artikel 2 zu erreichen, ergreifen der Staat und die Gemeinden Massnahmen, die sich auf die folgenden Erlasse stützen:

- a) — dieses Gesetz;
- b) — das CO<sub>2</sub>-Gesetz des Bundes;
- c) — das Energiegesetz des Bundes;
- d) — das kantonale Energiegesetz;
- e) — weitere Erlasse, insbesondere diejenigen, welche die Bereiche Umwelt, Naturschutz und Biodiversität, Abfall, Wasser, Landwirtschaft, Waldwirtschaft und Holzindustrie, Raumplanung, Mobilität, Gesundheit, Finanzsektor und nachhaltige Entwicklung regeln.

<sup>1</sup> Um die Ziele nach Artikel 2 zu erreichen, ergreifen der Staat und die Gemeinden Massnahmen, die sich auf dieses Gesetz und auf Erlasse stützen, in denen namentlich die Bereiche Umwelt, Energie, Schutz der Natur und der Biodiversität, Landschaft, Abfall, Gewässer, Landwirtschaft, Waldwirtschaft und Holzindustrie, Raumplanung und Bau, Mobilität, Gesundheit, Finanzsektor und nachhaltige Entwicklung geregelt werden.

### Art. 5 Abs. 1

**A10** <sup>1</sup> Der Staat und die Gemeinden [unterstützen] in ihren Zuständigkeitsbereichen Bildung, Ausbildung, Forschung, Beratung, Sensibilisierung, Beteiligung der Öffentlichkeit und Zugang der Bevölkerung zu Informationen im Bereich des Klimawandels.

### Art. 5 Abs. 1

**A11** <sup>1</sup> Der Staat und die Gemeinden ~~sorgen dafür, dass unterstützen~~ [...] unterstützen Bildung, Ausbildung, Forschung, Beratung, Sensibilisierung, Beteiligung der Öffentlichkeit und Zugang der Bevölkerung zu Informationen im Bereich des Klimawandels ~~unterstützt werden~~.

### Art. 6 Abs. 1

**A12** <sup>1</sup> Der Staatsrat definiert seine Klimastrategie und seinen Aktionsplan im kantonalen Klimaplan (KKP). Der KKP wird mit der kantonalen Biodiversitätsstrategie koordiniert.

**Art. 8**

<sup>1</sup> Le projet de Plan Climat cantonal ainsi que le rapport établi conformément à l'article 10 al. 2 sont présentés au Grand Conseil, ~~à titre consultatif.~~

<sup>1bis</sup> Le Grand Conseil adopte la stratégie climatique et vote le crédit d'engagement destiné au financement des mesures.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat adopte le ~~Plan Climat cantonal~~ plan d'action.

**Art. 9 al. 1**

<sup>1</sup> ~~Dès son adoption par le Conseil d'Etat, le~~ Le Plan Climat cantonal a force obligatoire pour les autorités cantonales.

**Art. 10 al. 3**

<sup>3</sup> Il fait également l'objet d'un suivi régulier et continu des indicateurs propres aux domaines d'émissions de gaz à effet de serre ainsi que de l'efficacité des mesures et des ressources engagées. Les résultats de ce suivi sont publiés annuellement.

**Art. 11<sup>bis</sup>**

Coordination avec la Stratégie cantonale biodiversité

<sup>1</sup> Les mesures prises respectent le principe d'équivalence des intérêts entre les enjeux de biodiversité et de climat et intègrent pour ce faire des critères de durabilité.

<sup>2</sup> Les mesures offrant des co-bénéfices sont renforcées, des solutions durables et coordonnées sont apportées lorsque des mesures sont susceptibles d'entrer en concurrence.

**Art. 12 al. 1 let. a**

[<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat a les attributions suivantes:]

a) il ~~adopte~~ élabore le Plan Climat cantonal et adopte le plan d'action;

**Art. 12 al. 1 let. c**

[<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat a les attributions suivantes:]

c) il répartit les tâches entre les organes de l'Etat et assure l'organisation transversale de l'élaboration, et de la mise en œuvre et de l'évaluation du Plan Climat cantonal;

**Art. 8**

<sup>1</sup> Der Entwurf des KKP und der Bericht gemäss Artikel 10 Abs. 2 werden dem Grossen Rat ~~zur Vernehmlassung~~ vorgelegt.

<sup>1bis</sup> Der Grosse Rat beschliesst die Klimastrategie und gewährt den Verpflichtungskredit zur Finanzierung der Massnahmen.

<sup>2</sup> Der Staatsrat beschliesst den ~~KKP~~ Aktionsplan.

**Art. 9 al. 1**

<sup>1</sup> ~~Sobald der KKP vom Staatsrat verabschiedet wurde, ist er~~ Der KKP ist für die kantonalen Behörden verbindlich.

**Art. 10 Abs. 3**

<sup>3</sup> Anhand des KKP werden auch die spezifischen Indikatoren der Bereiche der Treibhausgasemissionen und die Wirksamkeit der Massnahmen und der Ressourcen regelmässig und laufend überwacht. Die Ergebnisse dieser Nachkontrolle werden jährlich veröffentlicht.

**Art. 11<sup>bis</sup>**

Koordination mit der kantonalen Biodiversitätsstrategie

<sup>1</sup> Die getroffenen Massnahmen entsprechen dem Grundsatz, wonach die Interessen der Biodiversität und des Klimas gleichwertig sind, und übernehmen dazu Nachhaltigkeitskriterien.

<sup>2</sup> Massnahmen, die einen sekundären Nutzen bieten, werden verstärkt, nachhaltige und koordinierte Lösungen werden geliefert, wenn Massnahmen möglicherweise miteinander konkurrieren.

**Art. 12 Abs. 1 Bst. a**

[<sup>1</sup> Der Staatsrat hat folgende Befugnisse:]

a) Er ~~beschliesst~~ arbeitet den KKP aus und beschliesst den Aktionsplan;

**Art. 12 Abs. 1 Bst. c**

[<sup>1</sup> Der Staatsrat hat folgende Befugnisse:]

c) Er verteilt die Aufgaben unter den staatlichen Organen und stellt die übergreifende Organisation der Ausarbeitung, ~~und~~ der Umsetzung und der Evaluation des KKP sicher;

**Art. 13 al. 3**

<sup>3</sup> Les Directions et unités administratives compétentes s'assistent mutuellement et participent activement à l'élaboration, ~~et~~ à la mise en œuvre et à l'évaluation du Plan Climat cantonal

**Art. 14 al. 2**

<sup>2</sup> Les membres sont nommés par le Conseil d'Etat; y sont représentés le Grand Conseil, les communes, ainsi que les milieux et organisations intéressés.

**Art. 14 al. 3**

[<sup>3</sup> La Commission:]

a) est consultée sur le Plan Climat cantonal, son évaluation périodique et les projets importants;

**Art. 15 al. 1**

<sup>1</sup> Dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, les communes ~~de plus de 1500 habitants et habitantes~~ définissent, dans un plan communal, les mesures qu'elles entendent mettre en œuvre, en complément des mesures de l'Etat et en coordination avec ces dernières, pour contribuer à atteindre les objectifs de la présente loi et le transmettent à la Direction.

**Art. 15 al. 3**

<sup>3</sup> Les communes ~~peuvent~~ sont encouragées à collaborer entre elles pour accomplir cette tâche.

**Art. 15 al. 4**

<sup>4</sup> L'Etat soutient les communes dans la mise en place de leur politique. A ce titre, les communes peuvent bénéficier, de la part de l'Etat, de conseils techniques et du soutien financier nécessaires, en particulier à l'élaboration ~~d'un~~ de leur plan climat ~~communal~~.

**Art. 13 Abs. 3**

**A17** <sup>3</sup> Die zuständigen Direktionen und Verwaltungseinheiten unterstützen sich gegenseitig und beteiligen sich aktiv an der Ausarbeitung, der ~~und~~ Umsetzung und der Evaluation des KKP

**Art. 14 Abs. 2**

**A18** <sup>2</sup> Die Mitglieder werden vom Staatsrat ernannt. In ihr sind der Grosse Rat, die Gemeinden und die betroffenen Kreise und Organisationen vertreten.

**Art. 14 Abs. 3**

**A19**

[<sup>3</sup> Die Kommission:]

a) wird zum KKP, zu dessen periodischer Evaluation und zu wichtigen Projekten angehört;

**Art. 15 Abs. 1**

**A20**

<sup>1</sup> Innert fünf Jahren nach Inkrafttreten dieses Gesetzes legen die Gemeinden ~~mit mehr als 1500 Einwohnerinnen und Einwohnern~~ in einem Gemeindeplan die Massnahmen fest, die sie zusätzlich zu den staatlichen Massnahmen und koordiniert mit diesen umsetzen wollen, um zur Erreichung der Ziele dieses Gesetzes beizutragen, und übermitteln diesen Plan der Direktion.

**Art. 15 Abs. 3**

**A21**

<sup>3</sup> Die Gemeinden ~~können~~ werden ermuntert, bei der Erfüllung dieser Aufgabe zusammenzuarbeiten.

**Art. 15 Abs. 4**

**A22**

<sup>4</sup> Der Staat unterstützt die Gemeinden bei der Umsetzung ihrer Politik. Zu diesem Zweck können die Gemeinden vom Staat technische Beratung und die notwendige finanzielle Unterstützung erhalten, insbesondere bei der Erstellung eines ihres kommunalen Klimaplan.

**Art. 17 al. 1**

<sup>1</sup> Une subvention peut être octroyée, sous la forme de contributions non remboursables, de prêts à conditions préférentielles ou de cautionnements, à des communes, des associations de communes ou d'autres personnes morales de droit public ainsi qu'à des personnes physiques ou morales de droit privé pour la réalisation de mesures d'adaptation, d'atténuation, de sobriété et de renforcement de la capacité d'absorption et de stockage des puits de carbone naturels et artificiels.

**Art. 17 al. 3**

<sup>3</sup> L'autorité compétente, en fonction des seuils financiers, peut déroger à titre exceptionnel au taux maximal de subventionnement fixé dans la loi sur les subventions.

**II. Modifications accessoires :  
loi sur la protection de la nature et du paysage (LPNat)**

**Art. 4 al. 1 et I<sup>bis</sup> (nouveau)**

<sup>1</sup> Les grandes lignes de la politique du canton en matière de protection de la nature et du paysage sont définies dans le plan directeur cantonal ainsi que dans la Stratégie cantonale biodiversité; ces planifications définissent les objectifs spécifiques ainsi que les axes stratégiques de l'Etat permettant d'atteindre, respectivement de mettre en œuvre, les objectifs fixés par la présente loi.

<sup>1bis</sup> Dès son adoption par le Conseil d'Etat, la Stratégie cantonale biodiversité a force obligatoire pour les autorités cantonales.

**Art. 5 al. 1 let. a1 (nouvelle)**

<sup>1</sup> [Le Conseil d'Etat exerce les attributions suivantes:]

a1) il adopte la Stratégie cantonale biodiversité ;

**Art. 48 al. 3**

<sup>3</sup> Le projet de crédit est accompagné du programme pluriannuel de mise en œuvre et de la Stratégie cantonale biodiversité mentionnés à l'article 4.

**Art. 17 Abs. 1**

**A23** <sup>1</sup> Gemeinden, Gemeindeverbänden und weiteren juristischen Personen des öffentlichen Rechts sowie natürlichen oder juristischen Personen des Privatrechts kann eine Subvention in Form von nicht rückzahlbaren Beiträgen, Darlehen zu Sonderkonditionen oder Bürgschaften für die Durchführung von Massnahmen zur Anpassung, Abschwächung, Suffizienz und Verstärkung der Aufnahme- und Lagerungskapazität natürlicher und künstlicher Kohlenstoffsinken gewährt werden.

**Art. 17 Abs. 3**

**A24** <sup>3</sup> Die je nach den finanziellen Schwellenwerten zuständige Behörde kann ~~je nach den finanziellen Schwellenwerten~~ ausnahmsweise vom maximalen Subventionssatz nach SubG abweichen.

**II. Nebenänderungen:  
Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz (NatG)**

**Art. 4 Abs. 1 und I<sup>bis</sup> (neu)**

**A25** <sup>1</sup> Die Schwerpunkte der Politik des Kantons beim Natur- und Landschaftsschutz werden im kantonalen Richtplan und in der kantonalen Biodiversitätsstrategie festgelegt; in diesen Planungen werden die spezifischen Ziele und die strategischen Schwerpunkte des Staates festgelegt, mit denen die Ziele, die in diesem Gesetz festgehalten werden, erreicht oder umgesetzt werden können.

<sup>1bis</sup> Ab der Verabschiedung durch den Staatsrat ist die kantonale Biodiversitätsstrategie für die kantonalen Behörden verbindlich.

**Art. 5 Abs. 1 Bst. a1 (neu)**

**A25** <sup>1</sup> [Der Staatsrat hat folgende Befugnisse:]

a1) Er verabschiedet die kantonale Biodiversitätsstrategie.

**Art. 48 Abs. 3**

**A25** <sup>3</sup> Dem Kreditentwurf werden das Mehrjahresprogramm für die Umsetzung der Massnahmen und die kantonale Biodiversitätsstrategie nach Artikel 4 beigefügt.

## Titre et Préambule

### Préambule

[...]

Vu les articles 9 et 41 de la loi fédérale du 23 décembre 2011 sur la réduction des émissions de ~~gaz à effet de serre~~ CO<sub>2</sub> (Loi sur le CO<sub>2</sub>);

[...]

## Titel und Präambel

### Präambel

**A26** *Betrifft nur den franz. Text.*

### Commentaires

En complément du message du Conseil d'Etat du 20 septembre 2022 et du rapport complémentaire du Conseil d'Etat du 4 avril 2023, la commission formule, à propos des dispositions et propositions citées ci-dessous, les commentaires suivants :

#### I. Acte principal

##### Art. 2 al. 1

En remplaçant 's'engager à' par 'veiller à', la commission reprend la terminologie retenue par la loi fédérale\*. Elle souligne que le respect des objectifs devra faire l'objet de décisions propres, soit par voie réglementaire soit par voie légale, ceci dans le respect des compétences législatives et réglementaires habituelles. Par ce terme, la commission souhaite éviter qu'il n'y ait un contrôle juridictionnel direct de ces objectifs.

*\* Projet de loi fédérale sur les objectifs en matière de protection du climat, sur l'innovation et sur le renforcement de la sécurité énergétique [LCI] du 30 septembre 2022.*

##### Art. 2 al. 2

Une réglementation se focalisant sur la seule réduction des émissions directes *cantoniales* de gaz à effet de serre pourrait encourager le déplacement hors des frontières cantonales de certaines activités génératrices d'émissions, les biens et services produits localement jusqu'alors étant dorénavant importés depuis d'autres cantons ou depuis l'étranger. L'ajout proposé par la commission vise à prévenir cet effet pervers en obligeant les collectivités publiques à tenir comptes des effets des mesures prises sur leur territoire.

### Bemerkungen

Ergänzend zur Botschaft des Staatsrats vom 20. September 2022 und zum ergänzenden Bericht des Staatsrats vom 4. April 2023 macht die Kommission zu den nachfolgend erwähnten Bestimmungen und Anträgen folgende Bemerkungen:

#### I. Haupterlass

##### Art. 2 Abs. 1

**C1** Mit dieser Änderung ('dafür sorgen, dass' statt 'sich verpflichten') übernimmt die Kommission die Terminologie des Bundesgesetzes\*. Sie möchte betonen, dass zum Erreichen der Ziele eigene Beschlüsse auf Verordnungs- oder Gesetzesebene nötig sein werden, dies unter Beachtung der geltenden gesetzgeberischen und reglementarischen Zuständigkeiten. Überdies soll die Wahl des Ausdrucks vermeiden, dass die Ziele einer direkten richterlichen Prüfung unterstellt werden.

*\* Gesetzesentwurfs über die Ziele im Klimaschutz, die Innovation und die Stärkung der Energiesicherheit (KIG) vom 30. September 2022.*

##### Art. 2 Abs. 2

**C2** Eine Regelung, die ausschliesslich auf die Verminderung der *direkten* kantonalen Treibhausgasemissionen abzielt, könnte die Auslagerung gewisser emissionsintensiver Aktivitäten an Standorte ausserhalb unserer Kantons-grenzen zur Folge haben, indem Güter und Dienstleistungen, die bisher auf Kantonsgebiet hergestellt resp. erbracht wurden, zukünftig aus anderen Kantonen oder aus dem Ausland importiert werden. Mit der vorgeschlagenen Ergänzung will die Kommission einen falschen Anreiz vermeiden, indem sie den öffentlichen Körperschaften vorschreibt, die Folgen der Massnahmen zu bedenken, welche diese auf ihrem Hoheitsgebiet treffen.

**Art. 2 al. 2<sup>bis</sup>**

En complément aux mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre, et d'adaptation aux changements climatiques ainsi qu'au développement des technologies à émissions négatives, la commission souhaite encourager les politiques de sobriété, cette notion étant comprise selon la définition que lui donne le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)\*, soit *un ensemble de mesures et de pratiques quotidiennes qui permettent d'éviter la demande d'énergie, de matériaux, de terres et d'eau tout en assurant le bien-être de tous les êtres humains dans les limites de la planète.*

*\* Version originale : IPCC, 2022: Summary for Policymakers. In: Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [P.R. Shukla, J. Skea, R. Slade, A. Al Khourdajie, R. van Diemen, D. McCollum, M. Pathak, S. Some, P. Vyas, R. Fradera, M. Belkacemi, A. Hasija, G. Lisboa, S. Luz, J. Malley, (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA. doi: 10.1017/9781009157926.001, p. 31, note n°59.*

**Art. 2 al. 2<sup>ter</sup>**

Par l'ajout de cet alinéa, la commission entend souligner que pour atteindre les objectifs de la présente loi l'Etat et les communes devront non seulement obtenir des réductions d'émissions de gaz à effet de serre mais également soutenir et promouvoir activement le développement d'infrastructures d'énergie renouvelable sur le territoire cantonal.

**Art. 2<sup>bis</sup>**

La commission propose que l'administration cantonale soit exemplaire et démontre que les objectifs donnés pour tout le canton sont d'abord atteignables pour elle-même, surtout en ce qui concerne les émissions directes. L'article demande qu'elle 'veille' à cet objectif en reprenant le terme de l'article 2 alinéa 1.

Cette disposition vise l'administration cantonale sans les entités autonomes afin de ne pas empiéter sur leurs objectifs propres et de faciliter la mise en œuvre.

2040 correspond à l'année figurant à l'article 10 du projet LCI pour l'administration fédérale centrale.

**Art. 3 al. 1**

Cette proposition a été adoptée à des fins de clarification.

**Art. 2 Abs. 2<sup>bis</sup>**

**C3** Ergänzend zu den Massnahmen zur Verminderung des Treibhausgasausstosses zur Anpassung an die Folgen des Klimawandels zur Entwicklung von Negativemissionstechnologien möchte die Kommission suffizienzpolitische Massnahmen fördern. Den Begriff 'Suffizienz' versteht sie dabei gemäss der Definition des Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC)\*, d. h. als *eine Reihe von Massnahmen und täglichen Praktiken, die den Bedarf an Energie, Materialien, Land und Wasser vermeiden und gleichzeitig das menschliche Wohlergehen für alle innerhalb der planetaren Grenzen gewährleisten.*

*\* Originalfassung: IPCC, 2022: Summary for Policymakers. In: Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [P.R. Shukla, J. Skea, R. Slade, A. Al Khourdajie, R. van Diemen, D. McCollum, M. Pathak, S. Some, P. Vyas, R. Fradera, M. Belkacemi, A. Hasija, G. Lisboa, S. Luz, J. Malley, (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA. doi: 10.1017/9781009157926.001, S. 31, Fussnote Nr. 59.*

**C4** Mit diesem Zusatz hebt die Kommission hervor, dass Staat und Gemeinden, wollen sie die Ziele des Klimagesetzes erreichen, nicht nur eine Verringerung des Treibhausgasausstosses herbeiführen, sondern auch die Entwicklung von Infrastrukturen auf Kantonsgebiet zur Gewinnung erneuerbarer Energie aktiv fördern müssen.

**Art. 2<sup>bis</sup>**

**C5** Die Kommission schlägt vor, dass die kantonale Verwaltung vorbildhaft vorgeht und aufzeigt, dass sie zunächst selbst in der Lage ist, die Ziele zu erreichen, die dem Kanton als Ganzem vorgegeben werden, besonders in Bezug auf die direkten Emissionen. Der Artikel übernimmt von Artikel 2 Absatz 1 den Ausdruck 'dafür sorgen, dass'.

Die Bestimmung betrifft die kantonale Verwaltung mit Ausnahme der unabhängigen Anstalten, dies um Konflikte mit deren eigenen Zielen zu vermeiden und die Umsetzung zu vereinfachen.

Auch der KIG-Entwurf legt in dessen Artikel 10 2040 als Zieljahr zur Erreichung von Netto-Null-Emissionen in der zentralen Bundesverwaltung fest.

**Art. 3 Abs. 1**

**C6** Dieser Änderungsantrag dient der Klarheit.

**Art. 8, 9 al. 1 et 12 al. 1 let. a**

La commission propose que l'adoption du volet stratégique du Plan Climat cantonal (la stratégie climatique) relève de la compétence du Grand Conseil plutôt que de celle du Conseil d'Etat. Contrairement à d'autres instruments de planification, le Plan Climat affecte en effet l'ensemble des secteurs de la société et de l'économie et cela, du moins potentiellement, de manière incisive et durable. La commission juge en revanche judicieux que l'adoption du volet opérationnel du Plan (le plan d'action) relève de la compétence du pouvoir exécutif, ceci dans le respect du principe de la séparation des pouvoirs.

Le Conseil d'Etat ne peut dans tous les cas pas empiéter sur les compétences constitutionnelles et légales du Grand Conseil. Les mesures de type législatif qui visent la création ou la mise à jour de bases légales cantonales nécessaires à l'atteinte des objectifs prévus à l'article 2 pourront être proposées par le Conseil d'Etat mais suivront bien entendu les règles de compétence législative consacrées par la Constitution et la loi

**Art. 11<sup>bis</sup>**

Cette disposition, qui trouve son pendant dans les modifications que la commission propose d'apporter à la loi cantonale sur la protection de la nature et du paysage, matérialise le besoin de coordination entre deux politiques publiques : celle en matière de climat et celle en matière de biodiversité. Ces deux domaines sont en effet intrinsèquement liés, les mesures prises dans l'un d'eux pouvant entraîner des répercussions directes sur l'autre.

Il ne s'agit pas d'instaurer une prépondérance de l'un des intérêts par rapport à l'autre mais de sensibiliser les acteurs aux liens de connexité particuliers liant climat et biodiversité. Comme le précise l'alinéa premier, les mesures prises en application de la loi doivent intégrer des critères de durabilité.

Cet article n'affecte pas la pesée des intérêts telle que prévue par le cadre juridique applicable.

**Art. 14 al. 2**

La commission tient à souligner que la formule 'ainsi que les milieux et organisations intéressés' permet d'intégrer dans la Commission Climat tant des experts et expertes des différents domaines liés au changement climatique que des représentants et représentantes de la société civile et cela toutes générations confondues.

**Art. 8, 9 Abs. 1 und 12 Abs. 1 Bst. a**

**C7** Die Kommission schlägt vor, dass der strategische Teil des Klimaplanes (die Klimastrategie) vom Grossen Rat anstelle des Staatsrats beschlossen werden. Im Gegensatz zu anderen Planungsinstrumenten betrifft der Klimaplan nämlich sämtliche Bereiche von Wirtschaft und Gesellschaft und dies zumindest potenziell in einschneidender und nachhaltiger Weise. Hingegen hält es die Kommission für sinnvoll, dass der operative Teil des Klimaplanes (der Aktionsplan) von der Exekutivbehörde beschlossen wird, dies unter Beachtung des Prinzips der Gewaltentrennung.

So oder so kann der Staatsrat nicht in die Kompetenzen eingreifen, die Verfassung und Gesetz dem Grossen Rat zuweisen. Der Staatsrat kann Massnahmen zur Erreichung der Ziele gemäss Artikel 2 vorschlagen, auch wenn diese die Schaffung einer neuen kantonalen Rechtsgrundlage oder die Anpassung einer bestehenden Rechtsgrundlage voraussetzen. Die entsprechenden Gesetzgebungsarbeiten gehorchen dabei jedoch der von Gesetz und Verfassung vorgeschriebenen Kompetenzordnung.

**Art. 11<sup>bis</sup>**

**C8** Diese Bestimmung sowie die entsprechenden Kommissionsanträge zur Änderung des kantonalen Natur- und Landschaftsschutzgesetzes verkörpern den Koordinationsbedarf zwischen der Klima- und der Biodiversitätspolitik, denn diese beiden Politikbereiche sind eng miteinander verknüpft. Massnahmen in einem dieser Bereiche können direkte Auswirkungen auf den anderen Bereich zeitigen.

Dabei soll nicht etwa ein Vorrang eines dieser beiden Aspekte gegenüber dem anderen eingeführt werden. Ziel des Antrags ist vielmehr, die Akteure für die besonderen Zusammenhänge zwischen Klima und Biodiversität zu sensibilisieren. Massnahmen zur Umsetzung des Gesetzes müssen Nachhaltigkeitskriterien erfüllen, was Absatz 1 verdeutlicht.

Dieser Artikel hat keinen Einfluss auf die Interessenabwägung gemäss anwendbarem rechtlichem Rahmen.

**Art. 14 Abs. 2**

**C9** Die Kommission möchte hervorheben, dass mit der Formel 'und die betroffenen Kreise und Organisationen' auch Expertinnen und Experten der verschiedenen Fachgebiete sowie Vertreterinnen und Vertreter der Zivilgesellschaft in die Klimakommission bestellt werden können und dies generationenübergreifend.



## Vote final

Par 8 voix contre 2 et 0 abstention (1 membre est excusé), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il sort de ses nouvelles délibérations (projet ter).

## Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

## Propositions de minorité (I/II)

Une minorité de la commission composée des député-e-s Alexandre Berset, Bruno Clément, Marie Levrat et Simon Zurich propose en outre au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :

### **I. Acte principal**

#### **Art. 2 al. 1**

<sup>1</sup> L'Etat et les communes [veillent à atteindre] une réduction d'au moins 50% des émissions directes du canton par rapport à 1990 d'ici 2030 et zéro émission nette d'ici ~~2050~~ 2040.

#### **Art. 8 et 9 al. 1**

*Adopter ces dispositions selon la proposition initiale du Conseil d'Etat.*

#### **Art. 16<sup>bis</sup> à 16<sup>quater</sup> et art. 17 al. 2**

*Adopter ces dispositions selon la proposition de la commission (projet bis) du 16 janvier 2023 (soit la proposition A80 du présent document).*

### **II. Modifications accessoires : loi sur l'énergie (LEn)**

#### **Art. 11 al. 3 et 11b al. 3**

*Adopter ces dispositions selon la proposition de la commission (projet bis) du 16 janvier 2023 (soit les propositions A81 et A82 du présent document).*

## Schlussabstimmung

Mit 8 zu 2 Stimmen bei 0 Enthaltungen (1 Mitglied ist entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf in der Fassung, die aus ihren erneuten Beratungen hervorgegangen ist (Projet ter), anzunehmen.

## Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

## Minderheitsanträge (I/II)

Eine Kommissionsminderheit bestehend aus den Ratsmitgliedern Alexandre Berset, Bruno Clément, Marie Levrat und Simon Zurich beantragt dem Grossen Rat ausserdem, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:

### **I. Haupterlass**

#### **Art. 2 Abs. 1**

<sup>1</sup> Der Staat und die Gemeinden [sorgen dafür, dass sie] die direkten Emissionen des Kantons im Vergleich zu 1990 bis 2030 um mindestens 50% [reduzieren] und zum Ziel der Netto-Null-Emissionen bis ~~2050~~ 2040 [beitragen].

#### **Art. 8 und 9 Abs. 1**

*Diese Bestimmungen gemäss dem ursprünglichen Antrag des Staatsrats beschliessen.*

#### **Art. 16<sup>bis</sup> bis 16<sup>quater</sup> und Art. 17 Abs. 2**

*Diese Bestimmungen gemäss dem Antrag der Kommission (Projet bis) vom 16. Januar 2023 beschliessen (entspricht Antrag A80 des vorliegenden Dokuments).*

### **II. Nebenänderungen: Energiegesetz (EnGe)**

#### **Art. 11 Abs. 3 und 11b Abs. 3**

*Diese Bestimmungen gemäss dem Antrag der Kommission (Projet bis) vom 16. Januar 2023 beschliessen (entspricht den Anträgen A81 und A82 des vorliegenden Dokuments).*

## Propositions de minorité (II/II)

Une deuxième proposition de minorité est annoncée par les députés Eric Barras, Christian Clément et Nicolas Kolly.

## Propositions refusées

Les propositions suivantes ont été rejetées par la commission :

### Amendements

#### **I. Acte principal**

##### **Art. 1 al. 2 lettre f**

<sup>12</sup> Elle vise à:]

f) veiller à appliquer les principes d'équité sociale et intergénérationnelle dans la mise en œuvre de la politique climatique cantonale.

##### **Art. 2 al. 1**

<sup>1</sup> L'Etat et les communes s'engagent veillent à atteindre, de manière non contraignante, une réduction d'au moins 50% des émissions directes du canton par rapport à 1990 d'ici 2030 et zéro émission nette d'ici 2050.

##### **Art. 2 al. 2**

<sup>2</sup> Ils prennent des mesures visant à réduire autant que possible les émissions indirectes du canton et la délocalisation des émissions de gaz à effet de serre.

##### **Art. 2 al. 2<sup>bis</sup>**

<sup>2bis</sup> Ils encouragent la mise en œuvre du principe de sobriété dans l'usage des ressources naturelles ainsi que dans leur consommation.

##### **Art. 2 al. 2<sup>bis</sup>**

<sup>2bis</sup> L'Etat et les communes promeuvent et soutiennent activement la mise en œuvre du principe de sobriété dans l'usage des ressources naturelles ainsi que dans leur consommation. Ils encouragent et soutiennent également la mise en œuvre du principe de sobriété auprès des entreprises et des ménages.

## Minderheitsanträge (II/II)

Die Ratsmitglieder Eric Barras, Christian Clément und Nicolas Kolly kündigen einen zweiten Minderheitsantrag an.

## Abgelehnte Anträge

Folgende Anträge wurden von der Kommission verworfen:

### Änderungsanträge

#### **I. Haupterlass**

##### **Art. 1 Abs. 2 Bst. f**

**A70** *Antrag in franz. Sprache eingereicht.*

##### **Art. 2 Abs. 1**

**A71** *Antrag in franz. Sprache eingereicht.*

##### **Art. 2 Abs. 2**

**A72** <sup>2</sup> Sie ergreifen Massnahmen, um die indirekten Emissionen des Kantons und die Auslagerung von Treibhausgasemissionen so weit wie möglich zu reduzieren.

##### **Art. 2 Abs. 2<sup>bis</sup>**

**A73** <sup>2bis</sup> Sie fördern die Umsetzung des Grundsatzes der Suffizienz bei der Nutzung und dem Verbrauch natürlicher Ressourcen.

##### **Art. 2 Abs. 2<sup>bis</sup>**

**A74** <sup>2bis</sup> Der Staat und die Gemeinden fördern und unterstützen die Umsetzung des Grundsatzes der Suffizienz beim Verbrauch natürlicher Ressourcen aktiv. Sie fördern und unterstützen ebenfalls die Umsetzung des Grundsatzes der Suffizienz bei den Unternehmen und den Haushalten.

**Art. 2<sup>bis</sup>**

Objectifs climatiques pour l'administration cantonale

<sup>1</sup> Dans l'ensemble de son activité, l'administration cantonale tient compte d'une manière exemplaire des buts et objectifs de la présente loi.

**Art. 2<sup>bis</sup>**

Objectifs climatiques pour l'administration cantonale

<sup>1</sup> Dans l'ensemble de son activité, l'administration cantonale tient compte d'une manière exemplaire des buts et objectifs de la présente loi.

<sup>2</sup> Elle s'engage à atteindre l'objectif de zéro émission directe nette et à réduire fortement ses émissions indirectes d'ici 2040.

**Art. 3 al. 1**

<sup>1</sup> Pour atteindre les objectifs de réduction, d'adaptation et de renforcement de la capacité d'absorption des puits de carbone naturels et artificiels prévus à l'article 2, l'Etat et les communes prennent des mesures fondées sur:

- a) — la présente loi;
- b) — la loi fédérale sur le CO<sub>2</sub>;
- c) — la loi fédérale sur l'énergie;
- d) — la loi cantonale sur l'énergie;
- e) — d'autres actes, notamment ceux qui régissent les domaines de l'environnement, de la protection de la nature et de la biodiversité, des déchets, des eaux, de l'agriculture, de l'économie forestière et de l'industrie du bois, de l'aménagement du territoire, de la mobilité, de la santé, du secteur financier et du développement durable.

<sup>1</sup> Pour atteindre les objectifs de réduction, d'adaptation et de renforcement de la capacité d'absorption des puits de carbone naturels et artificiels prévus à l'article 2, l'Etat et les communes prennent des mesures fondées sur la présente loi ainsi que sur les actes qui régissent notamment les domaines de l'environnement, de l'énergie, de la protection de la nature et de la biodiversité, du paysage, des déchets, des eaux, de l'agriculture, de l'économie forestière et de l'industrie du bois, de l'aménagement du territoire et des constructions, de la mobilité, de la santé, du secteur financier, et du développement durable.

**Art. 2<sup>bis</sup>**

**A75** Klimaziele für die Kantonsverwaltung

<sup>1</sup> Die Kantonsverwaltung berücksichtigt in ihrer ganzen Tätigkeit vorbildhaft die Zwecke und Ziele dieses Gesetzes.

**Art. 2<sup>bis</sup>**

**A76** Klimaziele für die Kantonsverwaltung

<sup>1</sup> Die Kantonsverwaltung berücksichtigt in ihrer ganzen Tätigkeit vorbildhaft die Zwecke und Ziele dieses Gesetzes.

<sup>2</sup> Sie verpflichtet sich, bis 2040 das Ziel der Netto-Null-Emissionen zu erreichen und ihre indirekten Emissionen drastisch zu reduzieren.

**Art. 3 Abs. 1**

**A77** <sup>1</sup> Um die Ziele bei der Reduktion, der Anpassung und der Verstärkung der Absorptionskapazität natürlicher und künstlicher Kohlenstoffsinken nach Artikel 2 zu erreichen, ergreifen der Staat und die Gemeinden Massnahmen, die sich auf die folgenden Erlasse stützen:

- a) — dieses Gesetz;
- b) — das CO<sub>2</sub>-Gesetz des Bundes;
- c) — das Energiegesetz des Bundes;
- d) — das kantonale Energiegesetz;
- e) — weitere Erlasse, insbesondere diejenigen, welche die Bereiche Umwelt, Naturschutz und Biodiversität, Abfall, Wasser, Landwirtschaft, Waldwirtschaft und Holzindustrie, Raumplanung, Mobilität, Gesundheit, Finanzsektor und nachhaltige Entwicklung regeln.

<sup>1</sup> Um die Ziele bei der Reduktion, der Anpassung und der Verstärkung der Absorptionskapazität natürlicher und künstlicher Kohlenstoffsinken nach Artikel 2 zu erreichen, ergreifen der Staat und die Gemeinden Massnahmen, die sich auf dieses Gesetz und auf Erlasse stützen, in denen namentlich die Bereiche Umwelt, Energie, Schutz der Natur und der Biodiversität, Landschaft, Abfall, Gewässer, Landwirtschaft, Waldwirtschaft und Holzindustrie, Raumplanung und Bau, Mobilität, Gesundheit, Finanzsektor und nachhaltige Entwicklung geregelt werden.

## Art. 8

<sup>1</sup> Le projet de Plan Climat cantonal ainsi que le rapport établi conformément à l'article 10 al. 2 sont ~~présentés~~ proposés au Grand Conseil, ~~à titre consultatif pour adoption.~~

<sup>2</sup> *Biffer.*

## Art. 15 al. 1

<sup>1</sup> Dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, les communes ~~de plus de 1500 habitants et habitantes définissent~~ sont incitées à définir, dans un plan communal, les mesures qu'elles entendent mettre en œuvre, en complément des mesures de l'Etat et en coordination avec ces dernières, pour contribuer à atteindre les objectifs de la présente loi et le transmettent à la Direction.

## Art. 16<sup>bis</sup>

### Fonds pour le climat – but

<sup>1</sup> Il est institué un fonds pour le climat (ci-après : le Fonds).

<sup>2</sup> Le Fonds est destiné à soutenir financièrement les mesures nécessaires à la réalisation des objectifs fixés à l'article 2.

<sup>3</sup> Dans les limites des disponibilités, le Fonds sert en outre à l'octroi de subventions au sens de l'article 17 de la présente loi.

<sup>4</sup> Le Conseil d'Etat règle les modalités de fonctionnement et de gestion du Fonds.

## Art. 16<sup>ter</sup>

### Utilisation des montants disponibles

<sup>1</sup> Le Fonds finance, dans les domaines mentionnés à l'article 3 al. 1 et dans les limites des montants disponibles, des mesures permettant :

- a) de réduire les émissions de gaz à effet de serre;
- b) de s'adapter aux effets des changements climatiques;
- c) de renforcer la capacité d'absorption et de stockage des puits de carbone naturels et artificiels;
- d) d'encourager la sobriété, l'innovation, la technologie, l'information et le conseil.

## Art. 8

**A78** <sup>1</sup> Der Entwurf des KKP und der Bericht gemäss Artikel 10 Abs. 2 werden dem Grossen Rat ~~zur Vernehmlassung~~ zur Annahme vorgelegt.

<sup>2</sup> *Streichen.*

## Art. 15 Abs. 1

**A79** *Antrag in franz. Sprache eingereicht.*

## Art. 16<sup>bis</sup>

### A80 Klimafonds – Zweck

<sup>1</sup> Es wird ein Klimafonds (der Fonds) geschaffen.

<sup>2</sup> Der Fonds ist dazu bestimmt die nötigen Massnahmen zur Verwirklichung der Ziele nach Artikel 2 finanziell zu unterstützen.

<sup>3</sup> Im Rahmen der verfügbaren Mittel dient der Fonds ausserdem dazu, die Subventionen im Rahmen von Artikel 17 dieses Gesetzes zu gewähren.

<sup>4</sup> Der Staatsrat regelt die Einzelheiten zur Arbeitsweise und zur Verwaltung des Fonds.

## Art. 16<sup>ter</sup>

### A80 Verwendung der verfügbaren Beträge

<sup>1</sup> Der Fonds finanziert, in den Bereichen nach Artikel 3 Abs. 1 und im Rahmen der verfügbaren Beträge Massnahmen, mit denen folgende Ziele erreicht werden können:

- a) Reduktion der Treibhausgasemissionen;
- b) Anpassung an die Auswirkungen des Klimawandels;
- c) Verstärkung der Absorptions- und Lagerungskapazität natürlicher und künstlicher Kohlenstoffsenken;
- d) Förderung der Suffizienz, der Innovation, der Technologie, der Information und der Beratung.

## Art. 16<sup>quater</sup>

### Ressources

<sup>1</sup> Le Fonds est alimenté par :

- a) une dotation initiale d'un montant de 25'000'000 de francs;
- b) un éventuel montant provenant de la part du canton de Fribourg au bénéfice de la Banque nationale suisse;
- c) les subventions remboursées provenant du Fonds;
- d) les intérêts du capital;
- e) les legs et dons consentis en sa faveur;
- f) une éventuelle part d'excédent de financement lors de la clôture des comptes de l'Etat;
- g) des recettes provenant de la Confédération;
- h) toutes les autres ressources qui peuvent lui être affectées.

<sup>2</sup> La compétence pour affecter d'autres montants dans le Fonds suit les règles en matière de compétences financières posées par la législation sur les finances de l'Etat.

<sup>3</sup> Le Conseil d'Etat veille à ce que le Fonds dispose de moyens suffisants pour financer les missions de la politique climatique.

## Art. 17 al. 2

<sup>2</sup> Dans les limites du crédit d'engagement prévu à l'article 16, les demandes de subvention sont traitées dans un ordre de priorité fondé sur les effets attendus du projet au regard des enjeux climatiques (rapport entre le bénéfice climatique et le montant des dépenses occasionnées) et la temporalité du projet, après déduction, le cas échéant, des subventions fédérales et des subventions cantonales prévues par d'autres lois. [...].

## II. Modifications accessoires : loi sur l'énergie (LEn)

### Art. 11 al. 3

<sup>3</sup> Les mesures exigées pour les bâtiments neufs et les nouvelles installations s'appliquent également aux bâtiments et installations existantes qui subissent une transformation, une rénovation ou un changement d'affectation important et soumis à autorisation, à l'exception de l'art. 11b, al. 3 de la présente loi.

## Art. 16<sup>quater</sup>

### A80 Mittel

<sup>1</sup> Der Fonds wird alimentiert durch:

- a) eine Anfangsdotation in der Höhe von 25'000'000 Franken;
- b) einen allfälligen Betrag, der aus dem Anteil des Kantons Freiburg am Gewinn der Schweizerischen Nationalbank stammt;
- c) die zurückgezahlten Subventionen aus dem Fonds;
- d) die Zinsen auf dem Kapital;
- e) Vermächtnisse und Schenkungen zu seinen Gunsten;
- f) einen allfälligen Anteil am Finanzierungsüberschuss beim Abschluss der Staatsrechnung;
- g) Einnahmen, die vom Bund stammen;
- h) alle weiteren Mittel, die im zugeteilt werden können.

<sup>2</sup> Die Zuständigkeit dafür, dem Fonds weitere Mittel zuzuteilen, folgt den Vorschriften über die finanziellen Zuständigkeiten gemäss der Gesetzgebung über den Staatshaushalt.

<sup>3</sup> Der Staatsrat achtet darauf, dass der Fonds über genügend Mittel verfügt, um die Aufgaben der Klimapolitik zu finanzieren.

## Art. 17 Abs. 2

A80 <sup>2</sup> ~~In den Grenzen des Verpflichtungskredits nach Artikel 16 werden die~~ Die Subventionsgesuche werden nach einer Priorisierung aufgrund der erwarteten Wirkungen des Projekts angesichts der klimatischen Herausforderungen (Verhältnis zwischen dem Klimanutzen und der Höhe der Ausgaben) und der Zeitlichkeit des Projekts behandelt, allenfalls nach Abzug der Subventionen des Bundes und der kantonalen Subventionen aufgrund anderer Gesetze. [...].

## II. Nebenänderungen: Energiesgesetz (EnGe)

### Art. 11 Abs. 3

A81 <sup>3</sup> Die für Neubauten und neue Anlagen erforderlichen Massnahmen sind auch auf bestehende Bauten und Anlagen anwendbar, die umgebaut oder renoviert werden oder eine bedeutende und bewilligungspflichtige Nutzungsänderung erfahren. Artikel 11b Abs 3 bleibt vorbehalten.

### Art. 11b al. 3

<sup>3</sup> Les bâtiments à construire sont équipés de sorte que les besoins d'électricité soient couverts en partie par une source renouvelable. Une installation photovoltaïque ou une installation solaire thermique est mise en place sur les toits et/ou sur les façades adéquats. Le Conseil d'Etat règle les exceptions, notamment lorsque l'installation ne peut pas être raccordée au réseau.

#### Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

#### Cinquième lecture

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A70, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.

La proposition A2, opposée à la proposition A71, est acceptée par 9 voix contre 2 et 0 abstention.

La proposition A2, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 5 voix contre 4 et 2 abstentions.

La proposition A4, opposée à la proposition A72, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

La proposition A5, opposée à la proposition A73, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.

La proposition A5, opposée à la proposition A74, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.

La proposition A6, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 7 voix contre 1 et 3 abstentions.

La proposition A8, opposée à la proposition A75, est acceptée par 6 voix contre 5 et 0 abstention.

La proposition A8, opposée à la proposition A76, est acceptée par 8 voix contre 2 et 0 abstention.

La proposition A9, opposée à la proposition A77, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

La proposition A11, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 6 voix contre 5 et 0 abstention.

### Art. 11b Abs. 3

**A82** <sup>3</sup> Neubauten müssen so ausgerüstet werden, dass der Strombedarf teilweise durch erneuerbare Energien gedeckt wird. Auf geeigneten Dächern und Fassaden wird eine Photovoltaikanlage oder eine thermische Solaranlage installiert. Der Staatsrat regelt die Ausnahmen, namentlich wenn die Anlage nicht ans Netz angeschlossen werden kann.

#### Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

#### Fünfte Lesung

**CE**  
**A70** Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A70 mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

**A2**  
**A71** Antrag A2 obsiegt gegen Antrag A71 mit 9 zu 2 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

**A2**  
**CE** Antrag A2 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 5 zu 4 Stimmen bei 2 Enthaltungen.

**A4**  
**A72** Antrag A4 obsiegt gegen Antrag A72 mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

**A5**  
**A73** Antrag A5 obsiegt gegen Antrag A73 mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

**A5**  
**A74** Antrag A5 obsiegt gegen Antrag A74 mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

**A6**  
**CE** Antrag A6 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 7 zu 1 Stimmen bei 3 Enthaltungen.

**A8**  
**A75** Antrag A8 obsiegt gegen Antrag A75 mit 6 zu 5 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

**A8**  
**A76** Antrag A8 obsiegt gegen Antrag A76 mit 8 zu 2 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

**A9**  
**A77** Antrag A9 obsiegt gegen Antrag A77 mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

**A11**  
**CE** Antrag A11 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 6 zu 5 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

La proposition A13, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 5 voix contre 5 et 1 abstention (la présidente tranche).	<b>A13 CE</b>	Antrag A13 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 5 zu 5 Stimmen bei 1 Enthaltung (Stichentscheid der Präsidentin).
La proposition A15, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 7 voix contre 3 et 1 abstention.	<b>A15 CE</b>	Antrag A15 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 7 zu 3 Stimmen bei 1 Enthaltung.
La proposition A79, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 5 voix contre 5 et 1 abstention (la présidente tranche).	<b>A79 CE</b>	Antrag A79 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 5 zu 5 Stimmen bei 1 Enthaltung (Stichentscheid der Präsidentin).
La proposition A20, opposée à la proposition A79, est acceptée par 6 voix contre 5 et 0 abstention.	<b>A20 A79</b>	Antrag A20 obsiegt gegen Antrag A79 mit 6 zu 5 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A80, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.	<b>CE A80</b>	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A80 mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A81, est acceptée par 5 voix contre 5 et 1 abstention (la présidente tranche).	<b>CE A81</b>	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A81 mit 5 zu 5 Stimmen bei 1 Enthaltung (Stichentscheid der Präsidentin).
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A82, est acceptée par 5 voix contre 5 et 1 abstention (la présidente tranche).	<b>CE A82</b>	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A82 mit 5 zu 5 Stimmen bei 1 Enthaltung (Stichentscheid der Präsidentin).

#### Sixième lecture

La proposition A8, opposée à la proposition A75, est acceptée par 5 voix contre 3 et 0 abstention.	<b>A8 A75</b>	Antrag A8 obsiegt gegen Antrag A75 mit 5 zu 3 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A11, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 6 voix contre 3 et 0 abstention.	<b>A11 CE</b>	Antrag A11 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 6 zu 3 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A13, opposée à la proposition A78, est acceptée par 7 voix contre 2 et 0 abstention.	<b>A13 A78</b>	Antrag A13 obsiegt gegen Antrag A78 mit 7 zu 2 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A13, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 7 voix contre 2 et 0 abstention.	<b>A13 CE</b>	Antrag A13 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 7 zu 2 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A15, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 6 voix contre 2 et 1 abstention.	<b>A15 CE</b>	Antrag A15 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 6 zu 2 Stimmen bei 1 Enthaltung.
La proposition A20, opposée à la proposition A79, est acceptée par 5 voix contre 4 et 0 abstention.	<b>A20 A79</b>	Antrag A20 obsiegt gegen Antrag A79 mit 5 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A20, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 6 voix contre 3 et 0 abstention.	<b>A20 CE</b>	Antrag A20 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 6 zu 3 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

#### Septième lecture

La proposition A13, opposée à la proposition A78, est acceptée par 7 voix contre 3 et 0 abstention.	<b>A13 A78</b>	Antrag A13 obsiegt gegen Antrag A78 mit 7 zu 3 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
---	--------------------	--

#### Sechste Lesung

#### Siebte Lesung

Le 11 mai 2023

Den 11. Mai 2023



## Annexe

## Anhang

GRAND CONSEIL

2022-DAEC-177

GROSSER RAT

2022-DAEC-177

Projet de loi :  
Loi sur le climat (LClim)

Gesetzesentwurf: Klimagesetz (KlimG)

Commission ordinaire CO-2022-015  
Proposition de minorité (II/II) : libellé

Ordentliche Kommission CO-2022-015  
Minderheitsantrag (II/II): Wortlaut

### Propositions de minorité (II/II)

Une minorité de la commission composée des député-e-s Eric Barras, Christian Clément et Nicolas Kolly propose en outre au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :

#### *Art. 8*

<sup>1</sup> Le projet de Plan Climat cantonal ainsi que le rapport établi conformément à l'article 10 al. 2 sont ~~présentés~~ proposés au Grand Conseil, ~~à titre consultatif pour adoption.~~

<sup>2</sup> *Biffer.*

#### *Art. 9 al. 1*

<sup>1</sup> Dès son adoption par le ~~Conseil d'Etat~~ Grand Conseil, le Plan Climat cantonal a force obligatoire pour les autorités cantonales.

#### *Art. 12 al. 1 let. a*

[<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat a les attributions suivantes:]

a) il ~~adopte~~ élabore le Plan Climat cantonal et le transmet au Grand Conseil pour adoption;

### Minderheitsanträge (II/II)

Eine Kommissionsminderheit bestehend aus den Ratsmitgliedern Eric Barras, Christian Clément und Nicolas Kolly beantragt dem Grossen Rat ausserdem, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:

#### *Art. 8*

<sup>1</sup> Der Entwurf des KKP und der Bericht gemäss Artikel 10 Abs. 2 werden dem Grossen Rat ~~zur Vernehmlassung~~ zur Annahme vorgelegt.

<sup>2</sup> *Streichen.*

#### *Art. 9 al. 1*

<sup>1</sup> Sobald der KKP vom ~~Staatsrat~~ Grossen Rat verabschiedet wurde, ist er ist für die kantonalen Behörden verbindlich.

#### *Art. 12 Abs. 1 Bst. a*

[<sup>1</sup> Der Staatsrat hat folgende Befugnisse:]

a) Er ~~beschliesst~~ arbeitet den KKP aus und überweist ihn zum Beschluss an den Grossen Rat;

M10

M10

M10

**Art. 15 al. 1**

~~<sup>1</sup> Dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, les communes de plus de 1500 habitants et habitantes définissent~~ Les communes sont incitées à définir dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, dans un plan communal, les mesures qu'elles entendent mettre en œuvre, en complément des mesures de l'Etat et en coordination avec ces dernières, pour contribuer à atteindre les objectifs de la présente loi et ~~le transmettent~~ à transmettre ce plan à la Direction.

*Le 15 mai 2023*

**Art. 15 Abs. 1**

**M11** ~~<sup>1</sup> Innert fünf Jahren nach Inkrafttreten dieses Gesetzes legen Gemeinden mit mehr als 1500 Einwohnerinnen und Einwohnern~~ Die Gemeinden werden aufgerufen, innert fünf Jahren nach Inkrafttreten dieses Gesetzes in einem Gemeindeplan die Massnahmen fest festzulegen, die sie zusätzlich zu den staatlichen Massnahmen und koordiniert mit diesen umsetzen wollen, um zur Erreichung der Ziele dieses Gesetzes beizutragen, und ~~übermitteln~~ diesen Plan der Direktion zu übermitteln.

*Den 15. Mai 2023*



## Message 2022-DAEC-281

2 mai 2023

### Présence de l'OFROU à Estavayer-le-Lac : Achat du plateau « îlot 1 » du projet PAD Gare-Casino à Estavayer-le-Lac

*Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'acquisition d'une part de copropriété d'un plateau de bureaux de l'îlot 1 du plan d'aménagement de détail (PAD) Gare-Casino, à Estavayer-le-Lac, et sa mise à disposition de la Confédération, au profit de l'Office fédéral des routes en charge du réseau romand des routes nationales.*

## Table des matières

<b>1</b>	<b>Introduction</b>	<b>2</b>
<b>2</b>	<b>Description de l'objet</b>	<b>3</b>
<b>3</b>	<b>Estimations des TPF, de l'OFCL et de Wüest &amp; Partner AG</b>	<b>4</b>
<b>4</b>	<b>Coûts et mode d'acquisition</b>	<b>5</b>
<b>4.1</b>	<b>Modalités d'acquisition et de financement</b>	<b>5</b>
<b>4.2</b>	<b>Réserves</b>	<b>6</b>
<b>5</b>	<b>Type de patrimoine et crédit d'engagement</b>	<b>6</b>
<b>6</b>	<b>Référendum financier</b>	<b>7</b>
<b>7</b>	<b>Conclusion</b>	<b>7</b>

---

# 1 Introduction

---

L'Office fédéral des routes (OFROU) a pour objectif principal de garantir le bon fonctionnement du réseau des routes nationales. Pour ce faire, cet office exploite actuellement cinq filiales réparties sur tout le territoire du pays. La filiale en charge du réseau romand avait été installée en 2008 à Estavayer-le-Lac à titre de compensation fédérale. Pour rappel, le canton de Fribourg avait à l'époque déposé sa candidature pour que le Tribunal administratif fédéral s'établisse à Fribourg. Le choix de localisation de ce dernier s'étant arrêté sur Saint-Gall, la Confédération avait répondu favorablement à la proposition fribourgeoise d'établir une filiale d'un office fédéral sur le territoire cantonal, en l'occurrence, la filiale de l'OFROU dont il est question.

Le bâtiment actuellement occupé par l'OFROU, sis Place de la Gare à Estavayer-le-Lac, ne répond plus aux normes usuelles de la Confédération. Ce constat a motivé l'Office fédéral des constructions et de la logistique (OFCL), en charge des bâtiments administratifs fédéraux, à rechercher une nouvelle solution de localisation pour les collaboratrices et collaborateurs de l'OFROU. Une délocalisation en direction d'Yverdon-les-Bains, dans le canton de Vaud, a ainsi été envisagée, non seulement pour des raisons d'infrastructure, mais également pour faire bénéficier l'office de l'accès à un bassin de population plus large, présentant un marché du travail plus fourni dans les professions concernées et facilitant ainsi le recrutement de spécialistes en ingénierie routière. Ces arguments ont fait l'objet de discussion entre l'OFROU et la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle (DEEF) et n'ont pas été considérés comme dirimants.

Ainsi, le Conseil d'Etat est d'avis que le maintien de l'OFROU dans la Broye fribourgeoise s'impose. En effet, l'office emploie actuellement 63 personnes à Estavayer-le-Lac, dont un grand nombre d'ingénieurs hautement qualifiés. Plus de la moitié de ces personnes sont domiciliées sur le territoire cantonal. Selon les divers échanges, il existe une volonté à moyen terme d'internaliser un certain nombre de fonctions supplémentaires impliquant une augmentation du nombre d'employés à environ 80 à 90 postes de travail. Le maintien d'emplois fédéraux dans la Broye fribourgeoise est par conséquent important pour cette région. L'engagement du canton en la matière est une réponse aux demandes expresses, exprimées par la région, laquelle mérite ainsi d'être soutenue dans le maintien de son attractivité. En outre, il est utile de relever que cette démarche n'est pas en phase avec un projet de promotion économique classique dont la base légale serait la loi sur la promotion économique (LPec ; RSF 900.1). Il s'agit plutôt ici de régler une relation d'Etat à Etat.

Une solution de qualité a été trouvée après des négociations avec la société des Transports publics fribourgeois Immobilier (TPF Immo SA, ; les TPF), qui construit de nouveaux immeubles à la gare d'Estavayer-le-Lac. Cette société a accepté, contrairement à sa stratégie usuelle de propriétaire, de vendre un plateau de bureaux du PAD « Gare-Casino », afin de répondre aux exigences fédérales. Une garantie de vente de la surface en question permet aussi de finaliser le projet auprès des TPF et ainsi en accélérer ainsi le développement.

Dans le cadre de l'établissement ou du maintien d'un office fédéral en dehors de la Berne fédérale, il est attendu selon le Directeur de l'OFCL que le canton hôte y contribue financièrement. Les demandes initiales de la Confédération tendait vers une participation cantonale à fonds perdu. Après négociations avec ledit Office fédéral, l'accord prévoit en effet l'achat de surfaces dans un bâtiment construit et dont la promotion est assurée par les TPF, selon une distribution des parts de la copropriété de 57% pour la Confédération et 43% pour l'Etat de Fribourg.

L'Etat de Fribourg mettra sa partie de l'objet à disposition gratuite de la Confédération, afin que l'OFROU puisse y poursuivre ses activités. La Confédération s'engage à une utilisation optimale du site, telle que définie dans l'ordonnance fédérale concernant la gestion de l'immobilier et la logistique de la Confédération (OILC ; RS 172.010.21). Cette gestion est également soumise à l'inspection fédérale des finances, ce qui permet de partir du principe que le risque de sous-occupation du site par l'OFROU est limité. Si toutefois tel devait être le cas, la Confédération se propose de racheter la partie cantonale au prix initialement payé par l'Etat de Fribourg.

Lors des discussions menées par l'Etat et la Confédération, le principe d'un achat non-spéculatif a été appliqué pour les deux copropriétaires. Il n'y a par conséquent ni appréciation, ni dépréciation de la valeur de l'objet acheté. Chaque copropriétaire supportera la quote-part des frais communs attachée à son lot, de même que les impôts, taxes, contributions immobilières et assurances y relatifs. L'Etat de Fribourg mettra gratuitement ses surfaces acquises à la disposition de la Confédération pour une durée indéterminée. Les frais d'exploitation tels que les frais d'eau, de chauffage et d'électricité occasionnés exclusivement par l'utilisation des locaux par la Confédération (consommables) seront à charge de cette dernière. Il n'est pas attendu d'autres prestations de l'Etat de Fribourg, respectivement du Service des bâtiments.

## 2 Description de l'objet

Le projet Gare-Casino, développé conjointement par la commune d'Estavayer-le-Lac et les TPF, prévoit la requalification d'un secteur de 21 000 m<sup>2</sup> et le réaménagement complet de la gare routière staviacoise. Le bâtiment est le premier ouvrage dans le cadre d'un programme visant la construction d'un quartier ouvert, animé et attractif, complémentaire et relié au centre-ville, offrant un cadre de vie et de travail agréable. Il intégrera 1 518 m<sup>2</sup> de commerces, 40 logements, 105 places de stationnement et environ 1 700 m<sup>2</sup> de surfaces de bureaux.



Plan n°1: Plan d'implantation

Source: Plan d'aménagement de détail (PAD) "Gare Casino"

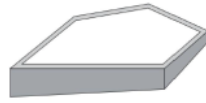
Le PAD comprend un total de 5 îlots implantés dans un légère pente qui descend au nord côté lac. Comme illustré par la figure ci-dessous, un îlot se compose d'une plateforme semi-enterrée (commerces et bureau dans le cas de l'îlot 1) et de bâtiments de logements implantés au-dessus. Le périmètre G1 au nord de l'îlot 1 avec une surface de 3 750 m<sup>2</sup> accueillera la gare routière, interface directement liée à la gare ferroviaire située à l'ouest du PAD.

PAD Gare Casino – Plan  
d’implantation et concept  
de l’îlot

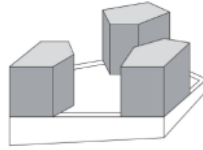
Source : ARCHAM et Partena-  
naires SA (18.03.2019)



Plateforme



Plateforme entourée d'un mur

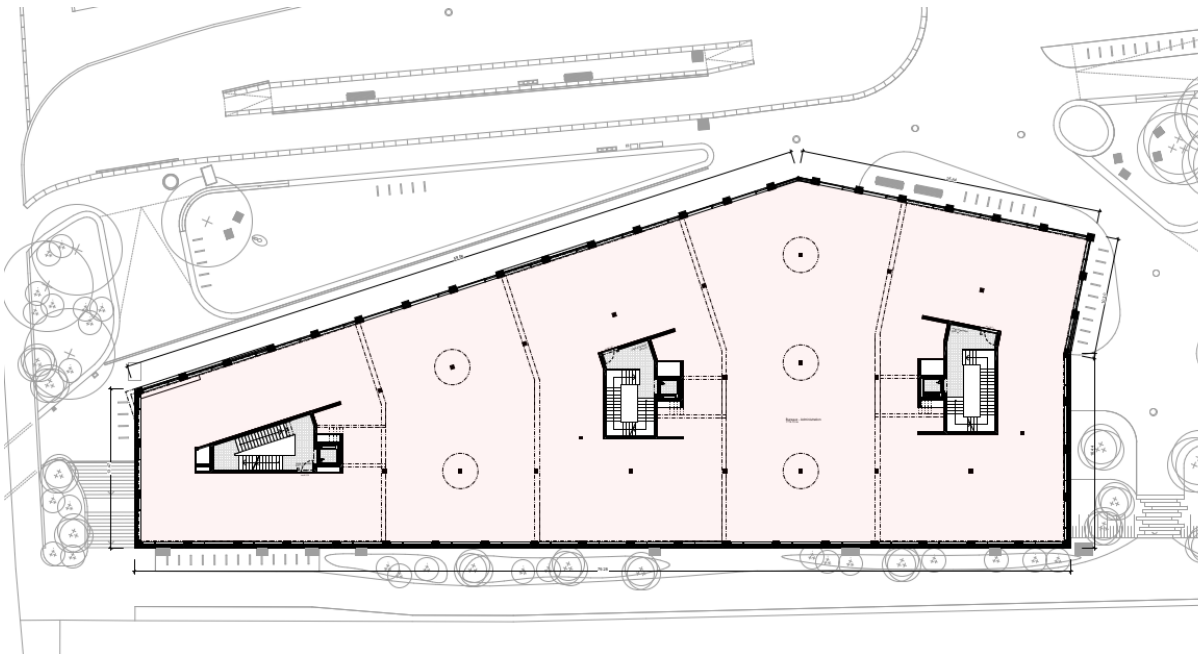


Bâtiment



Coupe longitudinale

La partie du bâtiment à acquérir dans le cadre du présent décret est le plateau de bureaux situé dans l’îlot 1 au premier étage, qui pourrait ainsi abriter les activités de l’OFROU.



### 3 Estimations des TPF, de l’OFCL et de Wüest & Partner AG

Le coût d’acquisition et d’aménagement des locaux a été estimé en 2021 par les TPF et par l’OFCL comme suit :

- > Les TPF ont évalué le coût d’acquisition de la surface de plancher de 1 859.09 m<sup>2</sup> entre 9 015 927.50 francs et 10 914 017.50 francs. Lors de cette estimation, l’état de finition des surfaces n’était pas indiqué ;

- 
- > L'OFCL a produit une étude de l'entreprise CBRE, conseil en immobilier résidentiel et commercial, évaluant le coût de l'objet à 6 071 000 francs, plus une marge de négociations de 5% à la hausse ou à la baisse. CBRE a précisé qu'il s'agissait d'un prix « en gris », à savoir que les finitions sols et murs étaient à la charge de l'acquéreur.

Aucune de ces deux estimations ne faisait mention des questions en lien avec l'acquisition des places de stationnement, qui auraient donc probablement dues être ajoutées à l'estimation du prix.

En raison de la grande différence entre ces deux estimations, les TPF, l'OFCL et l'Etat de Fribourg ont participé à une séance, le 19 mai 2022, où il a été décidé de mandater l'entreprise Wüest & Partner AG pour effectuer une nouvelle évaluation du prix de l'objet. Le cahier des charges a été défini communément entre les parties prenantes, lesquelles se sont également entendues pour un consensus au niveau de la méthode d'estimation, à savoir la définition d'une valeur mixte prenant en compte la valeur intrinsèque et la valeur de rendement (DCF : discounted cash-flow) de l'objet en question. L'analyse a conclu un prix de l'ordre de 9 450 000 francs. Sur cette base, la part cantonale, qui est de 43%, s'élèverait à 4 063 500 francs. Les dernières discussions du 25 novembre 2022 entre la direction des TPF et l'OFCL ont permis de s'entendre sur ce prix en lui affectant une marge de 10%, en lien avec un éventuel renchérissement à la construction, lequel devrait être démontré par les TPF et qui aboutirait à un coût maximal de 4 469 850 francs pour la part cantonale, à charge de l'Etat de Fribourg.

## 4 Coûts et mode d'acquisition

---

### 4.1 Modalités d'acquisition et de financement

Le plateau d'une surface de 1 714m<sup>2</sup> de bureaux nets et environ 1 900 m<sup>2</sup> bruts sera acquis auprès de la société TPF immobilier pour le prix arrêté de 9 450 000 francs (plus 10% de marge en cas de renchérissement justifié), auxquels il faut ajouter les frais d'acquisition à hauteur d'environ 4% (soit 380 000 francs). Ce plateau sera divisé en deux lots de copropriété sur la base du régime de copropriété ordinaire.

Pour rappel, la Confédération achètera un lot représentant 57% de la totalité du plateau, soit une surface d'environ 1 083 m<sup>2</sup>, et l'Etat de Fribourg un lot représentant 43% de la totalité du plateau, soit une surface d'environ 817 m<sup>2</sup> (achat de l'objet brut fini). La Confédération et l'Etat de Fribourg financeront dans ces mêmes proportions les travaux d'aménagement intérieurs nécessaires au bon fonctionnement de la filiale de l'OFROU. Ces coûts d'aménagement peuvent être estimés à environ 500 francs par m<sup>2</sup>, pour un total de 950 000 francs, soit 408 500 francs à la charge de l'Etat (43%). En résumé, les coûts à la charge de l'Etat sont donc les suivants :

Acquisition	4 063 500 francs
Frais d'acquisition (4%)	160 400 francs
Aménagement	408 500 francs
Réserve (10% sur le coût d'acquisition)	406 350 francs
<b>Total</b>	<b>5 038 750 francs</b>

En outre ces locaux seront mis à disposition gratuitement en faveur de l'OFROU. Tenant compte d'un loyer moyen fixé à 250 francs le m<sup>2</sup>, la location annuelle en faveur de l'Etat aurait pu se monter à 204 250 francs par année, soit 1 021 250 francs pour les cinq premières années.



---

## 4.2 Réserves

Les aménagements dédiés aux aspects de la sécurité et des contrôles d'accès imposés par la Confédération, ainsi que l'ameublement des locaux sont exclus du financement commun et ne seront donc pas à la charge de l'Etat.

Chaque copropriétaire supportera la quote-part des frais communs (charges communes de copropriété) attachée à son lot, de même que les impôts, taxes, contributions immobilières et assurances y relatifs.

Il n'est pas attendu d'autres prestations de l'Etat de Fribourg.

Les autorisations des crédits d'engagements sont de la responsabilité de chaque partie et sont donc expressément réservées. Les demandes réciproques sont coordonnées, afin d'éviter tous retards dans le développement et la réalisation du projet.

Dans l'hypothèse où l'une des parties envisagerait de vendre son lot de copropriété, des droits de préemption réciproques devront être consentis.

## 5 Type de patrimoine et crédit d'engagement

---

Selon l'article 43, alinéa premier de la loi sur les finances de l'Etat (LFE ; RSF 610.1), le Grand Conseil est compétent pour autoriser les achats et les aliénations de biens du patrimoine financier dont la valeur dépasse ½ % des charges du dernier compte de résultats. En l'occurrence, cette limite se situe à hauteur de 20 357 847 francs (cf. art. 2, al. 1 de l'ordonnance précisant certains montants liés aux derniers comptes de l'Etat ; RSF 612.21).

Dans le cadre de l'examen du présent dossier, le Conseil d'Etat a donc analysé la question de la nature de l'investissement, à savoir si l'acquisition fera partie de patrimoine financier ou administratif de l'Etat.

La législation oblige les collectivités publiques à accomplir différentes tâches et les cantons et les communes doivent se doter d'une infrastructure pour respecter ces dispositions légales. Une partie de l'actif de leur bilan est donc formé d'éléments indispensables à l'accomplissement des tâches publiques. Le critère de l'aliénabilité permet de classer les éléments du patrimoine comme actifs administratifs ou actifs financiers. Concrètement, cela implique que les éléments du patrimoine administratif ne peuvent être vendus sans nuire à l'accomplissement des tâches publiques, alors que les actifs financiers sont constitués de l'ensemble des biens immobiliers et mobiliers dont l'Etat a la libre disposition.

En pratique, afin de déterminer si un bien relève du patrimoine administratif ou du patrimoine financier, le Tribunal fédéral examine avant tout le cadre législatif entourant la fonction et la gestion du bien, afin d'en tirer, ou non, son lien avec l'accomplissement d'une tâche publique (Tanquerel, Manuel de droit administratif, Zürich, 2018, p. 64).

En l'occurrence, le bien-fonds acquis ne servira pas à accomplir une tâche cantonale reposant sur une base légale déterminée, puisque celui-ci sera simplement mis à la disposition de l'OFROU. Dans le même sens, ce bien pourra être vendu, aux conditions de la convention passée avec la Confédération, sans nuire à l'accomplissement d'une tâche attribuée à l'Etat.

Toutefois, l'opération présente des caractéristiques particulières qui la distinguent d'une classification usuelle au titre de patrimoine financier. En effet, l'investissement proposé aura un coût pour l'Etat, puisque les locaux sont mis à disposition gratuitement, alors que l'Etat supportera les coûts liés à la quote-part de son lot PPE. Le manque à gagner en termes d'absence de revenu locatif est estimé à un peu plus de 200'000 francs par année, et les coûts liés à la quote-part devraient représenter environ 25'000 francs, sans compter le coût du financement de l'opération (immobilisation de capitaux). Par ailleurs, la PPE à acquérir sera grevée d'un usufruit en faveur de la Confédération et n'est pas aliénable librement par l'Etat : seule une décision de la Confédération permettrait une éventuelle vente. En outre, la reprise du lot PPE par la Confédération s'opérerait au prix initialement payé par l'Etat, et non à un prix de marché. De fait, compte tenu de l'évolution des prix, une éventuelle vente par l'Etat dans quelques années impliquerait selon toute vraisemblance une perte.

---

Aussi, la part de PPE que l'Etat envisage d'acquérir n'apporte aucun rendement, mais au contraire coûtera annuellement à l'Etat. Cette part ne sera par ailleurs pas librement aliénable. Au vu de ces éléments, une classification au titre du patrimoine financier ne serait pas appropriée.

Dans ce sens, le Conseil d'Etat a décidé de soumettre l'objet au Grand Conseil, en vue de permettre un débat sur ce type d'acquisition et afin de garantir le respect des compétences décisionnelles du Grand Conseil.

En résumé, le crédit demandé se monte à un total de **5 038 750 francs**, selon le détail suivant :

- > Achat du terrain et des bâtiments : 4 063 500 francs
- > Frais d'acquisition : 160 400 francs
- > Aménagement intérieur : 408 500 francs
- > Réserve : 406 350 francs

## 6 Référendum financier

---

Le coût du projet ne dépasse pas la limite prévue par l'article 46 de la Constitution du Canton de Fribourg ( $\frac{1}{4}$  % du total des dépenses des derniers comptes de l'Etat) et n'est par conséquent pas soumis au référendum financier.

## 7 Conclusion

---

L'acquisition, avec la Confédération, de surfaces de bureaux dans le bâtiment « Gare-Casino » à Estavayer-le-Lac, dans le but d'y maintenir une filiale de l'OFROU, s'inscrit dans la volonté, exprimée par le Conseil d'Etat, de maintenir et de développer des emplois à haute valeur ajoutée dans le district de la Broye. La solution proposée, soit une acquisition en copropriété avec mise à disposition gratuite de l'OFROU, peut être soutenue de l'avis du Gouvernement. Cette solution, respectivement l'effort financier consenti, permet en effet non seulement de conserver une unité administrative fédérale sur le territoire cantonal, mais également d'assurer une participation du canton à la promotion d'un bien immobilier important pour le développement économique d'un chef-lieu de district et de toute une région.

Partant, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à adopter le présent projet de décret.



## Botschaft 2022-DAEC-281

2. Mai 2023

### Präsenz des ASTRA in Estavayer-le-Lac: Erwerb der Büroebene im «Block 1» des Detailbebauungsplans «Gare-Casino» in Estavayer-le-Lac

*Wir unterbreiten Ihnen eine Botschaft zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für den Erwerb einer Büroebene im "Block 1" des Detailbebauungsplans «Gare-Casino» in Estavayer-le-Lac, die dem Bund für die Zweigstelle des Bundesamts für Strassen, die für das Westschweizer Nationalstrassennetz zuständig ist, zur Verfügung gestellt wird.*

## Inhaltsverzeichnis

<b>1</b>	<b>Einleitung</b>	<b>2</b>
<b>2</b>	<b>Beschreibung des Objekts</b>	<b>3</b>
<b>3</b>	<b>Schätzungen der TPF, des BBL und der Firma Wüest &amp; Partner AG</b>	<b>4</b>
<b>4</b>	<b>Kosten und Art des Erwerbs</b>	<b>5</b>
<b>4.1</b>	<b>Erwerbs- und Finanzierungsmodalitäten</b>	<b>5</b>
<b>4.2</b>	<b>Reserven</b>	<b>6</b>
<b>5</b>	<b>Vermögensart und Verpflichtungskredit</b>	<b>6</b>
<b>6</b>	<b>Finanzreferendum</b>	<b>7</b>
<b>7</b>	<b>Schluss</b>	<b>7</b>

---

# 1 Einleitung

---

Die Hauptaufgabe des Bundesamts für Strassen (ASTRA) ist es, die Funktionsfähigkeit des Nationalstrassennetzes sicherzustellen. Zu diesem Zweck betreibt das Amt zurzeit fünf Zweigstellen, die auf die ganze Schweiz verteilt sind. Die Zweigstelle, die für das Westschweizer Strassennetz verantwortlich ist, wurde 2008 als Ausgleichsmassnahme des Bundes in Estavayer-le-Lac eingerichtet. Der Kanton Freiburg hatte sich zu jener Zeit für den Sitz des Bundesverwaltungsgerichts beworben, das schliesslich in St. Gallen angesiedelt wurde. Deshalb hat der Bund den Vorschlag Freiburgs, eine Zweigstelle eines Bundesamts auf das Kantonsgebiet zu verlegen, angenommen. Dies ist der Grund, weshalb die Zweigstelle des ASTRA, von der hier die Sprache ist, im Kanton präsent ist.

Das aktuell vom ASTRA benutzte Gebäude am Bahnhofplatz von Estavayer-le-Lac entspricht nicht mehr den Standards des Bundes. Deshalb hat das Bundesamt für Bauten und Logistik (BBL), das für die Bundesverwaltungsgebäude zuständig ist, nach einem neuen Standort für die Mitarbeitenden des ASTRA gesucht. Sogar eine Umsiedlung nach Yverdon-les-Bains, in den Kanton Waadt, wurde geprüft, und zwar nicht nur aus Infrastrukturgründen, sondern auch um den Arbeitsmarkt des Genferseebeckens zu erreichen, der mehr Fachpersonen in den betroffenen Berufen zu bieten hat, was die Anstellung von Spezialisten für Strassentechnik erleichtert. Diese Argumente waren Gegenstand von Gesprächen zwischen dem ASTRA und der Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion (VWBD) und wurden nicht als unüberwindliches Hindernis gewertet.

Der Staatsrat ist somit der Meinung, dass der Verbleib des ASTRA in der Freiburger Broyeregion unerlässlich ist. Das Amt beschäftigt zurzeit 63 Personen in Estavayer-le-Lac, darunter eine grosse Zahl von hochqualifizierten Ingenieurinnen und Ingenieuren. Mehr als die Hälfte dieser Personen wohnen auf dem Kantonsgebiet. Aus den verschiedenen Gesprächen ging hervor, dass angedacht ist, mittelfristig eine gewisse Zahl von zusätzlichen Funktionen ins Amt zu integrieren, womit die Zahl der Arbeitsplätze auf etwa 80 bis 90 steigen wird. Die Wahrung von Arbeitsplätzen beim Bund ist folglich wichtig für die Broyeregion. Der Staat Freiburg engagiert sich in dieser Sache, weil er von der Region ausdrücklich darum gebeten wurde und weil die Region es verdient, unterstützt zu werden, um ihre Attraktivität zu erhalten. Im Übrigen ist darauf hinzuweisen, dass es sich hierbei nicht um ein klassisches Wirtschaftsförderungsprojekt mit dem Gesetz über die Wirtschaftsförderung (WFG; SGF 900.1) als Gesetzesgrundlage handelt. Es geht hier vielmehr darum, eine Beziehung von Staat zu Staat zu regeln.

Eine gute Lösung wurde nach Verhandlungen mit der Immobilienfirma der Freiburger Verkehrsbetriebe (TPF Immo SA; die TPF) gefunden, die neue Gebäude beim Bahnhof von Estavayer-le-Lac baut. Diese Firma hat entgegen ihrer üblichen Eigentümerstrategie eingewilligt, eine Büroebene des Detailbebauungsplans «Gare-Casino» zu verkaufen, um die Anforderungen des Bundes zu erfüllen. Eine Garantie für den Verkauf der entsprechenden Fläche ermöglicht es den TPF auch, das Projekt fertig auszuarbeiten und so dessen Entwicklung zu beschleunigen.

Für eine Niederlassung oder für den Verbleib eines Bundesamts ausserhalb von Bundesbern wird nach Aussage des Direktors des BBL vom Gastgeberkanton eine finanzielle Beteiligung erwartet. Ursprünglich verlangte der Bund vom Staat Freiburg, dass er sich mit einem A-fonds-perdu-Beitrag beteiligt. Nach Verhandlung mit dem BBL wurde vereinbart, Räumlichkeiten in einem Gebäude zu erwerben, das unter der Bauherrschaft der TPF errichtet wird, wobei der Bund zu 57 % und der Staat zu 43 % als Miteigentümer auftreten.

Der Staat Freiburg wird seinen Eigentumsanteil dem Bund unentgeltlich zur Verfügung stellen, damit das ASTRA dort seine Tätigkeit fortsetzen kann. Der Bund verpflichtet sich zu einer optimalen Belegung der Räumlichkeiten, wie es die Verordnung über das Immobilienmanagement und die Logistik des Bundes (VILB; SR 172.010.21) vorschreibt. Dieses Immobilienmanagement untersteht der Eidgenössischen Finanzkontrolle, so dass davon ausgegangen werden kann, dass das Risiko einer Unterbelegung der Räumlichkeiten durch das ASTRA begrenzt ist. Falls dies dennoch geschehen sollte, bietet der Bund an, dem Staat Freiburg den Kantonsanteil zu den Gestehungskosten abzukaufen.

Der Bund und der Staat haben sich in ihren Gesprächen auf den Grundsatz geeinigt, dass sie mit dem Erwerb keine Spekulation betreiben. Folglich gibt es weder eine Auf- noch eine Abwertung des erworbenen Objekts. Jeder Miteigentümer trägt seinen prozentualen Anteil an den gemeinsamen Kosten des Eigentums, einschliesslich der damit verbundenen Kosten für Steuern, Liegenschaftssteuern und Versicherungen. Der Staat Freiburg stellt die erworbenen Räumlichkeiten dem Bund auf unbestimmte Zeit unentgeltlich zur Verfügung. Die Betriebskosten wie etwa für den Wasserverbrauch, die Heizung, und den Strom, die durch die Nutzung der Räumlichkeiten durch den Bund entstehen (Verbrauchsgüter), gehen zulasten des Bundes. Es werden vom Staat Freiburg, bzw. vom Hochbauamt keine weiteren Leistungen erwartet.

## 2 Beschreibung des Objekts

Das Projekt Gare-Casino, das von der Gemeinde Estavayer-le-Lac und den TPF gemeinsam entwickelt wird, sieht die Aufwertung einer Fläche von 21 000 m<sup>2</sup> und die vollständige Erneuerung des Busbahnhofs der Gemeinde vor. Das Gebäude ist das erste Bauvorhaben eines ganzen Programms, das die Errichtung eines offenen, belebten und attraktiven Quartiers vorsieht. Dieses ergänzt das Stadtzentrum, ist mit ihm verbunden und bietet ein angenehmes Lebens- und Arbeitsumfeld. Das Gebäude umfasst 1518 m<sup>2</sup> Geschäftsräumlichkeiten, 40 Wohnungen, 105 Parkplätze und etwa 1700 m<sup>2</sup> Büroflächen.



Plan n°1: Plan d'implantation

Source: Plan d'aménagement de détail (PAD) "Gare Casino"

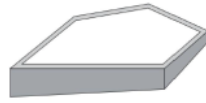
Der Detailbebauungsplan umfasst fünf Blöcke, die auf einem leicht abschüssigen Gelände gegen Norden zum See hin zu stehen kommen. Wie die unten stehende Abbildung zeigt, besteht ein Block aus einer Tiefparterre-Ebene (Geschäfte und Büros im Fall des Blocks 1), auf der Wohngebäude zu stehen kommen. Auf dem Gebiet G1 nördlich des Blocks 1 mit einer Fläche von 3750 m<sup>2</sup> wird der Busbahnhof zu stehen kommen, der direkt mit dem Bahnhof im Westen des Detailbebauungsplans verbunden ist.

PAD Gare Casino – Plan  
d'implantation et concept  
de l'îlot

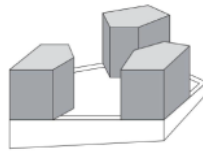
Source : ARCHAM et Partena-  
naires SA (18.03.2019)



Plateforme



Plateforme entourée d'un mur

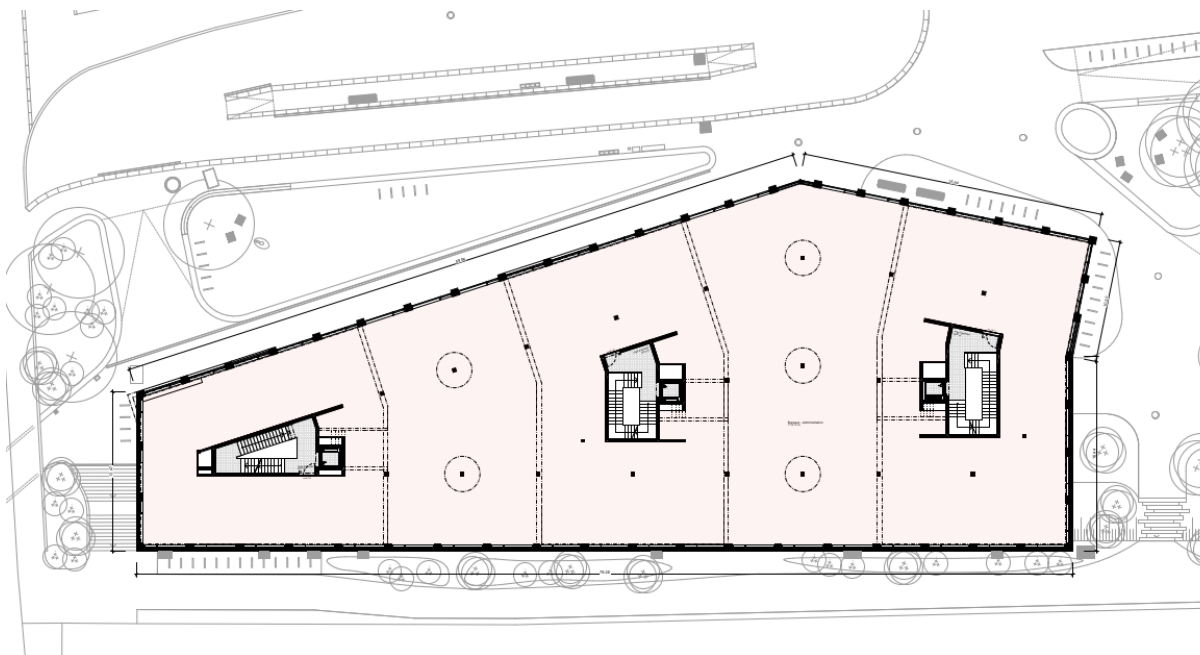


Bâtiment



Coupe longitudinale

Der Teil des Gebäudes, der im Rahmen des vorliegenden Dekrets erworben werden soll, besteht aus den Büroräumlichkeiten im 1. Obergeschoss des Blocks 1, in denen das ASTRA unterkommen könnte.



### 3 Schätzungen der TPF, des BBL und der Firma Wüest & Partner AG

Die Kosten für den Erwerb und die Ausstattung der Räumlichkeiten wurden im Jahr 2021 von den TPF und vom BBL wie folgt geschätzt:

- > Die TPF haben die Erwerbskosten der Geschossfläche von 1 859.09 m<sup>2</sup> auf 9 015 927.50 bis 10 914 017.50 Franken geschätzt. Bei dieser Schätzung war der Innenausbaustand der Geschossfläche nicht angegeben.
- > Das BBL hat eine Studie der CBRE, einer Beratungsfirma für Wohn- und Gewerbeimmobilien, vorgelegt, in der die Kosten des Objekts auf 6 071 000 Franken mit einer Verhandlungsmarge von 5 % nach oben oder unten geschätzt werden. Die CBRE präzisierte, dass sich der Preis auf einen Innenausbaustand ohne Bodenbelag und Wandverkleidung bezieht, die zulasten des Käufers gehen.

Keine der beiden Schätzungen befasste sich mit der Frage des Erwerbs von Parkplätzen, die wahrscheinlich zum Kaufpreis hätten hinzugefügt werden müssen.

Aufgrund des grossen Preisunterschieds zwischen den beiden Schätzungen haben die TPF, das BBL und der Staat Freiburg an ihrer Sitzung vom 19. Mai 2022 beschlossen, die Firma Wüest & Partner AG mit einer neuen Schätzung des Kaufpreises zu beauftragen. Das Pflichtenheft wurde von den betroffenen Parteien gemeinsam ausgearbeitet, die sich auch über die Schätzungsmethode geeinigt haben, nämlich die Mischwertmethode, die den Substanzwert und den Ertragswert (DCF: Discounted Cash-Flow) des Objekts berücksichtigt. Die Analyse schliesst auf einen Preis von etwa 9 450 000 Franken. Auf dieser Grundlage würde sich der Kantonsanteil von 43 % auf 4 063 500 Franken belaufen. Bei den letzten Gesprächen zwischen der Direktion der TPF und dem BBL, die am 25. November 2022 stattfanden, haben sich die Gesprächspartner auf diesen Preis geeinigt, wobei eine Marge von 10 % für eine allfällige, von den TPF nachzuweisende Bauteuerung einkalkuliert wurde. Die Kosten zulasten des Staats Freiburg würden sich also auf höchstens 4 469 850 Franken belaufen.

## 4 Kosten und Art des Erwerbs

### 4.1 Erwerbs- und Finanzierungsmodalitäten

Die gesamte Ebene mit einer Nettobürofläche von 1714 m<sup>2</sup> respektive einer Bruttofläche von etwa 1900 m<sup>2</sup> wird von der Firma TPF Immobilier zum Preis von 9 450 000 Franken (plus eine Marge von 10 % für den Fall einer nachweislichen Teuerung) erworben. Zu diesem Betrag sind noch die Erwerbskosten von etwa 4 % (bzw. 380 000 Franken) hinzuzurechnen. Die Ebene wird im ordentlichen Miteigentumsverhältnis in zwei Eigentumseinheiten aufgeteilt.

Zur Erinnerung: Der Bund erwirbt einen Anteil von 57 % der gesamten Fläche, das sind etwa 1083 m<sup>2</sup>, und der Staat Freiburg einen Anteil von 43 % der gesamten Fläche, das sind etwa 817 m<sup>2</sup> (Kauf des Objekts vor Endausbau). Der Bund und der Staat Freiburg werden zu gleichen Anteilen die Arbeiten zur Innenausstattung finanzieren, die für den guten Betrieb der ASTRA-Zweigstelle nötig sind. Die Ausstattungskosten können auf etwa 500 Franken pro Quadratmeter geschätzt werden. Das entspricht einem Gesamtbetrag von 950 000 Franken, wovon 408 500 Franken zulasten des Staats gehen (43%). Zusammenfassend gehen die folgenden Kosten zulasten des Staats:

Objekterwerb	4 063 500 Franken
Erwerbskosten (4 %)	160 400 Franken
Ausstattung	408 500 Franken
Reserve (10 % der Kosten für den Objekterwerb)	406 350 Franken
<b>Total</b>	<b>5 038 750 Franken</b>

Darüber hinaus werden die Räume dem ASTRA unentgeltlich zur Verfügung gestellt. Bei einer durchschnittlichen Miete von 250 Franken pro Quadratmeter hätten sich die jährlichen Mieteinnahmen des Staats auf 204 250 Franken pro Jahr, bzw. 1 021 250 Franken in den ersten fünf Jahren belaufen können.



---

## 4.2 Reserven

Die vom Bund vorgeschriebene Ausstattung, was die Sicherheitsaspekte und die Zugangskontrollen betrifft, sowie die Möblierung der Räumlichkeiten sind von der gemeinsamen Finanzierung ausgeschlossen und gehen daher nicht zu Lasten des Staats.

Jeder Miteigentümer trägt die gemeinsamen Kosten am Miteigentum im Verhältnis zu seinem Anteil mit. Dazu gehören auch die entsprechenden Steuern, Liegenschaftssteuern und Versicherungen.

Vom Staat Freiburg werden keine weiteren Leistungen verlangt.

Die Bewilligung für den entsprechenden Verpflichtungskredit muss jede Partei für sich erhalten. Sie stellt die Voraussetzung für den Erwerb dar. Die Anträge für die jeweiligen Verpflichtungskredite werden koordiniert, um Verspätungen bei der Entwicklung und Umsetzung des Projekts zu vermeiden.

Falls eine der beiden Parteien den Verkauf ihres Miteigentümeranteils plant, muss ein gegenseitiges Vorkaufsrecht gewährt werden.

## 5 Vermögensart und Verpflichtungskredit

---

Gemäss Artikel 43 Abs. 1 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates (FHG; SGF 610.1) bewilligt der Grosse Rat den Erwerb und die Veräusserung von Vermögenswerten des Finanzvermögens, die wertmässig mehr als ½ % des Aufwands der letzten Erfolgsrechnung ausmachen. Im vorliegenden Fall beläuft sich der massgebende Betrag auf 20 357 847 Franken (vgl. Art. 2 Abs. 1 der Verordnung über die massgebenden Beträge gemäss der letzten Staatsrechnung; SGF 612.21).

Bei der Prüfung dieser Vorlage ist der Staatsrat also der Frage nachgegangen, ob die vorliegende Investition zum Finanzvermögen oder zum Verwaltungsvermögen des Staats zählen wird.

Die öffentlichen Körperschaften sind gesetzlich verpflichtet, verschiedene Aufgaben zu erledigen, und die Kantone und Gemeinden müssen sich zu diesem Zweck mit der nötigen Infrastruktur ausrüsten, damit sie ihre gesetzlichen Pflichten erfüllen können. Ein Teil ihrer Vermögenswerte besteht folglich aus Bestandteilen, die für die Erfüllung von öffentlichen Aufgaben unerlässlich sind. Das Kriterium der Veräusserungsfähigkeit erlaubt es, die Vermögenswerte als Verwaltungs- oder Finanzvermögen zu identifizieren. Konkret bedeutet dies, dass der Staat sein Verwaltungsvermögen nicht veräussern kann, ohne die Erfüllung von öffentlichen Aufgaben zu behindern, während er über die beweglichen und unbeweglichen Finanzvermögen frei verfügen kann.

Zur Klärung, ob ein Vermögenswert zum Verwaltungsvermögen oder zum Finanzvermögen gehört, prüft das Bundesgericht in erster Linie den rechtlichen Rahmen rund um den Zweck und die Verwaltung des Vermögens, der Aufschluss darüber gibt, ob eine Verbindung mit einer öffentlichen Aufgabe besteht (nach Tanquerel, *Manuel de droit administratif*, Zürich, 2018, S. 64).

Im vorliegenden Fall dient die zu erwerbende Liegenschaft nicht zur Ausführung einer gesetzlichen Aufgabe des Staats, sondern wird dem ASTRA bloss zur Verfügung gestellt. Darüber hinaus kann die Liegenschaft gemäss den Bedingungen der Vereinbarung mit dem Bund verkauft werden, ohne die Erfüllung einer Staatsaufgabe zu beeinträchtigen.

Die Transaktion weist jedoch besondere Eigenschaften auf, so dass sie sich von einem klassischen Finanzvermögen unterscheidet. In der Tat ist die vorgeschlagene Investition für den Staat mit Kosten verbunden, denn er stellt die Räumlichkeiten unentgeltlich zur Verfügung, trägt aber dennoch die Kosten am Miteigentum im Verhältnis zu seinem Anteil. Der entgangene Gewinn aufgrund der fehlenden Mieteinnahmen wird auf etwas über 200 000 Franken pro Jahr geschätzt. Die Kosten am Miteigentum sollten etwa 25 000 Franken betragen. Zudem sind die Kosten zur Finanzierung der Transaktion zu berücksichtigen (Kapitalbindung). Im Übrigen wird das Miteigentum durch eine Nutzniessung zugunsten des Bundes belastet und kann von Staat nicht frei veräussert werden: Nur der Bund kann

---

über einen allfälligen Verkauf entscheiden. Der Bund würde den Miteigentümeranteil des Staats ausserdem zum ursprünglichen Kaufpreis und nicht zum Marktpreis erwerben. Angesichts der aktuellen Preisentwicklung wäre deshalb ein Verkauf durch den Staat in ein paar Jahren voraussichtlich mit einem Verlust verbunden.

Da der Miteigentumsanteil, den der Staat erwerben möchte, keinen Ertrag abwerfen, sondern vielmehr jährliche Kosten verursachen wird und nicht frei veräusserlich sein wird, wäre eine Einreihung ins Finanzvermögen nicht sachgerecht.

Aus diesem Grund hat der Staatsrat beschossen, die Sache dem Grossen Rat vorzulegen, damit eine Debatte über diese Art von Anschaffungen stattfinden und der Grosse Rat seine Entscheidungsbefugnis ausüben kann.

Zusammenfassend beläuft sich der beantragte Verpflichtungskredit auf **5 038 750 Franken**, der sich aus den folgenden Bestandteilen zusammensetzt:

- > Liegenschafts Kauf: 4 063 500 Franken
- > Erwerbskosten: 160 400 Franken
- > Innenausstattung: 408 500 Franken
- > Reserve: 406 350 Franken

## **6 Finanzreferendum**

---

Der Verpflichtungskredit unterliegt nicht dem Finanzreferendum, da die Projektkosten die in Artikel 46 der Verfassung des Kantons Freiburg vorgesehene Grenze nicht überschreiten ( $\frac{1}{4}$  % der Gesamtausgaben der letzten Staatsrechnung).

## **7 Schluss**

---

Der Erwerb zusammen mit dem Bund von Büroflächen in der Überbauung «Gare-Casino» in Estavayer-le-Lac, um den Verbleib einer Zweigstelle des ASTRA dort zu gewährleisten, entspricht dem Bestreben des Staatsrats, Arbeitsplätze mit hoher Wertschöpfung im Broyebezirk zu halten und zu entwickeln. Die vorgeschlagene Lösung, nämlich der Erwerb einer Liegenschaft in Miteigentümerschaft und deren unentgeltliche Bereitstellung für das ASTRA, ist nach Meinung des Staatsrats vertretbar. Die Lösung, respektive der finanzielle Aufwand, erlaubt es einerseits, eine Einheit der Bundesverwaltung auf dem Kantonsgebiet zu bewahren, und andererseits einen Kantonsbeitrag dazu zu leisten, dass ein Immobilienvorhaben zustande kommt, das für die wirtschaftliche Entwicklung eines Bezirkshauptorts und einer ganzen Region von Bedeutung ist.

Der Staatsrat lädt deshalb den Grossen Rat ein, den vorliegenden Dekretsentwurf anzunehmen.

**Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour l'acquisition, en copropriété avec la Confédération, de surfaces de bureaux dans le bâtiment «Gare-Casino» à Estavayer-le-Lac, au profit d'une filiale de l'Office fédéral des routes**

du ...

---

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –

Modifié(s): –

Abrogé(s): –

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu le message 2022-DAEC-281 du Conseil d'Etat du 2 mai 2023;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**I.**

**Art. 1**

<sup>1</sup> L'acquisition, par l'Etat de Fribourg, en copropriété avec la Confédération suisse, d'une surface de bureaux de 1900 m<sup>2</sup> dans le bâtiment «Gare-Casino» à Estavayer-le-Lac, ainsi que le crédit d'aménagement de ces bureaux sont approuvés.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Le coût total s'élève à 5'038'750 francs.

**Art. 3**

<sup>1</sup> Un crédit de 5'038'750 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement de cette opération.

**Art. 4**

<sup>1</sup> Les crédits de paiement nécessaires sont portés aux budgets financiers annuels, sous le centre de charges BATI-3850/5040.001 «Achats d'immeubles», et utilisés conformément aux dispositions de la LFE.

**Art. 5**

<sup>1</sup> Les dépenses nécessaires à cette acquisition seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 LFE.

**II.**

*Aucune modification d'actes dans cette partie.*

**III.**

*Aucune abrogation d'actes dans cette partie.*

**IV.**

Le présent décret est soumis au referendum financier facultatif.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.

**Dekret über einen Verpflichtungskredit für den Erwerb von Büroräumlichkeiten in Miteigentümerschaft mit dem Bund in der Überbauung «Gare-Casino» in Estavayer-le-Lac für eine Zweigstelle des Bundesamts für Strassen**

vom ...

---

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –  
Geändert: –  
Aufgehoben: –

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

nach Einsicht in die Botschaft 2022-DAEC-281 des Staatsrats vom 2. Mai 2023;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**I.**

**Art. 1**

<sup>1</sup> Der Erwerb einer Bürofläche von 1900 m<sup>2</sup> in der Überbauung «Gare-Casino» in Estavayer-le-Lac in Miteigentümerschaft mit der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Kredit für die Ausstattung dieser Bürofläche durch den Staat wird gutgeheissen.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Die Gesamtkosten belaufen sich auf 5 038 750 Franken.

### **Art. 3**

<sup>1</sup> Zur Finanzierung dieses Erwerbs wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 5 038 750 Franken eröffnet.

### **Art. 4**

<sup>1</sup> Die erforderlichen Zahlungskredite werden in die jährlichen Voranschläge unter der Kostenstelle BATI-3850/5040.001 «Liegenschaftskäufe», aufgenommen und entsprechend den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

### **Art. 5**

<sup>1</sup> Die Ausgaben für den Liegenschaftserwerb werden in der Staatsbilanz aktiviert und nach Artikel 27 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt abgeschrieben.

## **II.**

*Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

## **III.**

*Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

## **IV.**

Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.

Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.

## Annexe

GRAND CONSEIL

2022-DAEC-281

**Projet de décret:  
Crédit d'engagement pour l'acquisition de surfaces de bureaux dans le bâtiment "Gare-Casino" à Estavayer-le-Lac**

*Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG*

---

*Présidence* : Claude Brodard

*Vice-présidence* : Bruno Boschung

*Membres* : Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, Nadine Gobet, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Elias Moussa, Stéphane Peiry, Benoît Rey, Bruno Riedo

### Entrée en matière

A l'unanimité de ses membres, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

### Vote final

Par 5 voix contre 4 et 6 abstentions, la commission propose au Grand Conseil de rejeter ce projet de décret.

---

*Le 14 juin 2023*

## Anhang

GROSSER RAT

2022-DAEC-281

**Dekretsentwurf: Verpflichtungskredit für den Erwerb von Büroräumlichkeiten in der Überbauung "Gare-Casino" in Estavayer-le-Lac**

*Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK*

---

*Präsidium* : Claude Brodard

*Vize-Präsidium* : Bruno Boschung

*Mitglieder* : Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, Nadine Gobet, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Elias Moussa, Stéphane Peiry, Benoît Rey, Bruno Riedo

### Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

### Schlussabstimmung

Mit 5 zu 4 Stimmen bei 6 Enthaltungen beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf abzulehnen.

---

*Den 14. Juni 2023*



## Annexe

GRAND CONSEIL

2022-DAEC-281

Projet de décret :

Crédit d'engagement pour l'acquisition de surfaces de bureaux dans le bâtiment "Gare-Casino" à Estavayer-le-Lac

*Proposition de la commission ad hoc CAH-2023-007*

---

*Présidence* : Chardonens Christophe

*Membres* : Altermatt Bernhard, Bürgisser Nicolas, Chardonens Jean-Daniel, Collomb Eric, Esseiva Catherine, Raetzo Carole, Raetzo Tina, Rodriguez Rose-Marie, Thévoz Ivan, Vial Pierre.

### Entrée en matière

La commission propose au Grand Conseil tacitement d'entrer en matière sur ce projet de décret.

### Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de décret comme suit :

#### **IV. Clauses finales**

Le présent décret n'est pas soumis au referendum financier facultatif.

### Vote final

A l'unanimité de ses membres, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

### Catégorisation du débat

La Commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

## Anhang

GROSSER RAT

2022-DAEC-281

Dekretsentwurf:

Verpflichtungskredit für den Erwerb von Büroräumlichkeiten in der Überbauung "Gare-Casino" in Estavayer-le-Lac

*Antrag der Ad-hoc-Kommission AHK-2023-007*

---

*Präsidium*: Chardonens Christophe

*Mitglieder*: Altermatt Bernhard, Bürgisser Nicolas, Chardonens Jean-Daniel, Collomb Eric, Esseiva Catherine, Raetzo Carole, Raetzo Tina, Rodriguez Rose-Marie, Thévoz Ivan, Vial Pierre.

### Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

### Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf wie folgt zu ändern:

#### **IV. Schlussbestimmungen**

Dieses Dekret untersteht nicht dem fakultativen Finanzreferendum.

### Schlussabstimmung

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, diesen Dekretsentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen.

### Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

### Résultats des votes

La proposition suivante a été mise aux voix :

La proposition A1, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

*Le 6 juin 2023*

### Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgenden Antrag abgestimmt:

**A1**  
**CE**

Antrag A1 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung.

*Den 6. Juni 2023*

# Etablissement cantonal de promotion foncière

Rapport annuel

1<sup>er</sup> janvier 2022 – 31 décembre 2022

## 1. Avant-propos

### 1.1. Le message d'Olivier Curty, Président du Conseil d'administration

Si les 15 premiers mois d'existence de l'Établissement cantonal de promotion foncière (ECPF) ont été principalement consacrés à la mise en place de son organisation et de ses infrastructures, l'année 2022 l'a vu entrer pleinement dans l'âge adulte. À l'instar de ce qui s'est passé sur le site AgriCo, à St-Aubin, ses activités se sont accélérées et multipliées : développement de projets et d'infrastructures, soutien aux communes et aux régions, planifications diverses... l'ECPF est en train de se positionner comme un acteur incontournable de la réussite économique fribourgeoise. L'Établissement veut aller plus loin que les recettes proposées jusqu'à aujourd'hui : son rôle, tel qu'il l'imagine – et c'est très certainement ainsi que l'avait imaginé également, en 2019, le Grand Conseil fribourgeois – est aussi de rechercher des solutions innovantes pour résoudre les problèmes qui peuvent se poser dans le développement des sites industriels. C'est un défi à long terme, mais c'est aujourd'hui que les outils se créent et que les mentalités se changent. Les autorités politiques, tout comme la population, nous font confiance pour y parvenir. L'ECPF, son Conseil d'administration, ses collaboratrices et ses collaborateurs travaillent tous les jours pour être à la hauteur de la tâche qui leur a été confiée. Les nombreux projets menés et décrits dans ce deuxième rapport d'activités en sont la meilleure des preuves.

### 1.2. Le message de Giancarlo Perotto, Directeur de l'ECPF

L'année 2022 a été synonyme, pour l'ECPF, d'accélération fulgurante de ses activités, dans tous les domaines. L'Établissement est entré dans le vif du sujet : avec le développement des sites – et particulièrement celui d'AgriCo –, il met en œuvre ce qu'il faut pour concrétiser sa stratégie : créer des secteurs qui soient plus que de simples sites industriels développés dans le respect de l'équilibre entre les trois piliers du développement durable. Il était important pour la Direction de l'ECPF de prouver que ses ambitions, soutenues par le Conseil d'État, ne sont pas que des promesses, mais se traduisent par des actes concrets. Saint-Aubin en est le premier exemple. L'entrée en vigueur du plan d'affectation cantonal (PAC AgriCo) nous a donné les conditions-cadres nécessaires pour lancer véritablement la transformation du site. Le projet *Ligne Durable*, issu du Mandat d'études parallèles (MEP) pour la future plateforme de mobilités, offre bien plus qu'une solution de stationnement et anticipe l'évolution de la mobilité et les possibilités de réaffectation du parking. Le contracting énergie, qui déploiera ses effets début 2023, établit les bases d'un site 100% renouvelable en matière de consommation d'énergie. Les solutions en matière de traitement des eaux usées ménagères et industrielles tablent sur le développement de synergies et de solutions pérennes non seulement pour AgriCo, mais également pour l'ensemble de la région. Les bases sont établies pour St-Aubin ; elles le seront dans le courant de l'année prochaine pour le site de La Maillarde, à Romont.

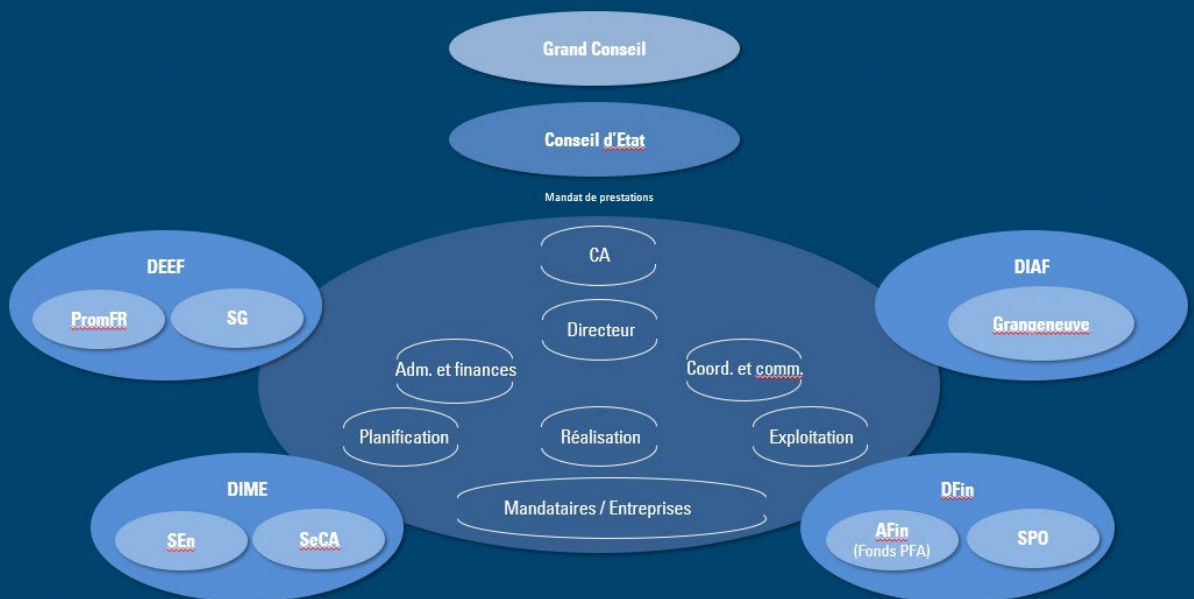
## 2. L'ECPF

### 2.1. Portrait

L'Etablissement cantonal de promotion foncière (ECPF) a été institué par la loi sur la promotion foncière active (LPFA), adoptée par le Grand Conseil fribourgeois le 18 octobre 2019. La LPFA confie à l'ECPF la mise en œuvre de la politique foncière active de l'Etat, à savoir l'exploitation d'immeubles destinés à des activités de promotion économique, la valorisation des sites et leur mise à disposition des acteurs économiques, ainsi que le soutien à ses objectifs en matière d'aménagement du territoire.

La LPFA a également créé le Fonds pour la politique foncière active (Fonds PFA), doté à l'origine de 100 millions de francs et mis à disposition de l'ECPF pour remplir ses missions. Le Fonds PFA a permis à l'Etat d'acquérir, en 2016 et 2017, les sites d'AgriCo, à Saint-Aubin et Pré-aux-Moines, à Marly, ainsi que le site de La Maillarde, à Romont.

L'ECPF a débuté ses activités le 1<sup>er</sup> octobre 2020, en tant qu'Etablissement autonome de droit public, et est inscrit depuis le 27 avril 2021 au Registre du commerce. Il agit sur mandat du Conseil d'Etat (arts 7 et 21 LPFA). Le premier mandat de prestations a été validé par le Conseil d'Etat le 21 décembre 2021 et couvre la période du 1<sup>er</sup> octobre 2020, date de création officielle de l'ECPF, au 31 décembre 2023.



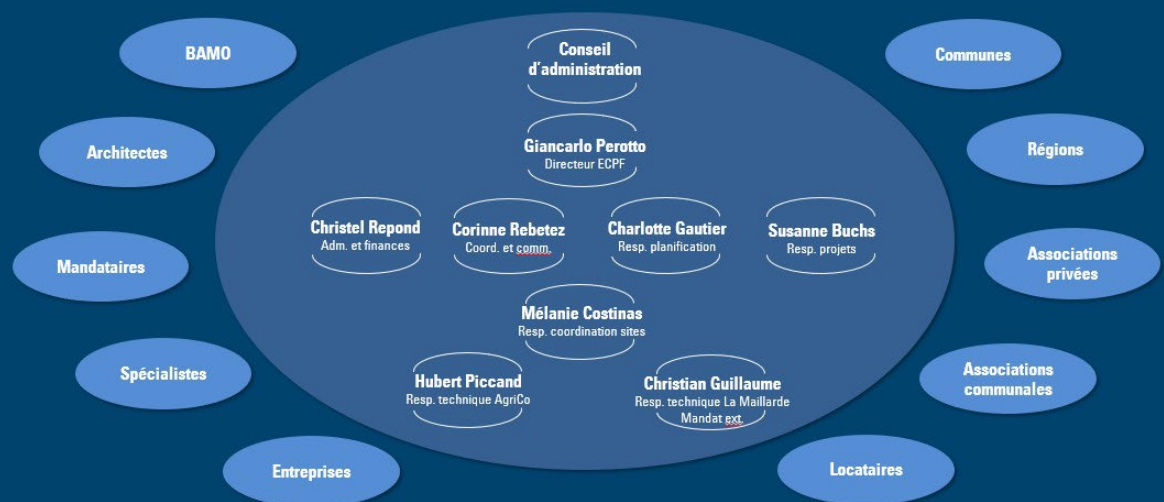
## 2.2. Organisation

L'ECPF est géré par un Conseil d'administration, qui répond directement au Conseil d'Etat des activités de l'ECPF et agit sur mandat du Gouvernement. :

- Olivier Curty (président), Conseiller d'Etat ;
- Pierre Mauron (vice-président), Député ;
- Stéphane Peiry, Député ;
- Marc-André Berclaz, HEC Lausanne ;
- Lorenz Held, architecte EPFZ, EMBA St-Gall, architecte cantonal bernois.

Le Conseiller d'Etat en charge de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle préside *de lege* le Conseil d'administration. Le Grand Conseil élit deux député-e-s ainsi que deux expert-e-s externes, proposé-e-s par le Conseil d'Etat.

L'ECPF est rattaché administrativement à la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle (DEEF). Il est régi par un règlement d'organisation interne, validé par le Conseil d'Etat le 31 août 2021 et est placé sous la direction de Giancarlo Perotto, diplômé architecte et gestionnaire d'entreprise EPF-Z, nommé à ce poste par le Conseil d'Etat le 29 juin 2020. Il compte à fin 2022 huit collaboratrices et collaborateurs.



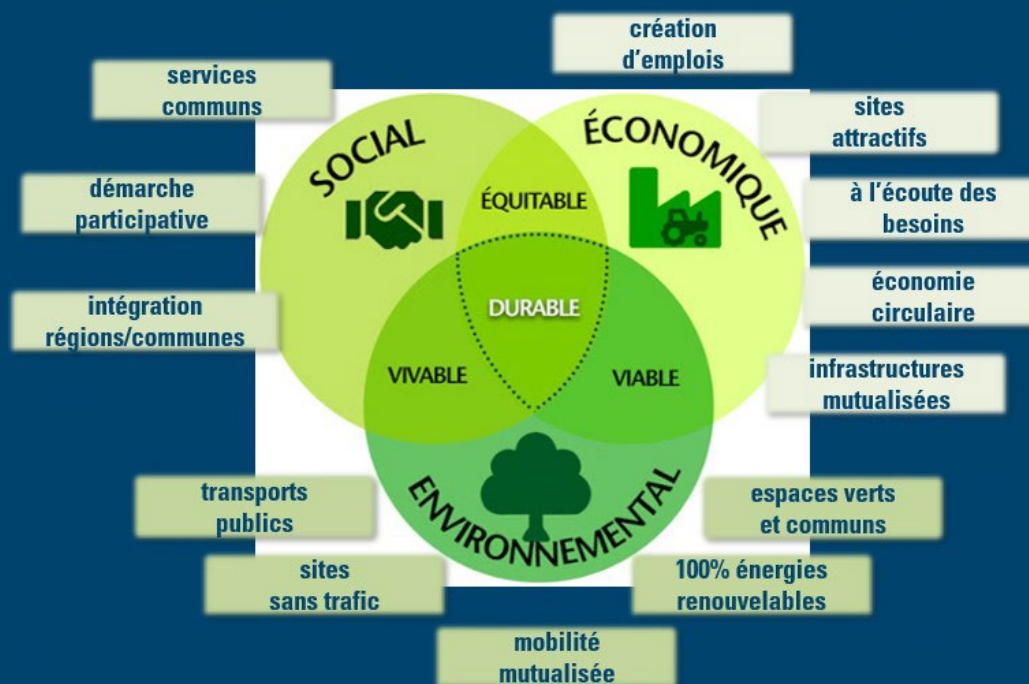
L'ECPF profite de l'excellente collaboration avec ses partenaires cantonaux, régionaux et communaux, dont notamment :

- Grangeneuve
- Services de l'Etat, en particulier Service des constructions et de l'aménagement, PromFR, Service des biens culturels, Service de l'environnement, Service de l'énergie, Service de la mobilité, etc.

- Communes de St-Aubin, Romont, Marly etc.
- COREB

### 2.3. Vision et stratégie de développement – plus qu’un site industriel

La mission première de l’ECPF est de créer des emplois dans le canton de Fribourg, en offrant aux entreprises des terrains équipés, fonctionnels, prêts à les accueillir et qui remplissent les exigences du canton en matière de développement durable. La stratégie de l’ECPF, validée par le Conseil d’Etat, vise à développer des secteurs qui soient plus que de simples sites industriels et qui s’appuient sur les trois piliers du développement durable (économie – environnement – société).



L’ECPF entend également rester gestionnaire des secteurs, non pas uniquement dans la phase de développement, mais également dans la phase d’exploitation, afin de garantir la pérennité des options choisies.



### 3. Année 2022

#### 3.1. L'année en bref

Les chiffres-clefs :

- 9'417'715 francs investis,
- 1'549'691 francs de frais de fonctionnement,
- 1'279'029 francs de rentrées locatives,
- 3 sites à gérer,
- 30 locataires,
- 7 collaborateurs/trices
- 9 projets en cours de planification,
- 7 projets en cours de réalisation.

#### 3.2. Transfert de propriétés

Le transfert de propriété à l'ECPF des sites AgriCo, La Maillarde et Pré-aux-Moines ainsi que l'octroi d'une dotation en capital complémentaire de 6 millions de francs ont été soutenus par 76,26% de la population fribourgeoise le 15 mai 2022. L'ECPF est ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2022, officiellement propriétaires de ces trois sites.

#### 3.3. Conseil d'administration

Le Conseil d'administration s'est réuni six fois et s'est prononcé à une reprise par voie de circulation. Il a pris connaissance et a validé les objets suivants :

- Objectifs 2022,
- Création d'un nouveau poste de responsable projets
- Crédit d'investissement de CHF 3'180'000.— pour l'achat d'un bâtiment de services
- Crédit d'investissement de CHF 1'960'000.— pour la construction d'un hangar agricole à St-Aubin
- Validation d'un mandat de soutien au maître d'ouvrage (SouMo) pour AgriCo, à St-Aubin
- Adjudication du mandat de planificateur PEB/STEP à St-Aubin
- Validation de la convention de planification avec la Commune de St-Aubin
- Crédit d'investissement de CHF 1'400'000.— pour la transformation de la Halle TPR4N à Romont
- Crédit d'investissement de CHF 2'000'000.— pour la transformation de la Halle TPR12 à Romont
- Crédit d'investissement de CHF 3'000'000.— pour la construction des infrastructures de distribution d'énergie à Romont.

Le Conseil d'administration s'est également réuni, en compagnie des collaboratrices et collaborateurs de l'ECPF, le 16 août au cours d'un après-midi de réflexion. À cette occasion, il a

pu discuter des orientations futures à donner à l'Etablissement, de sa stratégie ainsi que des axes du deuxième mandat de prestations.

Le Conseil d'administration est régulièrement informé par la Direction sur la marche de l'Etablissement. La rétribution du Conseil d'administration pour l'année 2022 s'est élevée à 43'300.- francs.

Les membres du Conseil d'administration ont tous été reconduits dans leur fonction lors des sessions de juin et septembre du Grand Conseil.

### **3.4. ECPF**

*Facilitateur pour le développement et la valorisation des sites et des zones d'activités dans le canton de Fribourg.*

#### **3.4.1. Développement des structures de l'ECPF**

Le développement des structures de l'ECPF, aux niveaux administratif, financier et opérationnel, s'est poursuivi en 2022. L'équipe a dû être renforcée vu l'augmentation des projets et leur accélération, particulièrement à St-Aubin. Une nouvelle collaboratrice a été engagée le 1<sup>er</sup> juillet au poste de responsable projets. Elle est chargée de superviser les projets dans leur phase de réalisation et de gérer les différents BAMO.

#### **3.4.2. Collaboration avec les autres services de l'Etat**

L'ECPF a réussi à se positionner, depuis sa création, comme partenaire privilégié des différents services de l'Etat. La collaboration est particulièrement étroite avec le Service des constructions et de l'aménagement (SeCA) et la Promotion économique du canton de Fribourg (PromFR).

L'ECPF collabore également avec Grangeneuve, dans le cadre du développement du site de Saint-Aubin. Une convention de soutien a été signée entre les deux partenaires, pour définir les modalités de collaboration.

#### **3.4.3. Positionnement de l'ECPF dans l'aménagement régional des zones d'activités**

L'ECPF a été consulté et s'est prononcé cette année sur les plans directeurs régionaux de 6 districts (Singine, Sarine, Lac, Broye, Glâne, Veveyse) ; il a également participé aux réflexions autour du futur plan directeur régional de la Glâne, dans le cadre des ateliers organisés par la Région.

L'Etablissement s'est également engagé, à la demande des communes concernées et de la Région, dans les discussions concernant le développement du secteur stratégique du Löwenberg, dans le district du Lac.

Les travaux de reprise de la gestion de la base de données SyZACT se sont poursuivis, en partenariat avec le SeCA et les Régions.

### 3.5. AgriCo, St-Aubin

*un site industriel pionnier, sans trafic motorisé en son centre, le campus Agroalimentaire & Biomasse leader en Suisse, utilisant les synergies dans le respect de la richesse patrimoniale et naturelle du lieu*

Le site AgriCo, à Saint-Aubin, a été racheté par l'Etat de Fribourg en 2017, suite à la cessation des activités sur le lieu. Avec ses 27,7 hectares de zones d'activités, comprenant une grande partie de bâtiments protégés et entourés de près de 100 hectares de zone agricole, il a été choisi pour devenir le campus de référence en matière d'agroalimentaire et de biomasse en Suisse, en étroite partenariat avec Grangeneuve. Le développement du site prévoit un site industriel sans circulation motorisée en son centre, avec un stationnement centralisé dans une plateforme de mobilités commune à toutes les entreprises, conçue comme porte d'entrée principale pour le trafic motorisé, les transports publics, les livraisons et la mobilité douce.

#### 3.5.1. Manifestations sur le site

15 mars	séance extra-muros du Conseil d'Etat fribourgeois
18 mars	visite du Centre Patronal
25 mars	inauguration du Centre Ukraine
5 avril	visite d'entreprises organisée par la Chambre de Commerce et d'Industrie du canton de Fribourg (CCIF)
7 avril	assemblée générale de Swiss Engineering
11 avril	présentation du concept de contracting énergie avec Groupe E
9 mai	atelier participatif de la commune de St-Aubin
13 mai	séance de réflexion du Conseil communal de St-Aubin
20 mai	journée des Conservateurs et Conservatrices romand-e-s
23 mai	séance d'information de la Commune de St-Aubin concernant la révision du PAL
4-5 juin	50 <sup>ème</sup> anniversaire de la FSG St-Aubin
10 juin	Cluster Food Breakfast
22 juin	1 <sup>er</sup> dialogue MEP « plateforme de mobilités »
29 juin	visite de la Conférence suisse des aménagistes cantonaux
30 juin	assemblée générale Le Centre Broye
18 juillet	visite de la HEG-FR
26 juillet	démonstration de drones par la police militaire
12 septembre	dialogue final MEP « plateforme de mobilités »
15 septembre	1 <sup>er</sup> dialogue MEP « aménagements extérieurs et paysagers »
21 septembre	visite du Kiwanis

22 septembre	journée au fil de la Broye – visite du Gymnase intercantonal de la Broye
24-25 septembre	workshop aménagement du territoire
3 octobre	visite du comité de pilotage de la Stratégie agroalimentaire
5 octobre	conférence de presse annuelle de l'ECPF et vernissage du MEP « plateforme de mobilités »
12 octobre	visite du site Polypus
10 novembre	assemblée générale de la COREB
15 novembre	visite de Fenaco et Swiss Tabac
18 novembre	visite de Planted
29 novembre	séance annuelle Cluster Food
21 décembre	dialogue final MEP « aménagements extérieurs et paysagers »

### 3.5.2. Plan d'affectation cantonal (PAC AgriCo)

Le PAC AgriCo, qui fixe le cadre général du développement futur du site, les principes ainsi que les mesures urbanistiques et paysagères, a été approuvé par la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement (DIME, ex-DAEC) le 16 décembre 2021. Cette approbation a suscité 3 recours (2 associations, une commune et un privé) au Tribunal cantonal. L'ECPF a travaillé en collaboration étroite avec le SeCA et la DIME pour permettre leur retrait et l'entrée en force du PAC AgriCo en septembre 2022, entrée en force qui donne le coup d'envoi du développement de nouvelles infrastructures et de la commercialisation du site industriel. Trois conventions, avec l'ATE-FR, la Fondation pour la protection et l'aménagement du paysage ainsi que la commune de Belmont-Broye ont été signées pour permettre le retrait des recours.

### 3.5.3. Permis d'équipement de détail (PED) général

Le PED général avait été mis à l'enquête publique le 5 novembre 2021 ; il avait fait l'objet de 4 oppositions (une commune, 2 associations et un privé) et de 2 dépôts de remarques. Comme il reprend et développe un nombre important de mesures définies dans le PAC AgriCo, sa procédure avait été suspendue en attendant l'entrée en force du PAC AgriCo. Elle a pu être réactivée en septembre. 3 oppositions et une remarque ont été retirées ; une opposition et une des remarques ont été maintenues. Le PED général a été transmis au SeCA par la commune de St-Aubin en décembre 2022 ; le permis de construire est attendu pour mars 2023.

Le PED général servira de cadre et ancrage pour les futurs projets de constructions, qui seront accompagnés de leur PED localisés. Il fixe les principes ainsi que le dimensionnement des équipements de base et de détail nécessaires pour toutes les constructions du site en se concentrant notamment sur les questions de voies de circulation, d'accès, de transports, de collecte des déchets, de réseaux d'énergie et de télécommunication, les principes des aménagements extérieurs et paysagers, etc.

### 3.5.4. Convention de planification

La commune de St-Aubin et l'ECPF ont signé le 23 décembre une convention portant sur la planification des équipements de base et de détail nécessaires au développement d'AgriCo. Cette convention définit l'organisation du projet, le périmètre, les objectifs et les procédures de

planification conjointe ainsi que le mode de collaboration et le partage des coûts. Elle permet de mettre noir sur blanc qui fait quoi et qui paie quoi entre l'ECPF et la commune, mais ne règle pas les coûts effectifs des projets.

### 3.5.5. Mandat d'études parallèles « plateforme de mobilités »

Le développement d'AgriCo s'appuiera notamment sur différents Mandats d'études parallèles (MEP) prévus sur l'axe central du site, et qui permettront de développer une vision d'ensemble cohérente prenant en compte les différentes politiques sectorielles ainsi que les particularités architecturale et naturelle du lieu.

Le premier MEP a été lancé le 11 février ; il était consacré au développement de la plateforme de mobilités, entrée principale du site et noyau d'échanges des différents moyens de locomotion vers et à l'intérieur du site. Le 1<sup>er</sup> dialogue s'est déroulé le 22 juin, le dialogue final le 12 septembre. Les résultats ont été présentés au public le 5 octobre, lors de la conférence de presse annuelle de l'ECPF.

Le Jury a pu examiner 5 projets. Son choix s'est porté, à l'unanimité, sur la proposition baptisée *Ligne Durable*, du consortium AFF – Metron – Basler et Hofmann – EMCH+BERGER, qui s'est distingué par une infrastructure intelligente, innovante et durable.



*Film Ligne Durable*

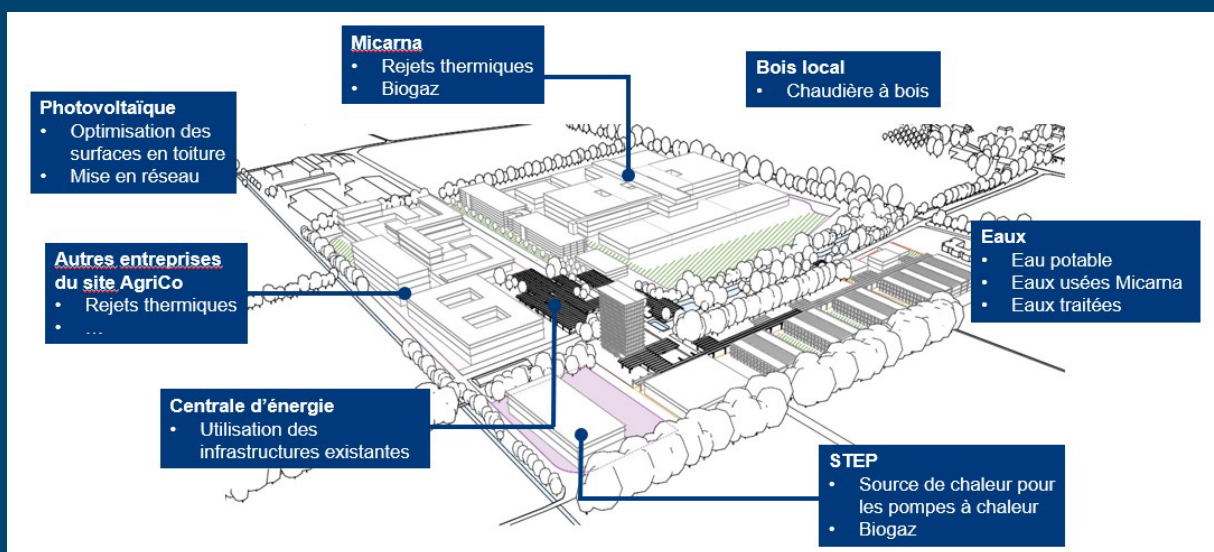
Le projet va au-delà d'un simple parking et propose une réflexion sur une possible reconversion des espaces. Il permet une grande modularité de la structure en fonction des types de mobilités et de leur évolution mais aussi, grâce à des niveaux de dalles démontables, de transformer, sans coûts excessifs, une partie du parking en d'autres espaces (laboratoires, bureaux, etc). La proposition s'intègre dans un espace urbain de qualité et incite aux échanges, dans la philosophie du campus industriel. *Ligne Durable* table enfin sur une gestion des éléments naturels et une utilisation rationnelle des ressources, notamment avec la création d'infrastructures écologiques et d'un bassin climatique en lien avec les noues du site, une optimisation de la ventilation naturelle ou encore l'installation de 5'500 m<sup>2</sup> de panneaux solaires en toiture.

### 3.5.6. Mandat d'études parallèles « aménagements extérieurs et paysagers »

Un deuxième MEP, consacré cette fois-ci aux aménagements extérieurs et paysagers du site, a été officiellement lancé le 15 avril. Le 1<sup>er</sup> dialogue s'est déroulé le 15 septembre, au cours duquel le Jury a pu étudier trois projets. Le dialogue final a eu lieu le 21 décembre ; le lauréat sera dévoilé le 25 janvier 2023.

### 3.5.7. Contracting énergie

La procédure de déploiement du contracting énergie, visant un objectif d'énergies à 100% renouvelables produites sur le site, s'est poursuivie en étroite collaboration avec Groupe E. Le concept a été présenté à la presse le 11 avril. Sobre et flexible, il permet de profiter au maximum des synergies entre les énergies présentes sur le site et table sur la récupération des sources d'énergies locales, qui seront gérées et utilisées sur place, par le biais d'une mise en réseau. Le contrat a été finalisé en fin d'année et sera signé début 2023 ; portant sur une période de 40 ans, il prévoit des investissements, de la part de Groupe E, à hauteur de quelque 30 millions de francs.



*Film contracting*

### 3.5.8. STEP AgriCo

L'ECPF prévoit la création, d'ici 2025, d'une STEP industrielle pour l'ensemble du site, afin de remplir son objectif de rationaliser et mutualiser les coûts et les infrastructures. Cette STEP permettra non seulement le pré-traitement et traitement final des eaux usées, mais également la production de biogaz qui pourra être réutilisé par les entreprises du site. La STEP AgriCo pourra ensuite être développée et agrandie en STEP régionale afin d'offrir aux communes une infrastructure adaptée aux nouvelles normes et exigences légales.

Le Conseil d'administration a donné son feu vert à un mandat de planificateur général, qui débutera ses activités en 2023.

### 3.5.9. Approvisionnement en eau potable

Le développement d'AgriCo nécessitera des infrastructures qui, bien que le site soit classé en zone d'activités depuis 1967, ne sont pas encore à disposition. C'est notamment le cas pour l'apport en eau potable, un apport rendu urgent par le projet d'Atelier de transformation de volailles de Micarna.

L'association intercommunale pour l'alimentation en eau des communes vaudoises et fribourgeoises de la Broye et du Vully (ABV), compétente dans ce domaine, n'a pas la capacité de réaliser ces infrastructures ni en quantité, ni en temps voulu. Les discussions menées ces



deux dernières années par l'ECPF ont permis de trouver une solution, avec le projet de construction d'une nouvelle conduite depuis le Puits de la Vernaz, à Payerne, jusqu'à AgriCo, et la réalisation d'un réservoir supplémentaire sur le Mont à St-Aubin. Le projet sera affiné et développé en 2023.

### 3.5.10. Assainissement des bâtiments 1710 et 1720

Le Grand Conseil a validé, le 20 août 2020, un crédit d'investissement de 21,8 millions de francs pour l'assainissement et la réaffectation des bâtiments protégés. Le bâtiment 1710 permettra d'accueillir, dès 2023, l'entreprise SQTs, spécialiste en matière d'analyses en laboratoire, et sa soixantaine d'emplois. Le permis de construire a été délivré le 12 mars et les travaux ont pu débuter. Déménagement de la Maison Amarella, qui produit des macarons de manière artisanale, dans des surfaces plus importantes.



### 3.5.11. Hangar pour véhicules agricoles

Un nouvel hangar pour véhicules agricoles doit être construit, ce qui permettra de libérer un secteur en zone d'activité actuellement réservé à de l'exploitation agricole. La demande de permis de construire a été déposée en mai 2022. Le Conseil d'administration a approuvé le 30 mars le crédit d'investissement de 1'960'000 francs, une décision confirmée par le Conseil d'Etat le 24 mai.

### 3.5.12. Bâtiments agricoles

Le permis de démolition pour les bâtiments agricoles (21a, 21b, 21c et 21f) a été octroyé le 17 août.

### 3.5.13. Plateforme d'échanges AgriCo

La plateforme d'échanges AgriCo a été mise en place dans le cadre de la démarche participative voulue par l'ECPF pour le développement de ses sites industriels. Elle est composée de représentant-e-s des communes voisines, de la COREB et des riverains et permet d'informer les participant-e-s du développement du site, de l'évolution des projets ainsi que de



répondre à leurs questions et recueillir leurs suggestions. Elle s'est réunie deux fois en 2022, le 25 janvier et le 7 octobre.

#### **3.5.14. Vente d'une parcelle à l'entreprise Micarna**

Les discussions et négociations se sont poursuivies entre Micarna, future propriétaire d'une parcelle sur le site AgriCo pour y construire son nouvel atelier de transformation de volailles (ATV), et l'ECPF, chargé, pour le compte de l'Etat – la parcelle concernée restera en mains de l'Etat et n'est pas concernée par le transfert de propriétés –, de finaliser le contrat de vente. Ce dernier devrait pouvoir être paraphé par les deux parties durant le premier trimestre 2023.

### 3.6. La Maillarde, Romont

*un quartier industriel urbain offrant une grande mixité d'utilisation et de services, dévolu à la production industrielle innovante et de haute technologie*

Le site de La Maillarde, avec sa zone industrielle d'environ 38'000 m<sup>2</sup>, a été acquis par l'Etat de Fribourg après la fermeture des activités sur le site. La Maillarde s'oriente vers une production industrielle innovante et de haute technologique.

#### 3.6.1. Manifestations sur le site

17 mai	rencontre des industriels romontois
30 novembre	présentation du concept énergétique aux entreprises du site et aux entreprises voisines

#### 3.6.2. Concept énergétique

La stratégie énergétique pour le site de La Maillarde, comme pour le site de St-Aubin, vise un objectif d'énergies à 100% renouvelables produites sur le site. Le concept établi en 2021 par Groupe E a été mis à jour et le groupe de projet mis en place dans le courant du printemps. Il a été présenté le 30 novembre, par Groupe E et l'ECPF, aux entreprises du site de La Maillarde et aux entreprises voisines avec, comme objectif, de pouvoir intégrer dès le départ celles qui pourraient être intéressées à participer au concept.

#### 3.6.3. Superstructure de distribution des énergies

Sur le site de La Maillarde, le chauffage des bâtiments est à l'heure actuelle assuré par des chaudières provisoires à mazout et par un chauffage électrique. Le concept énergétique prévoit de les remplacer. Dans cette optique, un crédit d'investissement de 3'000'000 a été validé par le Conseil d'administration le 30 mars puis confirmé par le Conseil d'Etat le 7 juin pour la mise en place d'équipements de distribution des énergies entre les différents bâtiments et la future centrale de chauffe, laquelle sera ensuite reliée au chauffage à distance (CAD) de la Ville de Romont.

Le permis de construire a été octroyé le 8 août et les travaux ont pu commencer. Le chauffage au mazout devrait pouvoir être définitivement abandonné début 2023.



#### **3.6.4. Travaux de transformation de la Halle TPR12**

Un crédit d'investissement d'un montant de 2'000'000 de francs a été approuvé par le Conseil d'administration le 30 mars, puis par le Conseil d'Etat le 7 juin. Les travaux de transformation de la Halle TPR12 permettront l'installation d'activités industrielles dans des locaux initialement destinés au stockage de marchandises. Le permis de construire a été délivré le 16 septembre.

#### **3.6.5. Travaux de transformation Halle TPR4N**

Un crédit d'investissement d'un montant de 1'400'000 de francs a été approuvé par le Conseil d'administration le 30 mars, puis par le Conseil d'Etat le 7 juin. Comme pour la TPR12, les travaux, dont le permis de construire a été octroyé le 8 septembre, permettront l'installation d'activités industrielles dans des locaux initialement destinés au stockage de marchandises.

#### **3.6.6. Toiture**

Une analyse des toitures a été commandée, dans l'optique de les adapter aux normes légales actuelles, notamment au niveau de l'isolation thermique. Le but était également de permettre la pose de panneaux photovoltaïques sur des toits en parfait état. L'analyse a montré un très mauvais état des toitures, impliquant des travaux importants pour éviter des problèmes d'étanchéité ; les coûts sont estimés à environ 10 millions de francs, des coûts qui n'avaient pas été pris en considération au moment de la fixation du prix d'achat par l'Etat de Fribourg.

#### **3.6.7. Locataires**

L'entreprise Kromatix a prévu d'étendre ses activités dans la Halle TPR4N, avec l'installation d'une machine qui servira au découpage et façonnage du verre.

L'armée a mis en place sur le site un hôpital de campagne dans le cadre de la gestion de l'épidémie de Covid. 40 soldats sanitaires et environ 80 malades y ont été installés pendant un peu plus de trois mois.

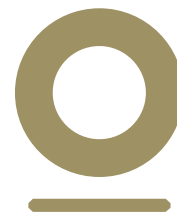
ProcimedX, qui avait planifié et reporté plusieurs fois le début de ses activités, a finalement renoncé à s'installer à Romont, tout comme l'entreprise Based. La société Viridhys s'est quant à elle installée dans les locaux de la LAM3b début décembre.

### 3.7. Pré-aux-Moines, Marly

*un site industriel urbain avec la nature en son cœur.*

Le site Pré-aux-Moines, d'une surface d'environ 150'000 m<sup>2</sup>, est en zone d'activité et dévolu actuellement à de l'exploitation agricole. Il présente des avantages importants en matière de développement économique. Sa situation au cœur de l'Agglomération fribourgeoise en fait un des terrains avec le potentiel de développement le plus important du canton. Le développement du site est conditionné à la réalisation de la liaison routière Marly-Matran.

**CORE**



---

**CORE**  
**Fiduciaire Revicor SA**

Avenue Beauregard 1  
CH-1700 Fribourg

T +41 26 347 28 80  
F +41 26 347 28 90

CHE-279.084.618 TVA

---

**CORE**  
**Services en fiduciaire**

Comptabilité  
Révision  
Fiscalité & TVA  
Conseil d'entreprise &  
juridique  
Conseils prévoyance

---

Entreprise certifiée  
EXPERTsuisse et membre  
de FIDUCIAIRE | SUISSE

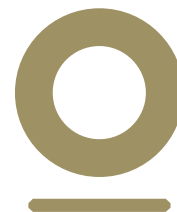
---

**core-partner.ch**

## **Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels 2022**

Etablissement cantonal de promotion foncière  
(ECPF)

Fribourg



Fribourg, le 22 mars 2023

**Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels  
au Conseil d'Etat  
Etablissement cantonal de promotion foncière (ECPF)  
Fribourg**

### Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Etablissement cantonal de promotion foncière (ECPF) (l'Etablissement), comprenant le bilan au 31 décembre 2022, le compte de résultats, le compte des investissements et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que l'annexe.

Selon notre appréciation, les comptes annuels sont conformes à la loi sur la politique foncière active (LPFA 900.2) et aux principes de comptabilité qui ressortent de la législation sur les finances de l'Etat (LFE 610.1 et RFE 610.11) ainsi qu'au règlement d'organisation.

### Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels » de notre rapport. Nous sommes indépendants de l'Etablissement, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et avons satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au conseil d'administration. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes annuels et de notre rapport correspondant.

Notre opinion sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune conclusion d'audit sous quelque forme que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes annuels ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent par ailleurs comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

.....  
**CORE**  
**Fiduciaire Revicor SA**

Avenue Beauregard 1  
CH-1700 Fribourg

T +41 26 347 28 80  
F +41 26 347 28 90

CHE-279.084.618 TVA

.....  
**CORE**  
**Services en fiduciaire**

Comptabilité  
Révision  
Fiscalité & TVA  
Conseil d'entreprise &  
juridique  
Conseils prévoyance

.....  
Entreprise certifiée  
EXPERTsuisse et membre  
de FIDUCIAIRE | SUISSE

.....  
**core-partner.ch**



## **Responsabilités du conseil d'administration relatives aux comptes annuels**

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels conformément aux dispositions légales. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, le conseil d'administration est responsable d'évaluer la capacité de l'Etablissement à poursuivre son exploitation.

## **Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels**

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH, nous exerçons notre jugement professionnel tout au long de l'audit et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- > nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant de fraudes est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions volontaires, de fausses déclarations ou le contournement de contrôles internes.
- > nous acquérons une compréhension du système de contrôle interne pertinent pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'Etablissement.
- > nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables ainsi que des informations y afférentes.
- > nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le conseil d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation appliqué et, sur la base des éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Etablissement à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention dans notre rapport sur les informations à ce sujet fournies dans les comptes annuels ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion d'audit modifiée. Nous établissons nos conclusions sur la base des éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Des situations ou événements futurs peuvent cependant amener l'Etablissement à cesser son exploitation.

Nous communiquons au conseil d'administration notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus ainsi que nos constatations d'audit importantes, y compris toute déficience majeure dans le système de contrôle interne, relevée au cours de notre audit.

### Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément à l'art. 728a, al. 1, ch. 3, CO et à la NAS-CH 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du conseil d'administration.



**Markus Jungo**  
Expert-comptable diplômé  
Expert-réviseur agréé  
Réviseur responsable



**Célien Berthold**  
Expert-comptable diplômé  
Expert-réviseur agréé

### Annexes :

Comptes annuels 2022 (bilan, compte de résultats, compte des investissements, tableau des flux de trésorerie et annexe)

ECPF | KAAB  
**Bilan | Bilanz**  
 28.02.2023 - en CHF

			31.12.2022	01.01.2022	31.12.2021
<b>ACTIFS</b>		<b>AKTIVEN</b>			
<b>Patrimoine financier</b>		<b>Umlaufvermögen</b>	<b>5'681'665</b>	<b>1'024'163</b>	<b>45'886'058</b>
Banque Cantonale de Fribourg		Freiburger Kantonalbank	333'741	-	-
CC Etat de Fribourg		KK Staat Freiburg	5'277'423	921'377	-
Fonds PFA Etat de Fribourg à titre fiduciaire		Fonds ABP Staat Freiburg treuhänderisch gehalten	-	-	45'783'272
Actifs de régularisation		aktive Rechnungsabgrenzung	70'501	102'786	102'786
<b>Patrimoine administratif à titre fiduciaire</b>		<b>Verwaltungsvermögen treuhänderisch gehalten</b>	<b>-</b>	<b>49'226'150</b>	<b>49'226'150</b>
AgriCo, St-Aubin		AgriCo, St-Aubin	-	20'918'759	20'918'759
La Maillarde, Romont		La Maillarde, Romont	-	22'269'845	22'269'845
Pré-aux-Moines, Marly		Pré-aux-Moines, Marly	-	6'037'546	6'037'546
<b>Patrimoine administratif</b>		<b>Verwaltungsvermögen</b>	<b>55'090'816</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
AgriCo, St-Aubin	Terrain	AgriCo, St-Aubin	Land	11'816'705	-
	Bâtiment		Gebäude	12'633'354	-
	Installations / Mob.		Einricht. / Mobilien	679'756	-
	Total		Total	25'129'815	-
La Maillarde, Romont	Terrain	La Maillarde, Romont	Land	21'312'400	-
	Bâtiment		Gebäude	2'611'054	-
	Installations / Mob.		Einricht. / Mobilien	-	-
	Total		Total	23'923'454	-
Pré-aux-Moines, Marly	Terrain	Pré-aux-Moines, Marly	Land	6'037'546	-
	Bâtiment		Gebäude	-	-
	Installations / Mob.		Einricht. / Mobilien	-	-
	Total		Total	6'037'546	-
<b>Total des actifs</b>		<b>Total Aktiven</b>	<b>60'772'481</b>	<b>50'250'313</b>	<b>95'112'208</b>

**Bilan | Bilanz**

28.02.2023 - en CHF

		31.12.2022	01.01.2022	31.12.2021
<b>PASSIFS</b>	<b>PASSIVEN</b>			
<b>Capitaux de tiers</b>	<b>Fremdkapital</b>	<b>432'733</b>	<b>225'539</b>	<b>225'539</b>
<i>Dettes fournisseurs</i>	<i>Kreditoren</i>	374'497	207'861	207'861
<i>Passifs de régularisation</i>	<i>passive Rechnungsabgrenzung</i>	58'236	17'678	17'678
<b>Capitaux propres</b>	<b>Eigenkapital</b>	<b>60'339'748</b>	<b>50'024'774</b>	<b>94'886'669</b>
<b>Financements spéciaux à titre fiduciaire</b>	<b>Spezialfinanzierung treuhänderisch gehalten</b>	<b>-</b>	<b>49'226'150</b>	<b>94'088'046</b>
<i>AgriCo, St-Aubin investissements</i>	<i>AgriCo, St-Aubin Investitionen</i>	-	20'918'759	41'385'000
<i>frais d'exploitation</i>	<i>Betriebskosten</i>	-	-	-
<i>La Maillarde, Romont investissements</i>	<i>La Maillarde, Romont Investitionen</i>	-	22'269'845	22'664'568
<i>frais d'exploitation</i>	<i>Betriebskosten</i>	-	-	45'578
<i>Pré-aux-Moines, Marly investissements</i>	<i>Pré-aux-Moines, Marly Investitionen</i>	-	6'037'546	6'120'000
<i>frais d'exploitation</i>	<i>Betriebskosten</i>	-	-	42'468
<i>Solde du fonds PFA à disposition</i>	<i>Saldo Fonds ABP zur freien Verfügung</i>	-	-	23'830'432
<b>Financements spéciaux</b>	<b>Spezialfinanzierung</b>	<b>55'090'816</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<i>AgriCo, St-Aubin</i>	<i>AgriCo, St-Aubin</i>	25'129'815	-	-
<i>La Maillarde, Romont</i>	<i>La Maillarde, Romont</i>	23'923'454	-	-
<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	6'037'546	-	-
<b>Capital de dotation</b>	<b>Dotationskapital</b>	<b>8'000'000</b>	<b>2'000'000</b>	<b>2'000'000</b>
<b>Excédent ou découvert bilan</b>	<b>Bilanzüberschuss / -fehlbetrag</b>	<b>-2'751'067</b>	<b>-1'201'376</b>	<b>-1'201'376</b>
<b>Total des passifs</b>	<b>Total Passiven</b>	<b>60'772'481</b>	<b>50'250'313</b>	<b>95'112'208</b>

**Compte de résultats | Erfolgsrechnung**

28.02.2023 - en CHF

		Budget	Effectif Abrechnung	Effectif Abrechnung	Budget
		2022	01.01.2022 - 31.12.2022	01.10.2020 - 31.12.2021	2023
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>Umsatz</b>	<b>1'537'541</b>	<b>1'279'029</b>	<b>1'518'644</b>	<b>1'345'414</b>
ECPF	ECPF	-10'000	-	-	-
AgriCo, St-Aubin	AgriCo, St-Aubin	310'545	322'757	303'996	270'694
La Maillarde, Romont	La Maillarde, Romont	1'228'496	947'772	1'197'648	1'066'221
Pré-aux-Moines, Marly	Pré-aux-Moines, Marly	8'500	8'500	17'000	8'500
<b>Charges de personnel ECPF</b>	<b>Personalaufwand</b>	<b>-859'591</b>	<b>-1'039'049</b>	<b>-860'627</b>	<b>-1'137'491</b>
<b>Honoraires tiers</b>	<b>Honorare Dritte</b>	<b>-474'400</b>	<b>-441'761</b>	<b>-411'973</b>	<b>-451'000</b>
ECPF	ECPF	-100'400	-100'309	-11'472	-116'000
AgriCo, St-Aubin	AgriCo, St-Aubin	-70'000	-62'828	-157'667	-55'000
La Maillarde, Romont	La Maillarde, Romont	-304'000	-278'624	-242'834	-280'000
Pré-aux-Moines, Marly	Pré-aux-Moines, Marly	-	-	-	-
<b>Marge brute</b>	<b>Bruttomarge</b>	<b>203'550</b>	<b>-201'781</b>	<b>246'043</b>	<b>-243'077</b>
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>Betriebskosten</b>	<b>-1'614'032</b>	<b>-1'347'910</b>	<b>-2'170'307</b>	<b>-1'630'995</b>
ECPF	ECPF	-112'000	-123'997	-140'253	-200'425
AgriCo, St-Aubin	AgriCo, St-Aubin	-836'000	-678'981	-1'051'873	-774'538
La Maillarde, Romont	La Maillarde, Romont	-666'000	-544'900	-978'148	-656'000
Pré-aux-Moines, Marly	Pré-aux-Moines, Marly	-32	-32	-32	-32
<b>Résultat d'exploitation avant intérêts, impôts et amortissements (EBITDA)</b>	<b>Betriebsergebnis vor Zinsen, Steuern und Abschreibungen (EBITDA)</b>	<b>-1'410'482</b>	<b>-1'549'691</b>	<b>-1'924'263</b>	<b>-1'874'072</b>
<b>Amortissements</b>	<b>Abschreibungen</b>	<b>-150'672</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
ECPF	ECPF	-	-	-	-
AgriCo, St-Aubin	AgriCo, St-Aubin	-150'672	-	-	-
La Maillarde, Romont	La Maillarde, Romont	-	-	-	-
Pré-aux-Moines, Marly	Pré-aux-Moines, Marly	-	-	-	-
<b>Résultat opérationnel (EBIT)</b>	<b>Betriebsergebnis (EBIT)</b>	<b>-1'561'154</b>	<b>-1'549'691</b>	<b>-1'924'263</b>	<b>-1'874'072</b>
<b>Coûts de financement (utilisations resp. attributions Fonds PFA)</b>	<b>Finanzierungskosten (Verwendung resp. Zuteilung Fonds ABP)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>862'675</b>	<b>-</b>
ECPF	ECPF	-	-	-	-
AgriCo, St-Aubin	AgriCo, St-Aubin	-	-	856'309	-
La Maillarde, Romont	La Maillarde, Romont	-	-	23'334	-
Pré-aux-Moines, Marly	Pré-aux-Moines, Marly	-	-	-16'968	-
<b>Charges hors-période</b>	<b>Aufwendungen Vorjahresperiode</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-139'788</b>	<b>-</b>
<b>Impôts</b>	<b>Steuern</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat net</b>	<b>Nettoergebnis</b>	<b>-1'561'154</b>	<b>-1'549'691</b>	<b>-1'201'376</b>	<b>-1'874'072</b>

**Compte des investissements | Investitionsrechnung**

28.02.2023 - en CHF

		<b>Budget</b>	<b>Effectif</b>	<b>Effectif</b>
		<b>2022</b>	<b>Abrechnung</b>	<b>Abrechnung</b>
			<b>01.01.2022</b>	<b>01.10.2020</b>
			<b>- 31.12.2022</b>	<b>- 31.12.2021</b>
<b>AgriCo, St-Aubin</b>		<b>-6'904'184</b>	<b>7'764'107</b>	<b>4'048'812</b>
Charges des terrains, achats	Grundstückkosten	-	6'599	4'039
Charges de planification	Planungskosten	300'000	292'537	129'043
Charges de mise en oeuvre	Realisierungskosten	1'213'516	1'470	11'632
PAC	KNP	710'000	80'139	304'523
MEP	MEP	-	556'014	-
Concept d'énergie	Energiekonzept	300'000	32'185	267'024
Bâtiment d'accueil	Empfangsgebäude	-76'800	-	1'919'634
Bureau et laboratoire	Büro und Labors	10'057'200	6'595'057	784'938
Serre	Gewächshaus	76'900	165'071	597'542
Hangar	Halle	1'500'000	35'034	30'438
Réserves	Reserven	-	-	-
Revenus des terrains, ventes	Grundstückeinnahmen	-20'985'000	-	-
<b>Tetra Pak, Romont</b>		<b>6'225'844</b>	<b>1'653'609</b>	<b>3'666'168</b>
Charges des terrains, achats	Grundstückkosten	-	7'858	2'541'582
Charges de planification	Planungskosten	50'000	64'000	30'663
Charges de mise en oeuvre	Realisierungskosten	5'625'844	1'243'845	64'620
Vision et stratégie	Vision und Strategie	500'000	-	-
Kromatrix	Kromatrix	-	60'099	1'029'303
SupCAD	SupCAD	50'000	41'772	-
Transformation TPR4N	Transformation TPR4N	-	151'488	-
Transformation TPR12	Transformation TPR12	-	84'547	-
Réserves	Reserven	-	-	-
<b>Pré-aux-Moines, Marly</b>		<b>1'544'800</b>	<b>-</b>	<b>2'240</b>
Charges de planification	Planungskosten	1'544'800	-	2'240
<b>Investissements nets</b>	<b>Nettoinvestitionen</b>	<b>866'460</b>	<b>9'417'715</b>	<b>7'717'220</b>
Dépenses capitalisées	Aktivierete Ausgaben		<b>9'417'715</b>	

**Tableau des flux de trésorerie | Geldflussrechnung**

28.02.2023 - en CHF

		<i>Effectif</i>	<i>Effectif</i>
		<i>Abrechnung</i>	<i>Abrechnung</i>
		<i>01.01.2022</i>	<i>01.10.2020</i>
		<i>- 31.12.2022</i>	<i>- 01.01.2022</i>
<b>Activité opérationnelle</b>	<b>Operative Tätigkeit</b>	<b>-1'310'213</b>	<b>-1'012'839</b>
<i>Résultat net</i>	<i>Nettoergebnis</i>	<i>-1'549'691</i>	<i>-1'201'376</i>
<i>Amortissements</i>	<i>Abschreibungen</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Variation des actifs de régularisation</i>	<i>Veränderung aktive Rechnungsabgrenzung</i>	<i>32'285</i>	<i>-37'002</i>
<i>Variation des dettes fournisseurs</i>	<i>Veränderung Kreditoren</i>	<i>166'636</i>	<i>207'861</i>
<i>Variation des passifs de régularisation</i>	<i>Veränderung passive Rechnungsabgrenzung</i>	<i>40'558</i>	<i>17'678</i>
<b>Activité d'investissement dans le patrimoine administratif</b>	<b>Investitionstätigkeit ins Verwaltungsvermögen</b>	<b>-9'417'715</b>	<b>-7'717'220</b>
<i>AgriCo, St. Aubin</i>	<i>AgriCo, St. Aubin</i>	<i>-7'764'107</i>	<i>-4'048'812</i>
<i>La Maillarde, Romont</i>	<i>La Maillarde, Romont</i>	<i>-1'653'609</i>	<i>-3'666'168</i>
<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	<i>-</i>	<i>-2'240</i>
<b>Activité de financement</b>	<b>Finanzierungstätigkeit</b>	<b>15'417'716</b>	<b>9'651'436</b>
<i>Capital de dotation</i>	<i>Dotationskapital</i>	<i>6'000'000</i>	<i>2'000'000</i>
<i>Capitaux propres (Subvention du canton - Variation de fonds)</i>	<i>Eigenkapital (Zuschuss Kanton - Veränderung Fonds)</i>	<i>9'417'716</i>	<i>7'651'436</i>
		<b>4'689'787</b>	<b>921'377</b>
<b>Variation des liquidités et placements à court terme</b>	<b>Veränderung der FI. Mittel und krzfr. Geldanlagen</b>		
<b>Etat au 31.12.</b>	<b>Bestand 31.12.</b>		
Banque Cantonale de Fribourg	Freiburger Kantonalbank	333'741	-
CC Etat Fribourg	KK Staat Freiburg	5'277'423	921'377
<b>Etat au 01.01.</b>	<b>Bestand 01.01.</b>		
Banque Cantonale de Fribourg	Freiburger Kantonalbank	-	-
CC Etat Fribourg	KK Staat Freiburg	921'377	-
<b>Variation</b>	<b>Veränderung</b>	<b>4'689'787</b>	<b>921'377</b>



**Organisation / Organisation****Général / Allgemein***Fondation / Gründung*

01.10.2020

*Inscription au registre du commerce / Eintragung Handelsregister*

22.04.2021

**Conseil d'administraion / Verwaltungsrat***Olivier Curtly**Président / Präsident**Pierre Mauron**Vice-Président / Vize-Präsident**Marc-André Berclaz**Membre / Mitglied**Paul Lorenz Held**Membre / Mitglied**Stéphane Peiry**Membre / Mitglied***Directeur / Direktor***Giancarlo Perotto***Organe de révision / Revisionsstelle***CORE Fiduciaire Revicor SA***Principes comptables appliqués / Angewandte Rechnungslegungsgrundsätze**

*Les présents comptes annuels ont été établis selon les directives relatives à la tenue de la comptabilité financière de l'Etat, ainsi que notamment selon les lois suivantes :*

*- la loi sur les finances de l'Etat (LFE) du 25.11.1994 (RSF 610.1)*

*- le règlement d'exécution de la loi sur les finances de l'Etat (RFE) du 12.03.1996 (RSF 610.11)*

*Les principes comptables des collectivités publiques (MCH 2) ont été appliqués (en référence à l'art. 42 LFE et à l'art. 12 LFE, resp. 7a RFE).*

*Die vorliegende Jahresrechnung wurde nach den Weisungen über die Buchführung des Finanzhaushaltes des Staates, sowie insbesondere den folgenden Gesetzen erstellt:*

*- dem Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates (FHG) vom 25.11.1994 (SGF 610.1)*

*- dem Ausführungsreglement zum Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates (FHR) vom 12.03.1996 (SGF 610.11)*

*Es wurden die Rechnungslegungsgrundsätze der öffentlichen Haushalte (HRM 2) angewendet (in Anlehnung an Art. 42 FHG sowie Art. 12 FHG, resp. Art. 7a FHR).*

31.12.2022

31.12.2021

**Engagements hors bilan / Nicht bilanzierte Verbindlichkeiten****Caisse de prévoyance du personnel de l'État / Pensionskasse des Staatspersonals**

Résiliation par ECPF / Kündigung durch KAAB	(Information non disponible en date du bouclage)	232'988
Résiliation par CPPEF / Kündigung durch PKSPF	(Informationen sind im Zeitpunkt der Erstellung nicht vorhanden)	232'988

**Patrimoine administratif (détenus à titre fiduciaire) / Verwaltungsvermögen (treuhänderisch gehalten)**Chiffres de l'année précédente / Vorjahresangaben

Les immeubles de St. Aubin, Romont et Marly étaient la propriété du canton de Fribourg jusqu'au 31.12.2021. Le transfert de propriété (votation du 15.05.2022) à l'Etablissement cantonal de promotion foncière (ECPF) est entré en vigueur au 1er juillet 2022. Pour une meilleure lisibilité du bilan, les immeubles ont été comptabilisés à titre fiduciaire pour l'exercice 2020/2021.

Die Liegenschaften St. Aubin, Romont und Marly waren per 31.12.2021 im Eigentum des Kantons Freiburg. Die Übertragung der Grundstücke (Abstimmung vom 15.05.2022) erfolgt auf den 1. Juli 2022 auf die Kantonale Anstalt für aktive Bodenpolitik (KAAB). Für eine bessere Bilanzleserlichkeit wurden die Liegenschaften für das Geschäftsjahr 2020/2021 treuhänderisch

**Patrimoine administratif / Verwaltungsvermögen**

Les immeubles de St. Aubin, Romont et Marly ont été transférés à l'ECPF conformément à la votation du 15 mai 2022. Le transfert a eu lieu le 1er juillet 2022. Les risques et bénéfices des immeubles ont été transférés à l'ECPF au 1er janvier 2022.

Die Liegenschaften St. Aubin, Romont und Marly wurden gemäss Abstimmung vom 15. Mai 2022 an die KAAB übertragen. Die Übertragung hat per 1. Juli 2022 stattgefunden. Nutzen und Schaden der Liegenschaften gingen per 1. Januar 2022 an die KAAB über.

**Tableau des immobilisations / Anlagespiegel**

Les principes d'amortissement (linéaire) ont été appliqués comme suit :

Die Abschreibungsgrundsätze (linear) wurden wie folgt vorgenommen:

Terrain	Grundstück	pas d'amortissement	n/a
Bâtiment	Gebäude	50	n/a
Installations / mobilier	Einrichtungen / Mobilier	20	n/a

Le tableau des immobilisations est présenté à l'annexe 1. L'amortissement annuel est comptabilisé l'année suivant le début de l'utilisation de l'objet.

Der Anlagespiegel ist als Beilage 1 zum Anhang aufgelistet. Die Abschreibungen erfolgen werden im Jahr, welches auf den Beginn der Nutzung des Guts erfolgt, verbucht.

**Cédules / Schuldbriefe**

<i>Cédules hypothécaires grevant art. 767 (Romont)</i>	17'000'000
<i>Schuldbriefe lastend auf Art. 767 (Romont)</i>	17'000'000

**Indicateurs financiers / Finanzkennzahlen**

*Les indicateurs financiers de l'Etablissement cantonal de promotion foncière selon le règlement d'exécution de la loi sur les finances de l'Etat (RFE) ne sont pas pertinents. Il a été de ce fait renoncé à leur présentation.*

*Die Finanzkennzahlen der Anstalt für aktive Bodenpolitik gemäss Ausführungsreglement zum Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates (FHR) sind nicht aussagekräftig. Daher wurde auf den Ausweis verzichtet.*

**Etat du capital propre / Eigenkapitalnachweis**

L'état du capital propre est présenté à l'annexe 2.

Der Eigenkapitalnachweis ist als Beilage 2 zum Anhang aufgelistet.

**Suivi des crédits et dépenses d'investissements / Kredit- und Investitionsnachweis**

Le tableau est présenté à l'annexe 3.

Der Nachweis ist als Beilage 3 zum Anhang aufgelistet.

**Restatement au 1er janvier 2022 / Restatement per 1. Januar 2022**

Un retraitement du bilan a été effectué pour l'ECPF au 1er janvier 2022. Le fonds PFA de l'Etat de Fribourg a été retiré du bilan et les financements spéciaux ont été adaptés en conséquence. Le bilan présenté au 31 décembre 2021 correspond au bilan approuvé de l'année précédente.

Für die KAAB wurde per 1. Januar 2022 ein Restatement der Bilanz durchgeführt. Der Fonds ABP des Staates Freiburg wurde aus der Bilanz entfernt und die Spezialfinanzierungen entsprechend angepasst. Die ausgewiesene Bilanz per 31. Dezember 2021 entspricht der genehmigten Bilanz des Vorjahres.

## Tableau des immobilisations | Anlagespiegel

28.02.2023 - en CHF

## Annexe / Beilage 1

		2022				2020/2021			
		Terrain Grundstück	Bâtiment Gebäude	Installations / Mobiliier Einrichtungen / Mobiliar	Total	Terrain Grundstück	Bâtiment Gebäude	Installations / Mobiliier Einrichtungen / Mobiliar	Total
		<b>AgriCo, St-Aubin (à titre fiduciaire / treuhänderisch gehalten)</b>				<b>AgriCo, St-Aubin (à titre fiduciaire / treuhänderisch gehalten)</b>			
<b>Valeur d'acquisition</b>	<b>Anschaffungswerte</b>								
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Stand per 01.01.</i>	14'956'824	5'282'179	679'756	20'918'759	14'240'564	2'275'022	354'361	16'869'947
<i>Entrées</i>	<i>Zugänge</i>	-	-	-	-	716'260	3'007'156	325'395	4'048'812
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederungen</i>	-11'403'774	-5'282'179	-679'756	-17'365'709	-	-	-	-
<i>Sorties</i>	<i>Abgänge</i>	-3'553'050	-	-	-3'553'050	-	-	-	-
<i>Etat au 31.12.</i>	<i>Stand per 31.12.</i>	-	-	-	-	14'956'824	5'282'179	679'756	20'918'759
<b>Amortissements cumulés</b>	<b>Investitionstätigkeit</b>								
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Stand per 01.01.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Amortissements planifiés</i>	<i>Planmässige Abschreibungen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Amortissements par suite de sorties</i>	<i>Abschreibungen auf Abgängen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederungen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Etat au 31.12.</i>	<i>Stand per 31.12.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Valeur comptable au 31.12.</b>	<b>Buchwert per 31.12.</b>	-	-	-	-	14'956'824	5'282'179	679'756	20'918'759
		<b>AgriCo, St-Aubin</b>				<b>AgriCo, St-Aubin</b>			
<b>Valeur d'acquisition</b>	<b>Anschaffungswerte</b>								
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Stand per 01.01.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Entrées</i>	<i>Zugänge</i>	412'931	7'351'176	-	7'764'107	-	-	-	-
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederungen</i>	11'403'774	5'282'179	679'756	17'365'709	-	-	-	-
<i>Sorties</i>	<i>Abgänge</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Etat au 31.12.</i>	<i>Stand per 31.12.</i>	11'816'705	12'633'354	679'756	25'129'815	-	-	-	-
<b>Amortissements cumulés</b>	<b>Investitionstätigkeit</b>								
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Stand per 01.01.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Amortissements planifiés</i>	<i>Planmässige Abschreibungen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Amortissements par suite de sorties</i>	<i>Abschreibungen auf Abgängen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederungen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Etat au 31.12.</i>	<i>Stand per 31.12.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Valeur comptable au 31.12.</b>	<b>Buchwert per 31.12.</b>	11'816'705	12'633'354	679'756	25'129'815	-	-	-	-

**Tableau des immobilisations | Anlagespiegel**

28.02.2023 - en CHF

**Annexe / Beilage 1**

		2022				2020/2021			
		Terrain Grundstück	Bâtiment Gebäude	Installations / Mobilier Einrichtungen / Mobiliar	Total	Terrain Grundstück	Bâtiment Gebäude	Installations / Mobilier Einrichtungen / Mobiliar	Total
<b>Valeur d'acquisition</b>		<b>Anschaftungswerte</b>				<b>La Maillarde, Romont (à titre fiduciaire / treuhänderisch gehalten)</b>			
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Stand per 01.01.</i>	21'240'542	1'029'303	-	22'269'845	18'603'677	-	-	18'603'677
<i>Entrées</i>	<i>Zugänge</i>	-	-	-	-	2'636'865	1'029'303	-	3'666'168
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederungen</i>	-21'240'542	-1'029'303	-	-22'269'845	-	-	-	-
<i>Sorties</i>	<i>Abgänge</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Etat au 31.12.</i>	<i>Stand per 31.12.</i>	-0	-0	-	-0	21'240'542	1'029'303	-	22'269'845
<b>Amortissements cumulés</b>		<b>Investitionstätigkeit</b>				<b>La Maillarde, Romont (à titre fiduciaire / treuhänderisch gehalten)</b>			
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Stand per 01.01.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Amortissements planifiés</i>	<i>Planmässige Abschreibungen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Amortissements par suite de sorties</i>	<i>Abschreibungen auf Abgängen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederungen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Etat au 31.12.</i>	<i>Stand per 31.12.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Valeur comptable au 31.12.</b>	<b>Buchwert per 31.12.</b>	-0	-0	-	-0	21'240'542	1'029'303	-	22'269'845
<b>Valeur d'acquisition</b>		<b>Anschaftungswerte</b>				<b>La Maillarde, Romont</b>			
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Stand per 01.01.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Entrées</i>	<i>Zugänge</i>	71'858	1'581'751	-	1'653'609	-	-	-	-
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederungen</i>	21'240'542	1'029'303	-	22'269'845	-	-	-	-
<i>Sorties</i>	<i>Abgänge</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Etat au 31.12.</i>	<i>Stand per 31.12.</i>	21'312'400	2'611'054	-	23'923'454	-	-	-	-
<b>Amortissements cumulés</b>		<b>Investitionstätigkeit</b>				<b>La Maillarde, Romont</b>			
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Stand per 01.01.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Amortissements planifiés</i>	<i>Planmässige Abschreibungen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Amortissements par suite de sorties</i>	<i>Abschreibungen auf Abgängen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederungen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Etat au 31.12.</i>	<i>Stand per 31.12.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Valeur comptable au 31.12.</b>	<b>Buchwert per 31.12.</b>	21'312'400	2'611'054	-	23'923'454	-	-	-	-

**Tableau des immobilisations | Anlagespiegel**

28.02.2023 - en CHF

**Annexe / Beilage 1**

		2022				2020/2021			
		Terrain Grundstück	Bâtiment Gebäude	Installations / Mobilier Einrichtungen / Mobiliar	Total	Terrain Grundstück	Bâtiment Gebäude	Installations / Mobilier Einrichtungen / Mobiliar	Total
		<i>Pré-aux-Moines, Marly (à titre fiduciaire / treuhänderisch gehalten)</i>				<i>Pré-aux-Moines, Marly (à titre fiduciaire / treuhänderisch gehalten)</i>			
<b>Valeur d'acquisition</b>	<b>Anschaffungswerte</b>								
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Stand per 01.01.</i>	6'037'546	-	-	6'037'546	6'035'306	-	-	6'035'306
<i>Entrées</i>	<i>Zugänge</i>	-	-	-	-	2'240	-	-	2'240
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederungen</i>	-6'037'546	-	-	-6'037'546	-	-	-	-
<i>Sorties</i>	<i>Abgänge</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Etat au 31.12.</i>	<i>Stand per 31.12.</i>	-	-	-	-	6'037'546	-	-	6'037'546
<b>Amortissements cumulés</b>	<b>Investitionstätigkeit</b>								
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Stand per 01.01.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Amortissements planifiés</i>	<i>Planmässige Abschreibungen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Amortissements par suite de sorties</i>	<i>Abschreibungen auf Abgängen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederungen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Etat au 31.12.</i>	<i>Stand per 31.12.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Valeur comptable au 31.12.</b>	<b>Buchwert per 31.12.</b>	-	-	-	-	6'037'546	-	-	6'037'546
		<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>				<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>			
<b>Valeur d'acquisition</b>	<b>Anschaffungswerte</b>								
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Stand per 01.01.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Entrées</i>	<i>Zugänge</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederungen</i>	6'037'546	-	-	6'037'546	-	-	-	-
<i>Sorties</i>	<i>Abgänge</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Etat au 31.12.</i>	<i>Stand per 31.12.</i>	6'037'546	-	-	6'037'546	-	-	-	-
<b>Amortissements cumulés</b>	<b>Investitionstätigkeit</b>								
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Stand per 01.01.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Amortissements planifiés</i>	<i>Planmässige Abschreibungen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Amortissements par suite de sorties</i>	<i>Abschreibungen auf Abgängen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederungen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Etat au 31.12.</i>	<i>Stand per 31.12.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Valeur comptable au 31.12.</b>	<b>Buchwert per 31.12.</b>	6'037'546	-	-	6'037'546	-	-	-	-

**Etat du capital propre | Eigenkapitalnachweis**

28.02.2023 - en CHF

**Annexe / Beilage 2**

		<i>Situation au 01.01.2022</i>	<i>Augmentations par:</i>	<i>Diminutions par:</i>	<i>Situation au 31.12.2022</i>	<i>Situation au 01.10.2020</i>	<i>Augmentations par:</i>	<i>Diminutions par:</i>	<i>Situation au 31.12.2021</i>
		<i>Stand am 01.01.2022</i>	<i>Erhöhung durch:</i>	<i>Reduktion durch:</i>	<i>Stand am 31.12.2022</i>	<i>Stand am 01.10.2020</i>	<i>Erhöhung durch:</i>	<i>Reduktion durch:</i>	<i>Stand am 31.12.2021</i>
<b>Financements spéciaux sous capital propre</b>	<b>Spezialfinanzierung im Eigenkapital</b>	49'226'151			55'090'816	41'508'831			49'226'151
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Bestand am 01.01</i>	20'918'759	7'764'107	3'553'050	25'129'815	16'870'147	4'048'612		20'918'759
<i>Entrées</i>	<i>Eingänge</i>	22'269'845	1'653'609		23'923'454	18'603'677	3'666'168		22'269'845
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederung</i>	6'037'546	-		6'037'546	6'035'006	2'540		6'037'546
<b>Autres capitaux propres</b>	<b>Übriges Eigenkapital</b>	2'000'000			8'000'000	2'000'000			2'000'000
<i>Capital de dotation</i>	<i>Dotationskapital</i>	2'000'000	6'000'000		8'000'000	2'000'000	-	-	2'000'000
<b>Excédent ou découvert du bilan</b>	<b>Bilanzüberschuss/-fehlbetrag</b>	-1'201'316			-2'751'067	-			-1'201'376
<i>Résultat annuel</i>	<i>Jahresergebnis</i>	-1'201'316	1'201'316	1'549'691	-1'549'691			1'201'376	-1'201'376
<i>Résultat cumulé des années précédentes</i>	<i>kumuliertes Ergebnis der Vorjahre</i>	-		1'201'376	-1'201'376	-		-	-
<b>Total capital propre</b>	<b>Total Eigenkapital</b>	50'024'834			60'339'748	43'508'831			50'024'775



		2022					2020 / 2021				
		Terrain Grundstück	Bâtiment Gebäude	Installations / Mobiler Einrichtungen / Mobiliar	Total	Fonds d'exploitation / Betriebskredit	Terrain Grundstück	Bâtiment Gebäude	Installations / Mobiler Einrichtungen / Mobiliar	Total	Fonds d'exploitation / Betriebskredit
		<b>AgriCo, St-Aubin</b>					<b>AgriCo, St-Aubin</b>				
<b>Octroyé</b>	<b>Gesprochen</b>										
Etat au 01.01.	Stand per 01.01.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassifications	Umgliederung	11'841'950	25'340'436	669'565	37'851'951	3'000'000	-	-	-	-	-
Entrées	Zugänge	-	5'140'000	-	5'140'000	-	-	-	-	-	-
Sorties	Abgänge	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etat au 31.12.	Stand per 31.12.	11'841'950	30'480'436	669'565	42'991'951	3'000'000	-	-	-	-	-
<b>Utilisé</b>	<b>Verwendet</b>										
Etat au 01.01.	Stand per 01.01.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassifications	Umgliederung	11'403'774	5'282'179	679'756	17'365'709	3'000'000	-	-	-	-	-
Entrées	Zugänge	412'931	7'351'176	-	7'764'107	-	-	-	-	-	-
Sorties	Abgänge	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etat au 31.12.	Stand per 31.12.	11'816'704	12'633'355	679'756	25'129'815	3'000'000	-	-	-	-	-
<b>Solde rés. au 31.12.</b>	<b>Bestand per 31.12.</b>	<b>25'246</b>	<b>17'847'081</b>	<b>-10'191</b>	<b>17'862'136</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
		<b>La Maillarde, Romont</b>					<b>La Maillarde, Romont</b>				
<b>Octroyé</b>	<b>Gesprochen</b>										
Etat au 01.01.	Stand per 01.01.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassifications	Umgliederung	21'164'360	1'500'208	-	22'664'568	1'000'000	-	-	-	-	-
Entrées	Zugänge	-	6'400'000	-	6'400'000	-	-	-	-	-	-
Sorties	Abgänge	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etat au 31.12.	Stand per 31.12.	21'164'360	7'900'208	-	29'064'568	1'000'000	-	-	-	-	-
<b>Utilisé</b>	<b>Verwendet</b>										
Etat au 01.01.	Stand per 01.01.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassifications	Umgliederung	21'240'542	1'029'303	-	22'269'845	954'422	-	-	-	-	-
Entrées	Zugänge	71'858	1'581'751	-	1'653'609	-	-	-	-	-	-
Sorties	Abgänge	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etat au 31.12.	Stand per 31.12.	21'312'400	2'611'054	-	23'923'454	954'422	-	-	-	-	-
<b>Solde rés. au 31.12.</b>	<b>Bestand per 31.12.</b>	<b>-148'040</b>	<b>5'289'154</b>	<b>-</b>	<b>5'141'114</b>	<b>45'578</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
		<b>Pré-aux-Moines, Marly</b>					<b>Pré-aux-Moines, Marly</b>				
<b>Octroyé</b>	<b>Gesprochen</b>										
Etat au 01.01.	Stand per 01.01.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassifications	Umgliederung	6'120'000	-	-	6'120'000	-	-	-	-	-	-
Entrées	Zugänge	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sorties	Abgänge	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etat au 31.12.	Stand per 31.12.	6'120'000	-	-	6'120'000	-	-	-	-	-	-
<b>Utilisé</b>	<b>Verwendet</b>										
Etat au 01.01.	Stand per 01.01.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassifications	Umgliederung	6'037'546	-	-	6'037'546	-42'468	-	-	-	-	-
Entrées	Zugänge	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sorties	Abgänge	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etat au 31.12.	Stand per 31.12.	6'037'546	-	-	6'037'546	-42'468	-	-	-	-	-
<b>Solde rés. au 31.12.</b>	<b>Bestand per 31.12.</b>	<b>82'454</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>82'454</b>	<b>42'468</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total des crédits octroyés</b>	<b>Total Kredite gesprochen</b>	<b>39'126'310</b>	<b>38'380'644</b>	<b>669'565</b>	<b>78'176'519</b>	<b>4'000'000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total des crédits utilisés</b>	<b>Total Kredite verwendet</b>	<b>39'166'650</b>	<b>15'244'409</b>	<b>679'756</b>	<b>55'090'815</b>	<b>3'911'954</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total des soldes résiduels</b>	<b>Total Bestand</b>	<b>-40'340</b>	<b>23'136'235</b>	<b>-10'191</b>	<b>23'085'704</b>	<b>88'046</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

# Kantonale Anstalt für die aktive Bodenpolitik

Tätigkeitsbericht

1. Januar 2022 – 31. Dezember 2022

## 1. Vorwort

### 1.1. Botschaft von Olivier Curty, Präsident des Verwaltungsrats

Nachdem die Kantonale Anstalt für die aktive Bodenpolitik (KAAB) die ersten 15 Monate ihres Bestehens hauptsächlich dem Aufbau ihrer Organisation und ihrer Infrastrukturen gewidmet hatte, konnte sie sich im Jahr 2022 bereits voll ihren eigentlichen Aufgaben zuwenden. Der Standort AgriCo in St-Aubin ist repräsentativ für die Art und Weise, wie die KAAB ihre Tätigkeit intensiviert und ausgebaut hat: Entwicklung von Projekten und Infrastrukturen, Unterstützung der Gemeinden und Regionen, diverse Planungen usw. Die KAAB positioniert sich zunehmend als eine für den wirtschaftlichen Erfolg des Kantons Freiburg wichtige Akteurin. Die Anstalt will althergebrachte Konzepte kritisch hinterfragen: Sie sieht ihre Rolle nicht zuletzt auch darin, für die Probleme in Zusammenhang mit der Entwicklung von Industriearealen innovative Lösungen zu finden. So hat es sich zweifellos auch der Grosse Rat des Kantons Freiburg 2019 vorgestellt. Es handelt sich hierbei um eine langfristige Aufgabe; aber um diese erfolgreich anzugehen, gilt es schon heute, die geeigneten Werkzeuge zu schaffen und ein Umdenken zu bewirken. Die politischen Behörden und die Bevölkerung vertrauen in unsere Fähigkeit, dies zu erreichen. Die KAAB, ihr Verwaltungsrat und ihre Mitarbeitenden arbeiten tagtäglich daran, der ihnen anvertrauten Aufgabe gerecht zu werden. Die in diesem zweiten Tätigkeitsbericht beschriebenen Projekte sind der beste Beweis dafür.

### 1.2. Botschaft von Giancarlo Perotto, Direktor der KAAB

Für die KAAB ist das Jahr 2022 gleichbedeutend mit einem rasanten Ausbau ihrer Aktivitäten, und dies in allen Bereichen. Die Anstalt hat sich ihrer Kernaufgabe zugewandt und mit der Entwicklung der Areale – insbesondere demjenigen von AgriCo – die Umsetzung ihrer Strategie in Angriff genommen: die Schaffung von Sektoren, die mehr sind als blosse Industrieareale und in Einklang mit den drei Pfeilern der nachhaltigen Entwicklung stehen. Für die Direktion der KAAB ist es wichtig, unter Beweis zu stellen, dass ihre vom Staatsrat unterstützten Pläne nicht nur leere Versprechungen sind, sondern ihren Niederschlag in konkreten Handlungen finden. Saint-Aubin ist dafür das erste Beispiel. Das Inkrafttreten des kantonalen Nutzungsplans (KNP) AgriCo schaffte die nötigen Rahmenbedingungen, dank der wir effektiv mit der Umgestaltung des Areals beginnen konnten. *Ligne Durable*, das Gewinnerprojekt des für die künftige Mobilitätsplattform organisierten Studienauftrags, ist weit mehr als ein Parking-Projekt, denn es antizipiert die künftige Mobilitätsentwicklung und die Möglichkeit einer späteren Umnutzung des Parkhauses. Das Energie-Contracting, das ab Anfang 2023 umgesetzt wird, schafft die Grundlage für ein zu 100% mit erneuerbarer Energie betriebenes Areal. In Bezug auf die Aufbereitung von häuslichem, gewerblichem und industriellem Abwasser werden Synergien und dauerhafte Lösungen angestrebt, und zwar nicht nur für AgriCo, sondern für die ganze Region. Für das Areal St-Aubin sind die Grundlagen gelegt, 2023 ist La Maillarde in Romont an der Reihe.

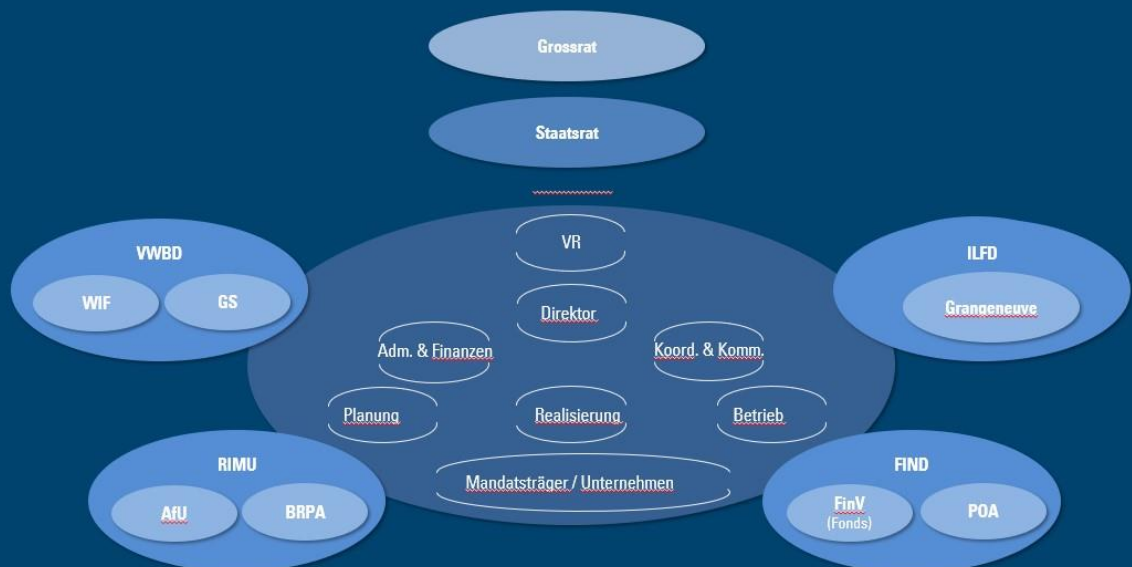
## 2. Die KAAB

### 2.1. Porträt

Die kantonale Anstalt für die aktive Bodenpolitik (KAAB) gründet auf dem Gesetz über die aktive Bodenpolitik (ABPG), das der Grosse Rat des Kantons Freiburg am 18. Oktober 2019 verabschiedet hat. Das ABPG beauftragt die KAAB damit, die aktive Bodenpolitik des Staates umzusetzen, d. h. Grundstücke zum Zwecke der Wirtschaftsförderung zu bewirtschaften, die Areale aufzuwerten und für die Wirtschaftsakteure bereitzustellen sowie die Umsetzung der kantonalen Raumplanungspolitik zu unterstützen.

Das ABPG bildete ausserdem die Grundlage für die Schaffung des kantonalen Fonds für die aktive Bodenpolitik (der ABP-Fonds), der mit einem Anfangskapital von CHF 100 Mio. ausgestattet wurde und der KAAB zur Erfüllung ihrer Aufgabe anvertraut wurde. Dank dem ABP-Fonds konnte der Staat 2016 und 2017 die Areale AgriCo in Saint-Aubin, Pré-aux-Moines in Marly sowie La Maillarde in Romont erwerben.

Die KAAB hat ihre Tätigkeit am 1. Oktober 2020 als selbständige Anstalt des öffentlichen Rechts aufgenommen und ist seit dem 27. April 2021 im Handelsregister registriert. Die KAAB handelt gemäss dem ihr vom Staatsrat erteilten Leistungsauftrag (Art. 7 und 21 ABPG). Der erste Leistungsauftrag wurde vom Staatsrat am 21. Dezember 2021 genehmigt. Er deckt den Zeitraum vom 1. Oktober 2020, dem offiziellen Gründungsdatum der KAAB, bis zum 31. Dezember 2023 ab.



### 2.2. Organisation

Die KAAB wird von einem Verwaltungsrat geleitet, der im Auftrag der Regierung handelt und für seine Geschäftsführung dem Staatsrat gegenüber verantwortlich ist:

- Olivier Curty (Präsident), Staatsrat
- Pierre Mauron (Vizepräsident), Grossrat
- Stéphane Peiry, Grossrat

- Marc-André Berclaz, HEC Lausanne
- Lorenz Held, Architekt ETHZ, EMBA HSG, Berner Kantonsarchitekt

Der Staatsrat, der der Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion vorsteht, präsidiert den Verwaltungsrat. Auf Vorschlag des Staatsrates wählt der Grosse Rat zwei Grossrätinnen bzw. Grossräte sowie zwei unabhängige Expertinnen bzw. Experten in den Verwaltungsrat.

Die KAAB ist administrativ der Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion (VWBD) zugewiesen. Sie wird durch ein internes Organisationsreglement geregelt, das vom Staatsrat am 31. August 2021 genehmigt wurde, und untersteht der Leitung von Giancarlo Perotto, diplomiertem Architekt ETHZ und Betriebswirtschaftler NDS/ETHZ, der vom Staatsrat am 29. Juni 2020 zum Direktor der KAAB ernannt wurde. Die Anstalt zählte Ende 2022 acht Mitarbeitende.



Der KAAB kommt ihre ausgezeichnete Zusammenarbeit mit ihren kantonalen, regionalen und kommunalen Partnern zugute. Zu diesen gehören insbesondere:

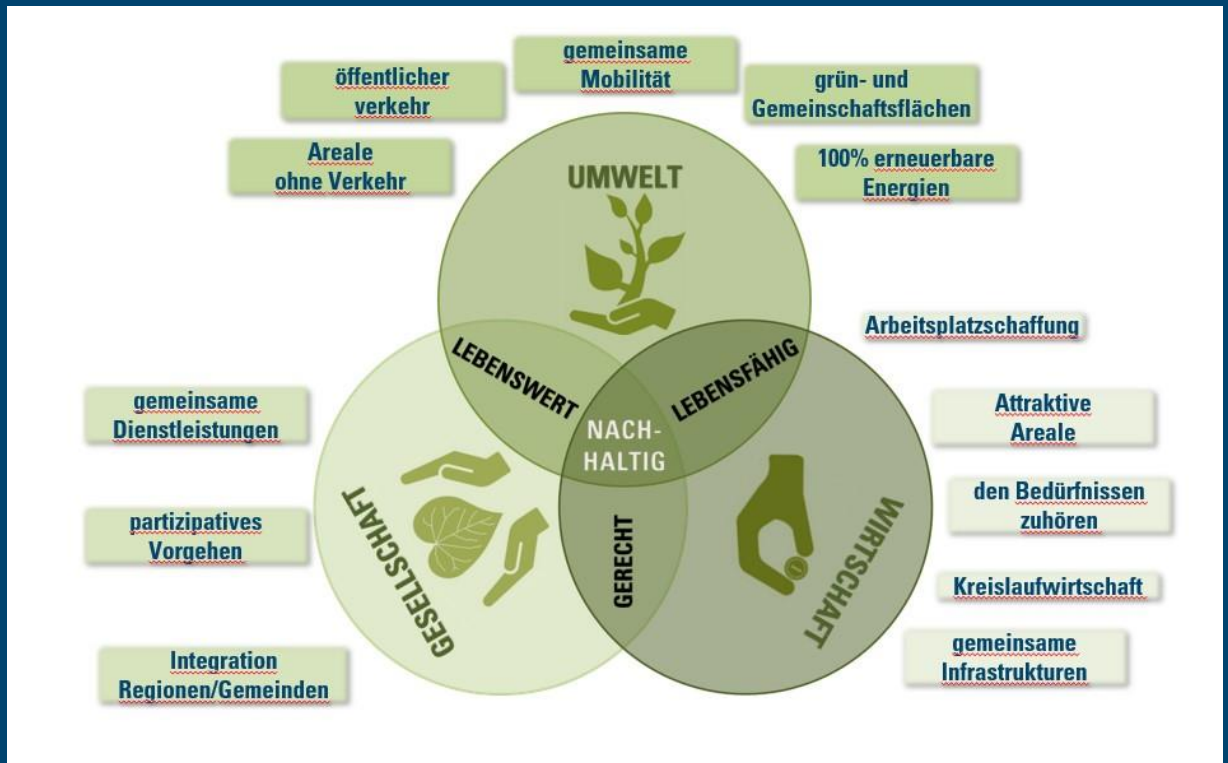
- Grangeneuve
- Dienststellen des Staates, insbesondere das Bau- und Raumplanungsamt (BRPA), die Wirtschaftsförderung Freiburg (WIF), das Amt für Kulturgüter (KGA), das Amt für Umwelt (AfU), das Amt für Energie (Afe), das Amt für Mobilität (MobA) usw.
- Gemeinden wie Saint-Aubin, Romont, Marly usw.
- COREB

### 2.3. Vision und Entwicklungsstrategie – mehr als nur ein Industrieareal

Die Hauptaufgabe der KAAB besteht darin, Arbeitsplätze im Kanton Freiburg zu schaffen, indem sie den Unternehmen erschlossene, funktionelle Grundstücke bereitstellt, die den kantonalen Nachhaltigkeitsanforderungen gerecht werden. Die vom Staatsrat genehmigte Strategie der



KAAB zielt darauf ab, Sektoren zu entwickeln, die mehr als blosser Industrieareale sind und die drei Nachhaltigkeitsdimensionen (Wirtschaft – Umwelt – Gesellschaft) berücksichtigen.



Die KAAB hat vor, diese Sektoren nicht nur in der Entwicklungs-, sondern auch in der Betriebsphase zu verwalten, um die Nachhaltigkeit der gewählten Optionen zu gewährleisten.

### 3. Das Jahr 2022

#### 3.1. Das Jahr im Überblick

Kennzahlen:

- getätigte Investitionen: 9'417'715 Fr.
- Betriebskosten: 1'549'691 Fr.
- Mieterträge: 1'279'029 Fr.
- Verwaltung von 3 Arealen
- 7 Mietende
- 8 Mitarbeitende
- 9 Projekte in Planung
- 7 Projekte in Durchführung

#### 3.2. Eigentumsübertragung

Die Übertragung des Eigentums an den Arealen AgriCo, La Maillarde und Pré-aux-Moines zugunsten der KAAB sowie die Aufstockung des Dotationskapitals um CHF 6 Mio. wurden am 15. Mai 2022 von 76,26% der Freiburger Stimmbürgerinnen und Stimmbürger gutgeheissen. Die KAAB ist somit seit dem 1. Juli 2022 offizielle Eigentümerin der drei Areale.

#### 3.3. Verwaltungsrat

Der Verwaltungsrat ist sechsmal zusammengetreten und entschied einmal im Zirkularverfahren. Er behandelte und genehmigte die folgenden Traktanden:

- Ziele für das Jahr 2022
- Schaffung einer neuen Projektleiterstelle
- Investitionskredit in Höhe von CHF 3 180 000.— für den Kauf eines Dienstleistungsgebäudes
- Investitionskredit in Höhe von CHF 1 960 000.— für den Bau eines landwirtschaftlichen Hangars in St-Aubin
- Genehmigung eines Mandats zur Bauherrenunterstützung (BHU) für AgriCo in St-Aubin
- Vergabe des Planerauftrags ZEB/ARA in St-Aubin
- Genehmigung der Planungsvereinbarung mit der Gemeinde St-Aubin
- Investitionskredit von CHF 1 400 000.— für den Umbau der Halle TPR4N in Romont
- Investitionskredit von CHF 2 000 000.— für den Umbau der Halle TPR12 in Romont



- Investitionskredit von CHF 3 000 000.– für den Bau von Infrastrukturen zur Energieverteilung in Romont

Der Verwaltungsrat traf sich ausserdem am 16. August 2022 zu einem Klausurnachmittag mit den Mitarbeitenden der KAAB. Bei diesem Anlass konnte er über die künftige Orientierung der KAAB, ihre Strategie sowie die Leitplanken des zweiten Leistungsauftrags diskutieren.

Der Verwaltungsrat wird von der Direktion regelmässig über den Geschäftsgang der Anstalt informiert. Die Vergütung des Verwaltungsrats für das Jahr 2022 belief sich auf CHF 43 300.–.

Sämtliche Mitglieder des Verwaltungsrats wurden anlässlich der Sitzungen des Grossen Rates von Juni und September 2022 für eine weitere Amtszeit wiedergewählt.

### 3.4. KAAB

*Vermittlerin für die Entwicklung und Aufwertung von Industriearealen und Arbeitszonen im Kanton Freiburg.*

#### 3.4.1. Entwicklung der Strukturen der KAAB

Die Entwicklung der Strukturen der KAAB auf administrativer, finanzieller und operativer Ebene wurde 2022 weiter vorangetrieben. Das Team musste aufgrund der immer grösseren Zahl an Projekten, insbesondere in St-Aubin, verstärkt werden. Per 1. Juli wurde eine neue Projektleiterin eingestellt. Sie ist mit der Beaufsichtigung der Projektdurchführungen und dem Management der verschiedenen BHU beauftragt.

#### 3.4.2. Zusammenarbeit mit anderen Dienststellen des Staates

Die KAAB konnte sich seit ihrer Gründung erfolgreich als privilegierte Partnerin der verschiedenen Dienststellen des Staates positionieren. Sie arbeitet insbesondere eng mit dem Bau- und Raumplanungsamt (BRPA) und der Wirtschaftsförderung Freiburg (WIF) zusammen.

Die KAAB arbeitet für die Entwicklung des Areals von Saint-Aubin auch mit Grangeneuve zusammen. Die beiden Partner haben eine Fördervereinbarung über die Modalitäten dieser Zusammenarbeit abgeschlossen.

#### 3.4.3. Positionierung der KAAB bei der regionalen Planung der Arbeitszonen

Die KAAB nahm 2022 zu den regionalen Richtplänen von 6 Bezirken (Sense, Saane, See, Broye, Glane, Vivisbach) Stellung, für die sie zuvor konsultiert worden war; sie nahm insbesondere auch an den von der Region organisierten Workshops zum künftigen regionalen Richtplan des Glanebezirks teil.

Die Anstalt hat sich ausserdem auf Anfrage der betroffenen Gemeinden und der Region an den Diskussionen zur Entwicklung des im Seebezirk gelegenen strategischen Sektors Löwenberg beteiligt.

Die Arbeiten zur Wiederaufnahme der Verwaltung der Datenbank SyZACT wurden in Partnerschaft mit dem BRPA und den Regionen fortgeführt.

### 3.5. AgriCo, Saint-Aubin

*ein Industriestandort mit Pionierstatus ohne motorisierten Verkehr im Zentrum, der als **Campus im Bereich der Lebensmittel und der Biomasse eine landesweite Führungsposition einnimmt** und die **Synergien** unter Berücksichtigung des **natürlichen und kulturellen Erbes des Standorts** nutzt.*

Das Areal AgriCo in Saint-Aubin wurde vom Staat Freiburg im Jahr 2017 erworben, nachdem Elanco ihre Aktivitäten an diesem Standort eingestellt hatte. Das Areal umfasst 27,7 Hektaren Arbeitszonen, die viele geschützte Gebäude beherbergen und von einer Landwirtschaftszone von beinahe 100 Hektaren umgeben sind. Es wurde dafür ausgewählt, um – in enger Zusammenarbeit mit Grangeneuve – zum wegweisenden Campus für Lebensmittel und Biomasse in der Schweiz zu werden. Vorgesehen ist die Schaffung eines Industriestandorts mit einem motorfahrzeugfreien Zentrum und einer von den Unternehmen gemeinsam genutzten Mobilitätsplattform mit Parkraum, die als Haupteingang für den motorisierten Verkehr, den öffentlichen Verkehr, die Lieferungen und den Langsamverkehr dient.

#### 3.5.1. Veranstaltungen auf dem Areal

15. März	Sitzung «extra muros» des Freiburger Staatsrates
18. März	Besuch des Centre Patronal
25. März	Einweihung des Ukraine-Zentrums
5. April	von der Handels- und Industriekammer des Kantons Freiburg (HIKF) organisierter Unternehmerbesuch
7. April	Generalversammlung von Swiss Engineering
11. April	Präsentation des Energie-Contracting-Konzepts mit Groupe E
9. Mai	Partizipativer Workshop der Gemeinde St-Aubin
13. Mai	Klausursitzung des Gemeinderats von St-Aubin
20. Mai	Tagung der Westschweizer Konservatorinnen und Konservatoren
23. Mai	Informationssitzung der Gemeinde von St-Aubin betreffend die Revision des OP
4–5. Juni	50-jähriges Jubiläum des Turnvereins FSG von St-Aubin
10. Juni	Cluster Food Breakfast
22. Juni	1. Dialog des Studienauftrags «Mobilitätsplattform»
29. Juni	Besuch der Schweizerischen Kantonsplanerkonferenz KPK
30. Juni	Generalversammlung von Le Centre Broye
18. Juli	Besuch der HSW-FR
26. Juli	Drohnenführung durch die Militärpolizei
12. September	Enddialog des Studienauftrags «Mobilitätsplattform»

15. September	1. Dialog des Studienauftrags für die Gestaltung der Aussenräume
21. September	Besuch von Kiwanis
22. September	Ein Tag entlang der Broye – Besuch des Interkantonalen Gymnasiums Broye
24–25. September	Raumplanungs-Workshop
3. Oktober	Besuch des Steuerungsausschusses der Agrar- und Lebensmittelstrategie
5. Oktober	Jährliche Medienkonferenz der KAAB und Vernissage des Studienauftrags  AgriCo «Mobilitätsplattform»
12. Oktober	Besuch des Standorts Polypus
10. November	Generalversammlung von COREB
15. November	Besuch von Fenaco und Swiss Tabac
18. November	Besuch von Planted
29. November	Jahressitzung von Cluster Food
21. Dezember	Enddialog des Studienauftrags für die Gestaltung der Aussenräume von AgriCo

### 3.5.2. Kantonaler Nutzungsplan (KNP AgriCo)

Der KNP AgriCo, der den allgemeinen Entwicklungsrahmen sowie die städtebaulichen und landschaftlichen Grundsätze und Massnahmen definiert, wurde von der Direktion für Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt (RIMU, ehemals RUBD) am 16. Dezember 2021 gutgeheissen. Gegen den Genehmigungsentscheid wurden 3 Beschwerden (von zwei Vereinen, einer Gemeinde und einer Privatperson) beim Kantonsgericht eingereicht. Die KAAB arbeitete eng mit dem BRPA und der RIMU zusammen, um den Rückzug dieser Beschwerden und das Inkrafttreten des KNP AgriCo zu ermöglichen. Im September 2022 war es schliesslich soweit: Der KNP AgriCo trat in Kraft. Dies gab den Startschuss für die Entwicklung neuer Infrastrukturen und die Kommerzialisierung des Industrieareals. Um den Rückzug der Beschwerden zu erreichen, waren drei Vereinbarungen unterzeichnet worden: mit dem VCS-FR, der Stiftung Landschaftsschutz sowie der Gemeinde Belmont-Broye.

### 3.5.3. Allgemeiner Detailerschliessungsplan (DEP)

Das Bewilligungsgesuch für die allgemeine Detailerschliessung (allgemeiner DEP) war am 5. November 2021 öffentlich aufgelegt worden: 4 Einsprachen (von einer Gemeinde, 2 Vereinen und einer Privatperson) und 2 Bemerkungen waren eingereicht worden. Da der allgemeine DEP viele der im KNP AgriCo vorgesehenen Massnahmen übernimmt und weiterentwickelt, war das Verfahren suspendiert worden, denn man wollte zuerst das Inkrafttreten des KNP AgriCo abwarten. Das Verfahren konnte folglich im September wiedereröffnet werden. 3 Einsprachen und eine Bemerkung wurden zurückgezogen, eine Einsprache und eine Bemerkung wurden aufrechterhalten. Der allgemeine DEP wurde dem BRPA im Dezember 2022 durch die Gemeinde von St-Aubin übermittelt; die Baubewilligung wird für März 2023 erwartet.

Der allgemeine DEP wird als Rahmen und zur Verankerung künftiger Bauprojekte dienen, die mit einem spezifischen DEP ausgestattet werden. Er definiert die Grundsätze und die Dimensionierung der notwendigen Grob- und Detailerschliessung für alle Bauten des Standorts. Dabei stehen folgende Fragen im Vordergrund: Verkehrs-, Zugangs- und Transportwege; Sammlung der Abfälle; Energie- und Telekomnetz, Grundsätze für die Gestaltung der Aussenräume usw.

### 3.5.4. Planungsvereinbarung

Die Gemeinde St-Aubin und die KAAB haben am 23. Dezember eine Vereinbarung über die Planung der zur Entwicklung von AgriCo notwendigen Grob- und Detailerschliessung unterzeichnet. Diese Vereinbarung definiert die Projektorganisation, den Perimeter, die Ziele und die Verfahren für die gemeinsame Planung, die Art der Zusammenarbeit und die Kostenaufteilung. Sie hält schwarz auf weiss fest, wer (KAAB oder Gemeinde) was tut und bezahlt, enthält aber keine Angaben zu den effektiven Projektkosten.

### 3.5.5. Studienauftrag «Mobilitätsplattform»

Für die Entwicklung von AgriCo wird man sich insbesondere auf die verschiedenen, für die zentrale Achse des Areals vorgesehenen Studienaufträge stützen. Diese werden eine kohärente Gesamtsicht des Areals ermöglichen, die neben den verschiedenen Sektoralpolitiken auch die architektonischen und natürlichen Eigenheiten des Standorts berücksichtigt.

Der erste Studienauftrag wurde am 11. Februar 2022 lanciert und galt der Entwicklung der Mobilitätsplattform, die als Haupteingang und Mobility Hub für den Verkehr zum und im Areal dient. Der 1. Dialog wurde am 22. Juni 2022 und der Enddialog am 12. September 2022 abgehalten. Die Ergebnisse wurden der Öffentlichkeit am 5. Oktober 2022 an der jährlichen Medienkonferenz der KAAB präsentiert.

Das Preisgericht konnte 5 Projekte prüfen. Es hat sich einstimmig für das Projekt *Ligne Durable* des Konsortiums AFF – Metron – Basler & Hofmann – EMCH+BERGER entschieden, das mit seiner intelligenten, innovativen und nachhaltigen Infrastruktur bestach.



*Film Ligne Durable*

*Ligne Durable* ist weit mehr als ein blosses Parking-Projekt, trägt es doch bereits der Möglichkeit einer späteren Umnutzung der Räume Rechnung. Es ermöglicht eine breite Modularität der Struktur entsprechend den verschiedenen Mobilitätsarten und deren Entwicklung. Dank aus demontierbaren Platten bestehenden Niveaus besteht ausserdem die

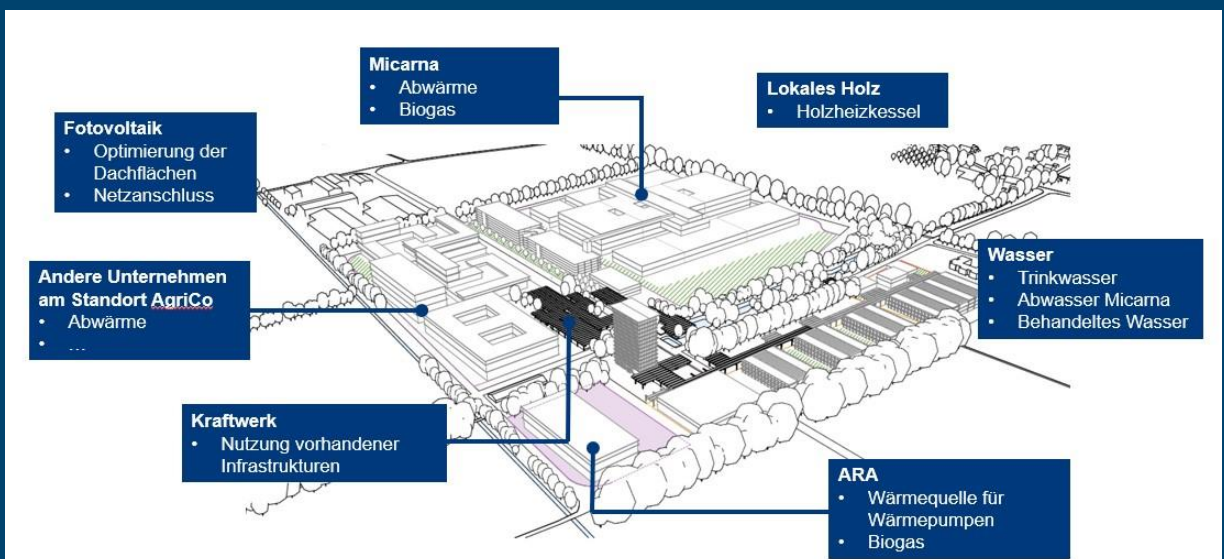
Möglichkeit, einen Teil des Parkhauses relativ kostengünstig in andere Räume umzubauen (Labors, Büros usw.). Das Projekt fügt sich nahtlos in den hochwertigen urbanen Raum ein und regt zum Austausch an, was der Philosophie dieses Industriecampus entspricht. Schliesslich setzt *Ligne Durable* auf ein Management der Naturelemente und einen haushälterischen Umgang mit den Ressourcen: Erwähnenswert sind die Schaffung von ökologischen Infrastrukturen und eines Klimabeckens in Verbindung mit den Versickerungsmulden des Areals, eine Optimierung der natürlichen Belüftung und die Installation von 5500 m<sup>2</sup> Sonnenkollektoren auf dem Dach.

### 3.5.6. Studienauftrag für die Gestaltung der Aussenräume

Am 15. April 2022 wurde ein zweiter Studienauftrag für die Gestaltung der Aussenräume lanciert. Der 1. Dialog wurde am 15. September 2022 abgehalten und das Preisgericht konnte drei Projekte prüfen. Der Enddialog wurde am 21. Dezember 2022 abgehalten; der Preisträger wird am 25. Januar 2023 bekanntgegeben.

### 3.5.7. Energie-Contracting

Das Verfahren zur Bereitstellung des Energie-Contracting, dank dem der Energiebedarf zu 100% mit auf dem Areal produzierter erneuerbarer Energie erfolgen soll, wurde in enger Zusammenarbeit mit Groupe E fortgeführt. Das Konzept wurde den Medien am 11. April 2022 vorgestellt. Es ist sowohl sparsam als auch flexibel und erlaubt eine maximale Nutzung der Synergien zwischen den verschiedenen auf dem Areal vorhandenen Energien. Durch Vernetzung soll eine Rückgewinnung der vor Ort verwalteten und genutzten lokalen Energiequellen erreicht werden. Der Vertrag wurde Ende 2022 fertiggestellt und wird Anfang 2023 unterzeichnet werden. Er wird für eine Dauer von 40 Jahren abgeschlossen und sieht seitens Groupe E Investitionen in Höhe von rund CHF 30 Mio. vor.



*Film zum Energie-Contracting*

### 3.5.8. ARA AgriCo

Die KAAB will bis 2025 eine industrielle ARA für die Gesamtheit des Areals schaffen, um durch die gemeinsame Nutzung der Infrastrukturen und die Aufteilung der Kosten ihr Ziel der



Wirtschaftlichkeit zu erreichen. Die ARA wird nicht nur zur Vor- und Endbehandlung der Abwasser, sondern auch zur Produktion von Biogas dienen, das von den Unternehmen des Areals wiederverwendet werden kann. Die ARA AgriCo kann überdies zur regionalen ARA weiterentwickelt und vergrössert werden, um den Gemeinden eine Infrastruktur zu bieten, die den neuen Normen und gesetzlichen Anforderungen gerecht wird.

Der Verwaltungsrat hat grünes Licht für einen Generalplanerauftrag erteilt, der 2023 in Angriff genommen wird.

### 3.5.9. Trinkwasserversorgung

Die Entwicklung von AgriCo erfordert Infrastrukturen, die noch nicht zur Verfügung stehen, obwohl das Areal seit 1967 in einer Arbeitszone liegt. Dies trifft insbesondere auf die Trinkwasserzufuhr zu; hier muss angesichts des vorgesehenen Baus eines Geflügelverarbeitungsbetriebs von Micarna rasch Abhilfe geschaffen werden.

Der in diesem Bereich zuständige Gemeindeverband für die Trinkwasserversorgung der Waadtländer und Freiburger Gemeinden von Broye und Vully (ABV) verfügt nicht über ausreichende Kapazitäten, um die benötigte Infrastruktur im erforderlichen Zeitrahmen zu erstellen. Die in den letzten zwei Jahren von der KAAB geführten Gespräche erlaubten es, eine Lösung zu finden: So soll einerseits eine neue Leitung gebaut werden, die vom Brunnen von Vernaz in Payerne bis zu AgriCo führt, andererseits ein zusätzliches Wasserreservoir auf der Flur Sur Le Mont in der Gemeinde St-Aubin errichtet werden. Das Projekt wird 2023 im Detail weiterentwickelt.

### 3.5.10. Sanierung der Gebäude 1710 und 1720

Der Grosse Rat hat am 20. August 2020 einen Investitionskredit in Höhe von CHF 21,8 Mio. für die Sanierung und Umnutzung der geschützten Gebäude genehmigt. Das Gebäude 1710 wird ab 2023 das auf Laboranalysen spezialisierte Unternehmen SQTS und seine rund 60 Mitarbeitenden beherbergen. Die Baubewilligung wurde am 12. März 2022 ausgestellt und die Bauarbeiten haben bereits begonnen. Auch Maison Amarella, ein auf die handwerkliche Herstellung von Macarons spezialisiertes Unternehmen, wird 2023 ins Gebäude 1710 und damit in grössere Räumlichkeiten umziehen.



### 3.5.11. Hangar für Landwirtschaftsfahrzeuge

Der in einer Arbeitszone liegende Hangar für landwirtschaftliche Fahrzeuge wird niedrigergerissen und in der Landwirtschaftszone neu aufgebaut werden. Damit wird in der Arbeitszone Platz frei werden. Das Baubewilligungsgesuch wurde im Mai 2022 eingereicht. Der Verwaltungsrat genehmigte am 30. März 2022 den Investitionskredit in Höhe von CHF 1 960 000. Dieser Entscheid wurde vom Staatsrat am 24. Mai 2022 bestätigt.

### 3.5.12. Landwirtschaftsgebäude

Die Abbruchbewilligung für die Landwirtschaftsgebäude (21a, 21b, 21c und 21f) wurde am 17. August 2022 erteilt.

### 3.5.13. Austauschplattform von AgriCo

Die Austauschplattform von AgriCo wurde im Rahmen des von der KAAB für die Entwicklung ihrer Industrieareale gewünschten partizipativen Vorgehens gegründet. Sie umfasst Vertreterinnen und Vertreter der Nachbargemeinden, des Regionalverbands COREB sowie der Anstösserinnen und Anstösser. Die Plattform erlaubt es insbesondere, die Teilnehmenden über die Areal- und Projektentwicklungen zu informieren, ihre Fragen zu beantworten und ihre Vorschläge entgegenzunehmen. Die Teilnehmenden der Plattform hielten 2022 zwei Sitzungen ab, und zwar am 25. Januar und am 7. Oktober.

### 3.5.14. Verkauf einer Parzelle an die Micarna AG

Die Diskussionen und Verhandlungen mit Micarna, die eine Parzelle auf dem Areal von AgriCo erwerben will, um dort einen neuen Geflügelverarbeitungsbetrieb zu bauen, wurden fortgeführt. Die KAAB wurde damit beauftragt, den Verkaufsvertrag auf Rechnung des Staates (denn die von dieser Transaktion betroffene Parzelle war nicht von der Eigentumsübertragung zugunsten der KAAB betroffen und steht nach wie vor im Besitz des Staates) zum Abschluss zu bringen. Die Paraphierung des Verkaufsvertrags durch die beiden Parteien dürfte im 1. Quartal 2023 erfolgen.

## 3.6. La Maillarde, Romont

*ein urbanes Industriequartier mit vielfältigen Nutzungsmöglichkeiten und Dienstleistungen, das der innovativen Industrieproduktion und der Spitzentechnologie gewidmet ist*

Der Staat Freiburg hatte das Areal La Maillarde mit seiner Industriezone von rund 38 000 m<sup>2</sup> nach der Einstellung der betrieblichen Aktivitäten von Tetra Pack erworben. La Maillarde ist auf die innovative und hochtechnologische Industrieproduktion ausgerichtet.

### 3.6.1. Veranstaltungen auf dem Areal

17. Mai	Treffen mit den Industrievertreterinnen und -vertretern von Romont
30. November	Präsentation des Energiekonzepts zuhanden der Unternehmen des Areals und der Nachbarschaft



### 3.6.2. Energiekonzept

Das Energiekonzept sieht (wie in St-Aubin) vor, dass der Energiebedarf des Areals La Maillarde zu 100% mit vor Ort produzierter erneuerbarer Energie gedeckt werden soll. Das 2021 von Groupe E erstellte Konzept wurde aktualisiert und im Frühjahr wurde auch das Projektteam auf die Beine gestellt. Groupe E und die KAAB stellten das Projekt am 30. November den Unternehmen des Areals La Maillarde und den Nachbarunternehmen vor. Ziel war es, gleich von Anfang an alle am Konzept interessierten Unternehmen am Projekt zu beteiligen.

### 3.6.3. Infrastruktur für die Energieverteilung

Auf dem Areal von La Maillarde werden die Gebäude zurzeit mit provisorischen Ölheizungen und einer Elektroheizung geheizt. Diese sollen gemäss dem Energiekonzept ersetzt werden. Der Verwaltungsrat hat zu diesem Zweck am 30. März 2022 einen Investitionskredit in Höhe von CHF 3 000 000. genehmigt. Dieser wurde vom Staatsrat am 7. Juni 2022 bestätigt. Geplant sind die Bereitstellung von Anlagen für die Energieverteilung zwischen den verschiedenen Gebäuden und der künftigen Heizzentrale, welche ihrerseits an das Fernwärmenetz der Stadt Romont angeschlossen werden wird.

Die Baubewilligung wurde am 8. August 2022 erteilt und die Bauarbeiten konnten bereits begonnen werden. Auf die Ölheizung dürfte Anfang 2023 definitiv verzichtet werden können.



### 3.6.4. Umbauarbeiten Halle TPR12

Am 30. März 2022 genehmigte der Verwaltungsrat einen Investitionskredit in Höhe von CHF 2 000 000. Dieser wurde am 7. Juni 2022 vom Staatsrat bestätigt. Dank der Umbauarbeiten der Halle TPR12 werden die ursprünglich für die Warenlagerung vorgesehenen Räumlichkeiten

für industrielle Tätigkeiten genutzt werden können. Die Baubewilligung wurde am 16. September 2022 erteilt.

### 3.6.5. Umbauarbeiten Halle TPR4N

Am 30. März 2022 genehmigte der Verwaltungsrat einen Investitionskredit in Höhe von CHF 1 400 000, der am 7. Juni 2022 vom Staatsrat bestätigt wurde. Die Baubewilligung wurde am 8. September 2022 erteilt. Wie im Falle der Halle TPR12 werden die ursprünglich für die Warenlagerung vorgesehenen Räumlichkeiten nach den Umbauarbeiten für industrielle Tätigkeiten genutzt werden können.

### 3.6.6. Dach

Eine Analyse der Dächer wurde in Auftrag gegeben, denn sie sollen an die aktuellen Gesetzesnormen angepasst werden, insbesondere was die Wärmedämmung angeht. Ausserdem soll gewährleistet werden, dass die Installation von Photovoltaikpaneelen auf Dächer in einwandfreiem Zustand erfolgen kann. Die Analyse hat gezeigt, dass sich die Dächer in einem sehr schlechten Zustand befinden und bedeutende Arbeiten notwendig sind, um Undichtigkeiten zu beheben bzw. zu vermeiden. Die entsprechenden Kosten, die bei der Festlegung des Kaufpreises durch den Staat Freiburg nicht berücksichtigt worden waren, werden auf rund CHF 10 Mio. geschätzt.

### 3.6.7. Mieterschaft

Das Unternehmen Kromatix beabsichtigt, seine Tätigkeit in der Halle TPR4N auszuweiten. Es wird dort eine Maschine zum Glasschneiden und zur Glasverarbeitung installieren.

Die Armee hatte im Rahmen des COVID-19-Pandemie-Managements auf dem Areal ein Feldlazarett eingerichtet. Für etwas mehr als drei Monate beherbergte dieses 40 Soldaten und rund 80 Kranke.

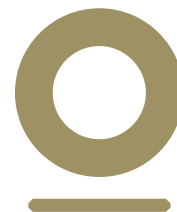
Die Firma ProcimedX verzichtete schliesslich darauf, sich in Romont niederzulassen, nachdem sie die geplante Aufnahme ihrer Tätigkeit mehrmals verschoben hatte. Gleiches gilt für das Unternehmen Based. Dahingegen hat das Unternehmen Viridhys Anfang Dezember 2022 die Räumlichkeiten von LAM3b bezogen.

## 3.7. Pré-aux-Moines, Marly

### *urbanes Industrieareal mit der Natur im Zentrum*

Das Areal Pré-aux-Moines auf einer Fläche von rund 150 000 m<sup>2</sup> liegt in einer Arbeitszone und ist zurzeit voll auf die landwirtschaftliche Nutzung ausgerichtet. Das Areal hat für die wirtschaftliche Entwicklung einiges zu bieten. Aufgrund seiner Lage inmitten der Agglomeration Freiburg ist es eines der kantonalen Grundstücke mit dem grössten Entwicklungspotenzial. Die Entwicklung des Grundstücks hängt vom Bau der Verbindungsstrasse Marly-Matran ab.

**CORE**



---

**CORE**  
**Fiduciaire Revicor SA**

Avenue Beauregard 1  
CH-1700 Fribourg

T +41 26 347 28 80  
F +41 26 347 28 90

CHE-279.084.618 TVA

---

**CORE**  
**Services en fiduciaire**

Comptabilité  
Révision  
Fiscalité & TVA  
Conseil d'entreprise &  
juridique  
Conseils prévoyance

---

Entreprise certifiée  
EXPERTsuisse et membre  
de FIDUCIAIRE | SUISSE

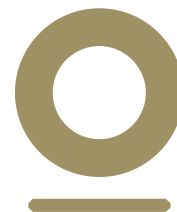
---

**core-partner.ch**

## **Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels 2022**

Etablissement cantonal de promotion foncière  
(ECPF)

Fribourg



Fribourg, le 22 mars 2023

**Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels  
au Conseil d'Etat  
Etablissement cantonal de promotion foncière (ECPF)  
Fribourg**

### Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Etablissement cantonal de promotion foncière (ECPF) (l'Etablissement), comprenant le bilan au 31 décembre 2022, le compte de résultats, le compte des investissements et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que l'annexe.

Selon notre appréciation, les comptes annuels sont conformes à la loi sur la politique foncière active (LPFA 900.2) et aux principes de comptabilité qui ressortent de la législation sur les finances de l'Etat (LFE 610.1 et RFE 610.11) ainsi qu'au règlement d'organisation.

### Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels » de notre rapport. Nous sommes indépendants de l'Etablissement, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et avons satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au conseil d'administration. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes annuels et de notre rapport correspondant.

Notre opinion sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune conclusion d'audit sous quelque forme que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes annuels ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent par ailleurs comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

.....  
**CORE**  
**Fiduciaire Revicor SA**

Avenue Beauregard 1  
CH-1700 Fribourg

T +41 26 347 28 80  
F +41 26 347 28 90

CHE-279.084.618 TVA

.....  
**CORE**  
**Services en fiduciaire**

Comptabilité  
Révision  
Fiscalité & TVA  
Conseil d'entreprise &  
juridique  
Conseils prévoyance

.....  
Entreprise certifiée  
EXPERTsuisse et membre  
de FIDUCIAIRE | SUISSE

.....  
**core-partner.ch**

### **Responsabilités du conseil d'administration relatives aux comptes annuels**

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels conformément aux dispositions légales. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, le conseil d'administration est responsable d'évaluer la capacité de l'Etablissement à poursuivre son exploitation.

### **Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels**

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH, nous exerçons notre jugement professionnel tout au long de l'audit et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- > nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant de fraudes est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions volontaires, de fausses déclarations ou le contournement de contrôles internes.
- > nous acquérons une compréhension du système de contrôle interne pertinent pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'Etablissement.
- > nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables ainsi que des informations y afférentes.
- > nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le conseil d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation appliqué et, sur la base des éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Etablissement à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention dans notre rapport sur les informations à ce sujet fournies dans les comptes annuels ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion d'audit modifiée. Nous établissons nos conclusions sur la base des éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Des situations ou événements futurs peuvent cependant amener l'Etablissement à cesser son exploitation.

Nous communiquons au conseil d'administration notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus ainsi que nos constatations d'audit importantes, y compris toute déficience majeure dans le système de contrôle interne, relevée au cours de notre audit.

### Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément à l'art. 728a, al. 1, ch. 3, CO et à la NAS-CH 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du conseil d'administration.



**Markus Jungo**  
Expert-comptable diplômé  
Expert-réviseur agréé  
Réviseur responsable



**Célien Berthold**  
Expert-comptable diplômé  
Expert-réviseur agréé

### Annexes :

Comptes annuels 2022 (bilan, compte de résultats, compte des investissements, tableau des flux de trésorerie et annexe)

ECPF | KAAB  
**Bilan | Bilanz**  
 28.02.2023 - en CHF

			31.12.2022	01.01.2022	31.12.2021
<b>ACTIFS</b>		<b>AKTIVEN</b>			
<b>Patrimoine financier</b>		<b>Umlaufvermögen</b>	<b>5'681'665</b>	<b>1'024'163</b>	<b>45'886'058</b>
Banque Cantonale de Fribourg		Freiburger Kantonalbank	333'741	-	-
CC Etat de Fribourg		KK Staat Freiburg	5'277'423	921'377	-
Fonds PFA Etat de Fribourg à titre fiduciaire		Fonds ABP Staat Freiburg treuhänderisch gehalten	-	-	45'783'272
Actifs de régularisation		aktive Rechnungsabgrenzung	70'501	102'786	102'786
<b>Patrimoine administratif à titre fiduciaire</b>		<b>Verwaltungsvermögen treuhänderisch gehalten</b>	<b>-</b>	<b>49'226'150</b>	<b>49'226'150</b>
AgriCo, St-Aubin		AgriCo, St-Aubin	-	20'918'759	20'918'759
La Maillarde, Romont		La Maillarde, Romont	-	22'269'845	22'269'845
Pré-aux-Moines, Marly		Pré-aux-Moines, Marly	-	6'037'546	6'037'546
<b>Patrimoine administratif</b>		<b>Verwaltungsvermögen</b>	<b>55'090'816</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
AgriCo, St-Aubin	Terrain	AgriCo, St-Aubin	Land	11'816'705	-
	Bâtiment		Gebäude	12'633'354	-
	Installations / Mob.		Einricht. / Mobilien	679'756	-
	Total		Total	25'129'815	-
La Maillarde, Romont	Terrain	La Maillarde, Romont	Land	21'312'400	-
	Bâtiment		Gebäude	2'611'054	-
	Installations / Mob.		Einricht. / Mobilien	-	-
	Total		Total	23'923'454	-
Pré-aux-Moines, Marly	Terrain	Pré-aux-Moines, Marly	Land	6'037'546	-
	Bâtiment		Gebäude	-	-
	Installations / Mob.		Einricht. / Mobilien	-	-
	Total		Total	6'037'546	-
<b>Total des actifs</b>		<b>Total Aktiven</b>	<b>60'772'481</b>	<b>50'250'313</b>	<b>95'112'208</b>



**Bilan | Bilanz**

28.02.2023 - en CHF

		31.12.2022	01.01.2022	31.12.2021
<b>PASSIFS</b>	<b>PASSIVEN</b>			
<b>Capitaux de tiers</b>	<b>Fremdkapital</b>	<b>432'733</b>	<b>225'539</b>	<b>225'539</b>
<i>Dettes fournisseurs</i>	<i>Kreditoren</i>	374'497	207'861	207'861
<i>Passifs de régularisation</i>	<i>passive Rechnungsabgrenzung</i>	58'236	17'678	17'678
<b>Capitaux propres</b>	<b>Eigenkapital</b>	<b>60'339'748</b>	<b>50'024'774</b>	<b>94'886'669</b>
<b>Financements spéciaux à titre fiduciaire</b>	<b>Spezialfinanzierung treuhänderisch gehalten</b>	<b>-</b>	<b>49'226'150</b>	<b>94'088'046</b>
<i>AgriCo, St-Aubin investissements</i>	<i>AgriCo, St-Aubin Investitionen</i>	-	20'918'759	41'385'000
<i>frais d'exploitation</i>	<i>Betriebskosten</i>	-	-	-
<i>La Maillarde, Romont investissements</i>	<i>La Maillarde, Romont Investitionen</i>	-	22'269'845	22'664'568
<i>frais d'exploitation</i>	<i>Betriebskosten</i>	-	-	45'578
<i>Pré-aux-Moines, Marly investissements</i>	<i>Pré-aux-Moines, Marly Investitionen</i>	-	6'037'546	6'120'000
<i>frais d'exploitation</i>	<i>Betriebskosten</i>	-	-	42'468
<i>Solde du fonds PFA à disposition</i>	<i>Saldo Fonds ABP zur freien Verfügung</i>	-	-	23'830'432
<b>Financements spéciaux</b>	<b>Spezialfinanzierung</b>	<b>55'090'816</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<i>AgriCo, St-Aubin</i>	<i>AgriCo, St-Aubin</i>	25'129'815	-	-
<i>La Maillarde, Romont</i>	<i>La Maillarde, Romont</i>	23'923'454	-	-
<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	6'037'546	-	-
<b>Capital de dotation</b>	<b>Dotationskapital</b>	<b>8'000'000</b>	<b>2'000'000</b>	<b>2'000'000</b>
<b>Excédent ou découvert bilan</b>	<b>Bilanzüberschuss / -fehlbetrag</b>	<b>-2'751'067</b>	<b>-1'201'376</b>	<b>-1'201'376</b>
<b>Total des passifs</b>	<b>Total Passiven</b>	<b>60'772'481</b>	<b>50'250'313</b>	<b>95'112'208</b>

**Compte de résultats | Erfolgsrechnung**

28.02.2023 - en CHF

		Budget	Effectif Abrechnung	Effectif Abrechnung	Budget
		2022	01.01.2022 - 31.12.2022	01.10.2020 - 31.12.2021	2023
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>Umsatz</b>	<b>1'537'541</b>	<b>1'279'029</b>	<b>1'518'644</b>	<b>1'345'414</b>
ECPF	ECPF	-10'000	-	-	-
AgriCo, St-Aubin	AgriCo, St-Aubin	310'545	322'757	303'996	270'694
La Maillarde, Romont	La Maillarde, Romont	1'228'496	947'772	1'197'648	1'066'221
Pré-aux-Moines, Marly	Pré-aux-Moines, Marly	8'500	8'500	17'000	8'500
<b>Charges de personnel ECPF</b>	<b>Personalaufwand</b>	<b>-859'591</b>	<b>-1'039'049</b>	<b>-860'627</b>	<b>-1'137'491</b>
<b>Honoraires tiers</b>	<b>Honorare Dritte</b>	<b>-474'400</b>	<b>-441'761</b>	<b>-411'973</b>	<b>-451'000</b>
ECPF	ECPF	-100'400	-100'309	-11'472	-116'000
AgriCo, St-Aubin	AgriCo, St-Aubin	-70'000	-62'828	-157'667	-55'000
La Maillarde, Romont	La Maillarde, Romont	-304'000	-278'624	-242'834	-280'000
Pré-aux-Moines, Marly	Pré-aux-Moines, Marly	-	-	-	-
<b>Marge brute</b>	<b>Bruttomarge</b>	<b>203'550</b>	<b>-201'781</b>	<b>246'043</b>	<b>-243'077</b>
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>Betriebskosten</b>	<b>-1'614'032</b>	<b>-1'347'910</b>	<b>-2'170'307</b>	<b>-1'630'995</b>
ECPF	ECPF	-112'000	-123'997	-140'253	-200'425
AgriCo, St-Aubin	AgriCo, St-Aubin	-836'000	-678'981	-1'051'873	-774'538
La Maillarde, Romont	La Maillarde, Romont	-666'000	-544'900	-978'148	-656'000
Pré-aux-Moines, Marly	Pré-aux-Moines, Marly	-32	-32	-32	-32
<b>Résultat d'exploitation avant intérêts, impôts et amortissements (EBITDA)</b>	<b>Betriebsergebnis vor Zinsen, Steuern und Abschreibungen (EBITDA)</b>	<b>-1'410'482</b>	<b>-1'549'691</b>	<b>-1'924'263</b>	<b>-1'874'072</b>
<b>Amortissements</b>	<b>Abschreibungen</b>	<b>-150'672</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
ECPF	ECPF	-	-	-	-
AgriCo, St-Aubin	AgriCo, St-Aubin	-150'672	-	-	-
La Maillarde, Romont	La Maillarde, Romont	-	-	-	-
Pré-aux-Moines, Marly	Pré-aux-Moines, Marly	-	-	-	-
<b>Résultat opérationnel (EBIT)</b>	<b>Betriebsergebnis (EBIT)</b>	<b>-1'561'154</b>	<b>-1'549'691</b>	<b>-1'924'263</b>	<b>-1'874'072</b>
<b>Coûts de financement (utilisations resp. attributions Fonds PFA)</b>	<b>Finanzierungskosten (Verwendung resp. Zuteilung Fonds ABP)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>862'675</b>	<b>-</b>
ECPF	ECPF	-	-	-	-
AgriCo, St-Aubin	AgriCo, St-Aubin	-	-	856'309	-
La Maillarde, Romont	La Maillarde, Romont	-	-	23'334	-
Pré-aux-Moines, Marly	Pré-aux-Moines, Marly	-	-	-16'968	-
<b>Charges hors-période</b>	<b>Aufwendungen Vorjahresperiode</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-139'788</b>	<b>-</b>
<b>Impôts</b>	<b>Steuern</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat net</b>	<b>Nettoergebnis</b>	<b>-1'561'154</b>	<b>-1'549'691</b>	<b>-1'201'376</b>	<b>-1'874'072</b>

**Compte des investissements | Investitionsrechnung**

28.02.2023 - en CHF

		<b>Budget</b>	<b>Effectif</b>	<b>Effectif</b>
		<b>2022</b>	<b>Abrechnung</b>	<b>Abrechnung</b>
			<b>01.01.2022</b>	<b>01.10.2020</b>
			<b>- 31.12.2022</b>	<b>- 31.12.2021</b>
<b>AgriCo, St-Aubin</b>		<b>-6'904'184</b>	<b>7'764'107</b>	<b>4'048'812</b>
Charges des terrains, achats	Grundstückkosten	-	6'599	4'039
Charges de planification	Planungskosten	300'000	292'537	129'043
Charges de mise en oeuvre	Realisierungskosten	1'213'516	1'470	11'632
PAC	KNP	710'000	80'139	304'523
MEP	MEP	-	556'014	-
Concept d'énergie	Energiekonzept	300'000	32'185	267'024
Bâtiment d'accueil	Empfangsgebäude	-76'800	-	1'919'634
Bureau et laboratoire	Büro und Labors	10'057'200	6'595'057	784'938
Serre	Gewächshaus	76'900	165'071	597'542
Hangar	Halle	1'500'000	35'034	30'438
Réserves	Reserven	-	-	-
Revenus des terrains, ventes	Grundstückeinnahmen	-20'985'000	-	-
<b>Tetra Pak, Romont</b>		<b>6'225'844</b>	<b>1'653'609</b>	<b>3'666'168</b>
Charges des terrains, achats	Grundstückkosten	-	7'858	2'541'582
Charges de planification	Planungskosten	50'000	64'000	30'663
Charges de mise en oeuvre	Realisierungskosten	5'625'844	1'243'845	64'620
Vision et stratégie	Vision und Strategie	500'000	-	-
Kromatrix	Kromatrix	-	60'099	1'029'303
SupCAD	SupCAD	50'000	41'772	-
Transformation TPR4N	Transformation TPR4N	-	151'488	-
Transformation TPR12	Transformation TPR12	-	84'547	-
Réserves	Reserven	-	-	-
<b>Pré-aux-Moines, Marly</b>		<b>1'544'800</b>	<b>-</b>	<b>2'240</b>
Charges de planification	Planungskosten	1'544'800	-	2'240
<b>Investissements nets</b>	<b>Nettoinvestitionen</b>	<b>866'460</b>	<b>9'417'715</b>	<b>7'717'220</b>
Dépenses capitalisées	Aktiviere Ausgaben		<b>9'417'715</b>	

## Tableau des flux de trésorerie | Geldflussrechnung

28.02.2023 - en CHF

		<i>Effectif</i>	<i>Effectif</i>
		<i>Abrechnung</i>	<i>Abrechnung</i>
		<i>01.01.2022</i>	<i>01.10.2020</i>
		<i>- 31.12.2022</i>	<i>- 01.01.2022</i>
<b>Activité opérationnelle</b>	<b>Operative Tätigkeit</b>	<b>-1'310'213</b>	<b>-1'012'839</b>
<i>Résultat net</i>	<i>Nettoergebnis</i>	-1'549'691	-1'201'376
<i>Amortissements</i>	<i>Abschreibungen</i>	-	-
<i>Variation des actifs de régularisation</i>	<i>Veränderung aktive Rechnungsabgrenzung</i>	32'285	-37'002
<i>Variation des dettes fournisseurs</i>	<i>Veränderung Kreditoren</i>	166'636	207'861
<i>Variation des passifs de régularisation</i>	<i>Veränderung passive Rechnungsabgrenzung</i>	40'558	17'678
<b>Activité d'investissement dans le patrimoine administratif</b>	<b>Investitionstätigkeit ins Verwaltungsvermögen</b>	<b>-9'417'715</b>	<b>-7'717'220</b>
<i>AgriCo, St. Aubin</i>	<i>AgriCo, St. Aubin</i>	-7'764'107	-4'048'812
<i>La Maillarde, Romont</i>	<i>La Maillarde, Romont</i>	-1'653'609	-3'666'168
<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	-	-2'240
<b>Activité de financement</b>	<b>Finanzierungstätigkeit</b>	<b>15'417'716</b>	<b>9'651'436</b>
<i>Capital de dotation</i>	<i>Dotationskapital</i>	6'000'000	2'000'000
<i>Capitaux propres (Subvention du canton - Variation de fonds)</i>	<i>Eigenkapital (Zuschuss Kanton - Veränderung Fonds)</i>	9'417'716	7'651'436
		<b>4'689'787</b>	<b>921'377</b>
<b>Variation des liquidités et placements à court terme</b>	<b>Veränderung der FI. Mittel und krzfr. Geldanlagen</b>		
<b>Etat au 31.12.</b>	<b>Bestand 31.12.</b>		
Banque Cantonale de Fribourg	Freiburger Kantonalbank	333'741	-
CC Etat Fribourg	KK Staat Freiburg	5'277'423	921'377
<b>Etat au 01.01.</b>	<b>Bestand 01.01.</b>		
Banque Cantonale de Fribourg	Freiburger Kantonalbank	-	-
CC Etat Fribourg	KK Staat Freiburg	921'377	-
<b>Variation</b>	<b>Veränderung</b>	<b>4'689'787</b>	<b>921'377</b>

**Organisation / Organisation****Général / Allgemein***Fondation / Gründung*

01.10.2020

*Inscription au registre du commerce / Eintragung Handelsregister*

22.04.2021

**Conseil d'administraion / Verwaltungsrat***Olivier Curtly**Président / Präsident**Pierre Mauron**Vice-Président / Vize-Präsident**Marc-André Berclaz**Membre / Mitglied**Paul Lorenz Held**Membre / Mitglied**Stéphane Peiry**Membre / Mitglied***Directeur / Direktor***Giancarlo Perotto***Organe de révision / Revisionsstelle***CORE Fiduciaire Revicor SA***Principes comptables appliqués / Angewandte Rechnungslegungsgrundsätze**

*Les présents comptes annuels ont été établis selon les directives relatives à la tenue de la comptabilité financière de l'Etat, ainsi que notamment selon les lois suivantes :*

*- la loi sur les finances de l'Etat (LFE) du 25.11.1994 (RSF 610.1)*

*- le règlement d'exécution de la loi sur les finances de l'Etat (RFE) du 12.03.1996 (RSF 610.11)*

*Les principes comptables des collectivités publiques (MCH 2) ont été appliqués (en référence à l'art. 42 LFE et à l'art. 12 LFE, resp. 7a RFE).*

*Die vorliegende Jahresrechnung wurde nach den Weisungen über die Buchführung des Finanzhaushaltes des Staates, sowie insbesondere den folgenden Gesetzen erstellt:*

*- dem Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates (FHG) vom 25.11.1994 (SGF 610.1)*

*- dem Ausführungsreglement zum Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates (FHR) vom 12.03.1996 (SGF 610.11)*

*Es wurden die Rechnungslegungsgrundsätze der öffentlichen Haushalte (HRM 2) angewendet (in Anlehnung an Art. 42 FHG sowie Art. 12 FHG, resp. Art. 7a FHR).*

31.12.2022

31.12.2021

**Engagements hors bilan / Nicht bilanzierte Verbindlichkeiten****Caisse de prévoyance du personnel de l'État / Pensionskasse des Staatspersonals**

Résiliation par ECPF / Kündigung durch KAAB	(Information non disponible en date du bouclage)	232'988
Résiliation par CPPEF / Kündigung durch PKSPF	(Informationen sind im Zeitpunkt der Erstellung nicht vorhanden)	232'988

**Patrimoine administratif (détenus à titre fiduciaire) / Verwaltungsvermögen (treuhänderisch gehalten)**Chiffres de l'année précédente / Vorjahresangaben

Les immeubles de St. Aubin, Romont et Marly étaient la propriété du canton de Fribourg jusqu'au 31.12.2021. Le transfert de propriété (votation du 15.05.2022) à l'Etablissement cantonal de promotion foncière (ECPF) est entré en vigueur au 1er juillet 2022. Pour une meilleure lisibilité du bilan, les immeubles ont été comptabilisés à titre fiduciaire pour l'exercice 2020/2021.

Die Liegenschaften St. Aubin, Romont und Marly waren per 31.12.2021 im Eigentum des Kantons Freiburg. Die Übertragung der Grundstücke (Abstimmung vom 15.05.2022) erfolgt auf den 1. Juli 2022 auf die Kantonale Anstalt für aktive Bodenpolitik (KAAB). Für eine bessere Bilanzleserlichkeit wurden die Liegenschaften für das Geschäftsjahr 2020/2021 treuhänderisch

**Patrimoine administratif / Verwaltungsvermögen**

Les immeubles de St. Aubin, Romont et Marly ont été transférés à l'ECPF conformément à la votation du 15 mai 2022. Le transfert a eu lieu le 1er juillet 2022. Les risques et bénéfices des immeubles ont été transférés à l'ECPF au 1er janvier 2022.

Die Liegenschaften St. Aubin, Romont und Marly wurden gemäss Abstimmung vom 15. Mai 2022 an die KAAB übertragen. Die Übertragung hat per 1. Juli 2022 stattgefunden. Nutzen und Schaden der Liegenschaften gingen per 1. Januar 2022 an die KAAB über.

**Tableau des immobilisations / Anlagespiegel**

Les principes d'amortissement (linéaire) ont été appliqués comme suit :

Die Abschreibungsgrundsätze (linear) wurden wie folgt vorgenommen:

Terrain	Grundstück	pas d'amortissement	n/a
Bâtiment	Gebäude	50	n/a
Installations / mobilier	Einrichtungen / Mobiliar	20	n/a

Le tableau des immobilisations est présenté à l'annexe 1. L'amortissement annuel est comptabilisé l'année suivant le début de l'utilisation de l'objet.

Der Anlagespiegel ist als Beilage 1 zum Anhang aufgelistet. Die Abschreibungen erfolgen werden im Jahr, welches auf den Beginn der Nutzung des Guts erfolgt, verbucht.

**Cédules / Schuldbriefe**

<i>Cédules hypothécaires grevant art. 767 (Romont)</i>	17'000'000
<i>Schuldbriefe lastend auf Art. 767 (Romont)</i>	17'000'000

**Indicateurs financiers / Finanzkennzahlen**

*Les indicateurs financiers de l'Etablissement cantonal de promotion foncière selon le règlement d'exécution de la loi sur les finances de l'Etat (RFE) ne sont pas pertinents. Il a été de ce fait renoncé à leur présentation.*

*Die Finanzkennzahlen der Anstalt für aktive Bodenpolitik gemäss Ausführungsreglement zum Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates (FHR) sind nicht aussagekräftig. Daher wurde auf den Ausweis verzichtet.*

**Etat du capital propre / Eigenkapitalnachweis**

L'état du capital propre est présenté à l'annexe 2.

Der Eigenkapitalnachweis ist als Beilage 2 zum Anhang aufgelistet.

**Suivi des crédits et dépenses d'investissements / Kredit- und Investitionsnachweis**

Le tableau est présenté à l'annexe 3.

Der Nachweis ist als Beilage 3 zum Anhang aufgelistet.

**Restatement au 1er janvier 2022 / Restatement per 1. Januar 2022**

Un retraitement du bilan a été effectué pour l'ECPF au 1er janvier 2022. Le fonds PFA de l'Etat de Fribourg a été retiré du bilan et les financements spéciaux ont été adaptés en conséquence. Le bilan présenté au 31 décembre 2021 correspond au bilan approuvé de l'année précédente.

Für die KAAB wurde per 1. Januar 2022 ein Restatement der Bilanz durchgeführt. Der Fonds ABP des Staates Freiburg wurde aus der Bilanz entfernt und die Spezialfinanzierungen entsprechend angepasst. Die ausgewiesene Bilanz per 31. Dezember 2021 entspricht der genehmigten Bilanz des Vorjahres.



## Tableau des immobilisations | Anlagespiegel

28.02.2023 - en CHF

## Annexe / Beilage 1

		2022				2020/2021			
		Terrain Grundstück	Bâtiment Gebäude	Installations / Mobilier Einrichtungen / Mobiliar	Total	Terrain Grundstück	Bâtiment Gebäude	Installations / Mobilier Einrichtungen / Mobiliar	Total
		<b>AgriCo, St-Aubin (à titre fiduciaire / treuhänderisch gehalten)</b>				<b>AgriCo, St-Aubin (à titre fiduciaire / treuhänderisch gehalten)</b>			
<b>Valeur d'acquisition</b>	<b>Anschaffungswerte</b>								
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Stand per 01.01.</i>	14'956'824	5'282'179	679'756	20'918'759	14'240'564	2'275'022	354'361	16'869'947
<i>Entrées</i>	<i>Zugänge</i>	-	-	-	-	716'260	3'007'156	325'395	4'048'812
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederungen</i>	-11'403'774	-5'282'179	-679'756	-17'365'709	-	-	-	-
<i>Sorties</i>	<i>Abgänge</i>	-3'553'050	-	-	-3'553'050	-	-	-	-
<i>Etat au 31.12.</i>	<i>Stand per 31.12.</i>	-	-	-	-	14'956'824	5'282'179	679'756	20'918'759
<b>Amortissements cumulés</b>	<b>Investitionstätigkeit</b>								
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Stand per 01.01.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Amortissements planifiés</i>	<i>Planmässige Abschreibungen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Amortissements par suite de sorties</i>	<i>Abschreibungen auf Abgängen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederungen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Etat au 31.12.</i>	<i>Stand per 31.12.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Valeur comptable au 31.12.</b>	<b>Buchwert per 31.12.</b>	-	-	-	-	14'956'824	5'282'179	679'756	20'918'759
		<b>AgriCo, St-Aubin</b>				<b>AgriCo, St-Aubin</b>			
<b>Valeur d'acquisition</b>	<b>Anschaffungswerte</b>								
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Stand per 01.01.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Entrées</i>	<i>Zugänge</i>	412'931	7'351'176	-	7'764'107	-	-	-	-
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederungen</i>	11'403'774	5'282'179	679'756	17'365'709	-	-	-	-
<i>Sorties</i>	<i>Abgänge</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Etat au 31.12.</i>	<i>Stand per 31.12.</i>	11'816'705	12'633'354	679'756	25'129'815	-	-	-	-
<b>Amortissements cumulés</b>	<b>Investitionstätigkeit</b>								
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Stand per 01.01.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Amortissements planifiés</i>	<i>Planmässige Abschreibungen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Amortissements par suite de sorties</i>	<i>Abschreibungen auf Abgängen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederungen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Etat au 31.12.</i>	<i>Stand per 31.12.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Valeur comptable au 31.12.</b>	<b>Buchwert per 31.12.</b>	11'816'705	12'633'354	679'756	25'129'815	-	-	-	-

**Tableau des immobilisations | Anlagespiegel**

28.02.2023 - en CHF

**Annexe / Beilage 1**

		2022				2020/2021			
		Terrain Grundstück	Bâtiment Gebäude	Installations / Mobilier Einrichtungen / Mobiliar	Total	Terrain Grundstück	Bâtiment Gebäude	Installations / Mobilier Einrichtungen / Mobiliar	Total
<b>Valeur d'acquisition</b>		<b>La Maillarde, Romont (à titre fiduciaire / treuhänderisch gehalten)</b>				<b>La Maillarde, Romont (à titre fiduciaire / treuhänderisch gehalten)</b>			
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Stand per 01.01.</i>	21'240'542	1'029'303	-	22'269'845	18'603'677	-	-	18'603'677
<i>Entrées</i>	<i>Zugänge</i>	-	-	-	-	2'636'865	1'029'303	-	3'666'168
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederungen</i>	-21'240'542	-1'029'303	-	-22'269'845	-	-	-	-
<i>Sorties</i>	<i>Abgänge</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Etat au 31.12.</i>	<i>Stand per 31.12.</i>	-0	-0	-	-0	21'240'542	1'029'303	-	22'269'845
<b>Amortissements cumulés</b>		<b>La Maillarde, Romont</b>				<b>La Maillarde, Romont</b>			
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Stand per 01.01.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Amortissements planifiés</i>	<i>Planmässige Abschreibungen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Amortissements par suite de sorties</i>	<i>Abschreibungen auf Abgängen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederungen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Etat au 31.12.</i>	<i>Stand per 31.12.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Valeur comptable au 31.12.</b>	<b>Buchwert per 31.12.</b>	-0	-0	-	-0	21'240'542	1'029'303	-	22'269'845
<b>Valeur d'acquisition</b>		<b>La Maillarde, Romont</b>				<b>La Maillarde, Romont</b>			
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Stand per 01.01.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Entrées</i>	<i>Zugänge</i>	71'858	1'581'751	-	1'653'609	-	-	-	-
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederungen</i>	21'240'542	1'029'303	-	22'269'845	-	-	-	-
<i>Sorties</i>	<i>Abgänge</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Etat au 31.12.</i>	<i>Stand per 31.12.</i>	21'312'400	2'611'054	-	23'923'454	-	-	-	-
<b>Amortissements cumulés</b>		<b>La Maillarde, Romont</b>				<b>La Maillarde, Romont</b>			
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Stand per 01.01.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Amortissements planifiés</i>	<i>Planmässige Abschreibungen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Amortissements par suite de sorties</i>	<i>Abschreibungen auf Abgängen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederungen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Etat au 31.12.</i>	<i>Stand per 31.12.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Valeur comptable au 31.12.</b>	<b>Buchwert per 31.12.</b>	21'312'400	2'611'054	-	23'923'454	-	-	-	-

**Tableau des immobilisations | Anlagespiegel**

28.02.2023 - en CHF

**Annexe / Beilage 1**

		2022				2020/2021			
		Terrain Grundstück	Bâtiment Gebäude	Installations / Mobilier Einrichtungen / Mobiliar	Total	Terrain Grundstück	Bâtiment Gebäude	Installations / Mobilier Einrichtungen / Mobiliar	Total
		<i>Pré-aux-Moines, Marly (à titre fiduciaire / treuhänderisch gehalten)</i>				<i>Pré-aux-Moines, Marly (à titre fiduciaire / treuhänderisch gehalten)</i>			
<b>Valeur d'acquisition</b>	<b>Anschaffungswerte</b>								
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Stand per 01.01.</i>	6'037'546	-	-	6'037'546	6'035'306	-	-	6'035'306
<i>Entrées</i>	<i>Zugänge</i>	-	-	-	-	2'240	-	-	2'240
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederungen</i>	-6'037'546	-	-	-6'037'546	-	-	-	-
<i>Sorties</i>	<i>Abgänge</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Etat au 31.12.</i>	<i>Stand per 31.12.</i>	-	-	-	-	6'037'546	-	-	6'037'546
<b>Amortissements cumulés</b>	<b>Investitionstätigkeit</b>								
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Stand per 01.01.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Amortissements planifiés</i>	<i>Planmässige Abschreibungen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Amortissements par suite de sorties</i>	<i>Abschreibungen auf Abgängen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederungen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Etat au 31.12.</i>	<i>Stand per 31.12.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Valeur comptable au 31.12.</b>	<b>Buchwert per 31.12.</b>	-	-	-	-	6'037'546	-	-	6'037'546
		<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>				<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>			
<b>Valeur d'acquisition</b>	<b>Anschaffungswerte</b>								
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Stand per 01.01.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Entrées</i>	<i>Zugänge</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederungen</i>	6'037'546	-	-	6'037'546	-	-	-	-
<i>Sorties</i>	<i>Abgänge</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Etat au 31.12.</i>	<i>Stand per 31.12.</i>	6'037'546	-	-	6'037'546	-	-	-	-
<b>Amortissements cumulés</b>	<b>Investitionstätigkeit</b>								
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Stand per 01.01.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Amortissements planifiés</i>	<i>Planmässige Abschreibungen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Amortissements par suite de sorties</i>	<i>Abschreibungen auf Abgängen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederungen</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Etat au 31.12.</i>	<i>Stand per 31.12.</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Valeur comptable au 31.12.</b>	<b>Buchwert per 31.12.</b>	6'037'546	-	-	6'037'546	-	-	-	-

**Etat du capital propre | Eigenkapitalnachweis**

28.02.2023 - en CHF

**Annexe / Beilage 2**

		<i>Situation au 01.01.2022</i>	<i>Augmentations par:</i>	<i>Diminutions par:</i>	<i>Situation au 31.12.2022</i>	<i>Situation au 01.10.2020</i>	<i>Augmentations par:</i>	<i>Diminutions par:</i>	<i>Situation au 31.12.2021</i>
		<i>Stand am 01.01.2022</i>	<i>Erhöhung durch:</i>	<i>Reduktion durch:</i>	<i>Stand am 31.12.2022</i>	<i>Stand am 01.10.2020</i>	<i>Erhöhung durch:</i>	<i>Reduktion durch:</i>	<i>Stand am 31.12.2021</i>
<b>Financements spéciaux sous capital propre</b>	<b>Spezialfinanzierung im Eigenkapital</b>	49'226'151			55'090'816	41'508'831			49'226'151
<i>Etat au 01.01.</i>	<i>Bestand am 01.01</i>	20'918'759	7'764'107	3'553'050	25'129'815	16'870'147	4'048'612		20'918'759
<i>Entrées</i>	<i>Eingänge</i>	22'269'845	1'653'609		23'923'454	18'603'677	3'666'168		22'269'845
<i>Reclassifications</i>	<i>Umgliederung</i>	6'037'546	-		6'037'546	6'035'006	2'540		6'037'546
<b>Autres capitaux propres</b>	<b>Übriges Eigenkapital</b>	2'000'000			8'000'000	2'000'000			2'000'000
<i>Capital de dotation</i>	<i>Dotationskapital</i>	2'000'000	6'000'000		8'000'000	2'000'000	-	-	2'000'000
<b>Excédent ou découvert du bilan</b>	<b>Bilanzüberschuss/-fehlbetrag</b>	-1'201'316			-2'751'067	-			-1'201'376
<i>Résultat annuel</i>	<i>Jahresergebnis</i>	-1'201'316	1'201'316	1'549'691	-1'549'691			1'201'376	-1'201'376
<i>Résultat cumulé des années précédentes</i>	<i>kumuliertes Ergebnis der Vorjahre</i>	-		1'201'376	-1'201'376	-		-	-
<b>Total capital propre</b>	<b>Total Eigenkapital</b>	50'024'834			60'339'748	43'508'831			50'024'775

		2022					2020 / 2021				
		Terrain Grundstück	Bâtiment Gebäude	Installations / Mobiler Einrichtungen / Mobiliar	Total	Fonds d'exploitation / Betriebskredit	Terrain Grundstück	Bâtiment Gebäude	Installations / Mobiler Einrichtungen / Mobiliar	Total	Fonds d'exploitation / Betriebskredit
		<b>AgriCo, St-Aubin</b>					<b>AgriCo, St-Aubin</b>				
<b>Octroyé</b>	<b>Gesprochen</b>										
Etat au 01.01.	Stand per 01.01.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassifications	Umgliederung	11'841'950	25'340'436	669'565	37'851'951	3'000'000	-	-	-	-	-
Entrées	Zugänge	-	5'140'000	-	5'140'000	-	-	-	-	-	-
Sorties	Abgänge	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etat au 31.12.	Stand per 31.12.	11'841'950	30'480'436	669'565	42'991'951	3'000'000	-	-	-	-	-
<b>Utilisé</b>	<b>Verwendet</b>										
Etat au 01.01.	Stand per 01.01.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassifications	Umgliederung	11'403'774	5'282'179	679'756	17'365'709	3'000'000	-	-	-	-	-
Entrées	Zugänge	412'931	7'351'176	-	7'764'107	-	-	-	-	-	-
Sorties	Abgänge	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etat au 31.12.	Stand per 31.12.	11'816'704	12'633'355	679'756	25'129'815	3'000'000	-	-	-	-	-
<b>Solde rés. au 31.12.</b>	<b>Bestand per 31.12.</b>	<b>25'246</b>	<b>17'847'081</b>	<b>-10'191</b>	<b>17'862'136</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
		<b>La Maillarde, Romont</b>					<b>La Maillarde, Romont</b>				
<b>Octroyé</b>	<b>Gesprochen</b>										
Etat au 01.01.	Stand per 01.01.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassifications	Umgliederung	21'164'360	1'500'208	-	22'664'568	1'000'000	-	-	-	-	-
Entrées	Zugänge	-	6'400'000	-	6'400'000	-	-	-	-	-	-
Sorties	Abgänge	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etat au 31.12.	Stand per 31.12.	21'164'360	7'900'208	-	29'064'568	1'000'000	-	-	-	-	-
<b>Utilisé</b>	<b>Verwendet</b>										
Etat au 01.01.	Stand per 01.01.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassifications	Umgliederung	21'240'542	1'029'303	-	22'269'845	954'422	-	-	-	-	-
Entrées	Zugänge	71'858	1'581'751	-	1'653'609	-	-	-	-	-	-
Sorties	Abgänge	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etat au 31.12.	Stand per 31.12.	21'312'400	2'611'054	-	23'923'454	954'422	-	-	-	-	-
<b>Solde rés. au 31.12.</b>	<b>Bestand per 31.12.</b>	<b>-148'040</b>	<b>5'289'154</b>	<b>-</b>	<b>5'141'114</b>	<b>45'578</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
		<b>Pré-aux-Moines, Marly</b>					<b>Pré-aux-Moines, Marly</b>				
<b>Octroyé</b>	<b>Gesprochen</b>										
Etat au 01.01.	Stand per 01.01.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassifications	Umgliederung	6'120'000	-	-	6'120'000	-	-	-	-	-	-
Entrées	Zugänge	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sorties	Abgänge	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etat au 31.12.	Stand per 31.12.	6'120'000	-	-	6'120'000	-	-	-	-	-	-
<b>Utilisé</b>	<b>Verwendet</b>										
Etat au 01.01.	Stand per 01.01.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassifications	Umgliederung	6'037'546	-	-	6'037'546	-42'468	-	-	-	-	-
Entrées	Zugänge	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sorties	Abgänge	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etat au 31.12.	Stand per 31.12.	6'037'546	-	-	6'037'546	-42'468	-	-	-	-	-
<b>Solde rés. au 31.12.</b>	<b>Bestand per 31.12.</b>	<b>82'454</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>82'454</b>	<b>42'468</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total des crédits octroyés</b>	<b>Total Kredite gesprochen</b>	<b>39'126'310</b>	<b>38'380'644</b>	<b>669'565</b>	<b>78'176'519</b>	<b>4'000'000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total des crédits utilisés</b>	<b>Total Kredite verwendet</b>	<b>39'166'650</b>	<b>15'244'409</b>	<b>679'756</b>	<b>55'090'815</b>	<b>3'911'954</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total des soldes résiduels</b>	<b>Total Bestand</b>	<b>-40'340</b>	<b>23'136'235</b>	<b>-10'191</b>	<b>23'085'704</b>	<b>88'046</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## Annexe

GRAND CONSEIL

2023-DEE-7

**Rapport d'activité : Etablissement cantonal de promotion foncière (ECPF) - Rapport d'activité 2022**

*Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG*

---

*Présidence* : Claude Brodard

*Vice-présidence* : Bruno Boschung

*Membres* : Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, Nadine Gobet, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldì, Elias Moussa, Stéphane Peiry, Benoît Rey, Bruno Riedo

### Prendre acte

La Commission prend acte de ce rapport d'activité et invite le Grand Conseil à en faire autant.

---

*Le 14 juin 2023*

## Anhang

GROSSER RAT

2023-DEE-7

**Tätigkeitsbericht: Kantonale Anstalt für die aktive Bodenpolitik (KAAB) - Jahresbericht 2022**

*Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK*

---

*Präsidium* : Claude Brodard

*Vize-Präsidium* : Bruno Boschung

*Mitglieder* : Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, Nadine Gobet, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldì, Elias Moussa, Stéphane Peiry, Benoît Rey, Bruno Riedo

### Kenntnisnahme

Die Kommission nimmt diesen Tätigkeitsbericht zur Kenntnis und lädt den Grossen Rat ein, es ihr gleichzutun.

---

*Den 14. Juni 2023*



## Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion de Weck Antoinette / Zurich Simon

2022-GC-99

### Fonds pour la séquestration et la réduction du CO<sub>2</sub>

#### I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 18 mai 2022, les motionnaires demandent l'introduction dans la législation cantonale d'un fonds octroyant des moyens supplémentaires pour un programme de séquestration et de réduction du CO<sub>2</sub>. Des suggestions sont faites quant à la base légale précise qui pourrait être modifiée pour ancrer cette nouvelle disposition (loi sur l'énergie ou future loi sur le climat). Le but de cette création de fonds est de permettre au Conseil d'Etat de financer des projets de recherche et des projets-pilotes, de soutenir les efforts réalisés par le secteur agricole dans la préservation des sols et surtout de financer les mesures visant à préserver et revitaliser les milieux naturels pour la séquestration de CO<sub>2</sub>, ceci tant dans une visée d'encouragement de la biodiversité que de lutte contre les changements climatiques.

La répartition des moyens alloués au fonds est définie, avec :

- > deux tiers des moyens pour la revitalisation des sites naturels (marais, sites alluviaux, forêts, etc.) ;
- > un tiers des moyens pour le développement des technologies de séquestration et de réduction des émissions par les hautes écoles et entreprises fribourgeoises ainsi que pour le soutien à l'agriculture en vue de la préservation des sols.

La justification de la motion réside dans l'adjonction d'un volet financier supplémentaire, celui de la séquestration et du stockage de CO<sub>2</sub>, à la politique climatique déjà élaborée portant principalement sur la réduction à la source des émissions de gaz à effet de serre (GES) et sur l'adaptation aux changements climatiques. Selon les motionnaires, la durée de vie du CO<sub>2</sub> déjà produit s'élève à plus de 500 ans, la réduction des émissions à la source n'est donc pas suffisante pour lutter contre le réchauffement climatique et raison pour laquelle il faut également agir sur le CO<sub>2</sub> déjà produit.

L'accent est mis sur certains écosystèmes qui séquestrent naturellement le CO<sub>2</sub> sous nos latitudes, il s'agit principalement des marais et des forêts. Or la situation en Suisse est particulièrement dramatique à cet égard. Ce sont notamment 82 % des marais qui ont disparu depuis 1900. Les motionnaires demandent ainsi que le Canton de Fribourg préserve et revitalise ces milieux naturels à des fins de séquestration du CO<sub>2</sub>.

L'aspect économique de telles mesures est également relevé. Celles-ci sont réalisées en collaboration avec des agriculteurs et des entreprises spécialisées et ces investissements profitent directement à l'économie fribourgeoise. Les motionnaires citent à ce titre une enquête de l'Office fédéral de l'environnement qui démontre le soutien à l'emploi dans les régions périphériques et



l'amélioration notable de la situation économique des petites exploitations agricoles induits par le financement de ces mesures.

## II. Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat suit les développements scientifiques au sujet de la séquestration de CO<sub>2</sub>, y compris au niveau fédéral, et intègre lui aussi la notion de puits de carbone dans sa politique climatique cantonale, comme volet complémentaire à la réduction (à la source) des émissions de GES et à l'adaptation aux changements climatiques.

A l'instar de la stratégie à long terme de la Suisse, l'Etat de Fribourg, au travers de son Plan Climat cantonal (PCC), vise la réduction de ses émissions de GES et l'objectif de zéro émission nette d'ici à 2050. Cela ne sera rendu possible que par la séquestration complète et durable du CO<sub>2</sub> restant, encore émis à ce moment-là. Cela se fera grâce aux puits de carbone et au développement des NET (technologies d'émission négative). Ces approches ont encore peu été éprouvées et doivent poursuivre le développement récent dont elles sont l'objet, bien que les effets attendus restent limités face au défi climatique et aux objectifs de la Suisse et de l'Etat de Fribourg.

Actuellement, le PCC met en œuvre la mesure « Promotion de la réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture » (A.2.1) avec un but de promotion du stockage de CO<sub>2</sub> dans les sols agricoles. Pour 2023 et 2024 deux autres mesures de stockage sont aussi planifiées : une mesure portant sur la « Sensibilisation aux bonnes pratiques visant à favoriser le stockage carbone dans les sols agricoles » (A.1.1) et une autre mesure de « Soutien à la promotion et à la valorisation de la ressource bois » (C.2.2) qui encourage la consommation de produits participant au stockage carbone.

La protection, revitalisation et création des zones humides fait partie du volet Adaptation du PCC. Les mesures en cours « Réalisation de projets pilotes visant la mise en réseau de biotopes » (B.6.1), « Création et renaturation de zones humides » (B.5.2) et « Soutien aux projets de revitalisation de cours d'eau » (B.5.3) ont comme co-impact anticipé d'augmenter la capacité du stockage naturel du territoire. Deux mesures similaires sont encore planifiées en 2023 : « Prise en compte des besoins des milieux humides dans les projets influençant le régime des lacs et des cours d'eau » (B.1.2) et « Réalisation de mesures visant la réduction de la pression humaine sur les milieux naturels sensibles aux changements climatiques » (B.1.4).

Les travaux de préparation pour le projet de loi cantonale sur le climat, intègre également la dimension des puits de carbone naturels et artificiels. Cette dimension est premièrement prise en compte dans les buts du projet de loi, à l'art. 1 al. 2 let. b et les objectifs climatique de l'Etat, à l'art. 2 al.4 par lequel l'Etat de Fribourg s'engage à poursuivre une politique climatique active en s'assurant notamment que les prestations des puits de carbone présents sur le territoire du canton soient optimisées afin de contribuer à la neutralité carbone (zéro émission nette).

Elle est ensuite prise en compte dans le cadre des dispositions portant sur le subventionnement. Il est ainsi proposé que des subventions puissent être octroyées à des communes, des institutions de droit public, des personnes physiques ou morales de droit privé pour la réalisation de mesures d'adaptation aux changements climatiques et de réduction à la source de GES, mais aussi pour des mesures de renforcement de la capacité d'absorption des puits de carbone naturels et artificiels, toutes ces mesures devant contribuer à atteindre les objectifs fixés par le projet de loi.

Parmi les mesures visées par le texte de loi, on pensera en particulier à la restauration ou l'optimisation des puits de carbone en milieu naturel ou agricole. Les mesures soutenues seront répertoriées au sein du PCC et coordonnées avec toutes les instances concernées. A noter que de nombreuses mesures du Plan visent déjà actuellement à apporter un soutien financier pour des projets.

Il convient encore de souligner que la demande des motionnaires de pouvoir soutenir des hautes écoles tout comme des entreprises du canton ou encore des agricultrices et agriculteurs trouve déjà réponse dans le projet adopté par le Conseil d'Etat, puisque sont notamment éligibles à l'octroi de subventions, les institutions de droit public – donc les hautes écoles – et les personnes physiques ou morale de droit privé – donc les entreprises et les agricultrices et agriculteurs.

La réglementation d'exécution donnera les précisions nécessaires quant au subventionnement (types d'aides possibles, critères d'attribution, etc.) ; il sera donc veillé à ce que les principales propositions de la motion soient prises en compte dans le cadre des travaux d'élaboration de cette réglementation.

Des mesures du type de celles évoquées par les motionnaires semblent à première vue en bonne place pour se voir attribuer une participation financière dans le cadre des mécanismes financiers prévus dans le projet de loi. En effet, le PCC de première génération est financé par un crédit d'engagement voté par le Grand Conseil qui s'élève à 21 millions de francs pour la durée de la mise en œuvre (5 ans). Une nouvelle demande de crédit d'engagement sera formulée pour les futures générations. En outre, le PCC peut se voir doter de montants du fonds d'infrastructures, comme le montre la décision du 7 juin 2022 du Conseil d'Etat qui prévoit une première dotation de 25 millions de francs pour le climat. Ces montants permettront de couvrir une partie des dépenses comprises dans le cadre du crédit d'engagement susmentionné, à savoir celles liées à des investissements, et de financer d'éventuelles autres mesures et actions impliquant des investissements en faveur du climat

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil :

- > à fractionner la motion ;
- > à accepter le volet visant à soutenir financièrement la séquestration et la réduction de CO2 au travers des mécanismes financiers déjà établis pour le financement de la politique climatique, volet que le Conseil d'Etat estime avoir déjà mis en œuvre en grande partie par le biais du projet de loi sur le climat ;
- > à refuser le volet portant sur la création, dans une base légale cantonale, d'un nouveau fonds.

En cas de refus sur le fractionnement, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à rejeter la motion.

*20 septembre 2022*



## Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion de Weck Antoinette / Zurich Simon

2022-GC-99

### Fonds für CO<sub>2</sub>-Sequestrierung und -Reduktion

#### I. Zusammenfassung der Motion

Mit der am 18. Mai 2022 eingereichten und begründeten Motion fordern Grossrätin de Weck und Grossrat Zurich die Einführung in die kantonale Gesetzgebung eines Fonds, aus dem zusätzliche Mittel für ein Programm zur CO<sub>2</sub>-Sequestrierung und -Reduktion ausgerichtet werden. In der Motion werden Vorschläge zu den gesetzlichen Grundlagen gemacht, die in diesem Sinn geändert werden könnten (Energiegesetz oder zukünftiges Klimagesetz). Mit der Schaffung des Fonds soll dem Staatsrat die Möglichkeit gegeben werden, Forschungs- und Pilotprojekte zu finanzieren, die Bemühungen des Agrarsektors zur Erhaltung des Bodens zu unterstützen und vor allem Massnahmen zur Erhaltung und Revitalisierung natürlicher Lebensräume für die CO<sub>2</sub>-Sequestrierung zu finanzieren, dies sowohl im Hinblick auf die Förderung der Biodiversität als auch den Kampf gegen den Klimawandel.

Die Fondsmittel sollen wie folgt verwendet werden:

- > zwei Drittel für die Revitalisierung von natürlichen Landschaftswerten (Moore, Auenlandschaften, Wälder usw.);
- > ein Drittel für die Entwicklung durch Freiburger Hochschulen und Unternehmen von Technologien zur Emissionssequestrierung und -reduktion sowie für die Unterstützung der Landwirtschaft zur Erhaltung der Böden.

Die Motion wird damit begründet, dass die bereits entwickelte Klimapolitik, die sich hauptsächlich auf die Reduktion der Treibhausgasemissionen an der Quelle und die Anpassung an den Klimawandel konzentrierte, um eine zusätzliche finanzielle Komponente, nämlich die Sequestrierung und Speicherung von CO<sub>2</sub>, ergänzt werden müsse. Das bereits produzierte CO<sub>2</sub> habe nämlich eine Lebensdauer von über 500 Jahren, weshalb die Reduktion der Emissionen an der Quelle nicht ausreiche, um die Klimaerwärmung zu bekämpfen; vielmehr müsse auch etwas gegen das bereits produzierte CO<sub>2</sub> unternommen werden.

Der Schwerpunkt wird in der Motion auf bestimmte Ökosysteme gelegt, die in unseren Breitengraden auf natürliche Weise CO<sub>2</sub> binden, namentlich Moore und Wälder. Die Situation in der Schweiz sei in dieser Hinsicht jedoch besonders dramatisch. So hätten etwa die Moore seit 1900 einen Flächenrückgang von 82 % erlitten. Mit der Motion wird deshalb verlangt, dass der Kanton diese natürlichen Lebensräume zum Zweck der CO<sub>2</sub>-Sequestrierung bewahrt und revitalisiert.

In der Motion wird auch der wirtschaftliche Aspekt solcher Massnahmen hervorgehoben: Diese Massnahmen werden in Zusammenarbeit mit Landwirtinnen und Landwirten sowie spezialisierten Unternehmen durchgeführt, sodass diese Investitionen direkt der Freiburger Wirtschaft zugutekommen. Die Verfasser der Motion zitieren in diesem Zusammenhang eine Untersuchung

des Bundesamts für Umwelt, die belegt, dass die Finanzierung dieser Massnahmen die Beschäftigung in den Randregionen fördere und die wirtschaftliche Situation von kleinen landwirtschaftlichen Betrieben deutlich verbessere.

## II. Antwort des Staatsrats

Der Staatsrat verfolgt die wissenschaftlichen Entwicklungen im Bereich der CO<sub>2</sub>-Sequestrierung – auch die auf Bundesebene – und integriert seinerseits das Konzept der Kohlenstoffsinken in seine kantonale Klimapolitik als ergänzendes Element zur Reduktion der Treibhausgasemissionen (an der Quelle) und zur Anpassung an den Klimawandel.

Nach dem Vorbild der langfristigen Strategie der Schweiz strebt der Staat Freiburg mit seinem kantonalen Klimaplan (KKP) die Reduktion seiner Treibhausgasemissionen und das Netto-Null-Ziel bis 2050 an. Die Erreichung dieses Ziels wird nur durch die vollständige und dauerhafte Sequestrierung des restlichen, zu diesem Zeitpunkt noch emittierten CO<sub>2</sub> möglich sein, was durch Kohlenstoffsinken und die Entwicklung von Negativemissionstechnologien (NET) erreicht werden soll. Diese Technologien sind noch wenig erprobt und müssen weiterentwickelt werden, auch wenn die erwarteten Auswirkungen angesichts der klimatischen Herausforderung sowie der Ziele der Schweiz und des Staats Freiburg begrenzt bleiben.

Derzeit setzt das KKP die «Massnahmen zur Reduktion der Treibhausgasemissionen aus der Landwirtschaft» (A.2.1) um mit dem Ziel, die CO<sub>2</sub>-Speicherung in landwirtschaftlichen Böden zu fördern. Für 2023 und 2024 sind zudem zwei weitere Speichermassnahmen geplant: die Massnahme «Sensibilisierung für gute Praktiken zur Förderung der Kohlenstoffspeicherung in landwirtschaftlichen Böden» (A.1.1) sowie die Massnahme «Unterstützung der Förderung und Valorisierung der Ressource Holz» (C.2.2), mit der der Gebrauch von Produkten gefördert wird, die zur Kohlenstoffspeicherung beitragen.

Der Schutz, die Revitalisierung und die Schaffung von Feuchtgebieten ist Teil der Anpassungskomponente des KKP. Weiter können die laufenden Massnahmen «Durchführung von Pilotprojekten zur Vernetzung von ökologischen Flächen» (B.6.1), «Schaffung und Renaturierung von Feuchtgebieten» (B.5.2) und «Unterstützung von Projekten zur Revitalisierung von Fliessgewässern» (B.5.3) erwähnt werden, deren erwarteter Nebeneffekt die Erhöhung der natürlichen Speicherkapazität des Kantonsgebiets ist. Für 2023 sind noch zwei weitere, vergleichbare Massnahmen geplant: «Berücksichtigung der Erfordernisse für Feuchtgebiete in Projekten, die das Pegelregime der Seen und den Wasserhaushalt der Fliessgewässer beeinflussen» (B.1.2) sowie «Durchführung von Massnahmen zur Verringerung menschlicher Belastungen auf klimasensible Naturräume» (B.1.4).

Die Vorbereitungsarbeiten für den Entwurf des kantonalen Klimagesetzes beziehen auch die natürlichen und künstlichen Kohlenstoffsinken mit ein. Diese Dimension wird zum einen in den Zielen des Gesetzesentwurfs in Artikel 1 Abs. 2 Bst. b und in den Klimazielen des Staats in Artikel 2 Abs. 4 berücksichtigt, mit dem sich der Staat Freiburg verpflichtet, eine aktive Klimapolitik zu verfolgen, indem er insbesondere sicherstellt, dass die Absorptionskapazität natürlicher und künstlicher Kohlenstoffsinken optimiert werden, um so zur Kohlenstoffneutralität beizutragen (Netto-Null-Emissionen).

Sie wird zum anderen im Rahmen der Bestimmungen über die Subventionierung berücksichtigt. So wird im Entwurf vorgeschlagen, dass Gemeinden, Gemeindeverbänden und weiteren juristischen Personen des öffentlichen Rechts sowie natürlichen oder juristischen Personen des Privatrechts eine Subvention für die Durchführung von Massnahmen zur Anpassung an den Klimawandel und zur Reduktion von Treibhausgasen an der Quelle, aber auch für Massnahmen zur Stärkung der Absorptionskapazität natürlicher und künstlicher Kohlenstoffsinken gewährt werden kann, soweit die Massnahmen zur Erreichung der im Gesetzentwurf festgelegten Ziele beitragen.

Zu den Massnahmen, auf die der Gesetzestext abzielt, zählt insbesondere die Wiederherstellung oder Optimierung von Kohlenstoffsinken in natürlichen oder landwirtschaftlichen Umgebungen. Die unterstützten Massnahmen werden im KKP aufgelistet und mit allen relevanten Stellen koordiniert werden. Es sei darauf hingewiesen, dass viele Massnahmen des KKP bereits heute auf die finanzielle Unterstützung von Projekten abzielen.

Die Forderung der Motion, Hochschulen und Unternehmen des Kantons wie auch Landwirte und Landwirtinnen unterstützen zu können, wird bereits durch den vom Staatsrat verabschiedeten Gesetzesentwurf erfüllt, da insbesondere Körperschaften und Institutionen des öffentlichen Rechts – also Hochschulen – und natürliche oder juristische Personen des Privatrechts – namentlich Unternehmen sowie Landwirte und Landwirtinnen – für die Gewährung von Subventionen in Frage kommen.

Das Ausführungsreglement wird die notwendigen Präzisierungen zur Subventionierung (mögliche Arten der Unterstützung, Vergabekriterien usw.) enthalten; auch wird darauf geachtet werden, dass die wichtigsten Vorschläge der Motion im Rahmen der Arbeiten zur Ausarbeitung dieser Bestimmungen berücksichtigt werden.

Die Chancen stehen a priori gut, dass Massnahmen, wie sie in der Motion erwähnt sind, eine finanzielle Beteiligung im Rahmen der im Gesetzentwurf vorgesehenen Finanzierungsmechanismen erhalten, wird der KKP der ersten Generation doch durch einen vom Grossen Rat verabschiedeten Verpflichtungskredit finanziert, der sich für die Dauer der Umsetzung (5 Jahre) auf 21 Millionen Franken beläuft. Für die künftigen Generationen des KKP wird der Staatsrat dem Grossen Rat neue Verpflichtungskreditgesuche unterbreiten. Darüber hinaus können dem KKP Beträge aus dem Infrastrukturfonds zugewiesen werden. So beschloss der Staatsrat am 7. Juni 2022 eine erste Ausstattung von 25 Millionen Franken für das Klima. Diese Beträge werden es erlauben, einen Teil der Ausgaben zu decken, die im Rahmen des oben genannten Verpflichtungskredits vorgesehen sind, d. h. Ausgaben für Investitionen, sowie mögliche weitere Massnahmen und Aktionen zu finanzieren, die Investitionen für den Klimaschutz umfassen.

Abschliessend ersucht der Staatsrat den Grossen Rat:

- > die Motion aufzuteilen;
- > den Teil der Motion anzunehmen, der darauf abzielt, die CO<sub>2</sub>-Sequestrierung und -Reduktion durch die bereits etablierten Mechanismen zur Finanzierung der Klimapolitik zu unterstützen, wurde dieser Teil doch aus Sicht des Staatsrats zu grossen Teilen mit dem Entwurf des Klimagesetzes bereits umgesetzt;
- > den Teil abzulehnen, der die Einführung eines Fonds in die kantonale Gesetzgebung fordert.

Sollte die Aufteilung abgelehnt werden, so beantragt der Staatsrat die Abweisung der Motion.

*20. September 2022*



## Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Postulat Ingold François (pour groupe VERT-E-S et allié-e-s)  
**Vers une prise en compte des émissions de GES dans les investissements de l'Etat**

2022-GC-98

### I. Résumé du postulat

Par postulat déposé et développé le 17 mai 2022, il est demandé au Conseil d'Etat de réaliser une étude visant à évaluer et à mettre en œuvre le potentiel de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici à 2030 de tous les actuels et futurs investissements de plus de 5 millions de francs. L'étude doit contenir au moins :

- > la présentation de la méthodologie de calcul des émissions de GES transposable à chaque investissement supérieur à 5 millions de francs ;
- > la présentation de la méthodologie de calcul des coûts environnementaux et des opportunités de réduction des GES pour chaque investissement supérieur à 5 millions de francs ;
- > la présentation du système de compensation de GES sur le territoire cantonal pour chaque investissement supérieur à 5 millions qui ne respecterait pas les objectifs du plan climat.

Il est également demandé au Conseil d'Etat au travers de ce postulat de spécifier la manière dont il veut procéder pour compenser les GES pour les investissements supérieurs à 5 millions de francs qui ne respecteraient pas les ambitions des objectifs climatiques que le Conseil d'Etat s'est fixé dans le Plan Climat cantonal (PCC).

Ce postulat est issu du constat que le canton ne met pas suffisamment de moyens pour atteindre ses objectifs climatiques ambitieux et du manque de prise en considération, sur le plan financier, des enjeux climatiques et environnementaux malgré l'identification claire de risques en la matière. Il y est ainsi fait état du bénéfice réalisé lors du bouclage des comptes de l'Etat 2021 et de l'utilisation de la fortune nette tout en soulignant qu'aucune provision n'est aujourd'hui destinée à compenser financièrement les dommages prévisibles dus aux changements climatiques. Or les députés estiment qu'une partie de la solution serait d'évaluer le potentiel des investissements dans l'atteinte des objectifs climatiques que le Conseil d'Etat s'est fixé.

L'objectif de cette demande, grâce à l'étude qu'il est demandé de réaliser, est in fine de changer la manière d'appréhender les investissements de l'Etat dans la perspective de réduire substantiellement les émissions de GES induits par ces investissements.



## II. Réponse du Conseil d'Etat

En 2021, le Groupement d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a conclu avec certitude que l'activité humaine est la principale cause du réchauffement global. Les derniers rapports publiés par le GIEC<sup>1</sup> en 2022 pointent quant à eux les conséquences de l'inaction et la nécessité de prendre des mesures plus ambitieuses afin de s'adapter aux changements climatiques ainsi que de réduire les émissions de GES.

Le dernier rapport du GIEC présente les coûts ainsi que les avantages économiques des mesures politiques de protection du climat et indique que les savoir-faire et les instruments nécessaires à la réduction de moitié des GES sont d'ores et déjà disponibles. Il est également démontré que « le volume de capitaux et de liquidités disponibles à l'échelle planétaire est suffisant pour atteindre le montant à investir. Tout dépendra de la clarté des signaux que donneront les gouvernements et la communauté internationale, notamment par l'adoption de mesures financières et de politiques plus fermes de la part du secteur public ».

Le projet de loi cantonale sur le climat (LClim), adopté par le Conseil d'Etat le 20 septembre 2022, intègre des éléments permettant la prise en compte des enjeux climatiques dans les investissements de l'Etat.

Premièrement, l'Etat entend participer à l'effort international et national visant à rendre les flux financiers compatibles avec les objectifs climatiques et il inscrit ce principe dans les buts de la loi, à l'article 1 al. 2 let. d. De cette manière, il entend, notamment au travers de sa participation financière au capital-actions de sociétés, veiller à ce que les investissements consentis soient alignés aux objectifs climatiques. Il souhaite par ailleurs soutenir les différents acteurs des marchés financiers. Cet article ouvre également la voie à des réflexions sur l'intégration d'une meilleure prise en compte des enjeux climatiques dans les législations sectorielles, telles que la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (LCP ; RSF 122.73.1) et la loi sur la Banque cantonale de Fribourg (LBCF ; RSF 961.1). Le PCC consacre d'ailleurs une mesure (C.3.1) visant le renforcement des investissements et des flux financiers en faveur du climat.

Dans une démarche plus interne aux investissements propres de l'Etat et à ses activités, l'article 4 al. 1 et al. 2 du projet de LCLim prévoit la prise en compte des enjeux climatiques dans les projets de l'Etat et institue l'examen de certains projets importants définis dans la réglementation d'exécution. Cet article consacre donc l'obligation pour l'Etat de prendre en compte la nécessité de réduire les émissions de GES, d'assurer la capacité d'absorption des puits de carbone et de s'adapter aux changements climatiques afin de protéger l'être humain et son milieu naturel contre leurs effets nuisibles, et cela dans l'accomplissement de ses tâches ou activités, dans les investissements et lors de l'octroi de subventions. L'alinéa 2 prévoit explicitement la mise en œuvre d'un mécanisme permettant d'examiner les projets les plus importants, du point de vue de l'impact climatique

---

<sup>1</sup> IPCC, 2022 : Summary for Policymakers [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, M. Tignor, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem (eds.)]. In : Climate Change 2022 : Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, M. Tignor, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem, B. Rama (eds.)]. Cambridge University Press, 40 pp. Et IPCC, 2022, The evidence is clear : the time for action is now. We can halve emissions by 2030 – IPCC, (<https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2022/04/IPCC-AR6-WG-III-PressRelease-French.pdf>) (27.04.2022).

potentiel, sous l'angle de leur compatibilité avec les enjeux climatiques. Le coût d'investissement pour l'Etat pourra notamment être un critère pour la mise en examen de projets.

Les projets qui seront soumis à cet examen « climatique » seront définis dans la réglementation d'exécution de la loi. Les travaux d'élaboration de cette réglementation sont en cours et les développements nécessaires pour l'application de ce mécanisme innovant est aussi en processus d'élaboration. Ces travaux seront pleinement finalisés une fois la loi adoptée par le Grand Conseil.

Les aspects méthodologiques concernant le calcul des coûts environnementaux, les opportunités de réduction des GES, le système de compensation de GES sur le territoire cantonal pour les investissements supérieurs à 5 millions de francs qui ne respecteraient pas les objectifs de la loi sur le climat sont notamment étudiés. Une piste de mise en œuvre concrète explorée à ce jour est de travailler en lien avec la démarche de la Boussole 21 qui rend déjà en partie possible l'analyse des incidences climatiques.

Au vu des éléments évoqués dans sa réponse et dans la mesure où les souhaits des auteurs du postulat seront pris en considération sous d'autres formes (développements en cours dans le cadre de l'élaboration de la réglementation d'exécution du projet de loi sur le climat), le Conseil d'Etat invite pour cette raison le Grand Conseil à rejeter ce postulat.

*22 novembre 2022*



## **Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss**

Postulat Ingold François (für Fraktion Grünes Bündnis)

2022-GC-98

### **Für eine Berücksichtigung der Treibhausgasemissionen bei den Investitionen des Staats**

#### **I. Zusammenfassung des Postulats**

Mit dem am 17. Mai 2022 eingereichten und begründeten Postulat wird der Staatsrat aufgefordert, eine Studie durchzuführen, um das Potenzial aller aktuellen und zukünftigen Investitionen über 5 Millionen Franken zur Reduktion bis 2030 der Treibhausgasemissionen (THG) zu bewerten und umzusetzen. Die Studie soll mindestens über folgende Punkte Auskunft geben:

- > Methodik zur Berechnung der THG-Emissionen für jede Investition über 5 Millionen Franken;
- > Methodik zur Berechnung der Umweltkosten und der Möglichkeiten zur Reduktion der THG-Emissionen für jede Investition über 5 Millionen Franken;
- > System zur Kompensation von THG-Emissionen auf dem Kantonsgebiet für jede Investition über 5 Millionen Franken, die die Ziele des Klimaplanes nicht einhält.

Der Staatsrat soll zudem angeben, wie er vorgehen will, um die THG-Kompensation für Investitionen über 5 Millionen Franken zu erreichen, die nicht den Ambitionen der Klimaziele entsprechen, die sich der Staatsrat im kantonalen Klimaplan (KKP) gesetzt hat.

Grund für das Postulat ist die Feststellung, dass der Kanton nicht genügend Mittel einsetzt, um seine ehrgeizigen Klimaziele zu erreichen, und dass trotz der klaren Identifizierung von Risiken in diesem Bereich die Klima- und Umweltfragen auf finanzieller Ebene nicht berücksichtigt werden. So wird etwa der Gewinn beim Abschluss der Staatsrechnung 2021 und die Verwendung des Nettovermögens ausgewiesen und gleichzeitig betont, dass es heute keine Rückstellungen gibt, um die absehbaren Schäden durch den Klimawandel finanziell zu kompensieren. Die Postulanten sind jedoch der Ansicht, dass ein Teil der Lösung darin bestünde, das Potenzial der Investitionen für die Erreichung der Klimaziele, die sich der Staatsrat gesetzt hat, zu bewerten.

Mit dem Postulat soll die Art und Weise geändert werden, wie staatliche Investitionen betrachtet werden, um die durch diese Investitionen verursachten THG-Emissionen wesentlich zu reduzieren.

## II. Antwort des Staatsrats

Im Jahr 2021 kam der Weltklimarat (IPCC) zum Schluss, dass die menschliche Aktivität zweifelsfrei die Hauptursache für die globale Erwärmung ist. Die jüngsten Berichte des IPCC<sup>1</sup> aus dem Jahr 2022 zeigen die Folgen der Untätigkeit auf und machen deutlich, dass ehrgeizigere Massnahmen zur Anpassung an den Klimawandel und zur Verringerung der Treibhausgasemissionen erforderlich sind.

Der neuste IPCC-Bericht zeigt die Kosten sowie den wirtschaftlichen Nutzen politischer Massnahmen zum Klimaschutz auf und stellt fest, dass das nötige Know-how und die Instrumente zur Halbierung der Treibhausgasemissionen bereits vorhanden sind. Im Bericht wird auch nachgewiesen, dass «das weltweit verfügbare Kapital- und Liquiditätsvolumen ausreicht, um den zu investierenden Betrag zu erreichen. Alles wird davon abhängen, ob die Regierungen und die internationale Gemeinschaft klare Signale aussenden, insbesondere durch die Annahme entschlossenerer finanzieller und politischer Massnahmen seitens des öffentlichen Sektors».

Der Entwurf des kantonalen Klimagesetzes (KlimG), der am 20. September 2022 vom Staatsrat verabschiedet wurde, enthält Elemente, die die Berücksichtigung von Klimafragen bei den Investitionen des Staats ermöglichen.

Erstens will sich der Staat an den internationalen und nationalen Bemühungen beteiligen, die Finanzflüsse mit den Klimazielen in Einklang zu bringen. Er verankerte diesen Grundsatz deshalb in den Zielen des Gesetzes (Art. 1 Abs. 2 Bst. d KlimG). Auf diese Weise will er – namentlich über seine finanzielle Beteiligung am Aktienkapital von Unternehmen – sicherstellen, dass die getätigten Investitionen mit den Klimazielen in Einklang gebracht werden. Darüber hinaus will er die verschiedenen Akteure auf den Finanzmärkten unterstützen. Dieser Artikel ebnet auch den Weg für Überlegungen zur Integration einer besseren Berücksichtigung der klimatischen Herausforderungen in sektorielle Gesetzgebungen wie das Gesetz über die Pensionskasse des Staatspersonals (PKG; SGF 122.73.1) und das Gesetz über die Freiburger Kantonalbank (FKBG; SGF 961.1). Der KKP widmet im Übrigen eine Massnahme (Massnahme C.3.1) der Verstärkung der Investitionen und Finanzströme zugunsten des Klimas.

In einem internen Ansatz für die Eigeninvestitionen des Staats und seine Aktivitäten verlangt Artikel 4 Abs. 1 und Abs. 2 KlimG, dass der Staat die klimatischen Herausforderungen bei seinen Projekten berücksichtigt und dass bestimmte, in den Ausführungsbestimmungen definierte Projekte auf ihre Klimaverträglichkeit geprüft werden. Dieser Artikel verankert mit anderem Wort die Pflicht des Staats, bei der Wahrnehmung seiner Aufgaben und Aktivitäten, bei Investitionen und bei der Gewährung von Subventionen darauf zu achten, dass die THG-Emissionen reduziert werden und dass die Aufnahmefähigkeit der Kohlenstoffsenken sowie die Anpassung an den Klimawandel gewährleistet sind, um den Menschen und seine natürliche Umwelt vor seinen schädlichen

---

<sup>1</sup> IPCC, 2022: Summary for Policymakers [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, M. Tignor, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem (eds.)]. In: Climate Change 2022: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, M. Tignor, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem, B. Rama (eds.)]. Cambridge University Press, 40 pp. Et IPCC, 2022, The evidence is clear: the time for action is now. We can halve emissions by 2030 – IPCC, (<https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2022/04/IPCC-AR6-WG-III-PressRelease-French.pdf>) (27.04.2022).

Auswirkungen zu schützen. In Absatz 2 ist ausdrücklich die Einführung eines Mechanismus vorgesehen, mit dem die wichtigsten Projekte unter dem Gesichtspunkt ihrer potenziellen Klimaauswirkungen auf ihre Klimaverträglichkeit hin überprüft werden können. Insbesondere die Investitionskosten für den Staat können ein Kriterium für die Prüfung von Projekten sein.

Die Projekte, die dieser Prüfung unterzogen werden, werden im Ausführungsreglement festgelegt werden. Die Arbeiten an diesen Ausführungsbestimmungen sind im Gang und die Entwicklungen, die für die Anwendung dieses innovativen Mechanismus notwendig sind, befinden sich ebenfalls in Ausarbeitung. Diese Arbeiten werden vollständig abgeschlossen, nachdem der Grosse Rat das Gesetz verabschiedet hat.

Unter anderem werden methodische Aspekte bezüglich der Berechnung der Umweltkosten, der Möglichkeiten zur THG-Reduktion und des Systems zur THG-Kompensation auf dem Kantonsgebiet bei Investitionen über 5 Millionen Franken, die die Ziele des Klimagesetzes nicht einhalten, untersucht. Ein möglicher Weg zur konkreten Umsetzung, der geprüft wird, stützt sich auf das Instrument Kompass21, das die Analyse der Klimaauswirkungen heute schon zumindest teilweise ermöglicht.

Angesichts der in seiner Antwort erwähnten Elemente und in dem Masse, wie die Anliegen der Postulanten in anderer Form berücksichtigt werden (laufende Entwicklungen im Rahmen der Ausarbeitung der Ausführungsbestimmungen zum Klimagesetz), beantragt der Staatsrat dem Grossen Rat die Ablehnung des Postulats.

*22. November 2022*